Le Sale Boche
raconté aux braves gens

Le Sale Boche raconté aux braves gens

Une réécriture du livre de B. Bradberry
à l'usage des francophones

Benton L. Bradberry

Traduit et adapté de l'américain par

Valérie Devon

Didi18
Editions

Traduit et adapté de l'américain par
Valérie Devon
118 notes de bas de pages [NdT] et […] dans le corps du livre sont de la traductrice qui s'est efforcée de débarrasser le présent texte de tournures et de redondances qui se plaquaient mal sur la pensée francophone.

Titre du livre original : *The Myth of German Villainy,*
publié par Authorhouse, Bloomington (Indiana).

Illustration de couverture : Max l'Intrépide
Couverture réalisée par : Mario Santa Maria
Composition et mise en page : Valérie Devon

©2020Valérie Devon Tous droits réservés
pour la traduction française
Imprimé et Publié par Valérie Devon
Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit
ou utilisé de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite expresse
de l'éditeur, à l'exception de l'utilisation de courtes citations dans une revue
de livres ou un journal scientifique.
Contact information : valerie.devon@tutanota.de

La résolution suivante fut adoptée à l'issue de la 102ème session du Comité des droits de l'homme de l'ONU (Genève, juillet 2011). Elle liait notamment l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse :

« Les lois qui criminalisent l'expression d'opinions concernant des faits historiques sont incompatibles avec les obligations que le Pacte impose aux États parties en ce qui concerne le respect de la liberté d'opinion et de la liberté d'expression. Le Pacte ne permet pas les interdictions générales de l'expression d'une opinion erronée ou d'une interprétation incorrecte d'évènements du passé. »

****

« Nous devons remplir nos hôpitaux psychiatriques de fous antisémites et nos prisons de criminels antisémites. Nous devons chasser l'antisémitisme ; aller jusqu'aux limites de la loi ; puis les détruire. Nous devons humilier nos antisémites et les harceler jusqu'à en faire nos compagnons de route... »

Rabbin Leon Spitz, dans : *The American Hebrew*, 1. 3. 1946

****

« Nous avons fait de Hitler un monstre ; un diable. C'est pourquoi nous ne pouvions pas nous désavouer après la guerre. Après tout, nous avons mobilisé les masses contre le diable lui-même. Après-guerre, nous avons donc été contraints de continuer à jouer notre rôle dans ce scénario diabolique. Nous n'aurions pu en aucun cas faire remarquer à notre peuple que la guerre n'était qu'une mesure économique préventive. »

Secrétaire d'État américain James Baker (1992).

À la mémoire de Benton L. Bradberry,
mort le 25 septembre 2019.

Table des matières

Avant-propos de l'édition allemande 13

Avant-propos de l'édition française 17

Sur les raisons du présent livre 19

Chapitre 1 25

L'Allemagne, une nation maléfique ?

Chapitre 2 44

L'après-guerre en Allemagne

Chapitre 3 64

Le facteur juif dans la guerre

Chapitre 4 75

La révolution russe de 1917

Chapitre 5 107

La Terreur Rouge

Chapitre 6 126

La révolution bolchevique se répand dans toute l'Europe

Chapitre 7 146

L'État d'Israël

Chapitre 8 154

Les juifs de Weimar

Chapitre 9 165

Hitler et les Nationaux-Socialistes prennent le pouvoir

Chapitre 10 181

Le National-Socialisme en opposition au communisme

Chapitre 11 192

Les juifs déclarent la guerre à l'Allemagne

Chapitre 12 225

Collaboration nationale-socialiste et sioniste visant à favoriser l'émigration juive

Chapitre 13 235

La vie en Allemagne sous Hitler

Chapitre 14 275

Hitler commence la reconquête des territoires allemands

Chapitre 15 280

Les Jeux olympiques de 1936

Chapitre 16 289

« Der Anschluß » – L'inclusion de l'Autriche au sein de la Grande Allemagne

Chapitre 17 307

Les Sudètes réintègrent l'Allemagne

Chapitre 18 327

La guerre contre la Pologne

Chapitre 19 370

La drôle de guerre

Chapitre 20 381

L'invasion de la France par la Hollande

– Fin de la « drôle de Guerre »

Chapitre 21 404
La destruction de l'Allemagne ; but ultime des Alliés !
Chapitre 22 427
L'Allemagne ? Une victime !
Chapitre 23 447
Les gagnants et les perdants
ANNEXE 460
Bibliographie 466
À propos de l'auteur 471

Avant-propos de l'édition allemande

Voici ce qu'écrivait Martin Heidegger un an après la fin de la Seconde Guerre mondiale :

« Seuls les démocrates libéraux[1] *et ceux qui se proclament chrétiens peuvent encore prétendre à vous faire croire que la machine à tuer actuellement à l'œuvre en Allemagne, dans les territoires occupés, vise à quoi que ce soit d'autre qu'à un anéantissement complet. »*[2]

Que la première victime de la guerre soit la vérité est un aphorisme ancien que nul ne saurait démentir. Cela se vérifie tout particulièrement dans le cas de deux guerres mondiales déclenchées avec pour seul objectif d'anéantir l'Allemagne une fois pour toutes. Afin de promouvoir par tous les moyens un élan belliciste contre le Reich la "Malsaine Alliance"[3] missionna la totalité de ses médias de représenter les Allemands sous l'aspect de monstres sadiques et répugnants. Cette stratégie de conditionnement psychologique basée sur une propagande d'atrocités déboucha finalement sur l'un des conflits les plus violents de l'histoire de l'humanité : la Seconde Guerre mondiale, qui, pour mieux dissimuler les objectifs ignobles des Alliés fut travestie par ceux-ci comme une croisade humanitaire.

Des millions de femmes, d'hommes, de vieillards et d'enfants périrent sous un véritable déluge de bombes ; dans les incendies et dans des ouragans de feu systématiquement déclenchés contre les populations

---

[1] [NdT : *« Ce que nous, Allemands de la résistance [contre l'État national-socialiste] n'avons vraiment pas voulu réaliser durant la guerre, nous l'avons appris à satiété par la suite : en fait la guerre n'était pas menée contre Hitler, mais bien contre l'Allemagne. »* Eugen Gerstenmaier, président du Bundestag en 1954, dans son livre *Widerstand* (Résistance). Cité par Ralf U. Hill, en p. 238 de son livre *Das Deutschland Protokoll* dont nous recommandons la lecture à tous les germanophones qui se posent les questions qu'il faut quant à la légitimité des deux Allemagnes d'après 1945 (RFA et RDA) et de l'actuelle République Fédérale d'Allemagne.]

[2] Œuvres complètes, 1997, p. 148

[3] [NdT : l'équipe de l'édition allemande joue ici d'ironie par analogie avec la Sainte Alliance ("Heilige Allianz").]

civiles, au mépris du droit des gens et des lois de la guerre. Dresde ; Cologne ; Hambourg ; Berlin ; Würzburg ; Nuremberg et bien d'autres villes encore, qui comptaient parmi les plus belles de l'Allemagne, et dont les richesses culturelles étaient irremplaçables, furent anéanties.

Mais pour beaucoup d'Allemands, le véritable martyre n'a commencé qu'en 1945, lorsque, chassés de leur patrie ancestrale de l'Est dans les conditions les plus atroces ; abandonnés ; sans défense ; ils se trouvèrent livrés aux tortures, aux viols et aux massacres de foules chauffées à blanc.

Dans l'Ouest de l'Allemagne vaincue, à l'instar des bandes d'assassins déchaînés de l'Est ; les vainqueurs mirent en œuvre des camps d'anéantissement baptisés *Rheinwiesenlager* ou « camps des prairies des bords du Rhin », dans lesquels ils laissèrent environ un million de civils et de soldats (ces derniers avaient été dépouillés de la protection juridique que leur aurait conféré le statut international de prisonniers de guerre par le fait qu'ils étaient désormais classés comme « disarmed enemy forces » ou « forces ennemies désarmées »), mourir misérablement de faim, de soif et de maladie dans la boue, les marécages et le froid.

Pour cacher leurs crimes au monde, ils ont utilisé le principe de l'inversion accusatoire en se moquant de leurs victimes en disant qu'ils étaient venus les « libérer », comme le dit le « Richard III » de Shakespeare :

« Je fais le mal, et je suis le premier à brailler.
Les méfaits que j'accomplis en secret,
Je les rejette, comme autant de charges accablantes sur d'autres (…)
Et ainsi j'habille ma vilenie toute nue
Avec de vieux fragments volés au livre sacré,
Et j'ai l'air d'un saint, cependant que je m'applique à faire le diable. »

Quelques semaines après le largage des bombes nucléaires américaines sur Hiroshima et sur Nagasaki, commençaient à Nuremberg, les grands procès-spectacles contre les personnalités du Reich. Ces hommes et ces femmes furent jugés et condamnés en criminels sur la base de lois à effet rétroactif inconnues au moment des faits allégués et dont on n'entendit plus jamais parler par la suite.

Les délibérations des procès de Nuremberg, qui constituent un déni de justice flagrant unique dans l'histoire du droit, n'avaient pas d'autre objectif que la monstrueuse liquidation physique de la quasi-totalité de la classe dirigeante du Reich.

Nous sommes toutefois encore loin du compte : au cours des décennies qui suivirent Nuremberg, le génocide du peuple allemand fut perpétré avec toute l'autorité "morale" des plans magistralement élaborés des décennies plus tôt par des Earnest Hooton, des Theodore Kaufman, des Louis Nizer, des Henry Morgenthau Jr, des Ilya Ehrenbourg et bien d'autres encore, en vue de l'asservissement et du métissage en profondeur des Allemands par l'importation massive d'étrangers.

Par les jeux de la culpabilisation ; de la destruction de la culture populaire traditionnelle par la mise en place d'une culture étrangère ; et par celui d'une repopulation progressive depuis le début des années soixante, tout s'est déroulé comme prévu.

Par la suite, depuis la mise en place des crises mondiales de réfugiés, provoquées et alimentées par des appâts sociaux généreux, il devient clair que les peuples blancs voisins sont offerts en qualité de « dommages collatéraux ».

Il est désormais évident que l'objectif ultime est la domination mondiale.

Benton Bradberry démontre que la presse de la prétendue « communauté des valeurs » européenne est en réalité un diabolique instrument de sidération et d'intoxication.

Comment s'expliquer autrement que des vainqueurs puissent tolérer de telles brutalités à l'encontre d'un adversaire en telle situation d'infériorité ? Comment s'expliquer autrement que le peuple allemand pourrait se trouver spirituellement et moralement anéanti au point d'en venir à accepter sa propre disparition ?

Peut-être est-il encore possible que la lutte entre l'idéalisme allemand et le matérialisme juif en vienne à se résoudre en faveur du premier. Car c'est sur la destruction croissante de l'Allemagne et des cultures européennes que se construit la résistance des peuples.

Les contours d'une nouvelle ère deviennent désormais mieux perceptibles ; et peut-être entendrons-nous bientôt à nouveau ces paroles de Carl Theodor Körner (1791-1813) : *« Le peuple se réveille et la tempête se déchaîne »*.

L'ouvrage majeur de Benton Bradberry est à nos yeux un signal supplémentaire pour que le peuple s'affranchisse de son asservissement.

Friederike Brunswik et Paul Gorsleben,
juillet 2019

Avant-propos de l'édition française

« *Quand le mystère est trop impressionnant, on n'ose pas désobéir* » faisait dire Saint Ex au pilote de son *Petit Prince*. Quand on a choisi de prendre ses distances avec un monde formaté trop désespérément simpliste, se voir prier de rédiger un avant-propos est un honneur inhabituel doublé d'un intéressant exercice. Outre la relecture des épreuves de cette version française, je me suis donc fait un devoir de les comparer au texte original états-unien ainsi qu'à sa version en langue allemande. Ce que j'ai retenu de l'exercice m'imposait une construction en deux volets avec quelques lignes de conclusions pour l'un et l'autre.

Mort le 25 septembre de l'an passé, l'auteur est de ceux dont on ne se console pas, en fin de lecture, d'avoir ignoré l'existence. J'ai rarement vu du côté des grands vainqueurs une telle liberté d'analyse et de conclusion. « Grands » parce que, n'en déplaise aux innombrables autres triomphateurs, sans les moyens des *"Liberators"* états-uniens et le sang répandu à profusion par un Staline très prodigue de son inépuisable et fataliste chair à canons, nous n'en serions certainement pas aujourd'hui où nous en sommes. Et ce livre n'aurait pas eu lieu d'être. Pas plus qu'il n'aurait aujourd'hui pour troisième caractéristique sa prodigieuse actualité ; les deux premières étant un inhabituel degré d'honnêteté en matière d'appréciation de notre histoire récente alliée à une très grande lucidité. J'aurais aimé que monsieur Bradberry me confirmât ce que je subodore : qu'à la lumière de ce que cet infatigable, opiniâtre chercheur avait découvert ou recoupé de certains mécanismes planifiés depuis des siècles et mis en œuvre avec une détermination propre à des psychopathes, il entendait nous avertir de ce qui nous pend désormais au nez. Et dont nous pouvons quotidiennement observer l'impitoyable progression. Dans un pays où le schématisme, le culte du messianisme, le rêve sur grands écrans et les *Marvel comics* sont érigés en vertus, faire acte d'ouverture d'esprit et savoir dominer ses émotions pour mieux tendre vers l'objectivité n'a pas dû être une mince affaire.

La lecture des messages d'adieux au mort, dans le livre viatique de celui-ci, est éloquente. Aimé par tous les siens, il ne pourra qu'être honni par la masse des faibles de mémoire aux consciences assoupies et des petits malins qui les téléguident. Mais aux Allemands de cette brièvement grande Allemagne, il aura rendu leur honneur. À charge de leurs descendants de vomir leur anesthésie et d'administrer la preuve

qu'ils sont capables de reconquérir cette estime de soi qu'avaient su regagner de haute lutte leurs aïeux.

Je voudrais enfin exprimer mon respect à la traductrice. D'un texte composé tout exprès pour des États-uniens, elle est parvenue à adapter une mouture accessible sans lassitude à des francophones européens, en s'efforçant de respecter l'esprit de l'auteur. Quiconque s'amusera à mettre les trois versions en parallèle comprendra aisément qu'il n'eût pas été bienvenu, sur notre continent, et dans la langue d'Edmond Rostand, de croire devoir préciser pour Munich... "Germany". De même qu'on aimerait, parfois, asséner à nos voisins d'Outre-Atlantique : « New York... 'USA' ». Bien des qualificatifs superflus et des redondances ont été épurés par madame Devon. D'un mot-à-mot qui eût été pénible ; en éliminant des précisions oiseuses à l'usage exclusif du jeune citoyen US de base débarquant en *freshman* sur les bancs universitaires ; elle est parvenue, en taillant dans les phrases sans jamais trahir leur sens profond, à présenter un texte fluide aux francophones. Qu'elle en soit remerciée. Grâce à elle, voilà un livre que je relirai avec plaisir.

Major Wolfgang C. Müller,
mars 2020

Sur les raisons du présent livre

J'ai servi dans la marine américaine de 1955 à 1977, principalement en tant que pilote, ce qui m'a permis de découvrir le monde. Les porte-avions sur lesquels j'ai servi mouillaient régulièrement dans nombre de ports étrangers, notamment dans des ports européens. Et après avoir quitté la marine de guerre, j'ai continué à beaucoup voyager.

Après avoir parcouru une bonne partie de l'Europe, l'Allemagne est devenue mon pays préféré. Au gré de nos visites, il ne nous a pas échappé que les Allemands étaient d'un commerce agréable ; travailleurs ; disciplinés et civilisés et qu'ils n'étaient guère différents des Étatsuniens de souche. Ils ne ressemblaient en rien aux stéréotypes dépeints dans tous les films, livres et articles antinazis[4] auxquels nous avions été soumis au fil des ans.

J'ai 74 ans au moment où j'écris ces lignes. Ma génération a grandi en étant pour ainsi dire submergée par la propagande antiallemande. On nous a appris, littéralement, à haïr les Allemands en tant que peuple. Pourtant, les Allemands que j'ai rencontrés ou avec lesquels je me suis lié d'amitié au fil des ans ne semblaient pas différents des autres Européens et ils ne semblaient pas plus enclins à la violence et au militarisme que les autres. Plutôt moins. Je n'ai jamais rien détecté qui puisse être considéré comme intrinsèquement « pernicieux » chez les Allemands. Ils constituent à tous égards un peuple très cultivé et très civilisé. Lorsqu'on les étudie objectivement, on constate que même les dirigeants allemands des années 1930 et 1940 ne différaient guère de leurs homologues européens. Ce qui faisait, en fait, la « différence » ; c'était l'implacable propagande haineuse menée à leur encontre.

Plus que tout autre pays, c'est l'Allemagne qui a le plus souffert, et de loin, des conséquences de la Seconde Guerre mondiale. Quelque cent-soixante de ses plus grandes villes et agglomérations ont été complètement détruites du fait de la campagne de bombardements stratégiques menée par les Alliés contre le Reich ; et sans doute près de 20 millions d'Allemands ont perdu la vie à cause de cette guerre. Et cependant, chez nous, personne n'est prêt à écouter le récit de leurs

[4] [NdT : la contraction de « National-Socialiste » en « nazi » fut inventée à New York, où il avait prudemment émigré, par le juif Konrad Heiden pour servir les besoins de la propagande antiallemande ; ce terme était alors inconnu des Allemands. Ce terme et toutes ses déclinaisons ont ainsi été remplacés dans le présent ouvrage.]

souffrances, pas plus qu'à accorder la moindre sympathie à ces Allemands vaincus à qui l'on a volé leur honneur. La propagande antiallemande a entretenu le sentiment général qu'ils n'ont eu que ce qu'ils méritaient.

Ainsi, les deux guerres et l'ensemble des morts et des destructions qui en sont résultées ont été entièrement imputées aux Allemands (bien que cela ne soit pas corroboré par les faits). En tant que perdants des deux guerres mondiales ; ils n'ont jamais été autorisés à plaider pour leur propre défense devant le tribunal international ; pas plus qu'à exposer leur version des faits de quelque manière que ce fût. Après tout, l'histoire est écrite par les vainqueurs. De même, la véritable histoire de ce qui s'est passé pendant la guerre n'a pas été révélée lors des procès de Nuremberg. Ces procès n'ont été que des procès à grand spectacle à la soviétique qui ont violé la totalité des règles traditionnellement en vigueur dans les justices britannique et américaine. Il ne fut nullement question d'établir la culpabilité ou au contraire l'innocence, mais de parer d'un mince vernis juridique une décision mûrement réfléchie : mettre à mort ceux qui avaient gouverné l'Allemagne. Tout le cirque de Nuremberg ne fut qu'une imposture doublée d'une parodie de justice.

La propagande antiallemande, utilisée pour créer le climat de haine qui avait rendu possibles les destructions massives et les innombrables massacres de civils allemands, s'est poursuivie sans relâche longtemps après la fin de la guerre, alors qu'il aurait semblé tout naturel que les historiens, en toute objectivité, commencent à modérer leurs opinions extrêmes à l'endroit de l'Allemagne. Bien au contraire ; les récits de ces atrocités inouïes se poursuivent encore aujourd'hui. Il suffit de visionner History Channel pour encore et toujours les voir rediffuser. En revanche, il n'a pas fallu attendre longtemps avant que les atrocités attribuées aux Allemands pendant la Première Guerre mondiale ne soient révélées comme étant des mensonges délibérés. Au terme d'enquêtes sérieuses, des hommes probes, ont constaté que rien de ce qui avait été allégué ne tenait à l'analyse. La totalité de ces terrifiantes histoires avaient été délibérément fabriquées pour emporter l'adhésion du peuple britannique à la guerre contre l'Allemagne mais aussi pour que les États-Unis puissent y prendre part.

Après la Seconde Guerre mondiale, ce fut toutefois un autre facteur qui contribua à pérenniser des histoires d'horreur inventées de toutes pièces à l'issue de la première. Après la Seconde Guerre mondiale, les juifs ont exploité le sentiment mondial antiallemand – qu'ils avaient eux-mêmes largement créé par leur propagande – pour justifier la création de

l'État d'Israël, cette patrie longtemps recherchée pour y implanter le peuple juif. Par la manipulation des médias internationaux et grâce aux récits sensationnels de l'indicible souffrance qu'ils avaient eu à endurer des mains de ces cruels Allemands, les juifs s'approprièrent la sympathie du monde entier. Ils ont affirmé que l'Allemagne avait mené un plan systématique d'extermination de tous les juifs d'Europe ; et qu'à la fin de la guerre, elle avait réussi à tuer six millions d'entre eux. La méthode présumée consistait à rassembler les juifs de toute l'Europe ; à les transporter dans des trains jusqu'à des *« camps de la mort »* où ils étaient rassemblés dans des chambres à gaz et tués, puis à brûler leurs corps dans des crématoires géants[5], étrangement, sans laisser de preuves scientifiques de ce qui s'était passé. En l'absence de preuves médico-légales ; aussi curieux que cela puisse paraître, de simples récits de témoins oculaires suffirent à faire de l'Allemagne le paria des nations civilisées et à la condamner.

Les juges de Nuremberg n'étaient pas non plus à l'abri des torrents de haine antiallemande et étaient déjà prédisposés, avant même le début des procès, à croire toute histoire d'horreur sur les Allemands, aussi fantastique soit-elle. Un autre facteur déterminant pour les jugements de ces procès fut que les accusateurs cumulaient leur fonction avec celles d'enquêteurs et celles de la magistrature debout comme celles de la magistrature assise. Une atmosphère de vengeance juive imprégnait également l'ensemble de ces actions. Immédiatement derrière des hommes de façade non-juifs se tenaient des avocats ; des procureurs et des enquêteurs ; dont la quasi-totalité était juive. Des centaines de juifs qui parlaient à peine l'anglais se sont présentés sous l'uniforme d'officiers de l'Armée américaine. Deux des huit juges de Nuremberg, le Français Robert Falco et le lieutenant-colonel soviétique A. F. Volchkov (né Berkman) étaient juifs. Le procureur général de la « Haute Cour » était le Dr Jakob Meistne, juif. Leur position dominante tout comme le contrôle qu'ils exercèrent tout au long de ces procès sont flagrants. Même le sergent John C. Woods, qui administra, en tant qu'exécuteur, les dix hauts responsables « nazis » condamnés à mort à l'issue du premier procès de Nuremberg, était juif. Et les pendaisons eurent lieu le 16 octobre 1946, jour de la fête juive de *Pourim*. Dans le Livre d'Esther, les

[5] [Note de Carlos W. Porter : aucun crématoire géant n'a jamais été trouvé. En fait, il existait bien des crématoires géants appelés « destructeurs », mais aucun ne fut trouvé dans un camp de prisonniers allemand. https://www.cwporter.com/letter31.htm Afin de voir que *tous* les crématoires étaient *tous* de petites tailles il suffit de se rendre à l'adresse suivante : http://cwporter.com/c1.htm]

dix fils d'Haman (un ennemi des juifs) furent pendus le jour de *Pourim*. Ainsi que le souligne Louis Marschalko, correspondant de guerre hongrois admis à couvrir les procès de Nuremberg : *« 2 400 des 3 000 employés des tribunaux de Nuremberg étaient juifs. »* Voilà donc comment fut élaborée l'histoire de l'Holocauste juif, telle que nous la connaissons tous si bien aujourd'hui.

En cultivant et en propageant habilement cette histoire d'Holocauste, les juifs ont été en mesure d'extorquer à l'Allemagne et aux États-Unis des centaines de milliards de dollars dont une grande partie a servi à financer le nouvel État d'Israël. L'affirmation selon laquelle les juifs d'Israël *« firent fleurir le désert »* est vraie ; ils l'ont fait avec de l'argent allemand et américain. Ils travaillent maintenant d'arrache-pied pour extorquer des milliards de dollars à d'autres pays européens dans ce que l'on a baptisé avec mépris mais à juste titre *« l'industrie de l'Holocauste »*. Aujourd'hui encore, plus d'un demi-million de *« survivants de l'Holocauste »* vivant principalement en Israël et aux États-Unis reçoivent des pensions à vie du gouvernement allemand. Et qu'est-ce qu'un *« survivant de l'Holocauste »* ? Tout juif qui a vécu n'importe où dans un territoire sous contrôle allemand à n'importe quel moment de la guerre, que ce soit dans un camp de concentration ou dans le luxe, est un survivant de l'Holocauste et a donc droit à une pension allemande. De plus, tout juif qui a été contraint de quitter l'Europe à l'époque « nazie » est considéré comme étant un survivant de l'Holocauste. Mais les survivants chrétiens de la guerre, quelle que soit l'horreur de ce qu'ils ont pu endurer, ne sont pas admissibles à une pension. *« Shoah »* est le mot hébreu pour Holocauste. On a plaisanté sur le fait qu'il n'y a pas de meilleure affaire que le business de la shoah. Tout le racket de l'Holocauste n'est rien d'autre qu'une vaste mise en coupe réglée des pays européens ; en particulier l'Allemagne. L'histoire de l'Holocauste peut être aussi utilisée à d'autres fins. Il est régulièrement invoqué pour empêcher le grand public de se défendre contre les attaques des juifs et le Premier ministre Netanyahou l'invoque régulièrement pour justifier les agressions israéliennes à l'encontre de ses voisins.

Afin que ce système ô combien profitable se maintienne, il est nécessaire de s'appliquer à faire la promotion des juifs en tant que groupe privilégié unique de victimes de l'histoire, ce qui, à son tour, exige un persécuteur par excellence des juifs ; aussi l'Allemagne a-t-elle été désignée pour remplir ce rôle *ad vitam æternam*. La chaîne sous contrôle juif, History Channel (parfois appelée par dérision *"Hitler Channel"*) doit son succès à la répétition permanente de ces programmes de

propagande antiallemands. Toute modification ou révision de cette image soigneusement entretenue de l'Allemagne, monstre maléfique de l'histoire, et en particulier persécutrice des juifs, menacerait toute l'histoire de l'Holocauste. C'est pourquoi cette image est jalousement et soigneusement préservée par la presse et les médias contrôlés par les juifs. Et malheur à ceux qui osent la remettre en question. Quiconque le fait est immédiatement attaqué et diffamé en tant qu'antisémite[6] pathologique.

Les juifs n'entendent ni renoncer à leur quête de vengeance, ni même la modérer ; des vieillards qui ont souffert toute leur vie en tant que fugitifs, sont inlassablement traqués au prétexte qu'ils seraient des « criminels de guerre » et « traduits en justice », ou sommairement assassinés (c'est ce que les juifs nomment « la vengeance »). Lors même que le seul crime de ces vieillards est d'avoir servi dans la Wehrmacht pendant la guerre.[7]

Mais, pourquoi, pourrait-on se demander, au milieu de tous ces carnages ; de la mort et de la destruction de la Seconde Guerre mondiale, le soi-disant Holocauste est-il devenu l'atrocité par excellence ? Des quelque cinquante-cinq millions de personnes qui sont mortes pendant la guerre ; seul un infime pourcentage étaient juifs – assurément une fraction seulement des six millions revendiqués. L'ensemble des peuples des nations ayant participé aux combats ont depuis longtemps tourné la page et se sont efforcés de faire la paix avec leurs anciens ennemis ; tous... *sauf* les juifs ! Deux tiers de siècle se sont écoulés ; mais les juifs se complaisent toujours dans leurs doléances ; continuent à construire musées et mémoriaux de l'Holocauste (aux frais des divers gouvernements) et s'appliquent à rechercher de nouveaux moyens d'extorquer de l'argent à divers pays au titre de « compensation ». Mais pourquoi seuls les juifs devraient-ils être indemnisés ? Des dizaines de millions d'autres personnes en Europe ont tout perdu pendant la guerre.

Au fil des ans, l' *« Holocauste »* a évolué jusqu'à devenir le mythe national du peuple juif avec toutes les caractéristiques d'une religion dotée de son propre Satan : Hitler. Le Mythe holocaustique est le ciment

[6] [NdT : « anti-juif » serait un terme plus approprié, « antisémite » étant tout à fait inapproprié et fut inventé par le juif Moritz Steinschneider.]

[7] [NdT : depuis le célèbre mot de Konrad Adenhauer « *Ils étaient des soldats comme les autres* » (« *Sie waren Soldaten wie andere auch* ») tous les historiens militaires reconnaissent la SS militarisée (« Waffen SS ») comme une quatrième arme de la Wehrmacht.]

qui fait tenir ensemble le peuple juif en tant que peuple à part, et c'est pourquoi la communauté juive s'y cramponne et veille à l'entretenir. Et donc, les malheureux Allemands sont enfermés à perpétuité dans le rôle du monstre maléfique de l'histoire, sans jamais que quiconque ne songe à se préoccuper de la matérialité des faits.

Cependant, quand bien même toutes les histoires des atrocités prétendument commises par les Allemands au cours de la Seconde Guerre mondiale seraient vraies, elles ne seraient en rien comparables, dans leur inhumanité, aux atrocités commises contre ces mêmes Allemands. Les bombardements de saturation aveugles des villes allemandes ; les expulsions brutales de populations allemandes entières ; sans oublier les privations imposées par les Alliés après la guerre ; ni les massacres et les liquidations politiques commises par les Soviétiques ; ne font qu'éclipser l'Holocauste en termes de pertes en vies humaines et de destructions d'œuvres qui constituaient une somme de la civilisation humaine. Tout compte rendu final et toute évaluation de la conduite de *tous* les combattants ayant pris part à la Seconde Guerre mondiale ne pourrait aboutir qu'à l'exonération de l'Allemagne du chef de *« barbarie dans ses méthodes de guerre ou dans le traitement des populations passées sous sa responsabilité »*.

Les Allemands ont été dévastés par la guerre, dans une plus grande mesure que tout autre participant, y compris les juifs, tout en étant stigmatisés comme les auteurs maléfiques et prédateurs de celle-ci. Ils ont dû payer un prix terriblement élevé pour des atrocités commises pendant la Seconde Guerre mondiale ; atrocités qui ne se sont peut-être jamais produites, ou du moins pas dans la mesure alléguée. Avec le temps, il devient de plus en plus évident que les Allemands furent les véritables victimes des deux guerres mondiales et qu'à ce jour, ils sont maintenus dans cet état de fait.

Benton L. Bradberry

Chapitre 1

L'Allemagne, une nation maléfique ?

En perdant deux apocalyptiques guerres mondiales, l'Allemagne fut gratifiée de l'étiquette de nation la plus maléfique d'Europe, voire de nation la plus diabolique de tous les temps. La simple mention du mot *« Allemand »* fait encore naître à l'esprit une image de soldats robotisés, marchant au pas de l'oie, sous le commandement d'officiers prussiens aux nuques raides, prêts à faire irruption chez leurs pacifiques voisins épris de paix pour leur faire subir sans aucune raison meurtres et destructions.

Nous sommes les produits d'une propagande incessante qui nous a conditionnés afin que nous considérions les Allemands comme des êtres intrinsèquement militaristes, agressifs, brutaux, racistes et antisémites, avec une prédilection pour l'obéissance aveugle à l'autorité. Grâce aux centaines de films hollywoodiens ; une propagande holocaustique incessante ; et d'innombrables livres et articles de magazines, cette image négative de l'Allemagne a été constamment renforcée dans l'esprit populaire. Il est superflu d'invoquer des motifs rationnels pour justifier les horreurs inexplicables que les Allemands sont régulièrement accusés

d'avoir commises. Il va de soi que leur nature maléfique suffit à tout expliquer.

Prenons l'exemple du film *La liste de Schindler* du réalisateur juif Stephen Spielberg. Le commandant « nazi » d'un camp de concentration (soi-disant le camp de Plaszow près de Cracovie, non loin d'Auschwitz), se tient, torse nu, sur le balcon de sa maison avec une carabine de chasse reposant derrière sa nuque, à plat sur ses épaules. Le fusil est équipé d'une lunette. Dans le film, la maison est située sur une colline au-dessus du camp d'où il lui est loisible d'observer la foule des prisonniers qui traînent dans l'enceinte. Épaulant l'arme, il entreprend nonchalamment d'aligner les prisonniers dans le réticule. L'image rendue par l'optique de visée remplit désormais tout l'écran. Le réticule s'arrête au hasard sur un prisonnier. L'officier SS presse sur la détente et le prisonnier, tué, s'effondre. La caméra se fixe alors à nouveau sur l'officier dont l'attitude exprime insouciance et ennui cependant qu'il fait jouer le levier de culasse et replace négligemment sa carabine à plat sur ses épaules. Mais un moment plus tard, il réitère, et à nouveau un prisonnier s'effondre, mort. Lassé de son « entraînement sur cible vive », il porte alors son regard sur une séduisante femme nue, à l'intérieur de la maison, qui s'abandonne sur un lit proche du balcon ; elle est censée incarner l'une de ces filles de peine juives sélectionnées parmi les détenues pour lui servir manifestement aussi d'esclaves sexuelles. Le visage du commandant exprime un cynisme dédaigneux, blasé.

Le but de cette scène est de peindre un officier « nazi » totalement dépravé, sans conscience, morale ni empathie envers les autres humains ; en somme, un psychopathe. Il va de soi que l'on attend du spectateur qu'il présume que les prisonniers assassinés étaient juifs. Deux thèmes juifs populaires sont ici combinés : le fléau « nazi » ; et la persécution juive. Entièrement fictif, cet épisode s'inspire d'un roman de Thomas Keneally, un Australien, qui n'a visité les camps de concentration qu'une seule fois, en 1980. Aucun évènement tel que décrit ci-dessus n'a jamais été rapporté ; pourtant la grande majorité des cinéphiles l'avalent tout rond et considèrent qu'il est la relation d'un évènement réel.

Le véritable camp de Plaszow était situé sur le versant opposé d'une colline, derrière laquelle se trouvait la maison du commandant. Une ligne de visée en direction du camp depuis le balcon de la maison était donc du domaine de l'impossible. De même, il aurait été tout aussi impossible au commandant de disposer d'une ligne de tir en direction du

camp comme cela nous est présenté dans le film, quand bien même il aurait été enclin à le faire, ce qui est fort improbable. Ce personnage est Amon Göth, qui fut le véritable commandant de Plaszow. Il vivait dans cette maison avec sa fiancée Ruth Kalder, avec laquelle il eut un enfant. Selon Ruth, ils avaient l'intention de se marier, mais ne purent pas le faire en raison du chaos qui régnait à la fin de la guerre. En 1948 ; Ruth et sa fille Monika avec l'appui d'Amon Franz (le père d'Amon), obtinrent des autorités allemandes le droit de porter le nom de la famille Göth. Amon Göth fut pendu après la guerre sur jugement du gouvernement polonais parce qu'il avait été membre du parti national-socialiste et de la Waffen-SS, et non pour avoir tiré sur des prisonniers. Ruth Göth décrivait Amon comme un homme cultivé doté d'une belle voix qui l'eût servi s'il avait voulu devenir un chanteur. On sait que Göth avait à son service deux femmes de chambre juives, choisies parmi les prisonnières du camp qu'il commandait, mais aucune information ne vient étayer l'hypothèse qu'il ait eu avec elles des relations déplacées. Cette histoire fut ajoutée au film dans le seul but d'y mettre du scabreux.

On peut également citer le film *Le choix de Sophie* d'Alan J. Pakula, un autre réalisateur juif, dans lequel *Sophie* et ses deux jeunes enfants sont envoyés à Auschwitz (Auschwitz est le temple sacré de l'Holocauste). Immédiatement après leur arrivée, au cours du processus de « sélection », (la « sélection » est désormais pour la religion de l'Holocauste l'équivalent d'une des « stations du Chemin de croix ») un officier pervers, véritable stéréotype du « nazi » (qu'on peut imaginer être Joseph Mengele, le célèbre médecin d'Auschwitz) dit à Sophie qu'elle ne peut garder qu'un seul de ses deux enfants ; l'autre étant promis à la chambre à gaz. C'est de ce choix mortel que le film trouve son titre. L'officier sadique ne fournit aucune explication sur la raison d'un choix aussi abominable. Le spectateur est prié de se satisfaire du fait qu'il s'agit-là d'un "nazi diabolique". Ce film grotesque s'inspire d'un roman de l'écrivain américain William Styron, qui n'avait aucune connaissance directe de ces camps. Auschwitz avait tout simplement servi de décor à une œuvre de fiction tout droit venue de l'imagination de cet auteur. Et dans la réalité, rien de tel ne s'est jamais passé. Mais ce genre d'histoires nazies maléfiques est depuis longtemps un phénomène incontournable à Hollywood. La fiction est devenue réalité pour des cinéphiles conditionnés par ces billevesées. Nous sommes tous les victimes d'un conditionnement dont la finalité est de nous faire accepter

de telles absurdités sans la moindre objection de notre part. Les Allemands sont « mauvais », et donc, ils font des choses « mauvaises ». Aucune autre explication n'est nécessaire.

Pourtant, l'Allemagne n'a pas toujours été considérée sous cet angle. Ce n'est qu'au XX^{e} siècle que l'image de l'Allemagne est apparue comme celle d'une nation sinistre, prédatrice et belliqueuse. L'Allemagne du XIX^{e} siècle, en revanche, était considérée comme un havre de paix et de sagesse. L'historien anglais Frédéric William Maitland décrit ainsi la façon dont le peuple anglais percevait les Allemands au XIX^{e} siècle :

« ...il était habituel et vraisemblable de peindre l'Allemand comme un être peu pratique, rêveur, sentimental, le regard doux de ses yeux bleus perdu dans un nuage de musique et de métaphysique (…) et de fumée de tabac. »

Madame de Staël, écrivain français très influent qui créa l'un des plus célèbres salons littéraires parisiens, dépeint le peuple allemand pendant la période des guerres napoléoniennes comme une nation de *« poètes et de penseurs ; une race de doux rêveurs ; peu pratiques et d'un autre monde ; sans préjugés nationaux et peu enclins à la guerre ».*

Jusqu'au XX^{e} siècle, les Étatsuniens également nourrissaient une opinion bienveillante à l'égard des Allemands. Ainsi, l'historien étatsunien Henry Cord Meyer écrivait-il :

« ...que ce soit dans leur nation unifiée à nouveau (réunification de l'Allemagne de 1871) ou dans ce pays (parlant des Allemands établis aux États-Unis), ils étaient généralement considérés comme des gens méthodiques et énergiques ; des modèles de progrès qui suscitaient l'admiration et l'émulation des Américains de par leur goût pour la musique ; l'enseignement ; les sciences ; et la technologie ».

En 1905, neuf ans seulement avant le début de la Grande guerre, Andrew Dickson White, historien, éducateur et ambassadeur des États-Unis en Allemagne, écrivait :

« Alors qu'elle renvoyait l'image d'une grande masse confuse constituée de combattants, de penseurs et d'ouvriers militants à contre-courant, s'épuisant dans de vaines luttes, et exploités par des voisins malveillants, l'Allemagne est devenue [après sa réunification] une grande puissance dans le domaine de l'armement , de l'art, de la

science, de la littérature ; une forteresse de la pensée ; une gardienne de la civilisation ; l'alliée naturelle de toute nation aspirant à un monde meilleur pour l'humanité. »

Le peuple allemand a, sur le plan historique, grandement contribué à l'ensemble des réalisations culturelles, intellectuelles et scientifiques. Il y eut ; pour n'en citer que quelques-uns, car la liste est bien trop longue ; dans le domaine de la musique, des génies du XVIII[e] siècle tels que Bach, Haydn, Mozart, Beethoven, Schubert et Schumann. Cette floraison musicale se poursuivit au XIX[e] siècle avec notamment Strauss, Mahler et Richard Wagner. Mais il y eut aussi les contributions littéraires de Gœthe et de Schiller ; les travaux historiques de Ranke et Niebuhr ; les études philosophiques de Kant et de Hegel ; et les grandes contributions scientifiques d'Alexander von Humboldt et de William Conrad Röntgen. Le système prussien d'enseignement supérieur et l'épanouissement culturel qui ont caractérisé la Prusse au cours des années qui ont suivi les guerres napoléoniennes ont fortement influencé l'Europe et les États-Unis. Ainsi, le système scolaire public étatsunien mais aussi notre système universitaire ont été délibérément modelés sur le système prussien. L'Allemagne était admirée par le monde entier pour son érudition ; pour son excellence culturelle ; et pour ses réalisations dans tous les domaines ; mais aussi pour sa promotion de l'honnêteté ; du travail acharné ; de l'ordre et de l'épargne, jusque dans les couches inférieures de la société.

Tout au long du XIX[e] siècle, les savants et les journalistes britanniques n'ont cessé de manifester une attitude plus que favorable à l'égard de l'Allemagne, y compris sur les plans historique et culturel et sur celui de ses institutions. Herbert Butterfield, un historien de Cambridge très respecté, a longuement commenté la très grande estime manifestée par la Grande-Bretagne à l'égard de l'Allemagne :

« La vision, qui prévalait autrefois en Angleterre, était celle d'une Allemagne dont l'histoire, imprégnée de liberté, marquait l'avènement du fédéralisme ; de parlements ; de villes autonomes (hanséatiques) ; du protestantisme ; et d'un esprit libertaire que la colonisation allemande apporta aux territoires slaves. C'était au contraire les états latins qui, s'accrochant à la papauté en Italie ; à l'Inquisition en Espagne et aux dictatures bonapartistes de la France militariste, étaient alors considérés comme des tenants de l'autoritarisme. Au XX[e] siècle cette vision fut bouleversée, et l'opinion commune qui la supplanta et qui voulait qu'à travers les âges l'Allemagne avait été l'agresseur et l'ennemi de la liberté, fera sans doute, un jour, l'objet de recherches historiques, d'autant que cela semble coïncider parfaitement avec

une évolution de la politique étrangère britannique. (...) Jusqu'au début des années 1900, époque où l'érudition historique en Angleterre atteignit son apogée sous la plume d'hommes tels que Acton et Maitland, les mots ne peuvent décrire l'attrait évident que ce pays exerçait sur les historiens anglais. »

Ou encore, Thomas Arnold (1795–1842) ; cet écrivain britannique qui considérait l'Allemagne non pas comme une nation ayant une prédisposition unique à l'autoritarisme et à l'embrigadement, mais plutôt comme un *« berceau de droits, de vertus et de libertés »*. Que les Anglais appartinssent à la famille des peuples germaniques était pour lui, une *« distinction de premier ordre »*.

Les photos et les illustrations qui suivent témoignent de la façon dont le reste du monde se représentait l'Allemagne aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, jusqu'au début de la Première Guerre mondiale. Car avant le déclenchement de ce conflit, l'Allemagne était considérée comme une paisible terre de contes de fées et de châteaux de rêve, peuplée de gens travailleurs, respectueux des lois et disciplinés.

Château de Neuschwanstein.

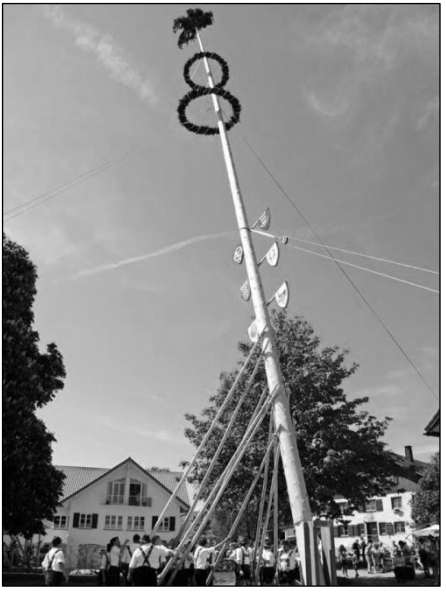
Enfants en costume traditionnel.

Deux fermiers des montagnes.

Joueur de cithare.

Groupe en costume traditionnel.

Danse costumée dans la ville alsacienne de Colmar.



Montage du mât dans un village bavarois.

Campagnarde – 1941.

Soudain le vent tourne contre l'Allemagne

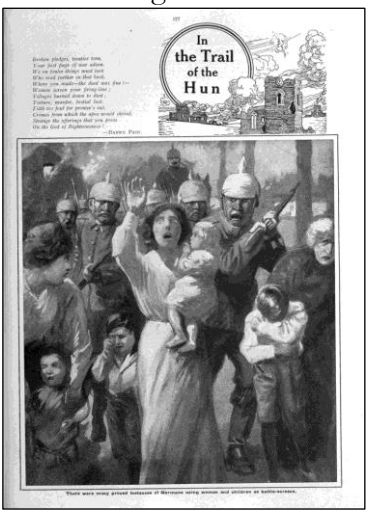
Du jour au lendemain, le déclenchement de la Grande guerre allait bouleverser cette image. Dès 1914, ce fut un tableau grotesque d'une Allemagne rapace, sanguinaire et particulièrement agressive qui prit rapidement forme, devenant ainsi, en Europe et aux États-Unis, le stéréotype pour caractériser ce pays. Ce nouveau visage de l'Allemagne fut le résultat direct d'une virulente campagne de propagande antiallemande menée par le gouvernement britannique, rejoint plus tard par le gouvernement étatsunien, au cours de laquelle des mensonges délibérés et systématiques ; des récits dénaturés et de fausses histoires d'atrocités furent diffusés à l'attention des populations britannique et américaine. Les émotions volontairement exacerbées de ces dernières allèrent jusqu'à susciter chez elles une haine féroce envers le *« Hun »*. Cette habile campagne de propagande donna naissance à une hostilité pathologique dirigée contre tout ce qui était allemand, et allait devenir plus tard un élément caractéristique de la pensée occidentale à l'égard de l'Allemagne.

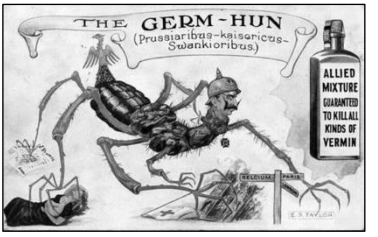
Après la Seconde Guerre mondiale, l'historien Harry Paxton Howard examina cet important revirement qu'avait subi la réputation de l'Allemagne sitôt le début du premier conflit. Il fut établi, dit-il, que l'Allemagne n'était pas seulement malfaisante, mais qu'elle l'avait toujours été, et que, contrairement aux faits, elle avait toujours été l'ennemie historique de l'Europe et des États-Unis. Ainsi, il écrivait :

« En fait, le plus grand travail de révision de l'histoire fut effectué, au sens littéral du terme, pendant la Première Guerre mondiale, lorsque nos 'annales historiques' furent complètement révisées de manière à démontrer que l'Allemagne avait toujours été notre ennemie ; que c'étaient les 'Hessians', et non pas les Anglais, que nous avions combattu pendant la guerre d'indépendance [1775-1783] ; qu'elle avait été responsable de la guerre franco-prussienne de 1870 ; que c'était également elle qui avait commencé les hostilités en 1914 – sans parler de ces histoires d'Allemands qui coupaient les mains des nourrissons belges, alors qu'en réalité, c'était les Belges qui s'étaient adonnés à cette pratique contre les Congolais. Ce fut une véritable révision de notre histoire qui a gauchi l'esprit des Américains pendant plus de quarante ans. »

Certes, tous les belligérants, y compris l'Allemagne, eurent recours à la propagande contre leurs ennemis, comme ce fut le cas de tous les belligérants dans toutes les guerres de l'histoire ; mais les campagnes de

propagande allemande et des puissances centrales, empreintes d'amateurisme, étaient inefficaces en comparaison avec celles des Britanniques. En effet, pour leurs actions de propagande, les Allemands avaient tendance à faire appel à la raison plutôt qu'aux émotions. Jamais ils ne dépeignirent leurs ennemis comme des bêtes sanguinaires et inhumaines. En revanche ; les Alliés ; la Grande-Bretagne en particulier ; passèrent maîtres dans l'art de manipuler adroitement les opinions mondiales en diffusant à grande échelle des inventions éhontées sur la vilenie allemande. Dès le début de la guerre, des histoires d'atrocités allemandes firent la une des journaux britanniques et étatsuniens. (Les journaux américains dépendaient à l'époque des services d'information britanniques pour la plupart de leurs reportages sur l'Europe, lesquels passaient par des câbles sous-marins contrôlés par la Grande-Bretagne. Les Allemands n'avaient pas accès aux médias américains. La Grande-Bretagne s'en était assurée en sectionnant les six câbles transatlantiques qui reliaient les deux pays).





Exemples de propagande alliée pendant la Première Guerre mondiale.

C'est au début de la guerre, lors de l'avancée allemande en Belgique, que les premiers récits d'atrocités firent leur apparition. Il se trouve qu'il n'était pas question pour l'Allemagne d'attaquer la Belgique mais bien de la traverser afin de contourner les défenses françaises et de marcher ensuite sur Paris. Du point de vue des Allemands, cette stratégie, connue sous le nom de Plan Schlieffen[8], constituait le seul moyen d'obtenir une victoire rapide contre la France. Cette « violation »

[8] [NdT : ici, l'auteur – comme beaucoup d'historiens non-allemands – se trompe, l'étude tactique des deux invasions allemandes (celle de 1914 et celle de 1940) démontre clairement que l'hypothèse Schlieffen n'était qu'une vague inspiration à contourner par la Belgique le gros des troupes françaises... surtout françaises... le plan Joffre en 1914 et la ligne Maginot en 1940.]

de la Belgique neutre par l'Allemagne servit de prétexte à la Grande-Bretagne pour entrer en guerre contre cette dernière, bien que cette décision avait déjà été arrêtée pour d'autres raisons (principalement économiques). Pour entrer en guerre ; il fallait gagner le soutien de l'opinion publique, et les prétextes à la propagande fournis par l'entrée en Belgique de l'armée allemande, ainsi que par les fables sur les atrocités allemandes, y contribuèrent. On trouva des « témoins oculaires » qui décrivirent des *« Huns »* poilus et menaçants coiffés de casques à pointe lançant des bébés belges en l'air pour les embrocher sur leurs baïonnettes cependant qu'ils marchaient en chantant des chansons guerrières. Il y eut des histoires de gamins belges dont les mains auraient été sectionnées par des soldats allemands au prétexte de les rendre inaptes à se servir d'un fusil. Des récits de femmes dont les seins avaient été coupés se répandirent plus vite encore. Des récits de crucifixions de soldats alliés firent également leur apparition. Les Européens et les Américains étaient alors plus croyants qu'aujourd'hui, aussi ces histoires de crucifixion suscitèrent-elles l'indignation. (Il convient de mentionner ici que de toutes les formes de preuves acceptées par les tribunaux modernes ; les récits de témoins oculaires sont réputés comme étant les moins fiables).

Mais parmi toutes ces histoires d'atrocités, ce sont celles concernant les viols qui étaient les plus appréciées. Un « témoin oculaire » décrivit comment, dans une ville belge capturée, les Allemands avaient arraché vingt jeunes femmes à leurs maisons et comment, après les avoir étendues sur des tables sur la place du village, pas moins d'une douzaine de *« Huns »* les avait toutes violées cependant que les autres soldats observaient la scène en les encourageant. Et c'est ainsi qu'après avoir été régulièrement nourrie de ce genre de propagande l'opinion publique britannique en était venue, en toute sincérité, à réclamer vengeance contre ces infâmes *« Huns »*. Des Belges sillonnèrent les États-Unis (aux frais du gouvernement britannique) pour colporter ces histoires aux Américains. Et ils avaient été solennellement reçus à la Maison-Blanche par le Président Woodrow Wilson.

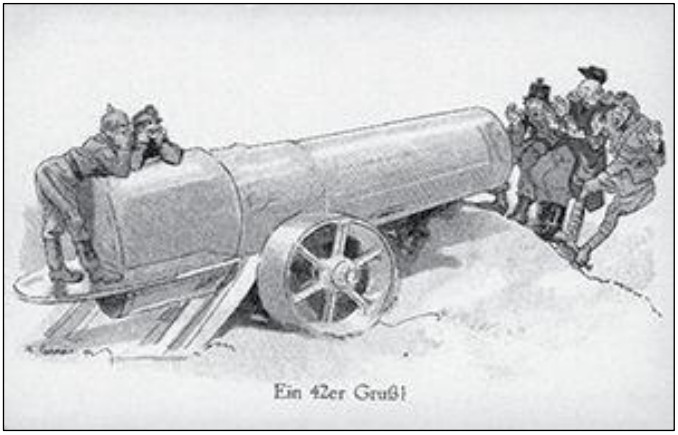
« Un chevalier sur son cheval blanc » se portant au secours d'une Belgique violée et neutre ; tel était le message de la propagande britannique. Il s'agissait là, évidemment, d'une cynique manipulation de l'opinion publique, car si l'Allemagne n'avait pas violé la neutralité belge, la Grande-Bretagne, elle, s'en serait chargée. Sans hésiter.

L'Allemagne dément toutes ces histoires avec véhémence. Tout comme les correspondants de guerre étatsuniens qui accompagnaient

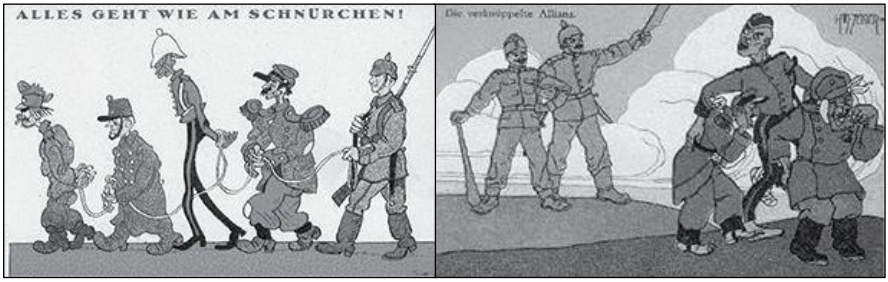
l'Armée allemande ; qui savaient pertinemment que tout cela n'était que mensonges. Mais ces dénégations ne furent pas publiées dans les journaux américains. Les Britanniques contrôlaient en effet l'information qui y entrait ; ces mêmes Britanniques qui fabriquaient ces histoires d'atrocités. Aussi, au début de 1915 ; afin d'accroître la crédibilité de ces fantastiques histoires d'atrocités ; le gouvernement britannique demanda au vicomte Bryce de diriger une commission d'enquête pour la Couronne. Évidemment, le gouvernement britannique escomptait que Bryce appuierait cette fausse propagande, ce qu'il fit avec un zèle extrême. Bryce était un éminent historien dont la réputation en Amérique n'était plus à faire. Non seulement il avait été ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, mais il avait aussi écrit plusieurs livres élogieux sur le gouvernement américain. Les Britanniques savaient qu'il était très respecté et admiré aux États-Unis et qu'il avait une réputation de rectitude et d'honnêteté. L'Amérique croirait tout ce qu'il dirait. Bryce était aussi extrêmement loyal envers son pays et donc parfait pour ce travail.

Les affiches de propagande dans lesquelles les Britanniques dépeignaient leurs ennemis allemands les représentaient toujours comme de barbares assassins de femmes et d'enfants. Si, en revanche, vous observez les affiches allemandes de propagande contre les Britanniques ; les Français ; ou les Russes, les différences d'esprit sautent aux yeux : les Allemands ne dépeignaient jamais leurs ennemis comme d'abominables assassins.

Voici des affiches allemandes de propagande visant les Britanniques, les Français et les Russes. Notez que les Allemands brocardent leurs ennemis sans jamais les présenter sous des allures bestiales.



Les personnages de la vignette ci-dessus représentent (de gauche à droite) : La Grande-Bretagne, la France et la Russie, et à l'extrême droite, l'Allemagne.



Bryce et les six autres membres de la commission, tous des avocats, des historiens et des juristes, « analysèrent », si l'on peut dire, 1 200 dépositions de « témoins oculaires » qui prétendaient avoir vu, en personne, ces atrocités allemandes. Cependant, il s'agissait essentiellement de Belges qui avaient quitté leur pays pour se réfugier en Angleterre, qui fournirent la quasi-totalité de ces témoignages, quand bien même certains de ces récits furent aussi livrés par des soldats britanniques engagés en France. Se contentant de déclarations écrites, jamais la commission d'enquête ne procéda à l'audition d'un seul de ces « témoins oculaires ». (Ce fut, en quelque sorte, une préfiguration de ce qui allait se produire à Nuremberg à l'issue du conflit suivant). Parce que c'était la guerre, aucune enquête de terrain ne fut menée sur de telles atrocités. Les identités des témoins ne furent jamais communiquées ; y

compris celles des soldats qui avaient produit des rapports écrits. Pourtant ; aussi rocambolesques furent-elles ; la commission confirma officiellement la véracité de la totalité de ces histoires d'atrocités. Cette enquête mensongère ne fut qu'une autre facette de la campagne de propagande britannique antiallemande.

Le *Rapport Bryce* fut publié le 13 mai 1915 et le gouvernement britannique s'assura qu'il fut distribué dans toute la presse étatsunienne. L'impact qu'il produisit fut d'autant plus spectaculaire qu'il était rendu public tout juste après le torpillage du paquebot britannique *Lusitania* qui avait causé la mort de 135 Américains. L'onde de choc qu'il produisit parcourut l'entièreté des États-Unis qui furent balayés par une vague de dégoût contre tout ce qui était allemand. La haine envers les Allemands atteignit des proportions inimaginables. Et, soudain, le public américain exigea la guerre.[9]

Cependant, des sceptiques doutaient de la véracité du rapport Bryce. Ainsi, en Angleterre, Sir Roger Casement qualifia ce dernier de mensonger et rédigea son propre rapport pour réfuter le travail de Bryce. Personne n'y prêta attention. L'incrédulité poussa même Clarence Darrow, un avocat américain, à se rendre en France, en 1915, pour y chercher vainement un seul témoin oculaire pouvant confirmer une seule de ces histoires. De plus en plus dubitatif ; Darrow alla jusqu'à offrir 1 000 dollars (soit environ 25 000 dollars d'aujourd'hui) à quiconque pourrait présenter un garçon belge dont les mains auraient été sectionnées par un soldat allemand, ou toute autre victime belge ou française ayant été mutilée par des troupes allemandes. On n'en trouva aucun.

Les « preuves » fournies par la commission d'enquête Bryce, de même que les méthodes employées pour les recueillir, violaient toutes les règles les plus élémentaires sur l'administration des preuves. Des universitaires consciencieux ont depuis longtemps démontré que l'ensemble de ce rapport n'était composé que de récits déformés et manifestement mensongers. Mais la Grande-Bretagne était déterminée à entraîner les États-Unis dans la guerre et Bryce et ses collègues s'associèrent avec zèle à cet effort. Ils justifièrent leurs mensonges et leurs exagérations au prétexte que ceux-ci servaient la cause suprême de la mère patrie. Après la guerre, cependant, 99 % des récits d'atrocités

[9] Il existe de fortes présomptions que le *Lusitania* ait été utilisé comme appât par Winston Churchill, Premier Lord de l'Amirauté, afin qu'il fût délibérément exposé à un torpillage de manière à provoquer l'entrée en guerre des États-Unis.

rapportés par Bryce furent rejetés par la plupart des historiens qui avaient compris qu'ils avaient été fabriqués de toutes pièces. L'un d'eux alla jusqu'à qualifier ce rapport comme *« l'une des pires atrocités de la guerre »*. Thomas Fleming raconte dans son livre *The Illusion of Victory* :

« Après-guerre ; les historiens qui souhaitèrent examiner cette documentation fournie par Bryce apprirent que les dossiers avaient mystérieusement disparu. »

Au fur et à mesure de l'avancement de la guerre ; une autre histoire fabriquée de toutes pièces fut largement colportée. Il fut rapporté que les Allemands exploitaient une *« usine à cadavres »* où les corps des soldats allemands et ceux des Alliés tués au combat étaient fondus pour obtenir des graisses et autres produits utiles à l'effort de guerre allemand. Les Allemands étaient accusés de fabriquer du savon à partir de graisse humaine. Il était également allégué que les peaux de ces cadavres étaient utilisées pour la fabrication de maroquinerie fine (abat-jour ; gants de conduite ; culottes d'équitation). Il était aussi allégué que les os de ces cadavres étaient broyés et utilisés comme engrais dans les fermes allemandes.

Le 17 avril 1917, *The Times* ; le très respecté journal britannique ; publia un compte rendu détaillé de cette fameuse *« usine à cadavres »*. Si l'on en croit cette histoire, des trains pleins de cadavres arrivaient dans une grande usine. Les corps étaient attachés à des crochets reliés à une chaîne sans fin. L'article décrivait soigneusement le processus à l'intérieur de l'usine à cadavres :

« Les corps sont transportés sur cette chaîne sans fin dans un compartiment long et étroit, où ils passent par un bain qui les désinfecte. Ils passent ensuite dans une chambre de séchage, puis sont transportés automatiquement dans un digesteur ou un grand chaudron, dans lequel ils sont déposés par un appareil qui se détache de la chaîne. Ils restent de six à huit heures dans le digesteur et sont traités à la vapeur, qui les décompose tandis qu'ils sont lentement brassés par les machines. Plusieurs produits résultent de ce traitement. Les graisses sont décomposées en stéarine ; une forme de suif ; et en huiles, qui doivent être redistillées avant de pouvoir être utilisées. Le processus de distillation s'effectue par ébullition de l'huile avec du carbonate de soude ; et certains des sous-produits qui en résultent sont utilisés par les savonniers allemands. La distillerie et la raffinerie de pétrole se trouvent dans le coin sud-est de l'usine. L'huile raffinée est envoyée dans de petits fûts comme ceux utilisés pour le pétrole, et sa couleur est d'un brun jaunâtre. »

Le lecteur notera le luxe de détails !

Cette histoire était totalement inventée, mais elle était « plausible », surtout si l'on tient compte de la minutie des détails, et, du fait de la guerre, les Allemands ne purent la réfuter. Évidemment, après la guerre, on reconnut que ce récit n'était qu'une invention. Une telle usine à cadavres n'avait jamais existé. Il est intéressant de noter que cette histoire de fabrication de savon à partir de corps humains allait refaire surface au cours de la Seconde Guerre mondiale où il fut allégué que les Allemands avaient fabriqué du savon à base de cadavres juifs. L'histoire des *« abat-jour en peau humaine »* date aussi de la Première Guerre mondiale et elle aussi réapparut également pendant la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il fut allégué que les Allemands avaient fabriqué des abat-jour en peau de juifs. Rien de tout cela ne s'est véritablement produit, mais ces histoires restent un élément constitutif essentiel de la propagande holocaustique juive.

« Le but de la propagande de guerre », observe l'historien Thomas Fleming dans son livre *The Illusion of Victory*, *« telle que colportée par les élites anglo-saxonnes et américaines, était de créer un stéréotype qui dépeindrait les Allemands comme des 'monstres capables d'un terrifiant sadisme' – enrobant ainsi un appel à la haine collective et meurtrière sous prétexte de moralisation ». « La ruse »*, dit Fleming, *« est de porter la cible de l'opération à frémir d'horreur face à un spectacle inhumain de dépravation et à être animée par un désir viscéral de vengeance, et à s'autocongratuler de la pureté des sentiments humanitaires qui la portent à penser ainsi. Les gens qui y succombent sont facilement sidérés et submergés par une haine viscérale, aveugle et institutionnalisée, qui les porte à perpétrer des crimes encore plus abominables que ceux qu'ils prêtent à l'ennemi. »*

L'Angleterre a incontestablement gagné la guerre grâce au rapport Bryce mais aussi grâce à toutes ses autres opérations menées contre les Allemands. Ce rapport a permis de convaincre des millions d'Américains et autres indécis que les Allemands étaient des bêtes sous apparence humaine, et cela, comme tout le reste, contribua à faire entrer l'Amérique dans la guerre. Mais cette campagne sinistre sous faux-prétexte d'atrocités aboutit au résultat pervers de dresser l'opinion publique contre les Allemands de manière irréversible. Ainsi, fut-elle un facteur évident dans la décision britannique de maintenir un blocus total contre l'Allemagne pendant les sept mois qui suivirent la guerre, ce qui, soit dit en passant, était une violation du droit international. Ce blocus fut non seulement la cause de la mort d'un million de civils allemands mais aussi

de souffrances insupportables endurées par des millions d'autres. En soi ; et bien qu'il n'ait pratiquement pas été rendu public ; ce blocus fut sans conteste la plus grande atrocité de la Première Guerre mondiale, et il fut décrété, non pas par les mauvais Allemands, mais bien par la toute benoîte Grande-Bretagne.

En poussant à une haine aveugle contre l'Allemagne, la campagne de propagande antiallemande contribua également aux dures conditions de paix imposées à ce pays à la fin de la guerre. Une de ses conséquences allait être de semer les graines de la Seconde Guerre mondiale. Bien que ces atrocités allemandes aient été dénoncées par des historiens et d'autres chercheurs comme autant d'absurdités, l'image de la méchanceté allemande est demeurée ancrée dans les mentalités. Le sentiment général de bienveillance à l'égard de l'Allemagne qui avait prévalu jusqu'en 1914 fut remplacé, du jour au lendemain, par le mythe de l'exceptionnelle sauvagerie allemande propre à laisser une ineffaçable empreinte de germanophobie dans l'esprit des Occidentaux. Voilà pourquoi, pendant la Seconde Guerre mondiale, *« nos garçons »* furent si prompts à détruire par leurs bombardements des villes allemandes entières, causant ainsi la mort de centaines de milliers de civils. Cette propagande haineuse, aussi fausse soit-elle, eut également pour effet de démoraliser le peuple allemand dans sa totalité.

Chapitre 2

L'après-guerre en Allemagne

Si les États-Unis s'étaient tenus à l'écart, le bourbier dans lequel se trouvait la Première Guerre mondiale se serait très probablement résolu par une paix négociée, sans gagnant ni perdant. Mais dans le dernier trimestre de 1918, le poids combiné des armées britannique, française et américaine dépassa les capacités de résistance des puissances centrales, et l'une après l'autre ces dernières cherchèrent un moyen de se retirer de la guerre. La Bulgarie signa un armistice le 29 septembre ; la Turquie, fin octobre ; et l'Autriche-Hongrie, le 3 novembre.

1918 : des soldats allemands se rendent.

Le blocus britannique visant à affamer l'Allemagne fit de terribles ravages ; provoquant finalement son effondrement. À Kiel, le 29 octobre, face à la perspective de prendre la mer pour combattre le blocus britannique et après avoir été persuadés par des agitateurs qu'une telle attaque serait suicidaire, les marins de la Flotte de Haute Mer se

mutinèrent. En quelques jours, toute la ville passa sous leur contrôle et la révolution se propagea ensuite dans l'ensemble du pays. Le 9 novembre, l'empereur abdiqua et s'exila aux Pays-Bas. Une « république » allemande fut déclarée, qui remplaça la monarchie ; et par la suite des propositions en vue de pourparlers de paix furent transmises aux Alliés. Le 11 novembre 1918, à 5 h du matin, un armistice entre l'Allemagne et les Alliés fut signé dans un wagon stationné dans une forêt française près de la ligne de front[10]. Le même jour, à 11 heures, l'armistice entra en vigueur. Après plus de quatre ans de combats sanglants, la Grande Guerre prenait fin.

La paix survient avec l'armistice du 11 novembre 1918, signé dans un wagon de chemin de fer dans la forêt de Compiègne.

Mais à quoi tout cela avait-t-il servi ? Aucune des nations engagées n'en tira profit, du moins rien qui ne valait les sacrifices consentis. La richesse accumulée de l'Europe, fruit de décennies de paix, fut épuisée dans sa totalité au prix de dettes nationales accablantes. Comme jamais auparavant, cette guerre fut une expérience épouvantable pour les Européens. Elle les laissa psychologiquement, économiquement et politiquement dévastés. Avant la guerre, toute l'Europe s'était persuadée qu'une amélioration constante des conditions de vie était la marque de l'incoercible marche de l'histoire. Mais cette croyance généralisée fut supplantée par un sentiment de pessimisme et de cynisme. Rétrospectivement, on avait le sentiment que l'Europe avait été

[10] [NdT : il s'agissait de la clairière de Rethondes.]

profondément et irréparablement abîmée ; pressentiment qui irait en se confirmant à mesure de temps. En raison de la guerre, les anciens empires – l'Empire austro-hongrois ; l'Empire ottoman ; l'Empire russe et l'Empire allemand – s'effondrèrent. Ces empires avaient été des sources de stabilité politique et sociale, mais désormais, le chaos régnait partout en Europe. Après-guerre, la Conférence de paix de Paris géra très mal la reconstruction. Il apparaît évident aujourd'hui que la Première Guerre mondiale précipita irréversiblement le déclin de la civilisation occidentale.

En plus des conséquences psychologiques et politiques néfastes, on assista également à un nombre considérable de destructions matérielles en profondeur. De vastes régions du Nord-Est de la France n'étaient plus qu'un amas de débris et de ruines. La Flandre était pratiquement détruite, et la vénérable ville d'Ypres fut, quant à elle, complètement dévastée. 750 000 foyers français furent ravagés et les infrastructures de toute la région furent gravement endommagées. Les routes ; les mines de charbon ; et les poteaux télégraphiques furent également détruits, entravant considérablement la capacité de ce qui avait été la zone des combats à se remettre à fonctionner normalement.

Mais tout cela était insignifiant en comparaison de cet équarrissage généralisé d'êtres humains mené à une échelle industrielle. Presque toutes les familles d'Europe avaient perdu un des leurs ; qui un père, qui un fils, qui un frère ou un mari, sinon un cousin d'un degré ou d'un autre. De mémoire d'homme, les pertes subies par l'ensemble des pays ayant participé aux combats étaient sans précédent. Ainsi, à Passchendaele, les Britanniques encaissèrent 50 000 pertes en un seul après-midi et 350 000 à la veille de la conclusion de cette bataille. La bataille se solda sans le moindre gain de terrain pour les forces en présence. La caractéristique majeure de cette guerre des tranchées, c'était des attaques suicides massives contre des mitrailleuses en défilement et de gigantesques feux d'artillerie qui pulvérisaient leurs objectifs. La mort était devenue industrielle et mécanique. Rien de tel ne s'était jamais produit auparavant. Les listes présentées ci-dessous permettront au lecteur d'apprécier l'ampleur de la boucherie.

Pertes militaires des Alliés		
Belligérants	Tués ou disparus	Blessés
Grande-Bretagne	885 000	1 663 000
France	1 400 000	2 500 000
Belgique	50 000	45 000
Italie	651 000	954 000
Russie	1 811 000	5 000 000
États-Unis	117 000	206 000

Pertes militaires des Puissances Centrales		
Belligérants	Tués ou disparus	Blessés
Allemagne	2 037 000	4 250 000
Autriche-Hongrie	1 200 000	3 600 000
Turquie	800 000	400 000
Bulgarie	100 000	152 000

Le nombre total de soldats tués s'élevait à 9,7 millions, et les blessés à 21 millions, dont des millions de grands mutilés à vie rendus inaptes au travail. Près de 7 millions de civils de tous bords perdirent la vie.

Le Traité de Versailles

La sinistre campagne de propagande antiallemande menée par la Grande-Bretagne et par l'Amérique tout au long de la guerre engendra une telle haine envers les Allemands qu'il était presque certain qu'une paix caractérisée par des conditions draconiennes ne mettrait pas fin à la guerre. L'Allemagne, à tort ou à raison, fut accusée d'avoir délibérément mis le feu à l'Europe et dut donc endosser la responsabilité de millions de morts et d'immenses dévastations. Et – comme si la guerre seule ne suffisait pas – dans la seconde moitié de 1918, l'Europe fut frappée par la grippe espagnole, qui causa en sus la mort de quelque 25 millions d'êtres humains en Europe. Soit un total d'environ 41 millions de morts européens pour diverses raisons au cours de cette seule période ; un pourcentage non négligeable de la population européenne. L'Europe n'avait plus connu une telle mortalité depuis la Peste Noire. Cela ne fit qu'exacerber le double sentiment d'amertume et d'extrême lassitude qui

l'habitait et qui se mua essentiellement en un ressentiment qui trouva son objet en ces Allemands haïs et méprisés par l'effet direct de la propagande antiallemande. L'Europe voulait punir l'Allemagne et entendait bien le faire grâce au Traité de Versailles.

Les modalités de ce traité, telles qu'il en fut, en fin de compte, décidé par les vainqueurs de cette guerre – la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis – étaient sévères à tous points de vue. Du côté des vainqueurs, une fois signé l'armistice à Rethondes, on passa comme chat sur braise sur les "Principes" développés dans les *Quatorze points* de l'idéaliste Président Wilson qui étaient censés constituer les bases pour une paix ; notamment les Français qui n'avaient pas d'appétence pour une paix « juste » et équilibrée. Ces derniers étaient animés par un esprit revanchard et par la volonté de récupérer deux de leurs provinces. L'Alsace et la Lorraine avaient en effet été prises à la France par les Prussiens victorieux à la suite de la guerre franco-prussienne de 1870. Clemenceau, le chef du gouvernement français, considérait Wilson comme un père la morale et un naïf, et faisait, en privé, des gorges chaudes de ses *Quatorze points*. Il aimait à asséner en manière de boutade, que même *« Dieu-le-Père lui-même n'avait jugé nécessaires que dix commandements. »*

Le Traité de Versailles énonçait essentiellement ce qui suit : la cession de 72 500 km2 du territoire de l'Allemagne et le transfert de 6,5 millions de ses habitants à d'autres pays ; la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France ; la restitution d'Eupen et de Malmédy à la Belgique ; du Schleswig du Nord au Danemark ; de Hlučín à la Tchécoslovaquie ; de la Prusse occidentale, de Posen, de la Haute-Silésie et de Dantzig à la Pologne. Dantzig serait placée sous gestion polonaise mais désignée « ville libre », ce qui impliquait que cette gestion se ferait sous le contrôle de la Société des Nations (SDN). Enfin, Memel serait cédé à la Lituanie, cependant que la Sarre – centre industriel allemand – serait placée sous le contrôle de cette entité supra-étatique. Toutes les colonies allemandes d'Outre-mer seraient confisquées.

De sévères restrictions militaires allaient être imposées. L'Armée allemande serait réduite à 100 000 hommes et ne serait pas autorisée à disposer de chars ou de blindés. Il serait interdit à l'Allemagne de posséder une aviation militaire, tout comme il ne lui serait pas permis de posséder plus de six navires de guerre ni aucun sous-marin. L'Ouest de la Rhénanie et une superficie de 50 kilomètres à l'Est du Rhin seraient transformés en zone démilitarisée. Ce qui signifiait qu'aucune arme ni aucun soldat allemand ne seraient admis dans cette zone. Les Alliés – en

l'occurrence la Grande-Bretagne et la France – auraient pour mission de maintenir une armée d'occupation sur la rive ouest du Rhin pendant 15 ans.

Les sanctions financières allaient être tout aussi draconiennes. La perte d'un territoire industriel vital empêcherait toute tentative de l'Allemagne de reconstruire son économie. Le charbon de la Sarre et de la Haute-Silésie, en particulier, allait être une perte économique de première importance. Le charbon irait en France et en Angleterre. Les terres agricoles les plus riches d'Allemagne seraient cédées à la Pologne. Des réparations financières seraient à verser aux Alliés pour un montant à déterminer ultérieurement par ceux-ci. Pour les Allemands il devenait évident que l'objectif des Alliés était de ruiner entièrement leur pays.

L'Allemagne se voyait également interdire toute union avec l'Autriche en vue de former un grand État allemand (quand bien même tel serait leur souhait). L'intention de réduire le potentiel économique allemand à sa plus simple expression était patente.

Les conditions générales du traité comportaient trois clauses essentielles :

1. L'Allemagne reconnaissait qu'elle était entièrement responsable du déclenchement de la guerre (clause de culpabilité de guerre – article 231[11]).

2. Ce faisant elle endossait la responsabilité pour l'intégralité des dommages de guerre et s'engageait donc à payer des réparations dont l'essentiel était destiné à la France et à la Belgique. Le montant des réparations n'était pas fixé à Versailles, mais devait être déterminé ultérieurement. En d'autres termes, l'Allemagne devait signer un chèque en blanc que les Alliés encaisseraient quand bon leur semblerait, quel que soit le montant qu'ils décideraient. Ce montant fut finalement estimé à 33 milliards de dollars (en dollars de 1919).

[11] [NdT : Article 231 du traité dans son libellé. « *Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre, qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.* » https://www.cairn.info/revue-histoire-economie-et-societe-2004-2-page-173.htm]

3. Une Société des Nations fut créée afin de garantir la paix dans le monde, « nations » au nombre desquelles l'Allemagne n'était alors pas admise.

En novembre 1918, au moment de leur acceptation de l'armistice, les Allemands avaient cru que le traité de paix qui suivrait serait fondé sur les *Quatorze points* wilsoniens et qu'il assurerait une paix juste et équitable à la rédaction de laquelle ils participeraient. Tel était l'esprit dans lequel ils avaient accepté de déposer les armes. Au lieu de cela, le traité fut rédigé sans la participation allemande et il leur fut ensuite remis sous la forme d'un Diktat, que les Allemands furent tenus de signer sans discussion.

Le terme « armistice » est généralement compris comme signifiant *« une cessation des hostilités en attendant l'élaboration d'un traité de paix »*. C'est dans une telle compréhension des choses que les plénipotentiaires allemands avaient signé à Rethondes, mais l'Allemagne fut au contraire

La délégation allemande à Versailles.

traitée en ennemi vaincu. Ce qui précède était en contradiction flagrante avec le sens communément admis d'un armistice : l'Allemagne aurait dû être une participante de plein droit à la conférence de paix.

Les membres de la délégation allemande furent stupéfaits de la dureté du traité. Ils furent particulièrement offensés par l'accusation selon laquelle l'Allemagne avait déclenché la guerre. Dans l'esprit des

Allemands, leur pays avait mené une guerre défensive que lui avaient imposée la Russie et la France, ralliées peu après par la Grande-Bretagne. Pour l'Allemagne, la France et la Russie avaient déclenché la guerre. L'officier délégué pour signer le Traité de Versailles refusa de le faire. *« Dire une telle chose serait un mensonge, »* avait-il remarqué. S'exclamant qu'*« Une main qui signerait un tel traité devrait se dessécher »*, le Chancelier allemand Philipp Scheidemann démissionna plutôt que d'en accepter les conditions ; qualifiant ses termes d'*« insupportables, irréalisables et inacceptables »*, il proclama qu'un tel traité réduirait le peuple allemand à la condition *« d'esclaves et d'ilotes »*.

En Allemagne, ce traité déclencha une consternation totale. En guise de protestation symbolique, toutes les formes de divertissement public furent suspendues dans tout le pays pendant une semaine. Les drapeaux furent mis en berne. Certains voulaient relancer la guerre, mais les dirigeants allemands savaient que c'était impossible. Ils étaient réduits à l'impuissance : l'Armée allemande s'était désintégrée et était rentrée chez elle après la signature de l'armistice et la Grande-Bretagne emprisonnait l'Allemagne dans un blocus qui l'affamait et qui causait quotidiennement la mort de milliers de civils. La Grande-Bretagne déclara que ce blocus serait maintenu jusqu'à ce que les représentants allemands aient signé le traité. Enfin, la Grande-Bretagne et la France lancèrent un ultimatum aux Allemands. Signer le traité dans les quatre jours ou être envahis. Les armées britannique et française étaient encore intactes. Le 28 juin 1919, dans la galerie des Glaces du château de Versailles, un délégué allemand signa finalement le traité (il allait être assassiné dans des circonstances mystérieuses, sans doute en raison de cette signature.)

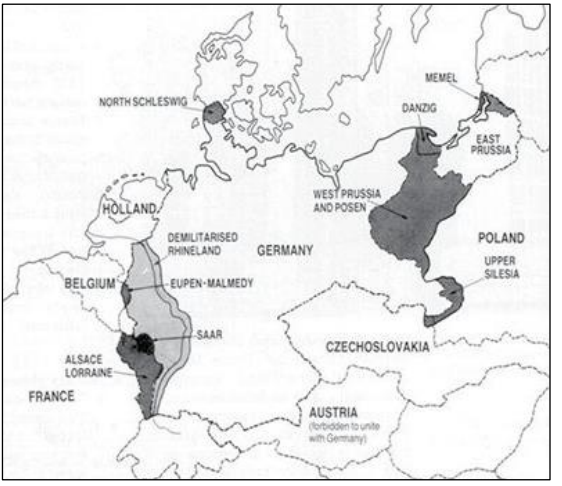
La signature de ce traité ne s'était faite qu'à contrecœur et sans la moindre intention réelle de jamais coopérer à sa mise en œuvre. Comme le fit remarquer l'historien britannique A.J.P Taylor dans son livre *The History of the First World War* (1963) :

« Quoique les Allemands aient accepté formellement de signer le traité – contraints et forcés par les mises en demeure des vainqueurs – aucun d'entre eux ne prit jamais un tel acte au sérieux. Le traité leur paraissait entaché de vices ; léonin et contraire au droit ; inexécutable ; un pur produit d'arbitraire pour mener à un asservissement. Tous les Allemands avaient l'intention de le rejeter à un moment ou à un autre, s'il ne finissait pas par tomber en désuétude de par sa propre absurdité. »

Dans un ultime geste de défi, à l'issue de cette signature, les équipages de la flotte de guerre allemande, qui, selon les ordres, avait été mouiller dans la rade britannique de Scapa Flow, la sabordèrent.

L'impact du traité sur l'économie allemande

Avant le déclenchement de la guerre, l'économie allemande avait été la plus puissante d'Europe, mais comme tous les autres pays engagés dans le conflit (hormis les États-Unis), l'Allemagne avait fini la guerre ruinée. Reconstruire son économie aurait été une tâche ardue dans les meilleures circonstances, mais le caractère coercitif du Traité de Versailles ne fit qu'aggraver la situation. En vertu de ce traité, l'Allemagne fut obligée de verser des réparations exorbitantes aux puissances victorieuses, alors même que sa capacité à le faire était considérablement réduite par d'autres termes du traité. Ainsi, avait-elle perdu 13 % de son territoire, 10 % de sa population, 25 % de sa production de pommes de terre et de blé, 80 % de son minerai de fer, 68 % de son minerai de zinc, 33 % de sa production de charbon ; toute l'industrie alsacienne de la potasse et du textile ; ainsi que le système de communications mis en place autour de l'Alsace-Lorraine et de la Haute-Silésie. Toute sa flotte marchande lui avait été confisquée ainsi que de nombreuses installations de transport maritime.



Les territoires pris à l'Allemagne par suite du Traité de Versailles (zones sombres ou ombrées).

En outre, il fut exigé des chantiers navals allemands qu'ils construisissent pendant cinq ans des navires pour les puissances victorieuses. L'Allemagne dut également fournir 5 000 locomotives, 150 000 wagons et 10 000 camions. Tous les biens allemands à l'étranger furent confisqués.

En raison de l'affaiblissement de l'État allemand, les réparations exigées par les puissances victorieuses excédaient complètement ses capacités de remboursement. La confiscation de ses mines de charbon fut particulièrement calamiteuse car la pénurie de charbon qui en résulta limita gravement la production industrielle. Il en alla de même pour sa production agricole qui fut considérablement réduite parce que l'Allemagne ne disposait plus d'une flotte marchande pour importer les phosphates nécessaires à la production d'engrais. Et la confiscation de ses colonies l'empêchait d'importer les autres matières premières nécessaires. Cela entraîna la fermeture d'usines et fit monter en flèche le taux de chômage. L'ensemble de ceux qui avaient auparavant travaillé dans les transports maritimes et dans le commerce se trouvèrent sans emploi.

Un million de civils allemands sont morts de faim à la suite du blocus naval britannique.

Un million d'Allemands, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées, succombèrent à la famine à la suite du blocus alimentaire infligé par la *Royal Navy*, mais également ce manque de nourriture affaiblit considérablement l'état de millions d'autres. Tel un

fléau, la malnutrition causa d'importantes maladies chez les jeunes allemands. Leur développement osseux en souffrit également et beaucoup présentèrent un irréversible retard de croissance. Durant les sept mois qui suivirent la fin des hostilités, le blocus continua d'être imposé à une population civile totalement impuissante, dans le but de briser la réticence des Allemands à signer le traité de paix. Ce chantage par la famine fut d'une rare cruauté, et ce furent les doucereux Britanniques qui l'infligèrent aux « abominables Huns ». Et bien entendu se tenait dans les coulisses le très admiré Winston Churchill ; véritable responsable de ce blocus.

La confiscation de la flotte marchande allemande exacerba une situation déjà désastreuse. L'Allemagne était une nation industrielle avec une population très dense, étroitement imbriquée dans le système économique mondial. Elle fut donc contrainte d'importer d'énormes quantités de nourriture et de matières premières. La perte de sa flotte marchande et les restrictions commerciales imposées par le Traité de Versailles provoquèrent le chaos et contribuèrent à prolonger la famine causée par le blocus.

Adolf Hitler écrivit dans Mein Kampf :

« C'est l'Allemagne qui a le plus souffert des conséquences de ce traité de paix et de l'insécurité générale qui ne pouvait qu'en résulter. Les chiffres du chômage ont atteint un tiers du nombre de la population active du pays, ce qui signifie cependant qu'en y adjoignant les familles des chômeurs, l'Allemagne comptait, sur une population totale de 65 millions, 26 millions de personnes désespérées sans la moindre perspective d'avenir ».

La clause de culpabilité de guerre était-elle équitable ? L'Allemagne a-t-elle vraiment déclenché la guerre ?

L'enchaînement des causes et des effets dans les relations internationales est inextricable, mais si l'on veut faire valoir une opinion, il faut commencer quelque part. La Première Guerre mondiale est née dans une large mesure de la guerre franco-prussienne de 1870. Mais cette guerre elle-même avait constitué le point culminant d'années de tension entre ces deux états. Ces tensions avaient finalement atteint leur paroxysme lorsqu'il fut question de trouver un candidat pour le trône espagnol laissé vacant (candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône en 1870). La France s'imaginait bientôt encerclée par les

Hohenzollern de Prusse et pour empêcher cet encerclement, elle déclara la guerre à ce dernier pays. La Prusse, alors dirigée par Bismarck, gagna la guerre, et sans entrer ici dans les détails, cette victoire permit au Chancelier prussien d'unir tous les différents états, principautés et entités territoriales allemandes en une confédération allemande. Cette nouvelle confédération comprenait deux provinces – l'Alsace et la Lorraine – conquises sur la France et annexées au Reich au titre de prises de guerre. Naturellement, cette annexion se justifiait d'un point de vue historique, la France les ayant préalablement prises à cette dernière sous le règne de Louis XIV. De plus, les populations d'Alsace et de Lorraine étaient encore majoritairement germanophones et de souche allemande. Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'enchaînement des causes et des effets est inextricable.

Justifiée ou non, l'annexion de l'Alsace-Lorraine laissa la France humiliée et furieuse de cette perte. Tout au long de ses 400 ans de guerre et d'agression, la France avait pris l'habitude d'humilier les autres – l'Allemagne en particulier – et cette inversion des rôles lui était difficile à admettre. Ainsi la revanche devint-elle l'un de ses objectifs majeurs et une sorte d'obsession nationale, en particulier au sein de ses élites politique et militaire. La détermination revancharde française à mener une guerre contre l'Allemagne devint la constante de toutes ses manœuvres diplomatiques, qui allaient finalement déboucher sur 1914. En 1925, J. S. Ewart écrivait dans son livre *The Roots and Causes of War* :

« L'annexion de l'Alsace-Lorraine par la Prusse en 1871 fut le principal facteur des retournements d'alliances ; des ententes et des antagonismes qui ont perturbé l'Europe continentale pendant quarante-trois ans. (...) Non seulement la France mais toute l'Europe ont gardé à l'esprit, entre 1871 et 1914, avec une intensité variable, la perspective – on pourrait dire la certitude supposée – de la reprise de la guerre franco-prussienne. »

Après 1871 et son unification, l'Allemagne connut une extraordinaire période de croissance et de développement économique ; l'industrialisation progressa rapidement et les fabricants allemands commencèrent à emporter des marchés contre la Grande-Bretagne. L'Allemagne fabriquait de plus en plus ses propres produits de consommation et importait de moins en moins de produits de fabrication britannique. Mais l'Allemagne commençait également à concurrencer le commerce britannique à l'étranger, en particulier aux États-Unis. La production textile et sidérurgique allemande dépassa

rapidement celles de la Grande-Bretagne. Elle investit massivement – beaucoup plus que la Grande-Bretagne – dans la recherche ; ce qui lui permit de réaliser de spectaculaires progrès technologiques ; notamment en chimie ; en électricité et en moteurs électriques ; ainsi que dans les appareils entraînés par des moteurs électriques. L'Allemagne occupait une position dominante en physique et en chimie, à tel point qu'un tiers de tous les prix Nobel fut décerné à des inventeurs et chercheurs allemands. En 1913, l'Allemagne produisait 90 % des matières colorantes du monde et commençait à exceller dans d'autres domaines de la chimie tels que les produits pharmaceutiques ; les émulsions photographiques ; les produits chimiques agricoles et l'électro-chimie. Avec une population de 65 millions d'habitants, l'Allemagne devint la puissance économique dominante sur le continent et le deuxième pays exportateur mondial après la Grande-Bretagne (les populations de la Grande-Bretagne et de la France étaient respectivement de 45 millions et 40 millions d'habitants).

Jusqu'à cette réunification de 1871, l'Allemagne n'inquiétait personne. Le terme *« Allemagne »* n'était rien de plus que la représentation d'une entité géographique, se référant à une multiplicité de royaumes ; de principautés ; de villes indépendantes et de domaines souverains germanophones divers d'Europe centrale. Mais après la réunification, la rapide montée en puissance de ce pays causa un sentiment d'anxiété chez ses voisins. En 1815, à la fin des guerres napoléoniennes ; au moment du Congrès de Vienne ; le système d'équilibre des pouvoirs, élaboré par le prince Metternich [en collaboration avec Talleyrand] avait servi de base aux relations européennes jusqu'à ce que la puissance croissante de l'Allemagne, après l'unification, ne le fasse dérailler.

À la consternation de l'élite britannique, l'Allemagne supplanta rapidement la France en tant que puissance dominante sur le continent européen. La Grande-Bretagne avait toujours considéré la France comme son ennemi et comme son rival traditionnel sur le continent, mais la puissance britannique avait déjà depuis longtemps éclipsé celle de la France, et cette dernière n'était plus en mesure de défier cette domination. L'extraordinaire croissance de l'Allemagne en tant que puissance industrielle commençait cependant à interférer avec celle de la Grande-Bretagne. En conséquence, celle-ci s'efforça de développer des relations amicales avec la France avec pour but de gêner l'Allemagne. Il semblait à la Grande-Bretagne que le continent tout entier ; sous la férule d'une Allemagne toute puissante ; était sur le point de se

structurer en une seule et unique union économique menaçant de la mettre sur la touche. Plus l'Allemagne montait en puissance ; plus les dirigeants britanniques se montraient inquiets. À tel point qu'ils commencèrent à spéculer sur la façon de remettre ce « parvenu » à sa place. Une guerre avec l'Allemagne semblait à présent inévitable.

Caricature de 1904 représentative du point de vue allemand. On y découvre le John Bull anglais tenant à son bras Marianne, la prostituée en robe tricolore ; tous deux tournant le dos au Kaiser.

Le 8 avril 1904, la Grande-Bretagne conclut une *« Entente cordiale »* avec la France, qui fut suivie par une *« Entente anglo-russe »*. La France et la Russie se lièrent ensuite par une *« Alliance franco-russe »*. C'est ainsi que la *« Triple Entente »* de la Grande-Bretagne ; de la France et de la Russie se forma en vue de contrecarrer la croissance fulgurante de l'Allemagne.

Pour tenter de désamorcer cette hostilité nouvelle à son égard ; l'Allemagne, déploya, au cours des années qui précédèrent la Grande guerre, des moyens considérables dans le but de parvenir à des accords avec la Russie et avec la France, et tout particulièrement avec la Grande-Bretagne. Ce fut en vain, car le véritable problème tenait à l'existence même de l'Allemagne en tant que superpuissance émergente. Chacun de ces pays avait ses intérêts propres, ce qui les plaçait tous en conflit avec l'Allemagne. En ce qui la concernait, la Russie voulait le contrôle des détroits du Bosphore qui ouvriraient à sa marine de guerre comme à sa flotte marchande l'accès aux eaux tempérées de la Méditerranée ; et elle était prête à tout pour y parvenir. À cette époque ; grâce à son alliance avec l'Empire ottoman ; les détroits du Bosphore étaient contrôlés par l'Allemagne. Pour sa part, la Grande-Bretagne considérait l'Allemagne comme une menace à sa domination économique et son principal objectif était donc de limiter son pouvoir. La France, enfin, voulait se

venger de la débâcle que les Allemands lui avaient infligée durant la guerre de 1870, et récupérer l'Alsace et la Lorraine. Ces trois puissances voulaient donc mettre un frein au fulgurant accroissement économique de l'Allemagne et ne voyaient qu'une intervention armée pour y parvenir. Ces différents facteurs allaient contre tous les efforts diplomatiques de l'Allemagne. Le problème résidait tout simplement dans l'existence de cet État-nation qu'elle était désormais devenue, et il semblait que sa dissolution était la seule et unique solution apte à satisfaire les autres nations rivales. La France et la Russie commencèrent donc à conspirer ensemble contre elle et à élaborer des plans en vue d'une éventuelle guerre. La Grande-Bretagne, de son côté, était à l'affût d'un prétexte. Et pourtant, l'Allemagne n'était coupable de rien d'autre que de son succès.

La Grande-Bretagne et l'Allemagne ont souvent été appelées les « vrais jumeaux » de l'Europe. Leur population était similaire sur le plan racial, leurs cultures aussi ; toutes deux excellaient, tant sur le plan de l'organisation que de la performance ; toutes deux étaient essentiellement protestantes ; se montraient déterminées dans la poursuite de leurs objectifs, et les histoires de leurs monarchies constitutionnelles étaient superposables. Nulle querelle ne venait assombrir le tableau mais cependant la montée en puissance de l'Allemagne était devenue une véritable obsession pour la Grande-Bretagne. En dépit d'une superficie territoriale et d'une population moins importantes, la Grande-Bretagne avait néanmoins été à la tête du plus grand empire du monde. En fait, elle fut le plus grand empire de toute l'histoire de l'humanité. Pourtant, l'Allemagne était en voie de l'éclipser en tant que puissance industrielle. Elle était en outre en voie de se constituer une flotte qui menaçait de rivaliser avec la sienne. La Grande-Bretagne était évidemment tout à fait consciente de leurs trajectoires économiques respectives. Elle affichait une tendance à la baisse, cependant que l'Allemagne affichait une tendance à la hausse, ce qui n'augurait rien de bon pour l'avenir de la première. Les Britanniques jugèrent qu'ils devaient agir pendant qu'ils étaient encore assez puissants pour le faire.

Entre 1912 et 1914, l'ambassadeur de Russie à Paris, Alexandre Izvolski et le Président français Raymond Poincaré conclurent un accord visant à faire la guerre à l'Allemagne, *« au cas où une crise diplomatique ferait passer la Grande-Bretagne de leur côté »*. Peu de temps après, en juin 1914, cette crise tant espérée se produisit avec l'assassinat par les Serbes de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche. L'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Serbie après avoir obtenu le soutien sans réserve de

l'Allemagne (le fameux chèque en blanc). L'Allemagne avait consenti à ce *« chèque en blanc »* parce que son élite dirigeante le croyait susceptible de décourager la Russie d'intervenir contre l'Autriche-Hongrie au profit de la Serbie. Elle pensait que si l'Autriche-Hongrie devait être vaincue par la Serbie et la Russie, alors elle se trouverait cernée d'ennemis. Soutenir l'Autriche-Hongrie était donc crucial pour sa sécurité. Mais la Russie, qui se considérait comme le mentor et le protecteur de la Serbie (la Serbie était connue comme le *« petit frère slave de la Russie »*), ne tint aucun compte du *« chèque en blanc »* allemand et menaça quand même de guerre l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne s'efforça de servir de médiateur avec la Russie pour empêcher la guerre, mais la Russie et son alliée la France – voyant là l'occasion tant attendue – refusèrent cette conciliation. La Russie, au contraire, initia immédiatement une mobilisation générale. C'était depuis longtemps chose admise au sein des capitales européennes qu'une telle mobilisation valait déclaration de guerre. Le 1er août, après avoir vainement tenté d'obtenir de la Russie qu'elle annulât sa mobilisation, l'Allemagne lui déclara la guerre et mit immédiatement elle-même en œuvre sa propre mobilisation générale. Trois jours plus tard, la France lança la sienne en dépit du fait manifeste qu'elle avait déjà informé les Russes d'une telle intention un jour avant que les Allemands n'aient déclaré la guerre à ces derniers ; mais également trois jours avant que l'Allemagne ne lui déclare la guerre. Cette mobilisation de la France n'était donc nullement le résultat de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Elle avait été décidée par anticipation. Dans cette affaire, l'Allemagne, loin d'être l'agresseur, ne faisait que réagir aux initiatives guerrières des Russes et des Français.

Située sur un glacis au cœur de l'Europe ; dépourvue de frontières naturelles ; complètement entourée d'ennemis potentiels, l'Allemagne était particulièrement vulnérable aux invasions d'où qu'elles vinssent. Elle ne pouvait donc pas se permettre le luxe de différer la mobilisation de ses propres forces armées. Bien consciente, par ailleurs, du complot et des intrigues franco-russes visant à créer le prétexte à une guerre contre elle, elle était en situation d'alerte permanente. Pour les stratèges allemands, le pire cauchemar était une guerre sur deux fronts l'opposant d'un côté à la France et de l'autre à la Russie. Pour contrer cette éventualité ; l'Allemagne avait élaboré une stratégie militaire connue sous le nom de *Plan Schlieffen*. Ce plan prévoyait une mobilisation rapide ; la concentration de ses forces ; et une attaque éclair à travers la Belgique afin, dans un premier temps, d'éliminer la France ; après quoi, opérant un changement de front, l'Armée allemande attaquerait la Russie. Cela

réglait le problème d'une guerre sur deux fronts. Quand bien même le *Plan Schlieffen* prévoyait une attaque préemptive, d'abord contre la France, puis contre la Russie, il s'agissait là en fait, d'une stratégie défensive plutôt qu'agressive. Attendre d'être attaqué d'entrée de jeu, des deux côtés, eût été suicidaire. Le 3 août 1914 ; la guerre étant désormais inévitable, les forces allemandes déferlèrent sur la Belgique et sur la France, mais l'Allemagne ne parvint pas à régler la question de la France selon la stratégie envisagée par le *Plan Schlieffen*.

Aussi, le 4 août, la Grande-Bretagne déclara-t-elle la guerre à l'Allemagne, sous prétexte que cette dernière avait violé la neutralité belge, bien que la véritable raison de cette guerre fut en réalité l'élimination d'un rival économique. Ce fut sur cette seule base que les dirigeants britanniques décidèrent de se joindre à la France et à la Russie dans une guerre contre l'Allemagne. En réalité, la Belgique ne figura nullement comme sujet dans les discussions du cabinet britannique lorsque fut décidée la guerre contre le Reich. Elle ne fut qu'un prétexte au conflit. Il convient de noter en outre que si l'Allemagne n'avait pas envahi la Belgique, la Grande-Bretagne, sans hésiter, l'aurait fait.

Peu de temps après avoir traversé la Belgique, l'Allemagne s'enlisa sur la Marne, alors même qu'elle était sur le point d'atteindre son objectif : Paris ; ce qui lui aurait permis de mettre rapidement fin à une « guerre de mouvement ». Il s'ensuivit une guerre des tranchées et d'enlisement dans laquelle aucun des deux camps ne se trouva en mesure d'emporter la décision. Cette situation perdura jusqu'à l'arrivée des forces américaines.

L'Allemagne finit par perdre la guerre ; situation idéale pour l'accuser de l'avoir déclenchée. L'article 231 du Traité de Versailles lui reprocha officiellement d'avoir déclenché la guerre. Ce fut ce même traité qui servit ensuite de base à toutes les mesures coercitives entreprises contre elle. Après la fin de la guerre et une fois les passions apaisées, un certain nombre d'historiens, appelés les « révisionnistes », commencèrent à examiner de plus près la propagande outrancière qui fut l'un des éléments déclencheurs de cette guerre. C'est ainsi que des chercheurs tels que Harry Elmer Barnes, Charles Beard et bien d'autres commencèrent à raconter une tout autre histoire. Dans son livre *The Genesis of the World War,* (1926), Barnes soutenait qu'officiellement, la Serbie ; la Russie ; et la France avaient une plus grande responsabilité dans le déclenchement de la guerre que l'Autriche et l'Allemagne, et que la responsabilité de l'Allemagne était moindre que celle de l'Autriche-Hongrie. Selon Barnes, la « culpabilité de guerre » allemande était à peu près égale à celle de la Grande-Bretagne. Le point de vue le plus pro-

allemand était que l'Allemagne avait été contrainte à une guerre dont elle ne voulait pas et qu'elle avait été obligée de se défendre contre des ennemis cupides animés par un seul objectif : la détruire en tant que puissance économique. Trois mois avant le début de la guerre et afin de prendre la mesure de la situation, le président Wilson avait envoyé en Europe son représentant personnel, le colonel Edward Mandel House. Le rapport du colonel House confirma le point de vue qui voulait que la Russie ; la France ; et la Grande-Bretagne étaient en train de menacer l'Allemagne d'une agression militaire. Il écrivit dans son rapport : *« Quand l'Angleterre le dira ; la France et la Russie marcheront sur l'Allemagne »*, et c'est précisément ce qui s'est produit. L'Allemagne n'avait été, en réalité, que la victime d'une agression alliée.

L'Allemagne ne voulait pas la guerre. Elle n'avait rien à y gagner et tout à y perdre. Après tout, n'avait-elle pas obtenu tout ce qu'elle voulait – une expansion économique et l'acquisition de colonies afin d'obtenir des matières premières et de faire du commerce avec ses produits industriels – sans avoir à faire la guerre ? Cette guerre, c'est la France qui la voulait pour prendre sa revanche sur celle de 1870 et récupérer l'Alsace et la Lorraine. La Russie aussi la voulait pour s'ouvrir un accès aux eaux tempérées par les détroits du Bosphore qui étaient alors sous contrôle Allemand. Quant à la Grande-Bretagne, elle voulait la guerre afin d'éliminer un concurrent commercial. Ces trois puissances alliées estimaient que ce pays prenait trop d'ampleur et devenait trop puissant. Le Traité de Versailles lui-même le prouve, en ce sens que son principal objet consistait à réduire la taille physique de l'Allemagne ainsi que sa puissance économique et militaire. Il permettait de mettre la main sur une grande partie du territoire allemand et de le livrer à d'autres pays – avec les six millions et demi d'habitants qui y vivaient. Une clause distincte interdisait à l'Autriche de s'unir à l'Allemagne. On prétend qu'au cours des délibérations de paix, Clemenceau aurait dit : *« Il y a vingt millions de personnes en trop en Allemagne. »*

Non seulement l'Allemagne ne souhaitait pas une guerre, mais, dès 1916, elle avait fait des propositions en vue de pourparlers de paix afin de tenter d'y mettre fin ; quand bien même elle paraissait alors sur le point de la gagner. Mais les Alliés n'y avaient aucun intérêt. Ce qu'ils voulaient ; c'était la détruire, comme ils s'étaient – depuis le début – concertés pour le faire. Aussi les offres de paix de l'Allemagne furent-elles ignorées. Il est clair que l'Allemagne fut la victime et non pas la responsable de cette agression. Les États-Unis n'avaient quant à eux aucune raison d'entrer en guerre contre elle. Elle ne leur avait rien fait et

ne représentait en aucune façon une menace. De plus, les Américains d'origine allemande constituaient, avec les Américains d'origine britannique, le fondement même de la culture américaine. Jusque-là, les États-Unis n'avaient entretenu que de bonnes relations avec l'Allemagne, et les citoyens américains avaient toujours considéré ce pays avec sympathie et admiration. Bien que la campagne de propagande antiallemande britannique menée aux États-Unis ait influencé l'opinion publique, la grande majorité des Américains s'était toujours opposée à une entrée en guerre. On ne peut toutefois pas en dire autant de l'élite dirigeante américaine. Celle-ci était fortement anglophone, et son attitude à l'égard de la Grande-Bretagne était semblable à celle du Canada et de l'Australie : naturellement prédisposée à venir en aide à la « Mère-patrie ». À l'époque, l'Amérique était pratiquement un État vassal aux yeux de la Grande-Bretagne.

Tous ces facteurs sont indéniables, mais l'influence décisive dans l'entrée en guerre des États-Unis fut la pression exercée sur le Président Wilson par les financiers juifs américains qui avaient financé sa carrière politique. Sans leur soutien financier et médiatique, il ne serait probablement jamais devenu président. Ces juifs exercèrent une pression extrême sur lui pour amener les États-Unis dans la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne afin d'assurer une victoire alliée, à titre de contre-prestation à la signature de la *Déclaration Balfour* qui leur garantissait – sitôt la guerre terminée – une patrie : la Palestine (il en sera question dans le chapitre suivant). Les juifs contrôlaient la plupart des grands journaux et Hollywood, ils disposaient donc de tous les moyens nécessaires pour influencer l'opinion publique américaine. Le naufrage du *Lusitania*, le « Télégramme Zimmermann »[12], etc. n'étaient que des prétextes fabriqués et non des raisons valables pour entrer en guerre.

Le peuple allemand avait toutes les raisons d'être indigné par le honteux traité de paix qui lui avait été imposé par les puissances victorieuses. Ce traité était inique et immoral, et il avait été imposé de force par les vainqueurs aux vaincus. Il y avait eu, en outre, ce blocus imposé par la marine britannique qui, par ses effets sur les besoins en nourriture de la population allemande, devait causer la mort d'un million de victimes, et en sus, cette menace d'une invasion militaire alliée qui avaient obligé l'Allemagne à signer cet abominable traité. De tout ce qui précède, il résulte que ce traité imposé de force n'avait aucune force

[12] [NdT : nous savons depuis le dernier tiers du siècle dernier qu'il s'agissait d'un faux concocté par le Foreign Office].

contraignante morale ou juridique et donc que l'Allemagne n'était nullement obligée d'y adhérer et avait le droit moral de ne plus s'y laisser soumettre sitôt qu'elle se trouverait en mesure de le faire sur le plan militaire.

En dépit du fait que l'arrivée des États-Unis dans ce conflit ait rapidement mis fin au carnage ; les conséquences à long terme de cette guerre furent désastreuses pour la civilisation occidentale et chrétienne. Si les États-Unis n'étaient pas intervenus, il est presque certain que la Première Guerre mondiale se serait conclue sur une paix négociée sans vainqueurs. Il n'y aurait donc pas eu de Traité de Versailles et l'Allemagne n'aurait pas été démembrée. Elle aurait conservé son armée intacte et serait restée au bénéfice de son traité de paix avec la Russie (Brest-Litovsk). Le Tsar n'aurait probablement pas abdiqué. Le bolchevisme aurait très probablement été étouffé dans l'œuf au lieu de prendre le contrôle de la Russie. L'Empire austro-hongrois serait resté intact. Il en aurait été de même pour l'Empire ottoman, qui aurait empêché la création de l'État d'Israël et toutes les conséquences négatives qui en découlèrent. Il n'y aurait pas eu de révolution communiste en Allemagne ; ni en Hongrie ; pas plus qu'en Italie. La guerre civile espagnole n'aurait pas eu lieu. Il n'y aurait pas eu de Seconde Guerre mondiale ; pas de guerre froide ; et le communisme n'aurait pas pris le contrôle de l'Europe centrale et orientale. Une Europe unifiée, comparable à l'actuelle Union européenne – mais beaucoup plus grande et beaucoup plus prospère – se serait presque certainement formée avec l'Allemagne comme élément de pointe. En somme, l'Europe se serait stabilisée et serait devenue une puissance économique dynamique mondiale. Cette entrée en guerre de l'Amérique ; avec ses conséquences involontaires ; fut sans doute le plus grand désastre de l'histoire européenne.

Chapitre 3

Le facteur juif dans la guerre

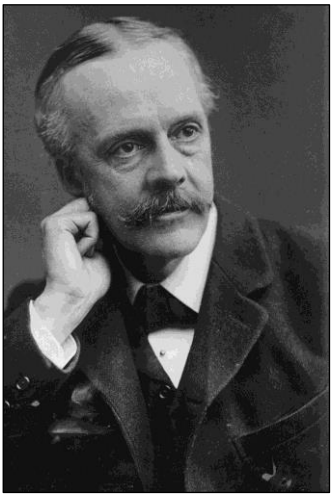
Le 12 décembre 1916, deux ans et demi après le début de la guerre ; sur la base du *statu quo ante* ; l'Allemagne ; afin de mettre un terme au conflit ; présenta une offre de paix aux Alliés. Il n'y aurait donc ni gagnant, ni perdant ; et personne n'aurait à payer de réparations ; tout le monde arrêtait de se battre et rentrait à la maison. Cette guerre, l'Allemagne n'en avait jamais voulu. À ce stade du conflit, toutefois, elle semblait sur le point de remporter la victoire. Les sous-marins allemands étaient parvenus à bloquer les convois de ravitaillement dépêchés des États-Unis pour approvisionner la Grande-Bretagne ; y causant une importante pénurie généralisée en termes de matériel de guerre. La France avait déjà perdu 600 000 hommes dans les batailles de Verdun et de la Somme, et les soldats français commençaient à se mutiner. L'Armée italienne s'était complètement effondrée et les soldats russes désertaient en masse et rentraient chez eux. Tout paraissait indiquer que l'Allemagne avait gagné sur les deux fronts. Malgré l'ampleur des pertes, les Britanniques et les Français n'étaient toujours pas disposés à stopper le combat sur une issue indécise. La seule façon de justifier ce carnage généralisé était de se battre jusqu'au bout. En outre, comme indiqué dans le chapitre précédent, la Grande-Bretagne avait tout mis en œuvre pour déclencher cette guerre ; et détruire son rival économique et commercial demeurait son principal objectif. Aussi les dirigeants britanniques étaient-ils déterminés à trouver un moyen de sortir victorieux de cette impasse et ils savaient que seul le ralliement des États-Unis à leur cause leur apporterait la solution. À cette fin, un travail acharné était déjà en cours, mais pour l'heure sans le moindre résultat.

En coulisses, les sionistes et le gouvernement britannique étaient déjà à pied d'œuvre pour s'emparer de la Palestine afin d'y créer une patrie pour le peuple juif. En octobre 1916 ; deux mois avant l'offre de paix allemande ; un groupe de sionistes dirigé par Chaïm Weizmann (qui allait devenir le premier président de l'État d'Israël) rencontra des dirigeants britanniques. Si la Grande-Bretagne leur garantissait la création d'un État juif en Palestine après la guerre ; ils s'engageaient à user de leur influence, par l'intermédiaire de leurs puissants compatriotes étatsuniens, pour attirer l'Amérique dans ce conflit aux côtés de la Grande-Bretagne et des Alliés et leur garantir ainsi la victoire. Ces juifs

étaient si confiants en leur pouvoir et en leur influence qu'ils assurèrent les Britanniques de leur réussite.

À cette époque, la Palestine était sous le contrôle de l'Empire ottoman, lui-même allié de l'Allemagne. Si cette dernière gagnait cette guerre, l'Empire ottoman restait intact sans aucune possibilité pour la communauté juive d'y installer une patrie ; mais si les Alliés remportaient la bataille, alors la Grande-Bretagne prendrait le contrôle de la Palestine et elle serait ainsi en mesure de la livrer aux juifs. (Au sein du gouvernement britannique, nul ne se préoccupa de savoir s'il était légitime de donner d'autorité la terre d'un autre peuple aux juifs.)

Cette proposition des sionistes, que la Grande-Bretagne accepta sans réserves, ne l'incita aucunement à accepter l'offre de paix allemande. Ainsi, les Britanniques promirent-ils la Palestine aux sionistes sous la condition que ces derniers puissent effectivement engager les USA dans le conflit. Et les juifs se mirent donc immédiatement au travail.



Sir Arthur Balfour

Chaïm Weizmann

Aux États-Unis, le petit cercle de l'élite dirigeante ; y compris le président Wilson et son administration ; tous des anglophiles enthousiastes de la côte Est ; étaient déjà prédisposés à entrer en guerre aux côtés de la mère patrie. Tout ce dont ils avaient besoin c'était un coup de pouce et un prétexte facile à mettre sur pied. Mais le cœur de l'Amérique, qui comptait des millions d'Allemands de souche, ne voulait pas de cette guerre. Il fallait donc faire basculer l'opinion publique et

gagner son soutien. La propagande allait y pourvoir. Depuis le début de la guerre, une campagne britannique de propagande antiallemande très sophistiquée était déjà à l'œuvre sur le territoire américain ; l'objectif n'était pas pleinement atteint mais une grande partie de l'opinion publique américaine penchait désormais en faveur d'un conflit armé.

Déjà propriétaires de la plupart des grandes sociétés bancaires, les juifs possédaient aussi la plupart des journaux, et ils avaient aussi Hollywood. Ils disposaient donc de tous les moyens pour mener à bien une campagne de propagande efficace. Leur richesse combinée à leur détermination à soutenir les campagnes des politiciens leur conféraient une énorme influence et ils n'avaient guère de mal à persuader ces derniers à adopter leurs points de vue.

À cette époque, les implications juives dans les affaires internationales étaient complexes ; d'où la nécessité des explications qui vont suivre. Les juifs d'alors ; comme d'aujourd'hui ; constituaient une minorité vivant dans de nombreux pays « d'accueil » ; sans disposer d'un état propre. Tous, cependant, se considéraient comme faisant partie de la « Nation Internationale d'Israël » ; une nation unique, englobant les juifs du monde entier où qu'ils vivent. Où que ce soit dans le monde, ce qu'il peut advenir à des juifs demeure un sujet de préoccupation pour les juifs du monde entier. Se considérant comme une nation à part entière, la communauté juive internationale poursuit des « intérêts nationaux », et l'un de ses intérêts nationaux de l'époque n'était rien de moins que la destruction du régime tsariste en Russie. Pendant longtemps, les régimes tsaristes successifs avaient limité et refoulé les juifs de Russie, à tel point que des millions d'entre eux avaient quitté les zones sous contrôle russe pour d'autres pays européens, mais aussi et surtout pour l'Amérique. La Russie tsariste était l'ennemie avouée de la nation juive internationale, et comme l'Allemagne était en guerre contre la Russie, ainsi la communauté juive internationale avait-elle tendance à soutenir l'Allemagne dans la guerre selon le principe voulant que « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Parallèlement, ils restreignirent tous leurs soutiens à la Grande-Bretagne et à la France parce que ces deux pays étaient alliés à la Russie. L'une des figures les plus influentes de son époque dans la communauté juive américaine, Jacob Schiff, (né en Allemagne) à la tête de la banque Kuhn, Loeb & Co à New York, écrivait dans *The Menorah Journal* d'avril 1915 :

« Il est de notoriété publique que je suis un sympathisant allemand. (...) L'Angleterre a été contaminée par son alliance avec la Russie. (…) Je suis convaincu qu'en Allemagne l'antisémitisme est une chose du passé. »

Tous les juifs ; en particulier les sionistes ; partageaient les sympathies pro-allemandes de Schiff. Néanmoins, aussitôt que les sionistes eurent compris qu'en transférant leur soutien à la Grande-Bretagne, ils avaient des chances d'obtenir la Palestine au titre de patrie juive, les juifs internationaux changèrent de camp et instituèrent l'Allemagne en leur ennemi juré. Non seulement ils la privèrent de tous leurs soutiens financiers, mais ils lancèrent également contre elle une campagne de propagande haineuse. Aussi, les juifs américains et britanniques se joignirent-ils à l'intense campagne de propagande antiallemande déjà bien en cours du gouvernement britannique. Tous les journaux et autres publications appartenant à des juifs, de même que les studios cinématographiques d'Hollywood, participèrent à cette violente campagne. Soudain, dans la presse juive internationale, ce peuple germanique, jusque-là cher à leur cœur, ne fut plus représenté que sous les traits de primitifs *« Huns »* tueurs de bébés. Puis, les banquiers juifs internationaux suspendirent leur soutien financier à l'Allemagne et commencèrent à injecter leur argent en France et en Grande-Bretagne. Cependant que les banques juives d'Allemagne cessèrent de contribuer à l'effort de guerre impérial.

L'Allemagne avait été avant la guerre un pays hospitalier pour les juifs. N'y subissant aucune restriction, ils y avaient développé leur champ d'influence et, grâce à leur domination financière, ils avaient pris le contrôle d'une grande partie de la puissance industrielle du pays. Une fois la Palestine promise aux juifs par la Grande-Bretagne, les juifs allemands eux-mêmes n'étaient plus disposés à soutenir l'Allemagne dans sa guerre. Ils se muèrent au contraire en une sorte de « cinquième colonne »[13] déloyale au pays d'accueil. Les journaux juifs allemands commencèrent à critiquer et à condamner la guerre. Les dirigeants syndicaux juifs se mirent à inciter les ouvriers allemands à la grève, et les leaders communistes juifs insufflèrent un esprit de sédition. Cet effort

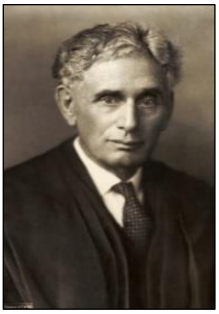
[13] [NdT : l'auteur prend ici la liberté d'un anachronisme car l'expression « Cinquième colonne » relève d'un mythe (déjà) selon lequel lors du siège de Madrid, durant la guerre d'Espagne, cependant que quatre colonnes franquistes marchaient sur la capitale espagnole pour l'investir... une « cinquième », infiltrée, aurait été à l'œuvre pour réduire la capacité de défense républicaine.]

combiné des groupes juifs pour saper la production et créer des troubles au sein du peuple allemand fut très préjudiciable à l'effort de guerre de l'Allemagne. Les juifs avaient accepté de se laisser corrompre par les Britanniques et prouvé une fois de plus que, quelles que soient les circonstances, leur préoccupation première était *« ce qui est bon pour les juifs »,* et que leur loyauté était avant tout acquise à l'entité apatride juive.

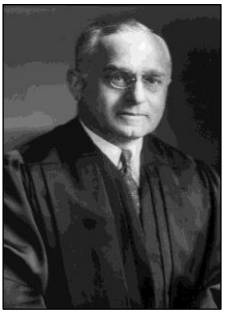
Sitôt confirmée la promesse britannique de fondation d'une patrie juive en Palestine, les juifs américains entreprirent de faire pression sur l'administration Wilson afin que les États-Unis entrassent en guerre contre l'Allemagne. Comme sa carrière politique était le produit de leur soutien financier et médiatique, le président Wilson se montra très malléable entre les mains des juifs et il leur resta étroitement lié tout au long de sa carrière politique. Même son bras droit, le « colonel » Edward Mandell House, un non-juif, collaborait étroitement avec les juifs dès avant son passage au service de Wilson. Il avait été employé comme agent de la Jewish House of Rothschild, où il avait exercé la fonction de négociant en coton. La campagne de Wilson pour le poste de gouverneur du New Jersey avait été soutenue par un groupe de banquiers et de financiers juifs, dont Jacob Schiff, président de la banque Kuhn & Loeb et son beau-frère Paul Warburg, un des membres du conseil faîtier de la Réserve fédérale nommé par Woodrow Wilson ; et par le financier Henry Morgenthau Sr, et qui fut nommé ambassadeur auprès de la Sublime Porte[14] par le même président Wilson. C'étaient ces mêmes juifs qui, avec d'autres, avaient financé la candidature de ce dernier à la présidence. Parmi les autres juifs qui influencèrent Wilson, citons le premier juge juif de la Cour suprême, Louis Brandeis, lui aussi nommé par Wilson ; le riche et puissant financier Bernard Baruch ; le rabbin Stephen Wise, fondateur, en 1897, de la Fédération des Américains Sionistes [FAZ puis ZOA], qui allait devenir plus tard son plus proche conseiller ; et Felix Frankfurter, un crypto-communiste, qui allait être ensuite nommé à la Cour suprême par Franklin D. Roosevelt (F.D.R). Il n'est pas exagéré de dire que tous ces gens-là contrôlaient Wilson parce qu'ils avaient fait sa carrière. Tous exercèrent de fortes pressions sur celui-ci afin qu'il déclarât la guerre à l'Allemagne, une chose à laquelle, comme nous l'avons mentionné auparavant, il était déjà prédisposé.

[14] [NdT : **Sublime Porte** est le nom français de la porte d'honneur monumentale du grand vizir à Constantinople, siège du gouvernement du sultan de l'Empire ottoman.]

Bernard Baruch



Louis Brandeis



Felix Franckfurter

Henry Morgenthau, Sr.

Jacob H. Schiff

Paul Warburg

Rabbi Stephen Wise

Pendant ce temps, les médias juifs et les actions de leurs industries du spectacle avaient provoqué la volte-face de l'opinion publique étatsunienne qui à présent réclamait littéralement la guerre alors qu'elle s'y était fermement opposée jusque-là. Ce fut Wilson, lui-même, qui prit la décision de l'entrée en guerre des USA contre l'Allemagne ; décision qu'il défendit ensuite avec succès devant le Congrès.

Le 6 avril 1917 ; moins de six mois après la rencontre entre Weizmann et les dirigeants britanniques, au cours de laquelle ces sionistes avaient promis de faire entrer l'Amérique dans la guerre, le Congrès déclara la guerre à l'Allemagne.

En contrepartie, le 2 novembre 1917, le gouvernement britannique publia la *Déclaration Balfour* sous la forme d'une lettre du gouvernement britannique au sioniste Walter Rothschild, officialisant, ce faisant, la promesse de mise à la disposition des juifs de la Palestine afin qu'ils puissent y établir leur nation.

Le 11 novembre 1918, la fin de la guerre fut déclarée après la signature d'un armistice, fondé sur les *Quatorze points* du président Wilson. Si les membres de la Conférence de Paix qui s'étaient réunis à Paris pour élaborer un traité d'après-guerre avaient tenu parole et avaient utilisé comme base ces *Quatorze Points*, tout eût été différent, mais comme indiqué dans le chapitre précédent, il en alla autrement. Lors de cette Conférence de Paix, les *Quatorze Points* de Wilson furent largement ignorés – ce qui aurait pourtant assuré une paix juste et équitable pour toutes les parties en cause. L'Allemagne eut à endosser la responsabilité de la guerre et un traité intransigeant et coercitif fut rédigé dont le trait dominant fut qu'il était tout sauf juste et équitable. Calamiteux et démoralisant pour le peuple allemand, il allait ensuite lui être imposé sous la forme d'un Diktat à signer sans discussion. Ils en furent stupéfaits. Scandalisés par son contenu, les Allemands cherchèrent un responsable expiatoire : leur colère se cristallisa sur les juifs.

Ainsi naquit la notion de *« coup de poignard dans le dos »* qui rendait les communistes et les juifs responsables de la défaite et de la rigueur extrême des conditions du traité de paix. La plausibilité de ces allégations était suffisante pour que la majorité de la population y croie. La communauté juive internationale avait, *en effet*, pris parti contre l'Allemagne en échange de la promesse d'une patrie juive en Palestine, que seuls les Britanniques étaient en mesure de lui accorder. Ce faisant, les juifs avaient contribué aux efforts de guerre britannique et français et avaient usé de toute leur influence bancaire au plan international pour stopper tout financement visant à soutenir l'effort de guerre allemand. De plus, beaucoup de ces juifs étaient des juifs allemands qui n'avaient pas hésité à nuire à leur propre pays.

Les juifs à la Conférence de paix de Paris

Le poids de l'influence juive à la Conférence de la Paix est aujourd'hui peu connu, mais le fait est que les juifs y affluèrent de partout dans le monde.[15] Ils vinrent de Russie, d'Europe de l'Est, de France, et surtout des États-Unis et de Grande-Bretagne. Lord Walter Rothschild, Lionel de Rothschild, Chaïm Weizmann, Lucien Wolf, Moïse Montefiore, Nahum Sokolow, Julius Kahn, le professeur Sylvain Lévi et M. Biggar, entre autres, venaient de Grande-Bretagne.

Des États-Unis vinrent le rabbin Stephen Wise, Felix Frankfurter, Oscar Straus, Louis Brandeis, Walter Lippmann, l'historien Simon Dubnow, Harry Friedenwald, Jacob de Haas, Mary Fels, Louis Robinson, Bernard Flexner et le juge Julian Mack de Philadelphie. Dix autres juifs vinrent en tant que membres du Congrès juif américain, spécialement créé en 1918 pour venir à la conférence.

De France vint un groupe de juifs représentant l'Alliance Israélite Universelle, une organisation juive internationale basée à Paris, fondée en 1860 pour sauvegarder les droits humains des juifs dans le monde entier.

Paul Warburg, président de la Réserve fédérale, représentait les intérêts bancaires américains. Son frère Max, directeur de la société bancaire allemande Warburg & Co., était là, avec d'autres juifs allemands, en tant que représentant des intérêts bancaires allemands (ils ne représentaient pas l'Allemagne, seulement les intérêts bancaires juifs allemands). Ces groupes furent renforcés par un grand nombre de juifs venus de Russie ; de Pologne et d'Ukraine. Bien que participant de toute évidence à cette conférence en tant que représentants de plusieurs pays distincts, tous les délégués juifs se rassemblèrent en un seul groupe visant à défendre en premier lieu les intérêts du judaïsme international.

---

[15] [NdT : pour connaître l'histoire des relations entre Allemands et juifs à cette époque, et en apprendre davantage sur cette fameuse conférence, lire le livre de l'historien juif, Tom Segev, *Le septième million* [*The Seventh Million*] et visualiser la série de 12 vidéos réalisée par Ernst Zündel intitulée « La véritable histoire des relations entre Allemands et juifs » ici : https://archive.org/details/@didi18?and%5B%5D=la+véritable+histoire+des+relations+entre+Allemands+et+juifs Pour information, la traduction française de l'ouvrage de Segev est de moins bonne qualité que la version anglaise mais surtout fortement censurée, ainsi cette série de Zündel donne-t-elle un son de cloche plus proche de la réalité.]

Les intérêts des différents pays qu'ils représentaient n'étaient que secondaires et, le cas échéant, d'une priorité bien moindre.

Curieusement, chacun des dirigeants alliés présents aux pourparlers de paix avait un juif pour conseiller principal. Celui du Président Wilson était Bernard Baruch. Jéroboam Rothschild ; mieux connu sous le nom de Georges Mandel était celui du Président de Clemenceau. Sir Philip Sassoon était celui du Premier ministre britannique David Lloyd George. Le représentant de l'Italie aux pourparlers ; le Premier ministre Vittorio Emanuele Orlando, était lui-même à moitié juif et s'identifiait ouvertement comme tel.

Tous ces juifs furent largement impliqués à tous les niveaux dans les nombreuses décisions qui furent prises, en particulier celles qui intéressaient en propre leur communauté. Les intérêts juifs furent de manière inexplicable au cœur des priorités lors de la rédaction finale de cet accord qui allait être connu sous le nom de *Traité de Versailles*. Les juifs défendirent vigoureusement un certain nombre d'intérêts, mais ils furent particulièrement déterminés à ce que les trois conditions suivantes fussent incluses dans le texte final :

- une Société des Nations comme premier pas vers un gouvernement mondial ;
- la reconnaissance des « droits des minorités » juives en Europe de l'Est ; et
- la création d'un mandat britannique en Palestine arabe comme première étape nécessaire vers un éventuel État juif en Palestine.

Ils obtinrent satisfaction sur chacun de ces trois points.

Il est surprenant que les intérêts juifs aient pu ainsi prédominer à la fin d'une guerre à laquelle ils n'avaient pas pris part en tant que personne morale distincte. Et pourtant, ils étaient là, venus des deux côtés du conflit, participant pleinement à la Conférence de paix et s'assurant une part importante du butin. Le pouvoir juif n'a jamais été aussi ouvertement démontré. Tous leurs objectifs furent remplis.

Les juifs en Grande-Bretagne

Le pouvoir des juifs est depuis longtemps présent en Grande-Bretagne. Leur pouvoir y est si grand que le critique social britannique Hilaire Belloc, dans son livre *The Jews*, (1922), décrivait l'Empire britannique comme un partenariat entre la finance juive et l'aristocratie

britannique. La Grande-Bretagne était la capitale financière du monde et les Rothschild dominaient la finance britannique. Belloc poursuivait en disant que *« ...les juifs, malgré leur petit nombre, imprègnent toutes les institutions anglaises, en particulier les universités et la Chambre des communes... par leur contrôle des politiciens au travers de la finance juive... »* (On peut dire la même chose des États-Unis aujourd'hui.)

Dans son livre, *Tales of the British Aristocracy*, (1956), L. G. Pine affirmait que l'aristocratie britannique était complètement imprégnée de sang juif. Selon lui, l'aristocratie britannique est à peu près à moitié juive. Au lendemain de la révolution industrielle, les anciens domaines connurent des temps difficiles, le pouvoir financier s'étant déplacé de l'agriculture et des grands domaines fonciers vers l'industrie manufacturière. Les juifs contrôlaient l'argent en Grande-Bretagne et finançaient même le gouvernement britannique par l'intermédiaire de la Banque d'Angleterre, elle-même contrôlée par Rothschild, et ils finançaient aussi l'industrie britannique. Cette noblesse désargentée ; avec ses titres séculaires et ses grands domaines ; commença à épouser les filles de juifs bien nantis, de sorte qu'il s'est littéralement produit un mariage de l'aristocratie britannique avec la finance juive. Pine citait comme exemple le mariage du 5e comte de Rosebery qui épousa la fille unique et héritière du baron Mayer de Rothschild, patron de la Banque d'Angleterre. Rosebery devint premier ministre en 1894. L'épouse Rothschild de Rosebery *« ...n'abandonna pas la religion juive mais ses enfants reçurent une éducation chrétienne... Les alliances entre les demoiselles juives et les seigneurs britanniques furent essentiellement de cet ordre, l'épouse apportant de grosses sommes d'argent... tandis que l'aristocrate jouissait du titre et du domaine ancestral. Les enfants peuvent ainsi contempler un héritage varié d'ancêtres. »*

D'autres familles juives riches et puissantes s'infiltrèrent ainsi dans l'aristocratie britannique, notamment les Sassoon, les Cassel, les Montefiore, les Montaigu et les Goldsmith. Ces juifs furent les bailleurs de fonds des principaux politiciens et dirigeants politiques en devenir, et tout particulièrement dans le cas de Winston Churchill. Il était sans le sou, et cependant, il devait son train de vie de pacha oriental à un groupe de riches mécènes et de sympathisants politiques juifs qui se faisaient appeler *The Focus*[16]. Ce groupe soutint Churchill tout au long de sa carrière et joua un rôle particulièrement important dans sa

[16] [NdT : il s'agit d'un lobby juif et d'une société de propagande dirigée contre l'Allemagne nationale-socialiste, similaire à la Ligue anti-nazie non sectaire aux États-Unis. Voir aussi https://en.metapedia. org/wiki/The_Focus_Group.]

nomination au poste de premier ministre. Tous ces riches juifs étaient socialement liés aux hommes les plus puissants de Grande-Bretagne, y compris le roi lui-même. La petite-fille de Cassel épousa Lord Louis Mountbatten, un membre de la famille royale. Cassel avait des relations directes avec les Rothschild, la famille juive la plus importante d'Europe. Ainsi le mariage d'un Cassel à un Mountbatten liait les Rothschild à la famille royale par mariage.

Il s'ensuit qu'avant la Grande guerre, une grande partie de l'aristocratie britannique était juive, et le reste étant entièrement mâtiné de sang juif. La Grande-Bretagne avait même un premier ministre juif, Benjamin Disraeli, qui écrivit :

« Les juifs se sont si étroitement liés à la pairie britannique qu'il est peu probable que les deux classes subissent une perte qui ne soit réciproque ».

Ainsi, l'importante influence des juifs affecta-t-elle tous les aspects de la vie politique britannique, y compris l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Première Guerre mondiale contre l'Allemagne.

Chapitre 4

La révolution russe de 1917

Dans les faits ; au cours de la Première Guerre mondiale ; l'Allemagne fut victorieuse sur le front de l'Est, bien que cet aspect-là de la guerre soit moins bien connu que les autres combats qui se déroulaient sur le front de l'Ouest, et qui allaient aboutir à une défaite allemande. Sur le front de l'Est, la guerre démarra le 17 août 1914 à la suite d'une invasion consécutive à une offensive russe de grande envergure en Prusse orientale. Offensive qui avait été lancée environ deux semaines après que l'Allemagne eut franchi la frontière belge en direction de la France. Pour faire face à l'invasion russe de la Prusse orientale, l'Allemagne transféra immédiatement un grand nombre de soldats du front de l'Ouest vers le front de l'Est. Ce transfert massif explique, entre autres, pourquoi le front Ouest s'enlisa si peu de temps après le début de la guerre. Dans la logique Schlieffen, l'Allemagne envisageait une attaque éclair à travers la Belgique afin, dans un premier temps, d'éliminer la France, sur quoi l'Armée allemande, opérant un changement de front, attaquerait la Russie à l'Est. Il fallait éviter à tout prix une guerre sur deux fronts. L'attaque éclair contre la France ayant échoué, l'Armée allemande fut contrainte à s'enterrer dans des tranchées en attendant la résolution de la guerre sur le front de l'Est. C'est donc une guerre défensive et de positions, avec des forces réduites que dut mener l'Allemagne sur le front de l'Ouest, pendant la majeure partie de la guerre cependant qu'elle affrontait avec acharnement les Russes dans une guerre de mouvements sur le front de l'Est. En somme, contrairement à ce que son plan prévoyait, l'Allemagne s'épuisa dans une guerre sur deux fronts.

La Russie et l'Allemagne s'affrontèrent dans une série de batailles sanglantes sur le front de l'Est ; l'Allemagne les remporta toutes. En Prusse orientale, les armées russes furent écrasées par les forces allemandes lors de la bataille de Tannenberg et de la bataille des lacs de Mazurie. Dans la désastreuse bataille de Tannenberg, seuls 10 000 soldats de la deuxième armée russe commandée par le général Samsonov réussirent à s'échapper. Les 150 000 hommes restant furent tués ou capturés. Plutôt que d'affronter l'humiliation de cette défaite catastrophique, le général Samsonov se suicida. Et les Allemands victorieux chassèrent les Russes hors de Prusse orientale.

Les forces russes eurent plus de succès dans leur invasion de la province austro-hongroise de Galice et elles remportèrent une victoire importante à la bataille de Lemberg (aujourd'hui Lviv), mais une intervention rapide de l'Armée allemande permit de repousser les forces ennemies. Ce conflit dura près de six mois et non seulement, il ne permit aucune avancée à l'Armée russe, mais cette dernière y perdit plus de 2 millions d'hommes, tués ou capturés. Les troupes allemandes se saisirent alors de l'occasion pour pénétrer dans les territoires tenus par les Russes ; s'emparant de Varsovie, au début d'août 1915, puis de Brest-Litovsk, le 25 août et de Vilnius, en Lituanie, le 19 septembre. Ces batailles causèrent la perte d'un autre million de soldats russes.

Les troupes allemandes en Prusse orientale.

Prisonniers russes en Prusse orientale en 1914.

Les lourdes pertes subies dans ces batailles anéantirent littéralement l'ancien corps des officiers russes ainsi que la quasi-totalité de l'armée d'avant-guerre. Par la suite, les commandants sur le terrain furent contraints de recourir à une conscription principalement composée de paysans inexpérimentés et peu motivés. C'est pourquoi, au vu de la situation, le tsar Nicolas II décida, le 22 août 1915, d'assumer personnellement le commandement suprême de l'armée. Son inexpérience fit qu'il se montra indécis et hésitant ; ce qui aggrava d'autant une situation de plus en plus critique.

Le moral de l'Armée russe se détériora rapidement et les soldats désertèrent en masse. Ces conscrits paysans refusaient d'obéir aux ordres de leurs officiers et allèrent même, dans de nombreux cas, jusqu'à tirer sur eux.

Artillerie lourde allemande sur le front de l'Est.

Les soldats russes fuient l'avancée allemande.

En janvier 1917, il était clair que le tsar Nicolas avait perdu le contrôle de la situation et que la Russie perdait la guerre. En Russie, les conséquences de cette guerre étaient désastreuses : les réserves alimentaires s'épuisaient ; le chômage montait en flèche et l'inflation devenait incontrôlable. Des grèves généralisées entraînèrent la fermeture d'usines et d'importantes mises à pied supplémentaires. Profitant pleinement du chaos, les révolutionnaires incitèrent le peuple à la révolte. Des manifestations de rues furent organisées au cours desquelles des ouvriers, des paysans et des soldats exigèrent du pain ; une redistribution des terres ; et l'arrêt de la guerre. Les révolutionnaires organisèrent des conseils (soviets) de travailleurs. La situation devint si explosive que le Tsar abdiqua et un « Gouvernement provisoire » dirigé par Alexandre Kérensky fut nommé. Un signe avant-coureur des plus significatifs est à relever ici : Kérensky était juif. En mars 1917, l'une des premières mesures du gouvernement Kérensky fut d'abolir toutes les

restrictions imposées aux juifs sur l'ensemble du territoire russe. Ainsi, tous les postes de la fonction publique furent-ils ouverts aux juifs révolutionnaires qui les submergèrent rapidement ce qui s'avéra désastreux pour la Russie traditionnelle.

Après l'installation du gouvernement provisoire, les soviets restèrent en place, provocant pendant un temps une superposition des pouvoirs. Ces conseils étaient une création juive marxiste, et leur principale réalisation fut de libérer immédiatement tous les prisonniers politiques

Alexandre Kérensky, chef du nouveau gouvernement provisoire.

et de lever le bannissement des exilés politiques ce qui eut pour effet de permettre leur retour en Russie. Ainsi, une fois libérés, certains des dirigeants les plus radicaux et les plus révolutionnaires, dont la grande majorité étaient des juifs, firent-ils leur réapparition dans la capitale,

Pétrograd. Pour la vieille Russie, il s'agissait-là d'un évènement capital dont la portée et la signification ne furent pas immédiatement comprises. L'invasion de ces juifs révolutionnaires infecta mortellement le corps politique russe ; scellant ainsi le sort de la nation. C'est ainsi que 90 000 exilés revinrent de toute l'Europe et d'Amérique ; et d'aussi loin que l'Argentine. Ils allaient constituer la force vive de la révolution bolchevique à venir. Presque tous étaient des professionnels de la révolution, et quasiment tous étaient juifs. Staline, Sverdlov et Zinoviev faisaient partie des exilés revenant de Sibérie ; Lénine, Martov, Radek et Kamenev revenaient de Suisse ; Trotski, accompagné de centaines de ses frères yiddish, revenait du quartier new-yorkais de Lower East Side. Jusqu'à leur retour, la révolution avait été dirigée par les seconds couteaux bolcheviques, déjà sur place. Maintenant, l'élite de réputation internationale était de retour et elle allait prendre les choses en main.

La prise de contrôle par les bolcheviques

En octobre 1917, ce groupe de bolcheviques, renversa le gouvernement provisoire. Ce fut l'équivalent d'un coup d'état juif contre le gouvernement russe. Kérensky espérait progressivement mettre en place une forme modérée de socialisme au sein d'une structure démocratique, mais cette approche était beaucoup trop modérée et beaucoup trop lente aux goûts des bolcheviques. Lénine et Trotski voulaient entièrement refondre la société russe, et ils savaient que seule la violence leur permettrait d'y parvenir. Ces hommes ; des Jacobins ; ne voulaient rien d'autre qu'un « règne de la terreur » similaire à celui de la Révolution française. Sitôt arrivés au pouvoir, l'une des premières actions de ces juifs bolcheviques fut de promulguer une loi interdisant l'antisémitisme, dont la violation était passible de la peine de mort.

Les juifs et la révolution « russe »

On occulte soigneusement aujourd'hui le fait que les juifs formaient la majorité des dirigeants bolcheviques dans la révolution « russe » [révolution bolchevique] de 1917, ainsi que dans les nombreuses révolutions bolcheviques subséquentes qui éclatèrent dans toute l'Europe. Il en résulte que l'implication juive a été largement effacée de l'historiographie contemporaine en particulier au sein des universités.

Aujourd'hui encore, les historiens sont pratiquement contraints, sous peine de ruine professionnelle, de soutenir l'opinion selon laquelle non seulement les juifs ne jouèrent aucun rôle particulier dans le bolchevisme, mais qu'ils en furent les véritables victimes.

Il s'agit bien sûr d'une manœuvre de falsification historique par inversion accusatoire[17]. Les hommes d'État et les journalistes de l'époque étaient tout à fait conscients de la nature juive de la révolution « russe », et que celle-ci équivalait à un coup d'État juif contre l'État russe. Il est également notoire que le régime bolchevique qui arriva au pouvoir à la suite de la révolution était essentiellement composé de juifs. De surcroît, les révolutions communistes qui s'étendirent à toute l'Europe directement après la révolution bolchevique furent orchestrées par des juifs, et toutes avaient le même objectif : renverser les régimes

Lénine s'adresse à une foule à Saint-Pétersbourg.
Léon Trotski est debout à droite du rostre.

[17] [NdT : c'est-à-dire accuser l'autre de ses propres crimes.]

existants et les remplacer par des républiques socialistes soviétiques sous contrôle juif. On notera par ailleurs que dans tous les pays européens où les communistes réussirent à prendre le contrôle ; quand bien même de façon temporaire ; une de leurs premières actions consistait à interdire l'antisémitisme et à lever toutes les restrictions imposées aux juifs. Il suffit pour s'en persuader de lire les journaux, les articles de magazines, et les livres de l'époque ; toutes informations désormais accessibles sur Internet.

À deux reprises la juiverie internationale tenta de s'emparer du gouvernement russe : la première, en 1905, qui se soldat par un échec, et la seconde, en 1917, qui réussit. Ces deux tentatives de coup d'État furent le fait de révolutionnaires juifs se trouvant aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Russie ; et ces deux tentatives furent financées par des banques juives étrangères. Il est strictement tabou aujourd'hui d'associer les juifs à la révolution bolchevique de quelque manière que ce soit ; mais pour comprendre ce qui s'est réellement passé pendant et après la révolution, et aussi l'impact de celle-ci sur les autres nations à l'époque, il est essentiel de comprendre les rôles qu'ils tinrent, tant dans la révolution qu'au sein du gouvernement russe qui a suivi, ainsi que dans les révolutions bolcheviques qui se succédèrent ensuite à travers l'Europe. Il est également nécessaire de comprendre la nature de l'hostilité mutuelle qui existait depuis longtemps entre le gouvernement tsariste et ses sujets juifs. Il est également nécessaire de comprendre la nature de l'animosité mutuelle que les juifs et le peuple russe ressentaient les uns vis-à-vis des autres. Et enfin, il faut comprendre le caractère hostile et vindicatif des juifs du monde entier à l'égard du régime tsariste, et leur inébranlable détermination à le voir disparaître un jour.

L'origine des juifs d'Europe de l'Est

À la fin du XIX^{e} siècle, la majorité des juifs du monde vivaient en Europe de l'Est, dans une région nommée par le gouvernement russe : *Zone de résidence*. Cette région englobait dans sa plus grande partie les actuels territoires de la Lituanie ; de la Biélorussie ; de la Pologne ; de la Moldavie ; de l'Ukraine ; et des parties ouest de la Russie ; tous faisant partie de l'Empire russe, mais non de la Russie elle-même. Il est intéressant de se demander comment ces juifs sont arrivés là. Et la réponse est qu'ils ont toujours été là. Cette terre était leur terre natale et ils ne venaient pas d'ailleurs.

Ces juifs ; qui n'ont rien à voir avec les juifs de la Terre sainte dont il est question dans la Bible ; sont les descendants du peuple Khazar[18] qui vivait depuis l'antiquité dans la région située entre la mer Noire et la mer Caspienne, qui est aujourd'hui principalement occupée par la Géorgie. Les Khazars se sont convertis en masse au judaïsme à la fin du VIII[e] siècle. Il n'existe aucun lien biologique entre ces juifs yiddish parlant khazar et les anciens juifs sémitiques de la Terre sainte. Les descendants des Khazars sont les juifs ashkénazes d'aujourd'hui. Quatre-vingt-cinq pour cent des juifs du monde et quatre-vingt-dix pour cent des juifs qui vivent aux États-Unis sont des juifs ashkénazes. Le yiddish est une sorte de langue créole que les Khazars ont développée et utilisée dans leurs relations commerciales avec l'Europe centrale. Certains disent que le yiddish est un dialecte allemand ; ce qui n'est pas tout à fait exact. Sa structure grammaticale est différente de celle de l'allemand, même si la moitié des mots qui le composent sont des mots allemands. De nombreux mots en yiddish sont d'origine khazar. Comme Kagan, par exemple, qui est un nom de famille juif courant signifiant « roi ». Le nom de famille juif « Kazan », comme dans Elia Kazan, est un nom khazar.

La Khazarie, patrie des Khazars, ancêtres des juifs ashkénazes.

Le peuple khazar occupait à profusion les steppes entre la mer Noire et la mer Caspienne, jusqu'au Nord de la ville ukrainienne de Kiev, et il était constitué de deux différents types ethniques. Dans son livre *La treizième tribu*, Arthur Koestler explique que les Khazars du Sud étaient

[18] [NdT : cette hypothèse selon laquelle le peuple khazar se serait converti au judaïsme n'est pas sûre à 100 %.]

plutôt de type turco-mongol, alors que les Khazars du Nord, plus proches de Kiev, étaient plutôt blonds, aux yeux bleus, ou plus européens en apparence. Ces deux souches sont visibles chez les juifs ashkénazes d'aujourd'hui.

Les Khazars ont adopté le judaïsme comme religion nationale à peu près au moment où les Russes adoptaient la religion orthodoxe grecque. Les deux peuples ont procédé à leurs conversions de masse de la même manière. De nombreux prêtres orthodoxes arrivèrent de Constantinople pour aider à construire des églises et pour enseigner la nouvelle religion au peuple russe. De la même manière, de nombreux rabbins furent appelés en Khazarie pour enseigner le judaïsme au peuple Khazar et pour l'aider à construire des synagogues. Les juifs khazars adoptèrent le Talmud, le texte central du judaïsme dominant qui incorpore la loi juive, l'éthique, la philosophie, les coutumes et l'histoire juive, et s'approprièrent l'ensemble du texte. Ils adoptèrent également tous les jours sacrés des juifs, ainsi que tous les rituels et cérémonies traditionnels juifs. En d'autres termes, ils adoptèrent le judaïsme dans son intégralité, y compris la coutume juive prônant la pureté raciale et l'interdiction du mariage en dehors du judaïsme.

Ce peuple guerrier gouvernait autrefois toute la région, mais il avait fini par perdre le pouvoir et était allé s'installer ensuite, en tant que minorité religieuse et ethnique, parmi les Vikings Rus et les Slaves d'Europe de l'Est. Les juifs d'Europe centrale et orientale des XIX^{e} et XX^{e} siècles étaient tous des descendants des Khazars. D'après le recensement de 1897, ces juifs khazars, ou juifs ashkénazes, constituaient la plus grande minorité ethnique de l'Empire russe, totalisant ainsi 5,2 millions d'âmes. Contrairement à l'opinion populaire, presque tous les juifs d'Europe migrèrent en Europe en provenance de Khazarie à l'Est, et non de Palestine ou de la Méditerranée.

Bien que concentrés en Europe de l'Est, ils se répandirent également partout en Europe et formèrent de petites communautés minoritaires dans les villes et villages des pays d'accueil, instituant ainsi une sorte de relation de parasite à hôte avec les populations majoritairement chrétiennes qui leur donnaient accueil. Ils avaient tendance à s'établir dans des professions de type « parasitaire » telles que marchand, entremetteur, négociant et usurier, et évitaient les professions agricoles et celles qui demandaient beaucoup d'efforts. Ils avaient aussi tendance à s'isoler dans des communautés fermées, appelées « ghettos », et ils ne se mariaient pas en dehors de leur race. Leur organisation sociale très habile et très cohésive, mais aussi l'étroite coopération et le soutien

mutuel dont ils savaient faire preuve ; généralement au détriment de leurs populations « hôtes » non-juives en faisait des êtres à part.

Des lois et un code d'éthique qui leur étaient propres régissaient également la vie de ces juifs. Le Talmud permet aux juifs de traiter les non-juifs différemment des leurs. Ainsi, ils doivent se montrer justes et honnêtes les uns envers les autres, mais ils ne sont pas tenus de l'être envers les Gentils. Il ne faut donc pas s'étonner qu'ils aient fini par s'attirer une réputation de malhonnêteté à force de profiter par des voies déloyales des Gentils bien intentionnés et sans malice. Partout où les juifs passaient, on les accusait invariablement d'être un peuple parasite qui ne produisait rien par lui-même et vivait du travail des populations hôtes.

Soldats croisant des juifs orthodoxes dans un shtetl (1914).

La raison des pogroms russes contre les juifs

Au début du XX[e] siècle, la plupart des juifs du monde vivaient sur un territoire contrôlé par l'Empire russe. À cette époque, en Russie impériale, il existait quelque 650 lois officielles anti-juives. Celles-ci avaient été promulguées afin de protéger le peuple russe contre leur rapacité. Aucun autre pays au monde n'a connu un antijudaïsme aussi profondément enraciné ; tous les Russes, des plus petits fonctionnaires et simples soldats de l'armée du Tsar, en passant par l'Église orthodoxe russe, jusqu'au gouvernement et au Tsar lui-même éprouvaient une aversion envers ce peuple [auto proclamé de Judée]. Ainsi, tous les membres de ces différentes institutions qui réglementaient et contrôlaient la vie des millions de personnes qui tombaient sous leur coupe, partageaient-ils, pour la plupart, les mêmes sentiments de suspicion, de peur et de haine à l'endroit des juifs de Russie. En effet, ces derniers avaient la réputation d'être des séditieux, fauteurs de troubles, mais aussi des exploiteurs

Juifs ashkénazes - Zone de résidence.

avares et agressifs envers leurs populations hôtes chrétiennes et tous les autres non-juifs qui les accueillaient.

Parce qu'ils se considéraient comme les défenseurs de la foi chrétienne et les protecteurs du peuple russe, les tsars avaient, depuis le Moyen Âge, empêché les juifs d'entrer en Russie. Mais après la partition de la Pologne en 1772, date à laquelle la partie orientale de la Pologne fut cédée à la Russie, la plupart des juifs d'Europe de l'Est furent incorporés dans l'Empire russe. L'annexion de l'Ukraine et de la Crimée par Catherine la Grande accrut encore leur nombre. En 1791, pour faire face à ce nouveau « problème juif », fut instituée la fameuse *Zone de résidence*. Cette zone, une région commençant à l'extrémité ouest de la Russie, englobait la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine, la Biélorussie et la Bessarabie. C'est là qu'étaient envoyés les « indésirables » de l'Empire russe, y compris les juifs. Ces derniers étant en effet considérés par le

Juifs ashkénazes dans un shtetl dans la Zone de résidence.

gouvernement russe comme *« une menace perpétuelle pour le bien-être durable de l'État »*. Cette vision du juif, éternel fauteur de troubles, prit encore plus d'ampleur après la révolution française de 1789, lorsque fut reconnu dans la préparation et la mise en œuvre de celle-ci, le rôle prépondérant des juifs.[19] Les tsars s'inquiétaient de la stabilité de l'Empire russe et de cette tendance juive à fomenter des révolutions. Les

[19] Les Jacobins ; à l'origine de la révolution française ; étaient principalement, sinon entièrement, juifs. Ce sont les juifs qui ont également financé cette révolution. Il y eu entre autres des hommes tels que Benjamin Goldsmith et son frère Abraham, leur partenaire Moses Mocatta et son neveu Moses Montefiore, de Londres ; ainsi que Daniel Itzig et son gendre David Friedländer de Berlin ; et Herz Cerfbeer d'Alsace.

restrictions draconiennes qui furent imposées aux juifs le furent non pour leur rendre la vie difficile, mais bien pour protéger la Russie.

En 1855, Alexandre II ; aux dires de tous un homme aimable et compatissant ; accéda au pouvoir et entreprit des changements fondamentaux ; notamment, en 1861, l'émancipation des serfs. Mais, animé des meilleures intentions, il supprima aussi bon nombre des restrictions imposées aux juifs. Ainsi une liberté conditionnelle d'établissement fut-elle accordée à ceux d'entre eux réputés "utiles" ; comme par exemple les marchands, les médecins et certains artisans ; de s'établir en Russie sur une base limitée. Malgré ces réglementations, l'ouverture des frontières à l'immigration juive s'avéra toutefois difficile à contrôler, et les juifs affluèrent en grand nombre. Les communautés juives de Saint-Pétersbourg ; de Moscou ; et d'Odessa, en particulier, connurent une croissance rapide. Grâce à la solide coopération au sein du groupe ; à l'accent mis sur l'acquisition d'une éducation supérieure ; et à leur façon de travailler ensemble pour leur avancement personnel et celui de leurs semblables au détriment des non-juifs, ils ne tardèrent pas à se faire une place dans certaines professions telles que la médecine, le journalisme, le droit, les finances ou l'entrepreneuriat. Progressivement, et à mesure que les Gentils étaient écartés, les juifs raflèrent également les monopoles sur les industries de l'alcool ; du tabac ; et la vente au détail. Ce type de comportement suscita l'hostilité du peuple russe et une vague prévisible d'antisémitisme s'ensuivit. Les juifs furent accusés d'avoir créé un « État dans l'État » dans le but de dominer et d'exploiter la Russie.

Constantin Pétrovitch Pobiedonostsev, conseiller politique d'Alexandre III et de Nicolas II, écrivit dans une lettre adressée à l'écrivain ouvertement antijuif Fédor Dostoïevski :

« Ce que vous écrivez concernant les Yids est tout à fait juste. Ils ont tout raflé ; ils ont tout pourri ; mais l'esprit du siècle les soutient. Ils sont à l'origine du mouvement socialiste révolutionnaire et du régicide ; ils possèdent la presse périodique ; ils ont entre leurs mains les marchés financiers ; ils ont financièrement asservi le peuple tout entier ; ils contrôlent même les principes de la science contemporaine et cherchent à l'exclure du Christianisme ».

Nonobstant la prospérité à laquelle il leur avait été accordé d'accéder en Russie et le traitement équitable qui leur avait été dispensé par les tsars ; les juifs fomentèrent des troubles ; notamment des troubles ouvriers ; et ils se livrèrent à des activités révolutionnaires. Ainsi les juifs

formèrent-ils le *Parti social révolutionnaire* dans le but précis de renverser le Tsar. L'anarchisme et le nihilisme étaient tous deux des mouvements juifs. En 1881, le tsar Alexandre II fut assassiné par un groupe de révolutionnaires juifs. Peu de temps après, ce même groupe déclencha une série d'assassinats contre d'autres responsables gouvernementaux ou publics. En 1901, ils assassinèrent le ministre de l'Éducation du Tsar ; en 1902, ils tuèrent le ministre de l'Intérieur ; en 1903, le gouverneur d'Ufa fut assassiné ; en 1904, le premier ministre russe fut tué ; en 1905, ce fut l'oncle du Tsar, le grand-duc Serge. Puis, en 1905, les juifs tentèrent sans succès une révolution pour renverser le gouvernement tsariste. En 1906, ils tentèrent d'assassiner le général Doubassov. En 1911, le terroriste juif Mordecai Bogrov assassina le Premier ministre Piotr Stolypine. Il lui tira une balle dans la nuque lors d'un gala à Kiev auquel assistait également le Tsar. (L'assassinat de ceux qui font obstacle aux intérêts juifs est une vieille tradition chez eux. Aujourd'hui, ce sont les forces israéliennes du MOSSAD qui se livrent à des assassinats de routine. Ainsi, cinq scientifiques nucléaires iraniens ont-ils été récemment assassinés par des membres de ce service. Voir aussi le film *Munich*, dans lequel des assassinats sont perpétrés par des éléments de cette entité.)

Totalement exaspéré par ces assassinats commis par des juifs (notamment celui de son propre père) et par leurs activités révolutionnaires connexes, le nouveau tsar Alexandre III publia la déclaration suivante :

« Depuis quelque temps, le gouvernement s'intéresse aux juifs et à leurs relations avec le reste des habitants de l'empire, afin de prendre la mesure de la triste condition des habitants chrétiens qui est la conséquence de la façon dont les juifs se comportent dans les affaires. Au cours des vingt dernières années, les juifs se sont progressivement approprié non seulement tous les commerces et entreprises dans toutes leurs ramifications, mais aussi de vastes étendues de terre. À de rares exceptions près, ils ont consacré leurs efforts ; non pas à enrichir ou à faire fructifier le pays ; mais à escroquer ses habitants, et tout particulièrement les plus démunis. Cette conduite a suscité des protestations dans la population qui se sont traduites par des actes de violence. Le gouvernement, tout en faisant de son mieux pour, d'une part, réprimer les troubles et protéger les juifs des persécutions et des risques touchant à leur personne a, d'autre part, jugé urgent et juste d'adopter des mesures sévères afin de mettre fin aux abus exercés par ces derniers sur les habitants et de libérer le pays de leurs pratiques malhonnêtes, dont il est notoire qu'elles sont une des causes de l'agitation ».

Le gouvernement tsariste ordonna que des mesures de répression fussent prises, et un par un, la plupart de ces juifs furent arrêtés et traduits en justice. Bien que parfaitement justifiées, les représailles du Tsar contre ces criminels déclenchèrent les habituels tollés sous prétexte d'*« antisémitisme »* et de *« persécution »*, ainsi que de rumeurs d'*« exterminations »* en préparation qui furent ensuite claironnés par la presse juive du monde entier. Le peuple russe finit par en avoir assez des juifs, et une vague de pogroms se répandit dans les régions du sud-ouest de la Russie où les juifs étaient concentrés. Rien qu'en 1881, il y aurait eu plus de 250 pogroms, de durée et de gravité diverses. La plupart du temps, il s'agissait d'attaques spontanées perpétrées par des Russes de souche chrétienne, et non de l'œuvre du gouvernement tsariste.

Ces pogroms bénéficièrent d'une large couverture dans les magazines et journaux juifs internationaux de l'époque, avec son lot habituel d'exagérations sensationnelles et l'annonce de sombres prédictions d'un génocide à venir. Ainsi ces exagérations propres à sidérer par l'effet de l'émotion, et les campagnes malveillantes de propagande axées contre le Tsar renforcèrent-elles considérablement le désir de vengeance de la communauté juive internationale contre la Russie. C'était en réalité le peuple russe, lui-même, qui était à l'origine des pogroms, et non le gouvernement tsariste. Ce dernier alla même jusqu'à diligenter une enquête pour savoir qui était impliqué et fit tout son possible pour y mettre un terme. L'enquête conclut que ces pogroms étaient le résultat direct de l'exploitation des paysans par les usuriers juifs et du ressentiment qui en résultait.

Partout en Russie, les juifs ne cessaient de fomenter des troubles de toutes natures. Comme nous l'avons dit plus haut, ils assassinaient des fonctionnaires russes ; incitaient à l'agitation ouvrière en dressant les travailleurs contre leurs employeurs ; organisaient des manifestations ; et ils s'acharnaient à vouloir provoquer la révolution. Pour contenir cette activité révolutionnaire, en 1882, le gouvernement entama une politique de répression des juifs qui se poursuivit jusqu'à la révolution de 1917. En 1888, Alexandre III commença à expulser les juifs hors de Russie, afin qu'ils retournassent dans la *Zone de résidence*. Il leur fut interdit d'acheter ou de louer des biens en Russie. Ils n'eurent plus accès aux emplois dans la fonction publique et on leur interdit de faire du commerce le dimanche et les jours fériés chrétiens. Nicolas II succéda à son père Alexandre III en 1894, et il maintint les règles strictes imposées par son père. Il jugeait nécessaire ces mesures répressives afin de protéger le peuple russe contre les complots et les intrigues des juifs,

mais aussi afin de prévenir tout désordre public. Mais il ne parvint pas à mettre un frein aux pogroms perpétrés contre eux par de simples citoyens. Ces agressions semblaient se déchaîner spontanément et régulièrement par une haine quasi-allergique des juifs, et ne pouvaient être contenues.

Les juifs quittent la Russie pour l'Amérique

Bien évidemment, les juifs n'endossèrent aucune responsabilité pour leurs propres forfaits, mais y virent plutôt une nouvelle « persécution » de leurs frères innocents par des non-juifs malintentionnés. En raison de cette hostilité et de cette haine, ils considérèrent désormais l'Empire russe comme une terre inhospitalière et dangereuse. Un taux de croissance démographique spectaculaire (le plus élevé de tous les groupes ethniques en Europe) aggrava leur situation d'autant qu'il limitait leurs possibilités de développement économique. En somme, ils étaient trop nombreux et la Russie ne leur offrait pas suffisamment de perspectives de profits. À la fin du XIX^{e} siècle, ils décidèrent d'émigrer en masse pour le *Nouveau monde*. Entre 1881 et 1924, plus de 2 millions de juifs russes, mais aussi d'Europe de l'Est, immigrèrent aux États-Unis, soit la plus grande migration massive juive de l'histoire. Bon nombre d'entre eux choisirent également d'émigrer vers les pays de l'Europe de l'Ouest. C'est dans la *Zone de résidence* que les deux grands mouvements de pensée juifs du sionisme et du communisme virent le jour et se développèrent et bien sûr, les juifs importèrent ces concepts en Amérique lorsqu'ils y émigrèrent.

Les États-Unis répondirent à toutes leurs attentes. Cette terre se révéla être une terre ouverte aux occasions de profits, sans contraintes ni restrictions d'aucune sorte en ce qui les concernait. Le peuple américain, encore peu accoutumé à vivre au contact de la communauté juive, ne manifesta aucune réticence à l'égard de cette dernière. Après s'être installés dans le nouveau monde ; principalement à New York ; les juifs commencèrent rapidement à envahir les universités ; à se faire embaucher dans le secteur bancaire et financier ; à créer leurs propres journaux ; et ils submergèrent littéralement toutes les professions. Les immigrants juifs allemands, qui les avaient précédés, détenaient déjà un pouvoir considérable dans toutes ces sphères et ils donnèrent évidemment un coup de main à leurs frères venus de Russie. Grâce à leurs méthodes habituelles de réseautage intense ; de coopération au sein du groupe ; et de soutien mutuel, ces nouveaux immigrants se mirent à

occuper une place de choix sur le continent américain. Une fois installé dans une position de pouvoir, un juif ; conformément à un schéma usuel ; facilitera ainsi l'embauche d'autres juifs jusqu'à ce que tous les non-juifs qui les avaient précédés soient progressivement évincés. Grâce à ces méthodes, ils dominèrent rapidement le secteur du journalisme ; le monde universitaire et, en particulier, les domaines bancaire et financier.

Mais ces nouveaux riches juifs « américains » n'en demeuraient pas moins une partie intégrante de la communauté juive mondiale, et ils étaient plus que jamais disposés à utiliser leurs nouvelles richesses pour soutenir et défendre les intérêts de cette dernière. La haine viscérale qu'ils éprouvaient à l'égard de la Russie demeurait une partie intrinsèque de la psyché juive, sans cesse exacerbée par des histoires frénétiques de répressions endurées par leurs frères demeurés en Russie. À mesure de la montée en puissance de leur pouvoir et de leur influence aux États-Unis, ils complotèrent et manœuvrèrent pour saper et détruire le gouvernement tsariste. Les banquiers juifs d'Europe et d'Amérique étaient prêts à fournir tout le financement nécessaire pour provoquer la chute du Tsar et de son régime. Les responsables russes étaient bien conscients de ce complot juif contre la Russie et firent souvent remarquer que le pouvoir et l'influence juifs dans les pays occidentaux visaient à saper la Russie et le Tsar.

Jacob Schiff, un juif d'origine allemande et l'un des banquiers les plus riches du monde (directeur de la banque internationale Kuhn Loeb & Co, de New York), nourrissait une haine particulièrement virulente envers la Russie et était prêt à tout pour faire tomber le Tsar. En 1905, la Russie et le Japon entrèrent en guerre afin de prendre le contrôle de la Mandchourie. Schiff, grâce à sa banque, accorda un énorme prêt au Japon afin de financer son effort de guerre et usa de son influence financière internationale pour bloquer les aides à la Russie. Il en résulta une victoire fracassante des Japonais. Le Japon vainquit l'Armée russe à Port Arthur, puis coula la flotte russe dans la bataille de Tsushima. Cette première défaite d'une puissance occidentale infligée par une puissance non-européenne n'aurait jamais été possible sans le soutien et l'appui de la communauté juive internationale.

On observa également que la tentative de révolution russe planifiée par des révolutionnaires juifs, financée par des banques juives, coïncidait avec la guerre russo-japonaise. Le registre officiel communal juif de la ville de New York de 1917-1918 contient la déclaration suivante :

« La firme Kuhn, Loeb & Co. a émis les grands prêts de guerre japonais de 1904-1905, rendant ainsi possible la victoire japonaise sur la Russie... M. Schiff a toujours employé sa richesse et son influence pour servir au mieux les intérêts de son peuple. Il a financé les ennemis de la Russie autocratique et a profité de son influence pour tenir la Russie à l'écart du marché monétaire étatsunien. »

Le financement de la révolution de 1917

Deux grands blocs de banquiers juifs, les Rothschild de Londres et de Paris, avec leur vaste réseau, et les banquiers dits germano-américains, sous le contrôle de Jacob Schiff, ont coopéré ensemble pour financer la révolution russe. Schiff avait des liens étroits avec d'autres banquiers juifs allemands et américains, y compris les Warburg (nés en Allemagne) de New York et Hambourg, les Guggenheim, les Hanauer, les Kahn et autres. Mais avec les Warburg (tant en Allemagne qu'aux États-Unis) en particulier, il s'agissait de relations également familiales puisque l'un était le beau-frère et l'autre un gendre de Jacob Schiff. D'autres financiers juifs internationaux alliés à Schiff et à la Kuhn & Loeb Bank comprenaient le syndicat Rhin-Westphalie ; les frères Lazare de Paris ; les Ginzburg de Pétrograd, mais aussi de Tokyo et de Paris ; Speyer & Co. de Londres, de New York et de Francfort ; et, de manière significative, la Nya Banken de Stockholm, dirigée par le juif suédois Olof Aschberg. Ces blocs bancaires étaient « internationaux » au vrai sens du terme ; possédés et gérés par des juifs internationaux qui n'étaient loyaux envers aucune autre nation que la communauté juive mondiale.

Dans le cadre de leur opération visant à faire tomber le Tsar, ces deux groupes bancaires financèrent conjointement une campagne de propagande contre la Russie tsariste qui eut pour effet – comme prévu – de cristalliser l'hostilité du monde entier à l'encontre de l'Empire russe. Cette campagne de propagande anti-tsariste se propagea et se fit entendre dans tous les grands journaux d'Europe et d'Amérique, ainsi que dans tous les autres médias dont la plupart était sous contrôle juif. (Ce même genre de propagande serait plus tard mené contre l'Allemagne, mais à une plus grande échelle, dès l'accession d'Adolf Hitler à la chancellerie du Reich.)

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, Jacob Schiff détestait la Russie tsariste et se montrait particulièrement actif dans les tentatives visant à saper ce gouvernement. Mais ce sont les Rothschild qui, en 1917, furent à l'origine du détrônement du tsar Nicolas II, puis du « gouvernement

provisoire », avec le prince Gueorgui Lvov comme Premier ministre, remplacé peu après par Alexandre Kérensky (dont la mère portait le patronyme Adler). Pour rappel, l'un des premiers actes du gouvernement provisoire sous Kérensky fut d'abolir dans toute la Russie toutes les restrictions imposées aux juifs (16 mars 1917).

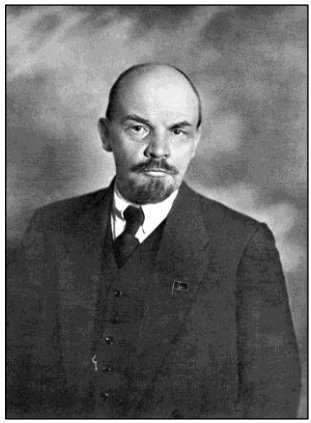
Jusque-là, les postes dans la fonction publique russe étaient interdits aux juifs, mais du jour au lendemain, ils purent y occuper toutes les places disponibles. Ainsi, n'étant plus soumis à aucune restriction, les juifs prirent-ils rapidement une part active dans tous les aspects de la révolution, notamment en obtenant des postes de direction dans plusieurs partis politiques. Conscients des possibilités qui s'offraient à eux, un grand nombre de ceux qui provenaient des shtetls de la *Zone de résidence* ; d'Europe et d'Amérique affluèrent à Saint-Pétersbourg et à Moscou. (La vie dans un shtetl est décrite dans le film *Un violon sur le toit*.) Ces agglomérations rurales étaient disséminées dans toute la région de la *Zone de résidence*, soit en Pologne, en Ukraine, en Biélorussie, en Moldavie ou en Lituanie.

À la disparition du Tsar, Lénine et 32 autres bolcheviques ; presque tous juifs ; furent acheminés à Pétrograd depuis la Suisse, aux bons soins du Grand État-major allemand, confinés dans un train [le fameux wagon plombé] ; le but étant de déstabiliser le gouvernement russe. L'intention était de contraindre la Russie à sortir de la guerre. Dès le début, Lénine s'était opposé à l'entrée de celle-ci dans la guerre et il avait même appelé les soldats ordinaires à retourner leurs armes contre les officiers qui les avaient menés au massacre.

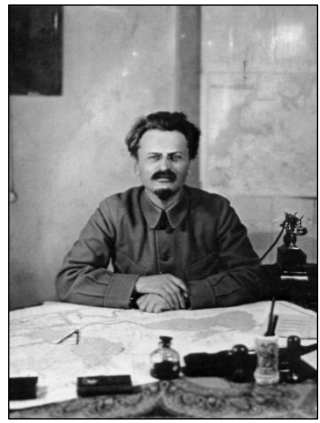
Lénine et son entourage arrivèrent à la gare de Finlande à Léningrad le 16 avril 1917. Conscients du caractère juif de ce mouvement révolutionnaire, les Allemands recrutèrent un juif, Alexander Helphand (qui prit le nom de Parvus), pour servir d'intermédiaire entre le gouvernement allemand et les bolcheviques. C'est par son intermédiaire que le gouvernement allemand envoya d'importantes sommes d'argent à Lénine et aux bolcheviques. Ce dernier était né dans un shtetl en Biélorussie ; il obtint par la suite un doctorat en économie ; déménagea à Berlin ; et s'associa à Rosa Luxemburg, une révolutionnaire communiste juive. Ainsi, Lénine bénéficia-t-il du financement du gouvernement allemand et des banques juives internationales. Sitôt ces fonds secrets reçus, Lénine se mit au travail pour créer 41 journaux et autres périodiques russes, dont le journal *La Pravda*, qui allait devenir le porte-parole officiel du gouvernement bolchevique et à travers lequel il allait faire entendre la ligne communiste à l'ensemble du peuple russe. Certes,

la participation de l'Allemagne au financement de Lénine visait à sortir la Russie de la guerre ; mais les banquiers juifs internationaux avaient un tout autre programme en tête. Leur intérêt dans le financement de Lénine était de faire tomber le gouvernement tsariste et de le remplacer par un gouvernement révolutionnaire juif. L'Allemagne apprit par la suite qu'elle avait fait un pacte avec le diable. Un membre du Grand État-major allemand devait par la suite écrire :

« Nous ignorions et ne pouvions prévoir le danger que représentaient pour l'humanité les conséquences de ce voyage des bolcheviques en Russie. »



Lénine.



Trotski.

Ce furent Jacob Schiff et la Kuhn & Loeb Bank, ainsi que les banques Warburg, en Amérique et en Allemagne, qui organisèrent le retour de Trotski en Russie. Les activités révolutionnaires de Trotski furent financées par la Nya Banken d'Olof Aschberg, lequel avait des liens étroits avec Max Warburg et Jacob von Fürstenberg, deux banquiers juifs. Un compte en fiducie fut ouvert à la Nya Banken dans lequel furent déposés des millions de dollars de Kuhn & Loeb. La Nya Banken fut surnommée la *« Banque bolchevique »*. L'ambassadeur des États-Unis en Suède, Ira Nelson Morris, un juif, servit de liaison entre les deux banques, à New York et à Stockholm. Cet ambassadeur représentait ostensiblement les intérêts américains en Suède, mais en tant que juif, il utilisa son poste pour servir les intérêts de la communauté juive internationale.

Trotski et 267 juifs de la communauté juive immigrée de New York, parlant russe et yiddish, se rendirent à Pétrograd avec l'aide de Schiff

pour rejoindre la révolution de Lénine. De nombreux autres juifs de New York devaient suivre. Trotski arriva le 17 avril, soit le lendemain de l'arrivée de Lénine. Bien que Trotski et les autres juifs qui l'accompagnaient ne fussent pas citoyens américains, ils avaient obtenu des passeports américains qui facilitèrent leur retour en Russie. Cela fut facilité par l'intervention du juge de la Cour suprême des États-Unis, Louis Brandeis, un juif. Ce dernier était très proche du président Wilson et il n'eut guère de mal à le persuader d'ordonner au département d'État de délivrer les passeports. Dès leur arrivée à Pétrograd, Lénine et Trotski unirent leurs forces. Avec l'argent fourni par Jacob Schiff, combiné à l'argent du gouvernement allemand, Trotski et Lénine organisèrent un soulèvement bolchevique armé. Le gouvernement provisoire fut renversé et le 7 novembre 1917 (le 25 octobre selon le calendrier russe) fut fondée la République socialiste soviétique.

Trotski prit bientôt le contrôle de l'Armée russe et entreprit de la réorganiser en *« Armée rouge du prolétariat »*. L'un de ses premiers actes fut de mettre sur pied des soviets de soldats pour chaque détachement, bataillon, régiment et division de l'armée. Puis, les anciens officiers tsaristes furent démis et expulsés. Finalement, ces conseils prirent la place de tous les commandants et de leurs états-majors. Cela se révéla ingérable et eut un effet démoralisant sur l'armée. Pour couronner le tout, ce furent des officiers juifs inexpérimentés qui comblèrent les postes importants laissés vacants par les officiers tsaristes démis. Ce fut le chaos. Cette nouvelle Armée rouge ne faisait pas le poids face à l'Armée allemande et elle ne put résister à l'offensive allemande de février 1918, ce qui finit par la mettre hors d'état de nuire.

Afin de corriger les problèmes qu'il avait lui-même créés, Trotski forma un conseil militaire d'anciens généraux russes qui fonctionnerait comme un organe consultatif. Il fut finalement contraint de rappeler d'anciens officiers tsaristes, mais les nouveaux chefs bolcheviques de l'armée ne l'entendaient pas de cette oreille et lui en voulurent farouchement. En effet, ils estimaient que l'Armée rouge ne devait être composée que de révolutionnaires dévoués. Ils considéraient les anciens officiers et généraux impériaux comme des traîtres potentiels qu'il fallait tenir à l'écart de cette nouvelle armée, et certainement pas les laisser en assurer la responsabilité. Ainsi, Trotski résolut-il ce problème en créant un corps de *« commissaires politiques »*, dont les membres seraient rattachés à chaque unité de l'Armée rouge. Ceux-ci allaient être par la suite directement comptables de leurs actions devant Trotski. Les commissaires avaient tout pouvoir, leur autorité était même supérieure à

celle des commandants tactiques, mais leur tâche principale était de surveiller les officiers de l'armée régulière et de rendre compte de leurs attitudes, paroles et activités à Trotski personnellement. Ces commissaires mirent en place un réseau d'espionnage en mesure d'empêcher quiconque de s'opposer à Trotski. Celui-ci veilla à ce que tout individu ou tout groupe, ne serait-ce que simplement soupçonné de déloyauté, soit impitoyablement exterminé. Presque tous ces commissaires étaient juifs. Parmi les quelques personnes qui ne l'étaient pas, pratiquement aucune n'était d'origine russe. De cette façon Trotski et ses compagnons juifs prirent le contrôle total de l'ensemble de l'armée et de la marine.

Trotski s'adressant aux soldats de l'Armée rouge.

L'emprise des bolcheviques sur la Russie était encore fragile à ce moment-là ; et de toutes parts, ils se heurtaient à une opposition de plus en plus vive. Vint alors la guerre civile. Une *« Armée blanche »*, composée de cosaques et d'anciens officiers tsaristes, se dressa contre les bolcheviques et la nouvelle *« Armée rouge »* commandée par Trotski et ses juifs. Cette armée était chrétienne et profondément antijuive. Leur slogan était *« Châtions les juifs et sauvons la Russie. »* Dès lors, de jeunes juifs de toute la Russie, ainsi que des pays voisins, se précipitèrent dans les rangs de l'Armée rouge. Beaucoup parmi eux ne savaient même pas parler le russe. Ils furent même rejoints par plusieurs centaines de juifs venus directement des États-Unis (principalement du Lower East Side de New York).

L'Armée blanche chrétienne perdit la guerre contre l'Armée rouge contrôlée par les juifs pour une seule et unique raison : les financiers juifs contrôlaient la masse monétaire en Europe et aux États-Unis, ainsi que dans une grande partie du reste du monde, et ils financèrent l'Armée rouge sans limitation aucune, l'approvisionnant également en armes et en munitions. L'Armée blanche quant à elle se vit refuser tout financement, y compris ; tant l'influence de ces banquiers juifs était grande ; le financement en provenance d'autres sources alliées.

Anthony C. Sutton écrivait dans son livre *Wall Street and the Bolshevik Revolution*, (New Rochelle, 1974) :

« Plusieurs juifs très riches travaillant dans des entreprises de Wall Street contribuèrent à l'édification du régime communiste au cours de ses premières années alors qu'il était déjà imprégné du sang de personnes innocentes qui furent tuées, exilées et expropriées simplement en raison de leur ancien statut social. La majorité juive au pouvoir s'est vengée avec une rare violence contre ceux qui avaient prospéré à l'époque des tsars. La solidarité des capitalistes de Wall Street qui aidèrent les dirigeants majoritairement juifs de Russie ; dans un gouvernement dédié au renversement du capitalisme ; est la preuve éloquente de la solidarité qui existe entre les entités de cette race au long passé de perpétuels apatrides, quel que soit le pays où ils résidaient. Le sang est plus épais que l'eau. »

Les juifs représentaient moins de 2 % de la population russe, mais ils contrôlaient désormais toutes les branches du gouvernement ainsi que les forces armées.

Les juifs dans le gouvernement bolchevique russe

Dans son livre *Les derniers jours des Romanovs*, (1920), le journaliste britannique Robert Wilton démontre que le gouvernement bolchevique de Russie était totalement dominé par les juifs. En effet, chroniqueur du *Times of London* à Moscou de 1902 à 1919, il fut non seulement en mesure de témoigner régulièrement de tout ce qu'il s'était passé au cours de la révolution mais aussi et surtout de révéler qui en était à l'origine. Wilton fut donc en mesure d'assister à tous les évènements majeurs que la Russie a traversés. Il fut ainsi non seulement présent lors de sa cuisante défaite dans la guerre russo-japonaise de 1904-1905 ; il connut tous les bouleversements et les tensions de sa politique intérieure ; les évènements violents de l'épisode du cuirassé Potemkine et du dimanche sanglant de 1905 ; tout comme il fut le spectateur des activités révolutionnaires de Lénine et d'un Trotski en exil. Mais il se trouvait également là pendant la Grande Guerre et fut l'un des témoins privilégiés des conditions chaotiques qui la suivirent. Il vécut ensuite de l'intérieur la révolution bolchevique et put en rendre compte. Peu de personnes connaissaient tous ces faits aussi bien que lui. Il savait et a rapporté que ce furent les juifs qui étaient véritablement derrière cette révolution et que c'étaient bien les juifs qui avaient pris le contrôle de l'État russe.

En 1919, la presse soviétique a fourni une liste identifiant l'appartenance ethnique de 556 personnalités importantes du

gouvernement soviétique. Robert Wilton put en obtenir un exemplaire qu'il rapporta à Londres. Celle-ci se trouve également dans l'annexe de son livre *Les derniers jours des Romanov*, dont l'auteur du présent ouvrage détient une copie. La liste comprenait 17 Russes, 2 Ukrainiens, 11 Arméniens, 35 Lettons, 15 Allemands, 1 Hongrois, 10 Géorgiens, 3 Polonais, 3 Finlandais, 1 Tchèque, 1 karaïtes (secte juive) et 457 juifs. Cette liste a été reproduite[20] ci-dessous, de sorte qu'on ne peut réfuter le fait que les juifs dominaient le gouvernement communiste de l'Union soviétique.

Comité central 62 membres : 42 juifs, 20 Gentils		
Nom	**Nationalité**	
Achkinazi	Imerethien [?]	
Apfelbaum (Zinoviev)	juif	
Avanesov (secrétaire)	Arménien	
Babtchinski	juif	
Boukharine	Russe	
Breslau	juif	
Bronstein L. (Trotski)	juif	
Bruno	Letton	
Chklianski	juif	
Danichevski	juif	
Dimanstein S.	juif	
Enoukidzé	Géorgien	
Erdling	juif	
Ermann	juif	
Feldmann	juif	
Frumkin	juif	
Gailiss	juif	
Ganzberg [Ganzburg]	juif	
Joffe A.A.	juif	
Kaoul	Letton	

[20] [NdT : http://library.flawlesslogic.com/3tsar_fr.htm]

Kaprik	juif	
Karakhane	Karaïte (juif)	
Karkline	juif	
Knigissen	juif	
Krassikov	juif	
Krylenko N.	Russe	
Landauer	juif	
Lander	juif	
Latsis	juif	
Levine (Prafdine)	juif	
Linder	Tchèque (probablement juif)	
Lounatcharski	Russe	
Nakhamkes (Steklov)	juif	
Oulianov (Lénine)	Russe (partiellement juif)	
Ouritsky	juif	
Peters	Letton	
Peterson	Letton	
Rose	juif	
Rosenfeld (Kamenev)	juif	
Rosental	juif	
Rosine	juif	
Roudzoutas	juif	
Sachs	juif	
Scheinmann	juif	
Scheikmann	juif	
Schikolini	juif	
Schlichter	juif	
Shklianski	juif	
Skrytnik	juif	
Smidovitch	juif	
Sobelson (Radek)	juif	
Sosnovski	juif	

Souriupa	Ukrainien	
Starck	Allemand	
Stoutchka	Letton	
Sverdlov [Salomon] Y.M. (président)	juif	
Tchavtchevadze	Géorgien	
Telechkine	Russe	
Teodorovitch	juif [?]	
Terian	Arménien	
Weinberg	juif	
Wolach	Tchèque	

Commission extraordinaire de Moscou 36 membres : 24 juifs, 12 Gentils		
Nom	**Nationalité**	
Alexandrovitch (complice de Blumkine)	Russe	
Antonof	Russe	
Beisenski	juif	
Blumkine I. (assassin du comte Mirbach)	juif	
Chklovski	juif	
Delafabre	juif	
Daybol	Letton	
Daylken	Letton	
Djerjinski F. (président)	Polonais (juif)	
Glaperstein	juif	
Jacob Goldine	juif	
Janson	Letton	
Karlson	Letton	
Katzis	juif	
Khaikina	juive	
Kheifiss	juif	
Kniggisen	juif	

Kronberg	juif	
Léontovitch	juif	
Liebert	juif	
Model I.	juif	
Peters Y. (vice-président)	Letton	
Pines	juif	
Razmirovitch	juif	
Rivkine	juif	
Roskirovitch	juif	
Routenberg	juif	
Sachs	juif	
Saissoune	Arménien	
Schaumann	juif	
Schillenkuss	juif	
Sverdlof G.	juif	
Tsitkine	juif	
Vogel	Allemand	
Zakiss	Letton	
Zeistine	juif	

Conseil des commissaires du peuple 22 membres : 17 juifs, 5 Gentils		
Ministère	**Nom**	**Nationalité**
Président	Oulianov V.I. (Lénine)	Russe (1/4 juif)
Affaires étrangères	Tchitcherine G.V.	Russe
Nationalités	Djougachvili J.(Staline)	Géorgien (juif ?)
Agriculture	Protian	Arménien
Conseil économique	Lourie (Larine)	juif
Nourriture	Schlichter A.G.	juif
Armée et Marine	Bronstein L.D. (Trotski)	juif
Contrôle de l'État	Lander K.I.	juif
Terres domaniales	Kauffmann	juif
Travaux	Schmidt V.	juif

Aide sociale	Lelina E. (Knigissen)	juive
Éducation	Lounatcharski A.	Russe
Religion	Spitzberg	juif
Intérieur	Apfelbaum (Zinoviev)	juif
Hygiène	Anvelt	juif
Finances	Gukovs I. E. [et Sokolnikov G.]	juif
Presse	Voldarski [Goldstein]	juif
Élections	Ouritski M.S.	juif
Justice	Steinberg I.Z.	juif
Réfugiés	Fenigstein	juif
Réfugiés (assistant)	Savitch	juif
Réfugiés (assistant)	Zaslovski	juif

Comité central du Parti bolchevique 12 membres : 10 juifs, 2 Gentils		
Nom	**Nationalité**	
Apfelbaum (Zinovief)	juif	
Bronstein (Trotski)	juif	
Krylenko	Russe	
Lounatcharski	Russe	
Lourie (Larine)	juif	
Nakhamkes (Steklof)	juif	
Oulianov (Lénine)	Russe (en partie juif)	
Ouritski	juif	
Rosenfeldt (Kamanef)	juif	
Smidovitch	juif	
Sverdlof (Yankel)	juif	
Voldarski	juif	

Composition politique des partis du Comité central		
Mencheviks (Sociaux-Démocrates)	11 membres, tous juifs	
Communistes du peuple	6 membres, 5 juifs	

Sociaux-révolutionnaires (aile droite)	15 membres, 13 juifs	
Sociaux-révolutionnaires (aile gauche)	12 membres, 10 juifs	
Comité des anarchistes de Moscou	5 membres, 4 juifs	
Parti communiste polonais	12 membres, tous juifs	

Ministère du Commissariat
22 membres : 17 juifs, 5 Gentils

Comité exécutif central
61 membres : 41 juifs, 20 Gentils

On peut également noter que les juifs font partie du seul groupe ethnique où la pratique du changement de nom est aussi courante ; une de leurs méthodes pour accéder à toujours plus de pouvoir et de contrôle et pour s'immiscer « insidieusement » dans de hautes fonctions, tout en cachant leur judéité. Cette stratégie de camouflage explique l'aisance avec laquelle les juifs se donnèrent des noms russes en Russie ou du reste des noms anglais en Amérique. C'est ce qui explique l'adoption de noms différents par tant de juifs bolcheviques impliqués dans la révolution bolchevique.

Albert Lindemann raconte dans son livre *Esau's Tears, Modern Anti-Semitism and the Rise of the Jews*, (1997), que plusieurs des principaux non-juifs du mouvement bolchevique, y compris Lénine, pourraient être qualifiés de *« non-juifs enjuivés »*. Par exemple, écrit-il, *« Lénine n'avait de cesse de louer ouvertement le rôle des juifs dans le mouvement révolutionnaire »*. Il était marié à une juive et il parlait yiddish tout comme ses enfants. Lénine dit un jour : *« Un Russe intelligent est presque toujours un juif ou quelqu'un qui a du sang juif dans les veines. »* Même s'il n'était qu'un quart juif, Lénine vivait comme un juif et s'entourait de juifs.

En avril 1919, le gouvernement britannique publia un livre blanc dans lequel il déclarait :

« Que le renversement du gouvernement russe et la prise du pouvoir, avec les conséquences incalculables que cela aurait pour le reste du monde, avaient essentiellement été l'œuvre de révolutionnaires juifs internationaux relevait du secret de

Polichinelle : la plus grande superficie terrestre du monde venait d'être capturée par un acte de gangstérisme. »

Willem Jacob Oudendijk, représentant du gouvernement néerlandais à Saint-Pétersbourg, qui fut chargé de superviser les intérêts britanniques après la liquidation de l'ambassade britannique par les bolcheviques, fit parvenir le rapport suivant à Arthur Balfour, alors ministre des Affaires étrangères :

« Je considère que la suppression immédiate du bolchevisme est la question la plus importante qui se pose aujourd'hui au monde, tout en tenant compte de la guerre qui fait toujours rage ; et à moins que le bolchevisme ne soit immédiatement étouffé dans l'œuf ; il est appelé à se répandre sous une forme ou une autre en Europe et dans le monde entier, car il est organisé et mis en œuvre par des juifs apatrides, et dont le seul but est de détruire pour leurs propres besoins l'ordre des choses en place. »

Le 8 février 1920 ; dans un article qu'il écrivit pour le *Illustrated Sunday Herald* ; Winston Churchill exprimait ainsi son accord avec cette opinion :

« Il se pourrait bien que cette même race stupéfiante (les juifs) puisse actuellement se trouver dans un véritable processus de création d'un autre système de morale et de philosophie, aussi maléfique que le christianisme fut bénéfique, et qui, s'il n'était pas stoppé, détruirait irrémédiablement tout ce que le christianisme a rendu possible. (…) Ce mouvement juif n'est pas nouveau. (…) Il a été le moteur de tout mouvement subversif au cours du XIX^e^ siècle ; et aujourd'hui, pour finir, cette bande constituée de personnalités singulières appartenant au monde de la pègre des grandes villes d'Europe et d'Amérique a littéralement empoigné le peuple russe par les cheveux et est devenue le maître incontesté de cet immense empire. »

Hilaire Belloc écrivait dans le *British G.K. Weekly* du 4 février 1937 :

« Quant à celui qui ne sait pas que le mouvement révolutionnaire actuel, en Russie, est juif, je ne peux que dire qu'il doit s'agir d'un homme qui est pris dans le piège de la désinformation exercée par notre ignoble presse. »

Les juifs eux-mêmes le reconnaissent. Ainsi pouvait-on lire dans un article paru dans le *Jewish Chronicle* du 4 avril 1919 :

« Les conceptions du bolchevisme sont en harmonie avec les idées du judaïsme. »

Dans son livre *Le siècle juif*, Yuri Sliezkine décrit la stupéfiante montée en puissance des juifs dans tous les domaines de la société soviétique après la révolution – dans la culture ; les milieux universitaires ; les professions libérales ; les médias et l'administration. Slezkine ; un juif russe lui-même ; immigra en Amérique en 1983 et devint professeur à Berkeley. *« Après la révolution »*, écrivit-il, *« des millions de juifs ont quitté leurs shtetls de Russie pour s'installer à Moscou et dans d'autres villes russes, afin d'occuper des postes jusque-là réservés à l'élite dans le nouvel État soviétique ».*

Clare Sheridan, la fameuse cousine de Winston Churchill, célèbre sculptrice et amie de Léon Trotski, se rendit en Russie à l'automne 1920 pour créer des sculptures d'éminents bolcheviques, dont Lénine, Trotski, Djerjinski et Kamenev. Voici ce qu'elle rapporta :

« Les communistes sont juifs, et ils contrôlent entièrement la Russie. Ils sont dans tous les bureaux du gouvernement. Ils sont en train d'expulser les Russes ».

Le *Jewish Chronicle* du 6 janvier 1933 disait : *« Plus d'un tiers des juifs de Russie sont devenus des fonctionnaires ».*

M. Cohen écrivait, dans *Le communiste*, du 12 avril 1919 :

« En vérité, la grande révolution russe a été accomplie par les juifs. Il n'y a pas de juifs dans les rangs de l'Armée rouge du côté des soldats, mais dans les comités, et chez les commissaires des organisations soviétiques, les juifs mènent courageusement les masses. Le symbole du judaïsme est devenu le symbole du prolétariat russe, comme en témoigne l'adoption de l'étoile à cinq branches, qui était autrefois le symbole du sionisme et du judaïsme ».

Ariadna Tyrkova-Williams, dans son livre *From Liberty to Brest-Litovsk*, (1919) écrivait :

« Il y a peu de Russes parmi les manipulateurs bolchevistes, c'est-à-dire peu d'hommes imprégnés de tout ce qui touche à la culture russe et aux intérêts du peuple russe. Aucun d'entre eux n'a joué un rôle important dans les différentes étapes de l'ancienne vie russe... Outre les étrangers manifestes, le bolchevisme a recruté de nombreux adeptes parmi les émigrés qui avaient passé de nombreuses années à

l'étranger. Certains d'entre eux n'étaient jamais allés en Russie auparavant. Ils comptaient surtout un grand nombre de juifs. Ils parlaient mal le russe. Ils ne connaissaient pas la nation dont ils s'étaient emparés et, de plus, ils se comportaient comme des envahisseurs dans un pays conquis. Tout au long de la révolution en général et du bolchevisme en particulier, les juifs ont occupé une position très influente. Ce phénomène est à la fois curieux et complexe. »

Un article paru dans la revue française *L'Illustration* du 14 septembre 1918 contenait ce commentaire :

« Quand on vit en contact constant avec les fonctionnaires qui servent le gouvernement bolchevique, une caractéristique frappe l'attention, c'est que presque tous sont juifs. Je ne suis pas du tout antisémite, mais je dois exprimer ce qui frappe le regard : partout à Pétrograd, à Moscou, dans les districts provinciaux, dans les commissariats, dans les bureaux de district, à Smolny, dans les conseils, je n'ai rencontré que des juifs et encore des juifs. »

Quant à Adolf Hitler ; il disait ceci, dans un discours de septembre 1937 :

« En 1936, nous avons prouvé par toute une série de statistiques stupéfiantes qu'en Russie aujourd'hui, plus de 98 % des postes de direction sont occupés par des juifs... Qui étaient les dirigeants dans notre République ouvrière bavaroise ? Qui étaient les dirigeants du mouvement spartakiste ? Qui étaient les vrais dirigeants et les bailleurs de fonds du Parti communiste ? Des juifs, tous ! La situation était la même en Hongrie et dans la partie rouge de l'Espagne. »

Et encore Churchill, dans un article qu'il avait rédigé le 8 février 1920 pour le *Illustrated Sunday Herald* de Londres :

« Il n'est pas nécessaire d'exagérer le rôle joué par ces juifs internationaux ; qui sont pour la plupart athées ; dans la création du bolchevisme et dans l'avènement de la révolution russe. Il est assurément très grand, il l'emporte probablement sur tous les autres. À l'exception notable de Lénine, la majorité des principaux protagonistes sont juifs. De plus, l'inspiration principale et la force motrice viennent des dirigeants juifs (...) Dans les institutions soviétiques, la prédominance des juifs est encore plus stupéfiante. (…) Et la principale facette du système de terrorisme appliqué par les Commissions extraordinaires chargées de combattre la contre-révolution (Tchéka) a été assurée par des juifs (...) »

L'évidence de la nature juive de la révolution russe et de la prépondérance des juifs dans le gouvernement bolchevique, ainsi que de leur rôle dans les révolutions communistes qui balayèrent ensuite l'Europe, est indéniable. Néanmoins, on ne trouvera pas cette information dans les manuels scolaires modernes ; ni dans les universités américaines ; ni dans les universités européennes. Aucun chercheur ne peut énoncer ces faits ou les écrire dans un livre s'il espère que son livre soit publié et promu dans l'industrie de l'édition grand public, ou s'il espère faire carrière comme chercheur. Aucun politicien n'ose énoncer ces faits s'il espère continuer à faire de la politique. Seule est permise l'histoire selon laquelle les juifs sont aujourd'hui et ont toujours été les innocentes et irréprochables victimes de la civilisation chrétienne occidentale. Prétendre le contraire fait de vous un antisémite, qui ne mérite rien d'autre que d'être chassé de la société civilisée. Telle est la nature du pouvoir juif.

Chapitre 5

La Terreur Rouge

Les médias sous contrôle juif utilisent aujourd'hui le mot *« Holocauste »* (avec un h majuscule) en référence à ce qui serait arrivé aux juifs sous le joug de l'Allemagne « nazie » pendant la seconde guerre mondiale. Mais le véritable holocauste du XX^{e} siècle est celui que les juifs ont infligé au peuple russe pendant et après la révolution « russe » de 1917. Ce fut l'un des épisodes les plus sanglants de l'histoire au cours duquel des millions de chrétiens furent assassinés. Ainsi, ces nouveaux seigneurs juifs s'étaient-ils donné pour objectif d'éliminer complètement les classes supérieures, ou les classes possédantes, connues collectivement sous le nom de « bourgeoisie », incluant les hommes, les femmes et les enfants. Ainsi la couche la plus intelligente, la plus compétente et la plus performante de la population fut-elle anéantie, et il ne resta plus qu'une masse d'ouvriers et de paysans ignorants. Les juifs allèrent jusqu'à assassiner le Tsar et sa famille. Afin qu'ils réalisent leur utopie, la culture russe devait être totalement anéantie et remplacée par une nouvelle culture marxiste. Après que les juifs bolcheviques eurent achevé l'extermination de ces classes, la « vieille » Russie décrite dans les romans de Tolstoï, Pouchkine, Dostoïevski, Tchékhov et Gorki avait tout simplement cessé d'exister.

Sitôt parvenus au pouvoir, les juifs avaient étendu leur contrôle à tous les rouages du gouvernement russe ainsi que dans la société russe. Afin de vaincre l'opposition et de soumettre la population russe, une organisation policière secrète fut créée en décembre 1917, appelée *« Commission extraordinaire panrusse de lutte contre la contre-révolution et le sabotage »*, ou encore : *Tchéka*. À cette époque, il existait une demi-douzaine d'autres partis politiques ; en plus du parti bolchevique ; tous contrôlés également par des juifs. L'un d'entre eux était le Parti socialiste révolutionnaire ou Parti S.R., de gauche. Lorsque ce parti se révolta contre les bolcheviques, la *Tchéka* rassembla 350 d'entre eux et les exécuta sommairement. Ironiquement, la plupart des membres de ce parti étaient juifs.

Le 17 août 1918 ; en représailles à l'exécution de l'un de ses amis et camarades ; un jeune cadet de l'armée assassina le juif Moïsseï Ouritski, chef de la *Tchéka* de Pétrograd. Peu de temps après, le 28 août 1918, la

juive Fanny Kaplan, membre du parti S.R. de gauche, révoltée par l'exécution de ses camarades, tenta d'assassiner Lénine. En réaction à ces deux évènements, les bolcheviques amorcèrent une vague sanglante de persécutions connue sous le nom de *« Terreur Rouge »*.

Dans les heures qui suivirent cette tentative d'assassinat, un décret officiel, émis par le juif Yakov Sverdlov ; président du Comité exécutif central ; déclencha cette vague de terreur. Ainsi ce décret ordonnait-il *« une terreur de masse impitoyable contre tous les ennemis de la révolution »*. Tous les partis politiques furent interdits et quelque 800 membres des partis socialistes soviétiques, tant de la S.R. de gauche que de la S.R. de droite, furent arrêtés et passés par les armes. En outre, 6 300 autres ennemis politiques auraient été abattus au cours de la première année, bien que ce chiffre soit plus que probablement très sous-estimé.

Le juif Yakov Sverdlov, président du Comité exécutif central, initia la « Terreur rouge ». Il ordonna également le meurtre du Tsar et de sa famille.

Puis, sous l'égide de la *Tchéka*, une orgie effrénée de viols, de tortures, d'exécutions sommaires et d'assassinats d'une ampleur inouïe se produisit dans toute la Russie. Des populations entières furent liquidées, y compris des paysans indépendants connus sous le nom de koulaks ; des minorités ethniques ; des membres de l'aristocratie ; de la bourgeoisie ; des grands propriétaires fonciers ; des officiers supérieurs ; des intellectuels ; des artistes ; des membres du clergé ; des membres de l'opposition et quiconque éveillait le moindre soupçon. Les dirigeants bolcheviques proclamèrent que la *Terreur Rouge* s'imposait pour l'extermination de groupes sociaux entiers, en particulier les anciennes « classes dirigeantes », afin d'ouvrir la voie à la *« Dictature du prolétariat »*. Le juif, Martin Latzis, chef de la Tchéka ukrainienne, expliqua dans le journal, *Red Terror* :

« Nous sommes engagés dans l'extermination de la bourgeoisie en tant que classe. Ne cherchez pas dans les dossiers des preuves à charge pour voir si l'accusé se serait rebellé ou non contre les Soviets par la parole ou par les armes. Demandez-lui plutôt à quelle classe il appartient ; quel est son parcours, son éducation, sa profession. Ce

sont ces questions qui détermineront son sort. C'est le véritable sens et la nature même de la Terreur Rouge. »

La *Tchéka* prit rapidement de l'ampleur et se mua en une structure de maintien de la sécurité étatique extrêmement puissante et implacable. Par la suite, la structure de cet organe connut de multiples modifications, de même que son nom, c'est ainsi que l'appellation *Tchéka* devint *GUÉPÉOU (GRU)*, puis *NKVD* et finalement *KGB*, mais sa mission resta essentiellement la même. Des bureaux de contrôle furent installés dans chaque ville et dans chaque village. En 1921, un des départements de la *Tchéka*, appelé *« Groupes pour la défense interne de la République »*, qui ne comptait pas moins de 200 000 hommes, fut chargé de la surveillance et de la gestion proprement dite du gigantesque système des camps de travail forcé mis en place par le *Goulag*[21].

Il n'y a aucun moyen de connaître le nombre exact de morts imputables à la *Tchéka*, mais il se chiffre certainement par dizaines de millions. Cela concernerait les victimes de la collectivisation forcée, de la famine forcée (dont nous parlerons plus en détail ultérieurement) les grandes purges ; les expulsions ; les bannissements ; les exécutions et les décès en grands nombres survenus dans les camps.

Richard Pipes (lui-même juif), historien d'Harvard, atteste dans son livre *La Révolution russe* (1990), que *« les trois quarts du personnel* [de la *Tchéka*] *étaient composés de juifs, pour la plupart des crapules, incapables de tout autre travail, coupés de la communauté juive, mais soucieux d'épargner les membres de leur communauté. »*

Félix Djerjinski, Chef de la Tchéka.

Le poète et écrivain russe Vladimir Soloukhin écrivit dans *Bloodlust of Bolshevism* que 50 % des membres de la *Tchéka* étaient juifs et avaient des noms juifs, et 25 % étaient des juifs qui avaient pris des noms russes. Les 25 % restants étaient composés de Lettons ; de Polonais ; de Géorgiens et d'autres minorités, mais très peu parmi ses membres étaient d'origine russe. De plus, bon nombre de non-juifs

[21] [NdT : le Goulag est l'organisme central gérant les camps de travail forcé en Union soviétique.]

étaient eux-mêmes mariés à des juives.

Il en découle que la *Tchéka* était une organisation juive qui constituait la cellule coercitive de l'État désormais sous le contrôle des juifs. N'étant pas eux-mêmes d'origine russe, les membres de cet organe n'avaient aucun scrupule à massacrer des Russes. Leur haine envers ces derniers était en fait si profonde et si ardente qu'ils avaient impatiemment attendu cette occasion.

Tous les postes de responsabilités dans la *Tchéka* étaient occupés par des juifs. Le premier chef de la *Tchéka* fut Moïsseï Ouritski, un juif, qui fut assassiné peu de temps après. Son successeur était un révolutionnaire communiste polonais issu d'une famille noble nommée Félix Djerjinski. C'était un catholique romain non pratiquant, mais il faisait partie de ceux que l'on qualifiait de *« non-juifs enjuivés »*. Certaines sources disent qu'il était à moitié juif ; ce qui fut peut-être le cas, étant donné qu'il parlait le yiddish tout comme le reste de sa famille. Il eut pour adjoint le juif I.S. Unschlicht. La section « torture » de la *Tchéka* fut dirigée au fil des ans par Henrik Yagoda et Youri Andropov, tous deux juifs, et enfin par Lavrenti Béria qui lui non plus n'était pas Russe, mais Géorgien, comme son patron Staline[22].

Félix Djerjinski aurait déclaré à propos de la *Tchéka* :

« La Tchéka n'est pas un tribunal. Nous défendons la terreur organisée. La Tchéka est obligée de protéger la révolution et de conquérir l'ennemi même si son épée s'abat parfois par hasard sur la tête d'innocents. »

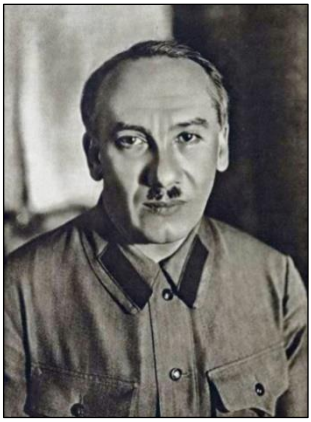
Création du Goulag

Matvei Berman et Naftali Frenkel ; tous deux juifs et membres de la *Tchéka* ; créèrent le tristement célèbre Goulag, qui fut le plus grand et le plus horrible système de camps de concentration de l'histoire ; et dans lequel des millions de chrétiens russes furent massacrés dans des conditions de travail forcé. Bien que le système des camps de concentration et des camps de travail organisés par les Nationaux-Socialistes qui apparurent plus tard fut minuscule en comparaison, il n'en demeure pas moins que le terme « camp de concentration » est

[22] [NdT : d'après le chercheur russe Gregory Klimov, Joseph Staline (en fait Djougachvili = fils de juif) était à moitié juif. Le juif David Weissmann prétend quant à lui, que Staline était complètement juif (*B'nai B'rith Messenger*, 3 mars 1950, p. 19).]

encore aujourd'hui universellement associé, non à la Russie communiste sous domination juive, mais à l'Allemagne « nazie ».

Au fil des ans, ces trois hommes se succédèrent à la tête de la branche torture de la Tchéka et furent responsables de la mort de millions de Russes. Yagoda et Andropov étaient juifs. Beria ; l'un des rares dirigeants non-juif de la Tchéka ; devint plus tard chef du NKVD.



Henrik Yagoda

Lavrenti Béria

Youri Andropov

Bien qu'Auschwitz soit aujourd'hui connu dans le monde entier ; rares sont ceux qui ont déjà entendu parler de Kolyma, de Magadan, des îles Solovki ou des grands centres d'exécutions de masse en Sibérie. Cette connaissance, nous la devons aux œuvres d'Alexandre Soljenitsyne. Les médias de masse n'en parlent jamais. Pourtant, il y eut considérablement plus de morts dans ces camps qu'à Auschwitz ou que dans tous les camps « nazis » réunis. Soljenitsyne déclara que tous les camps étaient commandés par des juifs portant des noms tels que Rappoport, Soltz, et Spiegelglas.

Mais la communauté juive mondiale s'est donné beaucoup de mal pour s'assurer que ce genre d'information ne parvienne pas à la connaissance du grand public. Ainsi ; bien que les livres de Soljenitsyne (entre autres *L'archipel du Goulag* et *Une journée d'Ivan Denissovitch*) aient été publiés pendant la guerre froide ; ce dernier reçut non seulement le prix Nobel, mais fut aussi mondialement acclamé pour avoir exposé la brutalité et l'inhumanité du système soviétique, sans que le rôle des juifs n'y soit toutefois souligné. Tous ses livres ont été publiés

en plusieurs langues et ont fait l'objet d'une large promotion tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis.

Ce n'est toutefois pas le cas de son dernier livre, *Deux siècles ensemble* ; publié pour la première fois en Russie en 2003 ; qui traite des 200 ans au cours desquels les juifs vécurent en Russie. Dans ce livre, Soljenitsyne expose la nature juive de la révolution russe et identifie les juifs comme les auteurs du massacre de dizaines de millions de chrétiens pendant et après la révolution. Ce livre, contrairement à tous les autres, n'a pas encore été publié en anglais, et aucune maison d'édition n'a encore manifesté d'intérêt à le faire. Les juifs contrôlent l'industrie de l'édition dans le monde anglophone [et ailleurs] et ils n'ont pas l'intention de le publier. De plus, ils ont exercé des pressions extrêmes pour empêcher les éditeurs non-juifs de le faire. De telles informations sont aujourd'hui taboues et elles sont occultées avec zèle. Néanmoins, les faits sont têtus, et tôt ou tard, quelqu'un le traduira en anglais. Du reste, certaines parties l'ont déjà été et elles sont disponibles sur Internet.[23]

Les bolcheviques exécutent le Tsar

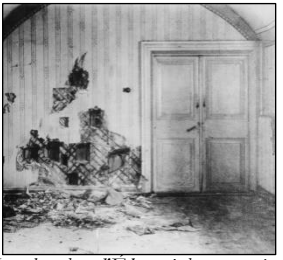
Dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918, la famille impériale fut assassinée par un groupe de bolcheviques juifs. Aussitôt après l'abdication du Tsar, les bolcheviques l'avaient conduit, avec la famille impériale, dans la ville d'Ékaterinbourg, dans l'Oural, où ils devaient passer plusieurs mois, en tant que prisonniers politiques, dans une maison gardée par la *Tchéka*. Le Tsar ; sa femme Alexandra ; Alexis, leur fils de 14 ans ; leurs quatre filles, Olga, Tatiana, Maria et Anastasia ; leur médecin ; leur cuisinière et deux autres serviteurs furent finalement emmenés dans la cave de la maison et tués par armes à feu. Les corps furent ensuite enveloppés dans des draps et jetés dans le puits d'une mine désaffectée. Leurs corps furent retrouvés plus tard après qu'on eut appris leur assassinat.

Afin de le rendre méconnaissable, le visage du Tsar fut fracassé. Les assassins essayèrent de brûler les corps, mais trouvant le processus trop long, ils les recouvrirent d'acide sulfurique et les enterrèrent dans une tombe peu profonde dans une forêt proche de la ville. Ces assassins étaient Yakov (Yankel) Yurowsky, Alexander Beloborodov et Filipp Goloshchyokin, tous juifs.

[23] [NdT : depuis la parution de cet ouvrage le livre *Deux siècles ensemble* a été traduit en français.]

Les juifs avaient enfin atteint leur but : faire tomber le régime tsariste grâce à leur révolution, y compris par l'assassinat de ce Tsar tant détesté.

Le Tsar Nicolas II et sa famille.



La chambre d'Ékaterinbourg après l'assassinat perpétré par les Tchékistes.

Yakov Yurovsky, chef de l'escouade de la Tchéka ayant commis les meurtres.

Comme évoqué plus haut, de nombreux critères furent à la source des listes d'exécutions. Ainsi, des centaines de milliers de cosaques furent-ils arrêtés et tués. Selon les ordres, tout le monde devait y passer et ceux qui échappèrent aux rafles initiales furent par la suite traqués et tués comme des bêtes. Il en alla de même pour les membres de l'aristocratie. Deux-cent-mille membres du clergé – prêtres, moines et religieuses – furent systématiquement assassinés dans une épouvantable orgie de « tortures bestiales ». Ils furent scalpés, étranglés, noyés, crucifiés et soumis à toute autre mort horrible née de l'imagination de leurs assassins. Des centaines d'officiers tsaristes furent contraints d'embarquer sur des chalands qui étaient ensuite scellés, puis qui étaient remorqués en pleine mer et coulés. Dès lors, ces juifs qui contrôlaient

tout étaient libres de se laisser aller à leurs plus chers fantasmes de vengeance contre ce peuple sans défense qu'ils haïssaient tant. Les sections locales de la *Tchéka*, composées principalement de juifs ; dont beaucoup étaient de la plus basse espèce, doublés de psychopathes violents et sadiques ; jouissaient d'une autonomie totale et n'étaient tenues de rendre de compte à personne. Tous les membres de la *Tchéka* avaient le champ libre et c'est sans craindre la moindre censure ou punition, qu'ils s'adonnèrent au meurtre, au viol ou à la torture sur qui bon leur semblait, et de la manière la plus sadique qui soit. Ainsi, non seulement n'étaient-ils pas tenus de se justifier, mais ils étaient encouragés par les plus hauts dirigeants, y compris Lénine lui-même, à ne montrer aucune pitié et à tuer autant de monde que possible. La *Tchéka* était une organisation incroyablement brutale, sans cesse au bénéfice de nouveaux ordres à exécuter en totale liberté quant au choix des moyens.

Victimes de la Tchéka.

Un observateur fit remarquer que la marque des assassinats commis par la *Tchéka* était la rage avec laquelle ils étaient perpétrés. Mais les agents de la *Tchéka* ne firent pas que tuer « les ennemis de classe » ; emportés par leur frénésie orgueilleuse, ils s'acharnaient, ils mutilaient sans distinction de sexe ni d'âge. Un article du *Defender Magazine* d'octobre 1933 décrit ainsi cette orgie de tueries :

« Les chrétiens furent tirés de leur lit, torturés et tués. Certains furent coupés en morceaux, petit à petit, tandis que d'autres furent marqués au fer rouge, leurs yeux furent arrachés pour induire une douleur insupportable [sic]. D'autres furent placés dans des boîtes dont seules dépassaient la tête, les mains et les jambes. Puis des rats affamés étaient placés dans les boîtes afin qu'ils rongent leur corps. Certains furent cloués au plafond par les mains ou par les pieds et laissés pendus jusqu'à ce qu'ils meurent d'épuisement... Pour d'autres c'était du plomb chaud qui fut versé dans leur bouche. Beaucoup furent attachés à des chevaux et traînés dans les rues de la ville, tandis que des foules juives les attaquaient avec des pierres et les frappaient à mort...

Les femmes enceintes étaient enchaînées aux arbres et leurs bébés arrachés de leurs ventres. »

Durant la seconde moitié de l'année 1919, l'Armée rouge fut chassée d'Ukraine par l'Armée blanche. Au cours de l'occupation, un certain nombre d'enquêtes sur les massacres furent menées par des commissions spéciales, dont l'une était la *Commission d'enquête Rohrbach*. De nombreux lieux d'exécutions publiques avaient été utilisés par l'Armée rouge quand elle occupait le pays. Après la prise de la ville de Kiev par l'Armée blanche, en août 1919, Paul Rohrbach y fut envoyé par le gouvernement britannique pour mener une enquête. Voici ce que les membres de cette commission trouvèrent lorsqu'ils entrèrent dans la salle d'exécution de la *Tchéka* de Kiev :

« Le sol de ciment était entièrement inondé de sang ; cela avait formé une couche de plusieurs pouces d'épaisseur et avait coagulé. C'était un horrible mélange de sang ; de cervelle et de morceaux de crânes avec des touffes de cheveux et d'autres restes humains. Tous les murs étaient criblés de milliers d'impacts de balles et couverts de sang. Des morceaux de cervelles et de cuir chevelu y adhéraient. Une gouttière de 25 cm de large sur 25 cm de profondeur et d'environ 10 m de long était pleine de sang sur toute sa longueur. Certains corps avaient été éventrés ; d'autres avaient eu les membres sectionnés ; certains avaient été littéralement coupés en morceaux. D'autres à qui l'on avait arraché les yeux ; la tête ; le visage ; le cou et le tronc étaient couverts de plaies profondes. Plus loin, nous avons trouvé un cadavre avec une cale enfoncée dans la poitrine. Certains n'avaient plus de langue. Dans un coin, nous avons découvert quantité de bras et de jambes n'appartenant à nul corps identifiable. »

Dans son livre *Les forces secrètes de la révolution*, publié dans les années 1920, un écrivain français, le vicomte Léon de Poncins, écrivit :

« La Terreur Rouge s'est tellement répandue qu'il est impossible de donner ici tous les détails des principaux moyens employés par la Tchéka pour briser la résistance ; l'un des plus importants parmi ceux-ci est celui des otages prélevés dans toutes les classes sociales. Ces derniers sont tenus responsables de tout acte anti-bolcheviste (révoltes, Armée blanche, grèves, refus d'un village de donner sa récolte, etc.) et sont immédiatement exécutés. Ainsi, en représailles de l'assassinat du juif Ouritzky ; membre de la Commission extraordinaire de Pétrograd ; plusieurs milliers d'entre eux furent exécutés, et beaucoup de ces pauvres hommes et femmes

endurèrent les plus terribles formes de torture infligées de sang froid dans les prisons de la Tchéka. »

Dans son livre *The Blood-Lust of Bolshevism*, Vladimir Soloukhin écrit que ces juifs tchékistes *« s'intéressaient particulièrement aux beaux garçons et aux belles filles. Ceux-ci étaient les premiers à être tués. On pensait qu'il y avait plus d'intellectuels parmi les gens attirants. Les Sémites, jaloux de la beauté blanche, massacrèrent de beaux blancs (...) Les Tchékistes juifs favorisaient le meurtre par diverses méthodes de torture. »*

Dans son film documentaire *La Russie que nous avons perdue*, le réalisateur Stanislav Govoroukhine raconte comment le prêtre de Kherson fut crucifié. Comment l'archevêque Andronikof de Perm fut torturé : *« ses yeux ont été arrachés, ses oreilles et son nez coupés. À Kharkov, le prêtre Dmitri fut déshabillé. Quand il a essayé de faire le signe de croix, un Tchékistes lui a coupé la main droite. »*

Un groupe d'agents de la Tchéka près d'un véhicule blindé à Saint-Pétersbourg. Notez la tenue : l'uniforme non officiel des agents de la Tchéka était entièrement en cuir (bottes, pantalons, vestes, gants et chapeaux) les faisant ressembler, selon un observateur, aux membres d'un club fétiche. Le style s'appelait « rutiler et crisser ». Presque tous étaient juifs ; la plupart étaient des brutes notoires, recrutées dans les shtetls, dont le seul plaisir était de torturer et de tuer des chrétiens.

Govoroukhine relate encore que :

« Plusieurs sources racontent comment les Tchékistes de Kharkov avaient placé les victimes les unes derrière les autres et cloué leurs mains sur une table ; coupé leurs

poignets avec un couteau ; versé de l'eau bouillante sur leurs mains et arraché la peau. Ils appelaient ça 'retirer le gant'. À d'autres endroits, la tête de la victime avait été placée sur une enclume et écrasée lentement avec un marteau-pilon. Ceux qui devaient subir la même punition le lendemain devaient regarder.

Les yeux des dignitaires de l'église avaient été arrachés, leurs langues coupées et ils avaient été enterrés vivants. Il y avait des Tchékistes qui avaient l'habitude d'ouvrir l'estomac de leurs victimes, après quoi ils arrachaient une longueur de l'intestin grêle et le clouaient à un poteau télégraphique et, avec un fouet, forçaient la malheureuse victime à courir autour du poteau jusqu'à ce que l'intestin entier ait été défait et que la victime en meure. L'évêque de Voronej fut bouilli vivant dans un grand chaudron, après quoi les moines, avec des revolvers pointés sur leur tête, durent boire la soupe.

D'autres Tchékistes avaient écrasé la tête de leurs victimes avec des vis à tête spéciale, ou les avaient percées avec des outils dentaires. La partie supérieure du crâne avait été sciée et le plus proche dans la file devait manger le cerveau, après quoi la procédure était reproduite jusqu'à la fin de la file. Les Tchékistes arrêtaient souvent des familles entières et torturaient les enfants sous les yeux de leurs parents, et les femmes sous les yeux de leurs maris. »

Mikhaïl Voslensky, ancien fonctionnaire soviétique, a décrit certaines des méthodes cruelles utilisées par les Tchékistes dans son livre, *La nomenklatura, les privilégiés en URSS*, Paris, (1980) :

« À Kharkov, les gens étaient scalpés. À Voronej, les victimes furent placées dans des barils dans lesquels on enfonçait des clous pour que leurs pointes sortissent sur la face intérieure. On faisait ensuite rouler les barriques. Un pentacle (généralement une étoile à cinq pointes utilisée autrefois en magie) était brûlé sur le front des victimes. À Tsaritsyne et Kamychine, les mains des victimes étaient sectionnées avec une scie. À Poltava et Krementchouk, les victimes étaient empalées. À Odessa, ils furent rôtis vivants... ou déchiquetés. À Kiev, les victimes avaient été placées dans des cercueils avec un corps en décomposition et enterrées vivantes, pour être à nouveau déterrées après une demi-heure. »

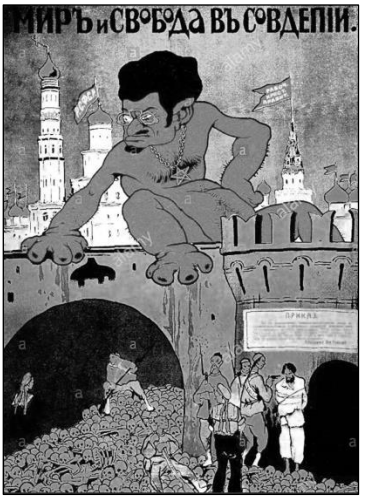
Rien n'arrêtait ces juifs Tchékistes qui prirent un malin plaisir à torturer ces Russes sans défense qu'ils haïssaient tant. Leurs méthodes et leur imagination dépravée étaient sans limites.

****

Parmi les classes ciblées, la catégorie des propriétaires terriens et des propriétaires fonciers fut la première à être éliminée. À la tombée de la nuit, dans de nombreuses villes, des convois de camions tchékistes partaient pour la campagne, s'arrêtant dans l'un ou l'autre des domaines ou dans la maison de quelque propriétaire foncier afin de rafler tous les membres de chaque famille (hommes ; femmes ; enfants et nourrissons ; y compris les domestiques). Tous ceux qui résistaient ou tentaient de s'enfuir étaient abattus. À une époque sans téléphone, ces familles n'eurent aucun moyen d'être prévenues et elles furent totalement surprises. Lors des rafles, ces gens étaient rassemblés dans les camions généralement à coups de crosses et de matraques ; ce qui laissait nombre d'entre eux gravement blessés et couverts de sang. Ces gros camions ; une douzaine ou plus à la fois ; revenaient ensuite chargés à bloc de victimes traumatisées ignorantes de ce qui les attendait. Elles étaient emmenées dans des clairières à l'extérieur de la ville où des bulldozers avaient déjà creusé leurs fosses communes. Ces civils effrayés ; qui n'étaient coupables de rien d'autre que d'appartenir à une classe condamnée à disparaître ; étaient obligés de s'aligner devant les fosses ; puis mitraillés ; les bulldozers se chargeant ensuite de les recouvrir. La nuit suivante, et toutes les autres nuits, les camions sortaient à nouveau, jusqu'à ce que toutes les personnes ciblées aient été capturées et tuées. Seuls les propriétaires terriens qui eurent la chance de quitter le pays échappèrent à ce terrible sort. Ces victimes n'étaient nulles autres que les personnages à la Pouchkine ; Tolstoï ; ou encore à la Tchékhov ; des incarnations de l'ancienne Russie. Et ces juifs apatrides ; qui avaient pris le contrôle du pays ; étaient en train de les exterminer de façon systématique.

En 1926, un émigré russe, signant « Dr Gregor », publia, à Munich, une brochure de 12 000 mots dans laquelle il livrait des statistiques sur le nombre de personnes tuées par la *Tchéka* pendant la *Terreur Rouge*. Il déclara que ces statistiques provenaient des propres statistiques publiées par la *Tchéka*. Selon le Dr Gregor, en 1921, les Tchékistes déclarèrent avoir tué 28 évêques, 1 215 prêtres et 6 000 moines. L'glise orthodoxe russe fut l'une des premières cibles des juifs bolcheviques. Viennent ensuite toutes les classes russes qui avaient reçu une éducation quelconque ou qui avaient joué un rôle de premier plan dans l'ancienne société russe. Parmi ces groupes et ces classes qui furent raflés et tués, il y avait : 8 800 médecins et assistants médicaux ; 54 650 officiers de l'armée et de la marine ; 10 500 policiers (lieutenants et grades supérieurs) ; 48 500 policiers de rang inférieur et 260 000 soldats

ordinaires. 361 825 membres de *l'« intelligentsia »,* dont des enseignants, des professeurs ; des ingénieurs ; des entrepreneurs en constructions ; des écrivains et des juges furent tués ; ainsi que 12 950 grands propriétaires terriens. Ces massacres de masse avaient été exécutés sans la moindre justification. Le simple fait qu'ils aient appartenu à l'une de ces classes était une raison suffisante.



Une affiche de Léon Trotski dirigeant la Terreur rouge.

Toute cette tragédie ne peut être mesurée par les seuls chiffres ; ces gens faisaient partie de ce que la Russie avait de meilleur. Ils représentaient la classe dirigeante ; la fine fleur de la civilisation russe.

En gros, les conséquences auraient été les mêmes dans n'importe quel autre pays. Ainsi, avec l'extermination de ses petites classes moyenne et supérieure, la population paysanne et ouvrière russe accepta-t-elle le bolchevisme juif sans protester. Les masses russes, privées de leurs porte-parole et de leurs dirigeants étaient tout simplement incapables de riposter. Tel était l'objectif visé par la *Terreur Rouge.*

Après l'élimination de ces groupes d'élite, la *Tchéka* porta son attention sur les travailleurs et les paysans, tuant, selon ses rapports : 192 350 travailleurs et 815 000 paysans. Toujours selon le Dr Gregor, ces assassinats eurent lieu entre 1917 et 1921, et ne constituent que ceux officiellement reconnus par la *Tchéka.* Toutefois, il est plus que probable qu'un grand nombre de victimes ne figurent dans aucun rapport. Les statistiques du Dr Gregor ne concernent que la *Tchéka* et n'incluent pas les millions de personnes qui sont mortes des suites de maladies et celles causées par la famine, ni celles tuées par d'autres éléments que la *Tchéka.* Après 1921, ces assassinats augmentèrent de façon exponentielle.[24]

[24] [NdT : *« Le bolchevisme a commis le plus grand massacre humain de tous les temps. Le fait que la majeure partie du monde soit ignorante et insensible face à ce crime énorme est la preuve que les médias mondiaux sont aux mains des criminels. »* Cette citation d'Alexandre Soljenitsyne est introuvable sur Internet en français, mais elle se trouve sur une page Wikipédia en russe. D'autre part, Yvan Alexeïevitch Kochkine (1895-1980), plus connu à partir des années 50 sous le nom d'Yvan Kochkine Kurganov, était un expert en statistiques. Il

Les juifs, une élite hostile

Après s'être débarrassés de cette élite russe, les juifs ont simplement pris leur place en tant que nouvelle élite dirigeante, mais sans l'élégance et la grâce qui caractérisait l'ancienne. Au-delà des tenues trop amples, des manières grossières et des grimaces hostiles, il y avait une autre différence importante entre la nouvelle élite dirigeante juive et l'élite dominante russe traditionnelle. Le professeur Kevin McDonald de l'Université de Californie écrit que, parce que les juifs avaient toujours été refoulés et réprimés dans la Russie tsariste, *« ... [ceux-ci] entretenaient depuis longtemps une haine viscérale envers le peuple et la culture qu'ils étaient venus administrer, à cause de griefs historiques passés, réels et imaginaires ».*

Vladimir Pourichkevitch, chef de l'Union du peuple russe Saint-Michel-Archange, accusa les juifs de vouer une *« haine inconciliable à l'égard de la Russie et envers tout ce qui était russe ».* En raison de la relation antagoniste traditionnelle entre le judaïsme et le christianisme en Russie, les juifs n'aimaient pas les chrétiens. Selon Kevin McDonald, *« ...quand les juifs sont arrivés au pouvoir en Russie, c'était une élite hostile avec un sens profond des griefs historiques. En conséquence, ils sont devenus les bourreaux volontaires du peuple et de la culture qu'ils sont venus gouverner... »*

Le juif Anatoli Vassilievitch Lounatcharski, commissaire du peuple à l'instruction publique sous Lénine, écrivit :

« Nous haïssons le christianisme et les chrétiens. Même les meilleurs d'entre eux doivent être considérés comme nos pires ennemis. Ils prêchent l'amour du prochain et la miséricorde, ce qui est contraire à nos principes. L'amour chrétien est un obstacle au développement de la révolution. À bas l'amour du prochain. Ce dont nous avons besoin, c'est de haine ; c'est seulement ainsi que nous conquerrons l'univers. »

---

révéla ; dans un document de trois pages (le Rapport Kurganov) présenté à la presse britannique et que celle-ci s'empressa d'enterrer ; que le nombre de morts imputable au bolchevisme entre 1917 et 1959, s'élève à 110,7 millions. Les données de recherche de Kurganov étaient connues parmi les émigrés et notamment mentionnées par Alexandre Soljenitsyne dans son livre *Warning to the West* page 129. Les résultats de ses travaux, corroborés par d'autres sources, notamment celles de Natalia Lebedeva, historienne russe, sont contestés naturellement par ceux qui ont commis ces crimes et que l'on retrouve par milliers de la page 222 à 227 dans le pdf en ligne du livre de Maurice Pinay *2000 ans de complots contre l'Église.* Évidemment, la presse juive mondiale s'est empressée de discréditer et de salir Yvan Kochkine Kurganov.]

Le professeur McDonald écrivit :

« Après la révolution... il y eut une éradication de tout vestige de l'ordre ancien et de ses descendants. De tout temps, les juifs ont administré la preuve de leur propension naturelle à s'élever en utilisant leur astuce et leur puissante capacité de réseautage inter-ethnique, mais ils bénéficiaient aussi ici de quotas 'antibourgeois' appliqués dans l'enseignement et d'autres formes de discrimination qui interdisait à la classe moyenne et autres éléments aristocratiques de l'ancien régime de jamais les concurrencer... Les éléments bourgeois de l'ancien régime... n'auraient pas d'avenir. Ainsi, les massacres massifs de paysans et de nationalistes se sont combinés avec l'exclusion systématique de la classe moyenne non juive qui existait auparavant. »

Le 9 octobre 1920, alors que Trotski était encore à la tête de l'Armée rouge et dévastait l'ancienne Russie, un article de *The American Hebrew*, publié à New York, déclarait :

« Les mêmes qualités historiques de l'esprit et du cœur juifs tendent à promouvoir dans d'autres pays ce que l'idéalisme et le mécontentement juifs ont si fortement contribué à accomplir en Russie. »

En d'autres termes ; ce que les juifs bolcheviques avaient fait à la Russie ; ils travaillaient assidûment et sans relâche à le faire aussi en Europe.

Lénine a dit :

« Nous, les bolcheviques, allons apporter la révolution sociale aussi bien en Amérique qu'en Europe. Cela se fait systématiquement, pas à pas. La lutte sera longue, cruelle et sanglante... Qu'importe la perte de 90 % par les exécutions si 10 % des communistes restent pour continuer la révolution ? Le bolchevisme n'est pas un séminaire pour jeunes filles. Tous les enfants devraient être présents aux exécutions et se réjouir de la mort des ennemis du prolétariat. »

La famine ukrainienne (Holodomor)

En 1929, les bolcheviques sous Staline annoncèrent leur premier plan quinquennal pour l'industrialisation rapide de la Russie et la collectivisation de l'agriculture dans toute l'Union soviétique. Tous les

propriétaires de vastes domaines à travers la Russie avaient déjà été tués ainsi que leurs familles pendant la révolution de 1917, mais maintenant les bolcheviques allaient se concentrer sur le contrôle des millions de paysans indépendants qui possédaient des terres. Leur intention était d'éliminer complètement les fermes privées et de mettre à leur place d'immenses fermes collectives. Tous les paysans devaient devenir des employés de l'État, travaillant dans les fermes collectives.

L'Ukraine était la région agricole la plus productive de l'Union soviétique et était connue comme le *« grenier de l'Europe »*. Les paysans ukrainiens prospères et autonomes étaient habitués à un degré élevé d'indépendance et entretenaient depuis longtemps des sentiments de nationalisme. Après la chute du Tsar, la renaissance de la culture ukrainienne et de la langue ukrainienne bénéficia d'un large soutien, mais pas de la même manière. L'objectif du peuple ukrainien, dont la plupart étaient des paysans, était, sinon l'indépendance totale, un degré élevé d'autonomie au sein de l'empire soviétique.

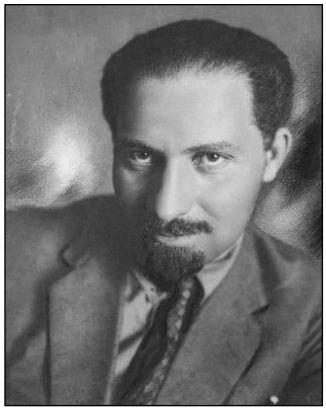
À ce moment-là, Lénine était mort, Trotski était en exil et Staline contrôlait l'Union soviétique. Staline n'était pas juif lui-même (il n'était pas non plus un Russe, mais un Géorgien), mais la grande majorité des postes au sein de la bureaucratie communiste était occupée par des juifs, et la plupart de ceux qui entouraient Staline étaient juifs, dont son principal associé, Lazare Kaganovitch. Staline et Kaganovitch étaient déterminés à écraser ce mouvement indépendantiste ukrainien et à collectiviser l'agriculture ukrainienne le plus rapidement possible. Staline et Kaganovitch avaient l'intention de détruire complètement le mode de vie traditionnel en Union soviétique, en particulier en Ukraine, et de le remplacer par le collectivisme marxiste.

Le processus de collectivisation fut extrêmement perturbateur pour tout le monde et extrêmement impopulaire. Bien que ce processus se soit déroulé plus ou moins en même temps en Russie, les Ukrainiens y avaient résisté, au point que l'ensemble du processus fut localement paralysé. Les paysans ukrainiens refusèrent de coopérer et ils allèrent même jusqu'à abattre leurs animaux de ferme au lieu de les remettre à l'État. Staline et Kaganovitch n'allaient pas accepter cela. En 1932, ils déclenchèrent une campagne de terreur contre les Ukrainiens, dont la brutalité fut sans précédent. Vingt-cinq mille jeunes militants fanatiques du parti furent envoyés pour forcer les 10 millions de paysans ukrainiens à s'installer dans les fermes collectives. Lorsque ces 25 000 militants se révélèrent incapables de mener cette tâche à bien, une force importante de la *Tchéka* reçut l'ordre de procéder à des exécutions massives dans le

but d'intimider la population. La résistance se poursuivit sans relâche, ce qui entraîna une orgie de massacres généralisés. Des quotas d'abattages furent même fixés. Mais les Tchékistes ne parvenant pas à tenir ces quotas, Staline envoya Lazare Kaganovitch, son assistant juif, ainsi qu'un groupe d'autres juifs, afin qu'ils prissent les choses en main.

Le juif Yakovlev (Epshtein) fut spécifiquement chargé de la collectivisation.

Kaganovitch fixa le quota d'exécutions par fusillades à 10 000 Ukrainiens par semaine. Mais il n'y avait pas assez de Tchékistes pour tuer autant de gens, alors Kaganovitch et Staline optèrent pour une méthode beaucoup moins chère et beaucoup plus efficace d'assassinat de masse : la famine.



Le juif bolchevique, Lazare Kaganovitch, dirigea le projet visant à affamer les Ukrainiens et à les soumettre à la collectivisation. 9 millions d'Ukrainiens sont morts de faim dans la famine fabriquée par Kaganovitch en 1932-1933.

Des troupes furent envoyées dans les fermes ukrainiennes et tous les stocks de semences, de céréales, d'ensilages et d'animaux de ferme furent razziés. Des agents tchékistes et des troupes de l'Armée rouge bouclèrent toutes les routes et les voies ferrées, ne laissant rien entrer ni sortir. Quiconque essayait de partir était abattu. Les fermes étaient fouillées et toute la nourriture et le carburant confisqués. Il n'y avait plus rien à manger. Toute personne surprise en train de voler de la nourriture, même une poignée de céréales, était abattue. Aussi, est-ce en grand nombre que les Ukrainiens commencèrent à mourir de faim, de froid et de maladie.

Le journaliste américain Eugene Lyons fut envoyé en Russie en 1928 comme correspondant en chef d'United Press International. Arrivé en tant que communiste enthousiaste, il a pu expérimenter en personne la vie soviétique et ce qu'il a vu l'a totalement dessillé. Dans son livre *Assignment in Utopia*, (1937), il décrit la famine comme suit :

« L'enfer s'est déchaîné dans soixante-dix mille villages russes. Une population aussi nombreuse que celle de la Suisse ou du Danemark a été dépouillée de tous ses biens. Ils étaient rassemblés à coups de baïonnettes dans les gares ferroviaires, entassés sans distinction dans des wagons à bestiaux et des wagons de marchandises et déversés

des semaines plus tard dans les régions forestières du Grand nord, les déserts d'Asie centrale, là où il fallait travailler, pour vivre ou mourir. »

Lyons, lui-même juif, attribuait la responsabilité de ce crime contre l'humanité directement à Kaganovitch :

« C'est l'esprit de Lazare Kaganovitch qui a inventé les départements politiques pour diriger l'agriculture collectivisée, sa main de fer qui a appliqué l'impitoyable tyrannie bolchevique. »

Staline n'a fait que suivre le plan de Kaganovitch.

Au cours de l'hiver glacial de 1932-1933, la famine massive créée par Kaganovitch fit des ravages. Les Ukrainiens mangeaient tout ce qu'ils pouvaient trouver, y compris leurs animaux de compagnie, des bottes et des ceintures en cuir, de l'écorce d'arbre, de l'herbe et des racines. Le cannibalisme se généralisa. Des parents allèrent même jusqu'à manger leurs enfants.

Le nombre exact d'Ukrainiens morts dans cette famine délibérée, ainsi que lors des fusillades de la *Tchéka*, reste inconnu, mais les archives du KGB qui ont récemment été ouvertes montrent qu'au moins 7 millions d'Ukrainiens sont morts. Les historiens ukrainiens disent que c'est bien pire que cela, et estiment le chiffre à 9 millions. Au moins 25 % de la population ukrainienne fut anéantie par cette extermination par la famine induite par l'homme.

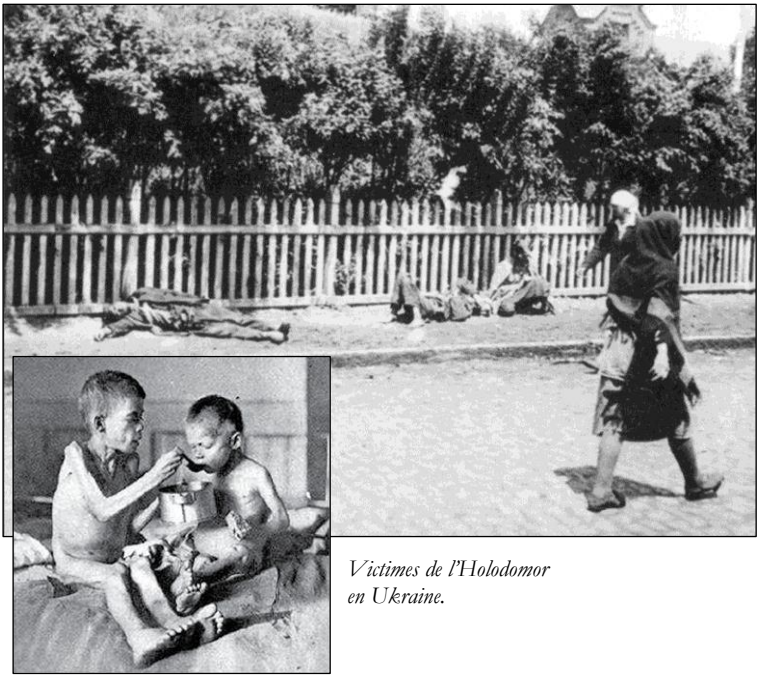
Ajoutons à cela que des millions d'autres paysans du reste de l'Union soviétique sont morts de faim ou ont été abattus dans le cadre de ce programme de collectivisation. Au cours de l'une de leurs réunions pendant la Seconde Guerre mondiale, Staline avoua à Churchill qu'il avait été forcé de liquider 10 millions de paysans non coopératifs dans les années 1930 afin de parvenir à la collectivisation. Si l'on ajoute aux exécutions massives de la *Tchéka* en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, le génocide de 3 millions de musulmans vivant en URSS, les massacres de Cosaques et d'Allemands de la Volga, on obtient au moins 40 millions de chrétiens qui furent tués durant l'occupation de la Russie par les juifs bolcheviques.

Cette orgie de massacres de masse en Russie a fait l'objet d'une large couverture médiatique dans toute l'Allemagne ainsi que dans le reste de l'Europe, pendant qu'elle se déroulait, et nul n'ignorait qu'elle était largement le fait des juifs. Le bolchevisme, le communisme et le judaïsme furent judicieusement amalgamés dans l'esprit allemand pour ne

signifier qu'une seule et même chose. Il n'est pas étonnant que le peuple allemand ait ressenti de la peur et de l'hostilité à l'égard des juifs et les ait considérés comme une menace pour leur propre existence.

Des gens s'allongeaient et mourraient dans les rues.

Victimes de l'Holodomor en Ukraine.



Victimes de l'Holodomor en Ukraine.

Chapitre 6

La révolution bolchevique se répand dans toute l'Europe

La révolution russe fit trembler le monde. Depuis la révolution française – avec laquelle la révolution russe avait beaucoup de caractéristiques communes – il ne s'était rien passé de comparable. Loin de se limiter à la Russie, ce mouvement révolutionnaire déferla rapidement sur toute l'Europe. Au lendemain de la Première Guerre mondiale ; alors qu'une grande partie du continent était au bord de l'effondrement économique et politique ; on vit émerger des sentiments révolutionnaires dans les classes populaires d'une centaine de pays. L'ancien ordre monarchique et aristocratique avait disparu et quelque chose d'autre allait prendre sa place. Personne ne pouvait dire avec certitude ce que cela allait donner. Les prétendants probables défendaient soit une certaine forme de démocratie représentative ou une certaine forme de socialisme, dont la forme la plus extrême était le communisme bolchevique dont les éléments dirigeants venaient désormais de s'emparer de la Russie. Les classes populaires ; à qui l'on promettait un pouvoir et un contrôle dont elles n'avaient pas l'habitude ; étaient fascinées par l'idée du communisme, mais cette idée effrayait les classes moyennes et les classes supérieures qui étaient déterminées à l'éradiquer et à empêcher sa propagation en Europe.

Bien qu'ils fussent désormais les maîtres, avec à leur tête des hommes tels que Lénine et Trotski ; les bolcheviques ne se sentaient pas pour autant en sécurité. Ils pensaient en effet que si la révolution socialiste ne balayait pas toute l'Europe, la puissance militaire du capitalisme mondial pourrait les repousser et les écraser. Ainsi, une *« Internationale communiste »* ou *Komintern* fut-elle organisée, et ce fut le gouvernement russe ; soutenu par des banques juives en Amérique et en Europe ; qui la finança. En somme, le Komintern avait pour but de fomenter une révolution communiste dans toute l'Europe afin de faire tomber les régimes traditionnels qui seraient ensuite remplacés par des républiques socialistes soviétiques.

En dehors de la Russie, c'est en Allemagne que se trouvait le plus grand parti communiste et le principal membre du Komintern dont les adhérents étaient, de manière significative, juifs à 78 %. Aussi, afin de prendre le contrôle total de l'Europe, puis du monde, un réseau de partis

communistes ; dont le siège se trouvait à Moscou ; fut mis en place à travers tout le continent. Dans chacun de ces partis, la majorité des membres étaient juifs et ils rendaient compte aux bolcheviques désormais au pouvoir. Deux cultures semblaient clairement en proie à une lutte titanesque pour déterminer l'avenir socio-économique et culturel de l'Europe : l'une juive, sous le drapeau du communisme, et l'autre, celle des chrétiens traditionnels du monde occidental.

Les juifs dans la révolution hongroise

La Hongrie fut l'un des premiers pays en dehors de la Russie à être tombé aux mains des communistes. En effet, à la suite de la Première Guerre mondiale, l'ancien Empire austro-hongrois fut dissous, laissant une grande partie de son territoire dans le plus grand désarroi. Les bolcheviques, financés et contrôlés par le Komintern, basé en Union soviétique, profitèrent du chaos qui régnait alors en Hongrie. En mars 1919, s'assurant la coopération de sa population juive ; presque tous communistes ou sympathisants du communisme ; ils renversèrent le gouvernement hongrois. Ainsi ; sous la direction du juif Béla Kuhn (né en Hongrie sous le patronyme de Moritz Cohen), agent de Lénine ; imposèrent-ils à la Hongrie un règne de terreur qui dura jusqu'au 12 août de la même année. Kuhn, qui avait été soldat dans l'Armée hongroise, avait été fait prisonnier par les Russes au cours de la Grande guerre. Et après l'arrivée au pouvoir des bolcheviques en Russie, parce qu'il était juif, il fut libéré de prison et devint membre de la *Tchéka*. Il fut ensuite envoyé en Ukraine où il participa au meurtre de dizaines de milliers d'Ukrainiens. Kuhn fut ensuite sélectionné pour suivre une formation d'agent afin qu'il opérât ensuite dans son pays natal.

Béla Kuhn (né Moritz Cohen).

Le nouveau régime bolchevique qui dirigea la Hongrie sous la direction de Kuhn était juif à 100 %, ce qui correspondait à un nouveau coup d'État juif contre un État souverain. Parmi ces nouveaux

dirigeants juifs se trouvaient Ottó Korvin (Klein) ; Béla Szántó ; Tibor Szamuely ; Eugen Samuilovich « Jenő » Varga, John Pepper (également connu sous le nom de József Pogány, né József Schwartz) ; Jenő Landler ; Georg Lukács (ou György Lukács, né György Löwinge) ; et Jenő Hamburger ; tous plus infects les uns que les autres.

Puis la Hongrie fut divisée en districts et des commissaires juifs furent nommés pour chacun d'eux. La plupart d'entre eux étaient de vulgaires voyous de la pire espèce. L'un d'eux avait été agent d'entretien dans une synagogue, et du jour au lendemain il était devenu commissaire d'un district. Des escouades de terreur furent organisées et une nouvelle *« Terreur Rouge »* fut mise en place, à l'instar de ce qui se passait en Russie. Tous les biens privés furent nationalisés, de même que toute l'industrie ; les céréales furent confisquées aux paysans qui furent tous concentrés dans des fermes collectives. Les forces armées et policières furent éliminées et remplacées par de nouvelles escouades bolcheviques. En outre, cette terreur s'abattit sur l'ensemble du clergé ; en tous points du pays, les lieux de culte furent brûlés et des prêtres et des pasteurs furent éliminés. Les propriétaires terriens et leurs familles, ainsi que d'autres membres de la bourgeoisie, furent emmenés dans des camions et assassinés par milliers. Le viol devint endémique. Les soldats de l'Armée rouge firent le tour des résidences des classes supérieures et ramenèrent de force dans les casernes les plus belles filles et jeunes femmes, mariées ou non, où ils les séquestrèrent durant des semaines. Dans les baraquements, à tour de rôle, tous les soldats se servirent d'elles jusqu'à ce que, lassés, ils les remplacent par une nouvelle rafle d'esclaves sexuelles. Toutes celles qui opposèrent une résistance furent tuées. Parmi celles qui furent renvoyées chez elles, bon nombre se suicidèrent par honte d'avoir à affronter le regard de leur famille. Pour prendre toute la mesure de cette terreur bolchevique, il suffit de lire cet ordre d'un commissaire :

« Ne reculez pas devant l'effusion de sang, car rien de valable ne peut être obtenu sans elle. Sans sang, il ne peut y avoir de terreur, et sans terreur, il ne peut y avoir de dictature du prolétariat. »

Cette citation est tirée du livre *L'évolution de la Hongrie et sa place dans l'histoire européenne* écrit par le comte Pál Teleki, ancien premier ministre de Hongrie. Il faut noter également que les droits de la défense et le droit à un procès équitable furent abolis par les bolcheviques. Fondée ou non, l'accusation de *« contre-révolutionnaire »* se soldait généralement par

une exécution immédiate. Ainsi, la tyrannie juive assouvit-elle un terrible besoin de vengeance sur la Hongrie chrétienne.

Kuhn eut recours aux méthodes habituelles de propagande bolchevique pour briser le caractère sacré de la religion, du patriotisme et de la morale afin de saper la culture hongroise. La morale conservatrice et chrétienne du peuple hongrois fut tournée en dérision, tandis que la débauche et la pornographie furent encouragées.

Miklós Horthy sauve la Hongrie

L'amiral Miklós Horthy reprend la Hongrie aux communistes.

L'amiral hongrois Miklós Horthy forma une armée nationale afin de combattre les bolcheviques qui avaient pris le pouvoir dans le pays. En réponse à la *« Terreur Rouge »* de Béla Kuhn, Horthy lança une campagne de *« Terreur Blanche »*. Ainsi, le 1er août 1919, assisté de l'Armée roumaine, Horthy parvint-il à renverser Kuhn et les bolcheviques et à mettre en place un nouveau gouvernement dirigé par le Parti social-démocrate, dont il prit la direction. Kuhn parvint à fuir en Russie. Ce fut la fin de la *« Terreur Rouge »* et les chrétiens reprirent le contrôle de leur pays. Cependant, au cours de leur brève période au pouvoir, les juifs y avaient fait de terribles ravages.

La brutalité des juifs envers le peuple hongrois avait déclenché une vague virulente d'antisémitisme et, après qu'ils eussent été chassés du pouvoir, un massacre généralisé des juifs à travers toute la Hongrie s'ensuivit. Les juifs représentaient 5 % de la population hongroise, mais occupaient environ la moitié des postes dans le commerce, la banque et les professions libérales. Ils dominaient complètement la production théâtrale et cinématographique et contrôlaient la plupart des journaux. En 1939, le gouvernement hongrois promulgua une loi anti-juive qui limitait à 12 % la participation juive dans les affaires et l'industrie et à seulement 6 % dans les professions libérales. Il était également interdit aux juifs d'exercer des fonctions publiques et d'occuper des postes de direction dans le journalisme, le théâtre ou le cinéma.

Les juifs dans la révolution allemande

Fin 1918, alors que la guerre touchait à sa fin, et que l'ordre social et économique commençait à s'effondrer en Allemagne, les classes ouvrières, au nombre desquelles figuraient aussi de nombreux soldats et marins toujours sous les drapeaux, commencèrent à remettre en question le patriotisme spontané qui les avait jusque-là liés à l'effort de guerre. Un sentiment de frustration et de colère s'installa dans les forces armées, mais aussi dans les usines et les moulins du pays suite au refus du gouvernement allemand de mettre fin à la guerre. Cette attitude croissante de rébellion fut encouragée et attisée par les provocateurs communistes, dont la majorité, comme partout ailleurs, étaient juifs.

Comme expliqué précédemment, la marine britannique avait, dès le début de la Grande guerre, mis en place un blocus total empêchant toute nourriture d'entrer en Allemagne. En 1916, le peuple allemand commença à mourir de faim. Ce blocus fut non seulement la cause de la mort d'un million de civils, mais aussi de souffrances insupportables endurées par des millions d'autres. Le 30 octobre 1918, le Haut Commandement allemand ordonna un ultime assaut afin de briser ce blocus inhumain. Il s'agissait d'une décision du seul fait de la marine de guerre, prise sans avoir été avalisée par le gouvernement, et qui fut l'étincelle qui déclencha la révolution. Dans la zone portuaire au Nord de Kiel, les marins, fatigués de la guerre et excités par des agitateurs communistes, commencèrent à se rebeller. Ils pensaient, en effet, qu'une telle attaque contre la marine britannique, beaucoup plus puissante, serait suicidaire. Ils n'étaient pas prêts à risquer leur vie dans un futile et inutile *Götterdämmerung*, et se révoltèrent contre leurs officiers. Plus d'un

millier de marins rebelles furent arrêtés, mais quatre jours plus tard, les ouvriers de Kiel, dirigés par des juifs communistes, vinrent à leur secours. Une grève générale et une manifestation de masse eurent pour effet de faire libérer les marins. Suite à cette victoire, 2 000 ouvriers et marins armés marchèrent jusqu'à l'hôtel de ville, l'occupèrent ; constituèrent un *« Conseil des ouvriers et des marins »* (un *« Soviet »*) et prirent le contrôle de la ville. La révolution allemande était en marche ! Depuis Kiel, le mouvement du *« Conseil des travailleurs et des soldats »* – inspiré par la révolution russe et en grande partie par les juifs qui étaient en étroite communication avec leurs frères en Russie – se répandit rapidement dans toute l'Allemagne.

Dans la vallée de la Ruhr, centre industriel du pays, des usines ; des unités de l'armée ; voire des villes entières, furent placées sous le contrôle de *« Conseils »*, comme les *« Soviets »* en Russie, signe de l'influence juive. Le 7 novembre, la révolution atteignit Berlin. Le 9 novembre, les grèves et les marches dans la capitale atteignirent leur point culminant lors d'une manifestation massive devant le Reichstag. Les anciens dirigeants, terrifiés par l'ampleur et la force du mouvement révolutionnaire, commencèrent à paniquer. Le Kaiser prit conscience du caractère désespéré de la situation et, sous la pression des politiciens de gauche, il abdiqua et se réfugia aux Pays-Bas.

Et donc, pour se protéger des masses insurgées, les anciens dirigeants se tournèrent vers le Parti social-démocrate (SPD). Le SPD était le plus grand parti politique d'Allemagne qui prétendait représenter les travailleurs. Le 9 novembre 1918, dans le but d'apaiser la manifestation de masse en cours, Philipp Scheidemann, leader du SPD, déclara la création d'une *« République allemande »* en remplacement de l'ancienne monarchie. Cette stratégie avait pour but de désamorcer ce mouvement de masse en satisfaisant ses exigences. Le 10 novembre, un *« gouvernement provisoire »* constitué de divers groupes socialistes fut mis en place ; il était directement responsable devant les *« conseils »* des travailleurs et des soldats. Ce gouvernement provisoire comprenait à la fois le Parti social-démocrate indépendant (USPD) d'extrême gauche et le SPD, plus centriste. Instable par définition, cette combinaison de groupes radicalement différents au sein d'un même gouvernement et théoriquement subordonnés au Conseil ouvrier et au Conseil des soldats, ne pouvait déboucher que sur un conflit entre ces factions.

L'USPD était dirigé par deux juifs, Hugo Haase et Karl Kautsky. L'USPD était une coalition de groupes de gauche, dont faisaient partie les communistes. Ce parti fut rapidement désintégré et dissout ; le

groupe d'extrême gauche connu sous le nom de « spartakistes » se retirant pour former le Parti communiste, tandis que ses membres plus modérés rejoignaient le SPD. Le groupe spartakistes ; précurseur du Parti communiste ; était dirigé par les juifs, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, qui furent financés par l'Internationale communiste (*Komintern*) basée à Moscou. Les spartakistes représentaient l'avant-garde de la révolution, surtout à Berlin. Ces derniers trouvèrent leur soutien parmi la classe ouvrière urbaine, mais la grande majorité de la population allemande, en particulier les classes moyennes et supérieures, ainsi que la classe agricole, étaient conservateurs et hostiles aux socialistes de tous bords, et totalement opposés aux communistes.

Le juif communiste Kurt Eisner (G), nouveau président de Bavière, fut assassiné par le comte Anton von Arco auf Valley (D), un patriote allemand.

L'instabilité politique provoqua l'effondrement de l'ancienne structure politique dans l'ensemble du pays. Le 7 novembre 1918 vit, en Bavière, la chute des Wittelsbach, une monarchie vieille de 700 ans. La Bavière fut alors déclarée *« État libre »* par le juif communiste Kurt Eisner, membre de l'USDP. Eisner devint ensuite ministre-président de la Bavière. Mais le 21 février 1919, il fut abattu par un patriote allemand, le comte Anton von Arco auf Valley, qui avait dit d'Eisner :

« Eisner est un bolcheviste, un juif ; il n'est pas Allemand, il ne se sent pas Allemand, il subvertit toute pensée et tout sentiment patriotique. Il est un traître à ce pays. »

En tuant Eisner, le comte devint un héros pour de nombreux Bavarois, mais cela n'empêcha pas les communistes de prendre le pouvoir en Bavière.

Le 6 avril 1919, une *« République soviétique »* fut officiellement proclamée, mais elle s'effondra en six jours en raison de l'incompétence de ses dirigeants. Mais dans les coulisses se trouvait Eugen Leviné, un autre juif communiste, qui devint le nouveau chef du gouvernement

« Soviet ». Leviné prit les mesures communistes habituelles consistant à confisquer des appartements luxueux pour les donner aux sans-abri et à placer les usines sous la propriété et le contrôle des ouvriers. Leviné organisa sa propre armée, appelée – excusez du peu – « Armée rouge » ! Des foules de chômeurs vinrent grossir cette nouvelle armée (qui allait approcher les 20 000 hommes). *« Les Gardes rouges »* commencèrent alors à arrêter et à exécuter les présumés *« contre-révolutionnaires »*, c'est-à-dire tous ceux qui s'opposaient à la mainmise communiste sur le gouvernement. Parmi les personnes exécutées figuraient le prince Gustav von Thurn und Taxis et la comtesse Hella von Westarp. La *« Terreur Rouge »* de Bavière était sur le point de commencer, sur le même mode opératoire qu'en Russie et qu'en Hongrie.

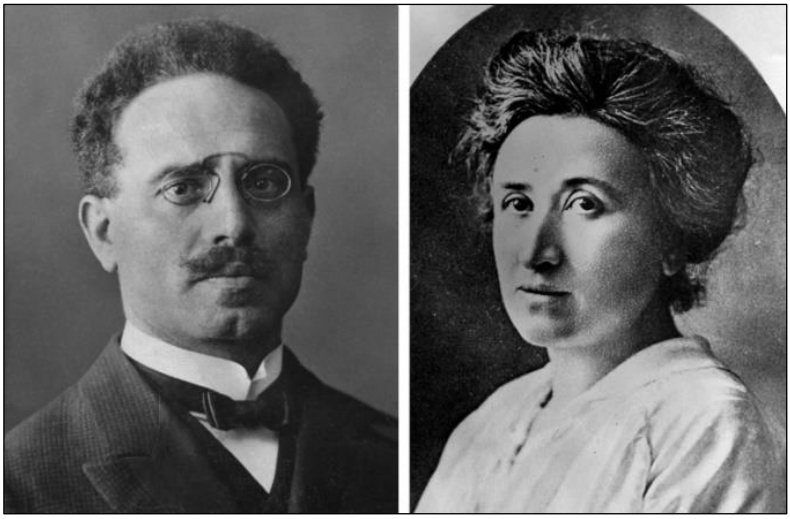
Eugen Leviné, un juif, dirige la République soviétique de Bavière après l'assassinat d'Eisner. (Photo 1919).

Exécution d'un communiste à Munich par des soldats du Freikorps. *(Il s'agit sans aucun doute possible d'une mise en scène flagrante pour différentes raisons, la plus évidente étant que le photographe se se serait trouvé dans la zone à risques de ricochets et voyez les regards de l'officier et du soldat debout à l'avant plan qui fixent le photographe).*

Mais avant que cette nouvelle terreur à la russe ne prenne son envol, ses membres furent éliminés par des forces patriotiques de droite. Le 3 mai 1919, une force de 9 000 soldats de l'Armée allemande, opérant indépendamment du gouvernement, combinée à des unités de *Freikorps* (ou *« corps franc »,* unités paramilitaires volontaires, composées d'officiers et de soldats rentrés chez eux après la guerre) totalisant 30 000 hommes, entra dans Munich et mit rapidement un terme à la *« République socialiste soviétique de Bavière ».* Un millier de soldats de cette « Armée rouge » furent tués, et environ 700 personnes associées à cette « République soviétique » furent exécutées par les *Freikorps,* y compris Leviné. Les *Freikorps* avaient sauvé la Bavière.

Le soulèvement spartakiste à Berlin

Le 5 janvier 1919, avait commencé à Berlin la *« Révolte spartakiste »*, deux juifs, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, étaient à sa tête. Là aussi, les communistes avaient formé des unités paramilitaires, qu'ils avaient appelées *« Armée rouge ».*



Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Ces unités de bandes armées révolutionnaires étaient constituées principalement de travailleurs sans expérience militaire. Des combats sanglants firent rage dans toute la ville entre les spartakistes et la police.

Face à la violence des combats de rues, le gouvernement quitta Berlin pour Weimar. Des unités *Freikorps* furent alors mobilisées pour réprimer la rébellion. Cette révolution prit rapidement le caractère d'une guerre civile, opposant les communistes et les bolcheviques aux Allemands conservateurs, des classes moyenne et supérieure.

Des combats de rues sanglants eurent également lieu dans d'autres villes allemandes au cours desquels s'affrontèrent Armée rouge, police et *Freikorps*. Les communistes, comme à l'accoutumée, commencèrent à assassiner les dirigeants politiques et les responsables gouvernementaux et à organiser des grèves destinées à causer le maximum de dommages à une économie déjà en proie à de graves difficultés. Des casernes et des arsenaux, ainsi que d'autres propriétés de l'État, furent investis et des barricades transformèrent les villes et les villages allemands en autant de fiefs politiquement hors-la-loi. Des comités de travailleurs et de soldats furent créés et des officiers et des fonctionnaires de l'ancien régime furent arrêtés et emprisonnés. Dans toute l'Allemagne, rois et princes abdiquèrent et disparurent en exil.

Faute d'entraînement, les combattants communistes n'étaient cependant pas à la hauteur de *Freikorps* disciplinés et expérimentés, de sorte que la rébellion fut rapidement matée. Il ne fut accordé aucune pitié aux révolutionnaires communistes. Des milliers de personnes furent tuées et Luxemburg et Liebknecht furent exécutés par les *Freikorps*. À la suite de cette défaite, le mouvement communiste s'effondra temporairement, et la révolution prit fin en août 1919 avec l'inauguration de la République de Weimar, dirigée par Friedrich Ebert du Parti social-démocrate (SDP).

Cette répression des insurrections communistes fut le fait des *Freikorps* et non du gouvernement de Weimar. Ces unités avaient vu le jour dans toute l'Allemagne en réaction à la menace communiste qui pesait sur le pays et, comme nous l'avons dit plus haut, elles étaient principalement composées de soldats rentrés de la guerre. Elles étaient dirigées par des ex-officiers et étaient dans l'ensemble nationalistes, patriotiques et ultra-conservatrices.

Contrairement à leurs adversaires de l'Armée rouge, les *Freikorps* étaient très organisés, et les officiers qui les dirigeaient bénéficiaient de la loyauté inébranlable de leur troupe. Unis par leur aversion commune des communistes, ils furent utilisés officieusement par le gouvernement de Weimar pour réprimer les révoltes et les soulèvements. Certaines de ces unités furent finalement absorbées par le mouvement national-socialiste.

Bien que la révolution soit terminée, l'Allemagne était cependant en proie à la paranoïa causée par l'amère réalité de la défaite de la Grande guerre, ainsi que par le Traité de paix tyrannique et oppressif qui avait suivi ; mais aussi par le spectre effrayant d'une mainmise bolchevique sur l'Allemagne comme celle qu'avait connue la Russie. Le peuple allemand était bien conscient du rôle joué par les juifs dans les révolutions bolcheviques russe et hongroise, ainsi que de la surreprésentation des juifs dans ces insurrections communistes qui venaient à peine d'échouer chez lui.

Pour rappel, après la prise de contrôle de la Russie par les bolcheviques, une armée d'opposition avait été levée, dirigée par des officiers tsaristes. Elle avait été baptisée « Armée blanche », par opposition à l'Armée rouge des bolcheviques. Leur slogan était : *« Châtions les juifs et sauvons la Russie ».* Dès lors, la Russie s'était engagée dans une guerre civile dont la brutalité n'avait pas de limites et les tentacules de l'internationale communiste naissante s'étaient étendues, telles celles d'une pieuvre géante, jusqu'au fin fond de l'Europe. En somme, la révolution qui venait d'être réprimée par les *Freikorps* aurait bien pu se terminer par une prise de pouvoir bolchevique en Allemagne. Le peuple allemand était tout autant convaincu d'une conspiration judéo-bolchevique contre la civilisation chrétienne occidentale que de la menace que cette conspiration représentait pour l'existence même de la

Les troupes du Freikorps *envoyées pour réprimer les spartakistes étaient d'anciens soldats de l'Armée allemande. Les* Freikorps *sauvèrent le Reich d'une prise de pouvoir communiste.*

Mère-patrie. Une vague généralisée d'antisémitisme apparut au sein de la population allemande, qui se traduisit par un net glissement vers la droite de l'opinion publique allemande.

Le 2 juillet 1922, lors d'une entrevue avec un journaliste du *Chicago Tribune*, l'empereur en exil, Guillaume II, déclara :

« Les juifs sont responsables du bolchevisme en Russie ainsi qu'en Allemagne. Je me suis montré bien trop indulgent à leur égard pendant mon règne, et je regrette amèrement les faveurs que j'ai accordées à des banquiers juifs de renom. »

Avant même le début de la Première Guerre mondiale, le renseignement britannique avait identifié un mouvement révolutionnaire juif et communiste coordonné. Dans le numéro du 16 juillet 1913 de la *Great Britain Directorate of Intelligence*, un mensuel qui s'intéressait à la progression des mouvements révolutionnaires à l'étranger, un article observait :

« Il existe désormais des preuves évidentes que le bolchevisme est un mouvement international contrôlé par les juifs ; des échanges s'établissent entre les dirigeants d'Amérique, de France, de Russie et d'Angleterre, en vue d'une action concertée. »

Depuis toujours, les juifs entretiennent des réseaux internationaux solides et très efficaces par l'intermédiaire desquels toute information présentant un intérêt pour les juifs est rapidement transmise.

Quelques années plus tard, Adolf Hitler devait revenir sur cette période et décrire ainsi la situation en Allemagne :

« Avec plus de 6 millions de communistes, l'Allemagne était au bord d'une catastrophe que seuls pouvaient ne pas voir les gens dépourvus de bon sens. Si le terrorisme rouge avait balayé l'Allemagne ; les pays d'Europe occidentale se seraient probablement aussi rendu compte qu'il ne leur était pas du tout indifférent que les avant-postes d'une puissance asiatique destructrice montassent la garde sur le Rhin et sur les rivages de la mer du Nord plutôt que ces terres fussent peuplées par de pacifiques paysans et ouvriers allemands, simplement soucieux de gagner dignement leur vie et d'entretenir des liens amicaux avec les autres nations. En évitant ce désastre qui menaçait de ruiner l'Allemagne, le mouvement national-socialiste sauva non seulement le peuple allemand, mais rendit aussi au reste de l'Europe un service d'une valeur historique. La révolution nationale-socialiste n'a qu'un seul but : rétablir l'ordre dans notre pays ; fournir du travail et du pain à nos masses affamées

et asseoir les idées d'honneur ; de loyauté et de décence comme fondement de notre code moral qui, loin de nuire aux autres nations, déploiera des effets bénéfiques pour tous ».

Les bolcheviques tentent de s'emparer de l'Italie

Benito Mussolini.

Après la Première Guerre mondiale, le bolchevisme menaça également l'Italie. Des agitateurs juifs communistes, soutenus et payés par le Komintern, provoquèrent des conflits et commirent des actes terroristes pour tenter de renverser le gouvernement italien et d'établir à sa place un gouvernement bolchevique. Afin de s'y opposer, Mussolini forma son parti fasciste. Les affrontements qui s'ensuivirent coûtèrent la vie à des milliers de personnes. Les communistes perpétrèrent des massacres à Sarzana, à Modène, à Bologne, à Teatro, à Diana et à Milan, mais ils furent finalement vaincus par les fascistes. La célèbre Marche sur Rome de Mussolini sonna la défaite finale des bolcheviques en Italie.

Comme tous les autres « fascistes », Mussolini, qui, avant-guerre, avait joui d'un bon crédit moral et avait été hautement admiré par les autres dirigeants mondiaux fut diffamé par la propagande de guerre et par les médias dominants contrôlés par les juifs. La propagande juive le dépeignait désormais comme un bouffon pompeux et barbare. Winston Churchill, qui, au cours de la Seconde Guerre mondiale, s'afficha comme l'un des ennemis les plus amers du fascisme, ne tarissait toutefois pas d'éloges à l'endroit des fascistes avant le déclenchement du conflit. Il était particulièrement impressionné par Mussolini. Voici ce qu'il avait dit lors d'un discours prononcé le 11 novembre 1938 :

« En ce qui concerne le fascisme italien, l'Italie a montré qu'il existe un moyen de combattre les forces subversives qui peuvent mobiliser les masses populaires et de les amener, avec raison, à apprécier et à choisir de défendre l'honneur et la stabilité de la société civilisée. Aucune grande nation ne sera plus privée désormais d'un moyen idéal de s'opposer à la croissance du cancer bolchevique. »

Un groupe de citoyens britanniques qui habitaient l'Italie, au moment de la montée de Mussolini, publia la déclaration suivante pour s'inscrire en faux contre la propagande mensongère diffusée dans la presse juive internationale contre Mussolini et les fascistes :

« Nous tenons à affirmer très clairement et catégoriquement qu'il n'existe ici aujourd'hui rien que l'on puisse sensément qualifier de tyrannie ou de suppression des libertés individuelles garanties par le droit constitutionnel d'un pays civilisé. Notre opinion est que Mussolini jouit du soutien enthousiaste et de l'admiration du peuple italien, qui est comblé, discipliné et prospère à un degré jusqu'ici inconnu en Italie, et probablement sans égal en ce moment parmi les autres grandes nations européennes qui souffrent toujours de la guerre. » (Comité des résidents britanniques, Florence *Financial Times*, 1926)

La Guerre d'Espagne – Une tentative des bolcheviques de mettre la main sur le pays

Milton Wolff, juif américain, dernier commandant de la brigade internationale « Abraham Lincoln. »

En 1936, le Komintern commença à armer et à financer le communisme en Espagne, ce qui devait déboucher sur une sanglante guerre. Profitant de l'état général préoccupant du pays, ses agents transformèrent ce qui avait été la monarchie catholique la plus conservatrice et la plus farouchement catholique d'Europe en une république cauchemardesque, athée et communiste montée de toutes pièces par l'Union soviétique. L'activité communiste en Espagne, comme lors des précédentes révolutions communistes en Europe, fut organisée et dirigée par des juifs. Des volontaires du monde entier, notamment de Pologne ; de France ; de Grande-Bretagne ; d'Allemagne ; du Canada et de Palestine, rejoignirent les *« Brigades internationales »* pour se battre aux côtés des communistes. La proportion de juifs parmi ces personnes était démesurément élevée. Des juives se portèrent volontaires comme

infirmières. Des publications en langue yiddish telles que *Der Fraihaits-Kämpfer* et *Botwin* furent imprimées à l'attention de tous les volontaires juifs en Espagne. Ainsi, des volontaires allemands formèrent-ils le bataillon Thälmann ; des Italiens, le bataillon Garibaldi ; des Français, la *« Commune de Paris »*. Les Américains formèrent le bataillon Abraham

Au printemps 1937, les Franquistes commencèrent leur offensive sur le front nord contre le Pays Basque et les Asturies, occupés par les terroristes du Front Rouge.

Lincoln. La Brigade Abraham Lincoln d'Amérique était dirigée par le juif Milton Wolff. Moe Fishman fut le chef des *« vétérans de la brigade Abraham Lincoln »* longtemps après la guerre. 70 % du personnel médical de la Brigade internationale était juif.

La plupart des commandants russes étaient également juifs. Yaakov Shmushkevitsh organisa la Force aérienne républicaine espagnole. Il était juif. Grigori Chtern était le principal conseiller militaire de la République espagnole ; le général Manfred Stern, commandant de la Brigade internationale ; et Lev (Leïba) Lazarevitch Feldbine (Alexandre Orlov), chef de la sécurité soviétique. Tous étaient juifs. Feldbine supervisa les massacres de prêtres et de religieuses catholiques en Espagne.

Le juif Mikhaïl Koltsov était correspondant de *La Pravda* en Espagne, et Moïse Rosenberg était l'ambassadeur soviétique en Espagne.

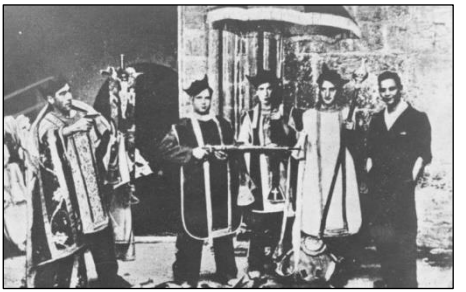
Ainsi, la *« Terreur Rouge »* espagnole prit-elle une tournure similaire à celles de Russie ; d'Ukraine ; de Hongrie et d'Italie. Les communistes dirigés par les juifs déclenchèrent une orgie de massacres ; de viols et de destructions. Tout comme ils avaient tenté d'éradiquer le christianisme dans les « Terreurs rouges » précédentes, ils s'attaquèrent de manière

vengeresse à l'Église catholique espagnole. Plus de 20 000 églises furent détruites, 6 832 prêtres furent assassinés, 3 000 moines, 300 religieuses et 13 évêques furent éliminés. En outre, quelque 4 000 laïcs furent assassinés pour avoir aidé ou caché des religieuses ou des prêtres. Ces meurtres furent le produit des tortures et des mutilations dont la « Terreur Rouge » était coutumière.

En loyaliste convaincu et en fervent catholique, le général Francisco Franco choisit d'intervenir pour épargner au pays la révolution communiste.

Il fondit les Phalangistes et les Carlistes (rebelles monarchistes catholiques traditionnels) en un groupe nationaliste uni et mena la guerre civile contre les soi-disant Républicains chapeautés par Moscou. Outre Mussolini et Hitler, il allait être appuyé dans cette entreprise par le chef d'État Portugais António Salazar. Il renversa les bolcheviques républicains et sauva l'Espagne du bolchevisme juif. Pour s'être opposé avec succès à la domination et au contrôle juifs de son pays, Franco fut qualifié de « fasciste » par la presse juive internationale. Il était en réalité le sauveur de l'Espagne.

Francisco Franco.



Dans le cadre de leur attaque contre l'Église catholique pendant la guerre civile espagnole, les communistes dirigés par les juifs « exécutent » Jésus sur la croix.

La Tchécoslovaquie en danger de coup d'état communiste

Créée de toutes pièces par la Conférence de paix de Paris après la Première Guerre mondiale, la Tchécoslovaquie était un État artificiel dont la population était composée de plusieurs nationalités incompatibles et controversées, dont des Tchèques ; des Allemands ; des

Hongrois ; des Slovaques ; des Ruthènes ; des Slaves et des juifs, ce qui eut pour conséquence de générer dès le départ une certaine instabilité. Prague, la capitale, comptait 118 000 juifs, dont la plupart étaient communistes ou sympathisants communistes. Ces juifs de Prague étaient très organisés et ouvertement sympathiques à l'égard de la Russie bolchevique. Le Parti communiste tchécoslovaque (sous la direction de Bohumil Šmeral ; Klement Gottwald ; Rudolf Slánský ; Václav Kopecký ; Josef Guttmann et consorts ; tous juifs) faisait partie du Komintern ; l'Internationale communiste basée à Moscou et se tenait prêt à provoquer une révolution communiste en Tchécoslovaquie sitôt que l'occasion se présenterait.

En septembre 1938, suite à l'annexion des Sudètes par l'Allemagne, la Tchécoslovaquie s'effondra sur le plan ethnique ; de grandes populations et des territoires importants rejoignant les pays voisins. Le reste de l'ancienne Tchécoslovaquie – la Bohême et la Moravie – avec sa capitale Prague se retrouvant totalement sans défense et extrêmement vulnérable à une prise de pouvoir communiste. Ainsi, pour éviter une

Adolf Hitler sauve la Tchécoslovaquie des communistes. Il est accueilli avec enthousiasme dans la ville de Prague après avoir fait de la Bohême et de la Moravie un « protectorat » du Reich.

telle calamité, Hitler fit-il de la Bohême et de la Moravie un protectorat allemand.

Mais au lieu d'y voir une mesure visant à contenir le communisme, les bellicistes britanniques, français et américains choisirent de voir dans ce geste de Hitler une preuve supplémentaire de sa prétention à vouloir dominer toute l'Europe, voire le monde.

Le but du Komintern ? La domination du monde !

Tous les mouvements européens de lutte contre le communisme suivaient le même schéma, c'est-à-dire qu'il se produisait dans chaque pays une lutte des forces nationalistes contre la révolution initiée et menée par des communistes juifs, financée et soutenue par cette organisation juive qu'était le Komintern. La domination du monde comme objectif de l'Internationale communiste était clairement énoncée dans ses documents, dans lesquels il était déclaré :

« L'Internationale communiste est l'union des partis communistes de différents pays en un seul parti communiste mondial. En tant que tête et organisatrice du mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial, l'Internationale communiste combat pour l'instauration d'une dictature mondiale du prolétariat ; pour la mise en place d'une union mondiale des républiques socialistes soviétiques. »

Le mouvement communiste était sans équivoque un mouvement juif, dirigé, contrôlé et soutenu hors de Moscou par ces mêmes bolcheviques juifs qui gouvernaient la Russie. Leur but n'était pas seulement la domination mondiale, ou du moins la domination de la civilisation occidentale, mais aussi l'éradication complète du christianisme et le déracinement de la culture occidentale.

L'écrivain russe Dostoïevski déclara ceci dans son livre *Journal d'un écrivain*, publié en 1877, soit plus de 40 ans auparavant :

« Ce n'est pas pour rien que partout en Europe les juifs règnent sur les marchés financiers, ni pour rien qu'ils contrôlent le capital, ni pour rien qu'ils sont maîtres du crédit, ni pour rien ; je le répète ; qu'ils sont maîtres de toute la politique internationale. Ce qui est en train de se mettre en place, c'est le triomphe complet des idées juives, devant lesquelles doivent s'incliner tout sentiment d'humanité ; la soif de vérité ; les sentiments chrétiens ; et la fierté nationale et populaire de l'Europe. Et ce

que sera l'avenir est aussi connu des juifs eux-mêmes : leur règne approche, leur règne absolu ! »

Dans son article de 1920, « Sionisme contre Bolchevisme : un combat pour l'âme du peuple juif », Winston Churchill déclarait sa conviction que les *« juifs internationaux »* voulaient *« un État communiste mondial sous domination juive ».*

Mais sauf pour la Russie, l'assaut communiste juif contre la civilisation chrétienne occidentale échoua partout où il fut tenté, grâce à des rocs comme Horthy, Mussolini, Hitler et Franco. Ces hommes stoppèrent le communisme en plein élan. Aussi, loin d'être vilipendés et rejetés comme de répugnants « fascistes », comme c'est le cas aujourd'hui ; du fait de la propagande juive ; ces hommes devraient être élevés au rang de héros et de champions de la civilisation chrétienne occidentale, car c'est bien ce qu'ils furent.

Il était inévitable que cette course à la domination de l'Europe aboutisse à une guerre entre l'Union soviétique (représentant le judaïsme mondial) et l'Allemagne (championne de la civilisation chrétienne occidentale). Si la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis avaient donné carte blanche à l'Allemagne ou, mieux encore, l'eussent-elles soutenue ; le communisme mondial aurait été détruit dans l'œuf ; et le monde irait aujourd'hui beaucoup mieux.

Chapitre 7

L'État d'Israël

Depuis l'époque romaine, les juifs ont toujours vécu en tant que minorités allogènes parmi les majorités indigènes en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Bien qu'apatrides, les juifs se sont toujours considérés comme faisant partie d'une seule et même nation aux intérêts nationaux qui lui sont propres. Ainsi, bien avant l'avènement de *« l'État »* d'Israël, se faisaient-ils appeler la *« Nation »* d'Israël. Et, malgré leur dissémination passée (ou présente) dans de nombreux autres pays (*Diaspora*), ils ont néanmoins toujours maintenu des réseaux très organisés reliant les nombreuses communautés juives entre elles. Ainsi, existe-t-il une organisation internationale de synagogues, par l'intermédiaire de laquelle les rabbins voyagent et communiquent avec d'autres synagogues partout dans le monde. Les banquiers juifs mondiaux forment, quant à eux, un autre réseau lui aussi parfaitement élaboré. Les journaux appartenant à des juifs – mais pas uniquement ceux-ci – en constituent un autre. United Press International et Reuters, les deux principales sources d'informations pour l'ensemble des journaux, de la télévision et de la radio, à travers le monde, appartiennent aux juifs et sont contrôlées par eux. Des centaines d'autres organisations juives, telles que le B'nai B'rith, la Ligue contre la diffamation (ADL), le Congrès juif mondial, etc., forment des réseaux étroitement imbriqués par lesquels les juifs – où qu'ils se trouvent – entretiennent des contacts étroits entre eux. Les dirigeants juifs sont tenus au courant de ce qui se passe dans les communautés juives de la diaspora. Tout juif – d'où qu'il provienne – peut toujours trouver un agréable point de chute dans n'importe quelle synagogue ou n'importe quel centre juif – où qu'il se trouve dans le monde – et l'utiliser comme base pour y faire des affaires. C'est ainsi que Saint Paul [né Saul] fut en mesure de créer toutes ces églises chrétiennes et maintenir ensuite la circulation des informations entre ces dernières. C'est lui qui, en tant que rabbin, communiquait par l'intermédiaire de ces réseaux juifs avec les églises qu'il avait créées. Lorsqu'il parcourait le monde méditerranéen pour prêcher le christianisme, il s'appuyait sur les synagogues, celles-ci lui fournissant par la même occasion un public tout disposé à entendre ses prédications. Le christianisme était considéré à cette époque comme une excroissance spirituelle du judaïsme. Les « épîtres » de Paul à ces

églises ; qui allaient devenir un élément si important du Nouveau Testament ; circulaient également par ces réseaux juifs.

Les juifs ne se sont jamais intéressés à l'agriculture et ne s'y engagèrent que contraints et forcés. Citadins par vocation, ils se rassemblaient dans les villes, souvent en ghettos, ce qui les rendait ainsi plus visibles que leur petit nombre ne l'aurait laissé supposer. (Venise est un archipel de petites îles, chacune avec un nom différent. « Murano » est l'une de ces îles, où l'on fabrique du verre vénitien, d'où l'appellation « verre de Murano ». *« Ghetto »* est le nom d'une autre île. Le terme *« Ghetto »* vient précisément de cette île vénitienne, où ils vivaient – soit dit en passant – par libre choix. Le terme allait par la suite prendre le sens de « quartier juif ».) Ils aimaient à gagner leur vie comme petits boutiquiers ; entremetteurs ; commerçants ; colporteurs ; cordonniers ; tailleurs et autres occupations du genre. La plupart d'entre eux étaient à leur compte. Ainsi, leurs petites entreprises se transformèrent-elles en de grandes entreprises, telles que les chaînes de grands magasins. Ils pratiquaient aussi le change. Or, le christianisme occidental ainsi que le monde musulman considéraient l'« usure » comme un péché et par conséquent les chrétiens et les musulmans n'avaient pas le droit de pratiquer le prêt à intérêt. Néanmoins, les prêts d'argent sont essentiels à la croissance économique et au développement. Les juifs, qui n'avaient pas de tels scrupules vis-à-vis de l'usure étaient plus que disposés à rendre ce service. C'est ainsi que le système bancaire international ; qui a toujours été contrôlé par les juifs ; s'est développé à partir de ces prêts d'argent local.

De manière générale, les juifs ne sont pas, et n'ont jamais été, des « créateurs de richesse » dans les économies où ils vivent, mais plutôt des « écrémeurs » de richesse. Ils sont rarement impliqués dans des industries créatrices de richesse telle que l'agriculture ; l'industrie forestière ; l'exploitation minière ; la pêche et le secteur manufacturier, préférant se contenter de leur rôle d'intermédiaires et de financiers. Ainsi, les financiers juifs riches et puissants d'aujourd'hui ne créent-ils pas de richesses, mais, en tant qu'intermédiaires, ils les extraient de l'économie, généralement sous forme d'intérêts, ou de frais de courtage, ou de leur « part » du profit. Voilà pourquoi ils ont acquis la réputation de peuple parasite, vivant en minorités au sein de populations-hôtes.

Où qu'il s'établisse, ce peuple minoritaire et sans attaches, s'est toujours rassemblé en sociétés fermées (*ghettos*), au sein desquelles la tendance à considérer les majorités extérieures comme des éléments « autres », hostiles, généra chez lui un état d'esprit antagoniste :

« Nous… et pas 'eux' ». Ils forment d'uniques réseaux d'affaires et des consortiums commerciaux entre eux exclusivement, et coopèrent, à l'extérieur, les uns avec les autres dans la compétition contre le monde des Gentils. Ainsi, les banques juives accordent-elles des prêts aux entreprises juives qu'un Gentil ne serait pas en mesure d'obtenir aux mêmes conditions, et dans les moments difficiles ; elles les soutiennent. Les juifs de toute la diaspora ont accès au capital juif international, ce qui leur donne un avantage énorme dans la compétition avec leurs voisins non-juifs. Les juifs ont une culture « communautariste », tandis que les chrétiens sont individualistes. Les juifs travaillent ensemble pour le bénéfice de tous les juifs, à l'exclusion des non-juifs. Le non-juif chrétien est le chasseur « solitaire », tandis que les juifs ont tendance à « chasser en meute ». Ils s'unissent pour mettre le Gentil solitaire hors d'affaire par l'utilisation de stratégies commerciales coopératives. Les juifs ont ainsi tendance à obtenir des monopoles dans leurs domaines d'activité, poussant les Gentils vers la sortie. Même le livre saint des lois juives, le Talmud, n'interdit pas aux juifs de profiter injustement des non-juifs. Par contre, le Talmud stipule que les juifs doivent traiter équitablement leurs frères.

Par ces méthodes, les juifs ont toujours acquis une position dominante au sein des sociétés traditionnelles dans lesquelles ils vivent, et ils n'hésitent pas à utiliser leur position privilégiée pour exploiter les populations qui les accueillent. Une des accusations qui pèsent constamment sur eux est que leur loyauté envers leur pays-hôte est toujours secondaire par rapport à leur loyauté envers les autres juifs et envers la nation internationale d'Israël. Les juifs allemands, à l'époque de la révolution bolchevique, étaient accusés d'être plus loyaux envers les juifs russes qu'envers la nation allemande dans laquelle ils vivaient. Cette tendance ne s'est jamais démentie. Les juifs américains d'aujourd'hui sont accusés d'être plus loyaux envers Israël qu'envers l'Amérique.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, presque tous les espions américains de l'Union soviétique étaient juifs ; Alger Hiss et Whittaker Chambers étant des exceptions notables. Sur les onze scientifiques américains qui ont construit la bombe atomique pendant la Seconde Guerre mondiale, dix étaient juifs, et le seul non-juif, Enrico Fermi, avait une femme juive. Ils étaient tous partis d'Europe pour l'Amérique après l'arrivée légitime au pouvoir des Nationaux-Socialistes et n'étaient donc que très théoriquement américains. Leur loyauté allait à la nation juive internationale, et non à cette Amérique qui les avait accueillis. À cette époque, le siège de la communauté juive mondiale se trouvait en Russie

soviétique et les scientifiques russes travaillant à l'arme nucléaire étaient juifs, eux aussi. Le chef du projet de bombe atomique soviétique était Solomon Abrahamovich Rebach, un juif. Le développement de bombes atomiques partout dans le monde était totalement entre les mains des juifs. Il fallait s'attendre à ce que les secrets de la bombe atomique américaine soient transmis aux scientifiques juifs en Russie, et c'est exactement ce qui s'est passé. En quelques jours ou quelques semaines à peine, les innovations technologiques très secrètes mises au point, en Amérique, dans le cadre du « Projet Manhattan » parvenaient aux mains de scientifiques juifs russes. Par le truchement des réseaux juifs internationaux bien établis, l'information était simplement transmise à leurs collègues scientifiques juifs en Russie. Tous les espions du nucléaire, sans exception, étaient juifs ; comme en témoignent leurs patronymes : Ethel et Julius Rosenberg ; George Koval ; David Greenglass, Morris Cohen et bien d'autres.

En réalité, l'espionnage juif pour le compte de la Russie était beaucoup plus vaste que ce qui fut rapporté. Même les juifs de l'industrie cinématographique coopérèrent. Le réalisateur Irving Lerner fut surpris en train de photographier le *« cyclotron »* à Berkeley en 1944. Il fut par la suite mis à l'index. Des scientifiques juifs britanniques faisaient également partie du réseau international d'espionnage sur l'arme atomique. Mais l'espionnage juif au profit de la Russie ne se limitait nullement aux secrets atomiques. Les espions juifs infiltrèrent toutes les branches du gouvernement américain pendant l'administration Roosevelt (mais aussi le gouvernement britannique) et fournirent, via ces réseaux d'information juifs, des informations secrètes de toutes sortes à la Russie. Même le sous-secrétaire au Trésor, Harry Dexter White (né Weiβ), un juif, était un agent secret soviétique. Son patron, Henry Morgenthau Jr, secrétaire au Trésor, était également juif. White est mort avant d'avoir pu être poursuivi, auquel cas, il aurait certainement été condamné. White fut le premier chef du Fonds monétaire international et il contribua à la création de la Banque mondiale, organismes qui, depuis lors, ont toujours été exclusivement contrôlés par des juifs. Les juifs espionnent toujours les États-Unis et transmettent des informations secrètes par l'intermédiaire de leurs réseaux communautaires ; mais c'est maintenant pour le compte de l'Israël plutôt que pour celui de l'Union soviétique.[25]

[25] [NdT : voir « Jonathan Pollard » officier dans les services de renseignement de la marine américaine, de religion juive qui, en 1987, fut condamné à perpétuité aux États-

Au fil des siècles, cette question de loyauté douteuse ainsi que l'exploitation commerciale et financière agressive de leurs populations hôtes furent à l'origine de la plupart des actes d'antisémitisme.

L'histoire de l'expulsion des juifs

À un moment ou à un autre, les juifs ont invariablement provoqué l'hostilité et la haine de leurs populations hôtes, les amenant à se retourner contre eux. Au cours des 2 000 dernières années, les juifs furent expulsés de pratiquement tous les pays d'Europe et du Moyen-Orient au moins une fois et, dans certains cas, plusieurs fois. Ainsi furent-ils expulsés cinq fois des États allemands (la dernière fois par les Nationaux-Socialistes) ; cinq fois de certaines régions d'Italie ; quatre fois de France ; trois fois d'Angleterre. L'Angleterre expulsa les juifs en 1290 et les garda à l'écart pendant 300 ans jusqu'à ce qu'Oliver Cromwell autorise finalement leur retour. Les financiers hollandais juifs, Menasseh ben Israël et Antonio Fernandez Carvajal, financèrent la campagne de Cromwell pour évincer le roi Charles I[er]. Une fois ce dernier décapité et après que Cromwell eut été fait *« lord Protecteur »* d'Angleterre, ce dernier ouvrit de nouveau tout grand les portes de cette nation aux juifs. Ils prirent rapidement le pouvoir et, en 1694, ils créèrent la Banque d'Angleterre dans le but de prêter de l'argent à la Couronne. À ce jour, la Banque d'Angleterre est toujours sous contrôle juif.

Même dans les pays où ils étaient autorisés à résider, ils étaient généralement soumis à des restrictions sévères ; par exemple, les juifs ne pouvaient pas posséder de terres dans la plupart des pays européens ;

Unis pour espionnage au profit d'Israël. En mai 1995, il obtient la nationalité israélienne et, en 1998, il est officiellement reconnu par Israël comme espion israélien. Il fut libéré par Clinton... au moment où ce dernier quittait son mandat et accordait sa grâce au juif Mark Rich (de son vrai nom Marcell David Reich) un homme d'affaires belgo-américano-israélo-espagnol d'origine juive. Il est condamné par la justice américaine pour fraude, extorsion de fonds, délit d'initié, violation d'embargo avec l'Iran en pleine crise des otages, ainsi que pour la plus grande fraude fiscale de toute l'histoire des États-Unis. Avec plus de 60 chefs d'inculpations, il y risquait jusqu'à 325 ans de prison ferme. Classé parmi les 10 fugitifs les plus recherchés au monde et poursuivi par une unité spéciale du FBI, il trouve refuge en Suisse qui refuse de l'extrader. Il y fonde la multinationale Glencore. Sa grâce par le président Bill Clinton le 20 janvier 2001, son dernier jour en fonction, suscite une immense controverse.]

appartenir à des corporations ; ou fréquenter les universités. En Allemagne et en Russie, ils n'étaient pas autorisés à voyager sans autorisation spéciale. Au cours des siècles, dans les pires cas, ils furent périodiquement victimes d'attaques et de massacres. Ces expulsions et autres mesures prises à l'encontre des juifs étaient en fait de nature défensive ; promulguées pour protéger les populations hôtes de la mise en coupe réglée par les juifs. Chaque fois que de telles restrictions furent finalement levées ; généralement par un dirigeant bienveillant qui entendait agir plus équitablement ; les juifs en profitèrent immédiatement et recommencèrent leurs pratiques discutables, jusqu'à ce que les gouvernements jugent nécessaire de leur imposer de nouvelles restrictions... ou bien de les expulser complètement de leur pays. L'expulsion des juifs d'Allemagne par les autorités hitlériennes, à partir de 1934, n'est en aucun cas un évènement unique dans l'histoire, et cela fut fait pour les mêmes raisons que pour toutes les autres expulsions.

Leur plus récente « expulsion » remonte à 1948 et concernait tous les pays du Moyen-Orient ; elle faisait suite à la création de l'État juif en Palestine et au conflit israélo-arabe qui en résulta. Commencée en 1960, la fuite de la Russie vers Israël et les États-Unis est le dernier « exode » des juifs. En effet, le peuple russe s'était retourné contre eux à la suite de leur perte de pouvoir sous Staline et c'est ce qui provoqua ce dernier exode.

Pourquoi tant de peuples différents se sont-ils retournés contre les juifs un peu partout dans le monde ? On ne saurait attribuer cela à un simple sectarisme, à de la xénophobie ou à des préjugés insensés. Manifestement, les juifs semblent être les seuls responsables de cet état de fait.[26]

Dans son livre *L'antisémitisme : son histoire et ses causes*, publié en France en 1894, l'auteur juif Bernard Lazare arrive à la conclusion suivante :

« Si cette hostilité, voire cette aversion, n'avait été manifestée envers les juifs qu'à une époque et dans un seul pays, il serait facile de démêler les causes ponctuelles de cette colère, mais cette race fit au contraire l'objet de haine de la part de tous les peuples parmi lesquels elle s'est établie. Il faut donc ; puisque les ennemis des juifs appartenaient aux races les plus diverses ; qu'ils vivaient dans des pays très éloignés les uns des autres ; qu'ils étaient gouvernés par des lois très différentes, régis par des principes opposés ; qu'ils n'avaient ni la même morale, ni les mêmes coutumes ; qu'ils

[26] [NdT : voir la liste des 1 030 expulsions juives à travers les siècles et à travers le monde : https://www.patreon.com/posts/jews-evicted-2-21092422]

étaient animés de dispositions différentes qui ne leur permettaient en rien de se forger la même opinion, que la cause générale de l'antisémitisme ait toujours résidé en Israël [le peuple juif] et non chez ceux qui ont combattu [cette nation] ».

Le professeur Jesse H. Holmes, dans *The American Hebrew*, déclara ce qui suit au sujet de ces expulsions de juifs :

« Ce n'est pas un hasard si l'antagonisme dirigé contre les juifs se retrouve un peu partout dans le monde où juifs et non-juifs sont associés. Et comme les juifs sont l'élément central de la situation, il semble probable, à première vue, que la cause réside en eux, plutôt que dans les groupes très divers qui ressentent cet antagonisme. »

Il est tout à fait logique que pour qu'un peuple soit détesté de façon aussi universelle, quelle que soit la société dans laquelle il vit et ce, tout au long de son histoire, il en soit d'une certaine façon responsable.

Les deux principaux centres de la puissance juive mondiale sont maintenant les États-Unis, avec environ 5,2 millions de juifs, et Israël, avec environ 5,8 millions. La Russie fut auparavant le centre du pouvoir juif, à partir duquel les membres de cette communauté tentèrent de répandre leur idéologie communiste à travers le monde en utilisant le pouvoir de l'Armée russe. Aujourd'hui, c'est au travers de la puissance économique et militaire des États-Unis qu'ils répandent dans le monde entier leur idéologie légèrement modifiée : la *« démocratie »* ; ce qui explique pourquoi les États-Unis sont impliqués dans toute une série de guerres depuis des décennies.

Le mouvement dit *« néo-conservateur »* est la nouvelle idéologie juive aux États-Unis qui sous-tend notre politique étrangère interventionniste. Le néo-conservatisme n'est pas conservateur du tout, mais il trouve ses racines dans la même vieille idéologie juive du communisme. Le mouvement néo-conservateur en Amérique est une réplique du Komintern russe qui tenta de répandre le communisme dans toute la civilisation occidentale, voire le reste du monde. Ces deux mouvements, à savoir le Komintern et le néo-conservatisme, sont des mouvements juifs. Les juifs contrôlent l'Amérique aujourd'hui, comme ils contrôlaient l'Union soviétique dans les années 1920, 1930 et 1940. Les juifs sont devenus plus puissants que jamais dans le monde depuis la création de l'État juif d'Israël. Ils disposent désormais d'un État à partir duquel ils peuvent satisfaire les intérêts de la nation juive internationale. Ils ont infiltré toutes les branches du gouvernement américain au point que ce

pays est littéralement sous leur contrôle ; allant même jusqu'à promouvoir les intérêts de la nation internationale d'Israël, y compris en injectant des milliards de dollars du contribuable américain dans les caisses israéliennes.

Chapitre 8

Les juifs de Weimar

À la suite de la révolution de 1848[27] qui balaya l'Europe, la plupart des restrictions traditionnellement imposées aux juifs furent levées. L'Allemagne fut particulièrement généreuse envers les juifs, leur donnant les mêmes droits qu'aux autres citoyens. Avec la levée de toutes les restrictions, ils commencèrent bientôt à prospérer sur l'ensemble du territoire. Ainsi, cette prospérité croissante qu'ils connurent au lendemain de la réunification de l'Allemagne, fut-elle plus rapide que pour les autres Allemands. Leur remarquable capacité à travailler ensemble afin que tous les juifs réussissent aux dépens de la population d'accueil, leur conférait un avantage concurrentiel considérable. L'Empereur Guillaume II les ayant tenus, pour la plupart, à l'écart du gouvernement, ils ne purent acquérir un pouvoir politique significatif sous ce régime. Cela allait changer avec l'avènement de la République de Weimar ; qui suivit la Première Guerre mondiale et l'abdication de Guillaume II ; lorsque les restrictions interdisant aux juifs d'exercer des fonctions publiques furent levées.

À cette époque, les juifs d'Europe de l'Est commencèrent également à affluer en Allemagne en raison des troubles causés dans cette région par la guerre, puis la révolution russe et la guerre civile russe qui suivirent. Un grand nombre de personnes voulaient quitter ces zones dangereuses pour se rendre en Allemagne en passant par la Prusse orientale qui borde la Russie. Il se trouve que le chef de l'immigration et de la naturalisation à l'époque de la toute nouvelle République de Weimar était juif (Hermann Badt), et qu'il privilégiait les juifs désireux d'immigrer en Allemagne. Parallèlement, d'autres pays européens maintenaient encore de strictes restrictions à l'immigration juive. Ces nouveaux arrivants, qui traversaient la frontière de la Prusse orientale, se dispersèrent et se joignirent à d'autres communautés juives, lesquelles avaient une propension à s'installer dans les grandes villes allemandes. Avec la disparition du Kaiser et la levée de toutes les barrières érigées contre eux, les juifs envahirent toutes les administrations de la

[27] [NdT : aussi appelée « révolution de février », c'est la troisième révolution française après celle de 1789 et celle de 1830.]

République de Weimar. Par ailleurs, ils investirent massivement les professions libérales et les institutions allemandes. Comme nous l'avons vu précédemment, les membres de la communauté juive se serrent les coudes et se hissent en s'appuyant toujours les uns sur les autres dans les rangs des institutions et des organisations ; ils intriguent également pour s'assurer que les étudiants de leur communauté soient prioritaires dans les grandes universités, et tout à l'avenant. Si en règle générale, les chrétiens occidentaux appliquent des critères de compétences à l'embauche ou dans le cadre de promotions ; les considérations d'ethnicité ou de religion étant tout à fait secondaires ou n'entrant absolument pas en ligne de compte ; il en va tout autrement avec les juifs, qui eux, choisissent leurs associés et subordonnés principalement en fonction de leur identité « juive », et si en plus, ils possèdent certaines compétences, c'est tant mieux. Ainsi, dans les organisations contrôlées par les juifs dans la République de Weimar, les Gentils n'avaient-ils aucune chance d'obtenir des emplois ou des promotions. Les juifs choisissaient toujours d'autres juifs. Cette intense coopération au sein du groupe et l'assistance mutuelle entre eux facilitèrent leur infiltration rapide dans toutes les institutions d'Allemagne. Ce scénario est immuable : une fois qu'un juif obtient une position, il ouvre la porte à d'autres juifs et, ce faisant, il chasse progressivement les non-juifs. Ainsi les juifs ne tardèrent-ils pas à dominer l'Allemagne de Weimar. (Le même processus est en cours aux États-Unis aujourd'hui.)

Sir Arthur Bryant ; historien britannique respecté ; explique dans son livre *Unfinished Victory*, paru en 1940, que les juifs représentaient moins de 1 % de la population allemande mais contrôlaient 57 % du commerce du métal, 22 % du commerce du grain, et 39 % du commerce du textile. Plus de 50 % des membres de la Chambre de Commerce de Berlin étaient juifs, tout comme 1 200 des 1 474 membres de la Bourse allemande. La banque et la finance allemandes étaient sous le contrôle total des juifs. On a estimé que pendant la République de Weimar, le revenu moyen des juifs était trois fois supérieur à celui des non-juifs. En 1928, il fut révélé que 15 juifs s'étaient partagés à eux seuls 718 postes de direction. Dans les postes de direction de l'industrie, on comptait 2 juifs pour chaque non-juif.

Voici une comparaison entre le pourcentage de postes de direction dans le commerce occupés par des juifs dans diverses villes allemandes pendant la période de Weimar et le faible pourcentage de juifs occupant des emplois de « col bleu » :

Ville	Pourcentage de juifs occupant des postes à responsabilité dans le commerce	Pourcentage de juifs dans les emplois de cols bleus
Berlin	49.4	2.4
Frankfurt	48.9	1.9
Cologne	49.6	2.9
Breslau	57.1	1.8

L'influence politique des juifs dans cette République était fortement disproportionnée eu égard à leur nombre au sein de la population. Sur les 39 représentants que comptait le Parti social-démocrate, 38 étaient juifs. Les membres des instituts d'éducation ouvrière étaient juifs à 81 %.

Parmi les 29 théâtres officiellement recensés à Berlin, 23 étaient sous direction juive. En 1931, sur 144 scénarios de films, 119 avaient été écrits par des juifs et 77 avaient été produits par des juifs. Pas moins de 75 % de toutes les pièces de théâtre avaient été écrites par des juifs.

Joseph Eberle écrivait dans la revue *Schönere Zukunft* du 3 février 1929 : *« La part des juifs dans l'industrie cinématographique est si forte qu'un infime pourcentage est encore accessible aux entreprises non-juives. »*

Et ce n'est pas tout !

Ville	Faculté	Proportion de juifs parmi les professeurs d'université
Berlin	Médecine	45 %
Göttingen	Mathématique	34 %
	Médecine	34 %
	Art	40 %
	Droit	47 %
Breslau	Médecine	45 %
	Droit	48 %
	Art	25 %
Königsberg	Art	7 %
	Droit	14 %
	Médecine	25 %

Ville	Pourcentages d'avocats juifs (1928)
Dortmund	29
Hambourg	26
Stuttgart	26
Düsseldorf	33
Karlsruhe	36
Beuthen	60
Francfort	64
Stettin	36
Berlin	66

Ville	Pourcentage de juifs médecins en pratique privée (1928)
Wiesbaden	20
Karlsruhe	26
Cologne	27
Mayence	30
Gotha	31
Beuthen	36
Berlin	52

Quartier	Pourcentage de juifs dans la profession médicale des hôpitaux de Berlin
Moabit	56
Friedrichshain	63
Neukölln	52

Dans son livre *Mein Leben als deutscher Jude* (*Ma vie en tant que juif allemand*), (1980), le Dr Nahum Goldmann décrit ainsi la *« montée phénoménale de la communauté juive allemande »* :

« La communauté juive allemande, qui connut un déclin temporaire pendant la période nazie, fut l'un des points de concentration les plus intéressants et les plus influents de l'histoire juive moderne en Europe. À l'époque de l'émancipation, c'est-à-

dire dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^ siècle, elle connut un essor fulgurant... Elle avait pleinement participé au rapide développement industriel de l'Allemagne impériale ; y avait apporté une contribution substantielle et avait acquis une place de choix dans la vie économique allemande. Du point de vue économique, aucune minorité juive dans aucun autre pays, pas même celle d'Amérique ne pouvait concurrencer les juifs allemands. Ils étaient impliqués dans des activités bancaires à grande échelle, situation sans précédent où que ce fut dans le monde, et, par le biais de la haute finance ; ils avaient également pénétré l'industrie allemande. Une part considérable du commerce de gros était juive. Les juifs contrôlaient même des secteurs industriels qui en règle générale n'étaient pas dans leurs mains. C'était par exemple le cas du transport maritime ou de l'industrie électrique ; des noms tels que Ballin & Rathenau confirment cette assertion. Je ne connais guère d'autre branche de la communauté juive émancipée ; en Europe ou sur le continent américain ; qui soit aussi profondément enracinée dans l'économie générale que la communauté juive allemande. Il est vrai que les juifs américains d'aujourd'hui sont tout aussi riches et même relativement plus riches que les juifs allemands de l'époque, mais même en Amérique avec ses possibilités illimitées, les juifs ne parvinrent pas ; comme ce fut le cas en Allemagne ; à pénétrer les sphères centrales de l'industrie (acier, fer, industrie lourde, haute finance, transport maritime).

Leur position dans la vie intellectuelle du pays était tout aussi unique. Dans le domaine de la littérature, ils étaient représentés par des noms illustres. Ils avaient largement la mainmise sur le théâtre. La presse quotidienne, et surtout son secteur d'influence internationale, appartenait essentiellement à des juifs ou était contrôlée par eux. Aussi paradoxal que cela puisse paraître aujourd'hui, après l'ère hitlérienne, je n'hésite pas à dire qu'aucun élément constitutif du peuple juif n'a fait un si grand usage de l'émancipation qui lui était offerte au XIX^e^ siècle que les juifs allemands ! En un mot, l'histoire des juifs en Allemagne de 1870 à 1933 est probablement celle de l'ascension la plus grandiose que le peuple juif ait jamais connue ».

Qui plus est, selon Goldmann, *« la majorité des juifs allemands n'ont jamais été pleinement assimilés et se sont montrés beaucoup plus juifs que les juifs des autres pays d'Europe occidentale ».*

Ainsi – par inadvertance, sans doute – Goldmann révélait-t-il précisément ce que disaient les Nationaux-Socialistes : les juifs avaient pris le contrôle de la plupart des institutions allemandes. Pourtant, ils représentaient moins de 1 % de la population et, comme Goldmann le soulignait également, ils ne s'étaient jamais totalement assimilés. Le peuple allemand percevait les membres de cette minuscule élite comme des étrangers et non pas comme de véritables Allemands, et pourtant, ils dirigeaient littéralement le pays. En partant de ce postulat, il est

beaucoup plus facile de comprendre la montée de Hitler et de son mouvement ainsi que ses profonds sentiments anti-juifs. Aujourd'hui, les propagandistes juifs nient que les juifs de l'époque aient joui d'une telle puissance en Allemagne.

Ardent sioniste, le Dr Nahum Goldmann fut dénoncé par les Nationaux-Socialistes comme un agent secret communiste peu après le putsch de la Brasserie. En 1935, il fut déchu de sa nationalité allemande. Il allait émigrer plus tard aux États-Unis.[28] Après avoir aidé le rabbin Stephen Wise à créer le Congrès juif mondial, il fit partie des plus ardents pourvoyeurs de récits sensationnels (pourtant faux) d'atrocités « nazies » contre les juifs.

Les juifs sapent la culture allemande

Les juifs de Weimar mirent à profit leur position dominante dans l'industrie du théâtre, du cinéma et de la presse pour ridiculiser la culture allemande traditionnelle ainsi que les idéaux allemands. Le christianisme fut également la cible de moqueries. (Le même processus s'opère actuellement aux États-Unis.) C'est à cette période que Berlin se tailla une réputation internationale de décadence, de débauche et de pornographie, comme en témoignent, par exemple, *Cabaret* (comédie musicale de Broadway portée plus tard au cinéma). Sous Weimar, l'Allemagne traversa une période de bouleversements sociaux et culturels sans précédent, en grande partie à cause de la désillusion causée par sa défaite et l'odieux Traité de paix qui a suivi. Les Allemands commencèrent à s'interroger sur le sens de la vie. Dans ses premières années, Weimar était une société à la dérive, qui avait été coupée de ses amarres culturelles traditionnelles. Les anciennes normes et les anciennes règles de comportement social ne semblaient plus s'appliquer. Mais la guerre produisit un résultat similaire en Angleterre et en Amérique, bien que dans une moindre mesure, provoquant une sorte de

[28] [NdT : Nahum Goldmann reçut, entre autres nationalités, la nationalité hondurienne... grâce à l'intervention du ministre français Louis Barthou. On se demande QUAND si l'on tient compte que ce dernier périt à Marseille – en même temps que le roi Alexandre de Yougoslavie était assassiné... le 9 octobre 1934. Il s'ensuit que M. Goldmann (« déchu en 1935 ») savait prendre ses précautions ! – En 1940, il s'installe aux États-Unis, où il travaille à sensibiliser les gens au sort des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. *Le Paradoxe juif* de Nahum Goldmann.]

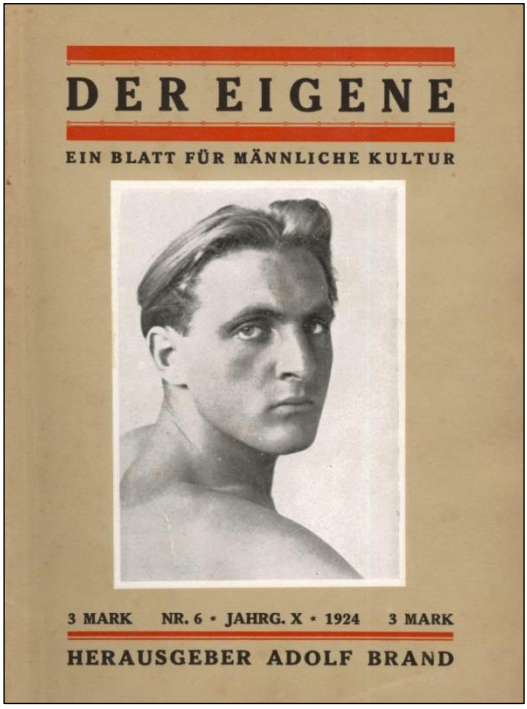
« Cabaret » illustre la vie berlinoise décadente sous la République de Weimar.

malaise social, comme en témoigne la *« génération perdue »*. Les juifs profitèrent de ce climat d'incertitude culturelle et de perte de confiance au sein du peuple allemand pour saper et détruire ce qui restait de la culture allemande traditionnelle.

Pire encore, en 1923, l'Allemagne connut une inflation galopante propre à détruire l'économie allemande. Le jeu de l'inflation allait mettre le coût de la miche de pain à quatre milliards de marks. Les classes moyennes furent anéanties ; leurs économies de toute une vie envolées. Les gens mouraient de faim. Les meurtres et la violence étaient endémiques, y compris les meurtres sexuels, ou encore la luxure, qui devinrent l'un des sujets les plus croustillants des feuilles à sensation de Weimar. Dans les rues de Berlin, on pouvait voir des mères de familles autrefois respectables se prostituer et prostituer leurs filles et même leurs fils afin de survivre. La République de Weimar, et Berlin en particulier, devinrent aux yeux du monde l'incarnation de la décadence. Des femmes habillées comme des hommes exhibaient leurs amantes lesbiennes. La nudité était partout. Prononcer le simple mot « Weimar » revenait à évoquer des images de cabarets, de travestis, d'homosexualité débridée et de prostitution. Berlin, comme d'autres villes allemandes à sa suite, devint la Mecque du scandale, de la dégradation morale et de

l'exposition des corps. Le contrôle exercé par les juifs sur l'industrie des médias, de la presse et du divertissement fut identifié comme étant la cause de cette dégradation de la morale publique.

L'amour homosexuel était ouvertement affiché dans les années Weimar.



Der Eigene*, le premier magazine homosexuel au monde, fut publié de 1896 à 1932. Le fondateur et éditeur Adolf Brandt n'est plus harcelé par les « méchants nazis » après 1933 et meurt dans un raid aérien allié sur Berlin en 1945.*

Il est clairement établi qu'au cours des années de Weimar, c'étaient les juifs qui contrôlaient la prostitution et la pornographie, ainsi que la traite des blanches. Pour utiliser le langage d'aujourd'hui, les Nationaux-Socialistes étaient *« socialement conservateurs »*, voire chastes, et se considéraient comme les défenseurs des valeurs traditionnelles, conservatrices, chrétiennes et populaires. Ils dénonçaient la débauche qui avait pris racine dans le pays et l'attribuaient aux influences juives. Ainsi, cette débauche fut-elle la principale cause de la répression hitlérienne qui suivit.

Magnus Hirschfeld (à gauche), sexologue juif et co-fondateur du premier mouvement homosexuel, a écrit le scénario du premier film sur le thème homosexuel, « Anders als die Anderen », 1919 - À droite, une scène de ce film.

La boîte la plus célèbre du Berlin homosexuel des années 20 était l'« Eldorado », dont la renommée, grâce à ses spectacles de travestis, s'étendait bien au-delà des frontières du pays.

Adolf Hitler en parle dans *Mein Kampf* :

« Il n'était que d'observer sur les colonnes d'affichage des spectacles les noms des auteurs de ces épouvantables productions pour le cinéma et le théâtre et l'on se sentait devenir pour longtemps l'adversaire impitoyable des juifs. C'était une peste, une peste

morale. C'était pire que la peste noire de jadis, qui, en ces endroits, infectait le peuple. Et en quelles doses puissantes ce poison était-il fabriqué et répandu ! Naturellement, plus bas étaient les niveaux moral et intellectuel des fabricants de ces œuvres artistiques, plus inépuisable étaient leur fécondité, jusqu'à ce qu'un de ces gaillards arrive à lancer, comme par une catapulte, ses ordures au visage de l'humanité. Il était épouvantable de penser, mais on ne pouvait se faire d'illusion sur ce point, que le juif semblait avoir été spécialement destiné par la nature à jouer ce rôle honteux. Le fait est que les neuf dixièmes de toutes les ordures littéraires ; du chiqué dans les arts ; des inepties théâtrales sont à attribuer à un peuple qui représente à peine le centième de la population du pays. Il n'y a pas à le nier ; c'est ainsi. »

En Allemagne, l'influence juive dans l'ensemble de ce bouleversement social était évidente pour tout le monde. Une grande majorité des juifs étaient communistes, ce qui représentait une menace mortelle pour l'Allemand moyen. Le peuple allemand était pleinement conscient de ce qui s'était passé dans une Russie aux mains des juifs bolcheviques. De plus, en raison de l'inflation galopante – il fallait littéralement une brouette pleine de billets pour acheter une miche de pain – les seules personnes qui pouvaient acheter des biens ou des marchandises étaient celles qui pouvaient obtenir de l'argent de l'étranger : dans la plupart des cas, il s'agissait des juifs. En 1914, le Mark valait environ vingt-cinq cents de dollar U.S. En 1923, quatre millions de marks équivalaient à vingt-cinq cents. Pendant cette période, de nombreuses familles allemandes furent forcées de vendre tout ce qu'elles avaient pour survivre. Les juifs de la classe supérieure ayant des liens financiers avec l'étranger purent acquérir une grande partie de la richesse matérielle de l'Allemagne à des prix incroyablement bas. Les fameux « profiteurs » juifs étaient partout, rongeant la nation comme des parasites dévorent un cadavre. L'ensemble de la population juive d'Allemagne s'est épanoui au cours des années de Weimar, tandis que la situation économique des Allemands de souche se détériorait spectaculairement.

Littéralement sauvée par les *Freikorps,* l'Allemagne avait évité de justesse une prise de contrôle bolchevique du pays comme ce qui s'était produit en Russie. Il n'en demeurait pas moins que dès le début de la République de Weimar, une profonde divergence politique existait entre les communistes, d'une part, et les partis politiques de droite, d'autre part, y compris les Nationaux-Socialistes. Alors que l'Allemagne chancelait sous le poids du chaos économique, c'est-à-dire de l'inflation et de la crise, les communistes juifs ne ménagèrent pas leurs efforts pour

prendre le contrôle. Une menace de prise de contrôle total du pays par les juifs sous la bannière du communisme et par le contrôle des finances – les deux têtes du même dragon – se dessinait.

Un éditorial du *Daily Mail* de Londres du 10 juillet 1933 indiquait :

« La nation allemande... était en train de tomber rapidement sous le contrôle de ses éléments étrangers. À l'époque du régime pré-hitlérien, il y avait en Allemagne à des postes gouvernementaux vingt fois plus de juifs qu'avant la Grande guerre. Les Israélites aux solides relations internationales s'insinuaient dans des postes clés de la machine administrative allemande. »

Selon Adolf Hitler : *« Si se pose constamment la question de savoir pourquoi le National-Socialisme lutte avec tant de fanatisme contre l'élément juif ; la réponse ne peut être que parce que le National-Socialisme souhaite établir une véritable communauté du peuple. En tant que Nationaux-Socialistes, nous ne pouvons pas permettre à une race étrangère de s'imposer à nos travailleurs pour les mener. »*

Chapitre 9

Hitler et les Nationaux-Socialistes prennent le pouvoir

Après la Première Guerre mondiale, Adolf Hitler, toujours caporal[29] de l'armée, rejoint le Parti du travail allemand (DAP) à Munich. Bien que jeune et inexpérimenté, il s'avéra être un orateur public captivant doté d'une saisissante maîtrise des enjeux de l'heure, et il devint en peu de temps le président de ce parti. Hitler fut profondément meurtri et révolté par l'humiliation infligée à l'Allemagne lorsque celle-ci perdit la guerre et par l'impitoyable Traité de Versailles qui lui fut ensuite imposé. En conséquence, il consacra sa vie à restaurer la position de l'Allemagne dans le monde. Il travailla avec acharnement à la création du parti qu'il envisageait comme un moyen d'accéder au pouvoir politique. Il était convaincu que les juifs étaient la cause première de la plupart des problèmes de son pays. L'opposition au communisme et à la mainmise juive sur l'Allemagne devint partie intégrante du programme politique du Parti des travailleurs allemands.

Hitler (assis à gauche) et ses compagnons d'armes pendant la Première Guerre mondiale. Le chien qui s'appelait « Foxl » fut l'animal de compagnie de Hitler pendant la guerre.

Dans un discours prononcé lors d'une réunion publique le 24 février 1919, Hitler présenta ses *25 points* pour la reconquête de l'Allemagne par le peuple allemand. Ces *25 points* devinrent, et demeurèrent, le programme du Parti national-socialiste. Comme on peut le voir, ce programme était à la fois nationaliste et socialiste par nature, d'où l'appellation « National-Socialisme », dans le but de renforcer l'Allemagne et de ressusciter le peuple allemand. Hitler

[29] [NdT : l'appellation de « caporal » est strico sensus un abus de langage, le terme Gefreiter correspondant dans l'Armée allemande de l'époque, au grade de soldat de première classe, littéralement, un soldat libéré (Gefreite) des corvées inhérentes au simple soldat.]

souligna le principe que *« le bien-être de la communauté doit passer avant le bien-être de l'individu ».*

——— Le programme en 25 points du N.S.D.A.P ———

1. Nous exigeons la réunion de toute l'Allemagne en une seule Grande Allemagne sur la base du droit à l'auto-détermination naturelle.

2. Nous exigeons l'égalité des droits entre le peuple allemand et les autres nations, ainsi que la révocation des traités de paix de Versailles et Saint-Germain.

3. Nous exigeons des terres et des territoires (colonies) afin de nourrir notre peuple et d'y implanter notre surplus de population.

4. Indépendamment de leurs croyances, seuls les membres de la nation peuvent être citoyens de l'État, soit ceux qui sont de sang allemand. Ainsi les juifs ne peuvent être membres de la nation.

5. Les non-citoyens ne peuvent vivre en Allemagne qu'au titre d'invités et sont soumis aux lois relatives aux étrangers.

6. Le droit de vote n'appartient qu'aux citoyens de l'État. En conséquence, nous exigeons que tous les mandats publics ne soient détenus que par des citoyens. Nous dénonçons les habitudes corrompues du Parlement consistant à attribuer des postes en considération d'appartenances partisanes et sans référence à la personnalité ou aux capacités.

7. Nous exigeons de l'État qu'il accomplisse le premier de ses devoirs qui est d'assurer la subsistance de ses citoyens. S'il ne lui est pas possible de nourrir tous les Allemands, les étrangers devront alors quitter le Reich.

8. Toute immigration non-allemande doit être stoppée. Nous exigeons que tous les étrangers entrés en Allemagne depuis le 2 août 1914 quittent immédiatement le territoire.

9. Tous les citoyens doivent jouir des mêmes droits et être soumis aux mêmes devoirs.

10. Le premier devoir de tout citoyen est d'exercer une activité physique ou intellectuelle. Ces activités ne doivent pas porter atteinte à l'intérêt

général mais découler des obligations dues à l'appartenance à la communauté, elles doivent aller dans le sens du bien commun.

En conséquence de quoi, nous exigeons :

11. L'abolition de tous les revenus qui ne sont pas issus du travail, et notamment la suppression de l'esclavage du taux d'intérêt.

12. En considération des énormes sacrifices en vies et en biens qui découlent de toutes guerres, l'enrichissement personnel consécutif aux profits dérivés de la guerre doit être considéré comme un crime contre la nation. En conséquence de quoi, nous exigeons la confiscation de tous les profits de guerre. (Une petite piqûre en direction des juifs).

13. Nous exigeons la nationalisation de toutes les très grandes entreprises (trusts).

14. Nous exigeons le partage des profits dans les grandes entreprises industrielles.

15. Nous exigeons le développement de la prise en charge par l'État des retraites pour le grand âge.

16. Nous exigeons la création et le développement d'une classe moyenne ; la nationalisation des grands magasins par les collectivités et leur mise à bail pour des prix modérés à de petits commerçants, ainsi qu'un accès plus favorable des petits commerçants aux marchés publics. (Une autre petite piqûre en direction des juifs).

17. Nous exigeons une réforme agraire, l'autorisation de l'expropriation sans compensation des terres pour des buts communaux, l'abolition des fermages et l'interdiction de toute spéculation sur les terres. (*)

18. Nous exigeons que soient poursuivis tous ceux qui exercent des activités portant atteinte à l'intérêt général, ceci s'applique aux criminels de droit commun, aux usuriers, aux profiteurs, etc... Ils seront passibles de la peine de mort, quelles que soient leurs croyances ou leur race.

19. Nous exigeons la substitution de la loi allemande à la loi romaine, laquelle sert un ordre mondial matérialiste (mercantile).

20. L'État doit envisager la reconstruction totale de notre système national d'éducation (en cherchant à l'ouvrir à tous les travailleurs en activité qui pourront de ce fait accéder à une meilleure éducation et ainsi de l'avancement). Le programme de tous les établissements éducatifs doit être rendu compatible avec les besoins de la vie pratique. L'objectif

de chaque école doit être de fournir à chaque élève, dès son plus jeune âge, la capacité de comprendre ce qu'est la nation et l'État (à travers un programme d'éducation civique). Nous exigeons que chaque enfant doué issu de parents pauvres, quelles que soient leur classe et leur profession, puisse être formé aux frais de l'État.

21. L'État doit assurer l'amélioration de l'état sanitaire de la nation par la protection des femmes et des enfants. Ceci en interdisant le travail des enfants ; en faisant la promotion de l'effort physique et en rendant obligatoire la gymnastique et les sports, par un soutien aux clubs sportifs de jeunes.

22. Nous exigeons l'abolition de l'armée mercenaire professionnelle et la création d'une armée populaire (de conscription).

23. Nous exigeons que les hostilités soient lancées contre le mensonge politique délibéré et sa dissémination dans la presse. Afin de créer une presse nationale allemande nous exigeons :

(a) que tous les éditeurs, tous les journalistes de presse germanique soient de nationalité allemande ;

(b) qu'aucun journal étranger ne puisse paraître sans l'autorisation de l'État et qu'ils ne paraissent pas en langue allemande ;

(c) que la participation étrangère au financement ou à l'influence des journaux allemands soit interdite par la loi et que contrevenir à ce principe implique l'interdiction des journaux en question ainsi que la déportation des étrangers impliqués. La publication de journaux non conformes au bien collectif de la nation doit être interdite. Nous exigeons que des poursuites soient entreprises contre les tendances artistiques, littéraires et plus généralement culturelles qui portent atteinte à la nation.

24. Nous exigeons la liberté du culte dans la mesure où les religions ne menacent ni n'offensent les sentiments de la race germanique. Le Parti, en tant que tel, soutient un Christianisme positif, sans favoriser une dénomination particulière. Il combat l'esprit matérialiste juif que ce soit chez nous ou ailleurs ; il est convaincu que notre nation ne peut se porter bien que par le respect du principe selon lequel l'intérêt commun passe avant l'intérêt individuel.

25. Pour synthétiser tout ceci en un programme, nous exigeons la création d'un État central fort sur tout le Reich; l'autorité politique du Parlement sur l'ensemble du Reich et de ses organisations; et la

formation de corporations pour appliquer la législation du Reich sur tous les états allemands.

(*) En raison des interprétations mensongères du point 17 du programme, de la part de nos adversaires, l'explication suivante est nécessaire : puisque le NSDAP repose fondamentalement sur le principe de la propriété privée, il est évident que l'expression « confiscation sans compensation » se réfère uniquement à la création d'un arsenal juridique autorisant le cas échéant, la confiscation de terrains illégalement acquis ou non administrés conformément au bien commun. Il est donc dirigé en première instance contre les sociétés juives de spéculation foncière.

Parmi ces 25 points figuraient une demande d'abrogation du Traité de Versailles et le retour des territoires confisqués au nom de ce traité. L'Allemagne n'avait aucune obligation morale à le respecter, car il lui avait été imposé par la force. Deux hommes s'accorderont à dire que si l'un contraint l'autre à l'esclavage par la menace, l'esclave n'a nulle obligation morale d'accepter sa servitude. Tout le monde conviendra certainement que dès lors que l'esclave a le pouvoir ou les moyens d'échapper à son asservissement, il a le droit moral de le faire. Ce même droit moral s'applique aux nations. L'Allemagne n'avait aucune obligation morale ou légale de rester esclave des conditions imposées par le Traité de Versailles.

En vertu des Quatorze points du président Wilson, Hitler exigeait le droit à l'auto-détermination pour tous les Allemands, soit également le droit pour ceux qui ne résidaient pas en Allemagne de rejoindre le Reich. Cela incluait les Allemands des Sudètes, ainsi que le retour de la ville de Dantzig et l'intégration de l'Autriche, tous souhaitant rejoindre l'Allemagne. Il appela au rétablissement de l'égalité des droits des Allemands par rapport à ceux des autres peuples européens. Hitler exigea également le droit pour l'Allemagne d'acquérir des terres pour son excédent de population, selon le concept du *Lebensraum* [espace vital] dans d'autres discours et écrits. La Grande-Bretagne, qui avait dû faire face au même problème, l'avait résolu en envoyant une partie de sa population vers ses colonies, c'est-à-dire l'Amérique du Nord, l'Australasie et l'Afrique du Sud. Et l'Allemagne avait désespérément besoin de plus d'espace pour sa dense population excédentaire.

Par ailleurs, dans ces *25 Points*, il était également question d'arracher aux juifs le contrôle des institutions allemandes et d'écarter cette force d'influence coercitive et de pouvoir de la scène politique allemande. Son

objectif étant de restituer son État au peuple allemand, Hitler réclama la déchéance de la citoyenneté pour tous ceux qui n'étaient pas de sang allemand, c'est-à-dire les juifs avant tout, et l'éviction effective pour tous ceux qui étaient arrivés d'Europe de l'Est depuis la fin de la guerre. En révoquant la citoyenneté des juifs, les droits de ces derniers seraient fortement limités et, par conséquent, ils perdraient de leur pouvoir. Les juifs d'Europe de l'Est qui étaient entrés en Allemagne à partir de novembre 1914 étaient manifestement des étrangers, et presque tous étaient des communistes révolutionnaires et les principaux fauteurs de troubles dans ce pays. Pourtant, avec l'aide des juifs allemands, ils s'étaient rapidement insinués dans des positions influentes dans toute l'Allemagne. Hitler appela par ailleurs à la disparition de l'« asservissement de l'Allemagne aux paiements d'intérêts », ce qui constituait un nouveau coup porté aux juifs. Il voulait doter l'Allemagne d'un nouveau système financier, ce qu'il fit d'ailleurs une fois nommé chancelier.

Dans ce discours historique, Hitler annonça également que le Parti national-socialiste (DAP) serait rebaptisé *« Parti national-socialiste des travailleurs allemands »* (NSDAP). Par la suite, les critiques à l'égard des juifs ne cessèrent d'apparaître dans les discours de Hitler. Il leur reprochait l'inflation, le chômage, l'instabilité politique et le fait d'avoir perdu la guerre. Mais plus important encore, il associa les juifs d'Allemagne à *« l'internationalisme »* ; les accusant de se montrer loyaux d'abord et avant tout envers la communauté juive internationale.

Le plus grand parti communiste d'Europe – dont 78 % des membres étaient constitués par des juifs – se trouvait en Allemagne. En fait, l'Allemagne était de loin, la nation la plus menacée de tous les pays européens ; le Komintern l'ayant spécifiquement ciblée comme étant la prochaine pièce sur l'échiquier à faire basculer sous la domination juive et bolchevique. Si cela s'était produit, une sanglante *« Terreur Rouge »* semblable à celle qui sévissait encore en Russie en aurait certainement découlé. Ce fut dans ce contexte que Hitler et les Nationaux-Socialistes relancèrent leur programme dans le but de chasser les juifs de leur position dominante en Allemagne.

Non seulement les juifs contrôlaient totalement la Russie, mais ils étaient aussi très puissants en Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis, ainsi qu'en Allemagne. Ils contrôlaient la banque et la finance internationales, la presse et les médias, et ils dominaient le marché de l'industrie cinématographique dans toute l'Europe, en particulier en Allemagne et en Grande-Bretagne, mais aussi aux États-Unis. Hitler et

son jeune parti national-socialiste étaient considérés par les juifs comme une menace croissante pour leur pouvoir et leur contrôle sur l'Allemagne. Après ce discours des 25 Points, les juifs entreprirent une virulente guerre de propagande internationale contre son parti et contre sa personne. Littéralement au vitriol, elle allait se poursuivre sans relâche ; allant s'intensifiant au cours du règne national-socialiste. On remarquera qu'elle se poursuit encore de nos jours ; quand bien même les Nationaux-Socialistes ont depuis longtemps cessé d'exister.

Le 30 octobre 1923, lors d'un rassemblement public à Munich, Hitler appela à la fin de la République gauchiste de Weimar, laquelle, déclara-t-il, était sous le contrôle des juifs. Au cours de ce rassemblement, il appela à une marche sur Berlin pour débarrasser le gouvernement du communisme et des juifs. Quelques jours plus tard, le 8 novembre 1923, Hitler organisa un rassemblement dans une brasserie de Munich et proclama la révolution. Le lendemain, à la tête de 2 000 *« chemises brunes »* en armes, il tenta de s'emparer du gouvernement bavarois. Le général Erich Ludendorff, héros de la Grande guerre, et ses partisans nationalistes conservateurs se joignirent à lui. Une fois Munich prise, Hitler et Ludendorff prévoyaient d'utiliser la capitale bavaroise comme base d'opérations contre le gouvernement national à Berlin. Il s'avéra qu'ils n'avaient pas les moyens de leurs ambitions et la tentative de « putsch » put facilement être réprimée par la police.

Hitler et Ludendorff furent alors arrêtés pour trahison, mais, fort de sa réputation, Ludendorff fut immédiatement acquitté cependant que Hitler eut à comparaître. Il se trouva que le juge de première instance était acquis aux idées de Hitler. Il permit donc à ce dernier d'utiliser le procès comme une tribune et d'en tirer pleinement parti. Bien que reconnu coupable, Hitler fut condamné à une peine d'emprisonnement légère (cinq ans), à purger à la prison de Landsberg dans des conditions confortables. Finalement, il y restera un peu plus de huit mois qui ne furent pas une perte de temps. En effet, avec l'aide de Rudolph Heß, Hitler y écrivit *Mein Kampf (Mon Combat)* ; livre qui allait se vendre à 10 millions d'exemplaires et ; faisant ainsi de lui un homme riche.

Mein Kampf exposait le point de vue de Hitler quant à l'avenir du peuple allemand. Hitler imputait aux juifs non seulement les troubles que connaissait l'Allemagne mais aussi ceux qui affectaient le reste du monde, comme en témoignaient le régime meurtrier que ceux-ci avaient mis en place en Russie ; les places dominantes qu'ils avaient occupées durant la révolution communiste allemande avortée de 1918-1919, ainsi qu'au moment de leur prise du pouvoir en Hongrie en 1919. Clairement,

il les considérait comme le véritable ennemi de la nation allemande. Dépourvus de culture propre ; ils pervertissaient, par leur parasitisme, les cultures existantes comme celle de l'Allemagne. En tant que tels ; ils ne constituaient pas une race, mais une anti-race.

Parmi les idées centrales avancées dans *Mein Kampf* – et c'était une idée figurant déjà dans les *25 Points* – il était question de la survie de l'Allemagne en tant qu'État et le fait qu'elle devait acquérir un *Lebensraum* afin de satisfaire aux besoins de son importante population. Cet espace-là, disait-il, se trouvait à l'Est, c'est-à-dire en Russie et en Ukraine, qui étaient alors gouvernées par les communistes juifs.

« [L'Allemagne] doit alors, sans égards aux 'traditions' et 'préjugés' trouver le courage de rassembler les forces de notre peuple d'avancer sur le chemin qui le conduira de son habitat limité actuel vers de nouvelles terres et de nouveaux sols, le libérant ainsi du danger de disparaître de cette terre ou de devenir l'esclave des autres. » Adolf Hitler

La notion géopolitique du *Lebensraum* ne date pas de Hitler. Elle avait été préconisée par d'autres en Allemagne bien avant son arrivée au pouvoir ; Karl Haushofer ; le Britannique sir Halford Mackinder ; et Friedrich Ratzel. C'est Ratzel qui inventa le terme *Lebensraum.* En 1871, le *Lebensraum* était un slogan politique populaire pendant l'unification de l'Allemagne en un seul État-nation. À cette époque, globalement, *Lebensraum* signifiait trouver un « espace de vie » supplémentaire par l'ajout de colonies, à l'instar des empires britannique et français. Ses colonies lui ayant été arrachées aux termes du Traité de Versailles ; désormais sans terres lointaines vers lesquelles exporter sa population excédentaire, l'Allemagne se voyait contrainte d'envisager d'autres possibilités. Ce pays était l'un des plus densément peuplés d'Europe et sa population connaissait alors une forte croissance ; s'ouvrir un espace vital était une nécessité.

Le territoire sur lequel l'Allemagne devait s'étendre était forcément à l'Est, comme l'expliquait Hitler dans *Mein Kampf* :

« À une époque où peu à peu chaque fraction de cette terre est attribuée à des États dont certains désormais embrassent quasiment des continents ; on ne saurait parler de puissance mondiale lorsqu'il s'agit d'un rassemblement d'un peuple dont l'entité géographique propre est représentée par une ridicule surface d'à peine cinq cent mille kilomètres carrés ».

Aux yeux des Allemands – comme aux yeux de tous les Européens de l'Ouest - l'Est était peu peuplé par rapport au reste de leur continent ; un peu comme nous – Étatsuniens – considérions notre *Wild West*. En 1926, fut publié le livre de Hans Grimm *Volk ohne Raum* (*Un peuple sans espace*). Ce livre fit autorité dans son domaine (le besoin d'espace vital pour l'Allemagne) et son titre devint rapidement un slogan national-socialiste populaire. Par ailleurs, il faut noter que jamais il ne fut question pour Hitler, pas plus que pour quiconque en Allemagne, d'une quelconque expansion vers l'Europe de l'Ouest.

Dans *Mein Kampf*, Hitler explique la logique de trouver un *Lebensraum* à l'Est pour agrandir le territoire allemand au sein de l'Europe, plutôt que de chercher des colonies ailleurs :

« Car nous ne saurions résoudre cette question par l'acquisition de colonies, mais exclusivement par l'acquisition d'un territoire de peuplement qui accroisse la superficie même de notre mère-patrie. En outre, non seulement on assurera par-là l'intime solidarité des nouveaux colons avec la métropole, mais on procurera à l'entièreté du pays les avantages d'une unification. »

Hitler a justifié l'expansion allemande en territoire russe en soulignant que l'Union soviétique était maintenant dirigée par des juifs qui avaient tué ce que la société russe comptait de meilleur ; pour la plupart : des gens de sang allemand. Les tsars de Russie étaient de sang allemand, comme la plupart des aristocrates. Voici ce qu'il écrivait à ce propos dans *Mein Kampf* :

« Ainsi, depuis des siècles, la Russie vivait aux dépens du noyau germanique de ses couches supérieures dirigeantes qu'on peut considérer actuellement comme extirpé et anéanti. Le juif a pris sa place. Et tout comme le Russe est incapable de secouer le joug des juifs par ses propres moyens, de même le juif ne saurait, à la longue, maintenir le puissant État. Lui-même n'est pas un élément organisateur, il n'est qu'un ferment de décomposition. (…) Et la fin de la domination juive en Russie sera aussi la fin de la Russie en tant qu'État. »

Lebensraum, dans l'idéologie hitlérienne, signifiait l'installation d'agriculteurs allemands dans les proches régions immédiatement à l'Est de l'Allemagne. La population slave devait être refoulée à mesure que les fermiers allemands s'installaient. Ce devait être une sorte de processus

régulier comparable à l'expansion vers l'Ouest des États-suniens, au cours de laquelle les Indiens avaient été à chaque fois refoulés. C'est aussi un parallèle à la colonie juive israélienne moderne de Palestine, où les propriétaires palestiniens de la terre sont chassés pour faire place aux colons juifs. Ainsi, au cours du troisième Reich, la théorie nationale-socialiste du *Lebensraum* était-elle devenue le thème phare de la politique étrangère de l'Allemagne.

Une fois libéré de prison, Hitler avait reconsidéré le moyen de parvenir au pouvoir et décidé que la meilleure façon d'y parvenir était par la voie légale : par les urnes ; en l'emportant aux élections. L'affaire était entendue ; un coup d'État ou un putsch, semblable à celui qui l'avait envoyé en prison, était impensable. Il entama donc une campagne dans tout le pays, au cours de laquelle il fut accueilli avec enthousiasme par le peuple allemand. Au fur et à mesure que la campagne avançait, il attirait des foules de plus en plus nombreuses. Grâce à la prodigieuse capacité de persuasion de son éloquence, il exhortait le peuple allemand à résister au joug des juifs et du communisme, et à travailler à la réalisation d'une nouvelle Allemagne. Il affirmait que les juifs étaient le plus grand ennemi de l'Allemagne ; les accusant d'essayer de prendre le contrôle du pays pour en faire une autre Union soviétique, tout comme ils l'avaient fait en Hongrie brièvement, et comme ils avaient essayé de le faire en Allemagne. Voici ce qu'il disait dans l'un de ses discours :

« Le but ultime [des juifs] est la dégénérescence ; l'abâtardissement des autres peuples par le métissage ; l'abaissement du niveau racial des peuples les plus développés ainsi que la domination de cette bouillie finale par la destruction de l'intelligentsia völkisch afin de mieux se substituer à eux. »

Ce sont les juifs d'Amérique d'aujourd'hui qui sont à l'origine du multiculturalisme, de l'immigration ouverte, du mélange racial, du déni du droit à la « liberté d'association », etc. Leur intention aujourd'hui est de saper la position autrefois dominante des Blancs d'origine européenne et de les réduire à une minorité ethnique dans leur propre pays. Ce que Hitler a pu exprimer ci-dessus est la préfiguration de ce qui se passe aujourd'hui chez nous.

En faisant campagne pour les élections, Hitler fit délibérément appel aux agriculteurs et aux électeurs en col blanc des petites villes qui étaient conservateurs et nationalistes par nature. C'était le groupe démographique le plus antagoniste à l'égard de la République gauchiste de Weimar. Lors des élections de septembre 1930, le Parti national-

socialiste remporta 18 % des suffrages exprimés. Les Nationaux-Socialistes devenaient soudain une force avec laquelle il fallait compter. En 1932, Hitler se présenta contre Paul von Hindenburg aux présidentielles et remporta 30 % des suffrages, ce qui rendit un second tour nécessaire que Hindenburg remporta ; mais Hitler n'était pas loin derrière. Hitler accepta d'entrer dans un gouvernement de coalition et, en janvier 1933, Hindenburg nomma Hitler chancelier.

Le 30 janvier 1933, le président du Reich, Paul von Hindenburg, nommait Adolf Hitler au poste de chancelier allemand.

Cette élection mit fin à la République de Weimar sous contrôle juif et marqua le début du Troisième Reich. Elle marqua également le début d'une virulente guerre de propagande juive contre l'Allemagne et les

dirigeants nationaux-socialistes, et contre Adolf Hitler en particulier. Ainsi, aucun homme dans l'histoire n'aura été aussi mal perçu qu'Adolf Hitler ; conséquence directe de cette campagne de diffamation acharnée. En dépit de ses remarquables réalisations, il incarne aujourd'hui la personnification même du mal : un fou et un psychopathe, lancé dans une obsession démoniaque de conquête du monde.

Au fil des décennies, cette représentation a pris des proportions mythiques, au point que pour certains, il sert aujourd'hui de substitut moderne au « diable » de l'époque médiévale.

Mais cette image de Hitler ne correspond pas à la manière dont il a été décrit par les hommes d'État internationaux, les journalistes et d'autres personnalités de l'époque, du moins jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale. Hitler n'était pas seulement extrêmement populaire auprès du peuple allemand, il était largement admiré par les dirigeants politiques du monde entier. Il fut célébré sous de multiples horizons pour tout ce qu'il était parvenu à accomplir au bénéfice de l'Allemagne. Élu Chancelier en 1933, il était alors le chef d'un peuple affamé, vaincu et démoralisé – résultat de la perte de la Première Guerre mondiale – et qu'il ait pu redresser ce peuple et faire de l'Allemagne une nation prospère ; bien nourrie ; très motivée ; industriellement avancée et remarquablement performante tient quasiment du miracle. De surcroît, il ne lui aura fallu que cinq ans pour parvenir à ce résultat. En 1933, Franklin D. Roosevelt (F.D.R.) devint président des États-Unis cependant que Hitler était élu Chancelier de l'Allemagne. Les problèmes économiques auxquels F.D.R. devait faire face étaient bien moins graves que ceux auxquels devait faire face le Chancelier. Pourtant, en 1938, alors que l'Allemagne était en plein essor, les États-Unis étaient toujours en pleine crise avec un taux de chômage de 19 %. Crise qui ne devait prendre fin qu'avec le début de la guerre.

Le peuple allemand adorait Hitler et voyait en lui un sauveur. Et le monde entier lui aussi était stupéfait de ses résultats sans précédent. Après une longue période de malaise social, le Chancelier fit preuve d'une grande capacité à mener la nation allemande et – dans tous les secteurs d'activités – il mena son peuple vers des sommets encore jamais atteints. La production industrielle connut une croissance spectaculaire. Sous sa direction, le pays se transforma en une nation où le peuple allemand n'était plus la masse humiliée et brisée dont il avait hérité. Un sentiment contagieux d'enthousiasme et d'espérance s'était répandu dans le pays, y compris chez les Allemands vivant en dehors du Reich. Les

Allemands ethniques d'Autriche, des Sudètes, de Dantzig, etc., tous voulaient rejoindre l'Allemagne et faire partie du Troisième Reich.

Ces changements étonnants ne passèrent pas inaperçus aux yeux d'éminents visiteurs. En 1936, après une tournée à travers le pays, l'ancien Premier ministre britannique David Lloyd George écrivit un article pour le *London Daily Express*, dans lequel il disait :

« Je n'ai jamais rencontré un peuple plus heureux que les Allemands et Hitler compte parmi les plus grands hommes. Les vieux lui font confiance, les jeunes l'idolâtrent. C'est le culte d'un héros national qui a sauvé son pays. »

Un autre dirigeant britannique, le vicomte Rothermere, écrivait en mars 1939, dans *Warnings and Predictions*, à propos du Chancelier :

« Il est doté d'une intelligence supérieure. Je n'ai connu que deux autres hommes à qui je pourrais attribuer cette distinction : Lord Northcliffe et Lloyd George. Si l'on pose une question à Hitler, il donne une réponse claire, immédiate et brillante. Il n'y a pas d'être humain vivant dont la promesse sur des questions importantes me serait plus facile à croire. Il croit que l'Allemagne a une vocation divine et que le peuple allemand est destiné à sauver l'Europe des attaques révolutionnaires du communisme. Il attache beaucoup d'importance à la vie de famille, tandis que le communisme en est le pire ennemi. Il a assaini en profondeur la vie morale et éthique de l'Allemagne, interdit la publication de livres obscènes et l'exécution de pièces et de films douteux.

Aucun mot ne peut décrire sa politesse ; il désarme aussi bien les hommes que les femmes et peut conquérir les deux à tout moment avec son sourire conciliant et agréable. C'est un homme d'une culture rare. Sa connaissance de la musique, des arts et de l'architecture est profonde. »

Theodor Heuss, un politicien libéral allemand qui fut plus tard président de la République fédérale d'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, déclara à la fin des années 1930 :

« Il émeut les âmes, il a le sens du sacrifice et de la dévotion, sa simple présence suffit à provoquer l'enthousiasme et la fascination. »

Même après la fin de la Seconde Guerre mondiale, certains parlaient encore de Hitler avec objectivité. Ainsi, dans l'immédiat après-guerre, le futur président des États-Unis, John F. Kennedy fut embauché par la

chaîne de journaux *Hearst Newspaper* et envoyé en Allemagne afin de faire le tour du pays et rendre compte des conditions qui y régnaient. Kennedy tenait un journal qui a récemment été publié. Voici un extrait de ce journal :

« Celui qui a visité ces deux lieux [l'Obersalzberg et le Kehlsteinhaus] peut s'imaginer aisément la façon dont Hitler parviendra à s'extraire de la haine dont il est aujourd'hui l'objet pour être considéré comme l'une des personnalités les plus importantes à avoir existé. Il nourrissait des ambitions illimitées pour son pays, faisant de lui une menace pour la paix dans le monde, mais il était entouré d'une aura, mystérieuse quant à son style de vie et à la façon dont il est mort, qui continuera d'exister et de croître après lui. Il était fait de l'étoffe des héros. » (*Prelude to Leadership: The European Diary of John F. Kennedy* ; été 1945). (Il serait très dommageable pour une personnalité publique d'exprimer de tels sentiments aujourd'hui.)

Le *SS-Sandartenführer*[30] Léon Degrelle de la Waffen SS Wallonie était un dirigeant politique belge très cultivé qui rejoignit cette arme avec pour seule intention d'aider à sauver l'Europe du communisme, qu'il considérait comme une menace sur l'existence même de la civilisation occidentale et chrétienne. (La Waffen SS était un élément politique et militaire composé à ce moment-là de membres de la plupart des pays européens. Un million d'étrangers de toute l'Europe ont rejoint volontairement cette force armée simplement parce qu'ils croyaient en ce que Hitler s'efforçait d'accomplir.[31] La Waffen SS fut la première armée véritablement

Léon Degrelle, dernier commandant de la division de volontaires belges de la Waffen SS Wallonie.

[30] [NdT : l'auteur commettait ici une erreur, en conférant au dernier *Kommandeur* de la 28ème division – en réalité une grande unité qui n'excéda jamais la force d'une brigade renforcée – le grade d'officier général. Degrelle termina la guerre au grade de *Standartenführer* (littéralement « chef de régiment » soit colonel)]

[31] [NdT : l'auteur commettait ici une nouvelle erreur ; s'il est exact qu'à la fin de la guerre, la Waffen SS avait été promue au statut de quatrième arme de la Wehrmacht, cette unité ne fit que frôler le million et en comptant les Allemands ethniques on peut

« européenne » à exister, et elle vit le jour pour sauver l'Europe de la menace communiste.)[32] Degrelle était un intellectuel, un chef né, un fervent catholique et un écrivain prolifique ; et déjà avant-guerre, il lui avait été donné de rencontrer la plupart des chefs d'État qui comptaient sur le continent européen. Il croyait que l'Europe avait un destin unique et qu'il lui faudrait se fédérer. Il avait fait, en outre, tout ce qui était en son pouvoir pour éviter une guerre en Europe. Mais une fois celle-ci déclenchée, il s'engagea en tant que simple soldat dans un combat à mort contre l'ennemi communiste : l'URSS. Ses remarquables capacités lui permirent de franchir rapidement tous les échelons de la Waffen SS jusqu'à la fonction de chef d'une grande unité d'élite. Degrelle éprouvait la plus grande admiration pour Hitler. Après-guerre, de cette Espagne de Franco qui lui avait accordé l'asile politique, il écrivit :

« Hitler était le plus grand homme d'État que l'Europe ait jamais connu. L'histoire vous le prouvera quand les passions se seront apaisées. Il était plus pragmatique, généralement plus ouvert que Napoléon. Napoléon était davantage un Français conquérant et fondateur d'empire qu'un véritable Européen.

Hitler, en tant qu'homme de son temps, rêvait d'une Europe durable, juste et honnête, unifiée par l'initiative du vainqueur. Une Europe où chaque groupe ethnique pourrait se développer en fonction de ses mérites et de ses réalisations. La preuve en est qu'il a tendu la main à Pétain. De même que Bismarck a su dépasser la Prusse et devenir un Allemand, Hitler est rapidement passé de l'être allemand à l'être européen. Très tôt, il s'est déconnecté de l'ambition impérialiste.

Sans aucune difficulté, il a commencé à se considérer lui-même comme un Européen et a initié la création d'une Europe dont l'Allemagne – comme la Prusse à l'époque de Bismarck – serait la pierre angulaire. Certains camarades du Führer étaient peut-être encore de myopes pangermanistes. Mais Hitler avait le génie, la

---

admettre qu'un peu plus de la moitié de son effectif était composé d'éléments recrutés à l'étranger... la question du volontariat, dans ses effectifs notamment en fin de conflit demeure toute relative en ce qui concerne certaines unités – y compris des unités à forte proportion de recrutement national allemand proprement dit comme, par exemple la *Hitlerjugend*, reste un sujet à éclaircir.]

[32] [NdT : on peut dire sur ce point qu'à ce jour jamais une levée en masse comprenant une telle proportion de volontaires étrangers (y compris de rares anglais et d'encore plus rares états-uniens, mais aussi des peuples de l'Est ainsi que des neutres dont à peu près un millier de Suisses et de l'ordre de six à sept cents Suédois ainsi qu'un dernier carré d'Espagnols – d'une Espagne officiellement non belligérante – engagés dans la défense de Berlin) ne s'est produite dans l'histoire européenne moderne pour des opérations effectives de guerre.]

bonne envergure, l'absence de préjugés et la vision nécessaire pour accomplir cette tâche formidable. Il avait une autorité, qu'on ne retrouvera pas une seconde fois dans l'histoire du continent. Son succès aurait établi la richesse et la civilisation de l'Europe pendant des siècles, probablement pour toujours. Les plans de Hitler pour l'Europe auraient été une bénédiction pour nous tous. »

Chapitre 10

Le National-Socialisme en opposition au communisme

De manière générale, le National-Socialisme était caractérisé comme une idéologie de droite tandis que le communisme occupait l'extrême gauche du spectre socio-politique. C'est du moins le point de vue traditionnel. Mais il y a ceux qui disent aujourd'hui que la haine obsessionnelle de Hitler à l'égard du communisme était infondée parce que le National-Socialisme dont il vantait les mérites n'était guère différent du communisme. Ces deux idéologies incarnaient des croyances totalitaires socialistes. Il s'agit cependant là d'une observation superficielle ; les expressions « droite » et « gauche » sont insuffisantes pour décrire ces deux systèmes. Il est vrai que le National-Socialisme englobait certains aspects du socialisme, comme son nom l'indique, mais les différences entre le National-Socialisme et le communisme étaient profondes. Les différences qui sautent aux yeux étaient que le premier soutenait les concepts de propriété privée et d'économie de marché, tandis que le second abolissait la propriété privée et que son gouvernement contrôlait l'économie par une *« planification centrale »*. Sous le National-Socialisme, les moyens de production étaient pour la plupart entre les mains du secteur privé, bien qu'« encadrés » par l'État. Sous le communisme, toutes les propriétés, y compris les terres agricoles, l'industrie manufacturière ou les moyens de production, et même les logements étaient confisquées par l'État. La seule similitude entre ces deux systèmes était leur nature totalitaire, même si, le National-Socialisme était, de loin, le moins coercitif.

Sur sa vision du *« socialisme »*, voici ce que déclara Hitler dans un article paru dans le *Guardian, Sunday Express* du Royaume-Uni, le 28 décembre 1938 :

« Je définis 'socialiste' à partir du mot 'social' qui signifie principalement 'justice sociale'. Un socialiste est quelqu'un qui sert le bien commun sans renoncer à son individualité ; à sa personnalité ; ou au produit de ses propres capacités. Le terme 'socialiste' que nous avons adopté n'a rien à voir avec le socialisme marxiste. Le marxisme est opposé à toute propriété ; le vrai socialisme ne l'est pas. Le marxisme ne valorise pas l'individu, ses efforts ou ses aptitudes ; le vrai socialisme, par contre, valorise l'individu et l'encourage à titre personnel, mais dispose que les intérêts de

l'individu doivent être en harmonie avec ceux de la communauté. Toutes les grandes inventions, découvertes, réalisations sont d'abord nées du cerveau d'un individu. On m'accuse d'être contre la propriété ; d'être athée : les deux accusations sont fausses. »

Les deux systèmes étaient également différents dans leurs objectifs. Sous Adolf Hitler, le National-Socialisme était un mouvement révolutionnaire de « défense » de la civilisation chrétienne occidentale, tandis que le communisme était un mouvement révolutionnaire dédié à sa « destruction ». Harold Cox, député britannique de l'époque et érudit libéral classique, a écrit :

« Ce que veulent les socialistes (communistes), ce n'est pas le progrès dans le monde tel que nous le connaissons, mais la destruction du monde comme prélude à la création d'un monde nouveau selon leur propre imaginaire. (…) Leur attitude éthique est tout à fait à l'opposé de ce qui a inspiré les grandes religions du monde (…) et ils font délibérément appel aux sentiments d'envie, de haine et de malice. »

Les juifs communistes qui s'étaient emparés de la Russie ont tout mis en œuvre pour détruire la culture chrétienne traditionnelle du pays, allant jusqu'à assassiner plus de 40 millions des meilleurs éléments que comptait ce peuple. On dit que le massacre de cette *« intelligentsia »* et de tous les autres individus talentueux et influents fit baisser de manière spectaculaire le niveau intellectuel moyen de la Russie. Avec leur *« Internationale communiste »* (*Komintern*), ils avaient l'intention de faire subir le même sort à toute l'Europe. L'objectif à long terme du communisme juif international était de détruire les régimes politiques existants dans toute l'Europe et de les remplacer, l'un après l'autre, par des républiques soviétiques sur le modèle russe. Une fois au pouvoir, ils avaient l'intention d'anéantir les « classes possédantes », c'est-à-dire de les tuer, comme ils l'avaient fait en Russie. L'Europe avait toutes les raisons d'être horrifiée à la perspective d'une prise de pouvoir communiste.

C'est à partir de 1918 que le National-Socialisme s'est développé comme contre-mouvement à la révolution bolchevique et, dans une moindre mesure, contre le système parlementaire démocratique dont la République de Weimar était un exemple patent. Ainsi, dans un article du journal du parti national-socialiste *Völkischer Beobachter* (L'Observateur populaire) du 11 mai 1933 – peu de temps après avoir gagné les élections – Hitler écrivait :

« Depuis quatorze ou quinze ans, je répète sans cesse à la nation allemande que je considère qu'il est de mon devoir de détruire le marxisme pour la postérité, et ce n'est pas une phrase creuse, mais un serment solennel que je vais mettre en pratique pour le reste de ma vie. J'ai fait cette profession de foi ; la profession de foi d'un individu et d'une organisation puissante. Je sais maintenant que même si le destin venait à m'éliminer, le combat serait mené jusqu'au bout ; ce mouvement en est la garantie. Il n'est pas question pour nous, que ce combat se termine par un compromis. Nous voyons dans le marxisme l'ennemi de notre peuple et nous l'extirperons et le détruirons sans pitié (…) Nous devons donc combattre jusqu'au bout les habitudes qui, au cours des dix-sept dernières années, se sont infiltrées dans l'âme de la nation allemande et ont causé d'immenses dommages, et qui, si elles n'avaient pas été surmontées, auraient détruit l'Allemagne. Bismarck nous a dit que le libéralisme était le moteur de la social-démocratie. Je n'ai pas besoin de dire ici que la social-démocratie est le moteur du communisme. Et le communisme est le précurseur de la mort ; de la destruction de la patrie et de la débâcle. Nous avons engagé le combat contre lui et nous le combattrons jusqu'à la mort. »

Le National-Socialisme

Le National-Socialisme dans sa forme pleinement aboutie n'est pas seulement le fait d'Adolf Hitler, bien qu'il ait considérablement contribué à son développement. Alors que ses détracteurs (les propagandistes juifs) qualifiaient l'idéologie « nazie » de fantasmes superficiels propres à des psychopathes sectaires, le National-Socialisme était en fait une philosophie sociale cohérente, bien définie, élaborée par des penseurs et universitaires très respectés. Contrairement à l'image actuelle que nous avons de lui, Hitler lui-même était un penseur et un philosophe de premier rang.

Le professeur d'histoire Lawrence Birken, de la Ball State University en Indiana, affirme qu'Adolf Hitler fut – d'entre tous les hommes d'État de l'histoire – celui qui méritait le plus d'être qualifié de philosophe :

« Hitler avait le don de présenter son message sous une forme attrayante et accessible. Ainsi, la caractéristique la plus séduisante de l'idéologie de Hitler était-elle son optimisme. Ce n'était pas tant son humeur que son message qui étaient porteurs d'un enthousiasme contagieux. C'était un messie séculier annonçant la 'Bonne Nouvelle' dans sa version germanique. La possibilité d'une réconciliation de classe ; le projet d'un renouveau national ; l'identification d'un ennemi universel dont l'élimination marquerait le début du millénaire ; autant de choses qui faisaient vibrer

son public dans son tréfonds. Hitler parlait la langue des philosophes (des Lumières), une langue qui avait presque disparu des couches raréfiées de la grande intelligentsia. »

Les racines intellectuelles du National-Socialisme sont nées des idées philosophiques de divers écrivains et penseurs populaires du XIX[e] et du début du XX[e] siècle, notamment :

La théorie de Friedrich Nietzsche sur la *« volonté de puissance »,* dont les composantes étaient l'accomplissement, l'ambition et la volonté d'atteindre la position la plus élevée possible dans la vie. Nietzsche croyait que la *« volonté de puissance »* était la plus importante force motrice chez l'homme.

La théorie raciste d'Arthur de Gobineau sur la *« race des maîtres aryens ».* Gobineau était un aristocrate ; un romancier ; et un érudit français, connu pour avoir développé la théorie raciste de la race des maîtres aryens dans son livre *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1855). Gobineau croyait que la race blanche était supérieure aux autres races, comme en témoignent ses réalisations dans le développement d'une culture civilisée et le maintien du gouvernement, de la loi et de l'ordre. Il croyait que le mélange racial conduirait à la dégénérescence et au chaos. Le point de vue de Gobineau était tout à fait courant à l'époque. Il était généralement partagé par l'ensemble de la race blanche.

Houston Stewart Chamberlain était un écrivain allemand d'origine anglaise connu essentiellement comme l'un des pères européens du racisme et dont les essais traitent principalement de philosophie politique et de sciences naturelles. Chamberlain soutenait généralement les idées de Gobineau sur la supériorité de la race aryenne et fut aussi un défenseur de la pureté raciale. Il croyait que les peuples teutoniques avaient profondément influencé la civilisation occidentale, mais que d'autres peuples européens l'avaient également fait. Il n'incluait pas seulement les Allemands, mais aussi les Celtes, les Slaves, les Grecs, les Latins et même les Berbères d'Afrique du Nord dans la *« race aryenne ».*

« La foi en la destinée » de Richard Wagner. Wagner, un ami de Nietzsche, a développé l'idée que le peuple allemand devrait avoir foi en sa destinée de grandeur. Il voyait aussi le juif comme un parasite des

populations hôtes parmi lesquelles il vivait et l'ennemi naturel de l'Allemagne.

La théorie de Gregor Johann Mendel (ou lois de Mendel) sur l'hérédité. Mendel était un botaniste autrichien et un moine de l'ordre des augustins communément reconnu comme le père fondateur de la génétique. Il a démontré que l'hérédité de certains caractères chez les plants de pois suit des schémas particuliers. Il a développé les lois des « caractères héréditaires » en expérimentant sur les plantes, qui furent ensuite extrapolées à l'être humain.

Alfred Ploetz et Lothrop Stoddard étaient tous deux partisans du darwinisme social, qui conduisit au développement de la science de l'eugénisme, ou encore de la purification raciale. L'eugénisme fut largement populaire dans les premières décennies du XX^{e} siècle, tant aux États-Unis qu'en Europe. Le premier Congrès international d'eugénique tenu à Londres en juillet 1912 fut soutenu, entre autres, par de nombreuses personnalités, dont son président Leonard Darwin, fils de Charles Darwin ; le vice-président honoraire Winston Churchill et encore Alexander Graham Bell.

Le général allemand Karl Haushofer (également géographe et géopoliticien), qui prônait le *Lebensraum* comme solution à la surpopulation de l'Allemagne.[33]

D'autres contributions à l'idéologie nationale-socialiste comprenaient les idées de Machiavel, Fichte, Treitschke et Spengler.

Cette idéologie comprenait les points fondamentaux suivants :

- Nationalisme ;
- Antijudaïsme ;
- Anticommunisme ; et
- Militarisme.

[33] Les Britanniques, qui durent, eux aussi, faire face à un problème de surpopulation, ont réglé celui-ci par leur propre version de « l'espace vital » grâce à une émigration de grande ampleur de leur population d'origine vers leurs colonies.

Les juifs étaient considérés comme racialement étrangers à l'Europe et comme la source de la plupart des problèmes qui frappaient cette dernière ; ils étaient en particulier la force motrice de la révolution communiste. Hitler appela à la défense du « Sang et du Sol » [« Blut und Boden »] du peuple allemand par l'expulsion des juifs, en limitant l'immigration aux personnes de sang allemand, et en maintenant une armée puissante. Le National-Socialisme mettait l'accent sur le concept du *Volk* (le peuple en tant que race nationale), qui exigeait la subordination de l'individu à la « communauté », ainsi que la « foi dans le chef (*Führerprinzip*) ». Hitler croyait que l'Allemagne, en tant que plus grand et plus puissant État-nation d'Europe continentale, devait prendre la tête d'une Europe économiquement unie (semblable à l'Union européenne actuelle, qui – soit dit en passant – est dirigée par l'Allemagne). Le National-Socialisme mettait l'accent sur la communauté nationale allemande et glorifiait la camaraderie entre combattants perçus comme défenseurs de la nation allemande. Le mouvement national-socialiste attira comme un aimant les écœurés de ce chaos qui était la marque de la République de Weimar.

Bien qu'il soit sans cesse fustigé comme *« le raciste le plus notoire du XX^e^ siècle »*, les opinions du Chancelier allemand sur les questions raciales étaient parfaitement en accord avec la pensée européenne dominante du XIX^e^ siècle et du début du XX^e^ siècle. Loin d'être aberrantes ou étranges, ses opinions sur la race étaient conformes à celles des plus éminents européens des décennies précédant la Seconde Guerre mondiale : comme Woodrow Wilson ou Winston Churchill, pour n'en citer que deux ; hypothèse qui relevait de la pure manœuvre d'intoxication.

Alfred Rosenberg.

Contrairement à la croyance populaire, Hitler n'a jamais préconisé de programme d'élevage d'une race blonde homogène « hyper-aryenne ». Il admettait parfaitement la réalité selon laquelle la population allemande était composée de plusieurs groupes clairement différenciés sur le plan racial et il mettait plutôt l'accent sur l'unité nationale et sociale. Selon lui, un certain degré de variété raciale était souhaitable et trop de mélanges ou

de pureté raciaux ne pouvaient qu'être dommageables parce qu'ils conduiraient à une homogénéité ; et donc à l'élimination des caractères génétiques aussi bien supérieurs qu'inférieurs.

L'œuvre la plus influente pour le National-Socialisme, après le *Mein Kampf* d'Adolf Hitler, fut le *Mythe du XX^e siècle* d'Alfred Rosenberg (1935). Rosenberg, un diplômé d'architecture, était l'un des principaux idéologues du NSDAP et le rédacteur en chef du journal *Völkisher Beobachter*. Il pensait que chaque peuple, chaque culture et chaque nation avait ses propres croyances, ou un « mythe » national, et que si ce mythe venait un jour à mourir, la nation mourrait aussi.[34] Selon lui, le « mythe » national allemand était en danger de mort. Il s'était donc donné pour mission de le ressusciter.

Rosenberg faisait la distinction entre la « nation » (ou « Volk », peuple) et l'État. La nation, c'était le peuple ; l'État c'était l'appareil gouvernemental. Ainsi, écrivait-il :

« De nos jours, l'État n'est plus une idole indépendante, devant laquelle tout doit s'incliner ; l'État n'est même pas une fin, mais seulement un moyen de préserver le peuple (…) Les formes de l'État changent, les lois passent, mais le peuple demeure. Il s'ensuit que la nation est l'Alpha et l'Oméga, celle à laquelle tout le reste doit être subordonné.

Aucun peuple d'Europe n'est racialement homogène ; l'Allemagne pas plus qu'un autre. D'après les plus récentes recherches, nous admettons cinq races, qui présentent des types visiblement différents. Mais il est indiscutable que c'est principalement la race nordique qui a créé, en Europe, une véritable culture. C'est de son sang que sont sortis les grands héros, les artistes, les fondateurs d'État ; ils ont bâti les solides châteaux-forts et les cathédrales sacrées ; c'est le sang nordique qui a engendré le texte et la musique des plus grandes œuvres musicales que nous vénérons. Ce fut en premier lieu la vie allemande que ce précieux sang organisa. Même les milieux où il n'est présent, à l'état pur, que dans une très faible proportion lui doivent l'essentiel. L'Allemand est nordique et il a influencé les races dinariques de l'Ouest et baltiques de l'Est en créant leur type et leur culture. Même un caractère essentiellement dinarique a souvent été formé intérieurement selon les normes nordiques. ***Insister sur la race nordique ne signifie aucunement semer la 'haine***

[34] De nombreuses comparaisons peuvent être faites entre la période de la fin de la République de Weimar et l'Amérique d'aujourd'hui. Le mythe américain, fondé sur la foi chrétienne et les idéaux des pères fondateurs, est en butte aujourd'hui à des attaques constantes et il fait quotidiennement l'objet de corruptions.

raciale' en Allemagne, mais au contraire reconnaître un puissant lien de sang à l'intérieur de notre peuple.[35]

Sans ce ciment que notre histoire a formé, jamais l'Allemagne ne serait devenue un empire, jamais la poésie germanique n'aurait vu le jour, jamais l'idée d'honneur n'aurait dominé et ennobli le droit et la vie. Le jour où le sang nordique se sera complètement tari, l'Allemagne tombera en décadence et sombrera dans le chaos. Les nombreuses forces travaillant consciemment dans ce sens ont déjà été exposées. Les États européens ont tous été fondés et défendus par des Nordiques. (…) Pour défendre l'Europe, il faut, en premier lieu, ranimer les foyers nordiques, les renforcer, c'est-à-dire l'Allemagne, la Scandinavie avec la Finlande et l'Angleterre. (…)

La solution de l'avenir n'est ni une 'Europe centrale' dépourvue de races et de peuples, comme le proclamait un Naumann, ni une Pan-Europe franco-juive, mais une Europe nordique avec un noyau allemand. L'Allemagne, État racial et national, doit être la puissance centrale du continent, la protectrice du Sud et du Sud-Est ; les États scandinaves, avec la Finlande, doivent constituer un second foyer pour la sécurité du Nord-Est, et la Grande Bretagne doit protéger l'Ouest et l'outre-mer partout où le réclame l'intérêt de l'homme nordique. »[36]

Il est clair, d'après les écrits de Rosenberg, que les Allemands, Hitler compris, ne se sont jamais considérés comme une « race supérieure », et ne se sont jamais désignés comme tels. Cette accusation n'était rien d'autre que de la propagande juive. L'attitude des Britanniques à cet égard était identique à celle des Allemands. Les Britanniques, qui étaient tout aussi nationalistes que les Allemands, se considéraient également comme faisant partie d'une race supérieure. De plus, les Allemands et les Britanniques ont ouvertement admis que la Grande-Bretagne et l'Allemagne, appartenaient à la même race et étaient du même sang. Pourtant, Rosenberg fut pendu à l'issue du premier procès de Nuremberg en raison de ses opinions, telles qu'exprimées ci-dessus.

Planification par les juifs de l'utopie marxiste

Cependant que Hitler et les Nationaux-Socialistes se consacraient totalement au processus de renaissance de l'Allemagne sur la base du mythe national d'un peuple allemand qu'ils percevaient comme le fondement de la civilisation chrétienne occidentale ; les juifs, en Russie,

[35] Souligné par l'auteur.

[36] [NdT : nous avons jugé utile ici de donner la citation dans son intégralité.]

s'appliquaient à anéantir la traditionnelle culture chrétienne du pays. En fait, partout où les communistes, menés par des juifs, tentaient de s'emparer d'un pays, l'éradication de l'Église chrétienne était de règle en tant qu'une des premières priorités de leur programme. Ainsi, rassemblèrent-ils les prêtres, les religieuses et les moines par milliers et les fusillèrent-ils, puis ils incendièrent les églises et les cathédrales. Il n'est donc pas surprenant que le Führer et le NSDAP aient considéré les communistes juifs comme les destructeurs de la culture chrétienne occidentale et qu'ils se soient consacrés à la lutte contre le communisme jusqu'à son annihilation.

Le « communisme » dont rêvaient ces juifs marxistes qui contrôlaient maintenant la Russie et qu'ils avaient l'intention d'imposer à cette dernière – et si possible au reste du monde – était un système purement théorique (et qui n'avait pas fait ses preuves) imaginé par Karl Marx, dans lequel l'ensemble de la société, de l'économie et de la politique seraient réunies en un système parfait, sans classes, sans culture, sans gouvernement, basé sur une mise en commun de tous les moyens de production (sous la haute main du gouvernement), et une totale égalité sociale et économique. En fin de compte, ce système fonctionnerait de façon autonome sans qu'un gouvernement fût nécessaire. Deux juifs ; Karl Marx et Friedrich Engels, avaient rédigé le *Manifeste du parti communiste* dans le but de provoquer de violentes révolutions partout et d'ainsi réaliser leur utopie. La théorie marxiste appelait au renversement de la bourgeoisie, suivi d'une phase préliminaire au socialisme, connue en tant que *« dictature du prolétariat »*. Le communisme proprement dit ; but ultime du socialisme marxiste ; suivrait alors, et serait l'état idéalement « apatride » dans lequel une société non gouvernée et sans classe vivrait dans un parfait équilibre.

Ce qui est remarquable à propos de cette idéologie ; si on l'observe de notre point de vue actuel, ou à n'importe quel autre moment d'ailleurs ; c'est qu'elle était si clairement et si manifestement stupide que cela nous laisse sans voix d'imaginer que des gens intelligents et instruits aient pu y croire. Mais la croyance au communisme ne se limitait pas à ces soi-disant « intellectuels ». Le communisme marxiste devint la religion laïque juive. Le communisme était une invention juive, tout naturellement issue de la culture juive collectiviste acceptée dans une certaine mesure par la quasi-totalité des juifs dans le monde. Évidemment, il y avait aussi des adeptes non-juifs, mais le communisme était un mouvement juif, créé par des juifs, dirigé par des juifs et propagé par des juifs.

Cette idéologie était viciée en ce sens qu'elle allait au rebours de la nature humaine. C'était aussi une insulte au bon sens. Le comportement humain de base n'est pas en adéquation avec le communisme. Pourtant, Lénine, Trotski et tous les autres penseurs et dirigeants juifs marxistes de la révolution étaient convaincus que celle-ci pouvait être mise en place. Selon eux, il suffisait d'exterminer la bourgeoisie (à leurs yeux, la bourgeoisie était un terme générique englobant tous ceux qui étaient au-dessus du paysan et du prolétariat, ou de la classe ouvrière). Quant à la mise en œuvre effective du communisme, ils n'ont jamais dépassé le stade du « socialisme » ou de la dictature d'une élite juive. Même l'étape intermédiaire d'une « dictature du prolétariat » n'est jamais advenue.

Toutefois ; et bien qu'ils se considérassent comme le peuple élu de Dieu – et donc supérieurs aux non-juifs parmi lesquels ils vivaient – les juifs, au cours des siècles, ont longtemps été tenus à l'écart voire même expulsés par les non-juifs. C'est pour cette raison, entre autres, qu'ils nourrissaient un sentiment intense et brûlant d'injustice et de ressentiment contre les non-juifs de toutes classes, mais en particulier contre la bourgeoisie qui les avait dominés. Ils méprisaient aussi les paysans russes ignorants, superstitieux, profondément religieux, qui le leur rendaient bien, et qui avaient mené de nombreux pogroms contre eux. Mais une fois aux commandes de l'État, les juifs traitèrent les Russes de souche comme un peuple conquis, sur lequel ils avaient l'intention de prendre leur revanche. La vengeance est un impératif fondamental de la culture juive. *« Tu tues mon cousin, je tue ton cousin ! »*

Leur but était de transformer la Russie en l'utopie marxiste dont ils rêvaient depuis longtemps. Ces juifs à l'idéologie bolchevique considéraient la vaste population de paysans et de prolétaires russes comme une masse malléable et inculte qui pouvait être transformée en un « Nouvel homme soviétique » (« homo sovieticus »), à travers lequel ils pourraient réaliser leur rêve d'un « paradis terrestre » communiste, à condition, évidemment, que les porteurs de la culture russe traditionnelle – la monarchie, l'aristocratie, les intellectuels, l'Église orthodoxe (collectivement, la bourgeoisie) aient disparu. Les juifs n'étaient pas des Russes, mais un peuple apatride qui ne ressentait ni parenté ni compassion pour ces derniers dont ils voulaient la mort. Ils n'étaient que haine.

Afin de créer cette utopie russe, leur première tâche consistait en la destruction de la culture existante, y compris le christianisme. À cette fin, les juifs bolcheviques déclenchèrent le plus grand bain de sang de l'histoire, éclipsant tout ce que les Mongols avaient jamais commis et qui

était mille fois pire que les actes des tristement célèbres « nazis ». Ce texte du chef de l'Internationale communiste Grigori Zinoviev (né Hirsch Apfelbaum) paru dans la *Krasnaya Gazeta* de Moscou, le 1er septembre 1918, illustre parfaitement l'esprit sanguinaire de ces juifs bolcheviques :

« Nous rendrons nos cœurs cruels, durs et inflexibles, afin qu'aucune miséricorde n'y pénètre, et qu'ils ne tremblent pas à la vue d'une mer de sang ennemi. Nous ouvrirons les digues de cette mer. Sans pitié, sans ménagement, nous tuerons nos ennemis par centaines. Qu'ils soient des milliers, qu'ils se noient dans leur propre sang ! Et pour le sang de Lénine [qui échappa à la mort en 1918] et Ouritski [assassiné en 1918], Zinoviev [qui échappa à la mort en 1919] et Volodarski [assassiné en 1918], que le sang des bourgeois coule à flots - encore plus de sang ! Le plus possible. »

Ces juifs bolcheviques ont assassiné plus de 40 millions de chrétiens russes. Mais nous n'en connaîtrons jamais le nombre exact. Ce fut si horrible que les classes dirigeantes traditionnelles du reste de l'Europe furent terrifiées, car la possibilité que la même chose se produise dans leur propre pays était bien réelle. C'était particulièrement vrai pour l'Allemagne, bouleversée par la perte de la guerre, mais aussi qui abritait le plus grand parti communiste, juif à 78 %, hors la Russie. Faut-il s'étonner que Hitler et les Nationaux-Socialistes aient vu dans les juifs et le communisme l'ennemi mortel de l'Allemagne et de la civilisation chrétienne occidentale ?

Ce qui est étonnant, c'est que ni la Grande-Bretagne ni les États-Unis ne l'aient vu. Mais en s'alliant avec l'Union soviétique anti-chrétienne, athée et communiste, dirigée par des juifs, afin de détruire l'Allemagne chrétienne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis portent le fardeau de la responsabilité du déclin de la civilisation occidentale après la Seconde Guerre mondiale.

Chapitre 11

Les juifs déclarent la guerre à l'Allemagne

L'élection de Hitler au poste de Chancelier déclencha l'alarme dans toute la communauté juive internationale parce qu'il menaçait de mettre fin à l'influence dominante juive dans les affaires allemandes.

À l'époque, comme aujourd'hui, la diaspora juive représentait le bloc commercial et politique le plus puissant du monde. Les juifs dominaient la presse internationale et donc l'opinion publique, la banque et la finance, et bien sûr aussi l'industrie. Ils étaient les principaux bailleurs de fonds pour assurer les élections des politiciens, ce qui leur donnait un levier de contrôle sur ces derniers, et, par conséquent, sur les gouvernements. Ainsi, l'arrivée au pouvoir du nouveau Chancelier annonçait de probables interférences et des perturbations dans le système commercial et politique mondial dominé par la juiverie internationale. Au moment où Hitler et le NSDAP s'installaient à la Chancellerie ; en Russie, les juifs avaient totalement pris le contrôle du gouvernement. De plus, ils occupaient une position influente aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France ; et ils dominaient pratiquement toutes les institutions en Allemagne. Ainsi, comme le voulait Hitler, l'exclusion des juifs de la vie économique et politique de l'Allemagne signifiait-elle une rupture dans la cohésion du système mondial contrôlé jusque-là par eux.

De plus, Hitler était le seul à se dresser contre ce raz-de-marée communiste qui menaçait de balayer toute l'Europe. Depuis leur prise de contrôle de la Russie, les communistes juifs étaient à l'origine de tous les troubles sociaux à travers l'Occident, y compris en Europe de l'Est, en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Espagne et même aux États-Unis[37]. L'Allemagne seule fut en mesure de repousser et de barrer la route à ce flot de subversion et d'insurrections. L'élection de Hitler constitua une menace immédiate pour le pouvoir juif international qui organisa rapidement une guerre économique contre l'Allemagne dans une tentative de mettre à genoux l'État national-socialiste.

[37] Pour rappel, le communisme fut introduit aux États-Unis par la vague d'immigrants juifs venus d'Europe de l'Est qui déferla sur ce pays au début du XX^{e} siècle.

Adolf Hitler est nommé Chancelier.

Sitôt entré en politique, Hitler s'était ouvertement élevé contre le pouvoir des juifs en Allemagne, et il avait remporté les élections en grande partie par sa promesse de mettre fin à leur emprise. Il avait très clairement exposé son intention d'imposer des limites à leur pouvoir aussitôt que possible. Cependant, la communauté juive internationale avait anticipé ces mesures.

Bernard Lecache, président de la Ligue internationale contre l'antisémitisme, déclarait à l'époque :

« L'Allemagne est notre plus dangereux adversaire. Nous avons l'intention de lui déclarer une guerre sans merci. »

Hans Grimm, célèbre écrivain allemand, rapporte ainsi les propos tenus par un juif australien de renom qui déclara à un amiral allemand en visite :

« Herr Admiral, vous avez entendu dire que le Président Hindenburg a confié le poste de Chancelier du Reich au National-Socialiste Hitler sur la base des résultats des dernières élections au Reichstag ? Herr Admiral, je vous donne ma parole, vous vous en souviendrez plus tard ! Nous, les juifs, ferons tout pour effacer cet évènement de l'histoire. »

Les juifs n'étaient pas prêts à tolérer ce parvenu sans ferme opposition de leur part. On dit que la plume est plus puissante que l'épée et que les juifs étaient passés maîtres dans l'art de la manier pour coucher la parole sur le papier.

Ainsi, les juifs ne mènent-ils pas leurs guerres avec des armées (du moins, pas avec les leurs) mais par la propagande et le contrôle des mouvements de capitaux ; par le jeu des médias ; ainsi que par les systèmes bancaires et monétaires européens et américains. Ils lancent des boycotts pour détruire les entreprises des pays ciblés ; sapant leurs économies par des manipulations financières et le refus de prêts dont aucune économie ne peut se passer ; et enfin, ils manipulent et aiguillonnent les opinions mondiales contre ces pays. Par le contrôle qu'ils exercent sur les politiciens, ils parviennent à monter les nations les unes contre les autres, puis à utiliser les armées de ces dernières afin qu'elles mènent leurs batailles.[38] Puis, ces profiteurs de guerre n'ont plus qu'à récolter les énormes bénéfices que leur procurent leurs activités dans tous les camps.[39]

La campagne de propagande antihitlérienne fut mise en branle en 1921, sitôt que le discours des *25 Points* eut été prononcé par Adolf Hitler. Cette campagne s'intensifia en 1925 dès la publication de *Mein*

[38] [NdT : lire *Les guerres de survie juives* d'Arnold Leese.]

[39] C'est ce qui se passe aujourd'hui, alors que les Israéliens et leur cinquième colonne américaine (les néoconservateurs juifs et les chrétiens sionistes) utilisent la puissance militaire américaine afin de mener leurs guerres au Moyen-Orient.

Kampf. Puis, la nomination de Hitler en tant que Chancelier en 1933 fit basculer ces attaques en mode hystérique.

Hitler, comme tous les dirigeants nationaux-socialistes en général, devint dès lors la cible d'une campagne de diffamation virulente. Dans la presse juive, les « nazis » étaient caractérisés comme des gens sans instruction, des plébéiens et des brutes. Aucune calomnie n'était trop excessive contre ces derniers. Ainsi, Hitler n'était-il rien d'autre qu'un peintre en bâtiment, un « bouffeur » de tapis, hurlant à la lune quand il n'était pas pris d'agitation excessive ou de quelque autre crise d'hystérie. On fit courir le bruit qu'il n'avait qu'un seul testicule et qu'il nourrissait secrètement des penchants d'invertis.

De Göring il fut dit qu'il était un jouisseur drogué et qu'il portait des sous-vêtements féminins en soie. Le ministre des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop fut dépeint comme un imposteur ; un modeste représentant en vins, dont la particule était usurpée. Heinrich Himmler, quant à lui, avait été éleveur de poulets et Joseph Gœbbels avait inventé son diplôme de doctorat. Pas un des hauts fonctionnaires nationaux-socialistes n'échappa à cette campagne de calomnies.

En réalité, Hermann Göring était né dans une famille riche et aristocratique et avait bénéficié d'une excellente éducation. Parmi les membres de sa famille figuraient le comte Ferdinand von Zeppelin, ingénieur et fondateur des sociétés Zeppelin et l'inventeur des dirigeables du même nom ; la famille Merck, propriétaire du groupe pharmaceutique ; et la baronne Gertrude von Le Fort, pour n'en nommer que quelques-uns. As de l'aviation pendant la Grande guerre ; il était récipiendaire de la *Croix de chevalier « Pour le Mérite »* (le *« Blau Max »*), et avait été l'ultime commandant de l'escadrille de l'as des as Manfred von Richthofen, après que le *Baron rouge* eût été descendu. Göring était aussi un collectionneur d'œuvres d'art et un amateur de grande musique.

Joachim von Ribbentrop, fils d'un officier de l'Armée allemande, était également très instruit ; il parlait couramment le français et l'anglais et, officier lui-même, il avait reçu la *Croix de Fer* de première classe pendant la Grande guerre. Après la guerre, il avait épousé la fille d'un riche producteur de champagne dont il était devenu l'associé, ce qui avait fait de lui un homme riche. Il avait fondé ensuite sa propre compagnie, *Import und Export großer Marken* ce qui avait considérablement accru sa fortune. Au dire de tous, c'était un homme de goût très raffiné.

Joseph Gœbbels était titulaire d'un doctorat de l'Université de Heidelberg. Il avait étudié l'histoire de la philosophie ; l'art et la

littérature ; et avait la réputation d'être un homme particulièrement brillant. Il avait travaillé comme journaliste avant de se lancer en politique.

Rudolf Heβ était le fils d'un homme d'affaires allemand prospère établi à Alexandrie. Il avait fait ses études à la Haute école de commerce de Neuchâtel en Suisse. Il avait été lieutenant et pilote à la fin de la Grande guerre. Après la guerre, il avait étudié les sciences politiques, l'histoire, l'économie et la géopolitique à l'Université de Munich. Il est considéré comme le co-auteur de *Mein Kampf*.

Heinrich Himmler avait obtenu un diplôme en agronomie à l'Université de Munich et avait été éleveur de poules avant d'entrer en politique, un cas très semblable à celui de Jimmy Carter qui avait été un grand producteur d'arachides.

Reinhard Heydrich venait d'une famille de la bourgeoisie aisée ; officier de marine diplômé, il avait servi dans la Reichsmarine. C'était un violoniste talentueux, doublé d'un champion d'escrime et de natation[40].

Hjalmar Schacht était un économiste et il était le directeur de la Banque nationale allemande sous Hitler. Albert Speer était architecte et venait aussi d'une famille de la haute bourgeoise.

Ernst Hanfstaengl, ancien de Harvard ; était un membre du cercle d'intimes du Chancelier.

Baldur von Schirach était un aristocrate, doublé d'un poète qui contribuait régulièrement à des revues littéraires.

Hans Frank était un avocat qui avait commencé sa carrière politique au nombre des premiers membres du parti des travailleurs allemands et qui était devenu le conseiller juridique privé de Hitler.

Alfred Rosenberg était né en Estonie, son père était un riche marchand allemand de la Baltique. Rosenberg avait étudié l'architecture à l'Institut polytechnique de Riga et l'ingénierie à l'École impériale technique de Moscou et il avait obtenu son doctorat en 1917. En 1918, il avait immigré en Allemagne. Il était devenu le rédacteur en chef du journal du parti le *Völkischer Beobachter* (L'Observateur du peuple). Comme Ribbentrop, il parlait couramment plusieurs langues.

L'assertion selon laquelle le gouvernement du III^{e} Reich était composé de plébéiens ignorants et brutaux était tout simplement fausse. En réalité, la plupart d'entre eux étaient instruits, cultivés et très

[40] [NdT : c'était aussi un pilote de guerre qui n'hésitait pas à aller faire le coup de feu au-dessus des lignes russes jusqu'à ce qu'il soit interdit de vol par Hitler.]

compétents. Mais tout cela importait peu aux yeux des calomniateurs juifs. Ce qu'ils voulaient, c'était discréditer Hitler et les Nationaux-Socialistes, et c'est ce qu'ils firent comme toujours en usant de mensonges, de demi-vérités et de distorsions. Comparez, par exemple, les dirigeants nationaux-socialistes à Harry Truman, qui n'avait jamais mis les pieds dans une université et qui avait été un petit vendeur de cravates avant d'entrer en politique ; plutôt médiocre face à un sympathique marchand de Champagne, multilingue et riche tel que Ribbentrop. Curieusement, la presse juive ne trouva rien à redire aux origines modestes d'un Truman...

Les évènements qui survenaient dans l'Allemagne hitlérienne étaient délibérément déformés dans la presse juive. Les moindres choses prenaient des proportions gigantesques. Toutes les rumeurs de mesures ou d'attaques dirigées contre les juifs étaient claironnées de façon hystérique et étaient accompagnées de rumeurs d'exterminations massives en préparation. Toute rumeur scabreuse touchant à un « nazi » était colportée en tant que fait avéré ; entretenue par ces fameux « témoins oculaires »[41] et mise au bénéfice d'une vaste diffusion.

Cette campagne de propagande contre le régime hitlérien n'était pas sans rappeler la fausse campagne de propagande rocambolesque menée contre l'Allemagne durant la Grande Guerre, où il était allégué que ses soldats allemands avaient lardé des bébés de coups de baïonnettes ; sectionné les mains de garçons et violé des jeunes filles ; et qui s'était révélée, après guerre, comme une pure invention pour susciter la haine de l'ennemi.

Les dirigeants nationaux-socialistes indignés, réfutèrent les calomnies et les mensonges propagés dans les médias juifs, publiant même des protestations officielles, mais celles-ci demeurèrent lettres mortes. Le succès de cette campagne de propagande antinazie fut le résultat direct du contrôle exercé par les juifs sur les grands médias dans l'ensemble du monde occidental. L'Allemagne n'ayant aucun moyen de contrer les calomnies dont elle faisait l'objet, celles-ci furent considérées comme crédibles. Non seulement les esprits, en particulier en Grande-Bretagne et aux États-Unis, avaient été conditionnés à haïr les Nationaux-Socialistes et l'Allemagne, mais même de hauts fonctionnaires, normalement moins vulnérables, étaient tombés dans le piège et étaient devenus de féroces ennemis des Nationaux-Socialistes.

[41] « Témoins oculaires » qui allaient par la suite servir de support moral et émotif aux revendications holocaustiques en dépit de l'inexistence de la moindre preuve matérielle.

Le Président Roosevelt lui-même était devenu l'un des plus virulents ennemis des Allemands. Il faisait souvent des remarques offensantes et désobligeantes en public au sujet de Hitler ainsi qu'envers d'autres personnalités du gouvernement allemand, rendant impossibles toutes relations diplomatiques amicales entre l'Allemagne et les États-Unis. L'antigermanisme violent de Roosevelt tient probablement au fait qu'il était entouré de conseillers juifs, eux-mêmes antiallemands, tels que Henry Morgenthau ; Bernard Baruch ; et Felix Frankfurter. Voici ce que disait l'historien Arthur M. Schlesinger, Jr. (lui-même juif) à propos du président Roosevelt :

« Aucun président n'avait nommé autant de juifs dans la fonction publique. Aucun président ne s'était entouré d'autant de conseillers juifs. Aucun président n'avait condamné l'antisémitisme avec autant d'éloquence et de persistance. Les juifs étaient alors pour la plupart des libéraux, et F.D.R. allait être élu pour quatre mandats successifs et une très grande majorité des leurs allaient voter pour lui. »

Roosevelt en marionnette maçonnique des juifs.

En plus de leur campagne de propagande antiallemande qui commença immédiatement après l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes, les dirigeants juifs organisèrent des manifestations antinazies de masse, non pas en Allemagne, mais dans les villes d'Europe et de Grande-Bretagne, et surtout aux États-Unis. Le 12 mars 1933, onze jours avant l'adoption d'une loi qui donnait les pleins pouvoirs à Hitler, et ceci, sans qu'aucune mesure de quelque nature que ce soit n'ait été prise contre les juifs en Allemagne, le Congrès juif américain informa qu'une manifestation antinazie massive aurait lieu le 27 mars au Madison Square Garden de New York. Le président des anciens combattants juifs appela au boycott américain des biens allemands. Le 23 mars, un rassemblement de protestation réunissant quelque 20 000 juifs eut lieu devant l'hôtel de ville de New York. Des rassemblements eurent également lieu à proximité des compagnies maritimes Norddeutscher

Lloyd et Hamburg Amerika, et des boycotts furent lancés contre les marchandises allemandes dans l'ensemble des magasins et des entreprises de la ville. Jusque-là, en Allemagne, on n'avait touché à un seul cheveu d'un juif. Toute cette activité hystérique antiallemande de la part des juifs n'avait pour seule motivation que d'*« anticiper »* sur les agissements *« éventuels »* des « nazis ».

Le 24 mars 1933, un jour après la nomination de Hitler en tant que Chancelier, le *Daily Express* de Londres fit sa Une avec les lignes suivantes : *« La Judée déclare la guerre à l'Allemagne – Mobilisation des juifs du monde entier – Boycott des biens allemands – Manifestations de masse dans plusieurs quartiers ».* (Voir ci-dessous.)

L'article faisait état d'un projet de *« guerre sainte »* contre l'Allemagne et exhortait les juifs du monde entier à boycotter les biens allemands et à participer à des manifestations de masse contre les intérêts économiques allemands. Selon le *Daily Express* :

« L'ensemble du peuple d'Israël où que ce soit dans le monde s'unit pour déclarer une guerre économique et financière à l'Allemagne. L'apparition soudaine du

Daily Express

NO. 10,956. FRIDAY, MARCH 24, 1933. ONE PENNY.

JUDEA DECLARES WAR ON GERMANY

Jews Of All The World Unite In Action

BOYCOTT OF GERMAN GOODS

MASS DEMONSTRATIONS IN MANY DISTRICTS

DRAMATIC ACTION

HIGHER WAGES FOR STEEL WORKERS

AN INCREASE OF THREE SHILLINGS A WEEK

BRIGHT SPOT IN A BLACK TOWN

MR. MacDONALD EXPLAINS HIS TOUR

"PEACE CAN BE KEPT IN EUROPE"

New "Sweep" Bill In The Dail

MR. DE VALERA AND STATE CONTROL

SECRET MEASURE

OFFICER'S DAYS OF LOVE IN BERLIN

CUTS THAT KILL

MONEY SPENT WOULD START THIS TOWN AGAIN

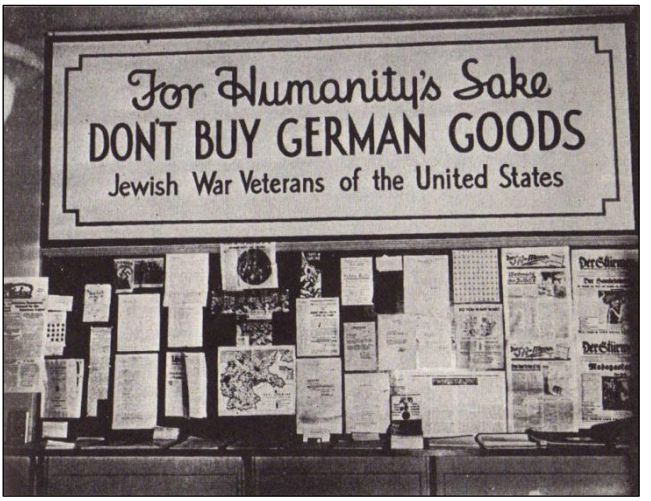
GOLDEN HOPES

LATE NEWS

Première page du Daily Express*, Londres, 24 mars 1933.*

Swastika comme symbole de la nouvelle Allemagne a ravivé l'ancien symbole de guerre de Judas. Quatorze millions de juifs dispersés à travers le globe s'unissent comme un seul homme, afin de déclarer la guerre aux persécuteurs allemands de leurs frères dans la foi. Le grossiste juif quittera sa maison, le banquier sa bourse, le marchand son commerce et le mendiant son humble hutte, pour rejoindre la guerre sainte contre le peuple hitlérien. »

Le *Daily Express* affirmait également que l'Allemagne était *« maintenant confrontée à un boycott international de son commerce, de ses finances et de son industrie. (...) À Londres, New York, Paris, Varsovie, les hommes d'affaires juifs s'unissent pour mener une croisade économique. »* L'article du journal décrivait comment des dirigeants juifs, de concert avec de puissants intérêts



Et toujours la même rengaine. - Il ne s'agit pas des juifs, mais de toute l'« humanité ». On lit : « Pour le bien de l'humanité, n'achetez pas de produits allemands. Signés : les anciens combattants juifs des États-Unis. »

financiers juifs internationaux, avaient lancé un boycott contre l'Allemagne dans le but exprès de paralyser l'économie déjà précaire de l'Allemagne afin de faire tomber le nouveau régime hitlérien.

Le *Daily Herald* de Londres, quant à lui, accordait un entretien à un éminent dirigeant juif qui reconnaissait que : *« Les dirigeants se tiennent en retrait »*, mais le peuple juif *« les pousse à agir »*. Le boycott a déjà coûté des *« centaines de milliers de livres au commerce allemand »*.[42]

[42] Edwin Black, auteur juif, *The Transfer Agreement*, p.34

« À Londres, presque tous les magasins juifs du quartier de Whitechapel arboraient des pancartes refusant l'entrée aux vendeurs allemands et affirmant leur soutien au boycott antinazi. Des adolescents patrouillaient dans les rues en distribuant des prospectus invitant à boycotter les marchandises allemandes... »[43]

Afin de manifester leur soutien au boycott, les juifs participèrent à des rassemblements massifs dans toute la Pologne. De plus, les plus

Appels au boycott à New York et à Londres. Portrait : Stephen Samuel Wise.

grandes organisations commerciales juives de Varsovie adoptèrent des résolutions contraignantes afin d'*« utiliser les moyens de défense les plus radicaux en boycottant les importations allemandes ».*

[43] Edwin Black, auteur juif, *The Transfer Agreement*, pp. 46/47

Après cette spectaculaire déclaration de guerre ; tous les juifs, et en particulier les juifs vivant en Allemagne, auraient dû comprendre qu'une telle provocation entraînerait une réaction de rejet. Cette déclaration de guerre eut pour seul effet d'intensifier l'hostilité du peuple allemand envers les juifs d'Allemagne et d'amener cette dernière à les considérer comme « un ennemi de l'intérieur ».

Les résultats immédiats du boycott furent visibles sur les lignes maritimes allemandes à New York, par exemple, où les commandes d'expédition furent annulées ; ainsi que par l'effondrement des ventes des billets pour les passagers. Le réseautage juif international démontra son efficacité lorsque des mouvements de boycott furent rapidement mis en place en Lituanie ; en France ; aux Pays-Bas ; en Grande-Bretagne ; et en Égypte. En Grande-Bretagne et aux États-Unis, les syndicats contrôlés par les juifs multiplièrent des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : *« Boycottez les marchandises allemandes. »* Plusieurs entreprises annulèrent leurs commandes.

Le Reichsmarschall Hermann Göring.

Les Allemands avaient toutes les raisons d'être inquiets. Aussi, Hermann Göring convoqua-t-il à son bureau les dirigeants des trois principales organisations juives d'Allemagne. Il les accusa d'être responsables de toute cette agitation.

Il leur tint ces propos :

« Si vous ne mettez pas fin immédiatement à ces accusations calomnieuses, je ne pourrais plus me porter garant de la sécurité des juifs allemands ».

Göring voulait qu'ils aillent à Londres et aux États-Unis afin d'y convaincre les dirigeants juifs que rien n'arrivait à leurs compatriotes en Allemagne. En fait, Ernst Wallach, le vice-président de l'organisation juive Central-Verein, se trouvait déjà aux États-Unis pour faire précisément cela mais aussi pour tenter de dissuader le Congrès juif

américain de poursuivre ses activités antiallemandes. Les dirigeants des trois organisations juives allemandes acceptèrent tous de faire ce que Göring leur avait demandé.

Après cette réunion, ces dirigeants juifs mobilisèrent immédiatement leurs organisations pour informer le public britannique et américain que les rapports hystériques sur les mauvais traitements infligés aux juifs en Allemagne étaient faux. Les trois dirigeants juifs allemands se rendirent ensuite à Londres et rencontrèrent Stephen Wise, chef du Congrès juif américain pour le supplier d'annuler la manifestation prévue le 27 mars au Madison Square Garden. Ernst Wallach l'exhorta également à tenter de calmer les esprits dans le cas où il ne parviendrait pas à faire annuler la manifestation.

À cause de cette propagande antinazie hystérique ; Wise ne fut pas en mesure d'annuler le rassemblement. Celui-ci eut bien lieu, le 27 mars 1933 et il attira quelque 40 000 personnes.[44]

Cependant, par un discours conciliant, Wise parvint à calmer le jeu. D'autres rassemblements et marches de protestation furent également organisés par des groupes juifs dans d'autres villes.

Néanmoins, malgré leurs efforts pour contenir l'hystérie antinazie, le boycott annoncé contre l'Allemagne commença à produire l'effet escompté. Deux jours après l'annonce de celui-ci, une organisation appelée *les anciens combattants juifs* produisit des données révélant la perte de 2 millions de dollars[45] attribuable à l'annulation des commandes vers l'Allemagne.

Au lendemain du rassemblement du 27 mars, Hitler ; qui avait déjà menacé de boycotter les magasins juifs dans son pays si cette campagne ne cessait pas ; prononça un discours au cours duquel il ordonna le boycott, une journée durant, des magasins et des biens juifs. Ignoré dans une large mesure par le peuple allemand, celui-ci fut sans effets.

Alors que ce boycott d'une seule journée imposé par Hitler est abondamment relaté dans les livres d'histoire et les articles traitant de cette période ; le boycott juif contre l'Allemagne qui en fut la cause n'est que rarement, voire jamais mentionné. Alors que le boycott des magasins juifs en Allemagne ne dura qu'une seule journée, le boycott juif envers l'Allemagne perdura et s'intensifia dans les années qui suivirent.

---

[44] Le *New York Daily News* titrait : *« 40 000 manifestants protestent bruyamment contre Hitler. »*

[45] En dollars de 1933, soit l'équivalent de 35 millions de dollars d'aujourd'hui.

Peu après, tel qu'il l'avait promis au cours de sa campagne électorale, Hitler initia une série rapide de lois pour limiter le pouvoir et la mainmise des juifs sur l'Allemagne. Le 7 avril, la loi sur la restauration de la fonction publique fut promulguée, limitant les postes aux seuls Allemands de souche. Dans l'Allemagne pré-hitlérienne, les juifs représentaient moins de 1 % de la population, pourtant, ils dominaient le gouvernement de Weimar et occupaient un pourcentage démesuré de postes dans la fonction publique. Sous le nouveau régime national-socialiste, tous les juifs qui occupaient ces postes furent licenciés ou forcés à prendre leur retraite. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, cette minuscule minorité juive était également surreprésentée au sein des professions libérales.

Le 22 avril, une loi fut promulguée pour réduire le nombre de juifs dans les professions libérales à un pourcentage proche de leur proportion dans la population. Cette loi interdisait aux juifs d'exercer la profession d'avocat spécialisé dans les brevets et d'occuper les postes de médecins dans les programmes d'assurance gérés par l'État. Ils étaient toujours autorisés à pratiquer, mais pas dans des postes agréés par le gouvernement.

Le 25 avril, une loi limitant le nombre d'enfants juifs autorisés à s'inscrire dans les établissements d'enseignement supérieur fut promulguée. Cette loi était en proportion avec leur nombre dans la population.

Le 10 mai 1933, des étudiants allemands se rassemblèrent à Berlin et dans d'autres villes allemandes afin de brûler des livres[46] qui contenaient des thèmes subversifs, obscènes ou non allemands, surtout ceux d'écrivains juifs. Le ministre de la Propagande, Joseph Gœbbels, déclara :

« Brûler en public des livres d'auteurs tels que Heinrich Mann, Stefan Zweig, Freud, Zola, Proust, Gide, Helen Keller et H.G. Wells permet à l'âme du peuple allemand de s'exprimer à nouveau. Ces flammes n'illuminent pas seulement l'acte final d'une ère révolue ; elles éclairent aussi la nouvelle. »[47]

[46] [NdT : contrairement à la propagande moderne, les Nationaux-Socialistes ne sont pas les seuls à avoir brûlé des livres, ni ceux à l'avoir fait à grande échelle. Au contraire, il s'agit d'une tradition populaire, culturelle et étatique, que l'on retrouve à plusieurs époques (y compris la nôtre), y compris les États-Unis et Israël.]

[47] [NdT : nous avons jugé utile de restituer la citation dans son intégralité.]

Le 2 juin, les dentistes et les techniciens dentaires juifs furent exclus des régimes d'assurance publics bien qu'ils furent autorisés à continuer à exercer en pratique privée.

Ainsi, suite à cette déclaration de guerre, l'on vit se multiplier à travers toute l'Allemagne des mesures hostiles envers les juifs. Dès lors, bon nombre de magasins et de restaurants refusèrent de les servir. On pouvait lire sur de nombreuses pancartes à travers tout le pays : *« juifs non admis »* et *« les juifs entrent dans ce lieu à leurs risques et périls »*. Par ailleurs, dans certaines parties du territoire, les juifs étaient interdits dans les parcs publics, les piscines et les transports publics.

Ce boycott juif faillit bien mettre le III[e] Reich à genoux avant même qu'il n'ait commencé. Les juifs, qui contrôlaient une grande partie du transport maritime mondial, avaient donc les moyens de bloquer les

Une partie du programme des Nationaux-Socialistes afin de nettoyer l'Allemagne consistait à détruire par le feu des livres aux thèmes subversifs, obscènes ou non allemands. Ici, un bûcher au Kaiser-Friedrich-Ufer à Hambourg, 1933.

exportations et les importations allemandes. En outre, ce boycott survenait au pire moment pour une Allemagne qui était déjà plongée dans une profonde crise avec un quart de sa population active en quête d'emploi.

Hitler exigea la fin de ce boycott injustifié. Il appela les dirigeants juifs de Grande-Bretagne et des États-Unis à le condamner, et il se trouve que de nombreux dirigeants juifs responsables l'ont fait. Lord Reading, un juif en vue à la Chambre des communes, et lord Herbert Samuel, également juif, firent une déclaration commune dans laquelle ils déclarèrent :

« Nous désapprouvons les rapports outranciers relatifs à certains évènements en Allemagne, ainsi que toute tentative de boycott de marchandises allemandes. »

Par la suite, le ministre britannique des Affaires étrangères John Simon remit à l'ambassadeur d'Allemagne une lettre qui appuyait cette déclaration. Pourtant, la guerre juive internationale se poursuivit inexorablement, les accusations et autres attaques contre l'Allemagne devenant de plus en plus scabreuses et outrancières.

En juillet 1933, se tint à Amsterdam, sous la direction de Samuel Untermyer, une conférence internationale sur le boycott juif. Untermyer avait été élu président de la « Fédération juive internationale de lutte contre l'oppression hitlérienne des juifs ». Il fut également élu président de la « World Jewish Economic Federation ». Cette organisation agressive fut créée pour contrer le programme du III^{e} Reich qui visait à contrôler et à restreindre le pouvoir des juifs en Allemagne.

Elle constituait en fait un appel à la communauté juive internationale afin qu'elle menât une guerre totale contre l'Allemagne, notamment par la propagande ; la manipulation financière ainsi qu'une intensification du boycott, tout en protégeant dans le même temps les intérêts juifs.

À son retour aux USA, Untermyer prononça une allocution radiophonique sur la station WABC à New York. Ce fut sa déclaration de guerre personnelle. Le texte en fut publié dans l'édition du 7 août 1933 du *New York Times*.

Ce discours fielleux était une grossière caricature de ce qu'il se passait véritablement en Allemagne. Les affirmations d'Untermyer concernant les atrocités commises par les Nationaux-Socialistes à l'encontre des juifs étaient tout simplement fausses. Untermyer décrivait hyperboliquement le National-Socialisme comme une *« malédiction s'étant abattue sur une Allemagne égarée qui est ainsi passée d'une nation cultivée à un véritable enfer bestial cruel et sauvage. »* En comparaison, il qualifiait les juifs d'*« aristocrates du monde »*.

Untermyer déclara que l'Allemagne avait l'intention d'*« exterminer »* la race juive. Or cette diatribe était prononcée en 1933, époque où personne, en Allemagne, n'avait jamais proféré une telle menace. Untermyer proclama une *« guerre sainte »* contre l'Allemagne afin de détruire l'existence même de cette nation. Les juifs du monde entier reçurent l'ordre de ne pas acheter de marchandises allemandes ; de ne pas faire de commerce avec les marchands allemands ; mais aussi de ne pas traiter avec des entreprises faisant affaire avec l'Allemagne ; et finalement de ne pas expédier de marchandises sur des navires allemands. Les banquiers juifs reçurent l'ordre de ne pas prêter d'argent aux Allemands. Untermyer, s'exprimant officiellement au nom de tous les juifs du monde, déclara :

« Ce que nous proposons et ce sur quoi nous avons déjà bien avancé, c'est de saper le régime hitlérien et de ramener le peuple allemand à la raison en détruisant son commerce d'exportation dont dépend son existence même. »

C'est ainsi que le 7 août 1933, une *« guerre sainte »* et vengeresse fut déclenchée.

Le discours d'Untermyer fut un discours historique en ce sens qu'il fut le premier à accuser l'Allemagne hitlérienne de son intention de vouloir *« exterminer »* le peuple juif. Il accusa les « nazis » de commettre des cruautés et des atrocités indicibles contre les juifs à l'intérieur de l'Allemagne, même si, en réalité, rien de tout cela n'était arrivé aux juifs au moment où il prononçait son discours. Bien qu'infondée, ce genre d'accusation incendiaire d'atrocités commises envers les juifs par les Allemands allait se poursuivre, et même s'intensifier, tout au long de la période nationale-socialiste dans les années 1930 ; pendant la guerre et jusqu'aux procès de Nuremberg. En quelque sorte, la déclaration de guerre juive du 24 mars 1933 contre l'Allemagne, suivie de la Conférence internationale juive de boycott de juillet 1933, constituèrent le véritable déclencheur de la seconde guerre mondiale.

Le gouvernement allemand protesta contre ce discours, mais ce fut peine perdue, tant en Amérique qu'en Grande-Bretagne, où l'on avait déjà été conditionné à croire le pire sur l'Allemagne en raison de l'implacable campagne de propagande antiallemande lancée par la presse juive dès 1921.

L'intégralité du discours d'Untermyer est présentée ci-dessous afin que le lecteur puisse juger par lui-même de son caractère fielleux.[48]

Samuel Untermyer. L'ennemi juré des Allemands agissait en tant que militant pour sa communauté d'origine, avocat et homme d'affaires, il agissait en tant que politicien pour les démocrates. Rapidement millionnaire, il fut l'un des promoteurs du sionisme dans les années 1930.

Texte du discours d'Untermyer à New York après son retour d'Amsterdam

« Mes amis : quelle joie, quel soulagement et quel sentiment de sécurité d'être à nouveau sur le sol américain ! Les mots ne peuvent décrire le cauchemar épouvantable que j'ai vécu en Europe pendant ces deux semaines à écouter les récits déchirants des victimes réfugiées.

Votre accueil enthousiaste à mon arrivée aujourd'hui m'a profondément touché. Je suis bien conscient de ce qu'il ne m'était pas destiné mais bien à la guerre sainte dans laquelle nous sommes engagés et que nous menons au nom de l'humanité. Juifs et non-juifs, car nous sommes tous concernés par la nécessité de préserver l'œuvre des siècles et de ne pas laisser mourir la civilisation.

Cette guerre, nous devons la mener sans relâche jusqu'à ce que les nuages noirs du sectarisme, de la haine raciale et du fanatisme qui sont descendus sur ce qui était autrefois l'Allemagne – désormais devenue le pays moyenâgeux de Hitler – aient été dispersés. Si nous pouvons nous y engager tous ensemble comme un seul homme et si nous persistons dans notre dessein, le soleil de la civilisation brillera à nouveau sur l'Allemagne, et le monde sera à nouveau un endroit où il fera bon vivre.

Tandis que notre navire remontait la baie aujourd'hui, passant devant notre fière Statue de la Liberté[49], j'ai adressé une prière de gratitude du

[48] [NdT : l'intégralité du discours dans sa version originale anglaise est disponible en annexe.]

[49] Un cadeau du Grand Orient - Illuminati - Loge de France aux États-Unis.

fait que cette terre de liberté ait échappé à la malédiction qui s'est abattue sur une Allemagne qui, d'une nation cultivée, s'est transformée en un véritable enfer cruel, sauvage et tout sauf humain.

Inquiétude mondiale

Il nous incombe aujourd'hui, non seulement pour nos frères persécutés, mais aussi pour le monde entier, de porter, en état de légitime défense, un coup qui libérera l'humanité d'une possible répétition de cette incroyable abomination. C'est aujourd'hui le tour des juifs d'être les victimes ; la prochaine fois, ce seront peut-être les catholiques ou les protestants. Si nous acceptons une seule fois – comme le gouvernement allemand a eu le toupet de le souligner avec insistance – qu'une persécution aussi diabolique contre des personnes d'une même race ou d'une même croyance soit une affaire intérieure et non un problème mondial, à qui sera-ce le tour la prochaine fois ?

Maintenant ou jamais, toutes les nations de la Terre doivent faire front commun contre la revendication monstrueuse d'un pays qui est retourné à la barbarie et qui – sans logique ni raison ou excuse – massacre ; affame ; et anéantit ses propres citoyens innocents et sans défense sous le prétexte qu'il s'agirait-là d'une affaire intérieure face à laquelle le reste du monde devrait rester passif et indifférent.

J'ai rencontré beaucoup de ces réfugiés frappés par la terreur qui ont eu la chance de s'enfuir de l'autre côté de la frontière – bien qu'ils aient été forcés de laisser leurs biens derrière eux – et j'ai discuté avec eux, et je peux vous dire que ce qui a transpiré de la censure rigide et de la propagande mensongère qui sont à l'œuvre, pour dissimuler et déformer la condition des juifs en Allemagne, ne raconte qu'une fraction de l'effroyable histoire de tortures et de cruautés diaboliques, et des persécutions endurées chaque jour par ces hommes, ces femmes et ces enfants, ainsi que la terreur pire que la mort dans laquelle ils vivent désormais.

Quand l'histoire sera racontée, comme elle le sera un jour, si l'inopérante Société des Nations finit par se réveiller de son sommeil à la *Rip Van Winkle*, au point de se rendre compte de son pouvoir et de son devoir de mener à bien une enquête sur les faits ; le monde sera confronté à une vision si effrayante de par sa cruauté barbare, que l'enfer de la guerre, et

les atrocités, telles qu'on rapporte qu'elles auraient été commises contre les Belges, font pâle figure face à cette campagne diaboliquement, délibérément, froidement planifiée, et déjà partiellement en cours, avec pour but d'exterminer un peuple fier, doux, loyal et respectueux des lois ; un peuple aimant sa patrie et ayant déjà versé son sang pour elle, et à qui l'Allemagne doit en grande partie sa prospérité mais aussi ses grands scientifiques, ses éducateurs, ses avocats, ses médecins, ses poètes, ses musiciens, ses diplomates et ses philosophes, qui sont les piliers de sa vie culturelle passée.

Retour à l'Âge des ténèbres

Mais pourquoi s'attarder plus longtemps sur cette image révoltante des ravages perpétrés par ces ingrats et ces bêtes féroces, animés par les motifs détestables de la haine raciale, du sectarisme et de l'envie. **Car les juifs sont les aristocrates du monde.**[50] Depuis la nuit des temps, ils ont été persécutés et ont vu leurs persécuteurs se succéder. Eux seuls ont survécu.[51] L'histoire se répétera encore ; mais cela ne justifie pas – si nous avons la volonté d'agir – que nous permettions qu'une grande nation retourne à l'âge des ténèbres et ; avec le soutien de nos amis chrétiens ; que nous ne nous portions pas au secours de ces 600 000 âmes en proie aux tortures de l'enfer.

Des manifestations aux quatre coins du monde mais aussi des appels de dirigeants de toutes confessions s'étant révélés aussi infructueux que le rêve idéaliste de notre président martyr de rendre le monde plus sûr pour la démocratie et pour la protection des minorités, quelles seront donc nos lignes de défense contre ces exactions, contre lesquelles nous sommes déjà activement engagés ? Notre plan est-il juste ? Si c'est le cas, quelles sont les mesures à prendre pour en assurer le succès ?

Notre campagne poursuit un double objectif : défensif et constructif. Du côté défensif, il y aura le boycott économique contre tous les biens, transports et services allemands. Du côté constructif, il y aura un appel à la SDN pour qu'elle interprète et applique les dispositions syndicales du Traité de Versailles ainsi que les promesses écrites faites par

[50] [NdT : souligné par le traducteur comme du reste par le traducteur allemand.]
[51] [NdT : nous partons de l'idée que cette phrase imprécise s'applique au peuple élu et non pas à ses persécuteurs.]

l'Allemagne ; alors que le traité était en cours de négociation ; quant à la protection de ses minorités, promesses qui ont été violées de manière flagrante par son désaveu et par les persécutions des juifs allemands.

Ce que signifie le boycott

Quant au boycott proprement dit, il est curieux de constater qu'une petite poignée de nos juifs – mais puissants par leur influence – irréfléchis mais sans doute bien intentionnés, semble obsédée et effrayée par la simple mention du mot « boycott ». Ce terme signifie et évoque pour eux des images de violence et d'illégalité, comme celles qui, dans le passé, ont parfois caractérisé les luttes entre les syndicats et leurs employeurs. Et comme ce sont là des âmes timides de capitalistes et d'employeurs, ce mot, et tout ce qu'il implique, leur est odieux. En vérité, cela ne signifie rien de tel. Ces messieurs ne réfléchissent pas et ne savent pas de quoi ils parlent. Au lieu de les rejoindre dans leurs doutes et dans leurs préjugés, notre premier devoir est de les éduquer sur ce que signifie un boycott économique purement défensif, sur ce que nous faisons et proposons.

Il faut admettre que le boycott est notre seule arme vraiment efficace. Ces messieurs qui se laissent guider par leurs peurs irrationnelles n'ont rien fait et n'ont aucun programme, si ce n'est d'alerter l'opinion mondiale, qui a toujours été de notre côté, en raison de cette agression brutale et injustifiée contre la civilisation. Il n'est pas nécessaire de minimiser ou de sous-estimer cet accomplissement, si leurs efforts dans cette direction, aussi inutiles qu'infructueux, peuvent être récompensés en reconnaissance de leurs bonnes intentions, aussi stériles furent-ils quant à leurs résultats.

Il est suffisant que leurs efforts se soient révélés vains et que la campagne de *Schreckligheit*[52] non seulement se poursuive sans relâche face à une opinion mondiale unanime, mais qu'elle s'intensifie et que les masses du peuple allemand ; trompées par la propagande gouvernementale et la suppression de la liberté d'expression et de la presse ; soutiennent leur gouvernement dans cette campagne diabolique,

[52] [NdT : en allemand dans le texte]

soit volontairement, soit par crainte des sanctions de leurs chefs despotiques.

Qu'ont donc accompli ces aimables messieurs et qu'espèrent-ils accomplir pour enrayer cette conflagration de la civilisation par leurs méthodes « toute en délicatesse » ? On ne peut pas éteindre un feu ; et surtout pas ce genre de feu ; en regardant simplement jusqu'à ce que les flammes folles, attisées par le vent de la haine, aient tout détruit.

Ce que nous proposons et ce que nous avons déjà fait, c'est de **p**oursuivre un boycott économique purement défensif qui sapera le régime hitlérien et ramènera le peuple allemand à la raison en détruisant son commerce d'exportation, dont son existence même dépend.

Les contraindre à subir la leçon

Ils ont pavoisé et persisté dans ce sens et ils ont défié l'opinion mondiale. Nous proposons à l'opinion mondiale qu'elle se prépare à s'exprimer de la seule manière qui puisse être comprise par l'Allemagne. Hitler et sa bande ne permettront pas à leur peuple de savoir comment ils sont perçus par le monde extérieur. Nous les forcerons à apprendre de la seule façon qui nous est disponible.

Bien que cela soit déjà révoltant, il serait néanmoins intéressant d'analyser sur le plan psychologique, les motifs (autres que la peur et la lâcheté) qui ont poussé les banquiers juifs à prêter de l'argent à l'Allemagne comme ils le font actuellement. C'est en partie leur argent qui est utilisé par le régime hitlérien dans sa campagne de propagande irresponsable et perverse qui a pour but de rendre le monde antisémite. Avec cet argent, ils ont envahi la Grande-Bretagne, les États-Unis et d'autres pays où ils ont fondé des journaux, et mis en place des agents subventionnés ; pays dans lesquels ils dépensent des millions de dollars pour répandre leur infâme idéologie.

Face à la suggestion qu'ils utilisent cet argent pour payer les dettes saines qu'ils avaient mises en exécution forcée on ne peut opposer que mépris et silence. Pendant ce temps, cette infâme campagne se poursuit sans relâche et avec une intensité toujours plus grande, au déshonneur perpétuel des banquiers juifs qui aident à la financer et des faibles qui ne font rien pour la contrôler.

Le régime hitlérien poursuit diaboliquement son boycott dans le but d'exterminer les juifs ; collant des affiches sur les vitrines de leurs magasins pour mettre en garde les Allemands contre toute transaction avec eux ; exhibant des commerçants juifs dans les rues par centaines sous la garde des troupes nazies puis les emprisonnant. Pour le seul crime de leur appartenance juive, ils sont expulsés des professions intellectuelles où beaucoup avaient acquis leur dignité ; leurs enfants sont écartés des écoles ; leurs hommes des syndicats ; ils sont privés de tous moyens de subsistance ; ils sont enfermés dans de vils camps de concentration ; ils sont affamés et torturés ; battus et assassinés sans raison en passant par toute forme de torture imaginable et inhumaine, n'ayant plus que le suicide pour seule porte de sortie.

Un appel à l'humanité

Contre ce boycott – le plus infâme des boycotts de tous les temps – nous appelons toute l'humanité à faire respecter un contre-boycott.[53] Cet appel est assorti de la conviction que l'idéalisme et la justice sont toujours de ce monde.

L'utilisation du boycott économique comme instrument de justice n'est pas nouveau. Le pacte de la Société des Nations prévoit explicitement le recours à ce procédé pour mettre un terme à la rébellion des nations récalcitrantes. Le président Roosevelt, dont la sagesse politique et la vision sont la merveille du monde civilisé, l'invoque pour faire avancer sa noble conception du réajustement des relations entre le capital et le travail en vertu de la loi sur la relance industrielle, afin que le travail reçoive une part plus juste de la richesse qu'il crée. Il est sur le point d'engager les consommateurs du pays dans une campagne nationale dans laquelle ils boycotteront tous les fabricants, artisans et détaillants qui ne souscrivent pas aux codes et à n'acheter qu'à ceux qui y ont consenti et qui ont ainsi le privilège de hisser l'étendard de l'aigle bleu de

[53] [NdT : comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents le boycott juif préexistait au boycott allemand.]

la NRA [National Recovery Act][54]. Quel meilleur précédent nos amis les timorés désirent-ils ?

Ceci étant, j'en appelle au Comité juif américain, dont je ne conteste pas un seul instant le civisme et les bonnes intentions, mais dont je conteste la sagesse de jugement, pour qu'il ne se tienne plus à l'écart et qu'il se débarrasse de ses préjugés timides et inconsidérés et qu'il s'engage activement à faire de ce boycott notre seule arme hormis l'appel à la SDN dont je reparlerai plus tard.

Je m'abstiens délibérément d'inclure le Congrès juif américain dans cet appel parce que je suis convaincu que 95 % de ses membres sont déjà parmi nous et qu'ils sont mal représentés par deux ou trois hommes à l'étranger. Je leur demande, avant la réunion organisée par leur comité directeur qui se tiendra ce mois-ci à Prague, de donner à ces prétendus dirigeants des instructions claires quant à la position que ceux-ci devront adopter sur ce sujet de la plus haute importance et d'exiger qu'ils expriment ouvertement leurs points de vue ou qu'ils démissionnent de leurs fonctions. L'un d'entre eux, généralement reconnu comme le roi des fauteurs de troubles, est en train de sillonner le continent se livrant à son passe-temps favori : répandre la discorde, affirmer d'un côté qu'il favorise et soutient le boycott et de l'autre qu'il y est opposé ou indifférent, et cela en fonction du public auquel il s'adresse, mais toujours directement ou indirectement en train de frapper à l'aveuglette.

Les progrès à ce jour

Nous n'avons pas le temps maintenant, mais j'espère et je m'attends dans un avenir proche à pouvoir vous rendre compte des mesures qui ont été prises et qui sont déjà en cours, ainsi que des progrès surprenants et réjouissants déjà réalisés dans de nombreux pays en vue du succès du boycott économique dans lequel nous sommes engagés. Bien que des progrès considérables aient déjà été réalisés dans cette direction en Grande-Bretagne et aux États-Unis, vous serez surpris d'apprendre qu'ils sont les moins avancés et les moins bien organisés de tous les pays représentés à la Conférence économique mondiale

[54] [NdT : l'orateur fait ici une confusion entre la loi créatrice « NIRA » (National Industrial Recovery Act) et l'organisme chargé de la mettre en application NRA (National Recovery Administration).]

d'Amsterdam, où le boycott a été approuvé à l'unanimité et avec enthousiasme par une résolution formelle par un vote à mains levées.[55]

Chez nous, en Amérique, le retard est dû en partie au manque de fonds et au vaste territoire à couvrir, mais on espère et on s'attend à ce que cette situation soit bientôt corrigée. La valeur de la leçon que nous sommes déterminés à donner est à ce point inestimable pour toute l'humanité que nous ne saurions nous permettre de perdre.

Vous tous, juifs et Gentils, qui ne vous êtes pas déjà enrôlés dans cette guerre sacrée, devriez le faire ici et maintenant. Il ne suffit pas que vous n'achetiez pas de produits fabriqués en Allemagne. Vous devez refuser de traiter avec tout commerçant qui vend des produits de fabrication allemande ou qui utilise des navires allemands.

À notre grande honte, qu'il soit dit qu'il y a quelques juifs parmi nous, mais heureusement quelques-uns seulement, à qui la dignité et le respect de soi font défaut au point qu'ils sont prêts à voyager sur des navires allemands où ils ne rencontrent que mépris de la part du personnel et des autres passagers. Leurs noms devraient être connus de tous. Ce sont des traîtres à leur race.

En conclusion, permettez-moi encore une fois de vous remercier pour cet accueil chaleureux et de vous assurer qu'avec votre soutien et celui de nos millions d'amis non-juifs, nous enfoncerons le dernier clou dans le cercueil même du sectarisme et de ce fanatisme qui a osé se dresser pour dénigrer, jeter le doute et l'opprobre dans les sociétés du XX^{e} siècle. »

Le discours d'Untermyer était tendancieux, perfide et belliqueux à tous points de vue : il était plein d'hyperboles ; d'exagérations ; et de contre-vérités ; et tout à fait typique des commentaires juifs sur l'Allemagne de l'époque jusqu'à la défaite finale du Reich. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, les juifs mènent leurs guerres par la propagande et non avec des soldats, du moins pas avec les leurs, et à

[55] [NdT : ici, un point de première importance nous est inconsciemment révélé par Untermeyer : le « *vote à mains levées* » – un vote dont il ne reste aucune trace, ni de la réalité, ni du résultat réel... ni de qui l'aurait accepté ou refusé... – C'est aussi par un « vote à mains levées » qu'a été imposée à l'ONU – et en séance plénière – la 'journée mondiale de l'holocauste'...]

l'époque c'était une guerre à grande échelle qu'ils étaient en train de mener contre l'Allemagne « nazie », rejoints peu de temps après par la Grande-Bretagne, la Russie et les Etats-Unis. En ce temps-là, au demeurant, courait une boutade qui voulait que l'hymne religieux « Onward Christian Soldiers » (« Soldats chrétiens à l'attaque ! ») aurait été plus adapté comme hymne national juif.[56] Une autre particularité culturelle des juifs consiste à exagérer dramatiquement leurs souffrances et leurs malheurs et à protester haut et fort et de façon mélodramatique, contre toute atteinte, réelle ou imaginaire, à leur personne. Ils ont même un mot pour ça : *kvetching*.

Untermyer parlait de *« tortures et de cruautés diaboliques »* et de *« terreur pire que la mort »* subies au quotidien par les juifs en Allemagne. Or, rien de tel ne s'y passait, sauf dans son imagination fertile. Dans la première partie de son discours, il faisait référence à *« la guerre sainte dans laquelle nous sommes engagés et que nous menons au nom de l'humanité. »* Il a longuement développé ce thème. Il a décrit les juifs comme étant les *« aristocrates du monde »*. Il a lancé un appel à l'action : *« Vous tous, juifs et Gentils, qui ne vous êtes pas déjà enrôlés dans cette guerre sacrée, devriez le faire ici et maintenant. »* Il incriminait les juifs qui ne voulaient pas participer à sa *« guerre sainte »*, en déclarant : *« Ce sont des traîtres à leur race. »*

Le mythe de la persécution juive

Dans son livre de 1952, *Derrière le communisme*, Frank L. Britton explique le phénomène du mythe de la persécution juive. Il dit que le mythe de la persécution est *« la glu et le ciment du judaïsme ; sans lesquels, les juifs* (en tant que nationalité) *auraient depuis longtemps cessé d'exister »*. Il précise qu'en dépit des différends que les juifs peuvent avoir entre eux, face à leurs ennemis, réels ou imaginaires, la pensée juive se cristallise en unanimité. Depuis vingt-cinq siècles, dit-il, l'esprit juif a été conditionné par le refrain strident de la « persécution » ! Chaque accident du destin est raconté, amélioré[57] et transmis aux générations

[56] [NdT : il est vrai que les juifs n'avaient pas d'État national à ce moment-là… hormis peut-être la république stalinienne du Birobidjan.]

[57] [NdT : *Midrach* : *« [en toute lucidité les maîtres du Talmud]* ***ont toujours su que les interprétations et les récits qu'ils proposaient étaient de l'ordre du possible et non pas du vrai, relevant de la création imaginaire plutôt que de la restitution historique. Il y a dans le Midrach un rapport à la tradition qui n'est pas un***

suivantes comme un autre exemple de la cruauté des Gentils envers le peuple élu. Selon lui, toute opposition aux aspirations et aux ambitions juives se traduit aussi par ces mêmes termes de persécution, et toute agression et exploitation des autres par les juifs dans la poursuite de leurs aspirations est excusée sur la même base.

Il est vrai que le peuple juif a subi de nombreuses épreuves au cours de son histoire, mais d'autres peuples aussi. La principale différence étant que les juifs, eux, comptent les points. Ils n'oublient jamais et ne pardonnent jamais. Ils ont cultivé dans leur esprit collectif un sens exagéré de l'attitude moralisatrice et une soif irrépressible de vengeance. Les non-juifs vont de l'avant et mettent leurs malheurs de côté, mais les juifs ont pris l'habitude de chérir et de cultiver les souvenirs de leurs persécutions. Ils entretiennent, savourent et conservent tous les griefs dans la mémoire culturelle juive. Personne ne se souvient d'un massacre de quelques milliers de chrétiens vieux de 50 ans, mais un incident similaire au cours duquel des juifs ont été tués est conservé à jamais dans l'histoire juive, embelli et amplifié dans leurs récits ultérieurs. Ils récitent et se lamentent sur leurs malheurs non seulement entre eux, mais cherchent en outre, à susciter la sympathie en les infligeant au monde avec force exagérations. Une sorte de leitmotiv du « juif, éternelle victime » est systématique au récit juif, au point que l'histoire juive apparaît comme une étrange version comique d'un opéra wagnérien. Le soupçon selon lequel les Gentils planifient leur extermination fait partie de la psyché juive. Ce refrain est une constante dans toute leur histoire juive.[58] Les trois facteurs motivants de la culture juive qui semblent influencer le plus leur vision du monde et qui régissent leurs relations avec leurs hôtes non-juifs parmi lesquels ils vivent, sont :

1) le mythe de la persécution ;
2) le fantasme de leur extermination et
3) leur soif de vengeance.

Le discours d'Untermyer, ainsi que toute l'hystérique propagande juive antiallemande, doivent être considérés sous cet angle. Les revendications juives issues de l'holocauste doivent également être vues

---

obstacle à la créativité *».* Source : Marc-Alain Ouaknine, *Les Symboles du Judaïsme*, p. 9. ISBN: 2 84323 142 6.]

[58] Aujourd'hui encore – sur la base d'une traduction biaisée du parsi – ils déclament haut et fort, que le Président iranien Ahmadinedjad aurait dit que *« L'Israël disparaîtra de la carte de par ses propres erreurs et de par ses propres fautes ».*

sous cet angle. Les juifs affirment que six millions de leurs concitoyens ont été tués à cette occasion. Sans cesse utilisé dans les récits de l'histoire juive, ce chiffre de « 6 millions » ressemble plus à une métaphore qu'à un chiffre réel. Et il ne fait aucun doute que le nombre réel des victimes n'en représentait qu'une fraction.

En 1902 – À la page 482 de l'article sur « l'antisémitisme » de la 10e édition de l'*Encyclopedia Britannica*, par exemple, on pouvait lire le passage suivant : *« Six millions de juifs de Russie et de Roumanie sont systématiquement avilis... »*. Cette référence précède d'environ 40 ans les allusions aux 6 millions de la Seconde Guerre mondiale.

En 1906 – Dans son édition du 25 mars, le *New York Times* publia un article intitulé « Dr. Nathan's View of Russian Massacre »[59] qui s'inquiétait de *« l'état et [de] l'avenir des 6 millions de juifs russes... »*. L'article poursuivait : *« ...la politique étudiée par le gouvernement russe pour la 'solution' de la question juive est l'extermination systématique et meurtrière »*.

En 1911 – Max Nordau, co-fondateur de l'Organisation Sioniste Mondiale, mettait en garde contre l'*« anéantissement de 6 millions de personnes »* au Congrès Sioniste de Bâle. – C'était 22 ans avant l'arrivée de Hitler au pouvoir.

En 1919 – Dans le magazine *The American Hebrew* du 31 octobre, paraissait un article écrit par Martin H. Glynn, ancien gouverneur de l'État de New York et qui s'intitulait : « The Crucifixion of Jews Must Stop! »[60]. Voici comment débutait cet article : *« De l'autre côté de l'océan, six millions d'hommes et de femmes nous appellent à l'aide... »*. Et en voici quelques autres extraits : *« ....quand six millions d'êtres humains sont emportés vers la tombe... »* ; *« ...six millions d'hommes et de femmes meurent... »* ; mais aussi *« ...et une attirance fanatique pour le sang juif »*. Et encore, *« dans cette menace d'holocauste... »* et ceci *ad libitum*. L'article était paru 20 ans avant le début de la Seconde Guerre mondiale.

En 1921 – Paraissait dans le *Chicago Tribune*, du 20 juillet, un article titré : *« Il faut que l'Amérique sauve 6 000 000 de gens en Russie. »* Il affirmait : *« les 6 millions de juifs de Russie sont menacés d'extermination. »*[61]

En 1936 – Paraissait dans le *New York Times* du 31 mai, un article intitulé « Americans Appeal For Jewish Refuge »[62] appelait la Grande-

[59] [NdT : « Le point de vue du Dr Nathan sur le massacre russe. »]

[60] [NdT : « La crucifixion des juifs doit cesser ! »]

[61] [NdT : il convient également de noter qu'au moment où la *Tchéka* était sur le point de massacrer des millions de non-juifs, l'extermination imminente de 6 millions de juifs en Russie était déplorée dans les journaux américains.]

Bretagne à *« ouvrir les portes de la Palestine et laisser entrer les juifs victimes et persécutés qui fuient l'holocauste européen ».*

En 1940 – Dans le *Palm Beach Post* du 25 juin, un article rapportait que le Dr Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, avait déclaré ce jour-là que *« si les nazis remportent la victoire finale, 6 millions de juifs en Europe seraient condamnés à l'extermination. »*

En 1943 – Le juif polonais Raphael Lemkin, dans son livre *Axis Rule in Occupied Europe*, paru à New York, affirme que les nazis ont déjà tué des millions de juifs, *« peut-être jusqu'à 6 millions ».* Fameux exploit, [que d'avoir su ça à New York] en 1943, la prétendue extermination des juifs n'ayant commencé – selon les juifs eux-mêmes – qu'en 1942 !

En 1945 – Un article du *New York Times* du 8 janvier – soit quatre mois avant la fin de la guerre en Europe, et avant que quiconque ait pu savoir combien de juifs étaient morts, si tant est qu'il y en ait eu – relatait la disparition de 6 millions de juifs.

En 1945 – Un article paru dans le *Pittsburg Press* du 13 mai titrait *«* Nazis Destroy Six Million Jews. *»*[63]

De toute évidence, les allégations de persécution et les prédictions juives d'exterminations ne peuvent pas être prises au sérieux.

****

Tous les juifs du monde répondirent à l'appel d'Untermyer pour le déclenchement d'une guerre contre l'Allemagne. Bernard Baruch, un autre puissant financier juif américain, appela à une guerre totale contre ce pays, en portant l'accent sur les avantages d'une telle guerre pour la Grande-Bretagne. Ainsi il déclara :

« J'ai souligné que la défaite de l'Allemagne... et [son] *élimination du commerce mondial donnerait à la Grande-Bretagne une occasion en or d'accroître son commerce extérieur tant en terme de volume que de profits.* »

---

[62] [NdT : « Les Américains réclament un refuge pour les juifs ».]

[63] [NdT : « Les nazis tuent six millions de juifs ».]

Bernard Baruch fut le conseiller présidentiel de Wilson ; Roosevelt et de Truman.

En juin 1934, le juif Emil Ludwig [né Cohn] écrivait dans la revue française *Les Annales* : *« Hitler ne fera pas la guerre* (il ne veut pas la guerre), *mais nous la lui imposerons, pas cette année, mais bientôt ».*

David A. Brown, président national, United Jewish Campaign, 1934, déclara : *« Nous, les juifs, allons faire la guerre à l'Allemagne. »*

Henry Morgenthau Jr, secrétaire juif au Trésor américain, déclarait en septembre 1933 : *« La guerre en Europe en 1934 était inévitable. »*

En janvier 1934, Ze'ev Vladimir Jabotinsky écrivait dans le *Natcha Retch*, (Palestine) :

Ze'ev Jabotinsky était un ardent sioniste, doublé d'un antinazi virulent.

« Depuis des mois, la lutte contre l'Allemagne est menée dans toutes nos réunions ; par toutes nos organisations commerciales ; et par tous les juifs du monde... nous déchaînerons contre elle une guerre mondiale spirituelle et matérielle. »

Jabotinsky écrivait dans le *Jewish Daily Bulletin* du 27 juillet 1935 :

« Il n'y a qu'un seul pouvoir qui compte vraiment : le pouvoir de la pression politique. Nous, les juifs, sommes le peuple le plus puissant de la terre, parce que nous avons ce pouvoir, et nous savons comment l'appliquer. »

La *Chronique juive* du 22 février 1935, écrivait à propos de J. E. Marcovitch, magnat de la presse juive au Caire et qui contrôlait pratiquement toute la presse égyptienne :

« Il avait fait de toute la presse égyptienne un véritable champ de bataille contre l'hitlérisme ».

Louis Marschalko, journaliste et auteur juif hongrois, a écrit :

« Le National-Socialisme fut contraint à la guerre parce que c'était un système (sic) *qui se fit inévitablement l'ennemi du Bolchevisme et du capitalisme mondial »*[64].

Le journaliste juif français Paul Dreyfus écrivait dans *La Voix de Tanger* du 15 mai 1938 :

« Avant la fin de l'année, un bloc économique d'Angleterre, de Russie, de France et des États-Unis sera formé pour mettre à genoux les systèmes économiques allemand et italien. »

Dans un article du journal britannique *Sunday Chronicle* du 2 janvier 1938 on pouvait lire :

« 500 000 000 000 DE LIVRES STERLING DE FONDS DE LUTTE POUR LES JUIFS... La bataille se déroulera à la bourse mondiale. Étant donné que la majorité des États antisémites sont accablés par le poids de la dette internationale, leur existence même peut se trouver menacée. Un boycott de leurs produits d'exportation dans toute l'Europe par l'intermédiaire du détaillant pourrait saper la stabilité économique précaire actuelle de plusieurs pays antisémites. »

Le judaïsme international justifiait sa guerre contre l'Allemagne parce que celle-ci « persécutait » les juifs à l'intérieur de son territoire, avec l'intention de finir par les « exterminer » totalement. (Et aujourd'hui, ce sont les Iraniens qui « prévoient » de les exterminer.)

L'effet du boycott sur l'économie allemande

Entre janvier et avril 1933, les exportations de l'Allemagne chutèrent de 10 %. Alors que le boycott organisé par la communauté juive internationale se propageait, le commerce allemand fut particulièrement touché et au cours du premier trimestre de la même année, les exportations – vitales pour l'Allemagne – représentaient moins de la moitié de son chiffre de 1932. Le boycott juif mondial de l'Allemagne se poursuivit sans relâche année après année.

[64] Tous deux contrôlés par les juifs.

En 1941, la Conférence internationale des juifs qui se tint à Moscou appelait à intensifier la pression économique sur l'Allemagne :

« Frères juifs du monde entier : qu'à chaque instant la sainte flamme de la vengeance brûle de plus en plus intensément dans vos cœurs ! Soyez prêt à agir à tout moment ! Vous devez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour détruire les ressources économiques des fascistes, où que vous viviez. Rendez-vous dans les secteurs les plus vitaux de l'industrie de la mort des bourreaux hitlériens et paralysez-les par tous les moyens. Boycottez leurs produits, partout ! Luttez aux côtés des nobles et dévoués partisans ! Développez partout une propagande totalement efficace de solidarité et de soutien actif à l'Union soviétique. L'humanité veut être libérée de la peste brune. Faites votre devoir dans cette guerre sainte. »

Edwin Black, auteur juif de *The Transfer Agreement* écrivait :

« Combien de mois l'Allemagne pouvait-elle survivre une fois le boycott devenu mondial ; une fois contournées les voies commerciales de l'Allemagne ? Les boycotteurs avaient adopté un slogan : 'L'Allemagne craquera cet hiver'. »

Les analyses critiques des affirmations outrancières des juifs

Tandis que les journaux internationaux se remplissaient de gémissements et de *kvetching* juifs, voici ce que l'Anglais, G. E. O. Knight, avait à dire sur ce qui se passait en Allemagne, dans sa brochure, *In Defense of Germany*, publiée en juillet 1934 :

« Mes conversations privées avec les juifs [à l'intérieur de l'Allemagne] *étaient éloquentes. Elles ne confirmaient pas ce que les journaux britanniques suggéraient. Les montagnes accouchaient de souris ; un mélodrame d'opéra-comique. La majorité des 'agressions' étaient commises par des jeunes trop zélés et, dans presque tous les cas, consistaient à 'cafter de pauvres types pas assez respectueux du nouveau régime. Atteintes à l'intégrité corporelle ? – Très peu ; effets psychologiques ? – Probablement beaucoup.*

C'est ce que j'ai appris de mes amis juifs, qui restent en Allemagne et qui n'ont pas l'intention de quitter le pays, chose que d'ailleurs on ne leur a jamais demandé de faire. Ils sont libres de sortir du pays, puis d'y retourner à leur guise. Les lois relatives à la liberté des juifs sont essentiellement les mêmes que celles des autres peuples.

Les problèmes qui ont surgi n'ont rien à voir avec les résidents juifs, dont beaucoup sont encore employés par le gouvernement dans diverses sphères d'utilité. Toutefois, il y a bien quelque 80 000 juifs indésirables dont l'Allemagne veut se débarrasser pour toujours, et elle les déporterait volontiers tous en Grande-Bretagne ou aux États-Unis d'Amérique si une proposition lui était faite de les accueillir.

Ce sont des juifs qui, depuis l'Armistice, ont pénétré dans le pays et ont créé une situation qui a causé un préjudice social et politique considérable en Allemagne. Parmi ces indésirables figurent les meurtriers ; les ex-détenus ; les voleurs potentiels ; les banqueroutiers frauduleux ; les spécialistes de la traite des blanches ; les mendiants en tous genres ; et les réfugiés politiques. Beaucoup viennent des pays baltes, d'autres de Pologne, et un nombre non négligeable de la Russie.

Jusqu'à la révolution de mars dernier ; les juifs du Reich avaient envahi tous les ministères et jouissaient des plus grands privilèges dans toutes les professions et dans tous les métiers. Ils étaient les principaux organisateurs du parti communiste et ils se sont associés à chacune des soixante-douze sectes politiques militantes dans le pays.

À tous égards, ils ont prouvé qu'ils étaient des hommes d'affaires et des hommes politiques éminemment compétents. Beaucoup étaient devenus très riches. Presque tous les profiteurs de guerre allemands étaient juifs ; il semble que l'Allemand de souche ait considéré avec honte et horreur l'idée de faire de l'argent avec son pays pendant les périodes de grandes tensions.

Il est déraisonnable, pour ne pas utiliser de mot plus fort, qu'un pour cent de la population allemande impose son autorité et sa culture – aussi éminente soit-elle – à plus de soixante millions d'Allemands de souche. (...) Ainsi, lorsque le ver nazi a réagi et que les services de nombreux juifs ont été supprimés ; ces derniers, dans le monde entier, se sont soulevés en armes et, par l'intermédiaire de la presse locale, et à l'occasion de réunions publiques à Londres et en province, ils ont dénoncé le gouvernement allemand en termes violents.

Les Allemands ont repris le contrôle de leur pays, et – pour le meilleur ou pour le pire – entendent s'en tenir à ce choix. Le peuple allemand a parfaitement le droit de posséder le système de gouvernement qu'il veut ; il ne nous appartient pas de décider pour lui. »

La guerre juive contre l'Allemagne a poussé les Allemands à sévir encore plus durement contre les juifs vivant chez eux, ce qui, à son tour, a provoqué des gémissements et des cris d'orfraies parmi les juifs internationaux. Le 29 septembre 1933, les juifs furent bannis de toutes les activités culturelles et de divertissement, y compris la littérature, l'art, le cinéma et le théâtre. Hitler avait parlé à maintes reprises de *« ces épouvantables fabrications pour le cinéma et le théâtre »*, mais aussi de leurs

efforts insidieux en vue de saper la culture allemande en ridiculisant sa morale ; ses valeurs ; ses traditions ; et par leurs attaques contre le christianisme. Hitler était déterminé à mettre fin à tout cela. En octobre 1933, les juifs furent exclus du journalisme et tous les journaux furent placés sous contrôle gouvernemental. L'intention de Hitler était de briser l'emprise juive sur les institutions allemandes et de les encourager à émigrer ; pas de leur nuire.

Chapitre 12

Collaboration nationale-socialiste et sioniste visant à favoriser l'émigration juive

Dans l'historiographie contemporaine, l'histoire de l'émigration [la fuite] des juifs d'Allemagne a été totalement dénaturée. Cette émigration est régulièrement dépeinte comme un acte de clandestinité au cours duquel les juifs devaient s'échapper nuitamment ; franchir furtivement des frontières, gravir des chaînes de montagnes après avoir fait le sacrifice de leurs biens. D'autres scénarios soulignent le coût exorbitant que les juifs avaient à payer pour obtenir un visa de sortie. Ces récits poignants sont en réalité l'expression d'un fantasme imbécile.

Le gouvernement allemand voulait assurément que les juifs s'en aillent, et il a multiplié les efforts dans ce sens. La législation anti-juive du III[e] Reich fut bien réelle ; et les épreuves désagréables imposées aux juifs aussi. Mais à la différence des récits fantastiques et autres aventures issus des mémoires juives, leur émigration fut un évènement légalement fondé dûment connu de tous.

Les services du gouvernement allemand et les organisations juives travaillèrent main dans la main pour faciliter cette émigration.[65] Les juifs désireux d'émigrer furent conseillés en détail et bénéficièrent d'une aide considérable. Il était donc tout simplement absurde d'évoquer des fuites périlleuses en pleine nuit. Les Nationaux-Socialistes voulaient créer un État-nation composé d'Allemands d'origine racialement pure. Le gouvernement allemand voulait le départ des juifs. Faire obstacle à l'émigration juive aurait nui à son programme.

L'un des principes fondamentaux du National-Socialisme posait que les Allemands étaient une race distincte fondée à posséder une patrie homogène tant sur le plan racial que religieux. Les sionistes n'étaient pas moins nationalistes que les Nationaux-Socialistes et, tout comme eux, ils déclaraient que les juifs étaient une race distincte, voire supérieure aux autres, c'est-à-dire (et c'est d'ailleurs ainsi qu'ils se qualifient eux-mêmes) le « peuple élu de Dieu ». Les sionistes voulaient établir en Palestine une

[65] [NdT : lire le livre de l'historien juif Tom Segev *Le septième million* et visionner les 12 vidéos sur le sujet, réalisées par Ernst Zündel disponibles sur archive.org chez didi18 : « *La véritable histoire des relations entre Allemands et juifs* ».]

patrie racialement et religieusement homogène pour les juifs, tout comme les Nationaux-Socialistes voulaient que l'Allemagne soit une terre homogène pour les Allemands. En cela, l'Israël d'aujourd'hui n'est pas différent de l'Allemagne des années 1930. En ce temps-là, le « nationalisme » était un concept accepté partout en Europe ; chaque « nationalité » ou chaque « race » avait un droit naturel à créer un État-nation qui lui fut propre. *« Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »* du président Wilson est une confirmation du concept de « nationalisme ». Ainsi, il n'y avait rien d'inhabituel ni d'aberrant dans le fait que les Nationaux-Socialistes aient eu pour objectif de faire de l'Allemagne un État-nation exclusivement réservé aux Allemands de souche. Pas plus que de tenir en haute estime leur propre race.

Dans les années 1920 et 1930, à l'exception de son infime minorité juive, l'Allemagne était presque entièrement homogène. Inciter les juifs à émigrer devint une politique nationale, bien qu'aucun d'eux – du moins avant le début de la Seconde Guerre mondiale – n'ait été forcé de partir. Cette politique poursuivait deux objectifs : premièrement, « purifier » l'Allemagne de son élément étranger, et deuxièmement, arracher des mains des juifs le contrôle des institutions allemandes afin de les restituer aux Allemands.

Elle encourageait l'émigration juive tout en servant les intérêts des sionistes qui voulaient créer une patrie juive en Palestine. À cette fin, les sionistes et les Nationaux-Socialistes unirent leurs forces et collaborèrent activement à faciliter l'émigration des juifs vers la Palestine. La Fédération sioniste d'Allemagne avait soumis un mémorandum détaillé au nouveau gouvernement qui servit de « rapport » de synthèse sur les relations germano-juives. Celui-ci leur offrait également, et de façon officielle, leur soutien dans leur programme visant à encourager leur émigration. Dans sa première étape, le mémorandum suggérait une reconnaissance franche des différences nationales fondamentales entre les Allemands et les juifs. Ainsi, la note de service précisait-elle ce qui suit :

« ...Notre reconnaissance de la nationalité juive assure une relation claire et sincère avec le peuple allemand ainsi que ses réalités nationales et raciales. C'est précisément parce que nous ne voulons pas dénaturer ces principes fondamentaux (parce que nous aussi, nous sommes contre le mariage mixte) que nous sommes pour le maintien de la pureté du groupe juif et que nous rejetons toute violation dans le domaine culturel, que nous pouvons – ayant été élevés dans la langue et la culture

allemandes – manifester un intérêt certain pour les œuvres et les valeurs culturelles de l'Allemagne, par l'affinité des âmes...

Pour ses objectifs pratiques, le sionisme espère pouvoir gagner la collaboration d'un gouvernement, même s'il est fondamentalement hostile aux juifs, car dans le traitement de la question juive, il n'est pas question de sentimentalité, mais d'un véritable problème dont la solution intéresse tous les peuples et surtout, à l'heure actuelle, le peuple allemand....

La propagande de boycott – telle qu'elle est actuellement menée contre l'Allemagne à bien des égards – est essentiellement non sioniste, parce que le sionisme est rétif au combat mais cherche plutôt à convaincre et à construire... Nous n'ignorons pas qu'il existe une question juive et que celle-ci continuera d'exister. Certes, cette situation anormale provoque d'importants inconvénients pour les juifs, mais elle provoque aussi des conditions difficilement tolérables pour les autres peuples. »

Hitler était bien disposé à coopérer avec les sionistes, et réciproquement. Ainsi, et selon l'historien britannique David Irving, les deux plus grands contributeurs du Parti national-socialiste étaient les directeurs généraux de deux des plus grandes banques de Berlin, tous deux juifs, l'un d'eux étant le chef du sionisme en Allemagne. Irving l'aurait découvert dans une lettre écrite par le Dr Heinrich Brüning (un des précédents chanceliers d'Allemagne) à Winston Churchill en 1949, alors qu'il faisait des recherches pour son livre *Churchill's War*.

Par nécessité, Hitler avait accepté de coopérer avec les sionistes parce qu'il voulait se débarrasser du problème de la prédominance juive dans les affaires allemandes.[66] De leur côté, les sionistes travaillaient à la création d'une patrie juive indépendante en Palestine et ils voulaient, si possible, que tous les juifs d'Allemagne immigrent en Palestine. Le 25 août 1933, Hitler conclut un pacte avec des représentants de l'Agence juive, dont les membres deviendraient plus tard les dirigeants d'Israël. Ce pacte, appelé Accord Haavara ou Contrat de Transfert, était un programme qui consistait à déplacer les juifs d'Allemagne vers la Palestine. « Haavara » en hébreu signifie déménager, ou relocaliser. Le ministère de l'Intérieur allemand fut chargé de la logistique du programme et la Reichsbank ainsi que le Trésor allemand furent chargés de financer cette émigration massive. En novembre 1933, le programme battait son plein et il continua à fonctionner jusqu'en 1942. L'objectif était d'effectuer un transfert pacifique et sans douleur des juifs vers la

[66] [NdT : pour rappel l'Allemagne était alors toujours sous embargo, elle était au bord du gouffre et très peu d'options s'offraient à Hitler afin d'écarter les juifs.]

Palestine en leur causant aussi peu d'inconvénients que possible. Des mesures coercitives furent employées pour forcer la main de ceux qui ne voulaient pas y aller. Les sionistes allèrent jusqu'à suggérer des moyens d'accélérer ce processus d'émigration. Ainsi, le port obligatoire d'une étoile jaune pour tout juif vivant en Allemagne fut une idée sioniste. Plus la pression exercée sur les juifs était forte, plus ils avaient de chances de quitter l'Allemagne.

Contrairement au mythe actuellement en vogue, les juifs d'Allemagne étaient autorisés à partir avec pratiquement tous leurs biens et toutes leurs valeurs, à condition que ceux-ci fussent déposés dans l'une des deux banques allemandes appartenant à des juifs et qui avaient des filiales à Tel Aviv et à Jérusalem. À leur arrivée en Palestine, ils pouvaient retirer leurs avoirs conformément aux termes de l'accord. Le capital allemand de ces deux sociétés bancaires juives était garanti par le gouvernement allemand. Même après la guerre, les propriétaires juifs ou leurs représentants continuèrent à jouir d'un libre accès à ces valeurs.

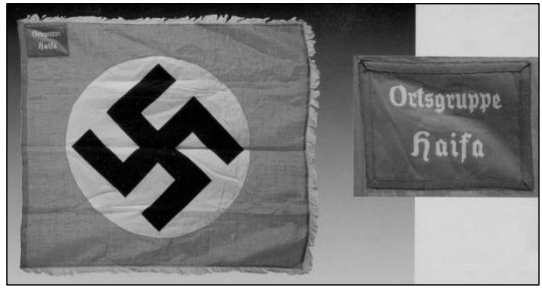
Des jeunes filles juives se sont rassemblées pour un festival sportif dans un camp d'été organisé par la Reichsunion des soldats juifs du front. Allemagne entre 1934 et 1936.

Même les juifs qui décidèrent temporairement de rester en Allemagne pouvaient transférer tous leurs biens vers la Palestine par le biais de ces deux banques.

Dans toute l'Allemagne, une quarantaine de camps avaient été mis en place dans le but de former les futurs colons à leur nouvelle vie en Palestine. Des écoles spéciales avaient été créées pour les élèves juifs qui avaient été exclus des écoles allemandes et des enseignants juifs – dont certains venaient même de Palestine – avaient été engagés pour y enseigner. Des réunions et des séminaires, ainsi que des rassemblements sportifs, y étaient organisés ; la pratique de la voile et des randonnées dans la campagne y étaient aussi proposées. La distribution de tracts sur le sionisme y était également autorisée. Les premières fermes ou kibboutz (fermes collectives) furent créées en Allemagne afin d'enseigner l'agriculture aux futurs colons juifs. Certains de ces camps ne furent opérationnels qu'en 1942. Ces camps arboraient le drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David, qui allait devenir par la suite le drapeau national d'Israël.[67] Le coût considérable de cette opération fut financé par le gouvernement allemand. En plus des frais de fonctionnement de ce programme, le gouvernement envoya également des quantités massives de matériel et d'équipement en Palestine. Il s'agissait notamment de charbon, de fer et d'éléments métalliques, ainsi que de machines pour le dessalement de l'eau de mer.

De 1933 à 1941, une centaine de colonies juives furent implantées en Palestine avec l'aide des Allemands. L'accord Haavara, sauva l'Agence juive de la faillite. Selon le Dr Nahum Goldmann, le contrat de transfert fut un facteur indispensable dans la création de l'État d'Israël.

En 1933 et 1934, le SS Untersturmführer Leopold von Mildenstein du Bureau SS pour les affaires juives, se rendit en Palestine pour des missions d'enquête et fut accompagné lors de ces visites par des fonctionnaires sionistes. Sa dernière tournée dura six mois, durant lesquels il fut l'hôte de nombreux kibboutz. Le rapport qu'il fit à son retour en Allemagne fut si élogieux et empreint de tels compliments sur le travail accompli par les colons juifs allemands que Gœbbels fit frapper une pièce spéciale en l'honneur



Bannière du NSDAP pour le groupe local de Haïfa

[67] [NdT : le drapeau (ci-dessus), d'une antenne du NSDAP à Haïfa (Palestine) a été proposé à la vente à Munich, il y a une dizaine d'années.]

de l'effort commun du III[e] Reich et des sionistes. Elle était frappée d'une étoile de David sur son avers et d'une Swastika sur son revers. En remerciement, la plus grande entreprise fruitière de Palestine représenta sur une publicité pour les oranges de Jaffa un portrait du roi David agrémenté de drapeaux ornés de Swastikas.

Pièce de monnaie frappée en l'honneur de l'effort conjoint III[e] Reich/sioniste pour relocaliser les juifs en Palestine. Les Nationaux-Socialistes ne se sont jamais surnommés « nazis » ! Cette histoire de pièce est donc un autre mensonge juif.

1935 – Les lois raciales de Nuremberg

Pendant ce temps, Hitler poursuivait son programme pour réduire l'influence des juifs et pour faciliter leur identification en tant que race. Ainsi, le 15 septembre 1935, peu après leur présentation au peuple allemand dans un discours qu'il prononça au congrès annuel du Parti ; Hitler promulgua-t-il les lois dites « de Nuremberg », qui modifiaient le statut juridique des juifs.

Ces deux lois s'intitulaient :

(1) « La loi du citoyen du Reich »

(2) « La loi pour la protection du sang allemand et de l'honneur allemand ».

La première loi dépouillait les juifs de leur citoyenneté allemande et en faisait des « sujets du Reich », c'est-à-dire des résidents légaux, mais pas des citoyens. Seuls ceux de sang allemand pouvaient être citoyens du

Reich. La seconde interdisait le mariage ou les relations sexuelles entre juifs et ceux de sang allemand, ou même l'emploi de femmes allemandes de moins de 45 ans dans les ménages juifs. Le but déclaré de la loi était de protéger la pureté raciale allemande.

Ayant perdu la citoyenneté, les juifs n'étaient plus autorisés à voter ni à occuper des fonctions publiques. Leurs déplacements et leurs activités à l'intérieur de l'Allemagne étaient restreints, cependant qu'un grand « J » rouge serait estampillé dans leurs passeports afin de faciliter leur identification aux frontières.[68] Ces lois poussèrent les juifs à vouloir gagner des pays plus accueillants. C'était précisément ce que l'Allemagne voulait qu'ils fissent. Il convient toutefois de souligner que les juifs ne furent contraints à quitter l'Allemagne que bien après le début de la Seconde Guerre mondiale et qu'un grand nombre d'entre eux y demeurèrent, en toute tranquillité, pendant toute la durée de la guerre.

À la surprise générale, ces lois générèrent une grande confusion et des débats houleux parmi les bureaucrates du Reich sur la façon de définir un juif, bon nombre de personnes étant de sang mêlé. Ainsi, les Nationaux-Socialistes décidèrent-ils de définir qu'un juif était un « juif à part entière » s'il avait trois grands-parents juifs. Par contre, un juif mixte ou *Mischling* pouvait être ainsi catégorisé à deux niveaux. Un *Mischling* au premier niveau avait deux grands-parents juifs ; tandis qu'un *Mischling* au second niveau n'en avait qu'un seul. Les *Mischlinge* orthodoxes étaient considérés comme juifs à part entière et subissaient la loi dans toute sa rigueur. Les *Mischlinge* de pratique plus libérale y étaient soumis à des degrés moindres. Les *Mischlinge* [on suppose ici qu'il s'agissait des non-pratiquants] fonctionnaires ainsi que ceux qui occupaient d'autres fonctions [publiques] purent conserver leur poste.

Étonnamment, ces lois engendrèrent un sentiment de soulagement chez de nombreux juifs allemands, car leur statut était maintenant clarifié. Certains inconvénients en découleraient, mais ils pourraient, dès lors, reprendre leur vie en main. Ainsi, Georg Kareski, chef de la communauté juive allemande et chef du mouvement sioniste allemand, loin d'être offensé par ces lois, les a soutenues. Ce dernier ; dans une entrevue accordée au magazine *Angriff*, du 23 décembre 1935 ; disait

[68] [NdT : l'idée d'introduire le tampon « J » dans les passeports des juifs allemands ne venait pas du chef de la police suisse, Heinrich Rothmund – il s'y serait opposé – mais des autorités allemandes. Source : https://www.letemps.ch/opinions/laffaire-tampon-j-passeports-citoyens-juifs-une-revision-trompeloeil.]

qu'il essayait depuis des années de trouver une méthode pour séparer les deux races (les Allemands et les juifs) et qu'il considérait que les lois raciales étaient bénéfiques pour les juifs. Les juifs n'étaient pas moins intéressés que les Allemands à conserver la pureté de leur race. Car ce n'est pas sans inquiétude qu'ils voyaient depuis longtemps, de façon progressive, leur race subsumée ou diluée dans l'ensemble de la population allemande et ainsi disparaître l'unicité de l'identité juive. De plus, les dirigeants juifs avaient longtemps essayé d'empêcher le mariage en dehors de la race juive.

Les lois de Nuremberg sitôt promulguées, les choses s'aplanirent pour les juifs d'Allemagne et il en fut ainsi pendant les quatre années suivantes, c'est-à-dire jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. La situation n'aurait probablement pas changé s'il n'y avait pas eu de guerre.

Telles étaient les relations entre les Nationaux-Socialistes et les sionistes, bien qu'aujourd'hui, les informations sur cette relation de coopération n'apparaissent pas dans les principaux médias, ni dans l'historiographie officielle. Au contraire, elles sont aujourd'hui rigoureusement supprimées.

Le mouvement sioniste

Le mouvement sioniste lui-même fut officiellement créé en 1897 par le journaliste austro-hongrois Theodor Herzl après la publication de son livre *Der Judenstaat* (*L'État des juifs*) dans lequel il appelait à la création d'une patrie juive en Palestine, pays qui était alors sous régime ottoman. Bien que le mouvement ait officiellement commencé avec Herzl, cette idée couvait depuis quelque temps déjà.

En tant que mouvement, le sionisme prônait le « retour » du peuple juif dans « sa patrie », avec la « reprise » de la souveraineté juive sur la Terre d'Israël pour en finir avec la diaspora. Le monde juif était divisé sur la question du sionisme. Certains juifs le soutenaient, mais beaucoup d'autres non. En outre, plusieurs choses n'étaient pas en accord avec les préceptes du sionisme. Premièrement, la plupart des juifs du monde n'ont pas de racines ancestrales en Terre d'Israël étant donné que près de 85 % des juifs du monde sont des descendants des Khazars qui vivaient au Nord de la mer Noire, et non des tribus sémitiques de Palestine. Mais ceci mis à part, un grand nombre de juifs de l'époque ne voulaient pas s'installer en Palestine parce qu'ils étaient heureux là où ils se trouvaient, en particulier ceux qui avaient immigré en Amérique. Pour

la plupart des juifs américains, les États-Unis étaient la « Nouvelle Jérusalem », bien qu'il y ait des exceptions notables, comme Louis Brandeis qui était un ardent sioniste. Le succès des juifs aux États-Unis était tel que le centre du pouvoir juif mondial s'était déplacé vers ce continent. Ils n'avaient donc aucune raison de vouloir le quitter. Mais ils se débrouillaient bien en Europe aussi, et le pouvoir juif international sur l'ensemble des pays occidentaux dépendait de la présence du plus grand nombre de juifs possible. Aussi, ils pensaient que la création d'une patrie juive en Palestine et le fait d'y attirer des millions de juifs auraient pour effet d'affaiblir leur pouvoir sur les continents américain et européen. C'est pourquoi des juifs riches et puissants, en particulier aux États-Unis, usèrent de leur influence pour tenter de saboter le contrat de transfert. Derrière une bonne partie de la campagne de propagande antinazie on retrouve les juifs antisionistes des USA et d'Europe. Les juifs sionistes avaient tendance à coopérer avec les dirigeants nationaux-socialistes parce qu'ils voulaient que tous les juifs allemands s'installent en Palestine tandis que les juifs opposés au sionisme menaient une campagne de propagande antiallemande virulente allant même jusqu'à déclarer une guerre contre l'Allemagne.

En 1939, plus des deux tiers des juifs d'Allemagne avaient émigré volontairement dans le cadre d'un processus pacifique leur permettant d'emporter leurs richesses avec eux. Ainsi, au début de la Seconde Guerre mondiale, le « problème juif » de l'Allemagne était-il – pacifiquement – résolu aux deux tiers. Mais l'immigration juive en Palestine fut stoppée par les Britanniques en proie à de graves problèmes politiques avec les Palestiniens, ce qui empêcha la plupart des juifs restant de quitter l'Allemagne. En octobre 1941, il ne restait plus que quelque 160 000 juifs en Allemagne et 40 000 en Autriche.[69]

Grâce au contrat de transfert, des centaines de milliers de juifs européens émigrèrent en Palestine. En septembre 1940, « Palcor », l'agence de presse juive en Palestine, rapportait que 500 000 émigrants juifs étaient déjà arrivés du Reich allemand, dont l'Autriche, les Sudètes de Bohême-Moravie et la Pologne, alors sous domination allemande. Néanmoins, après 1950, on prétendait que le nombre total d'émigrants juifs en Palestine en provenance de tous les pays européens n'était que d'environ 80 000. Qu'est-il arrivé aux 420 000 autres juifs ? En 1940, ils

[69] [NdT : ce faisant l'auteur ne tient pas compte du fait que l'Autriche était depuis l'Anschluß (1938) devenue partie intégrante de la Grande Allemagne sous la forme de deux provinces nommées les « territoires des Alpes et du Danube »]

n'avaient probablement aucune idée que par la suite, ils allaient être déclarés « gazés » !

Chapitre 13

La vie en Allemagne sous Hitler

À l'arrivée au pouvoir de Hitler, l'Allemagne était ruinée au-delà de tout espoir et lourdement endettée. Le peuple allemand s'était vu imposer à Versailles la contrainte de réparations écrasantes, exigeant que l'Allemagne endossât tous les frais engagés pendant la guerre par les nations alliées. Chose totalement irréaliste étant donné que l'ensemble de ces coûts accumulés représentaient trois fois la valeur de tous les biens que l'Allemagne possédait, et que c'était bien au-delà de sa capacité de payer. En parallèle, d'autres mesures prévues par le traité – transfert vers d'autres pays du produit de ses mines de charbon ; mais aussi de sa flotte marchande et de ses riches terres agricoles – grevaient davantage sa capacité à le faire. Aussi peu réalistes que fussent ces demandes, la France insista pour qu'elles soient exécutées. Exigeant d'être payée en temps et heure, elle finit par envoyer des troupes en Rhénanie pour appuyer ses exigences. Avec une armée limitée à 100 000 hommes, l'Allemagne n'était nullement en mesure de résister à une invasion ou même de contrôler efficacement le pays.

Sans capacité de payer les réparations, l'Allemagne se trouvait dans une impasse. Pour faire face aux paiements prévus, le gouvernement allemand eut recours à la planche à billets, ce qui eut pour effet de créer de l'inflation. Aussitôt, les spéculateurs privés se précipitèrent pour tenter d'en tirer profit en vendant le mark à perte ; provoquant sa chute et déclenchant une incontrôlable spirale inflationniste. Or c'était les juifs qui dominaient la finance et les marchés financiers en Allemagne ; et presque tous les spéculateurs monétaires étaient également des juifs. Leur rôle dans le déclenchement de cette inflation avait fait l'objet d'une large publicité et était donc bien connu du peuple allemand. La situation était telle qu'à son apogée, une brouette pleine de marks ne suffisait pas pour acheter une miche de pain.

Traditionnellement économe et épargnante, la bourgeoisie allemande vit fondre les économies de toute une vie.

La valeur du mark chutait si rapidement que les prix étaient ajustés à la hausse plusieurs fois par jour. Pour compenser, les employeurs devaient payer leurs employés deux fois par jour. Une fois leur salaire en main, ces pauvres gens se précipitaient littéralement, au hasard, vers un magasin, pour y acheter presque tout ce qui avait de la valeur avant que les prix ne soient à nouveau ajustés.

Par l'effet de l'hyperinflation de 1923, les marks n'avaient plus qu'une valeur… calorifique !

Quasiment n'importe quel objet ou bien tangible était préférable à une poignée de marks qui perdaient de leur valeur toutes les heures. Ainsi, cette consommation effrénée entraîna-t-elle la brève illusion d'un boom économique. La vélocité de la spirale inflationniste faisait grimper les prix si vite que le salaire (qui lui n'augmentait pas) des gens ne leur

permettait pas d'acheter suffisamment de nourriture. Désespérés, ils devaient se résoudre à vendre tous leurs biens afin de survivre ainsi que leur famille. Les prêteurs sur gages proliférèrent. D'innombrables maisons, fermes et bâtiments commerciaux tombèrent aux mains des banques privées. Ceux qui avaient accès à des capitaux étrangers – et surtout des dollars – achetèrent, dans toute l'Allemagne, des propriétés pour une bouchée de pain. Les banques privées et les monts-de-piété appartenaient presque tous à des juifs, et c'était ces derniers qui avaient accès aux capitaux étrangers. Ainsi les juifs s'enrichirent grâce à l'inflation, tandis que le simple Allemand était réduit à vivre dans un taudis et, dans de nombreux cas, à mourir de faim.

Selon l'historien britannique sir Arthur Bryant (*Unfinished Victory*, 1940) :

« Ce sont les juifs, qui, grâce à leurs affiliations internationales et à leur talent héréditaire pour la finance, étaient les mieux placés pour saisir de telles occasions. Ils le firent avec une telle efficacité que, même en novembre 1938, en dépit de cinq années de législation antisémite et de persécutions, ils possédaient encore, selon le correspondant du Times *à Berlin, environ un tiers des biens immobiliers dans le Reich. La plupart de ces biens étaient passés dans leurs mains durant la période de l'inflation. Mais pour ceux qui avaient tout perdu, ce renversement déconcertant semblait une injustice monstrueuse. Après toutes ces terribles épreuves, ils étaient maintenant privés de leurs derniers biens. Ils les voyaient tomber entre les mains d'étrangers, dont beaucoup n'avaient pas partagé leurs sacrifices et qui ne se souciaient guère, voire pas du tout, de leurs valeurs morales et de leurs traditions nationales. »*

Ainsi, l'inflation de 1923 entraîna-t-elle le plus grand transfert de richesse d'un groupe à un autre – des Allemands aux juifs, en l'occurrence – de toute l'histoire allemande et provoqua inévitablement du ressentiment.

Qui plus est, l'inflation fut rapidement suivie d'une profonde crise économique mondiale qui frappa de plein fouet une économie allemande déjà fragilisée. Au plus fort de la crise, avec ses 30 %, le taux de chômage de l'Allemagne était le plus élevé d'Europe ; surpassant même les 24 % des États-Unis. La crise allemande n'était pas seulement plus grave que le Jeudi Noir étatsuniens ; elle eut une tout autre portée. En Allemagne, des parents désespérés et impuissants assistaient à la mort de leurs enfants affamés. Des gens perdaient leur maison. Dans les villes et dans les forêts ont voyait surgir des bidonvilles constitués d'abris de fortune fabriqués de bric et de broc et mille autres

improvisations d'urgence. Afin de rester en vie, ils préparaient collectivement des marmites de soupe avec tout ce qu'ils pouvaient trouver, tels que des navets, des pommes de terre, et même de l'herbe.

En ce début de 1933, la misère du peuple allemand était quasi générale. Au moins six millions de chômeurs et de travailleurs affamés erraient dans les rues, en quête de nourriture ou d'un moyen de gagner quelques pfennigs. Le gouvernement versait des allocations de chômage, mais pas au-delà de six mois, et ce qu'il versait était notoirement insuffisant. Ces chômeurs avaient des familles à nourrir, de sorte que quelque 20 millions d'Allemands, soit un tiers de la population, étaient au bord de la famine.

Le coût de l'aide sociale représentait 57 % des recettes totales de l'État. Toute la société était au bord de l'effondrement. Ceux qui avaient la chance d'avoir encore un emploi n'étaient pas mieux lotis, car leurs moyens d'existence avaient été fortement réduits. Les intellectuels furent frappés tout aussi durement, voire plus, que la classe ouvrière. Le taux de chômage des diplômés universitaires atteignait les 60 %. Dans les rues de Berlin, on pouvait voir des gens bien éduqués avec sur le dos des pancartes mentionnant qu'ils acceptaient n'importe quel type d'emploi. Mais il n'y avait pas de travail. C'est dans la construction que les ouvriers furent le plus durement touchés, 90 % d'entre eux étaient au chômage.

Quant aux agriculteurs, les deux désastres économiques ; l'inflation, suivie quelques années plus tard par la crise, les avaient également ruinés. Beaucoup furent forcés d'hypothéquer leurs maisons et leurs terres, mais lorsque l'économie s'effondra, la valeur des biens immobiliers chuta au point qu'en 1932, pour utiliser le jargon actuel, le rapport entre la valeur foncière-immobilière et le crédit qui leur était consenti leur mettait la « tête sous l'eau ». Les maisons et les fermes de ceux qui ne pouvaient pas payer les intérêts furent vendues à l'encan, permettant ainsi à ceux qui avaient accès à des devises étrangères (encore une fois, principalement des juifs) de s'enrichir sur le dos de ces malheureux. En 1931 et 1932, 17 157 fermes, pour un total combiné de 465 400 d'hectares, furent liquidées de cette façon.[70]

Les industries allemandes, qui faisaient jadis l'envie du monde entier, connurent des chutes spectaculaires de leur production. Des milliers d'usines avaient fermé leurs portes, ce qui avait entraîné une baisse de 50 % de la production industrielle brute par rapport à 1920. Quant aux

[70] [NdT : ce que les promoteurs du Traité de Versailles vantaient comme des « années d'or » devinrent en réalité des années de misère.]

exportations ; elles avaient connu un effondrement ahurissant de 75 %. La Reichsbank menaçait faillite en raison de la hausse du nombre de crédits accordés à des débiteurs devenus insolvables, cependant que le pays s'endettait toujours plus auprès de l'étranger.

Il se disait alors qu'en Allemagne, guère plus de 100 000 personnes pouvaient vivre sans soucis financiers. Cette nation de 65 millions d'habitants vivait dans une misère déchirante causée par divers problèmes, notamment la dette imposée par le Traité de Versailles ; la stagnation industrielle ; un catastrophique niveau de chômage ; et une grave instabilité politique. Entre 1929 et 1933, la situation était si grave,

Files d'attente devant l'agence pour l'emploi à Hanovre, 1930 - Notez la propagande électorale sur le mur du garage : « Votez Hitler ! »

qu'on estime à 250 000 le nombre d'Allemands, qui, par désespoir et désarroi, se suicidèrent. Le taux de natalité était passé de 33,4 à 14,7 pour mille. Et ceci, en dépit d'un taux de natalité qui était plus élevé dans les campagnes. On comptait plus de décès que de naissances dans les 50 plus grandes villes. Ainsi, à Berlin, le taux de décès était supérieur de 60 % à celui des naissances. Cette misère noire poussa beaucoup de gens dans les bras du communisme, rendant ainsi possible et réelle une prise de contrôle du pays par ce parti. Face à la multiplicité des crises et

avec ses factions concurrentes impuissantes à tirer l'Allemagne du gouffre, le gouvernement de Weimar révéla toute son incompétence.

Ainsi, de par la concurrence effrénée à laquelle se livraient ses vingt-cinq Länder – dont les gouvernements étaient régulièrement en conflit direct avec les politiques du gouvernement central du Reich – la situation de l'Allemagne s'aggrava-t-elle davantage. Ces États, comme la Bavière ; la Prusse ; le Wurtemberg ; et la Saxe, avaient des origines anciennes, et naguère – avant l'unification de l'Allemagne de 1871 – c'était encore des monarchies indépendantes et souveraines. On peut comprendre qu'ils se soient efforcés de conserver le peu de pouvoir et de privilèges qui leur restaient. L'Allemagne était une fédération, avec un

21 mars 1933 : Hitler se rend à l'église de garnison de Potsdam pour la cérémonie d'ouverture de la nouvelle session du Reichstag.

gouvernement central faible et chacun des vingt-cinq États était encore ostensiblement souverain. Il était presque impossible de les amener à travailler ensemble pour le bien commun. L'Allemagne était devenue ingouvernable.

Telles étaient les conditions préexistantes quand Hitler et les Nationaux-Socialistes arrivèrent au pouvoir en 1933. Mais comme si tout cela ne suffisait pas, les conditions furent encore aggravées par le boycott juif mondial des biens allemands qui suivit immédiatement l'élection de Hitler à la Chancellerie. Sa conséquence immédiate fut la

chute accélérée de 10 % des exportations – déjà désastreusement basses – qui entraîna une nouvelle hausse du chômage. Le boycott tenta également d'étrangler l'économie allemande en coupant le financement des banques juives internationales. Par sa « déclaration de guerre », l'intention de la communauté juive internationale était de saper et de détruire une économie allemande, déjà fragilisée, pour mieux discréditer et abattre le National-Socialisme. Le pays était déjà sur le point de

Hitler s'adresse au peuple allemand et requiert quatre années de pouvoir dictatorial pour guérir les maux de l'Allemagne. Le président du Reichstag, Hermann Göring, ouvre la réunion le 30 janvier 1937.

s'effondrer, et ce boycott aurait bien pu être la goutte d'eau qui aurait fait déborder le vase.

Une fois évaluée la situation, Hitler prononça un discours devant le peuple allemand, dans lequel il releva que les difficultés auxquelles

l'Allemagne était confrontée étaient si graves qu'il avait besoin d'urgence des pleins pouvoirs pour les affronter.

« Peuple allemand ! Donne-nous quatre ans et ensuite juge-nous ! Peuple allemand, donne-nous quatre ans, et je te le promets : vous et moi nous attellerons à cette tâche, alors ensuite, je m'en irai. Je ne le fais pas pour un salaire ou pour une rétribution ; je le fais pour votre bien. »

Le Reichstag répondit massivement et le 23 mars 1933, adopta par 441 voix contre 84 la loi conférant à Hitler les 4 années de pleins pouvoirs qu'il avait demandés. *« La grande aventure commence »,* déclara ce dernier. *« Le jour du Troisième Reich est arrivé. »*

Dès le départ, Hitler savait que la tâche qu'il s'était fixée serait immense. Il savait que l'Allemagne devait être transformée en profondeur en commençant par la structure même de l'État. L'ancienne structure sociale de classes devait disparaître au profit d'une nouvelle société imprégnée d'un nouvel esprit civique. Il avait également l'intention de libérer l'Allemagne de l'hégémonie étrangère (imposée par Versailles) et de rendre leur honneur aux Allemands face au monde entier. Mais la tâche la plus urgente de toutes consistait à remettre au travail ses six millions de chômeurs.

Hitler avait l'intention non seulement de remettre les hommes au travail, mais aussi de donner prestige et honneur au concept même de « travail ». L'Allemagne était traditionnellement stratifiée en classes, avec une classe privilégiée qui comprenait les industriels, et une classe ouvrière, qui était considérée par la classe supérieure comme un simple « instrument de production ». Aux yeux des capitalistes, l'argent était l'élément important de l'économie d'un pays. Pour Hitler, cette conception était tout autre. Hitler pensait que l'argent n'était qu'un instrument, et que le travail était l'élément essentiel d'une économie. Selon lui, le travail était l'honneur de l'homme, son sang, ses muscles et son âme.

« Tout travail nécessaire ennoblit celui qui l'accomplit. Une seule chose est honteuse : ne rien apporter à la communauté.

Rien ne tombe du ciel. C'est grâce au travail que la vie s'épanouit.

L'honneur social ne fait aucune distinction entre l'employeur et l'employé. Tous travaillent pour un seul et même but et tous ont droit à l'honneur et au respect. » – Adolf Hitler

Hitler voulait mettre fin à la lutte des classes et rétablir la primauté de l'être humain en tant que facteur principal de la production. L'Allemagne était ruinée et n'avait pas d'or et Hitler pensait qu'elle pourrait s'en passer pour financer l'industrie. D'autres choses pouvaient être utilisées pour ce faire, et il les trouverait, mais le travail était la base indispensable de son industrie et de son économie. Traditionnellement traité avec dédain et mépris, le travailleur avait été mis en marge de la société. Hitler considérait que pour restaurer la confiance de l'ouvrier en la patrie, ce dernier devait désormais être traité comme un égal, et non comme un « instrument de production » socialement inférieur. Il soutenait que sous les anciens gouvernements dits démocratiques, ceux qui les dirigeaient ne comprenaient pas que, dans la hiérarchie des valeurs nationales, le travail est l'essence même de la vie. La plus simple des matières, que ce soit l'acier, l'or, ou bien encore la monnaie quelle qu'elle soit, n'est qu'un moyen.

Ce que Hitler voulait, c'était une révolution totale. Ainsi disait-il :

« Le peuple n'a pas été mis sur terre pour le bien de l'économie, et l'économie n'existe pas pour le bien du capital. Au contraire, le capital doit servir l'économie, et l'économie à son tour doit servir le peuple. »

Il ne suffirait pas de rouvrir les milliers d'usines, de remettre les gens au travail et de continuer comme avant. Si les choses ne changeaient pas radicalement, les travailleurs resteraient, comme par le passé, des machines vivantes, interchangeables et sans visage. Hitler était déterminé à établir un nouvel équilibre moral entre les ouvriers et le capitalisme. Il était également déterminé à ce que le capital soit utilisé dans sa fonction propre comme un outil destiné à faciliter la création issue du travail de ces ouvriers.

« Ce sera la fierté de ma vie, disait-il, *si, à la fin de mes jours, je peux dire que j'ai pu me rallier l'ouvrier allemand et que je lui ai rendu sa place légitime dans le Reich. »*

Hitler savait que la structure actuelle de l'Allemagne ne permettrait pas une telle révolution. En effet, les vingt-cinq Länder qui composaient l'Allemagne continuaient à se faire concurrence et à mettre en œuvre des

Le chef suprême de la SS, Heinrich Himmler visite, en 1936, le camp de concentration de Dachau.

Les prisonniers politiques attendent d'être transportés à Dachau.

politiques en conflit direct avec celles du gouvernement de Berlin. Tant que cette situation perdurerait, aucun programme national cohérent pour la reprise économique ne pourrait être lancé. De plus, sans centralisation ni contrôle, et tant qu'il y aurait des dizaines de partis

politiques et des milliers de députés de toutes tendances politiques rivalisant les uns avec les autres, une telle révolution n'avait aucune chance de réussir. D'autre part, il fallait aussi s'occuper des communistes qui poursuivaient assidûment leurs efforts de sape pour faire de l'Allemagne une République socialiste soviétique à la russe.

Ainsi, Hitler prit-il une série de mesures afin d'obtenir les pleins pouvoirs, sans lesquels, il lui serait impossible d'imposer un programme de rétablissement cohérent. Tout d'abord, il procéda à l'abolition des gouvernements locaux indépendants des vingt-cinq Länder et les remplaça par des commissaires du Reich directement comptables de leurs actions devant Hitler.

Ensuite, il s'occupa des communistes. Ceux-ci furent rassemblés par milliers par les SA et les SS et ils furent enfermés dans le tout nouveau centre de rééducation de Dachau près de Munich – plus tard connu sous la dénomination de « camp de concentration ». Comme nous l'avons déjà vu, en Allemagne, 78 % des membres du parti communiste étaient juifs. Par conséquent, arrêter un communiste, revenait presque toujours à arrêter un juif. Ce n'est pas parce qu'ils étaient juifs qu'on les arrêtait, mais bien parce qu'ils étaient communistes. Et Hitler considérait ces derniers comme des ennemis du peuple.

Ainsi, en centralisant le pouvoir fédéral à Berlin et en enfermant les communistes, Hitler mit fin aux querelles constantes et aux conflits entre les États et il put ainsi mettre en place des politiques et des programmes rationnels et cohérents nécessaires au redressement national. Petit à petit, ses réformes se mettaient en place.

Le 2 mai 1933, les syndicats furent interdits et il ordonna aux SA d'en arrêter les dirigeants, dont la plupart étaient juifs. Ceux-ci furent également envoyés à Dachau. Hitler établit alors le « Front ouvrier allemand » ; seule organisation ouvrière autorisée, dès lors, en Allemagne, à la tête de laquelle il plaça le Dr Robert Ley – un homme intelligent et travailleur qui avait été aviateur pendant la guerre et qui avait travaillé comme chimiste avant de rejoindre le NSDAP. Ley confisqua l'argent des syndicats et il l'utilisa pour financer son programme « Kraft durch Freude » (« La force par la joie »), un vaste programme visant à améliorer le niveau de vie et de travail des ouvriers. Dans le cadre de ce programme, Ley fit mettre en chantier deux nouveaux paquebots qui allaient servir à proposer aux ouvriers des croisières à l'étranger. On estime qu'en 1938 pas moins de 180 000 personnes avaient pu bénéficier de tels avantages, et se rendre dans des

endroits tels que Madère ou les fjords norvégiens. D'autres purent bénéficier de vacances gratuites en Allemagne.

« La force par la joie » finança également de nouvelles installations sportives, des visites au théâtre et des groupes de spectacles itinérants. Bien que les ouvriers allemands, via des déductions salariales obligatoires, participaient au paiement de ces prestations ; l'image d'hommes et de femmes bénéficiant ainsi de vacances et de divertissements subventionnés avait une haute valeur de propagande. Ce programme permit aussi, dans une large mesure, d'améliorer la vie de l'ensemble des ouvriers allemands.

De plus, il permit aussi de subventionner le développement de la « voiture du peuple » (*Volkswagen).* D'autre part, Henry Ford, le constructeur automobile, était un fervent partisan de Hitler et de son projet de rendre la culture allemande accessible à l'ouvrier. En 1931,

Adolf Hitler avec le Dr Robert Ley, chef du nouveau Front ouvrier allemand.

Hitler disait, *« Henry Ford est pour moi une inspiration. »* La production en série de la *Volkswagen* de Hitler (et de Ley) fut inspirée par la technique de Ford, c'est-à-dire, une production à la chaîne, en série à des prix

abordables et des salaires élevés pour les ouvriers. En outre, Ford et Hitler partageaient les mêmes points de vue sur les juifs.

Par l'abolition des syndicats, Hitler put stabiliser les salaires afin de donner à l'industrie une chance de prospérer et de se développer. On dit que les syndicats sont surtout efficaces dans l'extorsion de fonds. Ils arrachent des salaires de plus en plus élevés aux propriétaires d'usines par des grèves et des menaces de grèves ; par des ralentissements de cadences et souvent par le sabotage des machines et du matériel ; ce qui est extrêmement nuisible à la croissance et au développement industriels. Un simple commentaire du dirigeant syndical américain, Samuel Gompers, suffit à résumer les objectifs des syndicats. En effet, quand on lui demanda ce que les syndicats voulaient, il répondit : *« Plus. »* Même s'ils finissent par perdre ; les syndicats n'ont de cesse d'exiger des salaires et des avantages sociaux toujours plus élevés, jusqu'à mettre les entreprises en faillite. En les interdisant et en établissant le « Front ouvrier allemand », Hitler put maintenir un niveau de salaire équitable pour tous les ouvriers, et pas seulement pour les membres des syndicats, puis, du même coup, mettre fin à l'effet d'étranglement de ces derniers sur l'industrie allemande.

Le 14 juillet 1933, le Parti communiste et le Parti social-démocrate furent interdits. Les agitateurs qui se trouvaient toujours dans le pays furent arrêtés et envoyés en camps de concentration. Dans le même temps, Hitler décida de nettoyer l'Allemagne de ses autres éléments nuisibles. Ainsi, la Gestapo arrêta-t-elle et incarcéra-t-elle des mendiants ; des prostituées ; des homosexuels ; des alcooliques ; et tous ceux qui refusaient de travailler, ou qui étaient, pour reprendre leur expression, « des paresseux ». Une loi fut ensuite promulguée interdisant tous les partis politiques à l'exception du NSDAP.

Toutes ces mesures firent l'objet d'une propagande hystérique dans la presse juive mondiale, où les évènements y furent grossièrement exagérés. Les syndicats, le parti communiste et tous les autres mouvements et organisations de gauche avaient été spécifiquement ciblés par Hitler et les Nationaux-Socialistes comme étant les *« ennemis du peuple allemand »*. Du fait du nombre disproportionné de juifs dans les syndicats ainsi que dans tous les autres mouvements et organisations de gauche, leur taux de représentation à Dachau fut tout aussi disproportionné. Aussi, la presse juive mondiale décrivit-elle cela comme une attaque contre les juifs. On accusa les Nationaux-Socialistes de les cibler spécifiquement, simplement parce qu'ils étaient juifs. Or, il n'y avait à l'époque aucun programme du parti pour un ciblage

particulier. Cependant, au niveau international, les juifs surent tirer profit, pour leur propagande, de ces faits de sur-représentativité.

Ernst Röhm, chef de cabinet de la SA.

La nuit des longs couteaux

Pendant les premières années du III[e] Reich, la principale source d'inquiétude pour Hitler venait des *Sturmabteilungen* (la SA) ; une organisation énorme et puissante au sein du NSDAP, forte d'environ 3,5 millions de personnes, dirigée par Ernst Röhm, qui avait rang de Chef d'État-major. C'était en grande partie aux membres de cette SA que Hitler devait son accession au pouvoir. Mais depuis son élection, les choses avaient évolué. Si Hitler voulait réussir à mettre en œuvre ses programmes, il avait maintenant besoin de l'appui des grands industriels et des chefs militaires. Le Grand État-major, tout comme les industriels qui avaient financé Hitler méprisaient et détestaient les SA, les considérant comme une dangereuse bande de voyous. De plus, Röhm agaçait beaucoup par ses rodomontades en vue d'une absorption de l'Armée par la SA, et sa propre accession au commandement suprême. C'était très peu goûté du Grand État-major.

Plusieurs dirigeants de la SA – Röhm compris – émettaient des sentiments socialistes et anticapitalistes que pas plus que Hitler que les industriels ou l'armée n'approuvaient. En outre, la grossièreté et la brutalité des SA ne les rendaient pas très populaires aux yeux du citoyen moyen. On rapporta également que des critiques et des remarques moqueuses et indiscrètes avaient été proférées par Röhm sur Hitler. Röhm commença à être perçu comme un « élément à risque » dont la loyauté n'était plus digne de confiance, et qui pouvait même constituer une menace pour l'autorité de Hitler. Le président Hindenburg et von Blomberg – le commandant en chef de l'armée – conseillèrent à Hitler de prendre des mesures contre Röhm et sa SA, faute de quoi, ils ne seraient plus en mesure de le soutenir ; les industriels firent de même. Hermann Göring et Heinrich Himmler avaient déjà averti Hitler d'un éventuel coup d'État de la SA de Röhm contre sa personne. Hitler décida finalement d'agir.

Sans explication, il convoqua à Bad Wiessee tous les chefs de la SA à l'hôtel Hanselbauer. Dans l'intérim, Göring et Himmler dressèrent une liste d'ennemis politiques non membres de la SA à éliminer. Le 29 juin 1934, Hitler, accompagné d'un détachement de SS, arriva à Bad Wiessee où il arrêta personnellement Röhm. Au cours des vingt-quatre heures qui suivirent, 200 autres officiers supérieurs de la SA furent arrêtés alors qu'ils se rendaient sur les lieux. Sitôt pris, certains furent abattus, d'autres furent placés en détention pour interrogatoire. Hitler, qui appréciait beaucoup Röhm, décida de lui pardonner en raison de ses services passés au sein du mouvement, mais Göring et Himmler s'y opposèrent, l'avisant qu'il commettait une dangereuse erreur. Il finit par céder et décida que Röhm devait mourir, mais il insista pour que l'occasion de se suicider lui fût donnée. Ayant décliné l'offre, Röhm dut être abattu par deux officiers de la SS.

Ainsi, quelque soixante-dix-sept de ces « éléments douteux » – y compris Röhm – furent officiellement abattus, ce qui mit un terme à toute opposition contre Hitler et les Nationaux-Socialistes. Les estimations non officielles du nombre d'exécutions sont toutefois beaucoup plus élevées.[71] Après ces exécutions, Hitler s'expliqua publiquement sur ces opérations :

« En cette heure où j'étais responsable du destin du peuple allemand, j'ai agi en tant que juge suprême. J'ai donc donné l'ordre de faire fusiller les principaux responsables de cet acte de trahison. »

La Nuit des longs couteaux fut un tournant du National-Socialisme qui allait faire de Hitler le maître absolu et incontesté de l'Allemagne.

Un article du *Daily Mail* de Londres du 2 juillet 1934 louait les actions de Hitler.

« Herr Adolf Hitler, le Chancelier allemand, a sauvé son pays. Promptement et avec une sévérité impitoyable, il a délivré l'Allemagne d'hommes qui étaient devenus un danger pour la cohésion de son peuple et l'ordre au sein de l'État. Avec une rapidité fulgurante, il les a démis de leurs hautes fonctions, les a fait arrêter puis exécuter.

[71] [NdT : on sait aujourd'hui que 191 personnes furent exécutées au cours de cette opération. Voir les détails sur https://de.metapedia.org/wiki/Röhm,_Ernst#R.C3.B6hm_und_die_NSDAP]

Les noms des hommes qui ont été abattus selon ses ordres sont déjà connus. L'amour de Hitler pour l'Allemagne a triomphé des amitiés privées et de la fidélité due à des camarades qui l'avaient soutenu dans la lutte pour le futur de l'Allemagne. »

Viktor Lutze fut nommé à la tête de la SA. Sous son commandement, cette organisation perdit de sa puissance et de son pouvoir à mesure que la SS, dirigée par Himmler, prenait de l'ampleur en tant que force dominante.

Le 2 août 1934, à la mort du président Hindenburg, Hitler prit la présidence devenant ainsi chef suprême des armées. Il allait désormais se faire appeler *(der) Führer* ; le Guide.[72]

Le 19 août 1934, par un plébiscite, le peuple allemand fut en mesure de s'exprimer sur le Führer et son régime. Environ 95 % des électeurs inscrits se rendirent aux urnes, et 90 % d'entre eux votèrent pour Hitler. L'élection avait été suivie dans le monde entier et, de l'avis général, fut admise comme s'étant déroulée dans les règles, sans que la moindre forme d'intimidation ait été exercée sur les votants. Il était désormais manifeste que le Führer avait le soutien écrasant du peuple.

Le Congrès annuel du NSDAP à Nuremberg - 1934

En septembre 1934, deux semaines seulement après le plébiscite, eut lieu le 6e Congrès du NSDAP à Nuremberg au cours duquel la grande proclamation du Führer fut lue :

« Le mode de vie allemand est définitivement fixé pour les mille prochaines années. L'époque des tensions nerveuses du XIXe siècle a pris fin avec nous. L'Allemagne ne connaîtra pas de révolution au cours des mille ans à venir. »

Le journaliste juif américain William L. Shirer *Le IIIe Reich des origines à la chute* (*Inside the Third Reich*) assista au rassemblement pour voir en quoi consistaient le faste et l'apparat des Nationaux-Socialistes.[73] Il écrivit :

---

[72] [NdT : il était d'usage, dans son entourage restreint, qu'on se réfère à lui en disant *Der Chef*.]

[73] [NdT : la salle mentionnée par Shirer est la Luitpoldhalle, construite par Albert Speer, qui pouvait accueillir 16 000 participants. De 1933 à 1935, les Nationaux-Socialistes ont transformé la Luitpoldhalle en un lieu de conférence réservé

« Je commence à comprendre certaines des raisons du succès stupéfiant de Hitler. Empruntant un chapitre de l'Église catholique romaine, il réintroduit l'apparat, la couleur et le mysticisme dans la vie terne des Allemands du XX^e siècle. La réunion d'ouverture de ce matin (...) était plus qu'un spectacle magnifique ; elle était aussi empreinte de la mystique et de la ferveur religieuse d'une messe de Pâques ou de Noël dans une grande cathédrale gothique. La salle était une mer de drapeaux aux couleurs vives. Même l'arrivée de Hitler était théâtrale. L'orchestre a arrêté de jouer. Un silence de plomb pesait sur les trente mille personnes entassées dans la salle. Hitler est apparu à l'arrière de l'auditorium et, suivi par ses assistants, Göring, Gœbbels, Heβ*, Himmler et les autres, il a lentement marché le long de l'allée centrale tandis que trente mille mains étaient levées en signe de salut. »*

Souriant, le clergé était venu en ami au 6^e Reichsparteitag du 4 au 10 septembre 1934, où le Führer allait lancer le mot d'ordre d'un « Reich pour mille ans ».

Selon Shirer, l'atmosphère enivrante à l'intérieur de la salle était telle que *« chaque mot prononcé par Hitler semblait être un mot inspiré d'en haut ».*

---

exclusivement aux congrès du Parti du Reich. Dans la nuit du 29 août 1942, la Luitpoldhalle fut détruite lors d'un bombardement.]

Dans son discours au Congrès de Nuremberg, Hitler exonéra les chemises brunes de la SA de toute responsabilité et de toute complicité dans les évènements ayant nécessité la purge sanglante (Nuit des longs couteaux) et reconnut leur loyauté sans faille envers lui et le Parti. Les 50 000 chemises brunes assemblées pour l'occasion s'exclamèrent en chœur, à pleins poumons par des « Sieg Heil ». La loyauté de la SA n'était plus en cause.

Les Congrès de Nuremberg se tenaient annuellement en septembre. La seconde guerre mondiale fit de celui de 1938 le dernier congrès du NSDAP. Ces rassemblements étaient destinés à montrer au monde un État-nation en phase avec son dirigeant et son idéologie. Ils étaient un encouragement au patriotisme. Pour le congrès de 1934, Hitler avait fait

Adolf Hitler avec Leni Riefenstahl à Nuremberg.

appel au talent de la réalisatrice (et actrice) Leni Riefenstahl pour sortir le documentaire *Le triomphe de la volonté*.

Celle-ci s'était fait un nom dans l'industrie cinématographique du Reich en jouant dans une série de films de montagne réalisés par Arnold Franck. Elle y incarnait l'archétype de la jeune Allemande saine et sportive aux traits typiquement aryens.

Ce genre cinématographique fut bientôt associé aux aspirations nationalistes du parti naissant. En 1932, elle avait écrit et mis en scène *La Lumière bleue* ; film de montagne dans lequel elle tenait, en outre, le rôle principal. Pour un coup d'essai, le film était remarquablement sophistiqué dans ses effets visuels. Par la blancheur de sa neige et la vigoureuse énergie germanique de ses héroïnes, *La Lumière bleue* était une célébration de l'esprit et de la vitalité du peuple aryen, un thème qui était au cœur de l'idéologie dominante.

Leni Riefenstahl.

Ce n'est pas un hasard si Leni Riefenstahl fut choisie par Hitler[74] pour réaliser une série de films documentaires qui présenterait le National-Socialisme sous la meilleure lumière possible. Ainsi, le premier et le plus influent de ces films fut *Le triomphe de la volonté*, tourné en commémoration du Congrès de Nuremberg de 1934. Ce film fut qualifié comme étant le film de propagande le plus éblouissant et le plus réussi jamais réalisé.

Hitler relance l'économie allemande

En très peu de temps, Hitler conçut ce qui fut et demeurera probablement la plus grande révolution économique de l'histoire. Passant de la famine au plein emploi, la population connut une telle prospérité que les travailleurs ordinaires purent bénéficier de vacances à l'étranger, subventionnées par le Front du travail allemand. D'une faillite désespérée, l'Allemagne était passée à un parfait équilibre économique, voire même à l'expansion. Le premier réseau autoroutier au monde, *« Autobahn »*, en est un exemple éclatant. La production en série de la Volkswagen en était un autre. Des années plus tard, accédant à la présidence, le général Eisenhower fut tellement impressionné par le réseau autoroutier allemand qu'il lança le réseau autoroutier américain – une réplique directe des *Autobahn* allemands. Hitler mena, en outre, une politique autarcique. En d'autres termes, l'Allemagne limiterait autant

[74] [NdT : au demeurant, Walter Frentz, l'un des cameramen de l'équipe de Leni Riefenstahl eut la bonne fortune d'être choisi par le Führer comme cameraman attitré.]

que possible ses importations et produirait ses propres biens de consommation. Ce faisant, il tira le Reich d'une crise économique profonde apparemment irréversible vers l'économie la plus florissante d'Europe.

En moins de quatre ans, le gouvernement de Hitler était parvenu à faire passer le nombre de chômeurs de 6 014 000 (janvier 1933), à moins de 338 000 (septembre 1936). Dans le même temps, les salaires avaient également augmenté de façon spectaculaire. Le commerce allemand était en plein essor et les déficits des villes et des provinces avaient quasiment disparu. **Contrairement à l'historiographie officielle, les dépenses d'armement avaient été jusque-là minimes et elles n'avaient joué aucun rôle dans la reprise économique de l'Allemagne. Cela devait changer par la suite.**[75]

Dans un premier temps, le chômage fut éliminé, principalement par l'augmentation des investissements du gouvernement pour les travaux publics. Les infrastructures de base de l'Allemagne, telles que les chemins de fer, les routes et les projets de constructions publiques, furent améliorées et développées. Le gouvernement apporta également un soutien indirect à des projets de travaux privés. En même temps, les impôts furent fortement réduits pour inciter à embaucher plus

Ferdinand Porsche présente au Führer la voiture du peuple KdF… la « Coccinelle » de l'après-guerre.

[75] Souligné par l'auteur.

d'ouvriers. Il en résulta une augmentation des salaires, suivie d'une augmentation de la consommation qui entraîna elle-même une hausse de l'emploi. La politique d'autarcie de Hitler eut pour effet de créer des emplois créateurs de richesse dans le secteur manufacturier, ce qui était nécessaire pour soutenir la croissance économique à long terme. Il en ressortit en 1936, une pénurie de main-d'œuvre, surtout dans les secteurs de la construction et de la métallurgie.

Charles Lindbergh et son épouse Anne Morrow Lindbergh ont beaucoup voyagé en Allemagne à cette époque. Dans son livre *Autobiography of Values*, Charles Lindbergh écrivait :

« C'est la vitalité organisée de l'Allemagne qui m'a le plus impressionné : l'activité incessante du peuple, et l'orientation convaincante de l'autorité en vue de créer de nouvelles usines, des aéroports et de développer la recherche... »

Sa femme tirait des conclusions similaires :

« ...jamais de ma vie je n'ai ressenti la mise en valeur intelligente d'une telle énergie. C'est fascinant de la voir se manifester dans le dynamisme, la fierté et le moral des gens surtout chez les jeunes », écrivait-elle dans *La fleur et l'ortie.*

Pour contrer les effets du boycott juif international, y compris l'asphyxie financière, Hitler contourna simplement les banquiers internationaux en créant une nouvelle monnaie émise par le gouvernement allemand au lieu de l'emprunter à la banque centrale juive. Cette nouvelle monnaie n'était pas adossée à l'or, mais cautionnée par le savoir-faire de l'Allemagne. Le nouveau mark était essentiellement un reçu pour le travail et les matériaux livrés au gouvernement. Hitler a dit :

« Pour chaque mark émis, nous avons besoin de son équivalent en terme de travail ou de marchandises produites. »

Le gouvernement payait les ouvriers avec ces nouveaux marks et ceux-ci les dépensaient pour d'autres biens et services, créant ainsi davantage d'emploi. C'est ainsi que le peuple allemand se libéra de la dette écrasante que lui avaient imposée les banquiers internationaux (lire,

banquiers juifs). En l'espace de deux ans, l'Allemagne était de nouveau sur pied. Elle avait une monnaie solide et stable, sans dette ni inflation.

L'Allemagne était même parvenue à rétablir le commerce extérieur, malgré le refus des banquiers internationaux de lui accorder des crédits étrangers et malgré le boycott mondial des industries et des transports maritimes appartenant aux juifs. Elle contourna le boycott et l'étranglement du capital en échangeant directement des équipements et des marchandises avec d'autres pays grâce à un système de troc mettant ainsi complètement les banquiers sur la touche. Le boycott juif avait échoué et, par effet boomerang, s'était retourné contre eux. Pendant que l'Allemagne prospérait – parce que le troc élimine la dette nationale ; les intérêts sur la dette et les déficits commerciaux – les financiers juifs étaient privés de l'argent qu'ils auraient gagné sur ces activités. Ceci, bien sûr, ne fit qu'intensifier la détermination de la communauté juive internationale à saper et à détruire le régime hitlérien.

« Grâce à une politique monétaire indépendante de crédit souverain et à un programme de travaux publics de plein emploi, le Troisième Reich est parvenu, en quatre ans, à transformer une Allemagne ruinée, privée de colonies, en la plus forte économie européenne, avant même le début des dépenses en armement. » (Henry C.K. Liu, "Nazism and the German Economic Miracle", *Asia Times*, 24 mai 2005).

Hitler, le chef d'État le plus populaire du monde

Le miracle économique allemand n'échappa pas aux dirigeants étrangers qui faisaient régulièrement l'éloge de Hitler. Voici les propos de David Lloyd George, premier ministre de Grande-Bretagne, rapportés par le *Daily Express* du 17 septembre 1936, à propos d'Adolf Hitler et de l'Allemagne :

« J'ai maintenant vu le célèbre dirigeant allemand et aussi quelque chose du grand changement qu'il a opéré. Quoi que l'on puisse penser de ses méthodes – et elles ne sont certainement pas celles d'un régime parlementaire – il ne fait aucun doute qu'il a réalisé une merveilleuse transformation dans l'esprit des gens, dans la qualité de leurs relations et pour ce qui est de leurs perspectives sociales et économiques.

À Nuremberg, il prétendait à juste titre qu'en quatre ans son mouvement avait créé une nouvelle Allemagne. Ce n'est pas l'Allemagne de la première décennie d'après-guerre – brisée, déprimée et abattue dans un climat de crainte et

d'impuissance. Elle est maintenant pleine d'espoir et de confiance ; et avec une détermination renouvelée à mener sa propre vie sans ingérence ni influence d'aucune sorte en dehors de ses propres frontières.

Pour la première fois depuis la guerre, il y règne un sentiment général de sécurité. Les gens sont plus joyeux. Une atmosphère de gaieté plane sur tout le pays. C'est une Allemagne plus heureuse. Je l'ai vu partout, et les Anglais que j'ai rencontrés pendant mon voyage et qui connaissaient bien l'Allemagne ont été très impressionnés par ce changement.

Un homme a accompli ce miracle. C'est un dirigeant né. Un être magnétique et dynamique avec un but unique, une volonté résolue et un cœur intrépide.

Il n'est pas seulement le Führer de la nation en titre mais il l'est aussi dans les faits. Il a mis les Allemands à l'abri des ennemis potentiels qui les encerclaient. Il les protège également contre la hantise de la famine qui est l'un des souvenirs les plus poignants des dernières années de la guerre et des premières années de la paix. Plus de 700 000 personnes sont mortes de faim durant ces années lugubres. Vous pouvez encore en voir les effets dans le physique de ceux qui sont nés dans cette période sombre.

Le fait que Hitler ait sauvé son pays de la crainte que cette période de désespoir, de pénurie et d'humiliation ne se répète, lui a conféré une autorité incontestée dans l'Allemagne moderne.

Quant à sa popularité, surtout parmi les jeunes Allemands, elle ne fait aucun doute. Les vieux lui font confiance ; les jeunes l'idolâtrent. Ce n'est pas l'admiration accordée à un dirigeant populaire ; c'est le culte d'un héros national qui a sauvé son pays du découragement et de la dégradation totale.

Pour ceux qui n'ont pas eu l'occasion de voir de leurs propres yeux, ni senti la façon dont Hitler règne sur le cœur et l'esprit de l'Allemagne, cette description peut paraître extravagante. Pourtant c'est la pure vérité. Ce grand peuple travaillera mieux, sacrifiera davantage et, si nécessaire, combattra avec détermination parce que Hitler le lui demande. Ceux qui ne comprennent pas ce fait essentiel ne sont pas en position de juger des possibilités actuelles de l'Allemagne moderne. Cette impression a surpassé tout ce que j'ai vécu lors de ma brève visite dans la nouvelle Allemagne. Il y avait une atmosphère de renouveau qui a eu un effet extraordinaire sur l'unification de la nation.

Catholiques et protestants ; Prussiens et Bavarois ; employeurs et ouvriers ; riches et pauvres, ont été forgés en un seul et même peuple. Les origines religieuses, provinciales et de classe ne divisent plus la nation. D'une nécessité absolue est née une passion pour l'unité.

Les divisions, qui ont suivi l'effondrement de 1918, ont rendu l'Allemagne impuissante face aux problèmes internes et externes. C'est pourquoi le choc des passions rivales n'est pas seulement atténué, mais temporairement supprimé.

J'ai trouvé partout une hostilité féroce et intransigeante à l'égard du bolchevisme russe, associée à une véritable admiration pour le peuple britannique et à un désir profond de mieux le comprendre et de le comprendre dans l'esprit d'un plus grand rapprochement. Les Allemands se sont définitivement décidés à ne plus jamais se quereller avec nous, et ils n'ont plus de sentiments vindicatifs envers les Français. Dans l'ensemble, ils ont écarté de leur esprit tout désir de reconquête de l'Alsace-Lorraine.

Mais il y a une haine et une crainte réelles du bolchevisme russe, et malheureusement elles s'intensifient. Elles constituent le moteur de leur politique internationale et militaire. Leurs discussions privées et publiques en regorgent. Où que vous alliez, vous n'avez pas besoin d'attendre longtemps avant d'entendre le mot 'bolchevisme', et il revient sans cesse comme un ennuyeux refrain.

Leurs yeux sont rivés vers l'Est comme s'ils guettaient attentivement le jour du jugement dernier. Avec une rigueur toute allemande, ils se préparent à l'affronter.

Cette peur n'est pas induite. Les uns et les autres sont convaincus qu'il y a toutes les raisons de se méfier. Ils redoutent la grande armée qui s'est constituée en Russie ces dernières années.

Une campagne antiallemande exceptionnellement violente, publiée dans la presse officielle russe et colportée par la radio officielle de Moscou, a ravivé en Allemagne le soupçon que le gouvernement soviétique ourdit quelques méfaits. »

Winston Churchill, qui deviendra plus tard l'ennemi le plus obstiné de Hitler lorsque la puissance économique allemande recommença à défier celle de la Grande-Bretagne, avait ceci à dire en 1935 (avant de devenir l'homme de paille du groupe juif « The Focus ») :

« Au cours des quinze années qui ont suivi cette volonté sans faille, il a non seulement réussi à ramener l'Allemagne à la position la plus puissante en Europe, mais il a même, dans une très large mesure, inversé les résultats de la Grande Guerre... les vaincus sont en train de devenir les vainqueurs et les vainqueurs les vaincus... Quoi qu'on puisse penser d'autre de ces exploits, ils comptent sans aucun doute parmi les plus remarquables de l'histoire du monde.

(...) et la performance grâce à laquelle les rôles ont été renversés au détriment des vainqueurs complaisants, irréfléchis et aveugles mérite d'être considérée comme un prodige dans l'histoire du monde et un prodige indissociable des efforts d'un seul homme sur les épreuves que la vie lui a imposés…

Ceux qui ont rencontré Hitler en face à face, en public, en affaires ou en société, ont découvert un chef d'État très compétent, calme, bien informé, aux manières courtoises, au sourire perspicace et peu d'entre eux ont échappé à son magnétisme subtil.

Cette impression n'est pas non plus simplement un effet du prestige du pouvoir. Il l'a exercée sur ses compagnons à chaque étape de son combat, même lorsque sa fortune était au plus bas. (...)

On peut ne pas aimer le système de Hitler tout en admirant sa réussite patriotique. Si notre pays était vaincu, j'espère que nous trouverions un champion aussi indomptable pour retrouver notre courage et nous remettre en lice parmi les nations. »

Douglas Reed, journaliste, dramaturge, romancier et auteur de nombreux ouvrages sur l'Europe entre les deux guerres et après la Seconde Guerre mondiale, fit l'observation suivante à propos de la transformation économique de l'Allemagne sous Hitler :

« Les Allemands dans leur pays ne sont pas moins bien soignés que les Anglais dans le leur, mais mieux. Vous vous trouvez face à un pays immensément fort en armes et immensément fort en richesse réelle – non pas en lingots d'or dans une chambre forte de la banque nationale, mais dans l'industrie, l'agriculture, l'économie ainsi que dans l'énergie des ouvriers, et les conditions de vie dont ceux-ci bénéficient.

Pour améliorer le sort des ouvriers dans les usines et les ateliers, ils disposent maintenant, en Allemagne, d'une organisation puissante, dotée des pleins pouvoirs. Leurs ingénieurs, leurs travailleurs sociaux et leurs artistes vont dans les usines pour voir ce qui doit être fait. On constate qu'il faut une salle de douches ; une salle de détente ; une cantine ; une salle d'interventions médicales ; une salle de soins dentaires et ces services sont mis en place. Ils ont un sens civique, une conscience sociale, un sens de la communauté qui – en dépit de ce qui peut être dit des abominables camps de concentration – nous font en général défaut. »

John L Garvin, rédacteur en chef du journal londonien *The Observer*, écrivait :

« En mai dernier, j'y suis retourné [en Allemagne] avec ma famille pour un autre séjour, après deux ans passés dans d'autres pays européens. J'ai trouvé un pays qui a progressé miraculeusement depuis 1933. J'ai constaté une certaine solidarité politique, une tonalité saine dans la vie des citadins comme dans celle des ruraux.

J'ai trouvé que le coût de la vie avait considérablement diminué et que chaque personne était très optimiste. Dans chaque quartier, j'ai reçu la même réponse à mes questions : croyance profonde dans le génie du Guide, amour et admiration pour lui en tant qu'individu. Mes observations couvraient un large éventail de catégories sociales.

Je me suis entretenu avec les ouvriers les plus humbles ; avec des marchands ; des professionnels. Je n'ai pas encore trouvé de voix dissidente sur la question de la loyauté envers le Führer. Mes deux jeunes filles fréquentent des écoles privées allemandes et reçoivent une éducation rarement trouvée dans d'autres pays en termes de qualité d'enseignement. »

Lord Lothian, ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, écrivait le 29 juin 1937 :

« À mon avis, il faut admettre que le national-socialisme a beaucoup fait pour l'Allemagne. Il ne fait aucun doute qu'il a permis d'assainir l'Allemagne au sens moral du terme. Le défaitisme, la corruption si manifestes dans les jours d'après-guerre ont disparu ; du moins aux yeux du public. Il [Hitler] a apporté discipline, ordre et raison d'être à la grande majorité des jeunes qui, dans le passé, ne savaient pas où aller ni pour quoi vivre ».

Dans un article paru dans le *New York Times* du 12 juillet 1935, John H. Holmes, Pasteur de l'Église Communautaire a écrit :

« Le spectacle que nous offre l'Allemagne aujourd'hui est une expérience extraordinaire. Quinze ans après la guerre à l'issue de laquelle les puissances alliées pensaient l'avoir détruite ; l'Allemagne est de nouveau sur pied. Comparé à 1922 et 1931 – la dernière fois que je m'y suis trouvé – le changement est miraculeux. Les gens sont confiants, enthousiastes et courageux. Ils ont retrouvé leur moral. En 1931, le peuple allemand sombrait dans la misère. Maintenant, ils sont assurément de nouveau eux-mêmes ! Et les masses populaires sont de plus en plus nombreuses aux côtés de Hitler. Je me suis trompé depuis le début, lorsque j'affirmais que ce n'était pas le cas ; je sais maintenant que ça l'est. »

Dans son livre, *Defense of Germany*, l'érudit britannique G. E. O. Knight a écrit :

« En juillet dernier, sentant que la presse de ce pays mentait délibérément et menait une campagne politique contre l'Allemagne, j'ai décidé d'aller à Berlin et de mener une enquête libre et indépendante. Une fois sur place, j'étais bien déterminé à faire à mon idée, et personne n'a gêné mes mouvements.

J'ai trouvé que l'Allemagne était un pays libre, beaucoup plus libre que certains de ses voisins. Mes nombreux amis – parmi lesquels je peux compter des juifs et des non-juifs, des nazis et des communistes, des démocrates et des socialistes – n'ont pas toujours admis mon opinion. J'ai vite compris qu'être nazi n'excluait pas d'avoir des opinions que peu de travailleurs de mon pays oseraient exprimer à leurs 'camarades' de notre Parti travailliste. »

L'amélioration générale du niveau de vie du peuple allemand sous le Reich plaçait à l'époque l'Allemagne largement en tête de toutes les autres nations, y compris les États-Unis. Le gouvernement avait mis en place un programme de sécurité sociale viable pour la retraite. Les conditions de travail s'étaient considérablement améliorées et le peuple allemand avait des possibilités de loisirs et de détente après le travail. Un tel niveau de prospérité et d'avantages sociaux pour l'ensemble des citoyens a rarement été atteint dans le monde, que ce soit avant ou depuis.

La société allemande était également très démocratique, avec des élections régulières de représentants à un corps législatif. Ce n'était pas démocratique au sens où on l'entend aux États-Unis aujourd'hui. La forme allemande de démocratie, en tant qu'expression de la volonté populaire, était assurée par le droit d'organiser des referendums pour correspondre aux désirs du peuple.

« Le résultat de la révolution nationale-socialiste a été d'établir une démocratie dans le meilleur sens du terme. Nous nous dirigeons vers un ordre des choses garantissant un processus de sélection naturelle et raisonnable dans le domaine de l'encadrement politique, grâce auquel cet encadrement sera confié aux plus compétents, quels que soient leur origine, leur nom ou leur fortune. Les paroles mémorables du grand Corse[76] *selon lesquelles chaque soldat porte un bâton de maréchal dans son sac à dos, trouveront leur pendant politique en Allemagne. »* – Adolf Hitler

« En Angleterre, sous la démocratie, on ne nomme pas des experts en affaires, mais on distribue des faveurs aux hommes d'une classe cooptée sans qualifications

[76] [NdT : Napoléon.]

particulières pour les postes qui leur sont offerts. C'est le mauvais usage de la démocratie dans l'intérêt de la classe ; la trahison de la démocratie, et c'est là la cause de nos malheurs, passés, présents et à venir. » – Douglas Reed, dans *Disgrace Abounding.*

« Ce que la nation allemande a ardemment désiré pendant des siècles est désormais une réalité ; un seul peuple, fraternellement uni ; libéré des préjugés et des obstacles mutuels des temps passés. » – Adolf Hitler

« La volonté du peuple est la volonté du gouvernement, et réciproquement. La nouvelle structure politique créée en Allemagne est une sorte de démocratie ennoblie, c'est-à-dire que le gouvernement tire son autorité du peuple, mais la possibilité de mal interpréter la volonté du peuple ou de la rendre inopérante par l'usage de méthodes parlementaires a été complètement éliminée. » – Dr Joseph Gœbbels.

« Le mouvement a été forgé en un seul Reich ; un peuple jusqu'alors maintenu en désunion, mais aux facteurs de division multiples : divisions religieuses ; divisions de classes ; divisions professionnelles ; divisions politiques mais aussi des divisions territoriales dans les différents états fédéraux autonomes. Cette unification est désormais un fait historique. Le nationalisme a fondé une véritable communauté populaire.

Autrefois, les suffrages du peuple s'éparpillaient entre plusieurs partis politiques. Le nombre de ces partis avait fini par s'élever à trente-six. Ils n'avaient aucune grande plate-forme commune à offrir à un peuple qui luttait pour sa survie. Ils ont poursuivi leurs campagnes politiques rivales dans une querelle sur des questions dérisoires et égoïstes.

Aujourd'hui, le peuple allemand vote pour un dirigeant et un parti dans une unité qui fait bloc dont on n'aurait jamais osé rêver auparavant. Après la disparition des partis politiques ; qui se battaient uniquement pour leurs propres intérêts et maintenaient la nation divisée ; de grands problèmes vitaux communs ont été présentés au peuple afin qu'il puisse comprendre quels idéaux valaient la peine d'être défendus et pour lesquels des sacrifices devraient être consentis. Toute l'Allemagne s'est mobilisée pour lutter pour ces grandes questions d'une importance vitale pour l'existence même d'une nation. » – Rudolf Heβ.

« Le principe parlementaire de la décision à la majorité n'apparaît qu'au cours de périodes assez courtes de l'histoire, et ce sont toujours des périodes de décadence dans les nations et les États. » – Adolf Hitler

« ...Hitler a profité à plusieurs reprises de l'occasion pour consulter la nation et a obtenu à chaque fois l'approbation sans réserve de sa politique et de ses méthodes de gouvernement. » – Cesare Santoro*, Quatre années d'Allemagne de Hitler Vue par un étranger.* (1938)

« Moi-même, j'étais et je suis toujours un enfant du peuple. Ce n'est pas pour les capitalistes que j'ai entrepris cette lutte ; c'est pour les travailleurs allemands que j'ai pris position. » – Adolf Hitler.

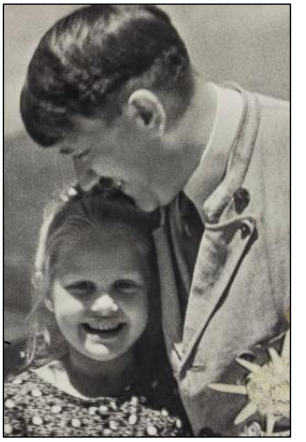
Il a été établi par ceux dont l'intention était de calomnier et de salir Hitler qu'il était athée ; occultiste ; qu'il croyait en l'astrologie ; qu'il pratiquait des rituels païens ; etc., *ad libitum*. History Channel diffuse actuellement un documentaire affirmant ces mêmes absurdités. Mais voici comment Hitler décrit ses croyances dans *Mein Kampf*.

« D'abord, je crois en Dieu Tout-Puissant... et je déclare solennellement que Dieu Tout-Puissant m'a choisi pour cette tâche. » Il avait ajouté : *« Nous voulons remplir à nouveau notre culture de l'esprit du christianisme, mais pas seulement en théorie. »*

Hitler considérait le christianisme comme une institution culturelle essentielle pour l'Allemagne :

« Le gouvernement allemand, qui considère le christianisme comme le fondement inébranlable de la vie éthique de la nation allemande, attache la plus grande importance au maintien et au développement de relations amicales avec le Saint Siège. Le gouvernement national considère les deux confessions chrétiennes comme les facteurs les plus importants du maintien de notre personnalité éthique. Le gouvernement adoptera une attitude juste et objective envers toutes les autres religions. » – Adolf Hitler

Les photos suivantes montrent Hitler en contact avec le peuple allemand, en particulier avec des enfants. À cette époque, Hitler était le dirigeant national le plus populaire au monde.



Adolf et Eva Hitler.

Dans les nombreuses déclarations d'Adolf Hitler et à propos d'Adolf Hitler, on ne le retrouve guère dans la manière dont il a été décrit plus haut. Dans son discours en 25 points de 1920 (point 24), Hitler dit :

« Le Parti en tant que tel prône un christianisme positif sans se lier à aucune église particulière.

En cette heure, je ne demande au Seigneur Dieu que ceci : qu'il bénisse, comme par le passé, pour les années à venir, notre travail et notre action, notre jugement et notre résolution, afin qu'il nous protège de tout orgueil mensonger et de toute servilité lâche ; qu'il nous accorde de trouver le droit chemin que sa Providence a prescrit pour le peuple allemand et qu'il nous donne le courage de faire ce qui est juste ; de ne jamais hésiter et de ne jamais nous soumettre devant aucun danger, devant aucune violence. »

Contrairement à la propagande, Hitler était un fervent catholique. Ici, il est photographié quittant la Marinegarnisonskirche à Wilhelmshaven.

« Je crois au peuple allemand à l'intérieur et à l'extérieur des frontières allemandes. Je crois en Adolf Hitler, qui, par la grâce de Dieu, a été envoyé pour restaurer sa confiance en soi au peuple allemand. » – Mouvement allemand pour la foi.

« Adolf Hitler nous a rendu notre foi. Il nous a montré le vrai sens de la religion. Il est venu pour renouveler en nous la foi de nos pères et pour faire de nous des êtres nouveaux et meilleurs... tout comme Jésus-Christ a fait de ses douze apôtres un groupe fidèle jusqu'à la mort du martyr dont la foi a secoué l'Empire romain, ainsi nous assistons maintenant encore au même spectacle. Adolf Hitler est le vrai Saint-Esprit. » – Hanns Kerrl, ministre allemand des Affaires religieuses.

C'est la propagande juive internationale qui a fait de Hitler un monstre athée et meurtrier. Son régime n'a pas persécuté le peuple allemand, ni ne l'a privé de ses droits. Au contraire, comme le montrent

les déclarations et les commentaires des dirigeants du monde de l'époque, Hitler a consacré sa vie et toutes ses énergies à améliorer le sort de son peuple, et celui-ci a répondu avec un élan d'amour et de dévouement pour son Führer rarement observé dans l'histoire. Les actions policières de son régime étaient dirigées contre les ennemis du peuple, y compris les communistes et d'autres organisations de gauche dont les membres n'étaient généralement pas des Allemands de souche. Ce que les juifs avaient fait en Russie n'a échappé ni à Hitler, ni au peuple allemand ; ils ne pouvaient qu'en déduire ce qui serait appliqué à l'Allemagne si jamais l'occasion de le faire leur était donnée. Hitler a fait capturer et incarcérer ces révolutionnaires de gauche pour qu'ils n'aient jamais une telle occasion. Le fait que la grande majorité de ces gens-là étaient juifs n'était que fortuit. Ils ont été enfermés parce qu'ils étaient communistes et révolutionnaires, et qu'ils constituaient ainsi une grave menace pour le pays. À en juger par leurs actes en Hongrie, en Italie et en Espagne ; les décisions de Hitler étaient parfaitement justifiées.

La presse juive internationale a exagéré ces évènements et a accusé ce régime de « persécuter » les juifs simplement parce qu'ils étaient juifs. À plusieurs reprises et de façon soutenue – à commencer par l'intervention radiophonique de Untermyer sur la chaîne de radio new-yorkaise en 1933 – les Nationaux-Socialistes furent accusés de vouloir « exterminer » les juifs. Ce n'était tout simplement pas vrai. Jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, la plupart des juifs vivaient en Allemagne sans y être maltraités, et un grand nombre d'entre eux continuèrent à y vivre pendant toute la durée de la guerre. Ce sont les communistes, qui étaient juifs, qui furent durement traités. Un certain nombre d'officiers étaient juifs – dont deux feld-maréchaux – Erhard Milch et Erich von Manstein[77]. Milch avait la haute main sur le développement technique de la Luftwaffe.[78]

Alors que les commentaires et les observations des hommes d'État, des historiens et des journalistes présentés ci-dessus décrivaient l'Allemagne comme une terre de gens heureux et prospères avec un gouvernement bienveillant dédié à leur bien-être, l'internationale juive

[77] [NdT : la traductrice a trouvé justifié d'ajouter le second nom qui avait échappé à la mémoire de l'auteur. Le nom d'origine de Manstein était von Lewinski.]

[78] [NdT : afin de rendre cela possible conformément à la loi, des « Deutschblütigkeitserklärung » avaient été publiés. Voir aussi : Bryan-Mark Rigg : *La tragédie des soldats juifs d'Hitler*, 2003. En outre, Milch demeura loyal au Maréchal du Reich Gœring jusqu'à lui rendre visite régulièrement à Nuremberg afin de l'aider à organiser sa défense.]

poursuivait sa virulente campagne de propagande antiallemande qui décrivait l'Allemagne comme un enfer de répression, de brutalités et d'assassinats.

En mars 1935, le Conseil national des femmes juives de New York proclama que Hitler représentait une *« menace mondiale »*. À la même époque en Allemagne, Julius Streicher, éditeur du journal *Der Stürmer*, comparait Hitler à Jésus Christ. Un certain professeur Hause [?] fit parler de lui en déclarant que Dieu s'était révélé à l'Allemagne à travers Hitler, et le Dr Reinhardt Krause déclara que Hitler avait été personnellement investi d'une mission divine envers la nation allemande. Les Nationaux-Socialistes prétendaient que l'hostilité internationale envers Hitler était toute d'inspiration juive. Alors que le peuple allemand le vénérait et le considérait comme le sauveur de l'Allemagne, beaucoup de ceux qui se trouvaient à l'étranger et avaient été influencés par la propagande antiallemande juive le considéraient comme une menace pour l'humanité.

Hitler avait été élu en grande partie sur sa promesse de reconquérir les territoires enlevés à l'Allemagne par le Traité de Versailles, et de créer un seul État allemand afin que l'ensemble du peuple allemand y trouvât sa place. Les dirigeants britanniques, français et soviétiques refusèrent d'admettre la légitimité des revendications de l'Allemagne, mais choisirent plutôt de considérer les objectifs empreints d'un certain esprit de revanche de Hitler comme une agression internationale. Le 11 avril 1935, des représentants de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie se réunirent à Stresa en Italie, dans le but de réaffirmer leur opposition à ce que l'Allemagne absorbe l'Autriche ou le territoire des Sudètes en Tchécoslovaquie. Hitler dénonça ces confirmations comme hostiles à son pays au prétexte que ses objectifs étaient légitimes et que l'Allemagne ne voulait pas d'une nouvelle guerre. Il parla de l'absurdité de la guerre et des *« folies »* du passé. Selon lui, les guerres de vengeance étaient dépassées. *« Un fauteur de guerre était peut-être considéré comme un patriote dans le passé,* dit-il, *mais aujourd'hui, une telle personne serait considérée comme traître. »* De plus, il avait déclaré : *« Nous ne sommes pas des impérialistes »*, ajoutant que tout ce que le peuple allemand voulait, c'était *« l'égalité des droits pour tous »* et que son honneur lui fut restitué. Tout ce que ce peuple voulait, disait-il, c'était d'être traité comme tous les autres, et cela signifiait entre autres choses, le retour des territoires allemands.

Malgré la propagande antiallemande tenace, des hommes bienveillants et réfléchis continuèrent à soutenir les objectifs de Hitler. Le 6 juin 1935, l'archevêque de Cantorbéry, le plus haut dignitaire

religieux de Grande-Bretagne, exprima sa sympathie envers l'Allemagne, déclarant, *« [elle] doit être reconnue comme une nation ayant droit à une place égale parmi les autres nations ».*

Pourtant, l'Américain ou l'Anglais moyen fut amené à croire que l'Allemagne représentait une menace pour l'humanité et qu'elle devait être contrôlée et tenue en échec. Les médias tenus par les juifs les persuadaient que c'était un pays maléfique et brutal avec un gouvernement oppressif et totalitaire qui maintenait une population terrifiée sous un étroit contrôle grâce aux polices secrètes et aux camps de concentration. Rien ne pouvait être plus faux.

La « guerre sainte » déclarée contre l'Allemagne par la communauté juive internationale se poursuivait sans relâche, et la campagne de propagande de mensonges délibérés, de calomnies et de fausses représentations s'appliquait à retourner l'opinion mondiale contre ce pays. Il ne pouvait y avoir de plus grand contraste entre la vie à l'intérieur du Reich telle qu'elle était réellement et la manière dont elle était décrite dans la presse juive internationale.

Voici une série de photographies prises pendant la période nationale-socialiste montrant les Allemands pour ce qu'ils étaient : un peuple propre, beau, intelligent et civilisé, un peu comme ceux de tout autre pays européen à l'époque.

Le vrai visage de l'Allemagne dans le III^e^ Reich

Jeunes hommes des Jeunesses hitlériennes.

Un jeune soldat.

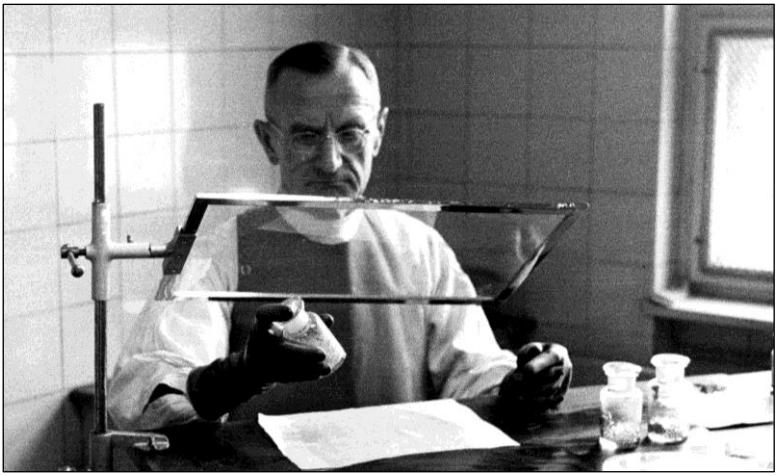
Un jeune officier.

Les filles du Bund Deutscher Mädel (BDM), l'organisation féminine des Jeunesses Hitlériennes.

Des jardiniers allemands lors d'un cours d'été à la Landfrauenschule dans le monastère d'Indersdorf près de Dachau.

La piscine extérieure publique de Staufen im Breisgau, 1937.

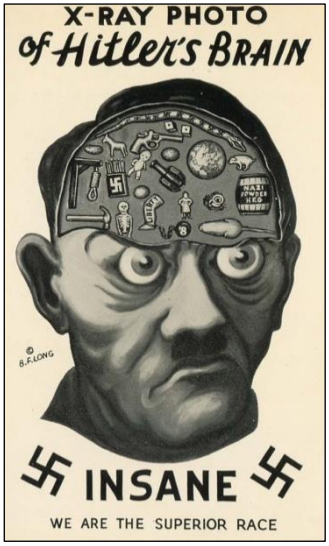
Les chauffeurs et techniciens des fameuses « Flèches d'argent » adressent à Adolf Hitler le salut hitlérien à l'occasion de l'ouverture du Salon international de l'automobile et de la moto de Berlin en 1937.



Le bactériologiste et président de l'Institut Robert Koch. Eugen Gildemeister (1878-1945).

Le chef d'orchestre et compositeur Wilhelm Furtwängler avec le Berliner Philharmoniker lors d'un concert à l'occasion du Press und Funkball à Berlin.

Et voici le visage de l'Allemagne, tel que dépeint par la propagande juive.



Chapitre 14

Hitler commence la reconquête des territoires allemands

L'un des objectifs de Hitler en tant que Chancelier était de réunifier l'Allemagne. Il était déterminé à reprendre le contrôle des terres qui avaient été prises à cette dernière selon les termes du Traité de Versailles ; mais aussi à faire revenir dans le pays les Allemands de souche qui vivaient hors du Reich. Mais pour que ses plans aient une chance de réussir, il faudrait d'abord que le pays se réarme. Versailles avait limité la capacité de défense du pays à une Reichswehr de 100 000 hommes notoirement trop faible pour épauler ses ambitions. Le 15 mars 1935, Hitler réunit le Grand État-major et les membres de son cabinet et leur annonça que l'Allemagne défierait ouvertement les contraintes militaires imposées par les vainqueurs et qu'elle réarmerait. Tous approuvèrent avec enthousiasme. C'était une invitation aux représailles françaises et britanniques.

Le lendemain, une conférence de presse du ministre de la Propagande, Joseph Gœbbels, faisait savoir au monde que le Führer avait décidé de remettre en vigueur le service militaire obligatoire et qu'une nouvelle armée forte de 36 divisions et de 550 000 hommes allait être mise sur pied en violation flagrante du Traité.

Les dirigeants allemands attendirent fiévreusement les réactions des deux pays. Les plus prudents parmi les généraux redoutaient une immédiate réaction française. La France disposait d'une armée bien équipée – la plus puissante d'Europe – à laquelle l'Allemagne n'était pas en mesure de s'opposer. Mais rien ne se passa. Le coup de poker de Hitler avait été payant !

Il savait la France aux prises avec des problèmes politiques internes et la Grande-Bretagne toujours en proie aux tourments de la crise. Comme il l'avait parié, pas une des deux n'eut le courage de prendre des mesures militaires. Hitler avait aussi le bon droit pour lui. L'Allemagne – comme tout pays souverain – avait un droit imprescriptible à la protection armée de cette souveraineté. Avec une armée croupion de 100 000 hommes, elle en était incapable. Que la décision de Hitler eût été fondée en droit des gens tombait sous le sens.

Mais Hitler était assez intelligent pour comprendre qu'il devait enchaîner sur sa décision en se montrant conciliant. Quelques mois après l'annonce de la réintroduction du service militaire obligatoire, il prit la parole devant le Reichstag et déclara :

« L'Allemagne veut la paix... Aucun de nous n'entend menacer qui que ce soit. »

Et c'était véritablement le fond de sa pensée. Il voulait récupérer les territoires perdus de l'Allemagne, mais pas au prix d'une guerre.

Après l'introduction du service militaire obligatoire - Une recrue s'entraîne au pas de parade.

Il annonça devant le Reichstag un programme de paix en treize points. Il déclara que l'Allemagne respecterait toutes les autres dispositions du Traité de Versailles, y compris la démilitarisation de la Rhénanie. Il déclara que le Reich était prêt à coopérer dans le cadre d'un effort commun de maintien de la paix en Europe. Il ajouta qu'il était également prêt à conclure des pactes de non-agression avec ses voisins.

Cela parut rassurer ses timorés voisins. Ce système allait fonder la stratégie diplomatique subséquente de Hitler : une annonce énergique le samedi (les surprises du samedi de Hitler), et par la suite un discours apaisant. Après chacune de ces initiatives, il laissait du temps s'écouler pour que tout se calme avant de passer à l'étape suivante. Il savait ce qu'il voulait et ce qu'il faisait, et il jouait ses cartes avec habileté.

Il attendit une année pour lancer son coup de poker suivant : la remilitarisation de la Rhénanie. Le samedi 7 mars 1936, au petit matin, trois bataillons de l'Armée allemande traversèrent les ponts au-dessus du Rhin et pénétrèrent dans ce centre industriel de l'Allemagne qu'était la

Rhénanie. Cette zone démilitarisée comprenait tout le territoire à l'Ouest du Rhin, s'étendant jusqu'à la frontière française, ainsi qu'une partie à l'Est du fleuve. Elle comprenait les villes de Cologne, Düsseldorf et Bonn.

Le même jour, à 10 heures, le ministre des Affaires étrangères Constantin von Neurath, convoquait les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne et d'Italie pour leur remettre un mémorandum qui précisait que le gouvernement allemand avait *« restauré la totale souveraineté du Reich en Rhénanie »*. Il s'agissait, bien sûr, d'une nouvelle violation du traité de Versailles.

À midi, Hitler se présentait devant un Reichstag convoqué d'urgence et communiquait cette même information. Les membres du Reichstag, totalement surpris, acclamèrent le Führer avec enthousiasme aux cris de « heil ».

Une fois tues les clameurs, Hitler déclara :

« En premier lieu, en ce qui concerne la restitution de son honneur à notre peuple, nous jurons de ne céder à aucune pression ; préférant succomber avec honneur aux épreuves les plus dures plutôt que de capituler. Secondement, tout particulièrement en ce jour – et à l'intention expresse de nos voisins – nous déclarons solennellement n'avoir plus aucune revendication territoriale à faire valoir en Europe ! ...l'Allemagne ne rompra jamais la paix. »

Hitler et ses généraux attendirent derechef avec inquiétude de voir comment Paris et Londres allaient réagir. Les troupes allemandes avaient même reçu l'ordre d'évacuer immédiatement la Rhénanie si la France attaquait. Et de nouveau, rien ne se passa. Les Français et les Britanniques demeurèrent l'arme au pied. Les horreurs de la Grande guerre étaient encore trop présentes dans les mémoires, et les Français – en particulier – n'étaient pas taraudés d'enthousiasme à l'idée d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne. L'absence de réaction des Britanniques s'explique par le fait que la plupart de leurs dirigeants avaient déjà pris conscience que le Traité de Versailles était déraisonnable à bien des égards et parce que la plupart d'entre eux manifestaient de la compréhension envers la position de Hitler.

Ce fut un coup de dés énorme de Hitler, parce que les quelque cent divisions de l'Armée française auraient pu facilement submerger les 30 000 soldats allemands légèrement armés qui se trouvaient alors en

Rhénanie, et là le Führer aurait pu tout perdre. Hitler devait plus tard reconnaître :

« Les 48 heures qui suivirent l'entrée en Rhénanie furent les plus éprouvantes de ma vie. Si les Français l'avaient investie, nous aurions dû l'évacuer piteusement... »
Plusieurs généraux de Hitler avaient redouté les conséquences de ce geste audacieux, mais Neurath lui avait tranquillement assuré :

« C'est un risque que vous pouvez prendre ; rien ne se passera. »

Avec le temps, Hitler apprit à ignorer l'extrême prudence de ses généraux et à se fier à son propre jugement dans de telles situations.

Samedi 7 mars 1935 – Entrée de la Wehrmacht en Rhénanie.

Les Rhénans accueillirent les troupes avec une immense émotion. Les soldats furent accueillis par les bénédictions des prêtres. Les femmes semaient des fleurs sur leur passage. Les habitants de Cologne étaient en liesse et à l'intérieur de sa magnifique cathédrale, le cardinal Schulte ne tarissait pas d'éloges à l'intention du Führer.

Quelques semaines plus tard, le 29 mars, se tint un nouveau plébiscite. Avec un taux de participation de 99 %, 98,8 % votèrent en faveur de la remilitarisation. Hitler était désormais l'homme le plus populaire d'Allemagne.

Fort de ce succès, il retourna à Berchtesgaden, son lieu de séjour dans les montagnes bavaroises, pour se détendre pendant que les choses

s'apaisaient, mais aussi pour réfléchir à son prochain projet, car il avait encore beaucoup à faire pour mener à bien son plan d'irrédentisme en Allemagne.

Pendant ce temps, à Berlin – comme en tous points de l'Allemagne – des préparatifs allaient bon train pour accueillir les prochains Jeux olympiques d'été. Ces Jeux allaient être une magnifique occasion de dévoiler au monde les réalisations de la nouvelle Allemagne nationale-socialiste.

Le Berghof sur l'Obersalzberg avec vue sur l'Untersberg.

Chapitre 15

Les Jeux olympiques de 1936

Deux ans avant l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes ; en avril 1931 ; l'emportant sur Barcelone, Berlin s'était vu attribuer les Jeux de 1936, par le Comité International Olympique (CIO). Sitôt que les Nationaux-Socialistes eurent accédé au pouvoir, les organisations juives étatsuniennes exigèrent que le CIO fît le choix d'un autre pays d'accueil. Ainsi, le Congrès juif américain et le Comité juif du travail organisèrent-ils des rassemblements afin de s'opposer à la participation des États-Unis si ces jeux n'étaient pas retirés à Berlin. Le responsable US en charge de la liaison avec le CIO, Avery Brundage – faisant front à ces pressions (ce qui était tout à son honneur) – maintint que les États-Unis y participeraient. La communauté juive internationale avait déjà lancé une campagne de propagande contre les Nationaux-Socialistes bien avant leur arrivée au pouvoir, et Brundage estimait que la tentative de boycott des Jeux olympiques n'était qu'une autre « conspiration judéo-communiste » contre l'Allemagne, ce qui, bien évidemment, était le cas. Il déclara que les athlètes juifs n'étaient absolument pas traités injustement par qui que ce soit. Les juifs se montrèrent néanmoins inébranlables.

La rumeur la plus tenace en regard à Hitler et aux Jeux de Berlin, est qu'il aurait refusé de serrer la main de l'athlète noir américain Jesse Owens après que celui-ci ait remporté une course. Ce mythe est largement répandu et persiste, de nos jours, dans de nombreuses revues et publications ; et notamment Microsoft aussi, dans son encyclopédie informatisée *Encarta.*

Voici les faits tels qu'ils se sont produits le 2 août 1936 : Hitler assista à la première journée des épreuves d'athlétisme, au cours de laquelle il eut l'occasion de féliciter l'athlète Hans Wollke ; premier Allemand à décrocher une médaille d'or olympique depuis 1896. Durant la suite de la journée, Hitler avait continué à recevoir, dans sa loge personnelle, les médaillés qu'ils fussent ou non allemands.

Le lendemain matin, 3 août, le président du CIO, le comte de Baillet-Latour, informa Hitler qu'il avait violé le protocole olympique en félicitant personnellement chaque vainqueur. Hitler s'en excusa et indiqua qu'il s'abstiendrait dorénavant de féliciter personnellement les

gagnants. Plus tard dans la même journée, lorsque Jesse Owens remporta ses médailles d'or, Hitler ne lui serra pas la main, pas plus qu'il ne serra la main de qui que ce soit d'autre et il en fut ainsi jusqu'à la fin des jeux. Il est donc tout à fait faux de prétendre qu'il aurait choisi d'ignorer délibérément Owens. Dans son autobiographie, *The Jesse Owens Story*, (1970) le coureur relatait :

« Quand j'ai croisé le Chancelier, écrivait-il*, il s'est levé et m'a adressé un signe de la main, auquel j'ai répondu. Je pense que les écrivains ont fait preuve de mauvais goût en critiquant l'homme du moment en Allemagne. »*

Dans l'après-midi du premier jour, Hitler et son entourage quittèrent le stade tôt parce que la pluie menaçait. En fait, il avait déjà commencé à pleuvoir. Incidemment, l'Afro-américain, Cornelius Johnson, venait tout juste de battre son co-équipier à l'épreuve de saut en hauteur, et de remporter une médaille d'or peu avant que Hitler ne quitte le stade. Aussitôt, les propagandistes antiallemands rapportèrent dans la presse juive internationale qu'il avait quitté le stade fou furieux parce qu'un Noir avait gagné l'une des épreuves. Mais Hitler était beaucoup trop sensible à l'opinion mondiale pour se laisser piéger au jeu d'une publicité négative par un comportement aussi inapproprié.

Or, les faits ne sauraient faire obstacle à une bonne histoire antinazie. Ainsi, au lendemain des premières épreuves, le *New York Times* (propriété des juifs) titrait en Une *« Hitler salue tous les médaillés, à l'exception des Américains ».*

Le journal du lendemain titrait : *« Hitler ignore les médaillés noirs. »* Ce n'est pas par hasard que le *New York Times* avait pris la tête du mouvement pour boycotter ces Jeux. D'autres journaux lui emboîtèrent le pas. *« Hitler snobe Jesse »*, pouvait-on lire dans les gros titres du *Call and Post*, un journal afro-américain de Cleveland. *The Baltimore Afro-American* – quant à lui – titrait : *« Adolf snobe les jeunes Américains ».* Il s'agissait évidemment de purs mensonges. Rien de tel ne s'était passé.

Une autre histoire colportée sur les J.O. de 1936 par la presse antiallemande était que la victoire d'Owens *« battait en brèche la théorie nazie de la race des Seigneurs».* Si tant est qu'une telle idée ait existé à l'époque, les J.O. – au contraire – l'étayaient. En effet, l'Allemagne avait moissonné 89 médailles ; cependant qu'avec une population deux fois et demie plus importante, les États-Unis n'en avaient décroché que 56.

Que l'Allemagne ait prétendu être de la « race des Seigneurs » relevait également de l'affabulation ; ce n'était qu'un autre effet de propagande antiallemande de la presse juive internationale. En contraste avec la prétention juive d'être le peuple élu de Dieu, les Nationaux-Socialistes n'ont jamais émis une telle affirmation, pas plus que Hitler n'a usé du terme « race supérieure », ou quoi que ce soit d'approchant pour définir le peuple allemand. Hitler utilisait le terme « aryen » pour représenter tous les peuples germaniques d'Europe, y compris les Britanniques, les Hollandais, les Suédois, les Norvégiens, les Finlandais, les Suisses, et tous les autres peuples d'Europe d'une origine similaire. Selon lui, le peuple aryen était culturellement supérieur à la plupart du reste de l'humanité, comme en témoignaient toutes ses réalisations. Ainsi, écrivait-il dans *Mein Kampf* :

« Toute la culture humaine, tous les produits de l'art, de la science et de la technologie que nous voyons aujourd'hui, sont presque exclusivement dus au prodige créatif des Aryens... »

Cette idée était généralement acceptée par tous les Européens de l'époque et ne pouvait guère être contestée, étant donné que presque tous les progrès de la civilisation avaient été accomplis par ces peuples. Ainsi, les Britanniques se sont toujours considérés comme une race supérieure. La presse juive internationale antiallemande a délibérément mal interprété ces concepts généraux pour signifier que seuls les Allemands se considéraient comme étant la « race supérieure ». En fait, aucune revendication de ce genre n'a jamais été faite.

Dans ce qui allait devenir un acte d'une extrême ironie, Roosevelt, alors candidat à sa réélection et préoccupé par la réaction des États du Sud, refusa de recevoir Owens à la Maison Blanche. Owens devait plus tard faire remarquer que c'était Roosevelt – et non Hitler – qui l'avait snobé.

Jesse Owens était le citoyen d'un pays dont le racisme aurait fait rougir Hitler. Dans l'Allemagne nationale-socialiste, il pouvait partager un bus ou un tram avec des Blancs. Traité sur pied d'égalité en tout devant la loi ; il pouvait s'asseoir dans un cinéma à côté des Blancs, utiliser les toilettes publiques, manger dans les restaurants et séjourner dans les hôtels sans qu'aucune discrimination ne soit exercée à son égard. Bien des choses qu'il pouvait faire dans cette nouvelle Allemagne lui étaient interdites dans son propre pays. Ainsi, aux États-Unis, les athlètes noirs étaient-ils tenus de manger à l'écart des athlètes blancs.

Lorsque – très exceptionnellement – ils étaient admis à partager le même hôtel que les Blancs, il leur fallait utiliser l'entrée de service. Il n'y avait pas de Noirs dans les équipes de base-ball des ligues supérieures, pas plus qu'il n'y avait de nageurs noirs. Ceci valait pour le Nord éclairé. Dans les États du Sud, il n'y avait aucune possibilité qu'un Noir soit autorisé à participer à un sport, sauf en compétition avec d'autres Noirs. Le fait que la presse juive ait qualifié Hitler et le peuple allemand en général de racistes était extrêmement hypocrite.

Jesse Owens apprécia manifestement beaucoup son séjour dans le Reich. En Allemagne, il fut très médiatisé avant les Jeux Olympiques et le peuple allemand l'idolâtrait.

Les deux citations suivantes proviennent du livre de Richard D. Mandell *Les Jeux Olympiques nazis* :

« Au stade, la simple apparition de la tête d'Owens sous les tribunes entraînait des acclamations de la foule qui scandait des : 'Yes-sa Ov-enss ! Yes-sa Ov-enss !' »
« Certains matins au village olympique, le héros sportif de l'heure était réveillé par des photographes amateurs qui affluaient devant la fenêtre de sa chambre pour capturer l'athlète avant même qu'il soit prêt à se montrer devant les foules à Berlin à l'occasion de l'une de ses nombreuses apparitions.»

« Jesse Owens était acclamé au même titre que n'importe quel Aryen. » – Selon son entraîneur, Lawrence N. Snyder, interrogé par le *Saturday Evening Post* du 7 novembre 1936.

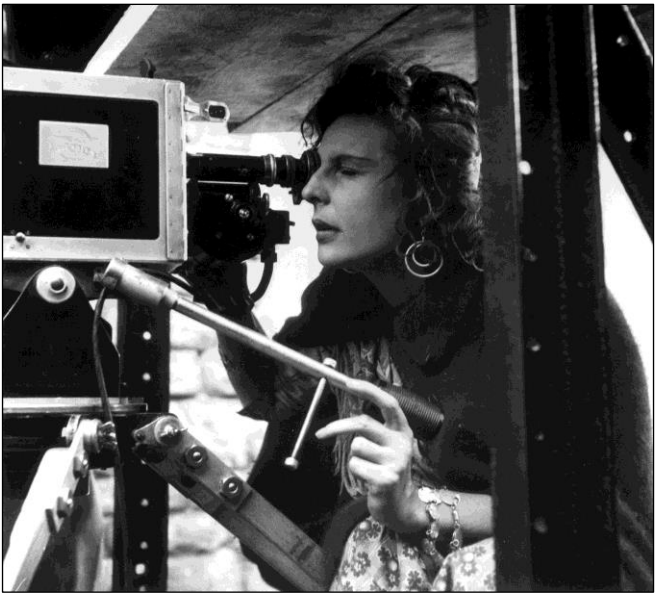
Dès que Jesse Owens fut retourné aux États-Unis, il démentit avoir été snobé par Hitler ou avoir été maltraité de quelque façon que ce soit. Mais il apprit assez vite qu'il pouvait utiliser le « mythe du mépris » à son propre avantage. Pour complaire à ce que les gens voulaient entendre, il se mit à prétendre dans ses interviews et ses apparitions publiques d'après-guerre – ainsi que dans ses articles et ses livres rédigés par des « nègres » – que Hitler avait en effet refusé de lui serrer la main, et il propagea également le mensonge selon lequel Hitler « quittait furieux le stade » quand un athlète noir remportait une médaille. Découvrant que les histoires montés au détriment de Hitler trouvaient un écho favorable au sein du public américain, il se mit à gonfler ses récits de « mauvais traitements ». Ces exagérations finirent par devenir la pièce de résistance de ses interventions, cependant qu'il narrait à quel point il était

émotionnellement déchiré par le dédain et autres « abus » infligés par Hitler et les Nationaux-Socialistes. Il n'en demeure pas moins que Jesse Owens avait en fait reçu l'accueil le plus chaleureux de son existence de la part des spectateurs allemands, et notamment de Hitler.

Un autre mythe encore tenace, résultant de la propagande antiallemande, est que les Noirs américains *« raflèrent »* toutes les médailles d'or à l'occasion des J.O. de Berlin. Il est vrai qu'Owens remporta quatre médailles d'or, mais en dehors de l'athlétisme, les Allemands dominèrent les Jeux olympiques de 1936 en remportant plus de médailles que tous les autres participants réunis.

Ce ne sont là que quelques-unes des exagérations flagrantes contre l'Allemagne de Hitler mises en œuvre par la campagne de propagande juive internationale. Puisque ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire, l'Allemagne de Hitler fut salie en permanence par ces mensonges.

Leni Riefenstahl, « Experte du septième art au service du NSDAP », réalisa *Olympia*, un documentaire sur ces Jeux, dont la valeur de



Leni Riefenstahl filme les Jeux olympiques d'été de 1936 à Berlin.

propagande pour le III[e] Reich égalait presque celle de son précédent

film, *Le triomphe de la volonté*. Ce fut un film qui remporta de nombreux prix internationaux.

Par ces Jeux, l'Allemagne fit une profonde impression en dépit de tous les efforts de la presse juive internationale pour la dénigrer. Le monde entier put ainsi apprécier par lui-même « la nouvelle Allemagne » qui avait été créée par les Nationaux-socialistes. Des visiteurs de tous les points du Globe se félicitèrent de l'hospitalité allemande et Adolf Hitler fut considéré comme l'homme du moment. La plupart des comptes rendus objectifs restaient favorables à l'Allemagne nationale-socialiste du simple fait des Jeux. *Frederick Birchall* déclara dans le *New York Times* que les Jeux avaient *« ramené l'Allemagne dans le giron des nations »*, et qu'ils l'avaient même *« rendue plus humaine »*.

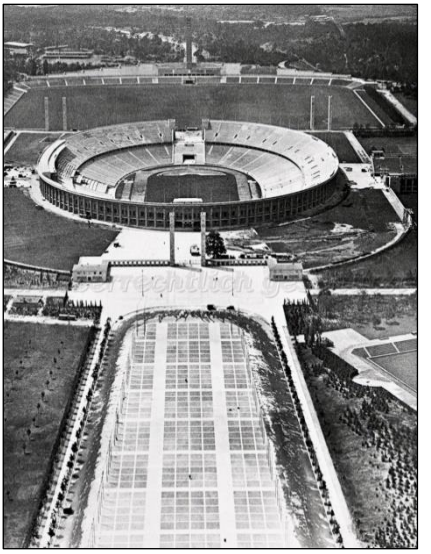
Pourtant, les journalistes juifs interprétaient toujours de la manière la plus sinistre qui soit tout ce qui se passait en Allemagne. Le journaliste juif William L. Shirer, par exemple, considérait les *« paillettes de Berlin exposées aux yeux du monde entier comme un écran de fumée pour dissimuler un régime menaçant, raciste et militariste. » « J'ai bien peur que les nazis aient réussi*

Hitler à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques d'été 1936.

leur propagande », avait-t-il constaté. *« Premièrement, les nazis ont organisé les Jeux à une échelle fastueuse jamais égalée, et cela a séduit les athlètes. Deuxièmement, les nazis ont fait bonne figure pour les visiteurs en général, surtout pour les gros hommes d'affaires. »* Pour Shirer et d'autres journalistes juifs, les actions bien intentionnées et même les plus louables des Allemands n'étaient qu'une *« façade »*.

La propagande juive de l'époque visait à salir et à discréditer l'Allemagne et les Nationaux-Socialistes, et non à présenter une image

réelle des faits. Dans cette presse, chaque évènement y était délibérément déformé. Chaque mot et chaque geste de Hitler ou d'un National-Socialiste étaient délibérément dénaturés pour les faire apparaître sous le jour le plus noir possible. On attribuait des mobiles sinistres à chaque acte et à chaque action. Quand Hitler se comportait en homme d'État courtois et prévenant, la presse juive rapportait qu'il *« portait un masque »* et qu'il *« manipulait cyniquement l'opinion mondiale pour servir ses sombres desseins. »*



Stade olympique de Berlin.

Malgré tout ce que l'on sait aujourd'hui des circonstances entourant les Jeux Olympiques de 1936, et en particulier de la conduite personnelle de Hitler lui-même, les écrivains et historiens juifs continuent encore aujourd'hui à proférer les mêmes vieux mensonges de propagande des années 1930 et 1940.

Un bon exemple en est un article écrit par l'écrivain sportif juif Shirley Povich pour le *Washington Post* du 6 juillet 1996, intitulé *« Berlin, 1936: At the Olympics, Achievements of the Brave in a Year of Cowardice. »*[79] L'article avait été écrit pour commémorer le soixantième anniversaire de ces Jeux. (Il convient de mentionner que le *Washington Post* est un journal juif et qu'il a participé avec enthousiasme à la campagne internationale de calomnie juive contre l'Allemagne dans les années

Un authentique menteur juif : Shirley Povich (1905-1998). Journaliste sportif pour le Washington Post.

[79] *« Berlin, 1936 : Aux Jeux Olympiques, les exploits des braves dans une année de lâcheté. »*

1930 et 1940. Le *Washington Post* avait également participé à l'effort de boycott contre les Jeux olympiques de Berlin.) Il commençait son article par ces mots :

« Il est question des Jeux Olympiques de 1936 à Berlin qu'Adolf Hitler transforma en un écœurant spectacle de propagande nazie, soutenu par des officiels olympiques américains soumis et des entraîneurs d'athlétisme américains qui, tels des cousins des nazis, ont viré leurs deux seuls athlètes juifs du relais 4x100m. Et il est question du mépris de Hitler vis-à-vis des athlètes olympiques noirs américains victorieux. »

Povich décrivait les évènements d'une façon tout simplement étonnante à la lumière de ce que l'on sait aujourd'hui du déroulement des Jeux. Les Nationaux-Socialistes ont été vaincus et détruits en 1945, mais un demi-siècle plus tard, la grotesque campagne de propagande antiallemande juive se poursuit sans relâche.

Dans l'article, Povich répétait le mensonge selon lequel *« nos propres athlètes juifs ont été expulsés de l'équipe, afin d'apaiser Hitler »* et que l'Allemagne n'autorisait pas la participation des juifs allemands aux jeux. C'est un mensonge. La juive Hélène Mayer, par exemple, faisait partie de l'équipe allemande d'escrime. Il répétait également le mensonge selon lequel Hitler aurait ignoré Jesse Owens et les autres athlètes noirs américains. Il déclarait de façon tout aussi ridicule que Hitler *« avait déjà en tête le meurtre de six millions de juifs. »*

Dans cet article, Povich accusait Avery Brundage, président du Comité olympique américain, de lâcheté pour avoir refusé de participer à la tentative de boycott des Jeux olympiques. Povich affirmait que d'éminents catholiques, protestants, ainsi que des individus et des groupes juifs aux États-Unis, réclamaient haut et fort un boycott, tout comme les syndicats et les organisations civiques. Ce n'était pas vrai. La campagne de boycott contre les Jeux olympiques était une campagne exclusivement juive. Les catholiques et les protestants n'étaient pas impliqués et n'avaient pas soutenu une telle opération, contrairement aux syndicats qui étaient totalement dominés et contrôlés par les juifs communistes.

Povich déclarait dans l'article que l'Allemagne avait été humiliée par les athlètes noirs américains. En réalité, l'Allemagne, qui représentait moins de la moitié de la population des États-Unis, avait remporté 89 médailles contre 56 pour les États-Unis.

Povich prétend que deux juifs avaient été retirés de l'équipe américaine simplement parce qu'ils étaient juifs. Ce n'était pas vrai ! Les deux juifs avaient été remplacés par deux Noirs qui les avaient surclassés.

L'article de Povich était une réitération de la propagande anti-nazie flagrante vomie par les médias contrôlés par les juifs pendant l'ère nationale-socialiste, sans une once de vérité en elle. L'article décrivait les évènements de façon totalement déformée, mais cette version est pourtant devenue l'histoire officielle des Jeux olympiques de 1936 ; telle qu'elle est aujourd'hui enseignée aux enfants à l'école.

Chapitre 16

« Der Anschluß » – L'inclusion de l'Autriche au sein de la Grande Allemagne

Tel qu'énoncé dans son discours de 1919 portant sur ses vingt-cinq points, l'un des principaux objectifs de Hitler était le rassemblement de tous les Allemands en une seule nation. Autrichien de naissance, Hitler s'était toujours considéré comme Allemand ; à ses yeux, l'Autriche faisait partie de l'Allemagne. À l'issue de la guerre, le démembrement du grand empire austro-hongrois pluriethnique avait eu lieu dans la foulée de la Conférence de la paix de Paris et l'Autriche ne représentait plus qu'un petit État croupion de quelque 6,8 millions d'habitants qui étaient principalement des Allemands de souche. Élément constitutif de l'Empire austro-hongrois ; l'Autriche avait fait partie intégrante d'un système économique relativement auto-suffisant, mais suite à ce découpage, elle n'était plus une entité économiquement viable.

Elle était désormais coupée de ses sources de matières premières ; mais aussi de ses marchés d'exportation. C'était un État germanique, germanophone, et la logique voulait qu'elle fusionnât avec l'Allemagne après la dissolution de l'Empire austro-hongrois. Les deux pays y étaient fortement favorables, mais le Traité de Versailles l'avait expressément interdit. La Grande guerre avait été menée principalement pour réduire la taille et la puissance de l'Allemagne ; et le Traité de Versailles avait été conçu afin de l'empêcher de redevenir un jour une superpuissance. C'est pourquoi les vainqueurs, s'opposaient fermement à une telle union.

À mesure qu'il devenait clair que l'Autriche n'était pas économiquement viable croissait la volonté populaire d'une union avec l'Allemagne. Au début des années Trente, le soutien populaire en faveur d'une telle union parmi les populations allemande et autrichienne était immense. On estime qu'au moins 80 % des Autrichiens étaient favorables à une telle solution, et qu'un pourcentage presque aussi élevé d'Allemands partageait cette opinion. En 1931 – à titre de mesure préliminaire – une ébauche d'union douanière entre l'Autriche et l'Allemagne avait été mise en place pour permettre le libre échange et la libre circulation entre les deux pays, mais l'accord avait été bloqué par des volontés extérieures ; notamment celles de la France et de la Tchécoslovaquie qui y voyaient une tentative de court-circuitage du

Traité de Versailles. Avec ses 25 % de chômeurs et sa population affamée, l'Autriche cherchait désespérément un moyen d'accroître ses échanges commerciaux et sa productivité, mais toutes ces tentatives se heurtaient à l'opposition des puissances étrangères. Une union avec l'Allemagne aurait résolu tous les problèmes de l'Autriche et aurait partiellement répondu aux aspirations des Nationaux-Socialistes en vue d'un seul État allemand.

À cette époque, une lutte entre groupes politiques de gauche et groupes politiques de droite divisait l'Autriche. Les Autrichiens traditionnels ; pour la plupart ruraux ; ainsi que la bourgeoisie, soutenaient le Parti social-chrétien (CS ou CSP), (catholiques-conservateurs) ; tandis que les ouvriers et les syndicats, principalement dans les villes, soutenaient le Parti social-démocrate (SDP). Le Parti communiste (KPÖ) et le Parti National-Socialiste (NSDAP) étaient considérés au début comme des groupes marginaux. Composé principalement de juifs, le Parti communiste était néanmoins petit et il ne parvenait pas à s'imposer en Autriche à la différence de ce qu'il s'était passé en Allemagne. La plupart des juifs d'Autriche appartenaient au SDP et nombre d'entre eux étaient des marxistes avérés. Otto Bauer, le chef de ce parti était juif, et tous les postes de direction de ce parti étaient occupés par des membres de sa communauté, bien que la base fût – pour l'essentiel – composée d'ouvriers autrichiens et des membres des syndicats ; lesquels étaient également dirigés par des juifs.

Au début des années 1930, 192 000 juifs résidaient en Autriche, soit 2,8 % de la population du pays ; la plupart vivaient à Vienne, soit 10 % d'une population de près de deux millions d'habitants. Malgré leur petit nombre, les juifs dominaient totalement la capitale. Ils y possédaient les deux tiers des journaux et des banques, ainsi que 60 % de toutes les grandes entreprises et industries. En outre, plus de 50 % des avocats, médecins et dentistes de Vienne étaient juifs, tout comme près d'un tiers des professeurs d'université.

Grâce au contrôle qu'ils exerçaient sur le SDP – le plus grand parti de Vienne – les juifs marxistes dominaient le gouvernement de la ville, ce qui lui valait son surnom de « Vienne la rouge » [« das rote Wien »]. Ils détenaient la majorité des sièges au conseil municipal et contrôlaient les syndicats. Le SDP était traditionnellement anticlérical et menait une rhétorique antireligieuse, de sorte que le clergé catholique qualifiait les membres de ce parti d'*« impies, judéo-bolchevistes. »*

En 1932, le CS, qui bénéficiait du soutien de l'Église catholique autrichienne, parvint à prendre le contrôle du gouvernement par le jeu

d'une coalition avec d'autres partis conservateurs. Son chef, Engelbert Dollfuß, devint Chancelier. Alors que le SDP contrôlait le gouvernement de Vienne, le CS contrôlait le gouvernement national.

À cette époque, une branche du NSDAP s'était établie en Autriche. Les membres portaient les mêmes uniformes que leurs camarades allemands et adhéraient aux mêmes doctrines anti-marxiste et antijudaïque. Ils étaient recrutés principalement dans la petite bourgeoisie et la paysannerie et leur principal objectif politique était l'union de l'Autriche et de l'Allemagne. Le mouvement se développait lentement et aucun National-Socialiste n'avait encore réussi à se faire élire au parlement. Cependant, aux élections provinciales de 1932, les Nationaux-Socialistes remportèrent un certain nombre de sièges dans plusieurs régions. En 1933, après que Hitler eut été nommé Chancelier en Allemagne, les Nationaux-Socialistes autrichiens, dirigés par le Dr Alfred Frauenfeld, concentrèrent aussitôt leurs énergies afin d'instaurer l'Anschluß (l'union avec l'Allemagne). Les Nationaux-Socialistes autrichiens se considéraient comme appartenant au mouvement national-socialiste allemand et recevaient leurs ordres de Hitler.

Alors que Dollfuß s'était montré jusque-là favorable à l'Anschluß, il changea d'avis et décida que la meilleure voie pour l'Autriche était l'indépendance. Le fervent catholique Dollfuß entendait construire une alternative au National-Socialisme ; un mouvement autoritaire ; catholique et anti-socialiste. Dans son opposition à l'Anschluß, il était soutenu par le SDP sous contrôle juif et marxiste, mais il ne voulait rien avoir à faire avec eux non plus. Il était tout autant opposé aux rouges qu'aux Nationaux-Socialistes.

Le CS se trouvait désormais engagé dans une lutte à quatre contre les Nationaux-Socialistes ; les communistes ; et les sociaux-démocrates. Désireux d'affermir son contrôle, le régime de Dollfuß procéda à la dissolution du parlement ; à l'interdiction du NSDAP et du KPÖ ; et centralisa le pouvoir en les mains du Chancelier qui disposait désormais des pleins pouvoirs. Plusieurs responsables du NSDAP furent jetés en prison. Une brève guerre civile s'ensuivit, remportée par Dollfuß. Un concordat fut bientôt annoncé avec le Saint-Siège, instituant le catholicisme en religion d'État.

Toutefois, le régime de Dollfuß ne dura pas longtemps. Le Chancelier fut rapidement assassiné par les Nationaux-Socialistes au cours d'une tentative de coup d'État, cependant que se poursuivait le combat politique. Son successeur, Kurt Schuschnigg, entreprit d'en finir avec les Nationaux-Socialistes et commença immédiatement à engager

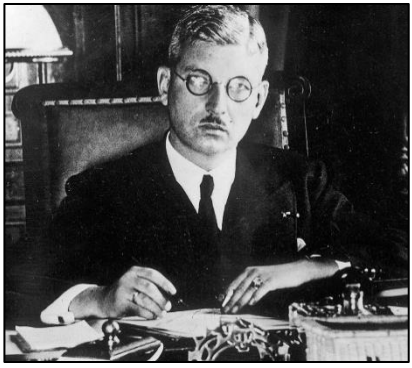
des actions contre ceux-ci, notamment en les concentrant dans des camps. Le régime autoritaire de Schuschnigg n'était pas le bienvenu d'un peuple dont la majorité était acquise à ces Nationaux-Socialistes prônant l'union à l'Allemagne. Unis dans leur opposition à l'union avec l'Allemagne mais en désaccord sur tous les autres sujets, le CS, qui contrôlait maintenant le gouvernement national, et le SDP, qui contrôlait le gouvernement de Vienne, formaient un bien curieux ménage. Le peuple autrichien, d'autre part, restait favorable à 80 % à l'unification avec l'Allemagne.

Le 12 février 1938, Hitler convoqua Schuschnigg en sa résidence de Berchtesgaden afin de l'entendre sur ce qui l'opposait aux Nationaux-Socialistes autrichiens. En cette occasion, le Führer se montra très condescendant envers le Chancelier autrichien et lui intima pour ainsi dire de lever l'interdiction des partis politiques en Autriche ; de rétablir l'entière liberté de ceux-ci ; de libérer tous les membres détenus du NSDAP ; ainsi que de leur permettre de participer au gouvernement. Lorsque Schuschnigg renâcla aux instructions de Hitler, celui-ci brandit la menace d'une action militaire. Schuschnigg n'eut d'autre choix que d'obtempérer ; l'Autriche n'étant pas de taille à s'opposer militairement à l'Allemagne. En outre, le Chancelier autrichien ne bénéficiait pas du soutien de son peuple.

De retour en Autriche, Schuschnigg, conformément aux instructions de Hitler, nomma ministre de l'Intérieur l'avocat et membre du NSDAP Arthur Seyß-Inquart. Toujours sur les instructions du Führer, il destitua le général Alfred Jansa de son poste de Chef d'État-major de l'Armée qui avait exprimé son intention de résister à toute tentative des forces armées allemandes de pénétrer en Autriche. Hitler voulait à tout prix éviter une telle confrontation.

Toutefois – hors la présence intimidante de Hitler – Schuschnigg fit volte-face et persista à s'opposer à une union des deux pays. Il persista également dans ses mesures d'oppression contre le NSDAP local. Les sociaux-démocrates, juifs pour la plupart, étaient loin d'être d'accord avec les chrétiens-socialistes, mais ils se rallièrent en force à Schuschnigg pour éviter une union avec l'Allemagne. Partout dans Vienne, des groupes de sociaux-démocrates peignirent des slogans défendant l'indépendance autrichienne et hostiles à toute union entre l'Autriche et l'Allemagne. Les juifs d'Autriche s'opposèrent avec véhémence à Hitler et aux Nationaux-Socialistes ; ils ne voulaient rien avoir à faire avec cette Allemagne et encore moins s'y rallier. Cela les mit en opposition directe

Arthur Seyß-Inquart avec Adolf Hitler.



Le Dr Kurt Schuschnigg, Chancelier d'Autriche.

avec le peuple autrichien et ne servit qu'à exacerber l'antisémitisme déjà endémique en Autriche.

Le 13 mars 1938, jour de l'indépendance de l'Autriche, en opposition aux instructions de Hitler, Schuschnigg annonça la tenue immédiate d'un referendum sur la question d'une éventuelle union avec l'Allemagne. Il mena ensuite campagne dans tout le pays pour exacerber les sentiments patriotiques et persuader le peuple autrichien de voter pour une Autriche indépendante.

Cette consultation populaire aurait dû être accessible à tous les titulaires d'un droit de vote, elle fut cependant limitée aux plus de 24 ans. Il se trouvait en effet que la jeunesse autrichienne était majoritairement favorable à une union. Divers autres stratagèmes allaient être également mis en œuvre pour influencer le vote. Notamment libeller le texte d'une manière qui prêtât à confusion.

Furieux, Hitler déclara qu'il ne permettrait pas que le referendum fut tenu en de telles circonstances. Voici en quels termes Hitler décrivait la situation :

« Voilà un pays qui, pendant de nombreuses années, n'a connu aucune élection ; où il n'y a aucun moyen de déterminer qui a le droit de vote ; et qui annonce une consultation populaire sous trois jours et demi. Il n'existe pas de listes électorales… pas de cartes d'électeur ; aucun moyen de vérifier qui peut ou non voter ; rien ne garantit le secret du scrutin pas plus que l'impartialité d'un tel vote, ni une saine comptabilisation des bulletins et le reste est à l'avenant. »

Le 11 mars, Hitler adressa un ultimatum à Schuschnigg lui intimant, sous peine d'invasion, de se démettre de son poste de Chancelier et de céder tout pouvoir aux Nationaux-Socialistes. Incapable d'obtenir le soutien de l'Italie, de la France ou même de la Grande-Bretagne, et sans le soutien du peuple, Schuschnigg démissionna. Seyß-Inquart devint Chancelier. Le NSDAP était désormais au pouvoir.

La question de l'unification déclencha des émeutes en tous points d'Autriche, ce qui amena le nouveau Chancelier à demander au Führer de dépêcher des troupes afin de rétablir l'ordre. Que ces troupes fussent ou non nécessaires, cette demande servit toutefois de prétexte à leur entrée en Autriche. Le lendemain matin, la 8e Armée allemande franchit la frontière. Elle ne rencontra aucune résistance, mais fut accueillie par une multitude d'Autrichiens enthousiastes. Hitler entra en Autriche dans l'après-midi du même jour. Il s'arrêta tout d'abord à Braunau-sur-Inn, sa ville natale. Le soir, il entrait dans Linz, la ville qui l'avait vu grandir. Au cours de ces deux arrêts, il avait reçu un accueil enthousiaste.

Hermann Göring, qui avait accompagné Hitler en Autriche, téléphona ce soir-là aux responsables du Parti restés en Allemagne et leur déclara :

« Quelle jubilation incroyable en Autriche ! Nous ne pensions pas que la sympathie des gens serait si intense. »

Hitler effectua ensuite une tournée triomphale dans le pays, puis il entra à Vienne, où une foule immense d'au moins 200 000 personnes s'était rassemblée sur la Heldenplatz (Place des héros) pour l'entendre proclamer que l'Autriche faisait désormais partie de l'Allemagne :

« Cet instant comptera à jamais comme la plus grande réalisation de ma vie, dit-il. *Désormais, plus personne ne pourra défaire le Reich allemand tel qu'il est aujourd'hui. »*

L'Anschluß entra en vigueur immédiatement, sous réserve de ratification référendaire. Le 10 avril 1938, la population, après s'être inscrite en bonne et due forme, put participer aux votes qui se tinrent en Allemagne et en Autriche. L'Anschluß fut approuvé par le peuple autrichien avec 99,75 % de voix favorables et 99,2 % pour le peuple allemand.

Hitler avait écrit dans *Mein Kampf* :

« Que les peuples d'un même sang devraient être unis dans un même empire. »

Le 12 mars, le cardinal Theodor Innitzer, figure politique du CS, déclara :

« Les catholiques viennois devraient remercier le Seigneur car ce grand changement politique s'est fait sans aucune effusion de sang et ils devraient prier pour un grand avenir pour l'Autriche. Inutile de dire que tout le monde devrait obéir aux ordres des nouvelles institutions. »

Le 13 mars, Robert Kauer, président des protestants d'Autriche, salua Hitler, en le qualifiant de *« sauveur des 350 000 protestants allemands d'Autriche et libérateur de cinq ans de privations ».*

Les Autrichiens acclament les troupes de la Wehrmacht.

Il est à noter que Karl Renner, le premier Chancelier autrichien d'après-guerre avait annoncé son soutien à l'Anschluß et appelé tous les Autrichiens à l'approuver le 10 avril.

Jubilation lors de l'arrivée des troupes allemandes à Salzbourg.

« Hitler avait un argument plausible pour soutenir que l'Anschluß n'était que l'application du principe wilsonien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » – Alan Bullock, historien.

Les trois citations suivantes sont d'A.J.P. Taylor, historien britannique :

« La crise de mars 1938 (qui conduisit à l'Anschluß) fut provoquée par Schuschnigg, le Chancelier autrichien, pas par Hitler. »

« Pour [Chamberlain] il était évident de reconnaître où se trouvait l'injustice. Il y avait six millions d'Allemands en Autriche à qui la réunification du pays était encore interdite par les traités de paix de 1919 ; trois millions d'Allemands en Tchécoslovaquie dont les opinions n'avaient jamais été prises en compte ; trois cent cinquante mille personnes à Dantzig qui étaient notoirement allemandes. »

« L'armée allemande envahissait l'Autriche, ou plutôt défilait dans le plus grand enthousiasme du peuple. »

Alan Bullock, écrivait :

« L'attrait des sentiments, de la langue et de l'histoire, renforcé par les avantages matériels offerts en devenant membre d'une grande nation, était assez fort pour faire

naître un véritable élan lorsque les frontières furent franchies et les soldats allemands défilèrent en fanfare sous les fleurs... il en ressortait un sentiment de soulagement, même chez ceux qui étaient loin d'être des nazis. »

Comme on pouvait s'y attendre, les écrivains juifs adoptèrent un point de vue différent. Ainsi, William L. Shirer, dans son livre *Le III^e Reich des origines à la chute*, qualifiait-il l'Anschluß de *« viol de l'Autriche ».*

Hitler commenta plus tard :

« Certains journaux étrangers ont dit que nous sommes entrés en Autriche avec des méthodes brutales. Je peux seulement dire ceci : même dans la mort, ces gens-là ne peuvent s'empêcher de mentir. Au cours de mon combat politique, j'ai reçu beaucoup d'amour de la part de mon peuple, mais quand j'ai traversé l'ancienne frontière (en Autriche), je n'ai jamais connu le flot d'amour que j'y ai trouvé. Nous ne sommes pas venus comme des tyrans, mais comme des libérateurs. »

La renaissance de l'économie autrichienne

Avant l'Anschluß, l'économie autrichienne se trouvait dans une situation catastrophique ; un tiers des Autrichiens étaient sans emploi. De l'autre côté de la frontière allemande ; le chômage avait été éliminé, le niveau de vie et les conditions de travail s'étaient considérablement améliorés et la vie économique, sociale et culturelle était à nouveau florissante. L'Allemagne avait connu les mêmes conditions économiques que celles de l'Autriche avant l'arrivée du Führer au pouvoir. Mais après l'intégration de l'Autriche dans le Reich, la situation de ce pays s'améliora également considérablement. Ainsi, six mois après l'Anschluß, le nombre total de chômeurs était passé de 401 000 à seulement 99 865. Et, en 1940, le taux de chômage n'était plus que de 1,2 %.

À la fin de 1938, année de l'Anschluß, le revenu hebdomadaire des ouvriers s'était accru de 9 %. Cette année-là, le PNB autrichien connut un taux de croissance de 12,8 % et de 13,3 % l'année suivante. Rarement dans l'histoire un pays n'avait connu une croissance économique aussi rapide et aussi spectaculaire.

Peu après l'Anschluß, la loi allemande sur le travail et son système complet de sécurité sociale furent introduits en Autriche. Les droits fondamentaux sur les lieux de travail étaient ainsi garantis et les ouvriers étaient protégés contre les licenciements arbitraires. Grâce à ces

mesures, plus de 200 000 personnes désespérément pauvres purent rapidement bénéficier d'une aide d'urgence et les prestations de soins de santé furent étendues à la classe ouvrière. Un programme de construction à grande échelle fut immédiatement lancé afin de mettre à disposition des logements abordables. La vie culturelle était fortement encouragée, avec une promotion énergique de la musique, des beaux-arts et de la littérature. Il en résulta un accroissement de la prospérité et une amélioration du moral. Et le taux de natalité autrichien connut une forte croissance. Le peuple autrichien pensait que l'union avec l'Allemagne était la meilleure chose qui soit arrivée à leur pays et que Hitler avait généré des miracles.

Selon le professeur Evan Burr Bukey de l'Université de l'Arkansas, dans son livre *Hitler's Austria* :

« Hitler bénéficiait de l'adhésion enthousiaste et chaleureuse du peuple autrichien, comme rarement il en avait existé depuis la fin de l'Empire romain ».

Les juifs d'Autriche

Malgré leur nombre relativement faible, les juifs d'Autriche possédaient une richesse et un pouvoir considérables et disproportionnés. Pour cette raison ; et toutes les autres qui font que les juifs étaient universellement méprisés par leurs populations hôtes ; les juifs étaient extrêmement impopulaires auprès du peuple autrichiens.

Evan Bukey écrivait :

« La position prédominante des juifs dans un pays appauvri n'a fait qu'intensifier la peur et la haine des masses autrichiennes. Comme nous l'avons déjà vu, les entreprises et les institutions financières juives ont géré une grande partie de la vie économique du pays. À l'époque de l'Anschluß, les trois quarts des journaux, banques et entreprises textiles de Vienne étaient aux mains des juifs... Leur extraordinaire succès dans les professions savantes inspirait aussi acrimonie et mépris. Plus de 50 % des avocats, médecins et dentistes autrichiens étaient juifs. »

De plus, les juifs s'isolaient au sein d'une société fermée en Autriche, avec une intense coopération au sein du groupe et une assistance mutuelle entre eux, à l'exclusion totale, et aux dépens des Autrichiens non-juifs. Beaucoup d'entre eux s'habillaient différemment. Ils étaient considérés par les Autrichiens comme une élite parasitaire étrangère qui

les exploitait à leur seul profit. Ils évitaient également le travail physique et traitaient les Autrichiens ordinaires avec condescendance.

Selon le professeur Bukey, un grand nombre d'Autrichiens, en particulier de fidèles catholiques, regardaient les juifs baptisés, de même que tous les autres juifs, avec une haine *« si étroitement tissée dans le tissu de la société autrichienne qu'elle constituait un mythe politique sorélien, résistant à la falsification empirique ».*[80]

Cette bouillonnante haine des juifs, à peine contenue, culmina le 11 mars 1938, alors que la foule se rassemblait pour accueillir le Chancelier allemand à Vienne au moment où il allait annoncer l'Anschluß. Le professeur Bukey écrivit que

« des milliers de Viennois sont descendus dans les rues de leur ville comme possédés, sortant de sa voiture pour le battre quiconque avait 'l'air juif' ; profanant des synagogues, pillant des grands magasins, et attaquant les appartements des juifs. Ils obligèrent les rabbins à frotter les cuvettes des toilettes avec leurs châles de prière et volèrent l'argent, les bijoux et les fourrures qu'ils pouvaient trouver. Un correspondant SS écrira plus tard avec admiration : 'Les Viennois ont réussi à faire sur l'heure ce que nous n'avons pas réussi à faire à ce jour dans notre Nord lourd à la détente. En Autriche, un boycott des juifs n'a pas eu besoin d'être organisé, le peuple lui-même en a pris l'initiative.' »

Une fois l'Autriche incorporée dans le Reich, les lois de l'Allemagne s'appliquèrent automatiquement à ce pays, y compris les lois de Nuremberg sur la protection de la race. Ces dernières lois, ainsi que les autres lois anti-juives, avaient pour but de briser l'emprise des juifs dans la vie économique, culturelle et sociale de l'Allemagne et d'encourager leur émigration. Après l'Anschluß, et la mise en œuvre de ces lois en Autriche, les juifs de ce pays furent immédiatement privés de leurs droits. Ce qui avait mis cinq ans à être accompli en Allemagne s'était fait en l'espace de quelques jours en Autriche.

[80] Georges Sorel, un philosophe français a déclaré que le *« mythe »* était un puissant facteur de motivation dans la vie des gens.

Les juifs avant l'Anschluß dans les rues de Vienne.

Le 18 mars, les autorités avaient fermé les bureaux de la communauté juive et des organisations sionistes à Vienne et leurs agents avaient été envoyés à Dachau. Pendant les premières semaines qui suivirent l'Anschluß, les juifs furent chassés des théâtres ; des centres

communautaires ; des bibliothèques publiques ; et des universités. Dans toute l'Autriche, des juifs furent arrêtés et emprisonnés.

Les Nationaux-Socialistes locaux les rassemblèrent dans la ville de Vienne et les forcèrent à astiquer les rues et les murs avec des brosses. La photo ci-dessous fut largement diffusée à l'époque comme un exemple de la cruauté et de l'humiliation inutile dont avaient été victimes les juifs de Vienne, mais il existe aussi une explication rationnelle de ce qui s'était passé qui n'est généralement pas rapportée. Avant l'Anschluß, alors que le Chancelier Schuschnigg faisait campagne contre l'unification, les sociaux-démocrates de Vienne étaient nombreux à le soutenir. La plupart des juifs de Vienne appartenaient à ce parti et, comme tels, ils étaient farouchement opposés à l'union avec l'Allemagne. Après tout, la communauté internationale était engagée dans une « guerre sainte » contre l'Allemagne, qui comprenait une

Les juifs furent forcés de nettoyer les slogans qu'ils avaient peints sur les trottoirs de Vienne.

campagne de boycott économique, et une campagne de propagande antiallemande dans la presse juive internationale. Cette « guerre sainte » avait bénéficié du soutien et de la participation enthousiastes des juifs d'Autriche. La dernière chose que les juifs autrichiens voulaient, c'était l'unification avec l'Allemagne.

Pour soutenir la campagne de Schuschnigg, les sociaux-démocrates juifs avaient peint des slogans anti-unification sur les trottoirs et les murs des bâtiments de la ville de Vienne ; raison pour laquelle, les juifs furent contraints de les effacer. Ce détail fut soigneusement passé sous silence dans la propagande internationale antiallemande. L'idée de nettoyer les

rues fut peut-être une épreuve humiliante, mais elle n'était pas sans justification, c'était du moins une explication. Mais il est vrai également que le peuple autrichien prit un plaisir inconvenant à humilier ces juifs riches et autrefois puissants désormais contraints à cette tâche humiliante. Cependant qu'ils frottaient, ils avaient subi les lazzis et les insultes des foules rassemblées sur les lieux.

Au même moment, les magasins juifs étaient pillés par les SA qui parfois (cyniquement mais sous prétexte de légalité) délivraient un reçu. Les entreprises juives furent aryanisées, c'est-à-dire que les propriétaires juifs furent forcés de vendre leurs entreprises à des Autrichiens, ou des Aryens, dans des transactions qui étaient décidément léonines et qui entraînaient invariablement une grosse perte financière pour les

premiers. L'avidité à Vienne devint incontrôlable lorsque les Autrichiens se bousculèrent pour s'en prendre aux biens des juifs. William L. Shirer fut témoin de tout cela et le décrivit comme *« une orgie de sadisme »*.

C'est en grand nombre que les juifs quittèrent l'Autriche. En août 1938, le « Zentralstelle fur judische Auswanderung » [« Le bureau central pour l'émigration juive »] fut constitué et installé dans le palais Rothschild à Vienne, dans le but de réduire les formalités administratives et de faciliter l'émigration rapide des juifs hors d'Autriche. Le capitaine SS Adolf Eichmann y fut affecté en tant que l'un des administrateurs. En juin 1939, le bureau aida à l'émigration de quelque 110 000 juifs autrichiens. Un circuit de contrôle des foules fut

mis en place, au moyen duquel, en une seule journée, en se dépouillant à chaque étape d'un document et d'un bien, un juif finissait par recevoir des visas pour quitter le pays pour lui et sa famille. Eichmann employa les services des dirigeants juifs locaux pour administrer cette émigration – principalement vers la Palestine.

Fin juin 1939, le solde des juifs, ainsi que tous les Gentils mariés à des juifs, travaillant encore dans le secteur privé, furent licenciés de leur emploi et « encouragés » à quitter le pays. À cette époque, des centaines d'usines et des milliers d'entreprises appartenant à des juifs furent fermées ou confisquées par le gouvernement.

La population juive d'Allemagne en 1933 était d'environ 500 000 habitants, et celle d'Autriche de 192 000. En 1940, il n'en restait plus que 160 000 en Allemagne et 40 000 en Autriche, soit un total de 200 000 pour les deux pays. Tous les autres avaient émigré.

La mention « Anschluß » pouvait désormais être biffée de l'agenda de Hitler.

Chapitre 17

Les Sudètes réintègrent l'Allemagne

Les traités de paix qui suivirent la Grande guerre donnèrent naissance à la Tchécoslovaquie ; un nouvel État issu – entre autres – des vestiges de l'ex-Empire austro-hongrois. Sa population était composée de 7 450 000 Tchèques ; 2 300 000 Slovaques ; 720 000 Magyars (Hongrois) ; 560 000 Ruthènes ; 300 000 juifs ; 100 000 Polonais... ; et de 3 200 000 Allemands qui représentaient près du quart de la population totale du pays.

Carte de la région des Sudètes et environs. La zone en sombre située en Bohême et Moravie comprenait le territoire allemand de Tchécoslovaquie principalement connu en tant que « Pays des Sudètes ».

La Tchécoslovaquie était l'antithèse du principe du président Wilson du *« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »* ; principe qui, idéalement, aurait dû se manifester par l'apparition d'États nations ethniquement homogènes. Le regroupement de toutes ces nationalités différentes en

un seul État fut immédiatement caractérisé par de l'instabilité et des conflits.[81]

La population allemande de cette nouvelle entité était concentrée principalement vers sa frontière occidentale, adjacente à l'Allemagne, dans une région connue sous le nom de pays des Sudètes (Sudetenland). Ces Allemands des Sudètes ou *Sudetendeutschen* vivaient dans la région depuis le Moyen Âge et avaient connu une grande prospérité dans l'Empire autrichien ; et à partir de 1867, dans l'Empire austro-hongrois.

Au fil du temps, ces Allemands, durs à la tâche et rigoureux, développèrent une société bien ordonnée, avec des fermes florissantes dans toute la région et une industrie minière et forestière très productive. Au XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} siècle, ce territoire avait aussi connu une très forte industrialisation, notamment avec la construction d'énormes usines chimiques et la mise en place de mines de lignite ; mais aussi de nombreuses manufactures de textiles ; de porcelaine ; et de verre [la fameux cristal de Bohême]. Le territoire des Sudètes était la partie la plus riche et la plus productive de l'Empire austro-hongrois, et les Allemands des Sudètes étaient de loin le groupe ethnique le plus riche et le plus prospère.

Cet état de fait persista dans le nouvel État de Tchécoslovaquie. Dans les Sudètes, 39 % de la population travaillaient dans l'industrie (pour seulement 31 % dans l'agriculture) cependant qu'ailleurs, la majorité de la population était constituée d'agriculteurs. Toutes les grandes usines appartenaient à des Allemands et leurs finances étaient gérées par des banques allemandes.

Pendant des siècles, cette région avait été gouvernée par les Habsbourg ; de sorte que la nationalité ainsi que la langue officielle dominantes avaient toujours été germaniques. Bien qu'ils aient vécu ensemble pendant des siècles dans cette région ; anciennement connue sous le nom de Bohême et Moravie ; les Tchèques et les Allemands avaient développé des institutions culturelles, éducatives, politiques et économiques distinctes, qui les tenaient séparés les uns des autres. Aussi, ces deux groupes ne vivaient-ils pas en harmonie ; et durant plus de cent ans la région avait été la proie d'incessants conflits.

Issu, le 10 septembre 1919, du traité de Saint-Germain ; ce nouveau pays se trouvait désormais gouverné par la majorité tchèque, ce qui eut

[81] Il est permis de se demander pourquoi le « multiculturalisme » - qui a démontré à de multiples reprises qu'il était inapplicable – est une idée si populaire aujourd'hui.

pour effet de réduire à l'état de sujets ses 3,2 millions d'Allemands ; à la grande satisfaction des Tchèques qui avaient désormais la haute main sur ceux qui les avaient jadis surclassés. La situation allait devenir très vite critique pour les Allemands des Sudètes.

En 1919, le nouveau gouvernement força quelque 600 000 Allemands à abandonner ce qui avait été leur lieu de peuplement séculaire afin qu'ils cédassent la place aux Tchèques.

Les Allemands des Sudètes n'avaient jamais voulu être séparés de l'Autriche ni être incorporés dans ce pays nouvellement créé. Maintenant, leurs pires craintes devenaient réalité puisqu'ils devenaient une minorité opprimée dans un pays qui leur était pour ainsi dire étranger. Revendiquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes selon le dixième[82] des *Quatorze Points* de Wilson, ils exigèrent que leur patrie redevint partie intégrale de l'Autriche. L'Armée tchèque occupait

La place du marché de la ville de Chomutov, en Bohême-du-Sud.

[82] [NdT : « Aux peuples d'Autriche-Hongrie, dont nous désirons voir sauvegarder et assurer la place parmi les nations, devra être accordée au plus tôt la possibilité d'un développement autonome. »]

déjà la région des Sudètes et bon nombre de ces troupes étaient d'expression tchèque. Cette occupation soudaine d'une région qui, pendant des siècles, avait été purement germanique, créa une situation explosive.

Le 4 mars, la quasi-totalité des Allemands des Sudètes revendiqua pacifiquement son droit à disposer d'elle-même contre l'occupation tchèque. Cette manifestation était accompagnée d'une grève générale pour la durée de cette journée. L'Armée tchèque intervint rapidement et dispersa brutalement les manifestants ; 54 Allemands furent tués et 84 blessés. Bien que profondément affectés par cette brutalité, ces derniers, respectueux des lois, mirent fin à la grève et reprirent le travail. Les Allemands des Sudètes n'en continuèrent pas moins à nourrir une certaine rancœur contre les Tchèques, ce qui entretenait le caractère explosif de la situation. En outre, ces massacres n'avaient fait qu'exacerber les sentiments nationalistes des premiers. Ceux-ci voulaient se séparer de la Tchécoslovaquie et réintégrer l'Autriche ou être annexés par l'Allemagne ; ou, à défaut, obtenir autant d'autonomie que possible.

En ayant expressément interdit la réunification des Sudètes avec l'Autriche ou avec l'Allemagne, le traité de Saint-Germain avait fait de ces territoires une partie intégrale, permanente, de la Tchécoslovaquie. Pour comprendre une telle décision absurde au regard du bon sens, il faut garder présent à l'esprit le véritable objectif des traités de 1919 qui était de démanteler l'Allemagne et de l'empêcher de jamais devenir une superpuissance européenne. Il en résultait que les Allemands des Sudètes ne furent pas autorisés à rejoindre l'Autriche ou l'Allemagne, mais demeurèrent au contraire assujettis à la Tchécoslovaquie.

Et pour couronner le tout, il fut élaboré en 1920 – et sans jamais les avoir consultés – une constitution pour la nouvelle république tchécoslovaque. Cette nouvelle constitution comportait des dispositions extrêmement préjudiciables à leurs intérêts, telles que des mesures visant à redistribuer la richesse allemande aux divers autres groupes ethniques. Les terres des riches fermiers furent confisquées et redistribuées à d'autres groupes ethniques, principalement des Tchèques. Afin de financer d'autres programmes de redistribution, le gouvernement confisqua également un cinquième de l'argent monnaie, et comme les Allemands étaient de loin les plus riches, ce furent les plus durement touchés.

Les mesures pour assurer la protection de l'État tchécoslovaque ainsi que pour assurer les droits des Tchèques désavantagèrent également les Allemands, augmentant d'autant le ressentiment. Ainsi, la forêt

frontalière, considérée comme le plus ancien territoire national allemand des Sudètes, fut-elle expropriée pour des « raisons de sécurité ».

Afin de contrer la montée du nationalisme allemand, le gouvernement tchécoslovaque installa des Tchèques dans les zones à forte densité germanique. Avec pour résultat d'exacerber ce sentiment nationaliste. Pour les mêmes raisons, des écoles tchèques furent construites dans des quartiers allemands. Les Allemands des Sudètes qui possédaient un grand nombre de théâtres subventionnés furent tenus de les mettre à la disposition de la minorité tchèque un soir par semaine, constituant ainsi une autre source de discorde au sein de la population. Tout fut mis en œuvre pour détruire la cohésion de la communauté allemande et pour promouvoir son assimilation aux autres groupes ethniques. Toutes mesures qui ne firent que renforcer l'aliénation de la population allemande et envenimer la situation.

En 1931, lorsque la crise frappa l'Europe, elle toucha de plein fouet les Allemands des Sudètes, plus dépendants du commerce international, en particulier de l'Allemagne, que le reste de la Tchécoslovaquie. Le gouvernement prit alors des mesures afin de protéger ses citoyens tchèques aux dépens des minorités allemandes. En conséquence, dans les régions allemandes industrialisées des Sudètes, le taux de chômage fut cinq fois plus élevé que dans le reste de la Tchécoslovaquie. Les tensions entre les deux groupes augmentèrent et des bagarres éclatèrent. L'armée et la police tchèques prirent le parti des Tchèques et de nombreuses atrocités furent commises contre la population allemande.

En 1933, le « Front patriotique des Allemands des Sudètes » fut créé ; il fut ensuite contraint de changer de nom et, en 1935, devint le « Parti allemand des Sudètes » (SdP). Dirigé par Konrad Henlein, il avait pour principal objectif l'incorporation des Sudètes dans l'Allemagne. Henlein prit contact avec les membres du NSDAP en Allemagne afin d'obtenir leur soutien. Devenu Chancelier, Hitler avait ouvertement appelé à l'annexion des Sudètes et, dans cet objectif, il avait commencé à financer le SdP.

Cependant que les revendications de Henlein rencontraient l'adhésion quasi unanime des Allemands des Sudètes, le gouvernement tchèque y faisait brutalement obstacle. Si les Allemands étaient autorisés à faire sécession, qu'en irait-il des autres minorités ? Une telle idée menaçait l'existence même de l'État tchécoslovaque. En outre, certaines des ressources les plus essentielles de la Tchécoslovaquie se trouvaient sur le territoire des Sudètes, en particulier de grands gisements de charbon, ainsi que les industries les plus productives du pays. Le

gouvernement tchèque était prêt à se battre pour éviter la perte de territoires si riches.

L'Armée tchécoslovaque était qualitativement l'une des plus puissantes ; des mieux entraînées ; et des mieux équipées d'Europe. Elle était en mesure de s'opposer à elle-seule à toute tentative d'invasion allemande. La Wehrmacht n'était alors qu'un devenir. Pour renforcer la sécurité du pays qu'il présidait, Édouard Beneš n'en avait pas moins conclu des alliances avec la France et l'Union soviétique. Alliances que les Allemands avaient analysées comme une tentative d'encerclement. L'URSS n'était entrée dans l'alliance qu'à la condition de ne pas avoir à déclarer la guerre à l'Allemagne à moins que la France ne le fît aussi, et la France n'était pas préparée à une telle guerre, ce qui, en quelque sorte, rendait ces alliances inopérantes.

En 1938, les Britanniques et les Français étaient majoritairement opposés à la guerre, quand bien même il existait une faction belliciste au sein de la classe dirigeante britannique. Winston Churchill ; Anthony Eden ; Duff Cooper ; et lord Halifax étaient de ce nombre. Ce groupe appelait à la guerre contre l'Allemagne en cas de tentative d'annexion du pays des Sudètes. Plutôt que de considérer la réintégration des ethnies allemandes au Reich comme un but limité du pangermanisme – ce qui correspondait à la réalité du moment – ils y voyaient la volonté de Hitler de créer un super État afin de dominer le monde. Rien n'indiquait cependant que cela ait été dans les intentions du Führer.

Le Premier ministre Chamberlain, qui ne faisait pas partie du groupe des bellicistes, était d'avis que les griefs des Allemands des Sudètes étaient fondés et que les intentions de Hitler étaient plutôt raisonnables. La Grande-Bretagne et la France conseillèrent donc à la Tchécoslovaquie d'accorder à ces minorités l'autonomie souhaitée, puis de les laisser décider de leur propre avenir. Cependant, Beneš s'y opposa résolument.

Alors que la situation politique s'aggravait, la sécurité dans le territoire des Sudètes se détériorait. Des affrontements armés entre des groupes d'Allemands des Sudètes, la police et les forces frontalières éclatèrent. Dans quelques cas, l'Armée tchèque fut appelée à mener des opérations de maintien de l'ordre. Des membres du gouvernement allemand exprimèrent leur inquiétude quant au sort des minorités germaniques. En avril 1938, Henlein et son parti présentèrent à Prague

une liste de revendications en huit points.[83] Henlein exigeait une autonomie totale, tant idéologique que politique, et des réparations pour les dommages causés par les *« injustices infligées depuis 1918 »* aux Allemands des Sudètes. En dépit des pressions de Londres et de Paris afin que le gouvernement de Prague acceptât ces demandes, celui-ci les rejeta d'emblée.

Lorsque des combats éclatèrent dans la région des Sudètes et que des rumeurs (infondées) de mouvements de troupes de l'autre côté de la frontière circulèrent, l'Armée tchèque fut mise sur pied de guerre. À l'époque, une mobilisation était généralement perçue comme une provocation. La guerre entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne semblait inévitable.

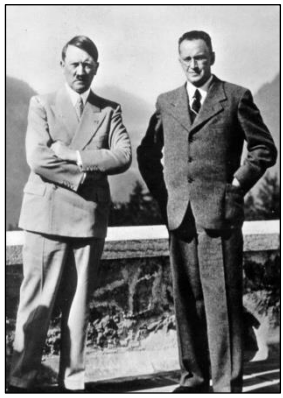
Soucieux de régler l'affaire pacifiquement, Chamberlain se proposa comme médiateur. Face au risque bien réel d'une guerre, il dépêcha le vicomte Walter Runciman afin de régler les différends opposant l'Allemagne et la Tchécoslovaquie. Incapable de trouver un terrain d'entente, Runciman rentra en Angleterre où il présenta le rapport suivant, plutôt favorable aux Sudètes :

« Des représentants du gouvernement et une police tchèques, parlant peu ou pas du tout l'allemand, ont été nommés en grand nombre dans des territoires à population exclusivement allemande ; dans le cadre de la réforme agraire, des agriculteurs tchèques ont été encouragés à s'installer au milieu de la population allemande sur des terres confisquées à celle-ci ; des écoles tchèques ont été construites à grande échelle pour les enfants de ces envahisseurs ; il est généralement admis que les entreprises tchèques ont été favorisées par rapport aux entreprises allemandes dans l'attribution des marchés publics et que l'Etat a fourni du travail et des aides aux Tchèques plus facilement qu'aux Allemands. Je considère que ces plaintes sont dans l'ensemble fondées. Aussi tardive qu'ait été ma mission, je n'ai trouvé aucune volonté de la part du gouvernement tchécoslovaque d'y remédier à une échelle suffisante... jusqu'à il y a trois ou quatre ans, le sentiment général chez les Allemands des Sudètes était celui du désespoir. Mais la montée de l'Allemagne nazie a fait renaître l'espérance. Le fait qu'ils se tournent vers un peuple frère pour obtenir l'aide de celui-ci ; et leur aspiration à être inclus dans le Reich, sont, selon moi, caractéristiques d'une évolution normale en de telles circonstances. »

[83] [NdT : *1939 – The War that Had Many Fathers* de Gerd Schultze-Rhonhof pp. 182,183.]

Le président Beneš proposa un plan de compromis, mais c'était beaucoup trop tard et nettement insuffisant. Henlein le refusa. Il fit alors passer aux Allemands des Sudètes le mot d'ordre de se mettre sur la défensive. Le 15 septembre 1938, Henlein s'envola pour l'Allemagne afin d'y rencontrer Hitler. Il publia ensuite une déclaration demandant l'annexion des Sudètes. Des émeutes éclatèrent, qui furent violemment réprimées par l'Armée tchèque. Suite à la diffusion par les actualités

Konrad Henlein, chef du parti allemand des Sudètes.



Konrad Henlein avec Adolf Hitler à l'Obersalzberg.

allemandes des atrocités perpétrées contre les minorités, Hitler menaça d'envoyer des troupes afin de les protéger.

Toujours ce 15 septembre, Chamberlain se rendit à Berchtesgaden pour rencontrer Hitler. Au cours de cette réunion, ce dernier exigea l'incorporation rapide des Sudètes à l'Allemagne. En cas de refus, il promettait d'envahir la région afin de protéger son peuple, qui, il l'affirmait, était massacré par les Tchèques. Les preuves confirmant ces allégations abondaient et provenaient de sources extérieures. Les gouvernements britannique et français acceptèrent l'argumentation de Hitler et soutinrent sa demande d'incorporation.

Sans surprise, la faction belliciste au sein de la classe politique britannique s'opposa à ce plan. Churchill fit immédiatement une déclaration à la presse pour dénoncer la politique de Chamberlain :

« La partition de la Tchécoslovaquie, sous la pression de l'Angleterre et de la France, équivaut à une capitulation totale des démocraties occidentales face à la menace nazie. Un tel effondrement n'apportera ni paix ni sécurité à l'Angleterre pas

plus qu'à la France. Au contraire, elle placera ces deux nations dans une position de plus en plus faible et dangereuse. La seule élimination de la Tchécoslovaquie signifie la libération de 25 divisions allemandes, qui menaceront le front occidental ; en outre, elle ouvrira la route vers la mer Noire aux nazis triomphants.

Ce n'est pas seulement la Tchécoslovaquie qui est menacée, mais aussi la liberté et la démocratie de toutes les nations. Croire que la sécurité peut être garantie en jetant un petit État dans la gueule du loup est une erreur fatale. Le potentiel d'armement de l'Allemagne va très vite s'accroître et il ne sera plus possible pour la France et la Grande-Bretagne de prendre les mesures nécessaires à leur défense. »

Mais Hitler n'allait pas se contenter d'annexer le territoire des Sudètes. Il voulait résoudre une fois pour toutes le problème de l'instabilité ethnique de la Tchécoslovaquie et insistait pour que les demandes de la Pologne et de la Hongrie concernant le retour de leurs minorités ethniques de Tchécoslovaquie soient également satisfaites.

Le *Times* donnait raison à Hitler et appuyait également les demandes de la Hongrie et de la Pologne.

Churchill attaqua évidemment cet éditorial :

« Dans ce seul paragraphe, écrivait Churchill, le Times *a exprimé son soutien à la plus extrême des revendications nazies, la cession complète des Sudètes, une revendication qui, si elle était satisfaite, condamnerait la Tchécoslovaquie à la disparition et placerait une majorité des Allemands des Sudètes sous la sinistre domination du régime nazi. »*

Churchill ignorait délibérément le fait que l'écrasante majorité des Allemands des Sudètes exigeaient leur rattachement à l'Allemagne. Le même jour, le Foreign Office se dissocia publiquement de la position de ce dernier.

Afin de parvenir à résoudre une fois pour toutes la question, Chamberlain demanda qu'une réunion – à laquelle participeraient également la France et l'Italie – fût tenue avec Hitler. Ainsi, le 29 septembre 1938, Hitler rencontra-t-il à Munich les chefs des gouvernements français, italien et britannique. Le gouvernement tchécoslovaque n'avait pas été invité. Sur la base de cette réunion, les Accords de Munich, qui satisfaisaient à toutes les exigences de Hitler, furent signés par l'ensemble des participants. Ils stipulaient que le pays des Sudètes devait être cédé à l'Allemagne, avec effet immédiat. Au terme de ces accords, 3,25 millions d'Allemands de sang devenaient

citoyens du Reich, ainsi qu'étaient rattachés à l'Allemagne 38 % du territoire de la Bohême-Moravie. La Hongrie reçut 11 882 kilomètres carrés de la Slovaquie et de la Ruthénie méridionales ainsi que leurs populations hongroises, et la Pologne reçut Tešín et deux zones frontalières plus petites du Nord de la Slovaquie ainsi que leurs populations polonaises. Tout cela fut réglé pacifiquement. L'historien britannique A.J.P. Taylor écrivait[84] :

« Les accords de Munich... furent un triomphe pour tout ce qu'il y a de plus distingué et de plus éclairé dans la société britannique. »

Chamberlain rend visite à Hitler à l'Obersalzberg le 15 septembre 1938, à la veille de la Conférence de Munich.

À son retour à Londres, Chamberlain fut accueilli en héros. En descendant de l'avion, il brandissait les accords signés par Adolf Hitler dans lesquels celui-ci exprimait son souhait de ne plus jamais avoir à faire la guerre à la Grande-Bretagne. Chamberlain proclama qu'il avait *« sauvé la paix pour notre époque »*. Sous les applaudissements d'une foule en délire, il exprima son vif espoir de trouver une solution pacifique au désir du Führer de créer en Europe une patrie allemande agrandie pour pouvoir y accueillir l'ensemble des Allemands. Puis, il lut un autre passage des Accords dans lequel Hitler déclarait :

« Nous sommes déterminés à poursuivre nos efforts pour éliminer les sources possibles de discordes et ainsi contribuer à garantir la paix en Europe. »

Sans surprise, Winston Churchill adopta le point de vue opposé. Dans un discours à la Chambre des communes, il déclara que le gouvernement britannique, en approuvant les Accords de Munich, avait *« subi une défaite totale et irrémédiable »*, et que « *la Grande-Bretagne et la France*

[84] [NdT : *Les origines de la Deuxième Guerre mondiale*, A.J.P. Taylor, p. 106.]

avaient subi une catastrophe de premier ordre ». Churchill avait depuis quelque temps appelé à une *« Grande alliance »* entre la Grande-Bretagne ; la France ; les États-Unis ; et l'Union soviétique pour *« arrêter Hitler ».*

Mais Churchill était un va-t-en-guerre forcené, et ses déclarations contre l'Allemagne étaient souvent inexactes ou grossièrement exagérées, et ne visaient qu'à enflammer l'opinion publique britannique. Si la cause de la Seconde Guerre mondiale pouvait être imputée à une seule personne, c'est bien à lui qu'elle devrait l'être – ou à tout le moins – à Roosevelt et à lui. Mais Churchill était aussi un opportuniste. Ainsi, dès le départ, il avait affiché un antibolchevisme des plus exaltés, blâmant les juifs pour la révolution russe et ses conséquences. Plus tard, cependant, lorsque cela cadra davantage avec ses ambitions, il se tourna vers les sionistes, déclarant que le sionisme épargnerait aux juifs européens les persécutions engendrées par les révolutions et en ferait des partenaires de l'impérialisme européen dans le monde arabe.

Rentrant de Munich, Neville Chamberlain proclama : « J'ai sauvé la paix pour notre époque. »

En 1936, Churchill s'associa au groupe de pression officieux des juifs de Londres connu sous le nom de « The Focus » (nous y reviendrons dans le chapitre suivant), dont le but était d'*« ouvrir les yeux du public britannique sur la seule grande menace que représentait l'Allemagne nazie ».* En réalité, l'Allemagne n'avait jamais représenté une menace pour la Grande-Bretagne, et Hitler avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour gagner l'amitié anglo-saxonne.

Focus fut, en Angleterre, le groupe le plus actif dans la campagne de propagande internationale contre l'Allemagne. Ainsi qu'il le reconnaissait lui-même, Churchill, en tant qu'homme de paille goy, servit Focus dans sa campagne pour détruire Hitler et les Nationaux-Socialistes, et ce groupe le servit pour le ramener au pouvoir après des années de *« traversée du désert ».* The Focus fut généreusement financé par de riches juifs britanniques et Churchill, en conséquence, put mener une vie

d'opulence.[85] Ainsi, commença-t-il à morigéner le gouvernement britannique pour son *« aveuglement face à la menace nazie »* ; attaquant surtout Chamberlain sur sa détermination à vouloir préserver la paix. Dans ses discours et ses articles, Churchill exagéra considérablement l'ampleur du réarmement allemand et dépeint les objectifs de celui-ci sous un faux jour en insinuant que l'Allemagne était en train de produire des bombardiers lourds. En fait, le Reich n'avait jamais particulièrement mis l'accent sur des bombardiers stratégiques, mais Churchill utilisa ce mensonge pour soutenir l'affirmation selon laquelle le plan était d'attaquer la Grande-Bretagne.

Hitler ne voulait que la paix et l'amitié avec la Grande-Bretagne, pas la guerre ; et il ne cessait de le clamer. De plus, il avait clairement indiqué que son but était la reconstitution d'une Allemagne démantelée à Versailles. Ce plan était un secret de Polichinelle et – comme tel – bien connu de Churchill. Mais celui-ci et ses collègues bellicistes dépeignaient chacune des actions du Führer comme un nouvel acte d'agression surprise et une preuve supplémentaire d'une volonté de conquête de l'Europe. Quoiqu'il en soit, Churchill était déterminé, pour ses propres raisons, à ce que la Grande-Bretagne entrât en guerre avec l'Allemagne.

Cependant que d'aucuns travaillaient d'arrache-pied à la préservation de la paix, Churchill et ses complices en faisaient tout autant pour provoquer la guerre. Soumettait-il délibérément le pouvoir britannique au service des juifs internationaux qui le payaient par l'intermédiaire du groupe Focus, ou s'illusionnait-il en pensant servir ainsi l'Angleterre ? Voilà une question qui demeurera probablement à tout jamais sans réponse.

Sur la personnalité de Churchill, l'attaché de presse britannique, F.S. Oliver, avait écrit ceci :

« Dès sa jeunesse, M. Churchill a aimé de tout son cœur, de tout son esprit, de toute son âme et de toute sa force, trois choses : la guerre ; la politique ; et lui-même. Il a aimé la guerre pour ses dangers ; il aime la politique pour la même raison ; et il s'est toujours aimé en sachant que son esprit est dangereux – dangereux pour ses ennemis ; dangereux pour ses amis ; et dangereux pour lui-même. Je n'ai jamais trouvé un homme qui se serait trouvé si mal à l'aise au Paradis. »

[85] Churchill reçut également une somme exceptionnellement importante du gouvernement tchécoslovaque, ce qui soulève des doutes quant à son désintéressement dans son opposition à l'intégration des Sudètes à l'Allemagne.

1er octobre 1938 : Les troupes allemandes sont accueillies avec enthousiasme dans les Sudètes.

Zollamt

L'Allemagne accueille les Sudètes

Le 1er octobre 1938, les troupes allemandes pénétrèrent sans opposition dans les Sudètes où elles furent accueillies par une population en liesse. La Tchécoslovaquie était un État artificiel et non viable, créé par des intellectuels et soutenu par les vainqueurs de la Grande guerre ; et sa disparition ne fut pas une tragédie. Le reste du pays, abandonné après Munich, se désintégra selon la logique aberrante de sa géographie.

Le 14 mars 1939, la Slovaquie déclara son indépendance ; suivie de près par les Carpates ukrainiennes (Ruthénie). Après la disparition de ces régions, tout ce qui restait de l'ancienne Tchécoslovaquie n'était plus qu'une partie de la Bohême-Moravie ; c'était une invitation ouverte à une prise de pouvoir communiste.

La menace la plus redoutable à l'endroit de la civilisation chrétienne occidentale de l'époque était la révolution communiste initiée et soutenue par l'Union soviétique. Les bolcheviques juifs qui contrôlaient l'Union soviétique avaient fondé l'Internationale communiste (Komintern) dans le but précis de prendre le contrôle de toute l'Europe – un pays à la fois. Au cours de la révolution de 1918, ils avaient tenté de s'emparer de l'Allemagne, mais ils avaient été défaits par les *Freikorps*. Ils étaient même brièvement parvenus à instaurer la République socialiste soviétique de Bavière, jusqu'à ce qu'elle soit également démantelée par les *Freikorps*. En 1919, ils s'étaient emparés brièvement de la Hongrie, mais ils avaient été repoussés par les forces de l'amiral Horthy. Dans les années Vingt, ils avaient tenté de prendre l'Italie, mais ils avaient été vaincus et chassés par Mussolini. En 1936, ils avaient déclenché une guerre civile en Espagne et ils avaient failli y instaurer une dictature communiste de style soviétique, mais avec l'aide de Mussolini et de Hitler, le général Franco, après trois ans d'une guerre sanglante, était parvenu à bout des communistes et les avait chassés du pays. La Russie soviétique gardait l'œil ouvert, prête à initier et à promouvoir une révolution communiste dans tout pays européen manifestant des signes de faiblesse.

À Prague vivait une importante population juive qui avait créé un parti révolutionnaire communiste actif, lequel était prêt à tout moment à servir de cinquième colonne à l'Union soviétique afin de prendre le contrôle de ce qu'il restait de l'ancienne Tchécoslovaquie. Hitler avait fait savoir qu'il ne permettrait pas que cela se produise. Le nouveau président de la Tchécoslovaquie, Emil Hácha, s'en inquiéta et voulut

rencontrer Hitler. Ce dernier l'invita à Berlin afin de s'entretenir avec lui. Ribbentrop accueillit Hácha à la gare, offrant à sa fille, qui l'accompagnait, un bouquet de fleurs et une boîte de chocolats de la part du Führer. Au cours de la réunion, qui se prolongea tard dans la nuit, Hitler harangua Hácha sans relâche, jusqu'à ce qu'il signe finalement un accord faisant de son pays un protectorat du Reich.

Quand Hitler sortit de cette réunion, il était aux anges. Il dit à ses deux secrétaires :

« Mes petites, vite, embrassez-moi ! Vite ! » Celles-ci s'exécutèrent et l'embrassèrent sur les deux joues. Hitler avait alors ajouté :

« C'est le plus grand triomphe de ma vie ! J'entrerai dans l'histoire comme le plus grand Allemand de tous les temps ! »

Hitler avait toutes les raisons de se réjouir. Jusqu'à présent, il avait ramené dans le giron de l'Allemagne la Sarre, l'Autriche et les Sudètes, et maintenant il avait fait de la Bohême-Moravie son protectorat. Il avait aussi, pour l'essentiel, annulé le Traité de Versailles ; et tout cela par la voie diplomatique, sans qu'un seul coup de feu n'ait été tiré.

Ce fameux 15 mars 1939, la Wehrmacht pénétra dans le pays sans rencontrer aucune résistance. Le 16 mars, Hitler se rendit au château de Prague dans le quartier de Hradschin, et déclara la Bohême-Moravie désormais sous protectorat allemand. La Bohême-Moravie fut placée sous la responsabilité du Reichsprotektor, Konstantin von Neurath ; et des fonctionnaires allemands s'installèrent au sein de l'administration avec des pouvoirs équivalents à ceux des membres d'un cabinet gouvernemental. La Gestapo chapeauta les services de police. Hitler fut remarquablement prévenant envers les fonctionnaires tchèques en poste, permettant à la plupart d'entre eux de conserver leur emploi ou de prendre une retraite rémunérée.

Si la Bohême-Moravie n'avait pas été occupée, il en aurait résulté un désastre. L'Allemagne était le rempart de l'Europe entière face à la menace communiste. L'Allemagne seule avait tenu les communistes à distance et les avait empêchés de submerger l'Europe. Une mainmise communiste sur la Bohême-Moravie était désormais impossible.

Au début de l'occupation allemande, 118 000 juifs vivaient en Bohême-Moravie, dont la plupart résidaient à Prague. Lorsque les Allemands s'installèrent, les juifs furent renvoyés de la fonction publique

et désormais dépourvus de tout statut légal. Bien sûr, la presse juive internationale répondit par une intense et virulente effusion d'hyperboles contre les Nationaux-Socialistes. Mais qu'aurait dû faire Hitler ? La communauté juive mondiale était encore activement engagée dans une *« guerre sainte »* contre l'Allemagne. Il eût été idiot, dans ces circonstances, que l'Allemagne conservât au sein du gouvernement tchécoslovaque un grand nombre de juifs qui auraient certainement coopéré avec le Komintern pour saper et saboter le contrôle allemand. Le communisme fut interdit et les communistes tchèques, dont la plupart étaient juifs, de même qu'un grand nombre de juifs qui n'étaient

Entrée de la Wehrmacht dans Prague sous l'accueil enthousiaste des allemands de Tchécoslovaquie.

pas ouvertement affiliés au Parti communiste fuirent le pays.

En tant que vainqueurs de la Grande guerre, la Grande-Bretagne et la France assumaient le rôle d'organes de contrôle de la mise en œuvre du Traité de Versailles, ainsi que de tous les autres traités résultant de la guerre. Les États-Unis s'étaient retirés de l'Europe et ne jouaient plus ce rôle. L'Allemagne ne s'était jamais pliée de bonne grâce aux termes de ce traité signé sous la contrainte. Ce traité lui ayant été imposé par la force, le Reich le considérait comme nul et non avenu.

Ses termes léonins avaient été catastrophiques pour l'Allemagne et continuaient à déployer leurs effets délétères sur la vie du peuple allemand au moment de l'accession de Hitler au pouvoir. Il eût été

déraisonnable de s'attendre à ce que ses pesantes mesures fussent maintenues à perpétuité, ou à ce que l'Allemagne continuât de les accepter sans protester. Tôt ou tard, ils auraient dû en finir, avec ou sans Hitler.

Au début de son mandat de chancelier, Hitler avoua ouvertement qu'il refuserait le traité en dépit de la détermination de l'Angleterre et de la France à le faire respecter. De nombreuses personnalités respectées et influentes qui, comme lui, estimaient que ce traité était abusif et injuste, prirent le parti de l'Allemagne dans cette affaire. George Bernard Shaw, par exemple, avait ceci à dire :

« Manifestement, l'Allemagne avait besoin d'un Chef déterminé et clairvoyant qui pût dénoncer le Traité de Versailles ; exprimer la détermination de ce pays à revendiquer sa mise sur pied d'égalité avec les puissances en place ; son refus de se voir désarmé, pillé et vertement tancé aux prétextes de réparations de guerre et de sa 'culpabilité guerrière'. Elle avait besoin d'un Chef de taille à rallier à sa personne

On peut se demander si ces Tchèques qui reçoivent les « méchants envahisseurs allemands » avec menaces, injures et poings brandis auraient eu la même latitude confrontés à des troupes soviétiques ou étatsuniennes.

toute âme d'expression allemande tout en demeurant capable de faire un grand pas vers la paix en Europe en administrant la preuve que ni la France, pas plus que l'Angleterre ou les États-Unis ne pouvaient se permettre d'exaspérer l'humanité tout entière en faisant mine d'occuper militairement son territoire comme cela avait été

jadis le cas lors du partage de la Pologne. Bref, qu'au moment de basculer dans la guerre, l'Europe se verrait rattraper au bord du gouffre par l'Allemagne. »

Contre toute attente, la Grande-Bretagne et la France estimèrent que toute violation des termes du Traité de Versailles serait une provocation à la guerre. Cette position irrationnelle fut défendue bec et ongles par le « parti (britannique) de la guerre » ; notamment Winston Churchill ; Anthony Eden ; lord Halifax ; Duff Cooper ; Robert Vansittart ; et quelques autres. Mais tout aussi nombreux étaient ceux qui estimaient fondées les actions de Hitler. Celui-ci continua à ignorer le traité, pariant que ni la Grande-Bretagne ni la France n'aurait le courage de se lancer dans une nouvelle guerre sanglante.

Le Traité de Versailles avait pour but de réduire la taille et la puissance de l'Allemagne et de la brider. Ceux qui appelaient haut et fort à la guerre avec l'Allemagne sur la base de la *« justice pour la Tchécoslovaquie »* étaient malhonnêtes et utilisaient la mise sous protectorat allemand comme prétexte à la guerre. Alors que l'entrée allemande dans le territoire des Sudètes suscitait la stupeur des éléments antiallemands (l'internationale juive en particulier) ; l'invasion polonaise de Teschen (Ceský Tešín) ne causa pas la moindre émotion. Ces deux territoires de la Tchécoslovaquie abritaient une population polonaise majoritaire et la Pologne les occupait pour la même raison que l'Allemagne occupait le pays des Sudètes. De même, personne ne bougea le petit doigt lorsque la Hongrie occupa le sud de la Slovaquie, où la population hongroise était majoritaire. Mais les actions de l'Allemagne furent présentées comme étant un *casus belli*.

Personne à Londres ou à Berlin ne voulait la guerre, sauf Winston Churchill et sa bande de seigneurs de guerre et les fauteurs de guerre juifs qui les contrôlaient. Au retour de sa conférence avec Hitler, Chamberlain annonça au Parlement : *« il n'y aura pas de guerre ! »*. Pendant que les Britanniques et les Allemands remerciaient Dieu et célébraient cet heureux dénouement, les conspirateurs belliqueux, dont Churchill, se mirent au travail pour le saper. En l'espace d'une semaine, la presse juive commença à dénigrer et à démolir Chamberlain.

1938 : entrée de chars polonais 7TPjw à Teschen (région d'Olsa). Le Reich fut critiqué de toutes parts pour avoir envahi les Sudètes ; la Pologne, faisait, en parallèle, de même... sans la moindre objection de quiconque.

Chapitre 18

La guerre contre la Pologne

L'enthousiasme international suscité par la conclusion des Accords de Munich, fut de courte durée. À l'extérieur de l'Allemagne, l'opinion publique – résultat implacable de la propagande « antinazie » – s'était rapidement rafraîchie et s'était retournée contre Hitler et les Nationaux-Socialistes.

L'historienne britannique Nesta Webster a écrit dans son livre, *Allemagne et Angleterre*, publié en 1938 :

« Autrefois, les Britanniques ne se laissaient pas si facilement inciter à la haine, mais cette haine insensée contre deux hommes, Mussolini et Hitler, leur est instillée par les juifs et par ceux qui en profitent, et agit comme un poison mortel dans le sang de notre peuple.

L'Allemagne est visiblement sous le joug d'une dictature anti-juive. Nous vivons sous une dictature juive invisible, mais une dictature que l'on peut ressentir dans tous les domaines de la vie, car personne n'y échappe.

Déjà les juifs peuvent à leur guise faire ou défaire la carrière de n'importe quel individu. Nous ne saurions douter qu'une fois que la guerre aura éclaté, ils se trouveront à tous les postes clés et nous tiendront à leur merci. C'est alors que la véritable raison d'être de la guerre mondiale deviendra évidente. ***Les juifs ne parviendront jamais à atteindre leur but final – la domination du monde – tant qu'ils ne détiendront pas l'Allemagne.*** *Hitler doit donc être renversé et le pouvoir juif rétabli. »*[86]

Dans ce climat de haine, de méfiance et de bellicisme créé par la propagande anti-hitlérienne, les dirigeants occidentaux étaient conditionnés à interpréter de la pire des manières toutes les mesures de politique étrangère décidées par Hitler. Présenté par la presse juive comme un psychopathe agressif, on ne le jugeait pas apte à émettre des exigences pour l'Allemagne qui fussent légitimes.

[86] Souligné par l'auteur.

Au lendemain de la conférence de Munich, le contrôle de la politique étrangère britannique passa du Premier ministre au ministre des Affaires étrangères, lord Halifax, qui déclencha alors une violente campagne pour provoquer une guerre contre l'Allemagne. Halifax et certains dirigeants britanniques – tous bords confondus – s'unirent pour fustiger Hitler et les Nationaux-Socialistes et pousser à la guerre. Le plus notable d'entre eux était sir Robert Vansittart, premier conseiller diplomatique du gouvernement britannique ; il participa à des émissions radio « antinazies »[87] destinées à éveiller le public britannique quant à la véritable « *nature de la bête* » ; son militarisme ; son agressivité et son obéissance aveugle qui, selon lui, avaient été inculquées aux Allemands depuis l'époque de Tacite, les rendant particulièrement dangereux pour leurs voisins. Vansittart utilisait la métaphore du Cracticus (la pie-grièche) qu'il avait observé des années auparavant sur la mer Noire, éliminant sans pitié une à une ses proies sans méfiance.

Le territoire de Memel accueille un bataillon de fusiliers marins allemands.

Pour Vansittart, le « nazisme » n'était pas une aberration mais la conséquence logique de l'histoire allemande. Sa clique et lui qualifiaient chaque décision de politique étrangère prise par Hitler de nouvelle

[87] [NdT : pour plus d'informations voir : https://journals.openedition.org/lisa/919]

« surprise » déclarant qu'on ne pouvait pas faire confiance à ce dernier ; et qu'il fallait lui barrer la route. Les émissions de Vansittart firent merveille pour enflammer l'opinion publique britannique contre l'Allemagne.

Dans les faits, le Chancelier avait clairement marqué, dès le début de son mandat, son intention de reprendre les territoires confisqués à l'Allemagne par le Traité de Versailles. Son projet d'un seul État allemand qui inclurait tous les Allemands était tout aussi clair depuis le début. *« Ein Volk, Ein Reich, Ein Führer ! »* (« un peuple, un pays, un guide »), martelait-il encore et encore. À ce stade, il avait remilitarisé la Rhénanie ; reconquis la Sarre[88] ; et réintégré dans le Reich l'Autriche et les Sudètes, le tout pacifiquement. La ville à population majoritairement allemande de Memel et la région attenante (le Memelland) avaient aussi été détachées de la Lituanie et réincorporées à la Prusse orientale. Les seules pièces du puzzle encore en attente d'insertion étaient Dantzig et le corridor polonais. Et ces territoires étaient donc les prochains à l'ordre du jour. Hitler l'avait clairement dit. Mais il avait aussi renoncé à toute revendication touchant à l'Alsace et à la Lorraine, restituées à la France à la fin de la Grande guerre. Hitler avait clairement énoncé son plan qu'il avait suivi pas à pas. En outre, de nombreux hommes d'État, journalistes et intellectuels du monde entier s'étaient ralliés à sa logique de reconquête de ces territoires, et ils avaient déclaré que ses exigences étaient à la fois justes et raisonnables.

Le Traité de Versailles était basé sur la clause de « culpabilité de guerre » qui attribuait à l'Allemagne la responsabilité [exclusive] du déclenchement de celle-ci. Les historiens révisionnistes avaient déjà réfuté cette accusation de culpabilité de guerre contre l'Allemagne, de sorte que les termes léonins du Traité de Versailles n'étaient plus fondés et auraient dû être abrogés bien avant l'arrivée de Hitler au pouvoir. Churchill, Halifax, Vansittart et les autres membres du « parti de la guerre » firent simplement preuve de malhonnêteté en qualifiant les actions de Hitler d'*« agressions »* ou de *« surprises »*. Prétendre que l'on ne pouvait pas se fier à la parole du Chancelier était un mensonge.

[88] [NdT : il s'agit sans doute d'un oubli de l'auteur qui a manifestement traité comme un seul fait la remilitarisation de la Rhénanie et celle de la Sarre.]

Le problème polonais

Versailles avait fait perdre à l'Allemagne une grande partie de son territoire et de sa population ; ce qui, notamment, avait donné naissance au nouvel État souverain de Pologne. Au nombre de ces territoires perdus, on comptait – connue sous le terme de « Corridor polonais » – une bande de terre qui, en ouvrant à la Pologne l'accès à la Baltique, scindait l'Allemagne, la séparant de la Prusse orientale. Ainsi, les Allemands qui voyageaient entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne devaient contourner le corridor par bateau parce qu'ils n'étaient pas autorisés à le traverser. Afin de doter la Pologne d'installations portuaires, la ville de Dantzig avait également été arrachée à l'Allemagne et placée sous la responsabilité de la Société des Nations en tant que *« ville libre »*. Environ un million et demi d'Allemands de souche y vivaient désormais comme des citoyens de seconde classe.

Pour ses habitants, ce territoire était allemand depuis des siècles et – dès le début – ils avaient clairement fait savoir par d'innombrables manifestations de masse qu'ils ne voulaient pas être séparés de l'Allemagne. Dantzig avait été membre de la Ligue hanséatique et sa germanité était une évidence. Sa population était composée à 96 % d'Allemands et, lors d'un referendum, elle avait voté à une majorité écrasante pour son retour dans le Reich. Dès lors, les Allemands de souche étaient réduits à vivre comme une minorité dans ce nouvel État polonais hostile et ils y subissaient le même type de discrimination et de répression que leur peuple frère des Sudètes. Nombreux étaient les chefs d'État de par le monde pour lesquels l'Allemagne avait le droit légitime de reprendre l'ensemble des territoires dont elle avait été dépouillée à l'issue du Traité de Versailles. Le journaliste britannique William Harbutt Dawson, éminent spécialiste de l'Allemagne et des affaires allemandes, écrivit dans *Germany Under the Treaty*, (1933) :

« ...aucun facteur dans la vie de l'Europe d'aujourd'hui ne présente une menace à la paix aussi grave et certaine que le Corridor, qui coupe l'Allemagne en deux, et coupe Dantzig ; l'une des villes les plus allemandes ; de la mère patrie. L'Europe peut-elle se permettre d'ignorer cette menace et de laisser les choses dériver ainsi ? Cela reviendrait à provoquer et à précipiter une catastrophe, car – au lieu de s'améliorer – les conditions, dans le corridor, se sont régulièrement détériorées en douze ans d'occupation polonaise.

Parce qu'il est désormais tout à fait clair que tous les besoins du commerce polonais, présents et futurs, peuvent être satisfaits sans le corridor ; et parce que de

bonnes relations entre l'Allemagne et la Pologne, si essentielles au maintien de la paix en Europe, sont impossibles tant que cette monstruosité politique persistera ; la majeure partie de ce territoire devrait réintégrer le pays auquel elle doit sa culture. »

Halifax et ses bellicistes refusèrent cependant, de reconnaître la légitimité des revendications de l'Allemagne ; qualifiant chacune de ses actions irrédentistes comme un nouvel acte d'agression flagrante et une preuve supplémentaire de sa volonté de conquête de l'Europe. Ils insinuèrent même que Hitler avait des projets concernant la Grande-Bretagne. En réalité, ni l'une ni l'autre de ces allégations n'étaient fondées. En parallèle, Roosevelt avertissait le peuple américain de la possibilité d'une invasion allemande des USA par l'Amérique du Sud.

Proposition du Führer à la Pologne

De tout temps, la Pologne avait entretenu des sentiments hostiles à l'égard de l'Allemagne et de l'ensemble du peuple allemand ; Hitler procéda donc avec prudence pour tenter de régler ce dernier conflit territorial. Il fit preuve de modération dans son approche mais aussi d'une grande générosité en reconnaissant les intérêts polonais. Ainsi, l'ambassadeur britannique à Berlin, sir Nevile Henderson, reconnut-il en ces termes la position mesurée de Hitler :

« Croyez-le ou non, Hitler est le plus modéré de tous les Allemands en ce qui concerne Dantzig et le Corridor. »

Le 24 octobre 1938, Hitler demanda à Ribbentrop de proposer au comte Józef Lipski, l'ambassadeur de Pologne à Berlin, le plan suivant en quatre étapes, qui aurait corrigé les injustices du Traité de Versailles et aplani tous les conflits entre la Pologne et l'Allemagne.

1. Le retour de la ville libre de Dantzig dans le Reich, mais sans que ses liens économiques ne soient rompus avec l'État polonais. Cette offre garantirait à la Pologne les privilèges accordés aux ports francs dans la ville de Dantzig, ainsi qu'un accès au port en situation d'exterritorialité.
2. Le Reich n'exigerait pas le retour de son ancien territoire (le corridor polonais) mais il devrait être autorisé à y construire une

autoroute et un chemin de fer afin de maintenir un libre accès entre l'Allemagne et la Prusse orientale.

3. La reconnaissance mutuelle du tracé de la frontière entre l'Allemagne et la Pologne serait définitivement réglée ; en d'autres termes, l'Allemagne n'exigerait pas la restitution du reste du territoire attribué à la Pologne par le Traité de Versailles, telle que la Haute Silésie orientale.

4. Le Pacte germano-polonais de 1934 serait prolongé de dix à vingt-cinq ans.[89]

Les demandes de Hitler envers la Pologne étaient des plus raisonnables.

La Nuit de cristal

Au cours de ces négociations, une péripétie malheureuse connue sous le nom de *« Kristallnacht »* (« Nuit de cristal ») se produisit en Allemagne, provoquant un nouveau retournement de l'opinion publique internationale. Cela ne pouvait pas plus mal tomber. Le 9 novembre 1938, à Paris, Herschel Grynszpan, un jeune juif, assassinait le conseiller diplomatique Ernst vom Rath ; ce fut le déclencheur de la Nuit de cristal.

Après 1914, la famille de Grynszpan était passée de Pologne en Allemagne dans le même mouvement que quelque 15 000 autres juifs ; n'étant pas citoyens allemands, ils avaient été renvoyés vers la Pologne le 27 octobre 1938. À l'époque, Grynszpan, alors âgé de dix-sept ans, séjournait à Paris chez un oncle ; après s'être introduit à l'intérieur de l'ambassade allemande, il avait tiré sur le diplomate, le blessant mortellement ; il entendait se venger de ces expulsions, même si la victime n'avait personnellement rien à voir avec cela. Les nouvelles du meurtre parurent dans tous les journaux allemands.

[89] Dans le Pacte germano-polonais de 1934, les deux pays s'étaient engagés à résoudre leurs problèmes par des négociations bilatérales et à renoncer à tout conflit armé pour une période de dix ans. Le pacte normalisa effectivement des relations entre la Pologne et l'Allemagne, qui étaient auparavant tendues en raison de différends frontaliers découlant du Diktat de Versailles.

À cause de la *« guerre sainte »* contre l'Allemagne, l'hostilité du peuple allemand à l'égard des juifs était déjà très forte, et pour certains, le meurtre de vom Rath fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre et dans la journée qui suivit, des groupes de jeunes gens déferlèrent dans les quartiers juifs, brisant les vitrines des commerces et les vitres des habitations et incendiant les synagogues ; des hommes en uniforme de la SA y prirent également part. L'Allemagne déclara officiellement que ces évènements étaient directement liés au meurtre d'un diplomate allemand par un juif – ce qui avait provoqué la réaction spontanée de citoyens en colère – cependant, la presse juive internationale accusa le gouvernement – en particulier Gœbbels – de les avoir orchestrés. Cela semble toutefois peu probable, car le lendemain des évènements en réaction à l'assassinat du conseiller allemand, à la première heure, le Dr Gœbbels avait annoncé à la radio que toute action entreprise contre les juifs était strictement interdite et que tout contrevenant encourrait de sévères sanctions. Déjà, de nombreuses personnes avaient été arrêtées pour violences à l'encontre des juifs. Parce qu'ils savaient parfaitement qu'une propagande négative contre l'Allemagne allait s'ensuivre, le gouvernement et les dirigeants du NSDAP étaient furieux de ce qui s'était passé. Hitler ordonna que fut envoyé à tous les Gauleiters, un message par téléscripteur ainsi libellé :

« À TOUS LES GAULEITERS POUR EXÉCUTION IMMÉDIATE !

Ordre n° 174/38 Munich, le 10 novembre 1938

Par ordre exprès de la plus haute autorité, tout incendie criminel contre des magasins ou autres biens juifs est interdit. »

Une réaction internationale défavorable était inévitable, et l'opinion publique à l'égard du Reich se détériora considérablement à la suite de cette nuit. Ainsi, l'historien britannique, Martin Gilbert lui-même juif, écrivait qu'*« aucun évènement de l'histoire des juifs d'Allemagne entre 1933 et 1945 ne fut rapporté avec autant de détails – en temps réel – et les témoignages des journalistes étrangers travaillant en Allemagne générèrent des ondes de choc dans le monde entier ».*

À l'époque le *Times* écrivit :

« Aucun propagandiste étranger visant à salir l'Allemagne aux yeux du monde n'aurait pu surpasser le récit des incendies et des attaques ; des agressions infâmes contre des innocents sans défense, qui hier, ont déshonoré ce pays. »

Point n'aurait été nécessaire d'exagérer ce qu'il s'était passé. Ce déchaînement violent contre les juifs d'Allemagne était vraiment déplorable. Mais sans surprise, *c'est* ce que s'empressa de faire la presse juive internationale, fournissant les récits habituels de « témoins oculaires ». Ainsi, une débauche de passages à tabac ; de viols ; et de nombreux assassinats de juifs innocents à travers toute l'Allemagne, ainsi que d'importants dégâts aux biens juifs furent-ils allégués. Comme de bien entendu, ces exagérations enflammèrent davantage les opinions contre l'Allemagne. Pourtant, il est absurde de penser que le gouvernement allemand ou que le NSDAP aient pu orchestrer ce pogrom, car la publicité négative engendrée fit beaucoup plus de mal à l'Allemagne et au National-Socialisme qu'aux juifs. Déjà sensibles à la campagne de propagande antinazie hystérique orchestrée contre eux, les responsables allemands s'appliquaient à ne pas créer d'incidents de cette sorte, qui ne pouvaient que les exposer davantage à la critique.

Après cette Nuit de cristal, la presse internationale manifesta massivement sa sympathie à l'égard des juifs et une hostilité mordante contre l'Allemagne. Ainsi, en France ; en Grande-Bretagne ; et aux États-Unis, les appels à la guerre se firent de plus en plus pressants.

La poursuite des pourparlers germano-polonais

Le 5 janvier 1939, Józef Beck, le ministre polonais des Affaires étrangères, rencontra Hitler à Berchtesgaden ; le Führer lui réitéra sa garantie très claire que l'Allemagne ne ferait aucune réclamation au sujet du corridor de Dantzig, et il réaffirma qu'il voulait seulement construire un chemin de fer et une autoroute à travers celui-ci.

Le lendemain, lors d'une réunion avec des responsables polonais à Munich, Ribbentrop confirma la volonté allemande de garantir, non seulement le corridor, mais aussi l'ensemble du territoire polonais. Le 23 janvier, lors d'une visite officielle à Varsovie, Ribbentrop réitéra cette offre amicale et généreuse, plaidant pour un règlement définitif et global des questions territoriales germano-polonaises.

Un règlement suivant les « quatre points » énoncés plus haut n'aurait rien enlevé à la Pologne : Dantzig n'était pas une ville polonaise, mais

une *« ville libre »*, sous la responsabilité de la SDN. En outre, l'offre de l'Allemagne aurait permis à la Pologne de continuer à utiliser les installations portuaires de la ville.

Pourtant, le 21 mars 1939, le français Albert Lebrun et le britannique Chamberlain se rencontrèrent à Londres et proposèrent une alliance franco-britannique et polonaise pour contrer l'Allemagne. Proposition qui fut transmise aux fonctionnaires polonais, ce qui ne fit que durcir davantage la résistance de ceux-ci face aux demandes du Führer. Malgré tous les efforts diplomatiques de l'Allemagne, les Polonais refusèrent de concéder quoi que ce soit.

Contrairement à l'opinion actuellement dominante, il ne s'agissait pas d'une Allemagne extrêmement puissante menaçant une Pologne faible et impuissante. De fait, la Pologne avait une longue tradition militaire et entretenait une armée conséquente et bien entraînée. Cette armée venait tout juste, en 1920, de défaire l'Armée rouge. Les chefs militaires polonais n'étaient pas du tout intimidés par la puissance de l'Allemagne. Rappelons que les forces armées de ce dernier pays étaient réduites à 100 000 hommes, et qu'au moment de la crise avec la Pologne, il était en cours de réarmement. Non seulement la Pologne n'avait pas peur de l'Allemagne, mais elle se montrait même belliqueuse.[90]

En octobre 1930, l'influent journal polonais, *Die Liga der Großmacht,* avait publié la déclaration suivante :

« Un conflit entre la Pologne et l'Allemagne est inévitable. Nous devons nous y préparer méthodiquement. Notre objectif est un nouveau Grunwald.[91] *Mais cette fois-ci un Grunwald dans la banlieue de Berlin.*

En d'autres termes, la défaite de l'Allemagne doit être infligée par les troupes polonaises au centre même de son territoire, afin de la frapper au cœur. Notre idéal est une Pologne avec l'Oder et la Neisse comme frontière à l'Ouest. La Pologne doit reconquérir la Prusse, je dirais même, la Prusse jusqu'à la Spree.

Dans la guerre contre l'Allemagne, il n'y aura pas de prisonniers, pas plus qu'il n'y aura de place pour les émotions ou pour les sensibilités culturelles. Le monde tremblera devant la guerre germano-polonaise. Nous devons faire naître chez nos soldats un esprit de sacrifice surhumain et un esprit de vengeance impitoyable et cruel. »

---

[90] [NdT : voir l'excellent travail de recherches ; les citations ; et les récits personnels d'Else Löser dans son livre *Pologne et les falsifications de l'histoire polonaise*.]

[91] Il s'agit de la bataille de Tannenberg le 15 juillet 1410 lorsque les chevaliers Teutoniques furent vaincus.

À peu près à la même époque, le maréchal polonais Rydz-Śmigly déclarait :

« La Pologne veut la guerre avec l'Allemagne et l'Allemagne ne pourra pas l'éviter quoi qu'elle fasse ».

Le Maréchal polonais Edward Rydz-Śmigly (Rydz-le-« Rapide »).

Les juifs influencent Roosevelt et Churchill

En raison des restrictions qui leur étaient imposées dans le Reich, les juifs évoluant dans le théâtre et le cinéma émigrèrent en masse à Hollywood où ils furent rapidement accueillis par leurs semblables qui y dirigeaient l'industrie cinématographique. Ainsi, ces nouveaux arrivants rejoignirent-ils les producteurs juifs du pays afin de produire des films antinazis (aux relents globalement pro-communistes). Le stéréotype de l'officier « nazi », avec son monocle ; son fume-cigarette ; ses manières aristocratiques ; son uniforme impeccable ; son attitude arrogante ; un rictus maléfique ou un sourire inquiétant fleurissant aux lèvres d'un visage hautain, devint l'incontournable archétype du genre.

Les médias et les entreprises de divertissement de masse en Grande-Bretagne et aux États-Unis étaient presque entièrement dominés par les juifs, de sorte que ce ne fut qu'une image très partiale des évènements qui fut présentée aux Britanniques et aux Américains. Hitler et les membres de son gouvernement y étaient implacablement salis sous les traits de dévoyés, d'assassins et de psychopathes, en totale contradiction avec les faits, retournant l'opinion publique de ces deux pays contre le Reich.

En 1940 et 1941 sortirent des films bellicistes de fabrication juive, tels que le burlesque de Charlie Chaplin sur Hitler et Mussolini : *Le Dictateur*, mais aussi *Chasse à l'homme*, réalisé par le juif allemand émigré Fritz Lang ; *La tempête qui tue* ; *Un Yankee dans la RAF* ; *Sergent York* ; *The Man I Married* et de nombreux autres productions de ce genre. Ainsi, participaient-ils tous pleinement à la campagne de propagande acharnée visant à pousser les États-Unis à faire la guerre à l'Allemagne.

Une fois la guerre déclarée et les États-Unis pleinement engagés dans celle-ci ; les studios se mirent à produire à la chaîne toute une succession de feuilletons télévisés antinazis. Les classiques du genre présentés ici feraient probablement pouffer de rire le public d'aujourd'hui : *Hillbilly Blitzkrieg* ; *Women in Bondage* ; *The Devil with Hitler* ; *I Escaped from the Gestapo* ; *Hitler's Children* ; *That Nazi Nuisance* ; *The Strange Death of Adolf Hitler* ; *Enemy of Women* ; *Hitler's Madman* ; *The Master Race* ; *Hitler et sa clique* ; *Hotel Berlin* ; et *Le triomphe de Tarzan*.

Afin de restituer la saveur de ces feuilletons télévisés, voici un résumé de l'intrigue du *Triomphe de Tarzan*.[92] Des agents « nazis » sont parachutés

[92] [NdT : le réalisateur du *Triomphe de Tarzan* est le juif austro-américain Wilhelm Thiele (vrai patronyme, Isersohn), né à Vienne.]

dans le paisible royaume de Tarzan et occupent une forteresse dans l'espoir d'y trouver des gisements de pétrole et d'étain. Johnny Weissmüller, un noble sauvage un peu flasque mais qui en impose encore, mobilise ses indigènes (tous des Blancs) contre les forces de l'Axe. *« Tuez les Naaadzies ! »* ordonne Tarzan aux indigènes qui acquiescent. Les Allemands sont si méprisables que même les animaux leur en veulent. Tarzan poursuit le chef des nazis dans la jungle et, au moment même où l'officier allemand, effrayé, émet frénétiquement vers Berlin sur sa radio à ondes courtes, Tarzan le tue. À Berlin, l'opérateur radio reconnaît le signal de détresse et se précipite pour convoquer le général responsable de l'opération africaine. Pendant que Tarzan, Boy et la prêtresse de la jungle observent la scène en riant ; Cheetah, le chimpanzé bavarde dans le microphone de l'émetteur. Ignorant le combat mortel qui vient de se dérouler dans les profondeurs de la jungle, le général entend le chimpanzé à la radio, bondit sur ses pieds, claque des talons, salue et hurle à ses subordonnés qu'ils ne sont pas en communication avec l'Afrique mais avec *Der Führer*.

Dans ces films antiallemands produits par des juifs, les rôles des « boches » sadiques ; obsédés sexuels ; obstinés et stupides, étaient interprétés par des poids lourds de Hollywood tels que George Siegmann ; Erich von Stroheim ; Walter Long ; et Hobart Bosworth. L'acteur Robert Watson Kuchner, dit Bobby Watson, fut employé tout au long de la guerre pour interpréter le rôle d'Adolf Hitler.

Submergé et conditionné par ce type de propagande, le public américain fut poussé à haïr l'Allemagne et le peuple allemand. Ainsi, tout ce que ce peuple pouvait avoir à endurer de la part de nos braves et nobles forces armées était-il bien en deçà de ce qu'il méritait.

« Bombardez leurs villes, tuez leurs femmes et leurs enfants ! Mais détruisez cette Allemagne maléfique par tous les moyens ! »

Les dirigeants politiques britanniques et américains sous influence juive

Les dirigeants politiques de Grande-Bretagne et des États-Unis étaient également sous influence juive. Ainsi, Roosevelt et Churchill étaient-ils entourés exclusivement de conseillers juifs, et leurs campagnes électorales dépendaient de l'argent juif. Alors qu'ils ne représentaient pas plus de 2 % de la population américaine, huit sur quinze membres du

« Brain Trust »[93] de Roosevelt, étaient juifs. Ils avaient donc le contrôle des dirigeants politiques de la Grande-Bretagne et des États-Unis ainsi que le contrôle de l'opinion publique dans les deux pays.

Voici une liste partielle des juifs entourant F.D.R. : Bernard Baruch ; Felix Frankfurter ; David E. Lilienthal ; David Niles ; Louis Brandeis ; Samuel I. Rosenman ; Henry Morgenthau, Jr. ; Benjamin V. Cohen ; Stephen Wise ; Francis Perkins ; Sidney Hillman ; Herbert H. Lehman ; Jesse I. Straus ; Harold J. Laski ; Charles E. Wyzanski ; Samuel Untermyer ; Edward Filene[94] ; David Dubinsky ; Mordecai Ezekiel ; Abe Fortus ; Isador Lubin ; Harry Dexter White (Weiss) ; David Weintraub ; Nathan G. Silvermaster ; Harold Glasser ; Irving Kaplan ; Solomon Adler ; Benjamin Cardozo ; Ann Rosenberg ; et bien d'autres encore.

Ainsi, Roosevelt était-il immergé dans une atmosphère juive qui suait la haine à l'égard de l'Allemagne, ce qui finit par déteindre sur sa personnalité au point qu'il faisait régulièrement et publiquement des remarques malveillantes contre Hitler et le National-Socialisme, rendant impossible toute relation diplomatique amicale entre le Reich et les États-Unis.[95]

De plus, ces juifs se tenaient comme un seul homme derrière Staline et les communistes et agissaient essentiellement au sein du gouvernement américain comme agents de l'Union soviétique. On les retrouvait dans tous les ministères où ils espionnaient régulièrement pour le compte des Soviétiques. En outre, Roosevelt admirait Staline au point de l'avoir surnommé l'*« oncle Joe »*.

Churchill aussi était entouré de conseillers juifs. Bien que peu fortuné, il vivait au-dessus de ses moyens. Plus d'une fois au cours de sa longue carrière, il lui fut reproché d'avoir accepté de l'argent des juifs en

---

[93] [NdT : le *Brain Trust*, ou *Brains Trust*, est le nom du groupe d'économistes et d'universitaires qui conseillait le Président américain Franklin D. Roosevelt pendant le New Deal, dans les années 1930. Ces hommes jouèrent un rôle important dans les décisions politiques et sont à l'origine de plusieurs lois prises à cette époque. Ils ne formaient pas un groupe institutionnalisé mais gravitaient dans l'entourage du président. Ils étaient pour beaucoup issus de l'université Columbia de New York. Source Wikipédia.]

[94] [NdT : le système Filene-Finlay-IBM est le premier système de traduction simultanée à avoir été utilisé dans un tribunal ; il fut notamment utilisé au cours des Procès de Nuremberg. Source : *Les traducteurs dans l'histoire*, de Jean Delisle, Judith Woodsworth, p. 248.]

[95] [NdT : Roosevelt lui-même aurait eu des racines juives. Source : *Dites la vérité et vous humilierez le diable*, livre sensationnel de l'auteur juif Gerard Menuhin.]

échange de ses interventions pour servir leurs objectifs politiques. S'il écrivait des articles de presse et des livres pour arrondir son salaire de fonctionnaire, cela n'était cependant pas suffisant pour financer son somptueux train de vie.

Entre 1930 et 1939, au cours de sa *« traversée du désert »*, toujours député, cependant, Churchill fut soutenu par une caisse noire mise sur pied par un groupe d'intérêt antiallemand secret connu sous le nom de *The Focus*. Les membres de ce groupe étaient des juifs fortunés tels que sir Robert Mond, qui était à la tête de plusieurs compagnies chimiques et sir Robert Waley Cohen, directeur général de Shell Oil, qui employaient Churchill comme homme de paille. Bernard Baruch contribua également de manière significative au bien-être de Churchill. Ainsi, fut-il missionné pour s'attaquer à l'Allemagne et afin d'alerter le monde sur le danger qu'elle représentait. C'était un brillant orateur et un superbe écrivain, et il s'acquitta magnifiquement de sa tâche.

Non seulement l'argent juif, distribué principalement par le groupe Focus, finança le train de vie extravagant de Churchill, mais il lui permit de faire son entrée au Cabinet britannique et finalement de devenir Premier ministre. À chaque stade, le belliqueux Churchill n'eut de cesse de condamner haut et fort l'Allemagne, cependant qu'il critiquait sévèrement Stanley Baldwin, puis ensuite Neville Chamberlain, pour leur aveuglement face au danger évident que représentait le Reich pour la Grande-Bretagne. Puis, il devint un belliciste forcené.

Dans un discours prononcé devant la Chambre des communes le 5 octobre 1938, il déclara :

« ...or une amitié entre la démocratie britannique et le pouvoir nazi ne sera jamais possible ; cette Puissance qui méprise l'éthique chrétienne, qui se réjouit des progrès d'un paganisme barbare ; qui vante l'esprit d'agression et de conquête ; qui tire force et plaisir pervers de la persécution ; et qui brandit, comme nous l'avons vu avec une brutalité impitoyable, la menace de la force meurtrière ».

Évidemment, il se bornait à répéter les exagérations hystériques et véhémentes ainsi que les mensonges grossiers de la propagande juive internationale contre le Reich.

Bien loin de nourrir de sombres projets à l'endroit de la Grande-Bretagne ; et en contradiction aux avertissements de Churchill ; Hitler, anglophile convaincu, qui n'aspirait qu'à être accepté par les Britanniques et à forger une alliance avec eux, voyait ses demandes sans

cesse rejetées. Le Führer proposa même de leur fournir l'aide militaire allemande, en cas de nécessité. Il croyait, et affirmait fréquemment, que l'Empire britannique et l'Église catholique étaient des institutions internationales absolument essentielles à la paix et à la stabilité mondiales. Il disait souvent, tout comme beaucoup de Britanniques, que ces derniers et les Allemands appartenaient à la même race ; au même peuple, que seule la barrière des langues séparait. Hitler ne voulait que la paix et l'amitié avec la Grande-Bretagne.

Hitler était consterné par le flot continuel d'invectives et de propagande haineuse dirigées contre l'Allemagne par ces bellicistes britanniques. Dans un discours prononcé à Sarrebruck le 9 octobre 1938, il disait :

« ...Il suffirait qu'un Cooper, un Eden ou un Churchill arrivent au pouvoir en Angleterre au lieu de Chamberlain, et nous savons très bien que l'objectif de ces hommes serait de déclencher immédiatement une nouvelle guerre mondiale. Ils n'essaient même pas de dissimuler leurs intentions, ils les expriment ouvertement... »

Dans la période qui suivit la Seconde Guerre mondiale, Churchill devint quasiment un dieu dans la mythologie guerrière, mais cette mythologie est si éloignée de la vérité que même Gordon Craig, un de ses fervents partisans, se sentit obligé d'écrire :

« On sait assez bien aujourd'hui que Churchill était souvent mal informé, que ses allégations quant à la force allemande étaient exagérées ; ses instructions ineptes ; et que sa focalisation sur les frappes aériennes était inappropriée. »

Dans *Rethinking Churchill*, en 1998, le Dr Ralph Raico écrivait :

« Malgré tous les boniments à propos de la 'clairvoyance' de Churchill dans les années Trente contre les 'fauteurs de paix', la politique d'un prompt réarmement du gouvernement Chamberlain, tout en testant les chances de paix avec l'Allemagne, était plus réaliste que celle de Churchill ».

La contribution de Roosevelt aux hostilités

L'attitude du président Roosevelt et de son entourage envers l'Allemagne était encore plus excessive que celle des dirigeants britanniques. Depuis ses débuts dans la fonction publique, la prédisposition de Roosevelt à une profonde antipathie à l'encontre du peuple allemand en général était manifeste ; celle-ci était probablement due à la propagande antiallemande de la Grande guerre, et il ne fait aucun doute qu'il méprisait personnellement Adolf Hitler. Le professeur d'histoire David L. Hoggan déclare dans son livre *The Forced War*, (1961) :

« La haine de Roosevelt pour Hitler était profonde, véhémente, passionnée – presque personnelle. Cela était dû en grande partie à une envie et à une jalousie constantes, enracinées dans le grand contraste entre les deux hommes, non seulement dans leur caractère personnel, mais aussi dans leurs résultats respectifs en tant que chefs nationaux ».

On trouve de nombreuses similitudes dans les vies publiques de Roosevelt et de Hitler. Tous deux assumèrent la direction de leurs pays respectifs au début de 1933, puis ils suivirent des voies parallèles. Tous deux furent confrontés à l'énorme défi d'un chômage de masse dans une crise économique mondiale catastrophique. Tous deux devinrent les chefs puissants d'une gigantesque alliance militaire dans une des guerres les plus destructrices de l'histoire. Leurs décès à quelques semaines d'intervalle survinrent alors qu'ils étaient encore en fonction. Cependant, quand bien même leurs vies présentaient de nombreuses similitudes ; les contrastes étaient énormes.

Roosevelt était né dans l'une des familles les plus riches des États-Unis, et sa vie était exempte de toute inquiétude d'ordre économique. Comme Hitler, il avait servi pendant la Grande guerre, mais d'une tout autre façon. Roosevelt passa la guerre dans un bureau à Washington comme sous-secrétaire à la Marine. Né dans une famille provinciale, Hitler avait été très vite confronté dans sa jeunesse à de grosses difficultés économiques. Jeune homme, il avait vécu d'expédients. Pendant la Grande guerre, il avait été soldat en première ligne dans l'enfer du front occidental ; il n'avait pas dépassé le grade de soldat de première classe. Il avait été blessé à plusieurs reprises et avait été plusieurs fois décoré pour actes de bravoure.

Nonobstant son éducation au sein des plus grandes universités prestigieuses (Ivy League), ses manières assurées, aristocratiques et sa rhétorique persuasive, Roosevelt avait été incapable de résoudre les énormes problèmes économiques auxquels étaient confrontés les États-Unis au moment de son arrivée au pouvoir. Tout au long de sa présidence, il n'était jamais parvenu à réduire le chômage ni à relancer l'économie. Au terme de ses quatre premières années à la tête du pouvoir, des millions de personnes demeuraient toujours sans emploi ; étaient sous-alimentées ; et mal logées dans un pays pourtant riche et disposant de toutes les ressources nécessaires à une prodigieuse prospérité. La « Nouvelle donne » (« New Deal ») de Roosevelt fut caractérisée sur toute sa durée par des grèves moroses et des affrontements sanglants entre les ouvriers et les chefs d'industries.

L'histoire fut tout autre dans l'Allemagne de Hitler. Après qu'il eut été nommé Chancelier, il se trouva confronté aux mêmes problèmes que Roosevelt, mais décuplés. Pourtant, en l'espace de quelques années, il sut rallier son peuple derrière un programme radical qui transforma l'Allemagne ; faisant d'un pays économiquement en ruines, au bord de la guerre civile, un pays qui serait en peu de temps le plus puissant d'Europe. L'Allemagne connut ainsi une renaissance sociale, culturelle et économique sans précédent.

Le contraste entre ces deux personnalités était également frappant. Dans ses rapports avec autrui, Hitler s'efforçait de privilégier le franc-parler et exprimait ses intentions sans ambiguïté. Il était pétri de morale chrétienne et n'était pas un menteur. Derrière une façade de chattemite et un large sourire, Roosevelt était sournois, calculateur et manipulateur. C'était assurément un sociopathe, dépourvu de conscience, comme le sont bien des politiciens à belles carrières. En revanche, Hitler était véritablement un homme du peuple qui souhaitait sincèrement faire sortir ses compatriotes de leur *« marasme »* afin qu'ils puissent se réaliser pleinement en tant que peuple et en tant que nation.

Contrairement à Hitler, Roosevelt était par excellence un politicien cynique qui se souciait peut-être de ses compatriotes de manière abstraite, mais qui croyait être le seul à savoir ce qui était bon pour eux et les pensait incapables de comprendre ces questions. Il menait son peuple par des moyens sournois et trompeurs, comme lorsqu'il avait caché à celui-ci ses véritables intentions d'entraîner les États-Unis dans la guerre. Il reconnaissait même sa nature dissimulatrice et contradictoire. Ainsi, avait-il un jour déclaré : *« Je ne dis jamais à ma main gauche ce que fait ma main droite. »*

Pendant la Grande guerre, Roosevelt avait travaillé dans l'administration de Wilson et il avait été impressionné par l'idéalisme sans bornes de celui-ci, ainsi que par la façon dont il était idolâtré par les gens du monde entier pour son approche magnanime concernant les accords de paix après la guerre. Comme Wilson, Roosevelt avait une vision messianique et exagérée de lui-même, et se pensait particulièrement qualifié pour diriger le pays, croyant qu'il avait été appelé par la providence à remodeler le monde. Comme tant de dirigeants américains, il était convaincu que le monde ne serait sauvé qu'en se remodelant à l'image des États-Unis.

Des présidents comme Wilson et Roosevelt, et plus récemment, George W. Bush Jr, ne voient pas le monde comme une multiplicité de nations, de races et de cultures qui doivent respecter mutuellement leurs identités collectives afin de vivre ensemble en paix. Non, ils voient le monde du point de vue d'un missionnaire moralisateur qui divise les nations en deux groupes : ceux qui représentent les « bons » d'un côté (le nôtre) et les « méchants » (c'est ce qu'on appelle une perspective mondiale « manichéenne »). Ils considèrent aussi que la nation étatsunienne a été investie par la providence pour être le guide éternel des forces du « bien » avec pour mission de détruire ou de convertir les forces du « mal ».[96] Ainsi, selon Roosevelt, l'Allemagne de Hitler représentait-elle les forces du « mal », forces avec lesquelles toutes relations normales et tout raisonnement étaient impossibles ; de sorte qu'il refusa d'essayer. Pour lui, cette nation était totalement hostile.

Roosevelt ne se percevait certainement pas comme un mauvais homme, bien que ses actions en aient certainement fait un. Il croyait sincèrement qu'il faisait une belle et noble chose en faisant pression sur la Grande-Bretagne et la France pour qu'elles affrontassent cette Allemagne « maléfique ». Il était l'archange saint Michel qui menait le monde dans une lutte existentielle contre les forces de Satan. La vision qu'il avait de lui-même en tant que chef des forces du bien combinée à sa vision d'une Allemagne hitlérienne incarnation du mal, produisaient sur son entourage un tel climat d'hystérie et de psychose guerrières que toute déclaration ou action de cette « force du mal » était interprétée de la pire façon possible, soupçonnée de desseins diaboliques, quand bien même ses intentions réelles étaient bénignes. Les juifs qui l'entouraient et le conseillaient, et qui haïssaient cette Allemagne pour leurs raisons

[96] Heureusement, cette vision « tout à fait fortuite » correspond aussi aux intérêts économiques et politiques de ceux qui exercent le pouvoir aux États-Unis.

propres, nourrissaient les illusions de Roosevelt sur lui-même et son rôle dans le monde, et validaient sa vision manichéenne du monde.

Pour illustrer la psychose de guerre qui – à l'époque – s'était emparée des dirigeants politiques américains ; voici ce que déclara, le 9 septembre 1938, F.B. Sayre, sous-secrétaire d'État, à l'ambassadeur britannique sir Ronald Lindsay :

« ....à un moment où la guerre menace et où l'Allemagne ***donne des poings contre nos portes***[97]*, il me semble tragique que nous n'ayons pu conclure et signer une entente (avec elle) ».*

L'Allemagne n'avait déjà pas les moyens de donner du poing contre les portes de la Grande-Bretagne, juste de l'autre côté de la Manche ; alors imaginer qu'elle ait pu *« donner des poings contre les portes »* des États-Unis en 1938 était totalement absurde. De plus, à cette époque, Hitler et les Nationaux-Socialistes n'avaient aucune raison de considérer ce pays avec hostilité, mais seulement avec consternation devant sa bellicosité sans fondement envers l'Allemagne. C'était, en fait, les États-Unis qui *« heurtaient d'importance »* aux portes de l'Allemagne.

Dans ce climat de prétendue urgence, le secrétaire américain au Trésor, Henry Morgenthau Jr., téléphona au juif, Léon Blum, auquel il suggéra de geler les comptes bancaires allemands en France, dans l'espoir de précipiter la guerre. Roosevelt, lui-même devint de plus en plus agressif envers Hitler, et fit à plusieurs reprises des remarques personnellement insultantes à son sujet en public. (C'est très comparable à l'hystérie guerrière anti-iranienne qui prévaut au moment où les présentes lignes sont composées, mais en plus extrême.)

William C. Bullitt était à l'époque ambassadeur des États-Unis en France et ambassadeur itinérant dans tous les autres pays européens. Né dans une riche famille de banquiers philadelphiens, Bullitt (qui comptait comme ancêtre un Jonathan Horwitz ; juif allemand immigré aux États-Unis) était, tout comme Roosevelt, « né coiffé ». Bullitt était particulièrement proche de Roosevelt et partageait son enthousiasme pour l'*« oncle Joe »* et l'Union soviétique, ainsi que son enthousiasme pour la guerre contre l'Allemagne. Roosevelt utilisait Bullitt en tant que messager personnel vers d'autres ambassadeurs américains, notamment Joseph P. Kennedy, à Londres et Anthony Biddle, à Varsovie, et les

[97] Souligné par l'auteur.

messages qu'il faisait passer exprimaient constamment sa volonté d'en découdre avec l'Allemagne.

En 1919, Bullitt avait été l'assistant du président Wilson à la Conférence de paix de Versailles. La même année, il fut envoyé en Russie pour rencontrer Lénine afin de déterminer si le nouveau gouvernement bolchevique méritait d'être reconnu par les Alliés. Il fut impressionné par ce qu'il vit dans la Russie bolchevique et, à son retour à Washington, il insista pour que ce nouveau régime soit reconnu. Il était plutôt acquis aux buts communistes.

En 1923, il épousa Louise Bryant Reed, la veuve du dirigeant communiste américain John Reed.[98] Lorsque Roosevelt devint président, il réintégra Bullitt dans le service diplomatique. (En effet, tout au long de sa carrière, Roosevelt a entretenu d'étroites relations avec des gens qui étaient soit communistes soit des sympathisants.) En 1938, tous les envoyés américains en Europe étaient subordonnés à Bullitt qui était basé à Paris. L'accès téléphonique direct à Roosevelt lui était ouvert à toute heure du jour ou de la nuit ; quant au Président, court-circuitant la voie hiérarchique, il s'entretenait avec Bullitt presque quotidiennement, lui donnant des instructions précises et ultra confidentielles sur la manière de mener la politique étrangère des États-Unis. C'étaient des amis proches qui s'entendaient sur toutes les questions de politique étrangère, et partageaient en particulier la même hostilité envers l'Allemagne. Tous deux étaient des aristocrates et des internationalistes convaincus avec une vision commune de la manière de refaire le monde, et ils se considéraient comme les acteurs qui provoqueraient cette grande réorganisation.

L'ambassadeur de Pologne à Washington, le comte Jerzy Józef Potocki, rapporta à Varsovie que Bullitt l'avait informé de la détermination de Roosevelt à engager les États-Unis dans le conflit à venir. Bullitt avait prédit qu'une longue guerre allait bientôt éclater en Europe.

Voici ce que Potocki rapporta des propos tenus par Bullitt :

[98] Il était question de John Reed dans le film *Les Rouges*, dans lequel Warren Beatty jouait le rôle principal en 1981.

« C'est avec une véhémence extrême et une haine intense qu'il a parlé de l'Allemagne et de son Chancelier, Adolf Hitler. Il a laissé entendre que la guerre pourrait durer six ans, et il a préconisé qu'elle soit menée de façon à ce que l'Allemagne ne puisse jamais s'en remettre. »

Le président Roosevelt (à droite) avec son agent provocateur, l'ambassadeur William C. Bullitt, 1933.

Aussi, Potocki, pensant qu'il était peu probable que le Reich attaque la France ou la Grande-Bretagne, s'enquit-il auprès de Bullitt pour savoir comment une telle guerre pourrait être mise en œuvre. Celui-ci lui répondit qu'elle commencerait probablement par des hostilités entre l'Allemagne et un autre pays, et que les puissances occidentales interviendraient alors contre la première. Bullitt prédisait une guerre probable entre l'Allemagne et l'Union soviétique ; que l'Allemagne emporterait sans doute, mais qu'elle serait tellement affaiblie qu'elle devrait capituler devant les puissances occidentales. Puis, Bullitt assura Potocki que les États-Unis participeraient à une telle guerre si la Grande-Bretagne et la France faisaient le premier pas. Lorsque Bullitt l'interrogea sur le problème germano-polonais, Potocki lui répondit qu'il était hors de question que la Pologne cédât aux exigences allemandes et que les Polonais étaient prêts à se battre pour cela, et bien entendu, c'est dans cette voie que Bullitt et Roosevelt aiguillonnèrent la Pologne. Pour Potocki, l'attitude guerrière des Étatsuniens était uniquement due à

l'influence juive. À maintes reprises, il rapporta à Varsovie que l'opinion publique américaine était le produit direct d'une manipulation juive.

Dans un rapport adressé de Washington, le 9 février 1939, au ministère polonais des Affaires étrangères, il écrivait :

« La pression des juifs sur le président Roosevelt et sur le département d'État devient de plus en plus forte...

...Les juifs sont actuellement les principaux agents actifs dans la création d'une psychose guerrière qui plongerait le monde entier dans un conflit et provoquerait une catastrophe générale. Cet état d'esprit devient de plus en plus évident.

Dans leur conception de la démocratie, les juifs ont également créé un véritable chaos : ils ont lié les notions de démocratie et de communisme et, surtout, ils ont hissé la bannière de la haine inextinguible contre le nazisme.

Cette haine s'est muée en une véritable frénésie. Elle se propage partout et par tous les moyens : au théâtre, au cinéma et dans la presse. Les Allemands sont dépeints comme une nation vivant sous l'arrogance d'un Hitler qui veut conquérir le monde et engloutir l'humanité entière dans une mer de sang.

Au cours de certaines conversations avec des représentants de la presse juive, je me suis heurté à plusieurs reprises à l'opinion inébranlable que la guerre est inévitable. Ce judaïsme international exploite tous les moyens de propagande pour contrecarrer toute tendance à l'unification et à l'entente entre les nations. De cette manière, l'opinion publique est de plus en plus convaincue que les Allemands et leurs satellites, sous la forme du fascisme, sont des ennemis qui doivent être maîtrisés par le 'monde démocratique'. »

Lord Halifax fait battre les tambours de guerre

Aux Affaires étrangères, Halifax persévérait dans son hostilité envers Hitler et l'Allemagne, et il était déterminé à provoquer une guerre contre cette dernière. Dans son pays, mais aussi à l'étranger, il fit circuler des rumeurs qui présentaient la politique étrangère de Hitler sous le pire jour possible. Quel qu'aurait pu être le choix du Führer, Halifax aurait toujours trouvé quelque chose à y redire. Le 24 janvier 1939, il adressa un message au président Roosevelt dans lequel il prétendait avoir reçu *« un grand nombre de rapports issus de diverses sources fiables qui jettent une lumière des plus inquiétantes sur l'humeur et les intentions de Hitler ».* Alors que le Führer avait à maintes reprises exprimé son admiration pour la Grande-Bretagne, et qu'il poursuivait un objectif de coopération anglo-allemande ; Halifax prétendait que le dirigeant allemand nourrissait une

haine féroce à l'égard de celle-ci. Selon lui, Hitler voulait constituer une Ukraine indépendante et il avait l'intention de détruire les puissances occidentales par une attaque surprise avant de s'en prendre à l'Est. Il

Churchill et Halifax ; deux va-t-en-guerre.

prétendait que non seulement les services de renseignements britanniques, mais aussi *« des Allemands de haut rang, soucieux de prévenir ce crime »*, lui avaient fourni la preuve de cette conspiration maléfique. Aucun Allemand ne lui avait fourni une telle chose.[99] Tout cela n'était

[99] [NdT : au moment où il rédige ces lignes l'auteur ignore manifestement qu'avant même le déclenchement officiel des hostilités, les forces réactionnaires en Allemagne étaient déjà à l'œuvre pour trahir le Führer en entrant, de leur propre initiative, et à titre privé, en pourparlers avec le gouvernement de Sa Majesté. Notamment le plus haut gradé d'entre eux ; le Generaloberst (général d'armée) Erwin von Witzleben, qui fera partie de la première vague de généraux de la Wehrmacht à avoir été élevés à la dignité de maréchal (19 juillet 1940) sans élever la moindre objection ; et dont les restrictions mentales n'apparaîtront au grand jour qu'à la suite de la tentative avortée d'attentat contre Hitler et de putsch contre le gouvernement légal allemand du 20 juillet 1944. À l'issue d'un procès expéditif (*„Kurzprozeß"*) voulu par Hitler, Witzleben, sitôt condamné, payera sa félonie en faisant partie de la toute première série de pendus à Plötzensee, en fin d'après-midi du 8 août 1944.]

que pure invention. Hitler n'avait pas la moindre intention d'attaquer la Grande-Bretagne ou la France.

Comment expliquer une telle détermination à attaquer l'Allemagne ? Ces hommes, Churchill ; Halifax ; Cooper ; Eden ; Vansittart ; et autres, étaient des conservateurs dévoués à l'Empire britannique et à sa primauté dans le monde. Aussi, le déclin de la puissance britannique les inquiétait-elle beaucoup.

Oublié le Churchill qui s'était ardemment battu dans le camp des opposants à la guerre contre l'Allemagne avant le déclenchement de la Grande guerre ! Désormais, il en allait tout autrement. C'était parce qu'elle s'était relevée, plus puissante encore, et qu'elle représentait à nouveau une menace tant sur le plan commercial que militaire, que Churchill et sa clique préconisaient une nouvelle guerre contre elle. Ces conservateurs étaient partisans de l'ancien principe de l'équilibre des forces élaboré à l'issue des guerres napoléoniennes. Il s'agissait d'empêcher toute puissance étrangère de dominer le continent européen ; c'était un des grands principes stratégiques de la Grande-Bretagne. La défaite de l'Allemagne dans une guerre servirait ses intérêts ainsi que ceux de la communauté juive internationale. Diaboliser Hitler et volontairement déformer ses actions et ses intentions n'était qu'un prétexte au déclenchement d'une guerre qu'ils étaient déterminés à mener pour satisfaire à leur stratégie.

Ces bellicistes étaient bien conscients que la Grande-Bretagne ne pourrait pas vaincre l'Allemagne sans l'intervention des États-Unis, tout comme cela avait été le cas en 1917. Ainsi, en parallèle à l'élaboration de prétextes pour déclencher une guerre, multipliaient-ils leurs activités de propagande à l'intention de Roosevelt afin de s'assurer de son soutien, bien que cela ne représentât pas une grande difficulté en soi, celui-ci étant déjà acquis à leur cause. Pour jeter de l'huile sur le feu, Halifax lança à Roosevelt les mises en garde les plus terribles, quand bien même elles étaient non fondées, quant aux intentions de l'Allemagne. Ainsi, lui annonça-t-il dans un télégramme que non seulement Hitler avait l'intention d'envahir la Hollande, mais qu'il entendait livrer les Indes orientales néerlandaises au Japon. (Le Japon ayant besoin du pétrole qu'elles renfermaient.) Or, ce plan n'avait jamais fait partie des intentions du Reich. Il lui avait également laissé entendre qu'il était certain que l'Allemagne lancerait bientôt un ultimatum à la Grande-Bretagne. Halifax ajoutait que les dirigeants britanniques s'attendaient à une attaque aérienne surprise de l'Allemagne en préalable à cet ultimatum. Il prétendait savoir que l'Allemagne préparait une telle

attaque au moment même où il composait ce télégramme et que l'attaque pouvait survenir à tout instant. Tout ceci n'était qu'un ramassis d'inventions grotesques.[100]

À l'époque, aux prises avec la question polonaise, Hitler était bien loin d'envisager une attaque contre la Grande-Bretagne. Mais Halifax était déterminé. Il exposa ensuite *« l'état mental de Hitler, sa rage insensée contre la Grande-Bretagne et sa mégalomanie »*. Il confia que la Grande-Bretagne était en train de renforcer considérablement son programme d'armement et qu'il pensait qu'il était de son devoir d'éclairer le destinataire de ce câble sur les intentions et les attitudes de Hitler *« compte tenu des relations de confiance qui existent entre nos deux gouvernements et du niveau d'échange d'informations que nous avons eu jusqu'à présent »*.

Halifax prétendait que Chamberlain envisageait d'adresser un avertissement public à l'Allemagne avant le discours annuel de Hitler devant le Reichstag du 30 janvier 1939, et il suggérait que Roosevelt fît de même sans délai. Or, ceci était tout à fait faux, mais Halifax espérait ainsi inciter Roosevelt à prononcer un nouveau discours belliqueux.

En décembre 1938, Halifax avait mandé Anthony Eden aux États-Unis afin qu'il y fit circuler des rumeurs concernant les sombres manigances des Allemands ; et le 4 janvier 1939, Roosevelt, dans son message au Congrès, répondit à l'Allemagne par un avertissement provocateur et insultant. À la suite de son dernier télégramme, Halifax espérait que le président étatsunien se manifesterait à nouveau. En effet, préparant une campagne de propagande de guerre à l'usage du peuple britannique, il comptait sur de telles manifestations du Président US. Toutes ces machinations n'étaient que pure fantaisie, mais Roosevelt, déjà prédisposé à la guerre, les avala sans broncher. Halifax ne lui disait que ce qu'il souhaitait déjà entendre.

Un autre partisan pro-guerre était le secrétaire d'État Cordell Hull, auteur d'un message à Halifax déclarant que *« le gouvernement des États-Unis fondait depuis un certain temps sa politique sur la possibilité d'une telle situation, comme le laissait entrevoir votre télégramme »*. Ainsi, l'administration Roosevelt confirmait-elle à l'Angleterre qu'elle soutenait l'idée d'une guerre contre l'Allemagne, quand bien même l'opinion publique américaine y était totalement opposée.

---

[100] [NdT : « ***Halifax ajoutait que les dirigeants britanniques s'attendaient à une attaque aérienne surprise de l'Allemagne en préalable à cet ultimatum***. » Il est permis de se demander si ça n'est pas de « ***ce ramassis d'inventions grotesques*** » qu'a germé dans l'esprit malade de Roosevelt l'idée de provoquer Pearl Harbor…]

Afin de détourner l'attention de sa politique économique ratée, Roosevelt avait besoin d'une guerre. Il était en outre sensible à l'idée d'apparaître en président héroïque engagé dans une guerre. Les juifs, tels que Henry Morgenthau, Jr. et tous les fonctionnaires de son administration, se mirent à fantasmer sur les intentions malveillantes de l'Allemagne.

Henry Morgenthau Jr.

Selon David L. Hoggan, dans son article, « le Président Roosevelt et les origines de la guerre de 1939 » :

« ...quiconque au sein du cercle de Roosevelt-Hull ne déclarait pas que Hitler était désespérément fou, était pratiquement ostracisé ».

Le 4 janvier 1939, Roosevelt, qui voulait avoir les mains libres afin d'agir contre l'Allemagne, annonça au Congrès que la politique de neutralité des États-Unis devait être reconsidérée. Dans le même temps, le ministre polonais des Affaires étrangères, Beck, rencontrait Hitler à Berchtesgaden pour une réunion amicale au cours de laquelle le Führer prôna la coopération germano-polonaise dans le règlement de la question de Dantzig et du corridor polonais. Bien que cordiales, les conversations furent improductives et ne permirent pas d'aboutir à un quelconque règlement de la situation. Hitler avait cependant précisé que Dantzig étant une ville allemande, il faudrait tôt ou tard qu'elle soit rattachée à l'Allemagne.

Le contraste entre l'approche posée et diplomatique du Chancelier allemand dans ses entretiens avec les responsables polonais et le portrait d'un homme dérangé, hystérique et belliqueux que les responsables dans l'entourage de Roosevelt en avaient fait n'aurait pu être plus marqué.

Le chargé d'affaires américain à Berlin, Prentiss Eugène Gilbert, rapporta que la situation entre la Pologne et l'Allemagne n'était nullement aussi préoccupante que ne le laissaient entendre les fonctionnaires de Washington. Le 3 février 1939, il rapporta au

Département d'État[101] que la politique fondamentale de Hitler à l'Est visait à une entente avec la Pologne. Selon Gilbert, il semblait certain que Beck serait prêt à autoriser le retour de Dantzig en Allemagne en échange d'un pacte de vingt-cinq ans et d'une garantie allemande concernant le corridor polonais. Ce n'était cependant pas ce que Roosevelt et ses fonctionnaires voulaient entendre. Et si la Grande-Bretagne et les États-Unis s'étaient tenus en dehors de cela, telle aurait probablement été la réalité.

L'Allemagne occupe la Bohême-Moravie

Entre-temps, comme décrit dans le chapitre précédent, ce qui restait de la Tchécoslovaquie, après que le pays des Sudètes ait réincorporé l'Allemagne, se désintégra rapidement. Tout ce qu'il restait de l'ancienne Tchécoslovaquie était une partie de la Bohême-Moravie, et le 15 mars 1939, avec le consentement du président tchécoslovaque, Emil Hácha ; dans le but de prévenir une mainmise communiste ; l'Allemagne occupa ce territoire et l'institua sous protectorat allemand. En tout état de cause, la Bohême-Moravie avait vécu sous domination allemande pendant la majeure partie de son histoire millénaire, cet état de fait n'était donc pas nouveau. Après tout, il ne s'agissait là que de l'effondrement d'un État artificiellement créé dont avait accouché la Conférence de paix d'après-guerre. Toute la région était d'influence germanique. Mozart avait créé *Don Juan* à Prague[102]. Pils, la quatrième plus grande ville de Bohême n'a pas cessé de produire une bière allemande de renommée mondiale. Une autre ville de Bohême au nom allemand, Budweis, est surtout connue pour la bière Budweiser[103] originale (la marque européenne).[104]

La Grande-Bretagne accepta dans un premier temps l'occupation allemande, estimant que sa garantie de la Tchécoslovaquie n'avait plus de raison d'être du fait de l'effondrement de l'État tchèque. Mais Chamberlain avait été attaqué par Churchill, Halifax, Duff Cooper et Vansittart, entre autres, pour sa politique de conciliation avec Hitler, qui

[101] [NdT : il s'agit des Affaires étrangères.]

[102] [NdT : manifestement l'auteur ignore que Prague abritait l'une des plus anciennes universités d'Allemagne.]

[103] [NdT : le problème de la marque Budweiser est un problème très complexe et le lecteur est invité à lire ce qu'en dit Wikipédia.]

[104] [NdT : l'auteur omet de mentionner ici le Cristal de Bohême célèbre dans le monde entier pour la qualité de ses pièces réalisées à la main.]

avait débouché sur les Accords de Munich. Après l'occupation de la Bohême-Moravie par l'Allemagne, les attaques contre le premier ministre s'intensifièrent et Roosevelt attisa les braises. Tout ceci inquiétait un Chamberlain désormais sur la défensive. Dans son discours du 17 mars, il déclara qu'il souhaitait corriger une méprise due à un moment de faiblesse de sa part. Il estimait que les Accords de Munich avaient été de bonne politique, mais que Hitler les avait désormais rompus en occupant la Tchécoslovaquie (Bohême-Moravie). En vertu de quoi, Chamberlain précisait que la Grande-Bretagne s'opposerait vigoureusement, fût-ce au prix d'une guerre, à toute nouvelle prétention territoriale de Hitler, **si justifiée fût-elle**.[105]

À Washington ; contrairement aux réactions britanniques – ou d'ailleurs aux réactions de toute autre capitale dans le monde – l'annonce de l'occupation de la Bohême-Moravie provoqua une infiniment plus grande manifestation d'hostilité contre l'Allemagne, bien qu'il fût difficile de comprendre ce qui pouvait la justifier. En effet, cette occupation n'affectait aucunement les intérêts étatsuniens. Néanmoins, l'ambassadeur d'Allemagne à Washington rapporta à Berlin qu'une violente campagne de presse avait été lancée dans l'ensemble des États-Unis. Roosevelt fit également pression sur Halifax pour qu'il adopte une « politique résolument antiallemande ». Celui-ci s'engagea à ce que les dirigeants britanniques commencent *« à éduquer au mieux l'opinion publique sur la nécessité d'agir »*. En d'autres termes, ils lanceraient une campagne de propagande visant à une guerre contre l'Allemagne.

Roosevelt pousse à la guerre

L'ambassadeur Bullitt informa les Polonais que le président Roosevelt et lui-même comptaient sur la détermination de la Pologne à partir en guerre pour Dantzig. Le 19 mars 1939, il leur transmit le message présidentiel que ce dernier ferait tout son possible pour encourager les Britanniques et les Français à déclencher une guerre contre l'Allemagne. De son côté, Halifax travaillait à la création d'un large front antiallemand ainsi qu'à l'encerclement de l'Allemagne en proposant une alliance incluant la Grande-Bretagne ; la France ; la Pologne ; et l'Union soviétique. Les Polonais, qui se méfiaient autant des Soviétiques que des Allemands, prirent leurs distances avec tout accord qui les lierait à ces derniers.

[105] [NdT : souligné par la traductrice.]

D'autre part, Halifax et Roosevelt encourageaient activement les Polonais dans leur refus de consentir aux demandes allemandes sur la question de Dantzig. Finalement, Bullitt leur annonça qu'il considérait une alliance entre la Grande-Bretagne, la France et la Pologne, sans l'Union soviétique, comme le meilleur arrangement possible. Il précisa, en outre, que les dirigeants britanniques espéraient qu'il y aurait une guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique, et que pour cette raison, ils ne souhaitaient pas prendre d'engagements à l'égard de celle-ci. En conséquence de quoi, l'Union soviétique devint de plus en plus méfiante à l'égard de la Grande-Bretagne et de la France.

Le 26 mars, Bullitt contacta Kennedy à Londres et le chargea d'informer le Premier ministre que les États-Unis espéraient que la Grande-Bretagne entrerait en guerre contre l'Allemagne en cas d'hostilités liées à la question de Dantzig. En réponse, celle-ci l'informa qu'elle allait doubler l'effectif de son armée. Le 31 mars, Chamberlain annonça au Parlement une garantie de « chèque en blanc » à la Pologne en cas de guerre entre celle-ci et l'Allemagne ; en clair, que la Grande-Bretagne déclarerait la guerre à l'Allemagne en cas d'invasion de la Pologne. La France se joignit à la Grande-Bretagne dans la même assurance.

Consterné à l'idée d'une guerre contre l'Allemagne, Kennedy ne s'acquittait de ses missions qu'à contrecœur. À cet égard, il n'était pas en phase avec l'administration Roosevelt, pas plus qu'avec le gouvernement britannique. Roosevelt et Bullitt n'aimaient pas Kennedy et ne lui faisaient pas confiance et Kennedy le leur rendait bien. Dans une lettre à sa femme, il écrivit :

« Je parle à Bullitt de temps en temps. Il est plus niais que jamais. Sa capacité de discernement est affligeante et son influence sur F.D.R. me fait peur parce que ces deux-là pensent de manière identique dans bien des domaines. »

Les opposants à la guerre entrent en action

Pendant ce temps, aux États-Unis, le mouvement non interventionniste prenait de l'ampleur. L'une des principales voix dans ce mouvement était celle de Hamilton Fish, un éminent député républicain de New York. Fish avait – tout au long d'une série d'interventions radiophoniques – mis en évidence le bellicisme de Roosevelt sous ses

faux airs présidentiels d'amoureux de la paix. Le 6 janvier 1939, Fish prononça le discours suivant à la radio nationale :

« Le message agressif et provocateur du Président devant le Congrès et face au monde[106] *a inutilement inquiété le peuple américain et, accompagné d'un feu nourri de propagande émanant des hauts responsables du* New Deal*, il a répandu une hystérie guerrière, dangereuse pour la paix en Amérique, tout autant que dans le monde. La seule conséquence logique d'un tel discours étant une nouvelle guerre menée à l'étranger par des soldats américains.*

Les nations totalitaires évoquées par le président Roosevelt (...) n'ont pas la moindre intention de nous faire la guerre ; pas plus que d'envahir l'Amérique latine.

On ne devrait pas jouer sur les mots dans une situation pareille qui influe directement sur la vie, la liberté et le bonheur de notre peuple. Le moment est venu de mettre un coup d'arrêt aux bellicistes du New Deal*, ainsi qu'aux profiteurs de guerre qui les soutiennent, les communistes et les internationalistes hystériques, qui veulent que nous mettions le monde en quarantaine au prix du sang et de l'argent américains.*

(Roosevelt) entend manifestement déclencher une frénésie de haine et de psychose de guerre comme moyen de détourner notre peuple de ses propres problèmes domestiques qui persistent. Il voit des croque-mitaines partout et instille dans l'esprit du public une psychose d'invasions étrangères qui n'existent que dans son propre imaginaire. »

Dans une émission subséquente du 5 avril 1939, il lança :

« Sous prétexte de rendre le monde plus sûr pour la démocratie, voilà les jeunes Américains sur la voie d'un nouveau bain de sang en Europe.

Si Hitler et le gouvernement nazi récupèrent Memel ou Danzig, confisqués à l'Allemagne par le Traité de Versailles, et dans lesquels 90 % de la population est allemande, pourquoi est-il nécessaire de proférer des menaces et des accusations et d'inciter notre peuple à la guerre ? Je ne sacrifierais pas la vie d'un seul soldat américain pour les Memel ou les Danzig de ce monde. Nous avons rejeté le Traité de Versailles parce qu'il était fondé sur la cupidité et la haine, et tant que ses inégalités et ses injustices perdureront, il y aura inévitablement des guerres de libération.

Plus vite certaines de ses dispositions seront abrogées, mieux ce sera pour la paix dans le monde.

[106] Message qui avait été prononcé deux jours auparavant.

Je pense que si l'on restitue à l'Allemagne les territoires clairement germanophones, à l'exception de l'Alsace-Lorraine et du Tyrol, il n'y aura pas de guerre en Europe occidentale. Il peut y avoir une guerre entre les nazis et les communistes, mais si c'est le cas, ce n'est pas la nôtre ni celle de la Grande-Bretagne, de la France ou de toute autre démocratie.

Les porte-parole du New Deal *ont mis en branle une véritable frénésie guerrière. Cette machine de propagande travaille d'arrache-pied pour préparer les esprits à la guerre, qui subissent déjà largement les effets de celle-ci.*

Le président Roosevelt est le belliciste numéro un en Amérique, et il est en grande partie responsable de la psychose qui s'est emparée du pays, plongeant le marché boursier et le peuple américain dans un profond désarroi.

J'accuse ce gouvernement d'instiguer une propagande guerrière et un climat hystérique afin de masquer les échecs et l'inefficacité des réformes du New Deal*, qui ont miné la confiance des entreprises et mis sur le carreau près de douze millions de chômeurs.*

Je crois que nous avons beaucoup plus à redouter de nos ennemis de l'intérieur que de ceux de l'extérieur. Tous les communistes unissent leurs efforts pour nous inciter à faire la guerre à l'Allemagne et au Japon au profit de la Russie soviétique.

La Grande-Bretagne exige avec une belle constance que chaque Américain fasse son devoir, en préservant l'Empire britannique et ses colonies. Les profiteurs de guerre, les industriels de l'armement et les banquiers internationaux sont à l'affût de notre participation à une nouvelle guerre mondiale. »

Le héros, Charles Lindbergh, qui était également l'un des principaux opposants aux objectifs guerriers de Roosevelt, parcourait le pays pour dénoncer cette guerre contre l'Allemagne. Le 1er mai 1941, il notait dans son journal :

« La pression en faveur de la guerre est de plus en plus forte. Le peuple s'y oppose, mais le gouvernement semble avoir pris 'le mors aux dents' et être déterminé à faire la guerre. Les groupes d'influence juifs du pays sont pour la plupart à l'origine de la guerre ; ils dominent une grande partie de notre presse et de la radio et presque l'ensemble de notre industrie cinématographique. Sans compter les 'intellectuels' ; les 'anglophiles' ; les 'agents britanniques' qui ont carte blanche ; les intérêts financiers internationaux et bien d'autres. »

Les mobiles de Roosevelt pour une guerre contre l'Allemagne ont été longtemps l'objet de conjectures. Dans la mesure où les intérêts des États-Unis n'étaient en aucune façon menacés par l'Allemagne, pas plus

qu'une guerre n'aurait été à leur avantage, le bellicisme de Roosevelt n'avait aucun sens..., sauf à prendre en compte les liens étroits qui préexistaient entre Roosevelt et la communauté juive organisée. Ainsi que l'historienne juive Lucy S. Dawidowicz le notait :

« Roosevelt en personne fit entrer dans son entourage immédiat plus de juifs que tout autre président avant ou après lui. Felix Frankfurter, Bernard M. Baruch, et Henry Morgenthau étaient ses proches conseillers. Benjamin V. Cohen, Samuel Rosenman et David K. Niles étaient ses amis et collaborateurs de confiance. »

Roosevelt était totalement sous l'emprise des juifs, il leur devait sa carrière politique, et s'était presque exclusivement entouré d'eux, au point de devenir l'un des leurs. Leurs mentalités, leurs motivations et leurs objectifs étaient devenus les siens. Les juifs détestaient l'Allemagne ; lui aussi. Les juifs étaient déterminés à détruire l'Allemagne, et donc il était également déterminé à la détruire aussi.

Au cours d'un passage en Pologne durant l'été 1939, Potocki fut surpris par le calme qui y régnait en comparaison de la psychose de guerre qui s'était emparée de l'Occident. Lors d'un entretien avec le comte Jan Szembek, sous-secrétaire d'État polonais aux Affaires étrangères, sur la question de la psychose de guerre croissante qui sévissait dans l'Ouest, il lui dit :

« En Occident, il y a toutes sortes d'éléments qui poussent ouvertement à la guerre : les juifs, les super capitalistes, les marchands d'armes. Aujourd'hui, ils se tiennent tous prêts à faire de juteuses affaires, parce qu'ils ont trouvé un endroit où il était facile de porter l'incendie : Danzig ; et une nation prête à en venir aux armes : la Pologne. Ils veulent faire des affaires sur notre dos. La destruction de notre pays les indiffère. En effet, puisque tout devra être reconstruit plus tard, ils en tireront également profits aussi. »[107]

Des Polonais assassinent des citoyens allemands dans les territoires occupés par la Pologne

Les rapports faisant état d'une recrudescence des agressions entre Polonais et Allemands de souche dans les territoires sous contrôle polonais avaient créé un sentiment d'urgence en Allemagne. Durant les

[107] D'après le journal du comte Szembek.

mois qui précédèrent l'invasion de la Pologne, les Polonais de souche, protégés par leur armée, avaient déclenché la terreur contre les ressortissants allemands vivant dans les territoires désormais sous contrôle polonais. On estime que des milliers[108] d'Allemands furent tués au cours de cette période par des hordes en maraude excitées par le gouvernement polonais. Le gouvernement allemand déposa des dizaines de plaintes officielles auprès de la SDN. Sans résultat. Le 25 août 1939, de plus en plus exaspéré, Hitler fit la déclaration suivante à l'ambassadeur britannique sir Nevile Henderson :

« Les provocations de la Pologne sont devenues intolérables. »

Un exemple typique de ces massacres s'était produit dans la ville allemande de Bromberg. Au cours de ce massacre, appelé « Dimanche sanglant », 5 500 Allemands de souche furent massacrés comme des bêtes. Des enfants avaient été cloués à des portes de granges, des femmes avaient été violées et massacrées à coups de hache, des hommes avaient été battus puis mutilés à mort. Trois cent vingt-huit Allemands avaient été rassemblés dans le temple protestant de la ville, et celui-ci avait été incendié. Les trois cent vingt-huit personnes qui s'y trouvaient avaient été brûlées vives.

[108] [NdT : le chiffre de 58 000 avancé par l'auteur nous a paru très exagéré en regard des publications qui ont été faites par les historiens allemands.]

Photos du Dimanche sanglant de Bydgoszcz - des photos qui n'intéressent pas le monde des hypocrites et des menteurs, car les victimes n'étaient pas membres du « peuple élu », mais seulement des Allemands ordinaires.

William Joyce, que la propagande britannique surnommait *« lord Haw Haw »*, était devenu citoyen allemand et avait pris fait et cause pour l'Allemagne contre la Pologne. Dans son livre *Le crépuscule sur l'Angleterre*, il décrivait les épouvantables conditions de vie des Allemands résidant sur un territoire qui faisait désormais partie de la Pologne. Voici sa description de ce qui s'était passé à Bromberg :

« Les Allemands, hommes et femmes, étaient chassés comme des bêtes sauvages dans les rues de Bromberg. Quand ils étaient attrapés, ils étaient mutilés et déchiquetés par la mafia polonaise. (…) Chaque jour, la boucherie prenait de l'ampleur. (...) Des milliers d'Allemands fuyaient et laissaient derrière eux leurs maisons, sans rien emmener d'autre que les vêtements qu'ils portaient sur eux. (…) Dans les nuits du 25 au 31 août inclus, il se produisit, outre d'innombrables attaques contre des civils de sang allemand, 44 cas de violence armée parfaitement documentées contre des personnes et des biens dont les Allemands étaient propriétaires. »

Selon l'historien John Toland dans son livre *Adolf Hitler*, quand le Führer apprit le massacre de Bromberg, il refusa d'abord de croire qu'un tel nombre de personnes avait été tuées, mais quand Berndt (le fonctionnaire allemand qui avait porté l'affaire à son attention) lui répondit que c'était peut-être un peu exagéré mais quelque chose de monstrueux avait dû se produire pour générer de tels témoignages, Hitler s'était écrié :

« Ils vont payer pour cela ! Personne ne m'empêchera de leur donner une leçon qu'ils ne sont pas prêts d'oublier ! Je ne laisserai pas massacrer mes Allemands comme du bétail ! »

C'est alors que, selon Toland, le Führer se rendit au téléphone et, en présence de Berndt, ordonna à Keitel de publier la « Directive n° 1 pour la conduite de la guerre ». C'est peut-être ce qui déclencha la guerre, bien que les causes de celle-ci aient été nombreuses.

Le 24 août 1939, une semaine avant le début des hostilités, sir Horace Wilson, conseiller de Chamberlain, s'adressa à Kennedy afin qu'il transmette un appel urgent du premier ministre britannique au président étatsunien. Il voulait que Roosevelt *« fasse pression sur les Polonais »* afin que ceux-ci ouvrissent des pourparlers avec l'Allemagne pour éviter une guerre. Chamberlain regrettait déjà la « garantie » donnée par la Grande-Bretagne à la Pologne. Kennedy contacta les Affaires étrangères américaines et déclara que les Britanniques *« estiment, compte tenu de leurs obligations, qu'ils ne peuvent faire une telle chose, mais que nous le pouvons ».* Roosevelt rejeta catégoriquement l'argumentation de Chamberlain. Selon Kennedy, voici ce que ce dernier lui dit lorsqu'il lui fit part de la réponse présidentielle :

L'ambassadeur Joseph Kennedy.

« L'inanité de tout cela est effrayante. Après tout, nous ne pouvons pas sauver les Polonais. Nous ne pouvons qu'initier une guerre de vengeance qui aboutira à la destruction de l'Europe entière. »

En conséquence de quoi, Kennedy envoya le télégramme suivant à Roosevelt afin de l'enjoindre de tout mettre en œuvre pour préserver la paix :

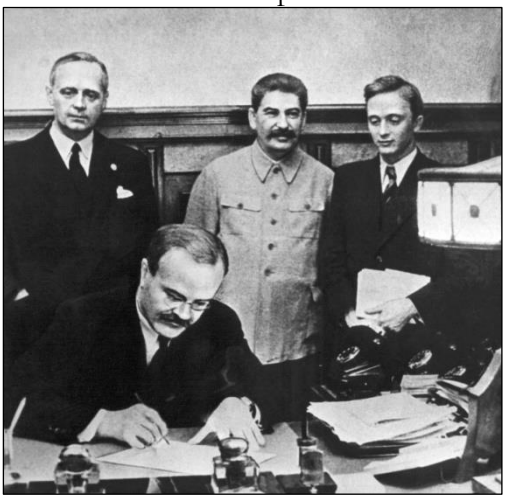
« Il me semble que cette situation pourrait aboutir à un point où le président pourrait endosser le rôle de sauveur du monde. Le gouvernement britannique en tant que tel ne peut certainement pas accepter un accord avec Hitler, mais il se pourrait qu'à un moment donné le président lui-même puisse mettre en œuvre une politique de maintien de la paix mondiale. Cette occasion ne se représentera peut-être jamais plus, mais l'homme relativement pragmatique que j'ai été toute ma vie pense qu'il est tout à fait concevable que le Président puisse endosser le rôle de sauveur du monde. »

Roosevelt rejeta la tentative de Kennedy et qualifia son plaidoyer de *« ...message le plus stupide que j'aie jamais reçu. »* En outre, il qualifia ce dernier auprès de Morgenthau d'*« emmerdeur »*. Ajoutant, *« Joe a toujours été un conciliateur et le sera toujours. (…) Si demain, l'Allemagne et l'Italie faisaient une offre de paix, Joe commencerait à s'efforcer d'influencer le Roi et son amie la Reine et tout le saint-frusquin, pour que tout le monde l'accepte. »* Exaspéré par les tentatives obstinées de Kennedy pour empêcher une guerre en Europe, Roosevelt lui ordonna en substance de mettre un terme à celles-ci, et lui fit comprendre que tout effort de paix américain était absolument hors de question. Sous la pression, Kennedy devait démissionner peu de temps après.

Une profonde méfiance s'était installée entre le gouvernement britannique et les Soviétiques. Les Britanniques s'étaient notoirement efforcés de créer un pacte mutuel contre l'Allemagne qui aurait dû inclure la Grande-Bretagne, la France, la Pologne et l'Union soviétique, et ils avaient finalement obtenu l'accord des Soviétiques en vue d'une déclaration commune. Mais au moment où Chamberlain avait donné sa garantie de chèque en blanc au gouvernement polonais, il l'avait fait sans consulter les Soviétiques, lesquels – pris de court – avaient considéré cela comme un affront. Ils étaient déjà convaincus que la France et la Grande-Bretagne complotaient contre eux. Les Polonais, pour leur part, se méfiaient profondément des Russes et la garantie franco-britannique renforçait leur volonté de s'opposer à toute participation soviétique au sein d'une alliance dans laquelle ils étaient eux-mêmes impliqués. La prise de position franco-britannique contraria les Russes mais ne parvint pas à apaiser Hitler.

Incapables de parvenir à un accord conjoint avec la Grande-Bretagne et la France contre l'Allemagne, les Soviétiques craignaient de devoir faire face seuls à une guerre contre cette dernière, ils se mirent alors en quête d'une nouvelle stratégie diplomatique. Le 3 mai 1939, Staline congédia le ministre des Affaires étrangères Maxime Litvinov [né Finkelstein], juif et défenseur de la sécurité collective avec la Grande-Bretagne et la France, et le remplaça par Vyacheslav Molotov, qui entama bientôt des négociations avec Joachim von Ribbentrop. Dans le même temps, les Soviétiques poursuivaient leurs négociations avec la Grande-Bretagne et la France, mais Staline décida finalement d'aboutir à un pacte de non-agression avec l'Allemagne. Ce faisant, il évitait une guerre avec cette dernière jusqu'à ce que l'Armée soviétique ait pu être reconstituée après qu'elle eut été considérablement affaiblie par la purge du corps des officiers de l'Armée rouge en 1937. Pour sa part, Hitler

souhaitait un pacte de non-belligérance avec l'Union soviétique afin que ses armées soient en mesure d'envahir la Pologne sans se trouver dans le cas d'une guerre sur deux fronts. Une fois l'affaire polonaise réglée, Hitler croyait qu'il serait alors en mesure de traiter avec la Grande-Bretagne et la France sur la base d'un fait accompli concernant la Pologne. Hitler ne croyait pas que la Grande-Bretagne et la France respecteraient leur parole donnée à la Pologne et qu'elles déclareraient la guerre à l'Allemagne. Il lui apparaissait comme insensé que Londres ou Paris prissent une telle mesure alors que ni l'une, ni l'autre, n'étaient en situation d'y donner suite.



Molotov signe le pacte de non-agression germano-soviétique, sous le regard attentif de Ribbentrop et de Staline.

Le Pacte Molotov-Ribbentrop fut signé à Moscou le 23 août 1939. Officiellement un pacte de non-agression, cet accord comprenait également une clause secrète visant à répartir l'Europe du Nord et de l'Est en deux zones d'influence allemande et soviétique. La Pologne devait être divisée entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Cette dernière devait récupérer la région de la Pologne orientale qui, de 1772 à 1917, avait été sous contrôle russe. La Finlande ; les États baltes d'Estonie ; de Lettonie et de Lituanie ; la Bessarabie ; la Bucovine du Nord ; et la région de Hertza (à la frontière roumaine en Ukraine du Sud), tombaient sous contrôle soviétique.

L'annonce de ce pacte causa un choc et une surprise totale aux chefs de gouvernement et aux médias du monde entier, qui étaient pour la plupart dans l'ignorance de telles négociations. Seules leur étaient connues les négociations en cours entre les Soviétiques, la Grande-Bretagne et la France. Les juifs du monde entier, qui considéraient l'Union soviétique comme le berceau du judaïsme international, avaient été particulièrement choqués par cet accord. Ils y voyaient une trahison des Soviétiques. Ce n'était en réalité, qu'un stratagème de Staline et de

Hitler pour gagner du temps, ni l'un ni l'autre n'envisageant la permanence d'un tel accord.

Au cours des mois qui précédèrent le déclenchement de la guerre, les forces armées polonaises violèrent à plusieurs reprises les frontières allemandes. De nombreuses escarmouches avaient eu lieu entre les irréguliers polonais et les services allemands officiels ou auxiliaires tout le long de la frontière germano-polonaise, ces incidents se produisant à chaque fois sur territoire allemand. En 1939, la Pologne était fortement militarisée avec une armée plus importante que l'Armée allemande. De plus, les nouveaux dirigeants polonais étaient des militaires d'une grande agressivité à l'endroit de l'Allemagne. La Pologne avait même procédé à une mobilisation partielle en mars et, le 30 août, elle était passée au régime d'une mobilisation totale. Le 31 août, les forces armées irrégulières polonaises déclenchèrent une attaque contre la ville frontalière allemande de Gleiwitz.

Le lendemain, le 1er septembre 1939, les forces allemandes envahissaient la Pologne. Le même jour, Hitler s'adressait en ces termes au Reichstag :

« Cela fait des mois que nous sommes tourmentés par un problème créé par le Diktat de Versailles – un problème qui s'est aggravé au point d'en devenir intolérable. Danzig était et est toujours une ville d'Allemagne. Le Corridor était et demeure allemand. Ces deux territoires doivent leur développement culturel exclusivement au peuple allemand. On nous a amputés de Dantzig et le Corridor a été annexé par les Polonais. Comme du reste d'autres territoires allemands de l'Est, dans lesquels les minorités allemandes ont été traitées de la manière la plus indigne qui soit. (...) Les propositions de médiation ont échoué parce qu'elles se sont en premier lieu justifiées qu'en tant que réponses à la mobilisation générale surprise des Polonais et à l'enchaînement de leurs atrocités. Elles se sont encore reproduites hier soir. Il a pu arriver qu'en une seule nuit, jusqu'à 21 incidents de frontières se produisent ; hier soir, il y en a eu 14, dont trois graves. J'ai donc décidé de m'adresser à la Pologne sur le même ton que celui que la Pologne pratique à notre égard depuis des mois.

Cette nuit, pour la première fois, des soldats de l'Armée régulière polonaise ont ouvert le feu sur notre territoire. Depuis 5 h 45 du matin, nous ripostons et, dorénavant, les bombes répondront aux bombes. Quiconque emploiera des gaz de combat sera combattu par des gaz de combat. »

L'invasion de la Pologne se produisit une semaine après la signature du Pacte Molotov-Ribbentrop. Le 3 septembre 1939, à la grande surprise de Hitler, la Grande-Bretagne et la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne, en dépit du fait que ni l'une ni l'autre ne disposait de moyen d'intervention sur territoire polonais.[109]

Le 3 septembre toujours, Winston Churchill fut réintégré dans le Cabinet de Chamberlain en tant que premier lord de l'Amirauté, poste qu'il avait déjà occupé pendant la Grande guerre. Les avertissements véhéments de Churchill contre Hitler, avant-guerre, lui conféraient désormais l'aura d'un visionnaire aux yeux de bon nombre de gens. Le 17, l'Union soviétique envahit la Pologne depuis l'Est. Cette invasion soviétique ne suscita ni de la Grande-Bretagne ni de la France la moindre réaction, lors même que les Soviétiques venaient de faire exactement la même chose que les Allemands, sans avoir l'excuse de la revendication d'un territoire qui lui aurait été confisqué. Ce qui, de fait, ôtait toute légitimité à la déclaration de guerre britannique contre l'Allemagne. L'invasion de la Pologne par l'Allemagne n'avait fait que fournir le prétexte dont la Grande-Bretagne avait besoin pour déclencher la guerre. Ce n'était pas un *casus belli*.

La guerre avec la Pologne s'acheva le 8 octobre, après quoi l'Allemagne et l'Union soviétique procédèrent à son démembrement.

Il convient de mentionner ici la réaction des juifs de Pologne à l'invasion russe. Dans toute l'Europe, les juifs considéraient l'Union soviétique comme *« très avantageuse pour les juifs »* et, de ce fait, lui étaient très favorables.

Alexandre Soljenitsyne, dans son livre *Deux siècles ensemble*, écrivait que lorsque les Soviétiques envahirent la Pologne, *« les juifs polonais, et*

[109] [NdT : ici l'auteur se trompe et se repose sur l'historiographie officielle. En fait, les dirigeants allemands avaient déplacé presque tout leur potentiel pour la campagne de Pologne vers l'Est. Il ne restait que 33 divisions à l'Ouest du Reich, dont 11 seulement étaient des divisions d'infanterie actives, et il n'y avait aucune division blindée. Du côté français, il y avait 110 divisions, dont 57 divisions d'infanterie de première ligne ; 1 division blindée ; 2 divisions mécanisées ; et 5 divisions de cavalerie. Les Français avaient environ 4 000 chars d'assaut. Ils auraient sans aucun doute pu marcher avec cette supériorité jusqu'à Berlin en l'espace de quelques semaines. Ce seul fait, que le flanc ouest du Reich se soit présenté presque complètement accessible à la France, laisse imaginer la possibilité d'un accord secret entre la France et l'Angleterre, laissant carte blanche à l'Allemagne pour régler la situation à l'Est, ce qui aurait été tout à fait plausible à l'époque.]

surtout leur jeunesse, accueillirent l'Armée rouge à bras ouverts.»[110] Cet accueil enthousiaste à l'égard des envahisseurs soviétiques avait fortement indisposé les patriotes polonais et allait être par la suite la justification de l'attitude antijuive des Polonais. Les juifs, par la suite, devaient accueillir les troupes soviétiques avec le même enthousiasme, lorsque celles-ci envahiraient la Lituanie, les autres États baltes ainsi que les pays d'Europe centrale et orientale. Après la guerre, lorsque l'Union soviétique établit son contrôle sur l'ensemble des pays de l'Est, des régimes essentiellement juifs s'implantèrent dans ces pays.

On reproche au seul Hitler d'avoir été le déclencheur de la guerre par son invasion de la Pologne. Il ne voulait pas d'une guerre avec ce pays, et encore moins d'une guerre mondiale. Hitler avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour s'efforcer de régler diplomatiquement la question de Dantzig et d'une autoroute traversant le corridor polonais. Non seulement, il entendait régler ce différend mais il aurait souhaité une alliance avec la Pologne pour servir son pacte anti-Komintern contre l'Union soviétique, qu'il avait déjà conclu avec le Japon. La Pologne considérait l'Union soviétique comme son ennemi et un pacte anti-Komintern aurait, en fait, servi ses intérêts. De fait, il était insensé de la part de la Pologne de l'avoir rejeté.

Pour un certain nombre de raisons, les Polonais s'étaient obstinément refusés à s'asseoir à la table des négociations avec l'Allemagne. Tout d'abord, pendant des siècles, Polonais et Allemands avaient vécu dans une hostilité mutuelle. La caste des officiers qui régnait sur la Pologne était une force ombrageuse qui surestimait de beaucoup ses capacités militaires. En outre, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis avaient tous fait pression sur ce pays pour qu'il résistât aux exigences de Hitler ; et finalement, Chamberlain avait donné aux Polonais une garantie d'intervention non sollicitée par ceux-ci en cas de tentative d'invasion par l'Allemagne et il avait convaincu la France d'en faire de même.

De mars à août 1939, Hitler avait fait l'impossible pour tenter de régler la question de Dantzig, et ses exigences avaient été plus que mesurées. Mais les Polonais, forts des garanties britanniques et françaises, avaient choisi d'adopter une attitude de refus arrogant. Finalement, à court d'arguments, Hitler en était arrivé à conclure un accord avec Staline avec les conséquences que nous connaissons.

[110] Comme ce fut le cas au cours de l'invasion soviétique de 1919.

La Pologne n'aurait rien eu à perdre dans une entente pacifique avec Hitler. La ville allemande de Dantzig, qui était sous l'administration de la SDN et ne faisait pas partie de la Pologne, aurait réintégré l'Allemagne ; cette dernière aurait été en mesure de construire une autoroute et une ligne de chemin de fer à travers l'ancien territoire allemand, lui permettant de se relier à la Prusse orientale. C'était tout ! Un règlement pacifique aurait été tout à l'avantage de la Pologne. Le prix de son refus fut une guerre mondiale au cours de laquelle allaient périr des millions de Polonais ; une grande partie de son territoire allait être détruit ; et à laquelle devait suivre cinquante années d'occupation soviétique. La Pologne eût-elle été conciliante, il n'y aurait eu ni Guerre mondiale ; ni guerre froide ; ni guerre de Corée ; ni guerre du Vietnam ; et l'Europe de l'Est aurait échappé à des décennies d'oppression sous la botte de l'Union soviétique.

Chapitre 19

La drôle de guerre

Hitler était convaincu que l'avenir de la civilisation occidentale dépendait de l'étroite coopération de l'Allemagne avec d'autres pays européens, mais surtout avec ses cousins aryens, britanniques et étatsuniens. Selon Hitler, la grande menace existentielle à laquelle faisait face la civilisation occidentale était la Russie communiste, qu'il considérait comme le bouillon de culture des ambitions du monde juif. Il n'était encore qu'un jeune homme s'éveillant à la politique lorsqu'il était parvenu à cette conclusion. Il avait pu observer la prise de contrôle de la Russie par les juifs bolcheviques et le déclenchement de leur Terreur Rouge. Il avait observé les révolutions communistes orchestrées par les juifs, et il avait vu celles-ci se répandre partout en Europe, approvisionnées en fonds depuis la Russie par le Komintern, et soutenues financièrement par des banques juives internationales. Il était arrivé au pouvoir en Allemagne en tant qu'anticommuniste convaincu et considérait que sa mission était de le combattre et de faire de son pays un rempart contre cette déferlante qui menaçait de balayer l'ensemble de l'Europe chrétienne. Il avait fait tout son possible pour nouer des alliances avec la Grande-Bretagne et entretenir de bonnes relations avec les États-Unis, et il avait été consterné de voir ses tentatives de rapprochement à chaque fois rejetées. Il était, en outre, écœuré de constater que la menace que la Russie communiste faisait peser sur la civilisation occidentale n'était pas comprise par les dirigeants de la Grande-Bretagne et des États-Unis comme elle aurait dû l'être de son point de vue.

Il considérait comme inévitable une guerre entre son pays et l'Union soviétique, et que ce n'était qu'une question de temps. Les dirigeants soviétiques étaient arrivés à des conclusions analogues aux siennes. Convaincu que, tôt ou tard, la Russie communiste – sitôt son armée prête – envahirait l'Europe, en commençant par l'Allemagne, il souhaitait par-dessus tout s'éviter une nouvelle guerre sur deux fronts. Il avait, dès lors, tout intérêt à maintenir des relations amicales avec les autres puissances occidentales, en particulier avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. Mais il entendait aussi préserver de bonnes relations avec les autres nations européennes parce qu'il pensait que chacune d'elles,

tout comme l'Allemagne, faisait partie intégrante de la civilisation chrétienne occidentale, assiégée par le bolchevisme juif athée. Une guerre contre la Grande-Bretagne et la France était bien la dernière chose qu'il souhaitait. Le Pulitzer Louis Kilzer le confirme dans son livre *Churchill's Deception* (La tromperie de Churchill) (Simon & Schuster, 1994) : *« Hitler ne voulait pas d'une guerre mondiale, et n'avait aucun désir de guerre contre l'Angleterre ».*

Bien que la Grande-Bretagne et la France n'aient pas été en mesure d'intervenir en Pologne, elles ne perdirent pas de temps pour engager des actions militaires contre l'Allemagne. Sitôt la guerre déclarée, les bombardiers de la RAF attaquèrent les navires de guerre allemands dans la baie de Helgoland. Le 7 septembre, les Français avaient fait franchir la vallée du Rhin par quarante de leurs divisions pour lancer l'*Opération Sarre*, mais cette offensive, peu combative, n'avait débouché que sur quelques escarmouches, et s'était arrêtée au pied de la ligne Siegfried.[111] L'effort principal de la Wehrmacht s'exerçait exclusivement contre la Pologne et, sur le front Ouest, elle n'avait pas contre-attaqué.[112] Aucun effort sérieux n'avait été tenté en vue de s'opposer à l'occupation de la Pologne par l'Allemagne. C'est ainsi que, de septembre 1939, à avril 1940, débuta une phase célèbre connue comme la « *Drôle de guerre* », par les Français ; la « *Phony war* » (la « guerre pour faire semblant »), par les Anglais (et jusqu'aux États-Unis) ; et la « *Sitzkrieg* » (la « guerre en transat »), par les Allemands. Sur le front Ouest, l'ambiance était plus proche de celle d'une trêve générale que de quoi que ce soit d'autre. Il en allait tout autrement sur mer où avait débuté un affrontement impitoyable qui serait plus tard connu comme *La Bataille de l'Atlantique*. La grande force de la Grande-Bretagne était sa marine et, avec la France, elle avait immédiatement mis en place un blocus naval absolu ; semblable à celui qui avait été établi pendant la Première Guerre mondiale avec les conséquences que nous avons pu voir. Il s'agissait

[111] [NdT : pendant allemand de la ligne Maginot.]

[112] [NdT : les opérations extrêmement limitées des Français et des Britanniques ainsi que le fait que l'Allemagne n'avait pas entrepris ou n'avait pas pu entreprendre de contre-attaque sérieuse, indiquent deux choses : d'une part, que l'Angleterre et la France avaient manifestement d'autres plans à plus long terme que de défaire l'Allemagne dans une campagne rapide à l'Ouest. Quelques bombardements limités et quelques escarmouches suffisaient à démontrer la réalité de leur volonté de s'opposer à l'Allemagne. Cependant que l'absence de contre-offensive allemande à l'Ouest indiquait à quel point Hitler croyait en la possibilité d'une entente avec l'Angleterre et la France ; voire même avec les États-Unis.]

d'empêcher les matières premières d'entrer ou de sortir du Reich. L'Allemagne engagea son arme sous-marine contre ce blocus.

Le premier acte d'hostilité de cette bataille de l'Atlantique se produisit le 3 septembre 1939, lorsqu'au large de l'Irlande, un *Unterseeboot* (ou U-boot) allemand envoya par le fond le paquebot britannique *Athénia*. Au moment où la France et la Grande-Bretagne déclaraient la guerre à Hitler, celui-ci espérait toujours en une solution diplomatique. Il pensait être en mesure, une fois la campagne de Pologne terminée, de dissuader l'une comme l'autre de poursuivre la guerre. Soucieux d'éviter toute provocation, il avait notamment émis des directives très strictes interdisant expressément aux U-Boote d'attaquer des navires civils. Le sort voulut que le premier navire coulé par un U-Boot fut le paquebot *Athénia*, en violation des ordres du Führer. Comme il l'avait justement redouté, cet évènement souleva l'indignation des forces alliées mais aussi des pays neutres. Ce fait malheureux donna l'impression que l'Allemagne avait l'intention de s'engager dans une guerre sous-marine à outrance, ainsi que cela avait été le cas durant la Première Guerre mondiale. Mais l'attaque fautive s'était produite au crépuscule sous visibilité réduite. Le commandant du sous-marin avait pris l'*Athénia* pour un navire de guerre. La colère de Hitler n'y pouvait rien ; le mal était fait. Le commandant du sous-marin ne fut pas sanctionné.

Le 18 septembre, au large des côtes écossaises, un autre U-Boot coulait le porte-avions britannique *Courageous*.

Le 27 septembre, la capitulation de Varsovie annonçant la fin prochaine de la guerre en Pologne, Hitler fit une offre de paix à la Grande-Bretagne et à la France, qui fut rejetée par les deux pays. Churchill, qui était de retour au sein du gouvernement, appela ouvertement à une guerre totale contre l'Allemagne. Selon lui, l'invasion de la Pologne par l'Allemagne était la preuve que ses mises en garde concernant les projets de conquête du monde par les Nationaux-Socialistes étaient justifiées depuis le début. Mais, cependant, nous l'avons vu, Hitler ne nourrissait pas de tels projets et n'avait aucune vue sur les États d'Europe occidentale. Néanmoins, Churchill et sa clique de bellicistes, travaillaient d'arrache-pied afin d'attiser l'hystérie guerrière.

Tout au long de la *Drôle de guerre*, la stratégie alliée avait été axée sur terre et dans une logique de défensive, avec la mise en œuvre en parallèle d'un blocus naval visant à affaiblir l'économie allemande tout en portant l'effort principal sur la guerre navale. Les Britanniques et les Français poursuivaient avec zèle leur réarmement, et un important corps expéditionnaire britannique avait été envoyé en France. La Belgique et

les Pays-Bas entendaient se tenir en dehors du conflit. Dans cette logique de stricte neutralité, l'une et l'autre refusèrent de céder aux pressions de la Grande-Bretagne et de la France qui souhaitaient déployer leurs forces sur leurs territoires.

Le 8 octobre, trois U-Boote furent coulés par les Britanniques, et un autre le 13. Le 14, c'était au tour d'un U-Boot de couler à son mouillage dans la rade de Scapa Flow le cuirassé britannique *Royal Oak*. Pour l'heure, rien ne s'était encore produit sur terre, cependant que la guerre aérienne comme la guerre navale montait en puissance. Les U-Boote multiplièrent leurs attaques contre la marine marchande britannique, causant des pertes alarmantes. À l'automne 1939, le cuirassé de poche *Graf Spee* avait mené un raid particulièrement destructeur dans l'Atlantique sud au cours duquel il avait coulé neuf navires marchands. Le 13 décembre, les croiseurs britanniques *Exeter* et *Ajax* ainsi que le croiseur néo-zélandais *Achilles* endommagèrent sérieusement *le Graf Spee* au cours d'une bataille au large de l'Uruguay. Le cuirassé de poche allemand avait trouvé refuge dans le port neutre de Montevideo, où, il avait été mis en demeure par les Uruguayens de ne pas mouiller plus de 72 heures, sur insistance des diplomates britanniques et en fonction du droit des gens ce qui était insuffisant pour effectuer les réparations nécessaires. Le 17, le commandant du navire, Hans Wilhelm Langsdorff, confronté à la destruction quasi certaine de son navire par les navires alliés qui l'attendaient dans les eaux internationales, fit procéder à son sabordage. Deux jours plus tard, Langsdorff choisit de partager le sort de son navire en se suicidant.

La guerre russo-finlandaise

En dépit du pacte de non-agression, Staline se méfiait des Allemands, et s'inquiétait de la vulnérabilité de la Russie face à une éventuelle attaque allemande depuis les pays baltes. En septembre et octobre 1939, il entreprit de s'opposer à une telle éventualité en faisant pression sur l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie afin qu'elles acceptassent que des troupes soviétiques fussent stationnées sur leurs territoires respectifs. Le 7 octobre, les Soviétiques exigèrent que la Finlande abandonnât une partie de son territoire au stationnement de leurs troupes ainsi que le droit d'utilisation de la base navale de Hang, le tout en échange d'un territoire soviétique à la frontière orientale de la Finlande. Celle-ci accepta toutes les exigences, à l'exception de la mise à disposition de sa

base navale, mais la Russie insista. Le 30 novembre, l'invasion de la Finlande par l'Union soviétique mit un terme à ces négociations.

Bien que sous-équipés et en forte infériorité numérique, les Finlandais étaient coriaces et bien entraînés et, à la surprise générale, ils parvinrent à repousser les Soviétiques. Il s'est avéré que la purge de l'Armée russe de 1917, ordonnée par Staline, au cours de laquelle environ 30 000 officiers russes avaient été assassinés, avait considérablement affaibli l'Armée soviétique, un point dont Hitler avait dûment pris bonne note. Mais les Soviétiques se réorganisèrent et, en janvier 1940, ils lancèrent une nouvelle offensive, qui connut cette fois un peu plus de succès. Le 12 mars, la Finlande dut accepter toutes les exigences soviétiques. En fin de compte, la Finlande n'avait finalement rien gagné en s'arc-boutant. Au moment où la Finlande capitulait, la Grande-Bretagne et la France en étaient encore à chercher les moyens de lui venir en aide.[113]

La campagne du Danemark et de la Norvège

Sitôt la guerre déclarée, la Norvège ; la Suède ; le Danemark ; et la Finlande déclarèrent leur neutralité. Ce faisant, ces pays frères poursuivaient une politique qui leur était commune depuis le milieu du XIX^{e} siècle. En réponse, le gouvernement allemand avait reconnu la neutralité de la Norvège, tout en précisant qu'il ne serait pas toléré qu'une troisième puissance – la Grande-Bretagne, en l'occurrence – ne la respectât pas.

L'économie allemande dépendait de l'importation annuelle de onze millions de tonnes de minerai de fer suédois, dont environ la moitié était expédiée via le port norvégien de Narvik – toujours libre de glace. Aussi longtemps que la Norvège demeurait neutre, les minéraliers allemands pouvaient utiliser en toute sécurité ses eaux en longeant ses innombrables îles bordant sa côte et le blocus des Britanniques était sans effet. Se faisant, ils échappaient au blocus britannique. Mais le 16 février 1940, une affaire de piraterie, au cours de laquelle les garde-côtes norvégiens avaient laissé le contre-torpilleur britannique *HMS Cossack*

[113] [NdT : que Staline ait choisi de mener une guerre préventive contre la Finlande pour parer à une attaque allemande est une justification, mais pas la véritable raison. Dans le but de soumettre toute l'Europe au communisme via l'Allemagne, Staline voulait rendre possible une autre ligne de front vers l'Allemagne au Nord via les pays scandinaves.]

aborder impunément le pétrolier-ravitailleur allemand désarmé *Altmark*, en eaux territoriales norvégiennes, fit douter Hitler quant à la réalité de la neutralité norvégienne face à la détermination et à l'agressivité des Britanniques.

Vidkun Quisling, chef du Parti national-socialiste norvégien, avait à plusieurs reprises prévenu les Allemands de l'intention qu'avait la Grande-Bretagne d'envahir et d'occuper son pays. Une telle invasion pouvant ensuite facilement déborder sur la Suède et achever de couper l'approvisionnement vital de l'Allemagne en minerai de fer ; paralysant ainsi l'industrie sidérurgique de cette dernière. Le Premier lord de l'Amirauté, Winston Churchill, était ouvertement favorable à une invasion de la Norvège, cependant que Chamberlain, loin d'être aussi belliqueux, demeurait indécis. Le 8 avril, Churchill prenait sur lui d'ordonner la mise sous contrôle des eaux côtières norvégiennes dans l'intention d'interdire des expéditions de minerai de fer en direction de l'Allemagne. C'était là une violation flagrante de la neutralité norvégienne doublée d'une menace intolérable sur l'Allemagne.

Ce dernier pays avait du reste élaboré un plan d'urgence pour contrer une telle éventualité et sa réaction ne se fit pas attendre. Le 9 avril, lendemain de l'ordre de Churchill, les troupes allemandes submergèrent le Danemark, dont les troupes, surprises, se rendirent rapidement. Cette invasion d'un pays neutre avait été rendue nécessaire pour permettre l'accès de l'Allemagne aux aérodromes du Nord du pays et réunir les conditions favorables à une invasion simultanée de la Norvège.

Les Allemands envahissent le Danemark et la Norvège

Les transports de troupes allemands, escortés par la Luftwaffe, avaient immédiatement cinglé vers Oslo, cependant qu'avaient lieu des parachutages sur des aérodromes norvégiens. Les parachutistes avaient rapidement pris le contrôle des aérodromes autour de la capitale et les avions de la Luftwaffe y affluaient, cependant que les forces de la *Kriegsmarine* procédaient à des débarquements de troupes en de nombreux points de la côte norvégienne, y compris à Narvik. Les débarquements allemands se déroulèrent pour la plupart sans opposition, car immédiatement après le début de l'invasion, le sympathisant Quisling s'était proclamé chef du gouvernement et avait ordonné aux forces armées norvégiennes de cesser toute résistance. Toute l'opération s'était déroulée sans accroc et témoignait de la qualité et de la

compétence du commandement allemand, ainsi que de l'efficacité et de la discipline des troupes qui lui étaient subordonnées.

Opération « Weserübung » - Les troupes allemandes occupent le Danemark et la Norvège, quelques heures seulement avant les Britanniques.

Les troupes danoises à Bredevad le matin de l'attaque allemande.

Les troupes de montagne allemandes en Norvège.

La Wehrmacht entre dans Oslo.

Un Panzer II du 40ème bataillon de chars à destination spéciale à l'engagement en Norvège.

Ils sont arrivés avec quelques heures de retard. Les Allemands ont été plus rapides. - Des chasseurs alpins français rembarquent.

Le déroulement des opérations maritimes était toutefois moins évident. Les premières pertes allemandes eurent lieu dans le fjord d'Oslo, où des batteries côtières norvégiennes ouvrirent le feu à bout portant. Au matin du premier jour des engagements navals, le croiseur lourd allemand *Blücher* fut coulé avec une bonne partie de son équipage. Un autre croiseur allemand fut endommagé et un torpilleur coulé. À Narvik, le 10 avril, un engagement entre les deux flottes adverses coûta aux Allemands deux contre-torpilleurs, cependant que cinq autres étaient gravement endommagés. Les Britanniques perdirent deux de leurs destroyers au cours du même engagement.

Trois jours plus tard, une force navale britannique, composée d'un cuirassé, d'un porte-avions et de plusieurs destroyers, détruisit les navires allemands restant avec l'appui d'attaques aériennes et terrestres. En dépit de cet important revers sur mer, 2 000 soldats allemands

avaient pu débarquer à Narvik et prendre la ville. Les Britanniques et le détachement ad hoc français Béthouart[114] débarquèrent des troupes et affrontèrent les Allemands en divers points, mais en chaque occasion les Alliés eurent le dessous. En fin de compte, ils furent forcés de battre en retraite, puis enfin d'évacuer la Norvège. Le 10 juin 1940, la Norvège capitulait et tombait aux mains de l'Allemagne. Cette dernière était ainsi assurée d'un approvisionnement ininterrompu en minerai de fer, et cette occupation lui permettait également de protéger son flanc nord contre une éventuelle invasion alliée.[115]

Vidkun Quisling, chef des Nationaux-Socialistes norvégiens.

Churchill succède à Chamberlain

Chamberlain fut la principale victime de la campagne de Norvège. En effet, cet échec britannique majeur déclencha un débat de deux jours (les 7 et 8 mai) au Parlement sur le thème de la politique à suivre quant à la question norvégienne. Au cours du débat, les bellicistes invétérés

[114] [NdT : nous avons estimé utile de compléter cet oubli de l'auteur en mentionnant les courageux chasseurs alpins et légionnaires français (qui se sont – en effet – très bien battus).]

[115] [NdT : on peut supposer aujourd'hui que l'approvisionnement en minerai de fer en provenance de Norvège n'était pas la raison décisive de l'invasion de la Norvège, mais stratégique, en particulier au vu de la politique expansionniste agressive de l'Union soviétique. Par exemple, les stations de chargement du minerai, les installations minières et de traitement auraient pu être facilement détruites par les bombardements aériens britanniques, mais ils ne le firent pas. Dans ce contexte, le voyage européen du sous-secrétaire d'État américain Sumner Welles, aux fins de rencontrer les chefs d'État ; d'importants hommes politiques et ambassadeurs des pays en guerre, l'Allemagne, l'Angleterre et la France, ainsi que l'Italie et même le Pape, est remarquable. Les représentants de l'Union soviétique, cependant, furent tenus à distance.]

reprochèrent à Chamberlain son indécision et ses hésitations, ainsi que sa faiblesse pour ce qui était de *« tenir tête à Hitler »*. On le blâma pour la catastrophe norvégienne, quand bien même toute l'opération avait été menée sous la seule responsabilité de Churchill.[116] Un climat d'hystérie guerrière avait été mis en place par Churchill et ses partisans, avec pour conclusion logique que *« l'Allemagne devait être stoppée ! »* Comme ils l'avaient déjà exprimé en de multiples occasions, Churchill et son parti de guerriers qualifiaient l'invasion allemande du Danemark et de la Norvège de manifestation irréfutable de la volonté de Hitler de conquérir le monde. En réalité, leurs avertissements n'étaient que les émanations d'une stratégie de prophètes de malheur. La Grande-Bretagne endossait le rôle de l'impitoyable fauteur de guerre. Dans tous les cas, les décisions militaires que l'Allemagne avaient prises avaient le caractère de « réactions ». L'Allemagne aurait préféré ne pas envahir le Danemark, pas plus que la Norvège, et ne l'avait fait que pour contrer les intentions de la Grande-Bretagne et en conséquence du viol de la neutralité norvégienne. L'approvisionnement vital de l'Allemagne en minerai de fer devait être protégé à tout prix. Et c'était l'Angleterre qui avait imposé un blocus à l'Allemagne, et non pas l'inverse.

À l'issue du débat, outre cette décision de stopper l'Allemagne à tout prix, il avait été entendu que Chamberlain n'était pas l'homme de la tâche. Un vote de confiance entraîna sa démission. Le lendemain, Winston Churchill le remplaçait et formait un gouvernement, en insistant sur le fait que tous les partis politiques devaient œuvrer ensemble à l'effort de guerre.

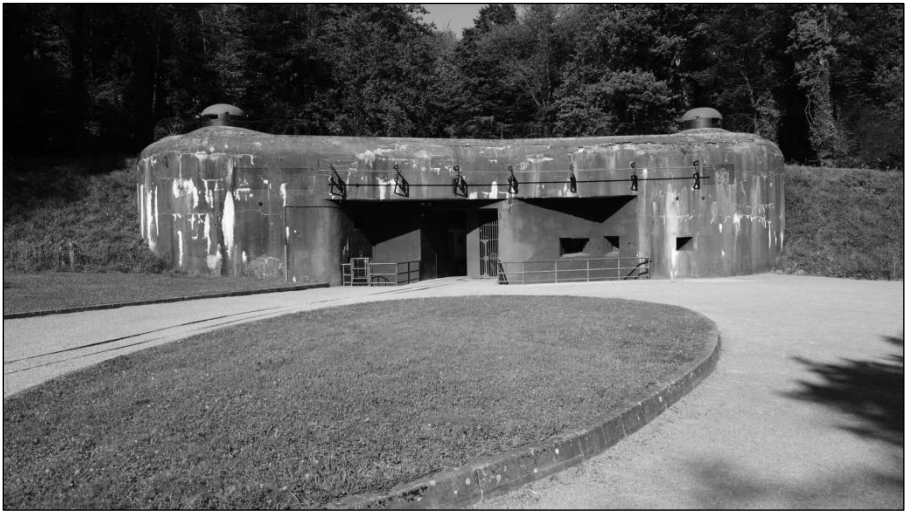
[116] En fait, toute la carrière de Churchill avait été marquée par une série d'erreurs militaires de ce genre.

Chapitre 20

L'invasion de la France par la Hollande
– Fin de la « drôle de Guerre »

Le 10 mai 1940, le jour même de la nomination de Churchill au poste de Premier ministre, l'Allemagne envahissait la Belgique, la Hollande et le Luxembourg, seule voie possible vers la France. Cette manœuvre doit être comprise comme une frappe préventive, puisque l'Angleterre avait d'ores et déjà transféré des unités combattantes en France et qu'une armée mixte franco-britannique composée de quelque 500 000 hommes était à ce moment-là en train d'être mise sur pied pour envahir l'Allemagne. Depuis leur déclaration de guerre, tant la Grande-Bretagne que la France avaient renforcé à un rythme accéléré leurs effectifs, en préparation d'une offensive générale contre l'Allemagne. Et, comme nous l'avons vu précédemment, cette dernière avait tout fait pour s'y opposer. Non seulement Paris et Londres avaient rejeté l'offre de paix allemande, mais ils étaient allés encore plus loin en lançant une offensive navale acharnée qui s'était conclue par un blocus généralisé contre l'Allemagne. Il était évident qu'une fois prêts, les Alliés lanceraient une attaque terrestre.

Qu'aurait dû faire l'Allemagne ? Attendre impuissante l'inévitable invasion ? Une fois de plus, Hitler avait pris l'initiative et, en ce 10 mai, il avait pris ses adversaires de court avec son invasion des Pays-Bas et sa poussée rapide en direction de la France. L'infranchissable ligne Maginot ne s'étendait pas au-delà de la frontière franco-luxembourgeoise. Pour une poussée en direction de la Manche, ni la frontière franco-belge ; ni celle commune à la France et au Luxembourg n'étaient adéquatement fortifiées. Aussi, une invasion de la France n'était-elle pensable qu'en contournant la ligne Maginot par la seule voie disponible : les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Encore une fois, l'initiative de Hitler était une mesure préventive et essentiellement d'ordre défensif. S'inscrire en opposition aux provocations et aux menaces alliées était, du reste, caractéristique de toutes les décisions tactiques de Hitler. La Grande-Bretagne de Churchill avait été l'impitoyable fauteur de guerre tout au long du processus.



Un bunker de la Ligne Maginot en Alsace.

Trois jours après son accession au poste de premier ministre et trois jours après l'invasion allemande des Pays-Bas, Churchill s'adressait à la Chambre des communes et prononçait son fameux discours mélodramatique qui promettait « du sang, de la sueur et des larmes »[117]. Dans ce discours, il déclarait que les objectifs de la guerre des Britanniques étaient :

« (…) la victoire. La victoire à tout prix. La victoire en dépit de la terreur. La victoire aussi long et dur que soit le chemin qui nous y mènera ; car sans victoire, il n'y a pas de survie. »

Ainsi, Churchill avait-il délibérément fait l'impasse sur les nombreuses offres de paix de Hitler à la Grande-Bretagne, en ignorant superbement l'admiration que ce dernier portait à l'Empire britannique. Il en était allé de même pour l'offre de soutien militaire du Führer, en cas de besoin du côté des colonies britanniques, ainsi qu'à l'égard de ses tentatives répétées pour rétablir des relations amicales avec la Grande-Bretagne. Encore une fois, c'est la Grande-Bretagne et la France qui

[117] [NdT : il est à noter que dans son texte original, Churchill avait habilement choisi dans ces trois substantifs : « sueur, sang et larmes », des termes d'origines angles et non pas saxonnes.]

avaient déclaré la guerre à l'Allemagne, et non l'inverse. L'occupation de la Norvège par l'Allemagne, ainsi que l'invasion des Pays-Bas, étaient des opérations préventives, quand bien même Churchill et son « parti pour la guerre » les avaient dépeintes comme la preuve manifeste d'un plan allemand de conquête du monde. Peut-être même y croyaient-ils vraiment, mais pour Churchill, c'était la concrétisation du rêve de toute une vie. Désormais Premier ministre, il pouvait accomplir son destin imaginaire et mener héroïquement l'Empire britannique à la victoire à la faveur de cette nouvelle guerre. L'idée d'une paix avec l'Allemagne lui était souverainement absente.

Le 10 mai toujours, les bombardiers allemands frappèrent les aérodromes militaires en France ; au Luxembourg ; en Belgique ; et aux Pays-Bas, détruisant un grand nombre d'avions alliés au sol ; paralysant ainsi leurs défenses aériennes. Des unités de parachutistes allemandes avaient été larguées sur des points forts alliés le long du front, neutralisant ainsi un élément clé de la stratégie de défense française.

Sur le terrain, les forces allemandes poussaient sur deux axes : l'un par les Pays-Bas et le Nord de la Belgique (ainsi que la Grande-Bretagne et la France s'y étaient attendues) et l'autre – en effort principal – vers le Sud, via le Luxembourg et les Ardennes, sur une route qui menait directement au cœur de la France (ce qui les avait totalement surpris). Ne soupçonnant pas la poussée allemande vers le Sud par la forêt ardennaise, la Grande-Bretagne et la France avaient envoyé le gros de leurs troupes en Belgique.

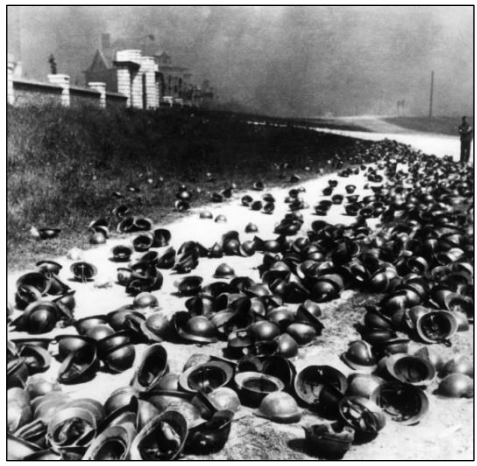
Au cours des premiers jours de l'offensive, cette avance sur Bruxelles et La Haye avait été ralentie de manière inattendue par la formidable résistance des forces néerlandaises. Le 14, alors que les troupes néerlandaises refusaient de se rendre, la Luftwaffe déclenchait un bombardement à grande échelle du centre de Rotterdam. En concomitance avec le déclenchement de cette attaque aérienne, les Néerlandais avaient accepté d'entrer en négociations, mais les efforts de rappel des bombardiers avaient été vains – seuls quelques pilotes ayant reçu le message décommandant l'attaque. La grande majorité des chefs de bord qui avaient déjà fait rétracter leur antenne-câble, avaient poursuivi leur route et largué leurs bombes sur la ville, tuant plus de 800 civils. Le même jour, les Pays-Bas capitulaient.

Des chars légers Panzer II et I s'engouffrent dans les Ardennes. C'est par cette opération et par la poussée vers la Hollande et l'Ouest de la Belgique que la Ligne Maginot put être contournée.

Le plan franco-britannique de défense de la Belgique consistait à prendre position sur une ligne de forts entre les villes d'Anvers et de Liège. Le 13 mai, ne sachant pas que ces forts avaient été capturés dès le premier soir de l'invasion par les parachutistes, les unités britanniques et françaises y furent accueillies par des tirs nourris. Au Sud, au même moment – et à la surprise totale des Alliés – l'autre offensive allemande débouchait des Ardennes. Les jours suivants, les principales forces alliées furent prises au piège entre deux armées allemandes ; se voyant – non seulement – dans l'incapacité de défendre Paris, mais aussi d'empêcher la progression de leur adversaire vers la Manche. Enfin, lorsqu'au Sud les troupes allemandes parvinrent à s'insérer à la jonction entre les forces françaises et britanniques, les divisant et les affaiblissant, la capacité de résistance de celles-ci fut considérablement réduite. La défense de la Belgique avait été un véritable désastre.

Cependant que le gros des armées françaises était piégé par deux armées allemandes, le Corps expéditionnaire britannique (British Expeditionary Force – BEF) était repoussé vers la côte aux environs de Dunkerque, ainsi, près de 340 000 soldats comprenant 200 000 Britanniques et 140 000 Français devenaient des proies faciles pour les unités de pointe de la Wehrmacht.

Acculé à la mer, et dans l'incapacité de faire sa jonction avec les troupes françaises, le Corps expéditionnaire britannique dut être évacué par la mer. Ainsi, du 26 mai au 4 juin, eut lieu l'*Opération Dynamo* [Évacuation de Dunkerque]. Grâce à la mise en œuvre et la réquisition de plus de 800 navires militaires et civils de tous gabarits, les quelque 340 000 hommes furent évacués avec succès de l'autre côté de la Manche, sous les bombes de la Luftwaffe. L'évacuation de Dunkerque est considérée comme l'un des évènements les plus héroïques de l'histoire britannique. Du moins, selon la version officielle, car la véritable histoire varie quelque peu.



Cimetière de casques abandonnés par les britanniques et les français sur la plage de Dunkerque au moment de leur évacuation.

Les soldats britanniques bombardés par des avions allemands pendant l'évacuation.

En réalité – alors que ses unités blindées étaient sur le point de s'emparer des plages de Dunkerque et de détruire ou de capturer la quasi-totalité des troupes britanniques prises au piège – Hitler leur avait donné l'ordre de stopper. Sans cette décision du Führer, la Grande-Bretagne se serait trouvée sans défense face à une invasion allemande ; ce qui aurait mis fin aux opérations à l'Ouest.

Mais Hitler ne voulait pas détruire l'Armée britannique. Dans son livre *The Other Side of the Hill*, publié en 1948, qui traite de l'invasion de la France et des évènements de Dunkerque, sir Basil Liddell Hart, officier d'infanterie britannique, historien et stratège militaire, citait le général allemand Günther Blumentritt à propos de l'ordre d'arrêt de Hitler :

« Il nous étonna ensuite quand il se mit à nous parler avec admiration de l'Empire britannique, de la nécessité de son existence, et de la culture que le monde devait à la Grande-Bretagne. Haussant les épaules, il observa que la création de cet Empire s'était souvent fait par des moyens autoritaires, et il ajouta, 'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs'. Il comparait l'Empire britannique au catholicisme en disant que l'un et l'autre étaient des éléments essentiels pour la stabilité du monde. Il précisa que tout ce qu'il attendait de la Grande-Bretagne, était qu'elle reconnût la position de l'Allemagne sur le continent. Le retour des colonies allemandes était souhaitable, mais nullement essentiel, et il allait même jusqu'à offrir le soutien de ses propres troupes à la Grande-Bretagne si celle-ci venait à être confrontée à certaines difficultés où que ce fût... »

Le « Miracle de Dunkerque » fut en fait une extraordinaire ouverture de paix en direction de l'Angleterre. Louis Kilzer cite Hitler dans son livre *Churchill's Deception* :

« Le sang de chaque Anglais est trop précieux pour être versé. Nos deux peuples sont faits l'un pour l'autre, racialement et traditionnellement. C'est et cela a toujours été ma vision des choses, même si mes propres généraux ne le comprennent pas. »

Aux dires de Kilzer, Hitler avait tout tenté pour convaincre les Britanniques de faire la paix, jusqu'à proposer d'évacuer la France, les Pays-Bas, la Norvège, et le Danemark ; mais aussi, d'abandonner une grande partie du territoire polonais. Hitler voulait une telle alliance de manière à pouvoir affronter efficacement la Russie bolchevique.

L'historien britannique David Irving, dans son livre *Hitler's War*, cite le célèbre explorateur suédois, Sven Hedin, qui connaissait Hitler :

« Hitler sentait qu'à chaque fois qu'il avait tendu la main dans un geste de paix et d'amitié envers les Britanniques ; ceux-ci l'avaient calomnié en retour ».

Hedin rapportait que Hitler avait dit :

« La survie de l'Empire britannique est également dans l'intérêt de l'Allemagne, car nous n'aurions rien à y gagner si l'Angleterre venait à perdre les Indes. »

Dans *The Hitler Hess Deception,*[118] Martin Allen citait Ludwig Weißauer, le conseiller juridique de Hitler. Selon celui-ci, au moment de l'invasion de la France, l'Allemagne avait contacté Victor Mallet, ambassadeur britannique en Suède, par l'intermédiaire du juge Ekeberg de la Cour suprême suédoise, qui était une connaissance de Weißauer. Selon ce même Weißauer, le juge Ekeberg avait communiqué au diplomate britannique que *« Hitler se [sentait] responsable de l'avenir de la race blanche. Il [souhaitait] sincèrement l'amitié avec l'Angleterre […] et que la paix soit rétablie... »*

Voici les conditions que Hitler proposait pour la paix :

1. L'Empire britannique conserverait toutes ses colonies et territoires d'Outre-mer.
2. La suprématie de l'Allemagne sur le continent ne serait pas contestée.
3. Tout ce qui avait trait à la Méditerranée, aux colonies françaises, belges et néerlandaises était ouvert à la discussion.
4. En ce qui concernait la question polonaise ; la Pologne continuerait à exister.
5. La Tchécoslovaquie appartiendrait à l'Allemagne.

Ekeberg avait compris que cette offre de paix impliquait que tous les États occupés par l'Allemagne, à l'exception de la Tchécoslovaquie, verraient leur souveraineté rétablie. L'occupation de ces États par

[118] [NdT : littéralement « La tromperie à l'encontre de Hitler et de Heβ» ou peut-être moins littéralement « Le piège tendu à Heβ pour atteindre Hitler » – Harper Collins, 2003.]

l'Allemagne avait été le résultat d'une stratégie de défense mise en œuvre en raison des menaces militaires qui pesaient contre le Reich.

Churchill, l'homme qui aimait la guerre

Ralph Raico, écrivait, dans un article de 1997 intitulé « Rethinking Churchill » :

« Bien que Winston n'eût pas de principes, il y avait assurément une constante dans sa vie : l'amour de la guerre. Cela avait commencé dès son plus jeune âge. Enfant, il avait une énorme collection de soldats de plomb, 1 500, et il y avait joué pendant de nombreuses années, longtemps après que la plupart des garçons de son âge se fussent tournés vers d'autres choses. Ils étaient 'tous britanniques', nous avait-il dit, et il avait livré des batailles avec son frère, Jack, qui 'n'avait droit qu'à l'usage de troupes de couleur ; et nous n'avions pas le droit à l'artillerie'. En lieu d'université, Churchill avait été à Sandhurst, l'académie militaire, et 'à partir du moment où [il] avait quitté Sandhurst... il avait fait tout son possible pour aller combattre partout où il y avait une guerre'. Ce qui l'a le plus inspiré dans la vie... c'est la guerre. Il aimait la guerre comme peu d'hommes de notre époque ne l'ont jamais aimée. Il aimait même les 'bangs', comme il les appelait, et il s'était montré très courageux sous le feu de l'ennemi. Pour Churchill, les années sans guerre ne lui offraient rien d'autre qu'un 'ciel fade de paix et de platitude'. »

En 1911, Churchill était devenu premier lord de l'Amirauté et se trouvait dans son élément. Dès lors, il s'était mis à la recherche d'autres membres du gouvernement aussi belliqueux que lui et, pendant la période qui avait précédé le premier grand conflit mondial, il n'avait cessé d'attiser les flammes de la guerre. Churchill fut le seul membre du cabinet à avoir, dès le début, soutenu la guerre, qui plus est, avec enthousiasme. Le premier ministre Asquith avait écrit à son sujet :

« Winston, très belliqueux, exige une mobilisation immédiate... Winston, sur pied de guerre, aspire à une bataille navale à l'aube pour faire couler le Goeben.[119] *Tout cela me remplit de tristesse. »*

[119] [NdT : Le *SMS Goeben* était un grand croiseur (croiseur de combat) de la marine impériale de la classe Moltke. Bloqués par les marines alliées en rade d'Istamboul avec le croiseur léger *SMS Breslau* – une autre unité de la marine impériale allemande – les deux navires de combat allaient être cédés le 10 août 1914 par les Allemands à la

C'est Churchill qui avait établi le blocus pour affamer l'Allemagne au cours de la Grande guerre et qui l'avait maintenu pendant près de sept mois après la fin de celle-ci, causant la mort par famine d'un million de civils allemands, quand bien même c'était en violation du droit des gens. Mais tout au long de sa carrière, ce droit et les conventions par lesquelles les hommes tentaient d'imposer des limites aux horreurs de la guerre étaient demeurés lettres mortes pour Churchill. La mort massive d'innocents et la destruction d'anciens centres culturels, résultat de ses caprices, lui étaient étrangement indifférentes. Churchill – qui était bipolaire – avait baptisé ses crises *« le chien noir »*. Il ne s'épanouissait que dans le rythme effréné de la guerre et se souciait peu des gens ordinaires.

Beatrice Webb, baronne et cofondatrice de la Fabian Society, était assise à côté de Churchill à un souper. Elle écrivit :

« Première impression : agité, presque intolérablement agité... égoïste, pompeux, superficiel et réactionnaire mais avec un certain charisme personnel... Tenant davantage du spéculateur américain que de l'aristocrate anglais. Parlé exclusivement de lui et de ses plans électoraux... »

Il est presque certain que Churchill avait organisé le naufrage du *Lusitania*, qui avait été le catalyseur de l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale.

Sitôt revenu au pouvoir, et devenu Premier ministre, il avait ordonné un bombardement de la ville universitaire non militarisée de Fribourg-en-Brisgau, au prix de la vie de civils allemands. Ce bombardement n'avait aucun objectif militaire. Après la défaite de la France, il avait écrit à lord Beaverbrook, ministre de la Production aéronautique :

« Quand je cherche comment gagner la guerre, je ne vois qu'une seule voie sûre... une ***attaque*** *absolument dévastatrice et* ***exterminatrice***[120] *par des bombardiers très lourds engagés contre les nazis. »*

---

marine de leurs futurs alliés turcs encore neutres à cette date et seraient alors rebaptisés *Yavuz Sultan Selim* et *Midilli* ; les deux unités restant cependant sous commandement allemand (l'Amiral Wilhelm Souchon allait recevoir le commandement-en-chef de la Marine de l'Empire Ottoman, le 27 septembre 1914.)]

[120] Souligné par l'auteur.

Le cadeau que lui avait fait Hitler au moment de Dunkerque, l'avait laissé indifférent ; il avait préféré dépeindre l'évacuation de ses troupes comme un accomplissement miraculeux et héroïque de la marine britannique. Sa détermination à poursuivre la guerre l'avait rendu plus belliqueux que jamais.

La France tombe

Une fois les Britanniques hors-jeu ; les Allemands lancèrent leur offensive finale contre la France. Le 12 juin, leurs chars avaient percé les principaux fronts le long de la Somme et de la ligne Maginot, et convergeaient en faisant route vers leur objectif : Paris. Pendant ce temps, les Britanniques exhortaient la France à résister à tout prix. Churchill s'était même rendu à Paris pour offrir ses encouragements, sans pour autant offrir d'aide militaire.

À ce moment-là, l'Armée française se retrouvait à peu près amputée de la moitié de ses effectifs, et le gouvernement français s'était résigné à une capitulation. Déclarant Paris ville ouverte, il se replia sur Bordeaux. Le 14, les Allemands avaient pénétré dans la capitale sans qu'aucune résistance ne leur soit opposée. À Bordeaux, le chef du gouvernement, Paul Reynaud, démissionna. Un nouveau gouvernement fut formé sous la direction du Maréchal Pétain, héros de la Première Guerre mondiale. Le premier geste de celui-ci fut de demander un armistice. Le 17, Pétain avait ordonné de cesser toute résistance. L'Armée française était à la merci des Allemands.

Le 22 juin 1940, la France signait un armistice avec l'Allemagne. À la suite des nombreuses avanies que l'Allemagne avait dû endurer de la part de la France, depuis sa défaite dans la Grande guerre, Hitler entendait rendre aux Français la monnaie de leur pièce. Ainsi avait-il décidé que l'armistice fût signé dans le wagon même qui avait été utilisé lors de la capitulation de l'Allemagne en 1918. Les termes de ce nouvel armistice prévoyaient une division de la France en deux zones : une zone occupée et une zone libre, séparées par une ligne de démarcation. À la suite de quoi, les Allemands contrôlaient directement les deux tiers du pays, soit une zone couvrant le Nord et l'Ouest de la France ainsi que toute la côte atlantique jusqu'à l'Espagne. Le reste du pays demeurait sous gouvernement français avec Vichy pour capitale, et le Maréchal Pétain pour Chef d'État.

D'autres dispositions de cet armistice prévoyaient la dissolution de l'Armée française, et laissait ce pays au bénéfice d'une force de 100 000 hommes destinée à garantir l'ordre intérieur.[121] Les 1,5 million de soldats capturés demeuraient sous statut de prisonniers de guerre. Le gouvernement français avait également accepté d'interdire aux représentants de ses forces armées de quitter le pays, et avait demandé à ses citoyens de ne pas résister aux Allemands. Enfin, la France était tenue de dédommager les troupes allemandes de leurs frais d'occupation.

Hitler accompagné d'une partie de son état-major de ministres et d'officiers devant le wagon en forêt de Compiègne, dans lequel, le 22 juin 1940, fut signé l'armistice avec la France.

Le 23 juin, Hitler, accompagné de l'architecte Albert Speer, du sculpteur Arno Breker, de l'architecte Hermann Giesler et d'autres, s'envola pour Paris pour une courte visite de la ville occupée. Le Palais de Chaillot et l'Esplanade du Trocadéro ; l'Opéra de Paris ; l'Arc de Triomphe ; et la Cathédrale Saint-Louis des Invalides abritant le catafalque de Napoléon I[er], faisaient partie des monuments visités.

[121] Cette exigence était la réponse du berger à la bergère en souvenir de l'armée de 100 000 hommes qui avait été concédée à l'Allemagne de Weimar.

La visite de trois heures s'était achevée par une visite de l'église du Sacré-Cœur. Hitler n'avait jamais visité Paris auparavant. *« C'était le rêve de ma vie de pouvoir voir Paris un jour, »* avait dit Hitler à Speer, *« je ne peux pas dire à quel point je suis heureux d'avoir réalisé ce rêve aujourd'hui. »*

Adolf Hitler à Paris. (Encadré par Albert Speer et Arno Breker.)

L'offre de paix de Hitler à la Grande-Bretagne

Après la défaite de la France, le Führer avait à nouveau fait une offre de paix à la Grande-Bretagne, mais celle-ci avait été brutalement rejetée

par Churchill. Tout comme il s'était violemment opposé à une paix négociée à l'issue de la campagne de Pologne, Churchill s'opposait désormais à toute suggestion de paix. Ce fait, d'avoir contre toute attente bravement tenu tête à Hitler est plus que toute autre chose, ce sur quoi la grandeur de Churchill est censée reposer, et cela semble tout à fait irrationnel. À bout de patience, ses offres de paix sans cesse repoussées, Hitler avait fait la seule chose qui lui restait à faire, se préparer à envahir la Grande-Bretagne. Le 1er août 1940, il s'était résigné à donner l'ordre à la Luftwaffe de détruire la RAF en prélude à une invasion par voie maritime de la Grande-Bretagne.

Aux dires de Liddell Hart, après avoir donné cet ordre, Hitler ne prit pratiquement pas part aux évènements connus sous le nom de la Bataille d'Angleterre, laissant au Reichsmarshall Hermann Göring, commandant de la Luftwaffe, le soin de mener cette campagne. En cas de succès, tout eût été pour le mieux. Mais il en était allé autrement, ce qui n'avait pas dérangé Hitler outre mesure. Cette opération lui était une source de contrariété, car son véritable objectif était l'invasion de l'Union soviétique. Seulement au terme d'une telle invasion il aurait souhaité se pencher à nouveau sur la question de la Grande-Bretagne. Selon Liddell Hart :

« À l'époque, nous pensions que la défaite de la Luftwaffe dans la bataille d'Angleterre l'avait sauvée [Grande-Bretagne]. Ce n'est que le dernier volet de l'explication. La vraie raison, qui va beaucoup plus loin, fut que Hitler ne voulait pas conquérir l'Angleterre. Il ne s'intéressa guère aux préparatifs de l'invasion et, pendant des semaines, ne fit rien pour les encourager ; puis, après une brève velléité d'invasion, il fit volte-face et suspendit les préparatifs. Il se préparait, à la place, à envahir la Russie. »

L'historien Paul Johnson écrivait, que fin 1940 *« les bombardiers britanniques étaient de plus en plus utilisés pour terrifier et tuer les civils allemands dans leurs foyers mêmes ».* Churchill avait ordonné à plusieurs centaines de bombardiers lourds d'attaquer non pas des cibles militaires mais des centres urbains, en particulier des zones résidentielles densément peuplées ; le but étant de tuer autant de civils que possible et de jeter les survivants à la rue.

Le 7 septembre 1940, l'Allemagne avait fini par bombarder des cibles non militaires à Londres, faisant 306 morts. Jusque-là, Hitler avait ordonné à la Luftwaffe de ne pas prendre pour cible des civils, mais, exaspéré par des attaques britanniques répétées contre des villes

allemandes – dont Berlin – il s'était résolu à le faire.[122] Pendant que Hitler poursuivait ses efforts de paix, les frappes aériennes sur les villes allemandes s'intensifiaient.

Il existait en Angleterre un groupe d'élitistes pro-allemands connu sous le nom de *« Cliveden Set »*, dont les membres étaient le duc de Windsor (anciennement, roi Édouard VIII) ; lady Astor ; Geoffrey Dawson (éditeur du *Times*) ; Philip Kerr (lord Lothian) ; le duc de Manchester ; le duc de Hamilton ; et d'autres. Le *Cliveden Set* prônait des relations amicales avec l'Allemagne, et, depuis de nombreuses années, les Nationaux-Socialistes avaient maintenu les voies de communication ouvertes avec les membres de ce groupe.

Selon Louis Kilzer, Rudolf Heβ, adjoint du Führer, avait été en contact avec le *Clivenden Set* et, à la demande de Hitler, il s'était envolé pour l'Angleterre le 10 mai 1941, pour tenter de négocier un accord de paix avec la Grande-Bretagne via le *Clivenden Set*.

En ce qui concerne cet évènement, la propagande officielle prétend qu'un Heβ mentalement dérangé avait décidé de sa propre initiative de voler à bord de son Messerschmitt Bf 110 jusqu'en Écosse dans le cadre d'une mission saugrenue et rocambolesque afin d'y rencontrer le duc de Hamilton et d'entamer des négociations de paix avec Churchill. Après son saut en parachute dans le Renfrewshire, à seulement treize kilomètres de la propriété du duc, la fourche d'un ouvrier agricole avait mis un terme à sa tentative en lui conférant le statut de prisonnier de guerre. Sitôt qu'il eut appris cette tentative absurde, Hitler serait entré dans une véritable crise d'hystérie, et aurait ordonné de faire abattre l'avion de Heβ.

Selon Kilzer, il en serait allé tout autrement. Hitler était tout à fait au courant et Heβ avait agi en tant que chargé de mission en vue d'une tentative audacieuse. Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, et vraisemblablement en 2010, un carnet de vingt-huit pages ayant appartenu au major Karlheinz Pintsch, (qui avait été longtemps le principal aide de camp de Heβ) avait été mis au jour dans les archives d'État russes. Cette découverte venait confirmer l'interprétation des

[122] [NdT : citation : *« Nous avons commencé à bombarder des cibles sur le territoire allemand avant que les Allemands ne commencent à bombarder des cibles sur le territoire britannique. C'est un fait historique ! »* James M. Spaight, expert en droit international et sous-secrétaire d'État au ministère britannique de l'aviation, sur la guerre de bombardement britannique de mai/juin 1940 Source : J. M. Spaight, *Bombing Vindicated*, Verlag Geoffrey Bles, Londres, 1944, p. 68.]

évènements par Kilzer. Dans celui-ci, Pintsch écrivait que Hitler espérait qu'un *« accord avec les Anglais serait un succès. »* Pintsch avait noté que Heβ avait eu pour mission – cinq semaines avant l'invasion de la Russie – *« à défaut de faire naître une alliance militaire entre l'Angleterre et l'Allemagne contre la Russie, d'aboutir au moins à la neutralité de la première. »*

À la fin de la guerre, Pintsch avait été capturé par les Russes et gardé prisonnier pendant près de dix ans. À la suite d'interrogatoires musclés qui le laissèrent paralysé, il ne fut plus capable – pour le restant de ses jours – de se servir d'un couteau ou d'une fourchette. Les comptes rendus indiquaient que Hitler n'avait nullement été surpris par la nouvelle de la capture de Heβ... pas plus qu'il n'avait condamné sa tentative. Hitler, au contraire, avait calmement commenté les risques et les dangers qu'une telle mission impliquait, et il avait lu à voix haute une lettre que Heβ lui avait envoyée préalablement à son décollage. Voici un passage de cette lettre :

« Et si ce projet… échoue, il vous sera toujours possible de nier toute responsabilité. Dites simplement que j'avais perdu la tête. »

La mission s'était effectivement soldée par un échec et Hitler – tout comme Churchill – avait affirmé que Heβ était atteint de troubles mentaux. Cette mission aurait de toute façon échoué ; Churchill n'ayant aucune intention de conclure une paix avec l'Allemagne. Interrogé par des officiers britanniques, Heβ leur confia qu'il avait un *« message secret et vital pour le duc de Hamilton »* et qu'il souhaitait le voir immédiatement. Le duc rencontra Heβ, puis informa Churchill de sa conversation avec celui-ci.

Heβ avait ensuite été emmené en prison et n'avait été autorisé à parler à personne par la suite. Ce n'est que le 12 mai que le vol de Heβ (sa destination pas plus que le sort qui lui avait été réservé ne furent abordés) fut annoncé par Radio Munich. La capture de Heβ par un ouvrier agricole avait également été largement couverte en Grande-Bretagne, et sans autre explication, il avait été relégué dans la catégorie des personnes mentalement déséquilibrées aussi bien en Angleterre qu'en Allemagne.

Heβ passa le restant de la guerre dans un établissement psychiatrique britannique sous surveillance constante et fut condamné à la prison à vie au cours des procès de Nuremberg. Mais pourquoi ? Il n'avait tué personne pas plus qu'il n'avait ordonné la mort de quiconque. Il n'avait

même pas pris une part active dans cette guerre. Il n'était que la énième tragique victime de la vengeance juive, ce qui était l'objectif même des procès de Nuremberg. C'est finalement, dans des circonstances suspectes, dans la prison de Spandau que Heβ trouva la mort à l'âge de 93 ans.[123] Il y avait passé 40 ans de sa vie sous étroite surveillance. Il n'avait jamais été autorisé à parler à qui que ce soit, hormis son infirmier tunisien, ni à écrire à personne, et il n'avait pas été autorisé au moindre contact physique avec son fils lorsque celui-ci était venu lui rendre visite. Ses conditions de détention avaient été d'une inhumanité défiant l'imagination.

Le 22 juin 1941, commençait *Barbarossa*, offensive de l'Allemagne contre l'URSS. Cette invasion était, dans l'esprit de Hitler, une attaque préventive, car il était clair pour les deux parties impliquées qu'une guerre était inévitable ; ce n'était qu'une question de temps. Les forces armées soviétiques avaient depuis longtemps été réorganisées et avaient achevé leur réarmement ; elle était abondamment dotée en chars et en avions, et ses grandes unités avaient été stationnées le long de ses frontières occidentales, ce qui dénotait clairement une intention agressive à l'égard de l'Allemagne.

Le Reich était maintenant engagé sur deux fronts, d'un côté, dans la bataille d'Angleterre et de l'autre contre l'Union soviétique. Le 14 septembre 1940, une réunion avait eu lieu au quartier général de Hitler. N'étant pas parvenu à dominer la force aérienne anglaise, le Führer promettait de reconsidérer la situation à la date du 17, en vue de possibles opérations mixtes aux fins de prendre pied sur le territoire britannique le 27 septembre ou le 8 octobre. Trois jours plus tard, cependant, lorsqu'il eut été clairement établi que la Luftwaffe avait surestimé ses résultats contre la RAF, Hitler remit l'*opération Lion de mer* aux calendes grecques afin de se concentrer sur la guerre contre l'Union soviétique.

En dépit des succès qu'ils avaient remportés dans la Bataille d'Angleterre, Lloyd George, Halifax et d'autres membres du gouvernement avaient compris que leur pays ne pouvait à lui seul, triompher de l'Allemagne. Churchill savait qu'il ne pourrait atteindre son objectif de victoire totale sur l'Allemagne (surtout après l'effondrement de la France) qu'à la seule condition d'obtenir des États-Unis qu'ils

[123] [NdT : voir le livre de l'infirmier de Heβ, Abdallah Melaouhi, *Ich sah seinen Mördern in die Augen* (J'ai regardé ses meurtriers dans le blanc des yeux). Ce livre peut être commandé auprès de l'éditeur Der Schelm, Leipzig.]

entrassent dans la guerre. À défaut, il n'aurait eu d'autre choix que d'accepter les ouvertures de paix de Hitler.

Roosevelt partageait l'avis de Churchill, et il était interventionniste. En violation flagrante des conventions diplomatiques, l'un et l'autre avaient entamé une correspondance secrète sitôt après que Churchill eut été nommé Premier lord de l'Amirauté. Ce faisant, ils avaient court-circuité le chef de gouvernement britannique, Chamberlain. Au cours de cet échange de correspondance, Churchill avait clairement indiqué son intention d'attirer les États-Unis dans la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne et le Président étatsunien avait confirmé son accord. Churchill avait trouvé en Roosevelt un complice bien disposé. Les deux hommes désiraient ardemment mener la guerre contre l'Allemagne.

Cette détermination, Roosevelt l'avait d'autre part clairement fait entendre à son entourage. Cependant, pour mener les États-Unis à la guerre, il avait besoin de l'approbation du Congrès. Aussi, Churchill et lui complotèrent-ils à forcer les États-Unis dans ce nouveau conflit en se passant de l'accord du Congrès. Roosevelt, qui avait déjà procédé à une purge au sein de son administration, ne s'était entouré que de fauteurs de guerre au nombre desquels on pouvait compter Harry Hopkins.

En janvier 1941, après que celui-ci – l'un des plus proches conseillers de Roosevelt – eut rendu visite à Churchill, le Premier ministre nota :

« C'est avec un regard pétillant et une ferveur sereine et contenue, qu'il avait dit : 'Le Président est déterminé à ce que nous gagnions la guerre ensemble. Ne vous y trompez pas. Il m'a envoyé ici pour vous dire qu'à tout prix et par tous les moyens, il sera à vos côtés quoi qu'il arrive ; il fera l'impossible tant qu'il en aura l'énergie physique'. [Hopkins] était assis là, mince, frêle et malade, mais absolument rayonnant de finesse dans son entendement de la Cause. Ce devait être la défaite, la ruine et la fin de Hitler, indépendamment de toutes considérations, morales ou stratégiques. »

En 1940, Churchill envoya William Stephenson, un agent britannique – nom de code : *« Intrépide »* – aux États-Unis avec mission de faire tout son possible pour faciliter l'entrée en guerre de ces derniers. Stephenson et quelque 300 autres agents britanniques s'étaient installés tous frais payés, au Rockefeller Center à New York ; ils devaient *« intercepter des courriers et monter des tables d'écoute ; ouvrir des coffres-forts ; procéder à des enlèvements ; propager des rumeurs et calomnier les isolationnistes »* qui s'opposaient à l'entrée en guerre des États-Unis. Ce qui se passa

effectivement ; non seulement au vu et au su de Roosevelt ; mais avec son entière coopération, ainsi que celle des agences fédérales. Stephenson fut l'homme de liaison entre Churchill et Roosevelt.

Nous n'insisterons jamais assez sur le fait que les juifs – tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis – menaient une guerre de propagande à grande échelle contre le Reich, aussi le réseau *Intrépide* vint-il leur prêter main forte. Ce dispositif avait travaillé main dans la main avec les juifs américains, y compris ceux d'Hollywood.

Dans son livre *Screening History*[124] (1992), Gore Vidal rapportait qu'à partir de 1937, les Étatsuniens avaient été exposés, à longueur de films, à la glorification de l'Angleterre et des guerriers héroïques qui avaient bâti l'Empire britannique. Alexander Korda, juif hongrois, était le personnage clé pour la création de tous ces films pro-britanniques. Il avait travaillé à la réalisation de films à Budapest dès avant la Première Guerre mondiale. Lorsqu'en 1919, Bela Kuhn avait pris le pouvoir en Hongrie, il avait installé Korda à la tête de l'industrie cinématographique hongroise désormais nationalisée. Korda avait été brièvement emprisonné quelques mois plus tard, lorsque la clique de Bela Kuhn avait été chassée par l'amiral Horthy. Il s'était ensuite rendu à Berlin où il s'était à nouveau lancé dans l'industrie cinématographique ; cependant, sous la pression des Nationaux-Socialistes, il était parti s'installer à Londres. Sur un terrain de soixante-sept hectares en banlieue de Londres, Korda fonda les studios Denham. Parmi les acteurs sous contrats chez lui, on comptait : Leslie Howard ; Merle Oberon (devenue sa seconde épouse en 1939) ; Wendy Barrie ; Robert Donat ; Maurice Evans ; et Vivien Leigh. Korda était devenu une figure de proue de l'industrie cinématographique britannique ; le fondateur de la London Films, ainsi que des Denham films studios, et le propriétaire de la British Lion Films, une société de distribution.[125]

Au début de la guerre, Churchill avait dépêché Korda à Hollywood afin qu'il y installât un studio de cinéma. Tout comme Stephenson, Korda était devenu l'agent d'influence de Churchill en Californie. Ses studios produisirent un flux constant de films dont le sujet de prédilection était "la courageuse petite Angleterre dressée contre les affreux nazis". Ainsi, ces films venaient-ils grossir le flot ininterrompu

[124] Ce livre traite de la façon dont la perception de l'identité du peuple étatsunien est déterminée et contrôlée par l'industrie cinématographique de Hollywood.

[125] Un juif seul, pouvait en si peu de temps, construire de toute pièce un empire tel que celui de Korda ; un Gentil impécunieux n'aurait en aucun cas eu accès au capital juif.

des films de propagande que produisaient déjà depuis un certain temps les studios juifs de Hollywood.

Le pouvoir juif en Grande-Bretagne et aux États-Unis était une évidence pour Churchill, d'autant qu'il devait principalement son accession au poste de chef de gouvernement au soutien du groupe The Focus. Dans son livre *Churchill and the Jews*, le professeur Michael J. Cohen écrit :

« (Churchill) pensait que le mouvement sioniste exerçait une puissante influence politique et économique, en particulier sur les États-Unis. À la fin de l'année 1939, il expliqua à ses collègues de cabinet le rôle important que les sionistes pouvaient jouer dans la mobilisation des ressources américaines pour l'effort de guerre britannique. Il leur fit savoir que ce n'était pas pour des raisons futiles, voire sentimentales que le gouvernement avait publié la Déclaration Balfour en 1917, mais avec l'intention de mobiliser l'opinion publique américaine. En 1939, Churchill croyait que l'histoire se répèterait ; que les sionistes, par l'intermédiaire de leurs mandataires d'Outre Atlantique, pourraient contribuer à accélérer l'entrée rapide et indispensable des Américains dans la guerre. »

Ainsi, en dépit de l'opposition affirmée du public étatsunien, Roosevelt était-il déterminé à trouver un moyen de pousser son pays dans la guerre. Le procès-verbal officiel d'une réunion du Cabinet de guerre, qui se tint à Londres en août 1941, contient le rapport de Churchill. Selon ses termes :

« [Roosevelt] était manifestement déterminé à ce que [les États-Unis] participent [à la guerre]. » Le commentaire suivant figurait également dans le procès-verbal : *« Le Président a dit qu'il ferait la guerre sans la déclarer et qu'il se montrerait de plus en plus provocateur. Si cela déplaît aux Allemands, ils n'ont qu'à attaquer les forces américaines... Tout doit être fait pour provoquer un incident. »* Mais l'Allemagne évita l'hameçon et fit en sorte de s'abstenir de tout acte susceptible de servir de *casus belli* aux États-Unis.

Le 5 juillet 1941, l'amiral Little, de la délégation navale britannique à Washington, écrivit à l'amiral Pound, chef d'État-major de la marine :

« Notre plus grand espoir de faire entrer l'Amérique dans la guerre repose sur nos mesures d'escorte des convois en mer d'Islande. Et espérons que les Allemands ne tarderont pas à l'attaquer. » Sur un ton qui se voulait peut-être taquin, Little

avait ajouté : *« À défaut, je pense qu'il vaudrait mieux que nous organisions une attaque avec nos propres sous-marins et de préférence sur l'escorte ! »*

Quelques semaines plus tôt, Churchill, toujours en quête d'une occasion d'entraîner les États-Unis dans la guerre, avait écrit à Pound au sujet du croiseur lourd allemand *Prinz Eugen* :

« Il vaudrait mieux, par exemple, qu'il soit découvert par un navire américain, car cela pourrait l'inciter à tirer sur ce navire, ce qui constituerait un incident dont le gouvernement américain lui saurait infiniment gré. »

À mesure que les États-Unis s'engageaient sur la voie de la guerre, s'accrurent, dans l'Atlantique Nord, les provocations contre l'Allemagne.

Entre le 9 et le 12 août 1941 – les États-Unis étant toujours en paix – Roosevelt rencontra Churchill à bord du *HMS Prince of Wales* ; cuirassé qui était alors mouillé au large d'Argentia (Terre-Neuve). Ensemble, ils rédigèrent la Charte de l'Atlantique énonçant leurs objectifs pour la guerre et pour la paix. Ils s'étaient également entretenus sur la participation de la marine américaine à la bataille de l'Atlantique en cours. La marine étatsunienne était déjà impliquée dans l'escorte de convois de matériel de guerre à travers l'Atlantique jusqu'en Grande-Bretagne ; un acte de guerre selon le droit des gens. Après cette réunion, la marine étatsunienne entreprit d'attaquer des sous-marins allemands. À ce moment-là, les États-Unis étaient *de facto* en état de guerre non déclarée avec l'Allemagne. Il s'agissait d'une guerre que le Reich n'avait ni voulue, ni provoquée et qu'il avait au contraire désespérément tenté d'éviter.

Roosevelt voulait en finir avec l'Allemagne, mais outre que l'Allemagne – en ayant évité tous les pièges – ne lui avait alors pas fourni le moindre *casus belli*, il avait besoin d'une décision du Congrès l'autorisant à entrer en guerre. L'Allemagne avait conclu avec l'Italie et le Japon un accord tripartite dont l'une des clauses stipulait que si l'un des cosignataires se trouvait engagé dans une guerre, les deux autres y seraient *de facto* impliqués. N'étant pas parvenu à provoquer une guerre contre les Allemands, Roosevelt avait alors porté son intérêt à l'endroit du Japon. En provoquant une guerre contre ce dernier pays, il obtenait alors la guerre qu'il souhaitait contre l'Allemagne.

Roosevelt's Secret War (La guerre secrète de Roosevelt) et *Day of Deceit* (Le jour de la duperie) ; les ouvrages respectifs de Joseph E. Persico et

de Robert B. Stinnett ; basés sur des années de recherche et sur la consultation de dizaines de documents déclassifiés ; prouvent sans l'ombre d'un doute que Roosevelt avait provoqué les Japonais pour qu'ils attaquent la flotte US mouillée à Hawaï ; et qu'il avait également omis de prévenir les États-majors impliqués de l'imminence d'une telle attaque, alors qu'il savait avec précision à quel moment elle aurait lieu et qu'elle en serait l'importance. Cette attaque japonaise eut pour double effet de faire basculer dans l'interventionnisme une opinion publique américaine jusque-là résolument isolationniste et d'emporter une déclaration de guerre de la part du Congrès. L'accord officiel du Congrès ne se fit pas attendre. Le pacte tripartite avait entraîné automatiquement l'Allemagne dans une guerre contre les États-Unis. L'objectif de Churchill et de Roosevelt était atteint.[126]

Les provocations exercées par Roosevelt contre le Japon l'avaient été dans le seul but d'obtenir la guerre souhaitée contre l'Allemagne. Il annonça dans la foulée que cette guerre-là aurait la priorité sur celle contre le Japon. *« Une fois le Reich vaincu, »* avait-il précisé *« alors nous nous concentrerons entièrement sur la neutralisation du Japon. Mais d'abord, l'Allemagne. »* Le 15 février 1942, Churchill avait ainsi commenté l'entrée en guerre des États-Unis : *« C'est ce dont je rêvais ; c'est ce que je visais ; c'est ce pour quoi j'ai travaillé, et maintenant cela s'est réalisé. »* Trente ans plus tôt, Churchill avait dit à lord Asquith que... le but de sa vie était de *« commander de grandes armées victorieuses au combat ».*

*****

La guerre à outrance contre l'Union soviétique se poursuivait à son rythme. L'Union soviétique et l'Allemagne représentaient deux systèmes politiques, sociaux, économiques, religieux et culturels concurrents, destinés à s'affronter un jour. Hitler, qui se considérait comme le défenseur de la civilisation chrétienne occidentale, savait qu'il aurait un jour à faire face à un ennemi rapace menaçant d'anéantir l'Europe. Il avait fait l'impossible pour parvenir à une entente cordiale avec la Grande-Bretagne et l'Occident, avant que de lancer son attaque contre l'URSS. Mais la Grande-Bretagne et les États-Unis avaient refusé toute coopération. Dans sa décision d'envahir l'Union soviétique, le Führer

[126] [NdT : les États-Unis déclarèrent la guerre au Japon le 8 décembre 1941. Le 11 décembre, aux termes de leur pacte, les déclarations de guerre de l'Allemagne et de l'Italie contre les États-Unis ne pouvaient qu'automatiquement suivre.]

savait que le temps ne jouait pas en faveur de l'Allemagne. L'Union soviétique montait en puissance. L'Allemagne ne pouvait se permettre de procrastiner. Rétrospectivement, il semble presque insensé que la Grande-Bretagne et les États-Unis aient choisi de s'allier à la Russie communiste sous contrôle juif contre leur nation sœur – l'Allemagne chrétienne.

Mais nous sommes allés bien au-delà d'une simple alliance avec la Russie soviétique. Selon le congressiste Hamilton Fish (*Tragic Deception : FDR & America's Involvement in World War II)* en vertu des accords Prêt-Bail, F.D.R. avait livré à la Russie : 20 000 avions ; 400 000 camions ; des milliers de tonnes de munitions ; de grandes quantités de cuir destiné à la fabrication de chaussures ; du tissu pour les uniformes ; des centaines de kilomètres de fils barbelés et de câbles téléphoniques ; des milliers de locomotives et de véhicules ; des vivres ; des fournitures de toutes natures dans des proportions gigantesques ainsi que du matériel destiné à la mise en place de nouvelles industries pour compenser celles qui avaient été détruites par les Allemands. Sans cette manne, la Russie aurait été vaincue.

Avions américains pour l'Union soviétique sur l'aéroport d'Abadan. Au premier plan, des Douglas A-20.

Quatre fantassins de la Wehrmacht progressent à côté d'épaves de chars soviétiques d'origine britannique de type Valentine Mk III - janvier 1944.

Chapitre 21

La destruction de l'Allemagne ; but ultime des Alliés !

« Vous devez comprendre que cette guerre n'est pas dirigée contre Hitler ou le National-Socialisme ; mais contre la capacité de résistance du peuple allemand, qui doit être brisée définitivement, peu importe qu'elle soit aux mains d'un Hitler ou d'un jésuite quelconque. »[127] Winston Churchill, (1940), cité dans le livre d'Emrys Hughes *Winston Churchill, His Career in War and Peace.*

Frederick Lindemann, devenu par la suite premier vicomte Cherwell, était né à Baden-Baden, mais avait grandi en Angleterre. Il était retourné en Allemagne pour obtenir un doctorat en physique à l'Université de Berlin, puis, il était retourné dans son pays d'adoption. Lindemann avait été l'un des pionniers du développement aéronautique britannique et, lorsque Churchill était devenu Premier ministre, il se l'était attaché en le nommant principal conseiller scientifique du gouvernement. En tant que juif, Lindemann nourrissait une haine pathologique, non seulement envers les « nazis », mais aussi envers l'Allemagne et son peuple. Ses pensées et ses actions étaient toutes motivées par son désir de vengeance. Dès le début, il fut l'un des principaux partisans des « bombardements de saturation » sur les villes allemandes. Le plan qu'il avait conçu à cet effet portait son nom.

Le « plan Lindemann » proposait que la Grande-Bretagne oubliât ses objectifs militaires et concentrât ses frappes aériennes sur la population civile afin de casser le moral du peuple allemand. Une fois cet objectif atteint, Lindemann pensait, tout comme Churchill, amener la population

---

127 [NdT : *„Was wir im deutschen Widerstand während des Krieges nicht wirklich begreifen wollten, haben wir nachträglich vollends gelernt: Daß der Krieg schließlich nicht gegen Hitler, sondern gegen Deutschland geführt wurde"* « Ce que nous, Allemands de la résistance [contre l'État national-socialiste] n'avons vraiment pas voulu réaliser durant la guerre, nous l'avons appris à satiété par la suite : en fait la guerre n'était pas menée contre Hitler, mais bien contre l'Allemagne. » (Trad. MH2). Eugen Gerstenmaier, président du Bundestag en 1954, dans son livre ***Widerstand*** (Résistance) – Cité par Ralf U. Hill, en p. 238 de son livre ***Das Deutschland Protokoll*** dont nous recommandons la lecture à tous les germanophones qui se posent des questions quant à la légitimité des deux allemagnes artificiellement créées par les vainqueurs d'après 1945 et de l'actuel état fantoche merkellien.]

allemande à faire pression sur son gouvernement pour qu'il acceptât de se soumettre à une reddition inconditionnelle aux Alliés[128]. Ainsi, son plan suggérait-il *« des bombardements […] dirigés contre les maisons ouvrières. Les maisons des classes moyennes, disait-il, sont trop espacées les unes des autres, ce qui conduirait au gaspillage de nos bombes. »*

Il ajoutait : *« Il convient de souligner que le principe de la destruction des maisons ; des services public ; des transports et des vies humaines ; de la création d'un problème de réfugiés d'une ampleur sans précédent et de l'effondrement de l'esprit combatif et du moral sur le front intérieur et sur le front militaire par crainte de raids prolongés et intensifiés, ont été acceptés et s'accordent avec les objectifs de notre politique en la matière. Il ne s'agit pas ici des effets aléatoires de frappes sur des usines. »* En d'autres termes, tuer autant de civils que possible ; tel devait être l'objectif premier des raids de bombardement.

La formulation du plan Lindeman dépassait la portée d'un vœu pieux. Les professeurs Solly Zuckerman et John Desmond Bernal, tous deux juifs, avaient également étudié les effets des bombardements de saturation sur les structures et les personnes, et tous deux étaient devenus de fervents adeptes de tels bombardements sur l'Allemagne. Cette stratégie de guerre totale était désormais admise par les membres du parti des belligérants. Dès 1933, la Grande-Bretagne et les États-Unis avaient développé et construits des bombardiers lourds à longue portée. Le Lancaster, le B-17 et le B-24 avaient été construits dans le seul et unique but de détruire des villes entières et pour infliger de lourdes pertes au sein de la population allemande. Les opérations militaires emploient d'ordinaire des avions rapides et de petites tailles pour des opérations tactiques. Des armadas de milliers de bombardiers quadrimoteurs, lourds et « stratégiques », n'avaient aucune utilité militaire réelle. Le colonel Robin Olds, officier très respecté et pilote de chasse de la Force aérienne des États-Unis qui avait servi pendant la Seconde Guerre mondiale et au Vietnam, déclara plus d'une fois que ce programme de bombardement stratégique était inefficace, coûteux et inutile. De nos jours, il est généralement admis que ce programme n'a pas raccourci la guerre d'un seul jour et qu'il n'a finalement servi à rien sur le plan militaire. Après tout, l'Allemagne atteignit son plus haut niveau de production de guerre dans les derniers mois du conflit, lorsque les bombardements étaient à leur apogée.

[128] [NdT : *La reddition inconditionnelle idée rooseveltienne*, Henri Calvet, Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, 5e Année, No. 20, Oct. 1955), pp. 43-49.]

Churchill… l'homme d'État ?

Comme beaucoup d'autres, le colonel Olds était d'avis que des chasseurs-bombardiers volant à basse altitude et à grande vitesse avec une seule bombe auraient été beaucoup plus efficaces contre des cibles militaires, tactiques, stratégiques. Selon lui, un simple Mustang aurait pu larguer une bombe de deux cent cinquante kilos et faire en sorte qu'elle pénétrât par la fenêtre d'une usine allemande. Il était impossible de frapper une usine avec une énorme formation de bombardiers volant à 25 000 pieds sans tout détruire à des kilomètres à la ronde. Il avait

également souligné que cela aurait considérablement réduit le nombre de victimes civiles. Le colonel était peut-être naïf. Peut-être ne comprenait-il pas que le but même du « bombardement stratégique » était de maximiser les pertes civiles. En un mot, que le but de ces bombardements était de commettre un génocide.

Ainsi, là où la Grande-Bretagne et les États-Unis construisaient des milliers et des milliers de bombardiers lourds, l'Allemagne, elle, ne construisait que des bombardiers légers, maniables et pouvant voler à basse altitude et conçus pour l'appui tactique. Mais de tels avions d'appui tactique n'étaient pas adaptés aux bombardements terroristes de génocidaires. C'est contraint et forcé que Hitler avait dû entreprendre le bombardement de cibles civiles britanniques, et ce, trois mois après que la RAF eût déclenché sa campagne de bombardement de saturation des villes allemandes. Et cependant, Hitler était disposé à arrêter le massacre à tout moment.

En mars 1942, le Cabinet de guerre de Churchill adopta le Plan Lindemann, qui devint dès lors la marque de la stratégie officielle de la Grande-Bretagne. Cette décision demeura un secret bien gardé du public britannique pendant toute la durée de la guerre et longtemps après la fin de celle-ci. On avait dit au peuple britannique que seules des cibles militaires et industrielles étaient bombardées, et que tout dommage collatéral était le fruit du hasard. La véritable nature des bombardements britanniques sur les villes et sur les civils allemands fut révélée par le physicien et romancier sir Charles Snow dans *Science and Government* qu'il écrivit en 1961. Le passage suivant du livre avait été immédiatement traduit et publié en plusieurs langues :

« Début 1942, le professeur Lindemann, qui était devenu entre-temps lord Cherwell et membre du Cabinet, produisit devant celui-ci un document sur le bombardement stratégique appliqué à l'Allemagne. Dans ce document, il décrivait en termes quantitatifs l'effet que produirait sur l'Allemagne, dans les dix-huit mois à venir (grosso modo de mars 1942 à septembre 1943), une offensive de bombardements britannique. Le document définissait une doctrine stratégique. Les bombardements devaient être dirigés essentiellement contre des maisons ouvrières allemandes. La distance entre les maisons bourgeoises étant bien trop importante se solderait par un gaspillage de bombes ; les usines et les 'objectifs militaires' avaient depuis longtemps été oubliés, sauf dans les bulletins officiels, car ils étaient beaucoup trop difficiles à localiser et à frapper. Le document affirmait qu'avec une concentration totale des efforts sur la production et l'utilisation des avions, il serait possible de

détruire 50 % de toutes les maisons dans toutes les grandes villes d'Allemagne (c'est-à-dire celles de plus de 50 000 habitants). »

Angus Calder écrit dans son livre *The People's War,* (1969) :

« C'est peut-être une histoire qui dérange, mais c'est l'Angleterre – et non l'Allemagne – qui fut à l'origine du massacre meurtrier de civils par des bombardements, qui fut une source de représailles. Chamberlain avait admis que cela [les bombardements de civils et de villes] était 'absolument contraire au droit des gens'. Tout avait commencé en 1940 et Churchill croyait qu'il tenait là le secret de la victoire. Convaincu que des raids d'une intensité suffisante pouvaient détruire le moral de l'Allemagne, son Cabinet de guerre avait planifié une campagne qui abandonnait la pratique admise consistant à attaquer les forces armées ennemies et à faire des civils la principale cible. Nuit après nuit, de plus en plus de bombardiers de la RAF avaient frappé dans toute l'Allemagne, généralement les logements de la classe ouvrière, parce que ceux-ci étaient plus concentrés. »

La Grande-Bretagne avait consacré plus de ressources à son « Bomber Command » (Service du bombardement aérien) qu'à l'ensemble des autres services de son armée. Ayant rapidement découvert qu'il était presque impossible d'atteindre une petite cible telle qu'une usine ou une piste d'atterrissage, le « Bomber Command » avait décidé de concentrer des escadrons entiers, de l'ordre d'un millier d'avions, pour les raids sur les villes allemandes. Afin d'éviter les pertes infligées par la chasse et la DCA allemandes, ces attaques massives ne se déroulaient que de nuit et à haute altitude. Les Britanniques avaient très tôt choisi d'abandonner les cibles militaires pour se concentrer entièrement sur les villes allemandes, avec pour point de mire le cœur de ces dernières qui constituaient généralement la partie la plus ancienne des centres urbains, datant du Moyen Âge, voire même d'avant. Dans ces quartiers les plus anciens, les rues étaient étroites et les bâtiments proches les uns des autres, construits pour la plupart en bois très inflammable, recouvert de plâtre. Les habitants de ces vieilles villes périrent dans des conditions atroces : brûlés vifs dans des tempêtes de feu ou bien vaporisés par les explosions.

*****

En septembre 1942, les États-Unis firent décoller de Grande-Bretagne leurs B-17 et B-24 pour se mêler finalement à la guerre aérienne qui sévissait sur l'Europe. Au début, les États-Unis n'attaquèrent pas directement des objectifs civils, mais tentèrent de bombarder avec précision les usines et les installations militaires allemandes. Cependant que tous les raids britanniques étaient effectués de nuit, les bombardements américains étaient – quant à eux – menés de jour par souci d'une meilleure précision. Mais le « bombardement de précision » à haute altitude était une utopie, qu'il fut diurne ou nocturne, car davantage de bombes tombaient invariablement sur les zones entourant la cible que sur la cible elle-même. Avec le temps, les Américains abandonnèrent les « bombardements de précision » et se joignirent aux Britanniques dans des « bombardements de saturation » appliqués à des villes entières.

À la fin de la guerre, 1 000 villes et agglomérations allemandes avaient été bombardées, dont 160, parmi les plus importantes, avaient été réduites en miettes. Elles comptaient parmi les plus anciennes et les plus belles d'Europe ; leur valeur artistique et culturelle était semblable à celle de Rome, Florence ou Paris. Elles abritaient des trésors culturels accumulés au fil des siècles ; notamment dans le domaine artistique : architecture ; palais ; églises et cathédrales, et salles hanséatiques ; sculptures ; bibliothèques et musées. Un millénaire [si ce n'est deux !] avait été nécessaire pour bâtir et assembler les éléments de cette culture hautement raffinée, mais à peine quelques instants suffisaient aux bombes pour les anéantir.

En dépit des nombreuses voix qui s'étaient élevées pour dénoncer ce carnage, la grande majorité de l'opinion publique l'avait soutenu. Au début de l'année 1944, l'hebdomadaire catholique libéral *Commonweal* – que l'on peut difficilement qualifier d'organe pacifiste – dénonçait la politique des bombardements stratégiques en tant que *« meurtre de personnes innocentes »* et *« suicide de notre civilisation ».*

Une revue de l'ouvrage en quatre volumes *The Strategic Air Offensive Against Germany* publié dans le *Times*, qui reproduit la version officielle de l'histoire de la guerre aérienne de la Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale, contient le commentaire suivant :

« On achève la lecture de ces volumes avec un sentiment de malaise dérivé de ce que les véritables héros de l'histoire qui y est narrée ne furent ni les maréchaux de l'air qui y prirent part, ni même les 58 888 officiers et aviateurs membres des forces de bombardement qui laissèrent leur vie dans ces combats. Non, les vrais héros furent

les habitants des villes allemandes attaquées, les hommes, les femmes et les enfants qui, stoïquement, ont souffert et ont continué à travailler dans les ruines embrasées de leurs maisons et de leurs usines, jusqu'au moment où les armées alliées les ont envahis. »

Cette barbarie se perpétua tout au long de la guerre jusqu'à ce que toute prétention à se conformer aux règles traditionnelles de la « guerre civilisée » soit finalement abandonnée ; les deux parties ayant tacitement adopté le principe selon lequel toute action était justifiée si elle laissait entrevoir la moindre possibilité que soient évitées les terribles conséquences d'une défaite.

Mais un autre facteur était à l'œuvre dans la poursuite absurde et insensée des bombardements de saturation, alors même que la victoire était assurée : l'« inertie ». Les bombardements massifs se poursuivirent de par le simple fait qu'ils avaient été l'objectif initial du « Bomber Command » et de l'US Air Force. Au bout d'un moment, comme toute organisation complexe et dynamique, l'ensemble du système militaro-industriel avait acquis une sorte de vie autonome. Les chaînes de montage d'avions, tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, produisaient un flux constant de nouveaux bombardiers. Les chaînes de montage des fabricants de bombes fonctionnaient jour et nuit. Les circuits de distribution fonctionnaient automatiquement, livrant à temps le précieux carburant où il le fallait. Les bases d'entraînement continuaient à former des milliers de nouveaux pilotes et de membres d'équipages. Les officiers d'état-major chargés de choisir les cibles et d'informer les équipages de bombardiers poursuivaient leur travail. L'ensemble du complexe militaro-industriel conçu et organisé pour larguer quotidiennement des milliers de tonnes de bombes sur les villes allemandes fonctionnait comme une machine géante sous pilotage automatique. Il n'était plus utile de lui donner des instructions. Bien au contraire. Elle ne pouvait être stoppée que par une autorité suprême. Mais cette autorité n'en aurait pas moins été confrontée à une énorme inertie bureaucratique. De plus, ceux qui avaient la haute main sur cette gigantesque machine à bombarder : Churchill ; Roosevelt ; le maréchal de l'air Harris ; et le général Hap Arnold, étaient plus que jamais décidés à poursuivre les bombardements, fussent-ils justifiés ou non.

S'ils avaient eu la possibilité de le faire, l'Allemagne et le Japon auraient tous deux mis fin à la guerre par un armistice, même aussi tôt qu'au printemps 1943 ; ce qui aurait permis de considérablement réduire le carnage. Mais la politique de reddition inconditionnelle de Roosevelt,

appuyée par Churchill, avait rendu impossible une telle éventualité. Une telle exigence voulait que le long et terrible combat qui avait dévasté une grande partie de l'Europe occidentale, et fait des millions de morts, se poursuivrait jusqu'à son terme. Ce sont donc bien Churchill et Roosevelt les seuls responsables ; et non pas Hitler. À l'été 1943, alors que Churchill s'apprêtait à quitter Londres pour rencontrer Roosevelt lors d'une conférence à Québec, un journaliste du *Time magazine* lui demanda : *« Allez-vous faire des propositions de paix à l'Allemagne ? »* Churchill, d'une voix joviale, avait répondu : *« Mais non, Grands dieux ! Ils accepteraient immédiatement. »* Tout le monde avait ri.

Peu avant la fin de la guerre, la plupart des grandes villes et des grosses agglomérations allemandes avaient déjà été détruites, si bien que les petites villes et villages étaient maintenant pris pour cibles sans autre raison que de ne s'être pas encore livré à cette expérience. Ainsi, jour après jour, nuit après nuit, des milliers d'innocents périrent selon le bon plaisir d'un officier d'État-major qui avait plus ou moins arbitrairement choisi leur lieu de résidence pour cible ce jour-là. Tous les employés de ce gigantesque dispositif de bombardement continuèrent à remplir la mission qui leur avait été assignée, sans qu'aucune haute autorité ne leur demandât d'arrêter. Les bombardements continuèrent.

Norman Stone, professeur d'histoire contemporaine à Oxford, écrivait dans le *Daily Mail* :

« Dès 1944... Alors que nous savions notre victoire acquise, et que Staline serait un ennemi potentiellement tout aussi mortel, nous avons, pendant des mois et des mois, poursuivi les bombardements des villes allemandes. Certains de ces bombardements étaient totalement insensés. Dans les derniers jours de la guerre, nous avons frappé les vieilles villes pittoresques au Sud de Würzburg, qui n'avait aucun caractère de cible militaire... et n'abritaient que des réfugiés ; des femmes ; et des enfants. Parmi ces actes de sadisme totalement gratuits, le pire de tous fut le bombardement de Dresde. »

Avant son bombardement, Dresde était l'une des plus belles villes d'Europe, un centre culturel aux nombreux et somptueux palais, cathédrales et statues. Avec ses rues pavées et sinueuses et ses clochers et ses maisons pittoresques ; elle était l'archétype des villes des contes de fées. Elle n'avait aucune importance militaire. Au cours de la dernière année de la guerre, elle avait été transformée en une ville-hôpital où des

milliers de soldats allemands blessés avaient été concentrés. Aucune unité militaire constituée n'y était stationnée.[129] Les premières semaines de cet hiver 1945, des centaines de milliers de réfugiés y avaient afflué pour tenter d'échapper à l'avancée soviétique. Un grand nombre de ces malheureux avaient été accueillis par les habitants de Dresde, mais cependant, tous n'avaient pas pu être logés. Des centaines de milliers de ces réfugiés effrayés ; affamés ; et désespérés s'étaient concentrés dans la vieille ville, campant ; qui sur les trottoirs ; qui dans les jardins et parcs de la ville. Ils dormaient à même le sol, blottis les uns contre les autres pour ne pas mourir de froid. Les enfants quêtaient désespérément de la nourriture. Les services sociaux de la ville étaient débordés, en dépit des trésors de bonne volonté qu'ils déployaient. Et puis les bombardiers étaient arrivés.

Le 13 février 1945, à 22 h, la première vague qui apparut au-dessus de la ville était britannique. Ils larguèrent sur la vieille ville, grouillante de réfugiés, des milliers de gigantesques bombes explosives, dans le but de décapiter les bâtiments pour préparer le terrain à la pluie de bombes incendiaires qui allaient suivre. Les bombes explosives avaient non seulement détruit le système d'alerte, mais également les casernes des pompiers ; brisé les conduites d'eau et semé la mort en causant des destructions massive. Les masses de réfugiés ne savaient où aller. Ensuite étaient arrivés les bombardiers chargés de bombes incendiaires qui avaient transformé la vieille ville en un océan de feu dans un rugissement de flammes. La température de l'air dépassait les 500 degrés Celsius. Des vents atteignant jusqu'à 160 km/h avaient aspiré tout l'oxygène au cœur de la tempête. Des dizaines de milliers de personnes furent brûlées vives. À ce stade de la guerre, la science du bombardement avait été portée à un rare degré de perfection. Ainsi, les bombes larguées par les Britanniques avaient-elles été conçues pour produire des tempêtes de feu, et l'ouragan de feu sur Dresde avait été l'un des plus spectaculaires de cette guerre.

Des milliers de personnes avaient suffoqué dans les abris lorsque l'oxygène avait été consommé par les flammes. Des milliers d'autres avaient été propulsées dans les airs comme de vulgaires poupées de chiffon et aspirées par les vents féroces jusque dans les flammes de l'enfer. Cette aspiration avait été si forte qu'elle avait déraciné les arbres et avait emporté les toits des maisons à des kilomètres de distance. Il en

[129] [NdT : à l'exception évidemment des inévitables unités de DCA, conséquence directe de la stratégie des bombardements terroristes alliés.]

résulta une panique totale. Les chevaux désemparés avaient sillonné la foule. Les lions et les tigres s'étaient échappés du zoo ajoutant à la terreur ambiante. D'énormes serpents avaient rampé entre les pieds des gens désemparés. Les trains sanitaires (encore bondés de soldats blessés) étaient la proie des flammes et, cependant qu'ils s'efforçaient de sortir de la gare, les essieux avaient sectionné les membres des enfants qui avaient tenté de trouver refuge sous les wagons.

La vague suivante de bombardiers arriva trois heures plus tard avec des explosifs à haut pouvoir de destruction et des bombes antipersonnel. L'espacement des vagues, de même que les divers types de bombes, avaient été soigneusement calculés pour tuer le plus possible. Comme prévu, cette troisième vague avait fauché les équipes d'urgence, ainsi que des foules entières, désormais librement exposées, qui avaient fui les incendies. Ce fut une véritable boucherie.

Le lendemain, les escadrilles de la Huitième (U.S.) Air Force achevaient la destruction de la ville. Au total, 1 300 bombardiers lourds britanniques et américains avaient largué près de 4 000 tonnes de bombes explosives et d'engins incendiaires sur Dresde. L'épisode le plus honteux du raid sur Dresde fut causé par l'intervention d'avions d'attaque au sol, arrivés dans la foulée des bombardiers américains. Ainsi, des nuées de personnes qui avaient fui les bombes et avaient cherché refuge sur les rives de l'Elbe furent mitraillées. Les avions laissèrent dans leur sillage des masses de corps épars gisant le long des berges. La scène avait été ainsi décrite par un témoin :

« ...des dizaines de Mustang ont piqué sur les gens qui étaient prostrés sur les rives de l'Elbe et sur les pelouses du Grand Jardin. »

La ville fut complètement détruite et il y avait tellement de corps que la Wehrmacht avait envoyé des unités pour les ramasser, les empiler sur des bûchers funéraires faits de rails de chemin de fer, et les brûler. Des prisonniers de guerre détenus dans la ville avaient été amenés en renfort. Kurt Vonnegut, l'auteur américain de *Abattoir 5*, avait été l'un d'eux :

« Ils fouillèrent les caves et sortirent tous ceux qui étaient morts étouffés ou qui avaient été brûlé vifs ; puis ils boutèrent le feu aux bûchers. Il y avait tellement de corps qu'il fallût des semaines pour les traiter. Ils avaient empilé des soldats morts ; de femmes jeunes et d'autres plus âgées ; des garçons en culottes courtes ; des filles aux

longues tresses ; des infirmières de la Croix-Rouge ; des bébés. Ces bûchers se consumèrent jour et nuit. »

En raison des innombrables réfugiés qui avaient afflué dans la ville, personne ne connaîtra jamais le nombre total des victimes civiles des bombardements de Dresde, mais on estime leur nombre à 500 000. David Irving, auteur du premier ouvrage faisant autorité sur ce bombardement, estime à 135 000 le nombre de personnes qui y furent tuées.

Rien ne justifiait ce bombardement sur le plan militaire. Ce fut un assassinat de masse, pur et simple, perpétré contre un peuple que nous avions appris à haïr par les bonnes œuvres de la campagne de propagande juive antiallemande. Pourtant, les bombardements des villes et des villages se poursuivirent, alors même que le Reich s'effondrait. Ceux qui avaient planifié et exécuté ces bombardements étaient et demeurent par définition des criminels de guerre ! Tandis que les simon wiesenthals et autres « chasseurs de nazis » de ce monde passent encore au peigne fin les quartiers gériatriques du monde entier à la recherche de « criminels de guerre » allemands, qui n'ont finalement fait que servir leur pays, on devrait penser au crime de Dresde et aux centaines d'autres villes et villages qui furent totalement détruits, pour nulle autre raison que la malice.

« Ces innocents qui ont perdu la vie à Dresde ont été tués – non pas à cause de quelque chose qu'ils avaient fait, mais parce que le hasard a voulu qu'ils naissent au mauvais endroit. Ceux qui sont morts lors de l'Holocauste de Dresde les 13 et 14 février 1945 n'étaient que de simples Allemands. » Ingrid Rimland.

Deux jours plus tard, le 16, des bombardiers britanniques attaquèrent la petite ville de Pforzheim (dont la seule particularité était de produire de la faïence et de la vaisselle) tuant la moitié de ses 63 000 habitants. Ces attaques se poursuivirent jusqu'au jour même de la reddition.

Dans les premiers jours du développement du bombardier, Winston Churchill avait déclaré :

« Les voies aériennes ont ouvert des chemins le long desquels la terreur et la mort pouvaient être portées loin derrière les lignes du véritable ennemi ; aux femmes, aux enfants, aux personnes âgées, aux malades, qui dans des luttes antérieures auraient été laissées indemnes. »

La vision détachée et glaciale de Churchill sur les capacités de la guerre aérienne se concrétisait dans la campagne menée par la Grande-Bretagne contre l'Allemagne.

Selon les estimations, le nombre de civils tués au cours des bombardements sur l'Allemagne s'élèverait à plus d'un million, voire deux millions, sans compter les millions d'autres, victimes de terribles blessures. Vers la fin de la guerre, alors que l'Allemagne était pratiquement à genoux et les bombardements toujours plus intenses ; les villes et villages allemands, à l'Est en particulier, étaient saturés de masses de réfugiés qui fuyaient l'Armée rouge. Personne ne connaît leur nombre. Ils furent des dizaines de milliers à être incinérés dans les incendies des bombardements, sans laisser la moindre trace de leur existence qui eût été susceptible d'en indiquer le nombre. Depuis quelques années, au nom du « politiquement correct », la tendance est à la réduction du nombre estimé de personnes tuées. Il n'est pas très bien vu de nos jours d'exprimer ouvertement la véritable nature des atrocités commises par les Alliés contre les Allemands au cours de la guerre. Après tout, nous étions les « Forces du Bien ».

Les B-17 sur une ville allemande. L'un d'eux est en perdition.

Cadavres de civils allemands après un bombardement. Un massacre indiscriminé d'innocents.

Corps empilés – Dresde, 1945.

Cette femme n'a d'autre choix que de tenter de survivre après la destruction de sa ville.

Partout en Allemagne, des enfants abandonnés, erraient en quête de quelque chose à manger.

L'ennemi de prédilection de Churchill et de Lindemann : ces Berlinois ont survécu à la terreur des bombardements.

Il y a peu de temps encore, c'était un quartier florissant de la ville.

Il n'aura suffi que d'une seule bombe. Après la fin des bombardements insensés, il ne restait plus que des ruines de ces magnifiques bâtiments médiévaux de la ville franconienne de Rothenburg ob der Tauber.

Rothenburg ob der Tauber... « libéré ».

Bombardements de saturation : ce qu'il reste de la mairie et du Münster d'Ulm.

Bombardés au-delà de tout espoir, ils n'ont nul endroit où aller…

Frederick Lindemann, était également un fervent partisan du « Plan Morgenthau » qui visait à démanteler l'industrie allemande après la guerre et à réduire le pays à une société paysanne médiévale. On peut lire à la page 11 du journal personnel de Morgenthau :

« On doit faire de l'Allemagne un désert, comme cela s'est produit au cours de la guerre de 30 ans. »

Morgenthau était non seulement le secrétaire au Trésor du gouvernement, mais aussi l'ami et le conseiller personnel de Roosevelt.

L'assistant de Morgenthau était le juif communiste Harry Dexter White (Weiss). C'était le véritable rédacteur du plan Morgenthau. Selon John T. Flynn (dans son livre *The Roosevelt Myth*, paru en 1948 et révisé en 1956), White était un agent secret soviétique qui servait d'intermédiaire pour communiquer des informations ultra-secrètes à l'URSS.[130] Selon Flynn, les communistes (quasiment tous juifs) qui

[130] Cela fut confirmé à l'ouverture des archives soviétiques, lors de la « perestroïka ».

étaient d'une loyauté absolue envers l'Union soviétique, occupaient des postes clés dans chaque département et agence de l'administration Roosevelt ; ils transmettaient immédiatement toute information aux Soviétiques. Ils recevaient directement leurs instructions de Staline. Nathan Silvermaster, l'un de ces agents juifs, ayant travaillé au ministère

Dresde 1945 : une famille anéantie.

de l'Agriculture, avait été nommé par Roosevelt à la tête de la division Proche-Orient au Board Economic Welfare.[131] Il avait formé le « Silvermaster Group », une officine d'espionnage soviétique composée de hauts fonctionnaires de l'administration Roosevelt, dont Harry Dexter White.[132] White avait un accès illimité aux informations les plus secrètes du gouvernement. Le « Secret Service » était une agence du département du Trésor et, en tant que secrétaire adjoint du Trésor, White disposait d'informations internes complètes, qu'il transmettait assidûment aux juifs qui contrôlaient l'Union soviétique. Sonia Gold,

[131] [NdT : qui faisait partie du cabinet de guerre secret de Roosevelt qu'il avait dissout en juillet 1943, https://www. crisismagazine.com/2011/1943-the-ides-of-march]

[132] Le groupe Silvermaster comprenait Nathan Silvermaster ; son épouse Helen ; Schlomer Adler ; Norman Bursler ; Frank Coe ; Bela Gold ; Sonia Steinman Gold ; Lauchlin Currie ; Irving Kaplan ; George Silverman ; William Ullman ; Anatole Volko et Harry Dexter White – tous juifs et tous communistes, et tous hauts fonctionnaires dans l'administration Roosevelt.

une juive communiste, lui avait été assignée comme secrétaire personnelle par Nathan Silvermaster.

N'oublions pas qu'on a fait ça...., à des gens qui étaient nos semblables !

Au printemps 1944, selon Flynn, le groupe Silvermaster fut informé des intentions du Kremlin relatives à l'Allemagne, une fois celle-ci vaincue. Il s'agissait clairement de détruire la capacité industrielle de l'Allemagne et de la réduire à un pays agricole. Le groupe Silvermaster les avait transmises à White afin qu'il les mit en œuvre. White s'était vu confier ce travail en raison de sa proximité avec Morgenthau, et de la proximité de ce dernier avec Roosevelt. White s'était immédiatement mis au travail et avait produit le tristement célèbre Plan Morgenthau.

Ce plan disposait que l'Allemagne serait divisée en petits États indépendants, certains étant destinés à appartenir à la Russie et certains autres à d'autres pays, dont la Pologne. Les principaux centres industriels allemands, dont les régions de la Sarre, de la Ruhr et de la Haute-Silésie, devaient être internationalisés ou annexés par les pays voisins. Toutes les installations industrielles seraient démantelées et expédiées vers l'Union soviétique. Tout ce qui ne pouvait être pris serait détruit. Les mines seraient noyées. Dans le contexte d'une Allemagne qui était un pays hautement industrialisé, le plan Morgenthau aurait naturellement provoqué la mort par famine de millions d'Allemands. Chose que les auteurs de ce plan savaient pertinemment.

Le 12 septembre 1944, lorsque Roosevelt se rendit à la Conférence de Québec pour rencontrer Churchill ; dérogeant au protocole, il n'emmena ni le secrétaire d'État Hull ni le secrétaire à la Guerre Stimson, mais son secrétaire et secrétaire adjoint au Trésor, Henry Morgenthau, Jr. et Harry Dexter White. Roosevelt – qui savait que Hull et Stimson s'opposeraient farouchement à ce plan – les laissa à la maison. Ce fut au cours de cette conférence que Morgenthau et White présentèrent leur plan à Roosevelt et Churchill.

Churchill – tout comme Eden son ministre des Affaires étrangères – avait réagi avec colère et indignation à la présentation de ce plan. Mais en fin de compte, il l'avait accepté. Il fut révélé par la suite que Morgenthau lui avait offert 6,5 milliards de dollars en fonds prêt-bail qu'il n'était pas en position de refuser. La Grande-Bretagne éprouvait

des difficultés financières et avait désespérément besoin de cet argent. Le plan devint ainsi la doctrine des Alliés.

Le dernier paragraphe de ce plan prévoyait le retrait des forces armées américaines et britanniques d'Allemagne aussitôt que possible après la reddition, laissant ainsi l'Allemagne sous le contrôle de l'Union soviétique. Lorsque Roosevelt était retourné à Washington, il n'avait pas mentionné cet accord capital, pas plus qu'il n'en avait informé Hull ou Stimson. Ce n'est que par les journaux et quatre jours plus tard, que ceux-ci avaient appris son adoption. Ils purent également y lire que Churchill obtiendrait les 6 500 000 000 000 $ pour prix du retrait de ses objections. Les deux hommes qualifièrent ce plan de « vengeance aveugle », et tous deux furent scandalisés par cette décision. Quand ils confrontèrent Roosevelt à ce sujet, celui-ci commença par nier. Ce plan devint néanmoins la politique américaine et alliée.

Ce plan était en fait un plan strictement soviétique. Aux ordres du Kremlin, Harry Dexter White, l'avait rédigé, puis l'avait remis à Henry Morgenthau, Jr. qui l'avait ensuite présenté à un Roosevelt malade et affaibli, qui en avait fait sa politique américaine. Churchill avait été contraint d'y adhérer par voie de corruption. Les juifs l'avaient une nouvelle fois emporté ! Ces derniers, qui contrôlaient l'Union soviétique, avaient uni leurs efforts à ceux des leurs qui contrôlaient l'administration Roosevelt ; et avaient produit un plan adopté avec enthousiasme par le juif britannique Frederick Lindemann pour détruire complètement et à jamais leur ennemi juré : l'Allemagne. Les juifs internationaux – que ce fût en Union soviétique, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne – éprouvaient une haine pathologique pour le peuple allemand et nourrissaient envers eux un ardent désir de vengeance. Ils unissaient leurs efforts, non pas dans l'intérêt des pays qu'ils représentaient, mais pour atteindre les objectifs du judaïsme mondial. Ils tenaient maintenant leur vengeance envers ces Allemands qu'ils haïssaient tant. Les Allemands n'avaient pas manqué d'obtenir une copie du Plan Morgenthau, et ils en avaient conclu qu'ils n'avaient d'autre choix que de se battre.

En janvier 1943, Churchill et Roosevelt s'étaient rencontrés une nouvelle fois lors de la Conférence de Casablanca. Staline était absent. L'évènement le plus marquant de cette Conférence avait été la proclamation par Roosevelt du principe de « reddition inconditionnelle » élevé au rang de stratégie alliée. Roosevelt et Churchill avaient également pris la décision de faire monter en puissance les bombardements stratégiques des villes allemandes. Face à la demande de reddition

inconditionnelle, et à la perspective d'être soumis au plan destructeur et meurtrier de Morgenthau, les Allemands n'avaient que l'alternative de se battre et être détruits, ou de se rendre et être détruits. Se battre semblait la voie la plus noble à suivre.

Finalement, une version édulcorée du Plan Morgenthau, connue sous le nom de Directive conjointe des chefs d'état-major 1067, ou JCS-1067, devint la doctrine de l'occupation alliée. La JCS-1067 était à peine moins draconienne que le plan Morgenthau initial.

*****

Hitler avait tenté à plusieurs reprises de parvenir à un accord de paix avec la Grande-Bretagne ; d'abord après la guerre avec la Pologne ; après Dunkerque ensuite. Mais ses offres de paix avaient toutes été rejetées. Toujours dans le seul but d'obtenir un accord de paix ; au cours de la Bataille d'Angleterre, il avait envoyé Rudolf Heβ dans une mission rocambolesque. Mais Churchill avait également refusé de rencontrer ce dernier. Il l'avait fait jeter en prison où il était resté pendant toute la durée de la guerre.[133]

Ne souhaitant que la destruction de l'Allemagne, les Britanniques n'avaient aucun intérêt à faire la paix. Hitler, de son côté, n'avait cessé de rechercher toute occasion de parvenir à une paix avec la Grande-Bretagne et les États-Unis et ce, tout au long de la guerre. Invariablement, la réponse de Roosevelt et de Churchill avait été : *« Reddition inconditionnelle »*. Et pendant ce temps, la Grande-Bretagne et les États-Unis continuaient sans relâche à détruire les villes allemandes les unes après les autres.

Se tinrent ensuite les procès de Nuremberg, au cours desquels les dirigeants nationaux-socialistes furent reconnus coupables de crimes de guerre et exécutés ou condamnés à de longues peines de prison. Mais ceux qui avaient siégé au tribunal n'en demeuraient pas moins cou-

[133] [NdT : juridiquement, Churchill était fondé à faire incarcérer Heβ qui – de son propre aveu d'avoir agi seul – échappait à la protection due à un parlementaire ou à un envoyé. Mais ce que l'auteur oublie de mentionner, c'est que les gouvernements britanniques successifs allaient tout faire pour empêcher le Dauphin du Führer (assommé de drogues durant sa détention en Angleterre, puis semi-dément de Nuremberg redevenu lucide à point nommé par un prodigieux coup de théâtre en plein tribunal) de jamais pouvoir s'exprimer librement en public.]

pables. C'est à l'occasion de ces procès que le prétendu « Holocauste »[134] fut inventé, à la grande perplexité des accusés, qui tous avaient affirmé que c'était la toute première fois qu'ils entendaient parler d'une telle chose. Ces dernières années, des doutes considérables sont apparus au sujet des allégations concernant l'Holocauste. Quand bien même ce prétendu holocauste serait vrai jusque dans tous ses détails, il ne s'agirait en aucun cas d'un crime de guerre qui pût être comparé aux bombardements sur l'Allemagne. « Génocide » est l'argument par excellence dont on use pour culpabiliser les Allemands, mais le véritable génocide ; ce furent les bombardements sur l'Allemagne. Il fut doublé d'un assassinat culturel à grand échelle[135]. La campagne de bombardement fut menée pour détruire complètement l'Allemagne, et pour tuer un maximum d'Allemands. Ces derniers avaient été massacrés sans restriction, non parce qu'ils étaient coupables de quoi que ce soit, mais seulement du fait qu'ils étaient Allemands. Ça ; c'est très exactement un « génocide ».

Au XIII^e^ siècle, le grand théologien catholique saint Thomas d'Aquin et au XVII^e^ siècle, le protestant Hugo Grotius avaient élaboré une « théorie de la guerre juste » comme étalon de moralité d'une guerre. Pour qu'une guerre fût juste – avaient-ils dit – elle devait être avant tout défensive. Les prisonniers de guerre devaient être protégés. La guerre devait être déclarée publiquement par une autorité dûment constituée. En outre, une guerre morale ou « juste » devait supposer d'être gagnable : nul État ne pouvait faire supporter à sa population une décision susceptible d'entraîner la disparition de celle-ci faute de perspective de victoire. Pour répondre aux exigences d'une guerre « juste », une guerre ne pouvait générer plus de maux que ceux qu'elle visait à éliminer. À l'issue d'une telle guerre, seules devraient être passibles de sanctions les personnes directement responsables du déclenchement de celle-ci. La « vengeance » ne pouvait être une justification, pas plus qu'elle ne pouvait être exercée une fois la victoire survenue. La vengeance est contraire aux valeurs chrétiennes. Une guerre « juste » ne pouvait être menée contre des civils. Enfin, la

[134] [NdT : l'auteur fait un anachronisme en parlant d' « Holocauste » pour désigner une invention de propagande noire du début des années Quarante. C'est Hollywood qui a commencé à promouvoir l'expression miracle (devenue « consacrée ») avec l'affligeante série du même nom initialement prévue pour émouvoir les Étatsuniens qui, très vite – de par son succès – allait être importée à l'usage de ces foyers européens où il fallait aussi faire pleurer.]

[135] [NdT : pour illustrer cette notion l'auteur va jusqu'à créer le mot « culturicide ».]

décision d'y recourir ne devrait être qu'une *ultima ratio*. Le déclenchement d'une guerre et sa conduite ne pouvaient être basés sur autre chose que la justice. Si ces normes avaient été mises en pratique à Nuremberg, l'ensemble des parties auraient été reconnu coupable de crimes de guerre.

Chapitre 22

L'Allemagne ? Une victime !

Guillaume II, pas plus Hitler n'étaient responsables du déclenchement de l'une ou l'autre guerre mondiale. De plus, le Führer avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour éviter un conflit avec les Alliés. Et, en dépit de tous ses efforts, toutes ses tentatives avaient été rejetées ou ignorées. C'est bien l'Angleterre et la France qui avaient déclaré la guerre au Reich et non l'inverse. Chacune des initiatives de la Wehrmacht en Occident, soit l'invasion de la Norvège et celle de la France ; l'occupation des Pays-Bas, etc. avait été essentiellement de nature préventive ; il en allait de même au demeurant pour l'attaque contre l'Union soviétique. En outre, ce n'était pas le Reich qui avait pris l'initiative de bombarder les populations civiles, mais l'Angleterre.

Si l'on demande ce que Hitler et les Nationaux-Socialistes ont fait pour mériter une telle réputation ; invariablement la réponse est : l'« Holocauste ». Ce n'est cependant qu'après le début de la guerre que cet « Holocauste » eut lieu (si tant est qu'il ait eu lieu), et – comme tel – il ne pouvait être, au plus, qu'une conséquence de celle-ci. Or, les Nationaux-Socialistes avaient été dépeints comme des monstres maléfiques bien avant le début de la guerre. On peut se demander sur quelles bases. En dépit de toutes les fausses accusations de « persécution » ; de toutes les rumeurs d'« exterminations » en préparation qui émanaient sans cesse de la presse juive, rien, jusque-là, n'était arrivé aux juifs, hormis certaines restrictions imposées. Ce qui a pu finalement arriver aux juifs (si tant est que cela se soit bien produit), c'était en somme la réalisation d'une prédiction.

Les Nationaux-Socialistes étaient fondés dans leur attitude envers les juifs. Hitler et le parti qu'il représentait considéraient le communisme comme une menace existentielle, non seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour la totalité de la civilisation occidentale ; et dans leur optique, les juifs et le communisme ne représentaient qu'une seule et même chose. Le fait de lier le communisme au judaïsme n'était pas sans fondement dans la mesure où le parti communiste allemand, avant d'être interdit par Hitler, était à 78 % composé de juifs. Il était également évident pour les Allemands que c'étaient également eux qui avaient pris le contrôle de l'Union soviétique à la faveur d'une révolution

communiste et qui y avaient perpétré la Terreur Rouge. Il était également clair que toutes les révolutions communistes en Europe – y compris celle de 1918 en Allemagne – avaient été initiées et dirigées par des juifs : Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Kurt Eisner, et Eugen Leviné, et consorts, en Allemagne ; Béla Kuhn en Hongrie ; et Amadeo Bordiga en Italie. La guerre civile espagnole, pour sa part, trouvait sa source dans une tentative judéo-communiste de prise de pouvoir et, comme dans tous les autres cas, avec l'appui de l'URSS.

En outre, immédiatement après l'accession au pouvoir de Hitler et du National-Socialisme, la communauté juive internationale avait déclaré la « guerre sainte » contre l'Allemagne ; y mettant toute son influence à l'échelle mondiale afin de paralyser son économie ; et ce, bien avant que Hitler et son gouvernement n'en soient arrivés à prendre des mesures contre les juifs du pays. Dès lors, les juifs n'avaient eu de cesse de promouvoir une campagne de propagande acharnée contre l'Allemagne et ses dirigeants ; et avaient usé de toute leur influence sur les gouvernements de la Grande-Bretagne et des États-Unis pour déclencher une guerre. Les juifs voulaient la destruction de l'Allemagne. Cette menace était bien réelle : ils venaient de faire tomber le régime tsariste, et avaient pris le contrôle de l'Empire russe. C'était désormais l'Allemagne qui était dans leur ligne de mire. Ils avaient organisé et financé l'Internationale communiste (Komintern), dans le seul but de renverser les régimes existants en Europe, et de les remplacer par des républiques soviétiques sous contrôle juif.

L'attitude des juifs du monde entier envers l'Allemagne, telle que représentée dans la déclaration du professeur Alexander Kulisher, un juif français était une évidence pour tous. Voici ce qu'il écrivait en 1937 :

« L'Allemagne est l'ennemie du judaïsme et doit être combattue avec une haine implacable. Le but du judaïsme aujourd'hui est : une campagne sans merci contre tous les Allemands et la destruction complète de la nation [allemande]. Nous exigeons un blocus total du commerce ; l'arrêt de l'importation de matières premières et des mesures de représailles contre tout citoyen allemand, y compris les femmes et les enfants. »

Le 3 décembre 1942, Chaïm Weizmann, président du Congrès juif mondial, fit la déclaration suivante à New York :

« Nous ne nions pas et nous ne craignons pas d'avouer que cette guerre est notre guerre et qu'elle est menée pour la libération de la communauté juive (...) Notre front, celui de la judéité, est plus fort que tous les fronts réunis. Nous n'apportons pas seulement à ce conflit notre soutien financier sur lequel repose toute la production de guerre ; nous ne fournissons pas seulement notre arsenal complet de propagande, qui est l'énergie morale qui entretien cette guerre. La garantie de la victoire repose principalement sur l'affaiblissement des forces ennemies, sur leur anéantissement dans leur propre pays, en agissant sur la résistance. ***Nous sommes le cheval de Troie à l'intérieur de la forteresse de l'ennemi. Des milliers de juifs vivant en Europe constituent le principal facteur de destruction de notre ennemi. Là-bas, notre front est indéniable et c'est une aide précieuse pour la victoire****. »*[136]

Après un tel aveu il n'est pas surprenant que les Nationaux-Socialistes aient considéré les juifs dans leur ensemble comme des ennemis du Reich et ceux des leurs qui vivaient en Allemagne comme une « cinquième colonne » toute disposée à collaborer avec l'ennemi.

Les juifs de Grande-Bretagne soutenaient vigoureusement les intentions guerrières de Churchill, et les juifs des États-Unis soutenaient tout aussi vigoureusement la détermination de Roosevelt à entrer dans cette guerre. Le gouvernement allemand avait donc, pour des raisons de sécurité nationale, pris des mesures afin de limiter la capacité de nuisance des juifs du pays. Tout cela relevait du simple bon sens. Aussi, un grand nombre d'entre eux avaient-ils été concentrés dans des camps. Une chose similaire avait frappé les Japonais résidant sur la côte ouest des États-Unis. Eux aussi, pour des raisons de sécurité nationale, avaient été enfermés dans des camps de concentration sitôt engagée la guerre contre le Japon, mais en comparaison, les raisons d'agir du gouvernement des États-Unis contre les Japonais étaient beaucoup moins fondées que celles de l'Allemagne à l'encontre de sa population juive.[137]

En mars 1944, Hitler avait envahi la Hongrie afin d'empêcher que celle-ci passât à l'ennemi en formant une alliance avec l'Union soviétique. Dans l'esprit de défendre la Hongrie contre une invasion prochaine de l'Armée rouge, la Wehrmacht et la Honved avaient uni

[136] Souligné par l'auteur.

[137] [NdT : en plus des quelque 120 000 Japonais (dont 62 % avaient la nationalité américaine) furent incarcérés dans ces camps, comme aussi 11 000 immigrés allemands et Allemands de souche et environ 3 000 Italiens.]

leurs efforts. La population juive de Hongrie s'était rangée ouvertement du côté de l'Union soviétique avec le risque d'y constituer une dangereuse « cinquième colonne ». Tout portait à penser qu'une fois la bataille engagée, ces derniers auraient tout mis en œuvre pour frapper dans le dos les forces allemandes et hongroises afin d'aider à la victoire des Soviétiques. La situation était critique. Ces arrestations et ces expulsions en cette année 1944 n'étaient rien d'autre qu'un acte de légitime défense de la part des Allemands et des Hongrois. L'endroit où ils furent envoyés et ce qu'il advint d'eux par la suite fait l'objet de controverses entre les partisans de l'histoire « officielle » et les tenants du point de vue révisionniste. Les premiers clament qu'ils ont tous été exterminés à Auschwitz, tandis que les seconds affirment qu'ils ont été déplacés à l'Est.[138] Quoi qu'il en soit, il aurait été absurde de leur permettre de demeurer en Hongrie, avec la très forte probabilité qu'ils se muent en saboteurs dans ce qui était une lutte à mort contre l'Armée soviétique.

Peu après son élection ; lorsque Hitler avait interdit le Parti communiste, les Nationaux-Socialistes avaient rassemblé les communistes et les avaient incarcérés à Dachau. Il se trouvait que la plupart de ces communistes étaient juifs et qu'ils avaient été impliqués dans des activités révolutionnaires et dans des tentatives de sape de l'État allemand. Du point de vue du gouvernement, les arrêter et les jeter en prison relevait du simple bon sens. Pourtant, les juifs du monde entier qualifièrent, de manière hystérique, ces évènements de « persécutions » injustifiées envers des juifs innocents, dont le seul tort était qu'ils étaient juifs.

Dès 1933, la propagande des juifs avait commencé à insinuer que les Allemands avaient l'intention de les « exterminer ». Ces affirmations infondées autant qu'hystériques allèrent bon train jusqu'au début de la guerre. Une fois celle-ci déclenchée, leurs organes de propagande étaient passés à l'affirmation qu'ils étaient *en train* d'être exterminés, quand bien même ils n'avaient aucun moyen de prouver la validité d'une telle affirmation. Henry Morgenthau, Jr, ainsi que son assistant Harry Dexter White, l'affirmèrent également, tout comme Bernard Baruch, le conseiller juif de Roosevelt. Tout au long de la guerre, des rumeurs avaient circulé alimentées par la propagande juive, selon lesquelles les « nazis » exterminaient l'ensemble des juifs d'Europe, bien que le

[138] [NdT : il est absurde de prétendre que 440 000 juifs hongrois ont été gazés et incinérés à Auschwitz en l'espace de deux mois en 1944 sans laisser de traces.]

département d'État américain ne fit aucun cas de ces rapports. Ainsi que nous l'avons précédemment exprimé, les suggestions d'« exterminations » immanentes font depuis des siècles partie de l'arsenal psychologique juif. Bien entendu, à la fin de la guerre, ces mêmes propagandistes n'avaient pas hésité à maintenir que toutes leurs élucubrations grotesques s'étaient produites depuis le début, exactement comme ils l'avaient annoncé. Et, sans jamais avancer la moindre preuve médico-légale apte à étayer leurs allégations, des milliers de « témoins oculaires » juifs décrivirent les multiples façons dont les « nazis » usaient pour exterminer les juifs, notamment comment ils les tuaient en les faisant cuire à la vapeur ; en les électrocutant ; en les faisant brûler dans des fosses et, bien sûr, en les gazant dans chambres conçues à cet effet.

Les révisionnistes, depuis la fin de la guerre, ont fait un assez bon travail de clarification du phénomène de l'Holocauste. Il ne fait aucun doute que des juifs furent arrêtés en Allemagne et en Europe et qu'ils furent envoyés dans des camps de concentration, et un grand nombre dans des camps de « relocalisation ». De nombreux juifs demeurèrent en Allemagne sans y être maltraités le moins du monde.[139] Il ne fait aucun doute que les juifs en détention furent employés en qualité de main d'œuvre dans des camps de travail, et que les conditions y étaient dures, non seulement pour eux, mais aussi pour tous les autres détenus. Tout comme il ne fait aucun doute que de nombreux juifs moururent pendant la guerre, mais certainement pas les six millions revendiqués. Et, il n'existe aucune preuve que l'Allemagne ait eu un plan ou une quelconque politique visant à l'extermination des juifs d'Europe.[140]

---

[139] [NdT : voir, par exemple, le rapport de Heinz Weichardt (né en 1914), qui a émigré aux États-Unis sous Hitler au prétexte qu'étant à moitié juif, il ne trouvait pas d'emploi. Néanmoins, il a soutenu de tout cœur le régime national-socialiste et a également expliqué pourquoi. http://die-heimkehr.info/revisionismus/unter-zwei-fahnen/ https://archive.org/details/1603HeinzWeichardt-NaziTerror JudischerZeitzeugeReports.]

[140] [NdT : voir à ce propos la stupéfiante déclaration de l'historien Raul Hilberg dans un documentaire censuré par la PBS : « En 1976, je suis allé dans une petite ville de Bavière, Ludwigsburg, où se trouve le siège pour les enquêtes de ce qu'on appelle les crimes nationaux-socialistes, un bureau géré par les provinces de la République fédérale d'Allemagne. Environ une trentaine de procureurs étaient logés dans ce bâtiment particulier et je suis allé là-bas pour étudier des dossiers judiciaires, diverses déclarations sous serment et d'autres documents. Mais un après-midi, ils ont dit : 'Nous avons une fête aujourd'hui, voudriez-vous vous joindre à nous ?' Et j'ai dit : 'Pourquoi pas.' Ils m'ont dit : 'Nous avons une bouteille de vin par personne.' (rire de l'auditoire)

*****

En toute circonstance le Reich s'était efforcé d'aboutir à la paix. Ainsi, en 1944, Heinrich Himmler avait établi un lien avec Allen Dulles de l'OSS[141] via la Suisse pour tenter de négocier une fin pacifique à la guerre. Dulles, lui-même, préconisait la même chose, mais Roosevelt et Churchill s'obstinèrent dans leurs exigences de reddition sans conditions.

L'Allemagne, qui n'avait pas souhaité cette guerre, était néanmoins piégée et condamnée, et n'avait eu d'autre choix que de continuer le combat. Mais, la grande majorité des morts et des destructions étaient la conséquence directe de la demande inhumaine des Alliés d'une capitulation inconditionnelle, combinée à la mise en œuvre du plan génocidaire de Morgenthau envisagé comme sa suite logique. Ainsi, une telle exigence semblait-elle à première vue une politique stupide et contre-productive, jusqu'au moment où il devient patent que l'ensemble de ce carnage était précisément l'objectif recherché par Roosevelt et par Churchill. Aucun des deux ne voulait la paix avec l'Allemagne. Ils voulaient sa destruction. Et telle était aussi la volonté de la communauté juive internationale.

On estime que plus de huit millions d'Allemands sont morts pendant la guerre, et que treize millions d'autres sont morts ultérieurement de ses conséquences. Ces morts d'après-guerre sont imputables aux expulsions ; aux massacres ; aux sévices ; à l'exposition aux éléments ; et

---

Et après un certain temps, il se trouve que j'ai parlé au chef adjoint de ce bureau et je lui ai dit ceci : J'ai été troublé par une question. Et je crains d'avoir publié quelque chose qui n'est pas tout à fait exact. Et il s'agit du rôle tenu par Adolf Hitler lui-même dans l'anéantissement du peuple juif en Europe. Je sais bien qu'ici vous n'êtes concernés que par les individus vivants et que vous n'enquêtez pas sur les morts. Mais quand même ... qu'en pensez-vous ? 'Ah !' a-t-il dit, 'nous avons souvent fantasmé sur l'élaboration d'un acte d'accusation contre Adolf Hitler lui-même. Et de mettre dans cet acte la principale accusation : la solution finale de la question juive en Europe, l'anéantissement physique de la communauté juive. Et puis l'évidence a germé en nous, qu'aurions-nous pu faire ? Nous n'en avons pas la preuve.' Et il se mit à rire. Elie Wiesel, un autre survivant, demande parfois : 'Où était Dieu ?' Les procureurs allemands, les scientifiques, les politiques, les historiens lui ont posé une question modeste : 'Où était Adolf Hitler ?' La question est d'une importance énorme, pour l'Allemagne d'aujourd'hui et même au-delà de l'Allemagne, pour notre appréciation de ce qu'est un système totalitaire. » Source : https://archive.org/details/RaulHilbergAveuStupefiantCensureParPBS]

[141] Bureau des services stratégiques, précurseur de la CIA.

à la famine. Ainsi, plus de vingt millions d'Allemands sont morts du fait de cette guerre. Le nombre des soldats étatsuniens et britanniques morts pendant ce conflit est estimé respectivement à 413 000 et 450 000. L'affirmation selon laquelle six millions de juifs seraient morts entre les mains des Nationaux-Socialistes est manifestement absurde. Il est manifeste que l'Allemagne fut la véritable victime de cette guerre.

Les viols et les assassinats

Cependant que les armées allemandes commençaient à se replier vers le Reich, une espèce de frénésie sanguinaire sembla s'emparer de l'ensemble des Alliés, avec pour conséquence directe des atrocités indicibles contre les Allemands en parfaite impunité.

Dans son livre *Target Patton*, Douglas Bazata relate sa propre expérience et celle d'autres tireurs d'élite ayant travaillé pour l'OSS. Ils avaient été chargés de suivre la Wehrmacht à mesure où elle se retirait de France et de tuer les plus affaiblis ; des hommes qui avaient déjà abandonné leurs armes ; en d'autres termes des soldats allemands blessés, épuisés, qui traînaient la patte. Ainsi, ces tireurs d'élite avaient abattus comme au tire-pipes, le long des routes, des hommes en déroute qui s'efforçaient de rentrer chez eux.

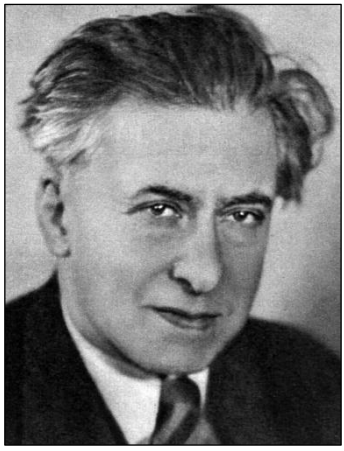
Au cours des derniers mois de la guerre, cependant que des armadas de milliers de bombardiers s'acharnaient à détruire les villes allemandes jusqu'au jour de la capitulation, 1 800 avions d'attaque au sol britanniques et américains furent lancés au-dessus de l'Allemagne avec l'ordre de détruire l'ensemble des voies des moyens de communication du pays. Ainsi, toute la journée, jour après jour, le ciel se noircissait de ces appareils qui sillonnaient la campagne allemande, mitraillant tout ce qui bougeait. Les trains étaient leur cible de prédilection. Ils visaient d'abord les locomotives, les faisant exploser, puis ils faisaient de nouvelles passes et mitraillaient les wagons de voyageurs, y compris ceux chargés de réfugiés. Ils mitraillaient des véhicules, des gens à bicyclette ou à pied. Ils mitraillaient les fermiers travaillant dans leurs champs et leur bétail. Ils mitraillaient les intérieurs des maisons à travers les fenêtres. Ils mitraillaient les gens dans les rues, en particulier les colonnes de réfugiés sur les routes dans leur tentative d'échapper aux forces armées venues les envahir. La chasse à l'Allemand était devenue un sport. L'Allemagne était devenue un abattoir où tout ce qui bougeait constituait une cible bienvenue. Une des conséquences de cette stratégie fut que l'Allemagne ne put subvenir aux besoins alimentaires de sa

population faute de moyens de transport ; pas plus qu'elle ne fut en mesure de nourrir les détenus des camps de concentration. C'est ce qui explique les masses de cadavres émaciés qui choquèrent tant les troupes américaines et britanniques lorsqu'elles découvrirent les camps à leur arrivée en Allemagne. Des épidémies de typhus avaient éclaté parmi les détenus affaiblis par la famine.

Mais les pires de tous furent les Soviétiques. Quand ils entrèrent pour la première fois en Prusse orientale, ils violèrent et massacrèrent en masse les Allemands. Toute la Prusse orientale se répandit sur les routes, fuyant l'invasion rouge, dans une tentative désespérée de se frayer un chemin vers la sûreté relative du cœur de l'Allemagne.

« La catastrophe qui a frappé cette région avec l'invasion des forces soviétiques fut une expérience sans précédent dans l'Europe d'aujourd'hui. Sur des zones considérables, à en juger par les preuves dont nous disposons aujourd'hui, pas un homme, une femme ou un enfant de la population indigène ne fut laissé en vie après le passage des forces soviétiques. » L'historien et diplomate américain George F. Kennan écrivit ceci dans son livre *Mémoires*, (1967).

Alors que la guerre touchait à sa fin et que les armées russes déferlaient sur l'Allemagne, Ilya Ehrenbourg, le ministre juif de la propagande soviétique, avait fait imprimer des millions de tracts qu'il avait fait pleuvoir sur les troupes russes. Ces tracts exhortaient ces armées en ces termes :



Ilya Ehrenbourg

« Tuez les Allemands, où qu'ils se trouvent ! Chaque Allemand est notre ennemi mortel. N'ayez pitié ni des femmes, ni des enfants, ni des personnes âgées ! Tuez tous les Allemands, exterminez-les ! »

Dans un autre tract, Ehrenbourg clamait à l'attention des troupes russes :

« Tuez, tuez, braves soldats de l'Armée rouge, tuez ! Rien chez les Allemands n'est innocent. Obéissez aux instructions du camarade Staline et exterminez la bête

fasciste dans son antre. Brisez de force l'arrogance raciale des femmes germaniques. Prenez-les tel un butin légitime. Tuez, braves soldats de l'Armée rouge, tuez ! »

Et dans un autre tract :

« Les Allemands ne sont pas des êtres humains. Désormais, le mot 'Allemand' signifie pour nous la plus terrible malédiction. À partir de maintenant, c'est le mot 'Allemand' qui fera partir votre fusil. Nous ne parlerons plus. Nous ne nous emballerons pas. Nous allons tuer. Si vous n'avez pas tué au moins un Allemand par jour, vous avez perdu cette journée... Si vous ne pouvez pas tuer votre Allemand avec une balle, tuez-le avec votre baïonnette. Si tout est calme de votre côté du front, si vous attendez le combat, tuez un Allemand avant le combat. Si vous laissez un Allemand vivant, l'Allemand pendra un Russe et violera une Russe. Si vous tuez un Allemand, tuez-en un autre – il n'y a rien de plus amusant pour nous qu'un tas de cadavres allemands. Ne comptez pas les jours, ne comptez pas les kilomètres ! Ne comptez que le nombre d'Allemands que vous avez tués ! Tuez l'Allemand ! – c'est la prière de votre vieille mère. Tuez l'Allemand ! – c'est ce que vos enfants vous supplient de faire. Tuez l'Allemand ! – c'est le cri de votre terre russe. N'hésitez pas ! Ne lâchez rien ! Tuez ! »

Les soldats de l'Armée soviétique étaient abondamment abreuvés de ces tracts. Sous l'impulsion d'une telle haine raciale, il n'est pas étonnant que l'Armée rouge ait commis des atrocités aussi terribles.

« ...selon des témoins oculaires, vols, pillages, vandalisme et viols, meurtres de masse et souffrance humaine [marquent] l'un des chapitres les plus terribles de l'histoire humaine. » C'est ainsi que le sénateur démocrate James O. Eastland, dans son discours au Congrès américain du 4 décembre 1945, avait décrit les évènements selon le « Congressional Record ».[142]

« Cela faisait trois semaines que la guerre se déroulait en Allemagne, et nous savions tous très bien que si les filles étaient allemandes, nous pouvions les violer et les tuer. C'était comme une sorte de récompense. » – Déclaration du capitaine Alexandre Soljenitsyne, relatant son service dans l'Armée russe.

Le terrible récit qui va suivre a été raconté par une citoyenne germano-brésilienne, Leonora Geier (née Cavoa), et qui avait vu le jour

[142] [NdT : rapport de la session du Congrès.]

le 22 octobre 1925 à Sao Paulo.[143] Elle avait immigré en Allemagne avant la guerre, et avait travaillé comme dactylographe pour le *Reichsarbeitsdienst* (RAD Service du travail du Reich). Voici son témoignage :

« Le matin du 16 février (1945), une division russe occupa le camp du RAD de Vilmsee à Neustettin. Le commissaire [politique], qui parlait bien allemand, m'a informé que le camp était dissous et que, comme nous étions une unité en uniforme, nous devions être transportées immédiatement dans un camp de rassemblement.

Comme j'étais brésilienne et que j'appartenais à une nation amie[144] *des Alliés, il m'avait confié la direction du convoi qui se rendait à Neustettin, sur un terrain qui abritait une ancienne fonderie. Nous étions environ 500 employées du Service du travail des femmes du Reich.*

Le commissaire fut très poli avec nous et il nous avait assignées aux baraquements des ouvriers étrangers de l'usine. Mais l'espace alloué était trop petit pour nous toutes, et je suis donc allée en parler au commissaire.

Il m'a dit que ce n'était, après tout, qu'un arrangement temporaire et m'a proposé de venir au bureau des dactylos s'il y avait trop de monde pour moi, ce que j'ai accepté avec plaisir. Il m'a immédiatement averti d'éviter tout contact ultérieur avec les autres, car elles faisaient partie d'une armée illégale. Quand je tentais de protester contre ces allégations, il coupa court en me faisant remarquer que si jamais je réitérais de tels propos, je serais abattue.

J'ai soudain entendu de grands cris, et je vis arriver presque aussitôt deux soldats de l'Armée rouge avec cinq filles. Puis, le commissaire leur ordonna de se déshabiller. Quand par pudeur, elles refusèrent, il m'ordonna de le faire pour elles, puis, que nous le suivions toutes.

Nous avons traversé la cour jusqu'à l'ancienne cuisine de l'usine, qui avait été complètement vidée à l'exception de quelques tables du côté de la fenêtre. Il faisait terriblement froid, et les pauvres filles frissonnaient. Dans la grande salle carrelée, des Russes nous attendaient, faisant des remarques qui, à en juger par les éclats de rire qu'elles provoquaient, devaient être plutôt obscènes.

Le commissaire me dit de regarder et d'apprendre comment transformer la Race des maîtres en lambeaux gémissants. Deux Polonais entrèrent, vêtus seulement d'un pantalon, et les filles crièrent à leur vue. Ils se saisirent aussitôt de la première et la firent basculer vers l'arrière sur le bord de la table jusqu'à rompre ses articulations.

[143] Cette épouvantable histoire a été racontée dans un livre de Hans Koppel, intitulé *In Their Terror All Were Alike*, (1995).

[144] [NdT : le Brésil avait déclaré la guerre à l'Allemagne en janvier 1942.]

J'étais sur le point de m'évanouir quand l'un d'eux prit son couteau et, sous les yeux des autres filles, lui coupa le sein droit. Il s'arrêta un moment, puis coupa l'autre.

Jamais je n'avais entendu personne crier aussi désespérément que cette fille. Après cette opération, il lui enfonça son couteau plusieurs fois dans l'abdomen, ce qui fut de nouveau accompagné par les applaudissements des Russes.

La fille suivante supplia, mais en vain, il semblait même que cette fois-ci, cet acte atroce se fit plus lentement parce qu'elle était particulièrement jolie. Les trois autres s'étaient effondrées, elles pleuraient et appelaient leurs mères et elles imploraient une mort rapide, mais le même sort les attendait aussi.

La dernière d'entre elles était encore une enfant, avec des seins à peine développés. Ils lui arrachèrent littéralement la chair des côtes jusqu'à l'apparition de ses os blancs.

Cinq autres filles furent amenées. Elles avaient été soigneusement choisies cette fois-ci. Toutes étaient bien développées et jolies. Quand elles virent les corps de leurs camarades, elles se mirent à pleurer et à crier. Faiblement, elles essayèrent désespérément de se défendre, mais cela ne leur servit à rien et cela ne fit qu'exacerber la cruauté de ces Polonais.

Ils tranchèrent le corps de l'une d'elles dans le sens de la longueur et versèrent une boîte d'huile de machine, qu'ils essayèrent d'enflammer. Un Russe tira sur une des autres filles dans les parties génitales avant qu'on ne lui coupe les seins.

Des cris tonitruants d'approbation se firent entendre lorsque quelqu'un apporta une scie d'un coffre à outils. Elle fut utilisée pour arracher les seins des autres filles, ce qui inonda rapidement le sol de sang. Les Russes étaient véritablement saisis d'une frénésie sanguinaire.

De plus en plus de filles furent amenées. Je voyais ces comportements monstrueux comme à travers une brume rouge. J'entendais encore et encore les cris terribles quand les seins étaient mutilés, et les gémissements effroyables qui accompagnaient les mutilations des parties génitales.

Mes genoux se dérobèrent et je dus m'asseoir sur une chaise. Le commissaire s'assurait toujours que je regardais, et lorsque j'étais prise de vomissements, ils allaient jusqu'à interrompre leurs sévices.

Une des filles ne s'était pas complètement déshabillée, elle était peut-être un peu plus âgée que les autres, qui avaient peut-être dix-sept ans. Ils imbibèrent son soutien-gorge d'huile et y mirent le feu, et pendant qu'elle criait, une mince tige de fer fut enfoncée dans son vagin jusqu'à ce qu'elle ressorte par son nombril.

Dans la cour, des groupes entiers de filles furent matraquées à mort après que la plus belle d'entre elles eût été sélectionnée pour la torture que je viens d'évoquer. L'air était rempli des cris de ces centaines de suppliciées. Mais en comparaison avec ce qui se produisait à l'intérieur, les lynchages à l'extérieur étaient presque humains.

Ce qui fut par-dessus tout atroce, ce fut qu'aucune des filles mutilées dans ces murs ne se fût jamais évanouie. Chacune d'elle eut à endurer ces mutilations à vif et sans jamais avoir perdu conscience. Dans leur terreur, elles se ressemblaient toutes dans leurs supplications ; c'était invariable : l'appel à la miséricorde, le hurlement suraigu quand les seins étaient coupés et puis les gémissements au moment de la mutilation des organes génitaux.

Le massacre fut interrompu à plusieurs reprises pour chasser le sang hors de la pièce et pour évacuer les corps. Ce soir-là, mes nerfs me lâchèrent. Je ne me souviens plus de rien à partir de ce moment-là jusqu'à mon arrivée dans un hôpital de campagne.

Les troupes allemandes avaient temporairement repris Neustettin, nous libérant. Je devais apprendre par la suite que quelque 2 000 filles qui avaient séjourné au RAD, au BDM et dans d'autres camps à proximité avaient été assassinées au cours des trois premiers jours de l'occupation russe. » (signé) Mme Leonora Geier.

Ce témoignage n'était qu'un parmi d'autres du même ordre. Les exhortations adressées aux troupes russes par Ilya Ehrenbourg déclenchèrent une tragédie encore jamais vue en Europe. Les civils allemands, en particulier les femmes et les jeunes filles, furent traités comme des animaux de boucherie. Le témoignage qui va suivre est celui d'un tankiste, et porte sur des évènements qui se sont déroulés en Prusse orientale, à l'arrivée des troupes russes, lorsque les forces allemandes contre-attaquèrent pour tenter de protéger la population civile :

« J'étais un chef de char et j'avais été entraîné sur le char le plus moderne de l'époque, le Panther. Les survivants des équipages de chars avaient été rassemblés en réserve à Cottbus, prêts à intervenir.

À la mi-janvier 1945, nous avons été transférés à Francfort sur l'Oder, dans un bâtiment scolaire. Un matin, on nous avait équipés d'armes d'infanterie ; des fusils ; des Panzerfäust et des armes automatiques.

Le lendemain, on nous ordonna de marcher jusqu'à Neustettin. Nous parcourûmes les premiers 90 kilomètres en camions, puis nous couvrîmes environ 140 kilomètres par jour à marche forcée.

Nous devions être équipés de chars qui nous attendaient dans une forêt à l'Ouest de Neustettin.

Après une marche de deux jours et deux nuits, une dizaine d'équipages avaient atteint la forêt juste avant l'aube.

Deux chars se tenaient prêts à intervenir et barraient les routes d'accès tandis que les camarades à disposition, épuisés, tâchaient de trouver le sommeil. À midi, l'ensemble des chars, soit une vingtaine, étaient prêts à l'engagement.

Nous avions l'ordre de constituer une ligne de front en reprenant des villes et des villages aux Russes. Ma section de trois chars attaqua un faubourg doté d'une gare avec un perron. Après que nous eûmes détruit plusieurs canons antichars, les Russes se rendirent.

Bon nombre d'entre eux émergèrent des maisons. Nous les rassemblâmes sur le perron ; soit quelque 200 individus assis, serrés les uns contre les autres. Alors se produisit quelque chose d'inattendu.

Plusieurs Allemandes se précipitèrent sur les Russes pour les larder de coups de fourchettes et de couteaux. Nous avions à charge de protéger les prisonniers, et nous ne pouvions autoriser de tels actes. Mais seulement après que j'eus tiré en l'air avec un PM, les femmes reculèrent, nous maudissant d'avoir voulu protéger de tels monstres. Elles nous demandèrent d'aller voir dans les maisons ce qu'ils y avaient commis.

Nous y allâmes par petits groupes, et nous n'en revînmes pas. Nous n'avions jamais rien vu de tel ; c'était proprement monstrueux ! Des femmes mortes gisaient nues dans de nombreuses pièces. Des croix gammées avaient été gravées sur leurs ventres ; d'autres avaient été éviscérées ; avaient eu les seins coupés ; les visages réduits en bouillie ou tuméfiés par les coups qui leur avaient été portés.

D'autres avaient été attachées aux meubles par les mains et les pieds et avaient été massacrées. Un manche à balai émergeait du vagin de l'une d'elles, un balai de palle de riz de celui d'une autre, et le reste à l'avenant. Pour le jeune homme de 24 ans que j'étais à l'époque, ce fut un spectacle dévastateur, tout simplement inconcevable !

Les femmes avaient ensuite raconté leur histoire : les mères avaient été témoins du viol de leurs filles adolescentes voire plus jeunes encore, commis par une vingtaine d'hommes ; les filles avaient pu à leur tour voir leurs mères, jusqu'à y compris leurs grands-mères, subir le même sort.

Les femmes qui avaient tenté de résister avaient été torturées à mort. Cela avait été sans pitié aucune. Beaucoup de femmes n'étaient pas du lieu ; elles étaient venues d'autres villes ; fuyant les Russes.

Elles nous narrèrent aussi ce qui était arrivé aux filles du RAD dont le camp avait été capturé par les Russes. Lorsque la boucherie avait commencé, quelques-unes d'entre elles avaient pu ramper sous les baraquements et s'y cacher. À la faveur de la nuit, elles s'étaient échappées et nous avaient tout raconté. Elles étaient trois....

Les femmes que nous avions libérées étaient dans un état presque impossible à décrire. Elles étaient à bout de force ; leurs regards vides et égarés. Certaines, avec qui

toute communication était désormais impossible, ne cessaient de monter et descendre [les escaliers], en courant, gémissant et répétant les mêmes phrases encore et encore.

La vue de ces effroyables atrocités nous laissa dans un sale état de nerfs et plus déterminés que jamais à nous battre. Nous savions que la guerre était perdue, mais nous avions le devoir sacré tout autant que le devoir moral de nous battre jusqu'à la dernière cartouche... »

Ces actes d'intense bestialité étaient le fruit des mots d'ordre du propagandiste juif de Staline, Ilya Ehrenbourg, qui avait poussé l'Armée russe dans une frénésie de torture, de meurtre, de viol et de destruction au cours de sa progression en terres allemandes. Ces atrocités devinrent monnaie courante partout où des Allemands vivaient.

Lorsqu'ils évacuèrent la Tchécoslovaquie, les atrocités commises à leur encontre furent horribles.

Tchèques acclamant la reddition de 1945 devant le corps d'un Allemand assassiné.

« De nombreux Allemands avaient été pendus par les pieds aux grandes affiches publicitaires de la place Venceslas (à Prague), puis lorsque fut arrivé le Grand

Humaniste Edvard Beneš, (ancien président tchèque) on mit le feu à leurs corps arrosés d'essence pour en faire des torches vivantes. » – Louis Marschalko.

« Des femmes et des enfants ont été jetés du pont dans la rivière. Des Allemands ont été abattus dans les rues. On estime que 2 000 ou 3 000 personnes ont été tuées. » – F. A. Voigt, correspondant à Berlin du *Manchester Guardian*.

« Les Allemands qu'ils n'avaient pas tués furent forcés d'abandonner toute propriété et de quitter leurs terres ancestrales de près de mille ans. Le cadastre officiel tchèque révèle que près de 500 villages (allemands) n'y figurent plus. Ils ont littéralement disparu du paysage. » – Extrait d'un rapport de Munich, 1965.

En juillet 1945, le magazine américain *Peace Action* rapporta :

« Lorsque les troupes coloniales françaises sous son [Eisenhower] commandement entrèrent dans la ville allemande de Stuttgart, elles rassemblèrent des femmes allemandes dans des passages souterrains et violèrent quelque 2 000 d'entre elles. Un missionné exprès du Premier ministre a dû – lui-même : 'bien à contrecœur, confirmer l'information dans ses principaux détails'. »

C'est le 8 mai 1945, après la reddition des Allemands, que le bain de sang commença pour de bon. En Europe de l'Est ; en Prusse orientale allemande ; dans certaines parties de la Pologne ; en Tchécoslovaquie ; en Yougoslavie ; en Hongrie ; et en Roumanie, quinze millions d'Allemands furent contraints de quitter leurs terres ancestrales dans un exode vers l'Allemagne, abandonnant tout derrière eux. Trois millions d'entre eux moururent au cours de ce périple des suites d'attaques, de massacres, de viols de masse, de famine et d'exposition aux éléments.

« Dieu ! que je hais les Allemands... » écrivait le général Eisenhower dans une lettre adressée à sa femme en septembre 1944 ; sentiment qu'il exprima à d'autres et à réitérées reprises ; et pas seulement au sujet du personnel militaire allemand, mais bien de l'ensemble des Allemands. Cinq millions et demi de soldats de la Wehrmacht avaient été faits prisonniers par l'Armée américaine dont Eisenhower assumait le commandant supérieur. Un mois avant la fin de la guerre, il avait émis des ordres spéciaux concernant le traitement des prisonniers allemands. Voici la prescription spécifique qui figurait dans ses ordres :

« Les lieux de captivité ne doivent fournir aucun abri ni autre forme de confort. »

Ces prisonniers de guerre avaient été regroupés dans de vastes enclos ceints de barbelés, le long du Rhin, sans abri d'aucune sorte. Eisenhower avait également ordonné qu'on ne leur donne ni eau, ni nourriture, au cours des six jours suivant leur parcage, ensuite, ils n'auraient droit qu'à d'infimes rations et ce, quand bien même les soldats américains disposaient d'énormes stocks de nourriture. Ils dormaient à même le sol sous la pluie et la neige, et pas le moindre soin médical ne leur était dispensé. On estime que 1,7 million de ces prisonniers moururent de faim, de gangrène, de gelures et d'exposition aux éléments au cours de leur année de captivité aux mains de l'Armée américaine.

Vengeance juive

Une fois les Allemands vaincus et après l'arrêt des combats en Europe, des milliers de juifs affluèrent en Allemagne pour se venger et quérir leur part du butin. Ils mirent aussitôt en œuvre le Plan Morgenthau.

Les juifs affluèrent aux procès de Nuremberg et s'en servirent comme outils de vengeance contre les dirigeants allemands. On a rapporté que sur les 3 000 personnes qui participèrent aux procès, 2 400 étaient juives. Se tenant dans les coulisses, immédiatement en retrait de leurs hommes de paille goyim, les juifs avaient libre champ, tandis que les Allemands vaincus, affamés et prostrés, n'avaient pas le moindre moyen de se défendre.

La Brigade juive

Il existait en outre une brigade dite « Brigade juive », dont peu de gens ont entendu parler aujourd'hui. Formée en Palestine, vêtue d'uniformes de l'Armée britannique et se déplaçant dans des jeeps américaines, cette brigade marchait dans les traces des Alliés cependant qu'ils boutaient les Allemands hors d'Italie. Les officiers et les sous-officiers supérieurs de cette brigade étaient des juifs britanniques, mais les hommes du rang étaient des juifs venus de Palestine, dont un grand nombre était d'origine allemande. L'histoire de cette brigade est une histoire sordide qui aurait mérité plus de publicité. Elle avait été montée, non pas pour combattre au front, mais bien pour entrer en Allemagne

dans les fontes de l'Armée britannique afin de pouvoir exercer la vengeance juive sur des Allemands désarmés et livrés à leur merci. Une fois entrés en Allemagne vaincue, ils avaient formé ce qu'ils appelaient des « escouades de vengeance » pour traquer et assassiner des officiers supérieurs allemands. Cette brigade faisait techniquement partie de la Huitième armée britannique, mais opérait de manière indépendante et recevait ses ordres directement des chefs sionistes basés à Tel Aviv.

Ainsi, les membres de cette brigade purent-ils sans difficulté sillonner la grande Allemagne (Autriche comprise) par la vertu de leurs uniformes et de leurs documents britanniques. Bénéficiant d'un soutien logistique illimité, cette brigade pouvait réquisitionner à son gré et voyager partout à titre « officiel », sans avoir jamais de comptes à rendre au commandement britannique. Toutes les archives allemandes étant maintenant entre les mains des Alliés, la Brigade juive y avait facilement accès. De plus, de par leur connaissance de la langue allemande, ses membres étaient à même de lire l'ensemble de ces archives. Une fois connues les adresses privées des officiers allemands, ils n'avaient plus qu'à se rendre chez ces derniers, en se faisant passer pour des membres de l'Armée britannique, et les tirer à vue. Ces faits se produisaient au moment où, après la reddition inconditionnelle de l'Armée allemande, les officiers et membres du rang qui n'étaient plus détenus dans des camps de prisonniers de guerre étaient rentrés chez eux, où désormais sans armes, ils n'avaient aucune possibilité de se défendre.

Selon Morris Beckman, dans son livre *La Brigade juive* :

« Ce furent les premières exécutions d'après-guerre touchant certains nazis de haut niveau. Plusieurs douzaines d'escadrons de vengeurs étaient en opération ; le nombre des exécutions est estimé à 1 500. Le chiffre exact ne sera jamais connu. »

Ces officiers de la Wehrmacht n'étaient sous le coup d'aucune accusation ; n'avaient subi aucun procès, n'avaient jamais vu un juge, ni n'avaient même été arrêtés ; ils avaient simplement été assassinés au hasard, au gré de juifs avides de vengeance. C'étaient des officiers allemands ; ils étaient forcément « coupables ». Ces équipes assassinèrent impunément quiconque ils choisissaient pour cible. Ce que les juifs qualifiaient de « vengeance » n'était en réalité que l'assassinat pur et simple d'hommes sans défense, dont le seul crime avait été d'avoir servi dans l'Armée allemande pour défendre leur pays.

Israël Carni, l'un de ces exécuteurs juifs, explique dans le livre de Beckman le traitement réservé à leurs cibles :

« Lorsque nous arrivions au domicile de notre suspect, nous mettions des casques portant la marque blanche de la police militaire britannique ainsi que son brassard. Nous entrions ensuite dans la maison et emmenions le suspect sous prétexte de l'interroger. Ils n'opposaient généralement aucune résistance. Une fois embarqué, nous révélions au prisonnier qui nous étions et pourquoi nous l'avions emmené. Certains admirent leur culpabilité, d'autres gardèrent le silence. On faisait ce qu'on avait à faire. » Ces vengeurs disaient : *« Nous étions en proie à la haine. Nous savions que notre peuple ne nous pardonnerait jamais si nous n'avions exploité cette occasion de tuer des nazis. »*

En 1967, Michael Bar-Zohar, juif israélien, écrivit un livre intitulé *The Avengers* [*Les Vengeurs*], dans lequel il décrivait les nombreuses atrocités inimaginables commises immédiatement après la guerre par les juifs à l'encontre d'Allemands sans défense, civils ou anciens militaires. Ces massacres furent occultés par l'Armée américaine de façon à ce qu'ils demeurassent ignorés du peuple allemand. L'un de ces nombreux évènements se produisit le 15 avril 1946, lorsqu'un groupe de juifs d'Europe de l'Est (ils avaient inondé l'Allemagne à la fin de la guerre), empoisonna, avec la complicité de soldats juifs américains, 3 000 pains qui furent ensuite livrés à un camp de prisonniers de guerre où étaient détenus 36 000 SS. Le poison avait été trop dilué et aucun des prisonniers n'en mourut, bien que des milliers d'entre eux aient été gravement affectés.

Dans un autre passage de son livre, Bar-Zohar décrivait la joie intense éprouvée par ces soldats juifs immédiatement après la fin des hostilités et peu avant leur entrée en Allemagne. Ils avaient rêvé, dit-il, de ce qu'ils feraient une fois arrivés, et de comment ils tueraient des civils et violeraient les femmes :

« Mais maintenant ils allaient en Allemagne ! Les hommes parlaient de cette nouvelle avec beaucoup d'enthousiasme. C'était trop beau pour être vrai ! 'Donnez-nous juste un mois là-bas, seulement un mois', se disaient-ils entre eux. *'Nous leur donnerons de quoi se souvenir de nous pour toujours. Ils auront de vraies raisons de nous haïr maintenant. Nous n'aurons qu'un seul pogrom en chiffres ronds, nous brûlerons mille maisons, tuerons cinq cents personnes et violerons cent femmes.' »*

Et l'on entendait plus d'un jeune juif dire :

« Je dois tuer un Allemand de sang-froid, je le dois. Et je dois violer une Allemande ! C'est notre objectif de guerre, la vengeance ! Pas les quatre libertés de Roosevelt, ni la plus grande gloire de l'Empire britannique, ni l'idéologie de Staline, mais la vengeance, la vengeance juive. »

Un certain nombre d'officiers de l'Armée britannique savaient ce qui se passait, et plusieurs avaient tenté d'y mettre un terme, mais le commandement militaire britannique s'était refusé à intervenir et avait choisi de fermer les yeux sur le meurtre des officiers allemands par la Brigade juive. *« Les commandants de la Huitième armée savaient ce qui se passait, mais ils étaient animés d'un sentiment de sympathie à l'égard de la Brigade... »*, écrivait Beckman.

*****

Après la guerre, les Allemands subirent de mauvais traitements de la part des armées d'occupation, ce qui entraîna la mort de pas moins de treize millions d'entre eux. Ce n'est que lorsque les Soviétiques se révélèrent être une menace pour l'Occident que cet état de fait prit fin. Et cela uniquement en raison de la nécessité d'une coopération allemande au vu de la guerre froide qui s'annonçait alors. Nous avons alors changé d'avis au sujet des Allemands et nous nous sommes mis à les considérer comme une partie intégrante de la civilisation occidentale. Ils devinrent soudain des gentils. Nous étions-nous trompés à leur sujet dès le début ? C'est ce que pensait le général Patton, lequel, une fois devenu gouverneur militaire de Bavière – sitôt après la guerre – avait complètement révisé son opinion sur les Allemands. Il commençait à réaliser que nous avions combattu le mauvais ennemi. Patton fut alors relevé de son poste de gouverneur militaire et muté, parce qu'il s'était refusé de suivre les directives d'Eisenhower eu égard à l'épouvantable traitement que ce dernier faisait subir aux Allemands vaincus. Patton devait mourir peu de temps après dans d'étranges circonstances ; nombreux sont ceux qui attribuent sa disparition aux réticences qu'il avait exprimé.[145]

[145] [NdT : Eisenhower répondit immédiatement au tollé de la presse contre Patton, et prit la décision de le relever de ses fonctions de gouverneur militaire. Dans une lettre à

sa femme le 29 septembre 1945, Patton indiqua que d'une certaine manière il n'était pas mécontent de sa nouvelle fonction, parce que : *« Je l'apprécierai bien plus que d'être une sorte de bourreau de la meilleure race d'Europe. »* Des extraits du journal et des lettres du général Patton ont été publiées en 1974 par la Houghton Mifflin Company sous le titre *The Patton Papers*. En ce qui concerne les détails sur les circonstances de sa mort rendez-vous sur https://de.metapedia.org/wiki/Patton,_ George_Smith]

Chapitre 23

Les gagnants et les perdants

La Seconde Guerre mondiale semble n'avoir été en fait que l'acte deux de la Grande guerre. Bien que cette observation soit clairement établie, cela n'explique pas tout. Le premier conflit fut organisé avec, pour intention, de porter un coup d'arrêt à une Allemagne en passe de devenir une super puissance européenne ; les conditions léonines qui lui furent imposées par le Traité de Versailles en furent la conclusion logique. Une Allemagne, libérée de ses chaînes et redevenue une grande puissance, se vit ensuite imposer une nouvelle guerre par ses anciens agresseurs : la Grande-Bretagne et la France. Mais ceci ne représente qu'une des raisons qui entraînèrent l'Allemagne dans un second conflit. Entre-temps, un autre grand prédateur – le pouvoir juif international sous la bannière du communisme – avait émergé des décombres de la Grande guerre et menaçait une Europe désormais prostrée et sans défense. Nonobstant la présence séculaire des juifs en tant que force rivale de la civilisation chrétienne occidentale, ceux-ci avaient toujours été tenus sous contrôle. Ils se répandaient maintenant à travers le grand corps malade européen comme des bacilles profitent d'un système immunitaire affaibli.

À l'issue du premier conflit mondial, toute l'Europe – y compris la Russie – était en faillite, désorganisée, et donc extrêmement vulnérable à ces nouveaux prédateurs. La Russie [bolchevique], fruit de la révolution d'octobre de 1917, fut la première à tomber sous leur joug, devenant ainsi la base de leurs futures opérations. Dès lors, s'appuyant sur la puissance économique et militaire de l'URSS, le judaïsme international s'apprêtait à fondre sur toute l'Europe. Son *modus operandi* était de fomenter des révolutions parmi les masses mécontentes à travers un réseau de partis communistes qu'il dominait sous l'égide de l'Internationale communiste de Moscou (Komintern) ; chaque élément de ce réseau étant ensuite coordonné par les populations juives respectives agissant comme une « Cinquième colonne ».

Seule l'Allemagne semblait avoir véritablement pris conscience de cette nouvelle menace qui planait sur la totalité du continent européen. Elle était donc la seule à s'être préparée en conséquence. Pour s'être proclamée défenseur de la civilisation chrétienne occidentale et opposée

au judaïsme international dissimulé derrière le masque du communisme ; elle fut promue au rôle de cible privilégiée de ce combat. Hermann Göring avait compris la vraie nature de la guerre :

« Cette guerre n'est pas une Seconde Guerre mondiale. C'est une grande guerre raciale. En fin de compte, il s'agit de savoir si ce sont l'Allemand et l'Aryen qui l'emporteront ici, ou bien le juif qui régnera sur le monde, et c'est pour cela que nous nous battons là-bas. »[146]

Il est difficile de savoir dans quelle mesure le président Roosevelt et son administration saisirent la véritable nature de la guerre, de même qu'il est difficile de déterminer envers lequel des deux aspects précédemment évoqués par Göring ils firent montre du plus grand empressement. Plusieurs membres du gouvernement étatsunien étaient sans doute convaincus que l'Allemagne représentait une menace pour la paix mondiale et qu'il fallait y mettre un terme (ce qui n'avait aucun sens). Mais que pensait Roosevelt ? Le fait est qu'il était lui-même enclin au socialisme et qu'il admirait l'oncle Joe, et la Russie communiste ; et qu'il était entouré d'hommes aux vues similaires. Ces hommes firent tout ce qui était en leur pouvoir pour mobiliser la puissance étatsunienne au profit de la cause de l'URSS (et donc, à celui des juifs internationaux). Le sous-secrétaire juif au Trésor, Harry Dexter White, était un agent secret soviétique et la majorité du personnel consultatif de Roosevelt était composée de juifs dont la sympathie envers le régime soviétique était avérée. L'intention de Roosevelt semble avoir été de se joindre à l'Union soviétique en vue de la destruction de l'Allemagne ; puis de procéder à la division du monde occidental afin de le placer sous le contrôle des États-Unis et de l'Union soviétique. Toutes ses décisions prises au cours de la guerre l'attestent abondamment.

Grâce à son programme de prêt-bail, Roosevelt avait placé toute la puissance industrielle des États-Unis au service de « l'oncle Joe » et de l'Union soviétique. Comme nous l'avons vu précédemment, une quantité pharamineuse de matériel de guerre y fut expédiée. Sans ce soutien massif, l'URSS n'aurait pas pu vaincre le Reich.[147]

---

[146] Hermann Göring, cité dans le livre de Michael Burleigh, *The Third Reich, A New History*, 2000.

[147] [NdT : plus de 400 000 jeeps et camions ; 13 000 locomotives et wagons de marchandises ; 90 cargos ; 4 000 bombardiers ; 10 000 avions de chasse ; et plus de

Cependant que l'Union soviétique fixait l'Allemagne sur le terrain dans un combat titanesque, Churchill et Roosevelt – dont les programmes étaient complémentaires – travaillaient main dans la main pour détruire, depuis les airs, les villes allemandes.

Ce n'est qu'une fois le Reich quasiment défait par la guerre aérienne que la Grande-Bretagne et les États-Unis se lancèrent dans une guerre terrestre.

*****

Avec ses millions d'habitants massacrés et la plupart de ses villes détruites, l'Allemagne fut le grand perdant de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, déterminer quels furent les véritables gagnants de cette guerre sur le long terme, ne fut pas tout de suite évident. Pour la Grande-Bretagne ce ne fut qu'une victoire à la Pyrrhus. En ayant forcé le Reich à entrer en guerre, et en s'étant appliqué à refuser les nombreuses ouvertures de paix du Führer, Churchill ne fit que pousser son pays vers la ruine et assener le coup de grâce à l'Empire britannique.

Il était manifeste pour tous que les deux gagnants de la guerre étaient les États-Unis et l'Union soviétique. Il y en avait cependant un troisième : la communauté juive internationale. On pourrait même aller jusqu'à dire que le judaïsme international fut le véritable vainqueur de la guerre. Affirmer aujourd'hui une telle chose reviendrait cependant à se voir confronter à un puissant tabou. Gagnants sur tous les fronts, les juifs ne tolèrent d'être dépeints qu'en qualité de victimes par excellence de cette guerre, et non pas comme ses vainqueurs.[148] Une fois l'Europe de l'Est envahie par l'Union soviétique, les juifs furent installés comme élite dirigeante dans la quasi-totalité des pays tombés en son pouvoir. Dans son livre *Derrière le rideau de fer*, (Harper, 1949), John Gunther écrivait :

---

7 000 chars furent livrés par les États-Unis à leurs alliés bolcheviques. Les Britanniques et les Canadiens, quant à eux, livrèrent 5 000 chars et 7 000 avions supplémentaires.]

[148] [NdT : selon Abraham Foxman, ancien directeur de la Ligue anti-diffamation (ADL), fondée par l'organisation B'nai B'rith aux États-Unis, il est notamment « contre-productif » de parler de certains autres génocides, tel que l'Holodomor par exemple, source : *Holodomor : la réponse juive* : https://archive.org/details/HolodomorLaReponseJuive.]

« La Pologne ; la Hongrie ; la Roumanie ; et la Tchécoslovaquie ont toutes des dictateurs juifs [à leur tête] ».

À ses dires, les trois juifs à la tête du gouvernement hongrois étaient : Mátyás Rákosi (né : Rosenfeld), Ernő Gerő (né : Singer) et Zoltán Vas (né : Weinberger). En Pologne, c'étaient Hilary Minc, Stanisław Skrzeszewski, Zygmunt Modzelewski et Jakub Berman. En Roumanie ; c'était Ana Pauker. En Tchécoslovaquie ; c'était Rudolf Slánský (né : Salzmann). Le seul dictateur non-juif derrière l'autre côté du rideau de fer était Josip Broz, dit « Tito » – en Yougoslavie – mais son bras droit n'en était pas moins le juif Moša Pijade.

Toujours selon le même, *« [Moša Pijade] est le mentor de Tito... Quelle que fût la pensée idéologique de Tito, elle lui était inspirée par le rusé vieil homme ».* Ainsi, non seulement les dictateurs de ces pays étaient juifs, mais leurs administrateurs étaient presque entièrement juifs. Dans la quasi-totalité des pays occupés par l'Union soviétique, les postes clés étaient également occupés par des juifs. Non seulement ces derniers contrôlaient l'Union soviétique, mais les élites juives avaient maintenant le pouvoir dans presque tous les pays sous occupation soviétique. Cependant, la loyauté et le dévouement de ces dirigeants n'étaient pas acquis aux pays dont ils assuraient la direction, mais au judaïsme international qui avait pour berceau l'Union soviétique.

Une autre des conséquences de la guerre fut que les juifs parvinrent à obtenir ce dont ils rêvaient depuis toujours : l'État d'Israël. Et – comme dans la bonne tradition séculaire, il incombe aux vaincus de payer des réparations aux vainqueurs – la Nation Internationale d'Israël exigea et reçut des milliards de dollars.[149] Des décennies plus tard, l'Allemagne continue à verser des pensions à vie à un demi-million de « survivants de l'holocauste » ; très exactement aux juifs qui avaient vécu dans les territoires occupés allemands pendant la guerre ou qui, volontaires ou contraints, avaient dû émigrer en raison de cette même guerre.[150]

[149] À ce jour, l'Allemagne a déjà versé à l'Israël 75 milliards de dollars américains au titre des réparations, somme qui avait été, en comparaison, fixée par le ruineux Traité de Versailles à 35 milliards de dollars américains.

[150] [NdT : pendant la guerre, 4,5 millions de juifs passèrent sous contrôle allemand. On remarquera que sur ces 4,5 millions, 6 millions furent tués dans les fameuses « chambres à gaz » ; ou ailleurs et 4,39 millions de personnes survécurent pour réclamer une pension allemande en tant que « survivant de l'Holocauste ».]

À la fin de la guerre, il semblait que la mainmise juive était partout. Ils contrôlaient l'Union soviétique et ils contrôlaient virtuellement la Grande-Bretagne et les États-Unis. Ils étaient si nombreux au sein de l'administration d'occupation alliée qu'ils purent ainsi dicter leurs conditions, y compris le plan Morgenthau. Ils dominèrent totalement les procès de Nuremberg. Et ils contrôlaient la plupart des journaux de l'Allemagne occupée.[151]

*****

Ainsi, pour des raisons très différentes de celles qui avaient été portées à la connaissance du public, l'Allemagne, tout en étant la grande perdante, avait surtout été la victime d'une guerre d'agression initiée contre elle par la Grande-Bretagne ; les États-Unis ; l'Union soviétique ; et le judaïsme international. Non seulement les juifs avaient le contrôle de l'Union soviétique, mais ayant celui de Roosevelt comme de Churchill par le biais de leurs entourages, ils étaient en mesure d'influencer fortement les décisions de politique étrangère de ces derniers. Le judaïsme international avait une aussi grande responsabilité dans le déclenchement de la guerre que n'importe quelle autre faction ; et il avait été l'un de ses plus grands bénéficiaires. Les citations contemporaines suivantes ne peuvent qu'étayer ce point de vue :

« Quand les nationaux-socialistes et leurs amis crient ou chuchotent que (cette guerre) est provoquée par les juifs, ils ont absolument raison. » – La revue juive *Sentinel of Chicago* (8 octobre 1940).

« Nous avons réussi à entraîner les États-Unis dans la Première Guerre mondiale et s'ils font ce que nous exigeons d'eux, en ce qui concerne la Palestine et les forces armées juives, alors nous serons également en mesure d'amener les juifs des États-Unis à faire entrer ce pays dans cette guerre. » – Weizmann à Churchill (septembre 1941)

[151] [NdT : les juifs dominaient et contrôlaient déjà les médias et l'industrie du rêve dans les pays alliés, infligeant tout à loisir au public leur version de l'histoire sur les « nazis » vaincus. De cette façon, ils pouvaient s'attribuer le rôle des victimes ultimes de la guerre, tout en récoltant en même temps les fruits de la victoire.]

« Hitler ne veut pas la guerre, mais il y sera forcé, et en fait, bientôt. Comme en 1914, c'est l'Angleterre qui a le dernier mot. » – Le sioniste Emil Ludwig Cohn.

« Le 3 juin 1938, [l'organe d'expression] 'The American Hebrew' pouvait se glorifier qu'il y eut des juifs dans les principales positions d'influence en Grande-Bretagne, en Russie et en France, et que ces 'trois fils d'Israël allaient envoyer le dictateur nazi en enfer'. » – Joseph Trimble, *The American Hebrew*.

« La guerre proposée a pour but d'établir l'hégémonie juive dans le monde entier. » – George Van Horn Moseley, général de brigade, *The New York Tribune* (29 mars 1939)

« Les millions de juifs qui vivent en Amérique ; en Angleterre et en France ; en Afrique du Nord et du Sud, sans oublier ceux de Palestine, sont déterminés à mener à bien la guerre d'extermination contre l'Allemagne. » – Centraal Blad Voor Israëlieten in Nederland [Journal central pour les juifs des Pays-Bas] (13 septembre 1939).

« En perdant l'Allemagne, les juifs ont perdu un territoire depuis lequel ils exerçaient un certain pouvoir. Ils étaient donc déterminés à le reconquérir. » – Louis Marschalko, *Les conquérants du monde : Les vrais criminels de guerre,* (1958).

« La Seconde Guerre mondiale est menée pour défendre les principes fondamentaux du judaïsme. » – Rabbin Felix Mendelssohn, *The Chicago Sentinel* (8 octobre 1942).

« Nous avons fait de Hitler un monstre ; un diable. C'est pourquoi nous ne pouvions pas nous désavouer après la guerre. Après tout, nous avons mobilisé les masses contre le diable lui-même. Après-guerre, nous avons donc été contraints de continuer à jouer notre rôle dans ce scénario diabolique. Nous n'aurions pu en aucun cas faire remarquer à notre peuple que la guerre n'était qu'une mesure économique préventive. » – Secrétaire d'État américain James Baker (1992).

« Il n'y a aucun doute : le national-socialisme faisait partie d'un processus de modernisation de la société allemande. Il a accéléré les changements sociaux en Allemagne. Il s'adressait davantage aux couches défavorisées de la société et apportait l'égalité des droits et l'émancipation aux femmes. » – Heinz Höhne, Gebt mir vier

Jahre Zeit [Donnez-moi quatre ans] (Ullstein Publishing House, Berlin-Francfort 1996, p. 10).

« Je ne vois pas pourquoi cette guerre doit continuer. Je suis attristé de penser aux sacrifices qu'elle va demander. J'aimerais pouvoir les empêcher. » – Adolf Hitler (juillet 1940).

« Il est faux de dire que j'ai voulu – ou quiconque d'autre en Allemagne – la guerre en 1939. Elle n'a été voulue et provoquée que par des hommes d'État internationaux d'origine juive ou travaillant pour des intérêts juifs. Pas plus que je n'ai souhaité qu'après l'effroyable Grande guerre, il y en ait une seconde contre l'Angleterre ou l'Amérique. » – Adolf Hitler (avril 1945).

*****

Bien que les juifs soient apparus comme les vainqueurs incontestables de la guerre, ils ont, du même coup, réussi à s'imposer dans l'esprit du public comme les victimes par excellence de la guerre, tout en s'exonérant de toute critique quant à leurs propres violations des règles de conduite communément admises. C'est par le contrôle des médias et de l'industrie du divertissement qu'ils parvinrent à le faire.

Que les juifs continuent encore aujourd'hui à se revendiquer en tant que minorité menacée, cernés par des majorités hostiles déterminées à les « persécuter », voire à les « exterminer », est totalement ridicule.[152] En dépit de leur petit nombre, ils constituent aujourd'hui, le peuple le plus puissant du monde. Grands vainqueurs de la guerre, ils ont abandonné l'Union soviétique (après l'avoir mise en coupe réglée) et ils ont déplacé leurs bases d'opérations en Israël et aux États-Unis. Dans le courant des trois ou quatre dernières décennies, les juifs des États-Unis ont atteint le statut d'élite et ont complètement évincé dans ce pays l'élite traditionnelle WASP (White Anglo-Saxon Protestant) qui menait jusqu'alors le pays. Leur infiltration dans les plus hautes sphères au sein de toutes les institutions américaines ; leur surreprésentation extrême dans toutes les professions qui comptent ; le contrôle qu'ils exercent sur le gouvernement ; sur les banques et les finances ; sur les médias et l'industrie du rêve ; leur surreprésentation dans les universités ; sont

[152] Ce dont ils accusent régulièrement l'Iran, sur la base de traductions biaisées (et, au demeurant, le reste du monde arabe).

encore plus répandus aujourd'hui que dans l'Allemagne de Weimar. Ainsi, sur les huit universités de la Ivy League, six ont des doyens juifs.[153]

Mais contrairement à cette élite WASP, désormais supplantée, les juifs sont devenus ce que le professeur Kevin McDonald, dans sa trilogie sur la culture juive, appelle une « élite hostile ». Cette ancienne élite n'avait jamais perdu son sens du noblesse oblige envers les gens simples d'Amérique. Après tout, ils avaient en commun leur religion et leur origine ethnique, et ils se sentaient concernés par le bien-être général de l'ensemble de leurs concitoyens. La nouvelle élite juive actuelle est différente. Indépendamment de leur mépris, ces juifs-là ne ressentent aucune affinité identitaire quelle qu'elle soit avec les Étatsuniens ordinaires ; seuls les préoccupent le bien-être et les intérêts de leur peuple.

Non seulement cette nouvelle élite juive n'a aucune empathie pour la majorité européenne traditionnelle, mais elle travaille activement à l'affaiblir. Selon E. Michael Jones, dans son livre *The Jewish Revolutionary Spirit and Its Impact on World History,* (2008), les juifs sont à l'origine de tous les mouvements anti-blancs et anti-chrétiens aux Etats-Unis [et ailleurs], surtout depuis le début des années 1960. La NAACP[154] a été fondée par des juifs. Le mouvement des droits civiques a été organisé et promu par les juifs. Il en va de même pour la révolution sexuelle ; le mouvement hippie ; le mouvement féministe ; la promotion des droits des homosexuels et le mariage homosexuel ; le mouvement de la séparation de l'Église et de l'État (une attaque contre le christianisme) ; et surtout le mouvement multiculturel.[155] Ce sont les juifs qui ont réussi à modifier notre loi sur l'immigration en 1965[156] ; ce qui a ensuite ouvert nos portes à un déluge d'immigrants non-blancs et non-chrétiens. Cette nouvelle politique d'immigration est très pratique pour condamner l'Amérique traditionnelle que nous connaissions. On prévoit que la majorité blanche des États-Unis cessera d'exister d'ici deux ou trois décennies. Ce changement démographique changera complètement le

[153] [NdT : sur les 24 hauts administrateurs de la Ivy League, 20 sont juifs ou ont des conjoints juifs. Ivy League, est un terme qui désigne un groupe de huit fameuses universités privées toutes situées sur la côté Est : Brown, Columbia, Cornell, Dartmouth, Harvard, Princeton, University of Pennsylvanie et Yale.]

[154] [NdT : Association nationale pour la promotion des personnes de couleur.]

[155] [NdT : la plupart des chanteurs dits folkloriques des années soixante et soixante-dix étaient juifs, et leur « musique folklorique » sans exception portait un message préjudiciable à notre culture traditionnelle européenne blanche.]

[156] [NdT : cela coïncide en France à la période Giscard d'Estaing-Chirac.]

caractère du pays, et pas nécessairement en mieux. En outre, les juifs ont fait exactement la même chose à l'Europe, de sorte que sa démographie est aussi en train de se modifier spectaculairement.[157] On considère que saper le contrôle des majorités et promouvoir le multiculturalisme est également « bon pour les juifs ». La devise, comme toujours, est « Diviser pour mieux régner ». Tandis que tous les différents groupes ethniques et religieux actuellement présents aux États-Unis s'affrontent entre communautés, notre nouvelle élite juive utilise son pouvoir pour promouvoir les intérêts d'Israël et du judaïsme international.

Les 5,2 millions de juifs aux États-Unis et les 5,8 millions de juifs en Israël conspirent ensemble pour manipuler et contrôler la grande puissance et la richesse de notre pays et la diriger au profit des juifs internationaux et de la nation d'Israël. L'argent et la technologie étatsuniennes[158] ont été utilisés pour construire l'une des forces militaires les plus puissantes au monde dans ce minuscule état. Par l'intermédiaire de ses compatriotes juifs aux manettes du gouvernement américain, Israël dicte pratiquement notre politique étrangère, en particulier au Moyen-Orient, et l'Armée américaine sert d'armée de supplétifs à ce petit état pour la réalisation de ses objectifs de politique étrangère. En outre, de vastes sommes d'argent sont continuellement extorquées aux contribuables américains et acheminées vers ce pays. Une partie de cet argent est ensuite réinjectée aux États-Unis afin d'y financer les politiciens qui complaisent à leurs ordres, assurant ainsi la poursuite immuable de ce cycle monétaire.

Par ces moyens, entres autres, l'AIPAC[159] (The American Israel Public Affairs Committee) contrôle totalement le gouvernement américain, que ce soit le législatif (Congrès) ou l'exécutif (Présidence), et l'industrie juive de l'information et du rêve domestique l'opinion publique américaine. En dépit de leur prétention à se faire passer pour de perpétuelles victimes, vivant sous la menace constante de persécutions, voire d'exterminations, par leurs populations d'accueil non-juives ; ils ressortent en tant que gagnants incontestables de la Seconde Guerre mondiale ; ayant récolté tous les fruits de la victoire. Ils règnent désormais partout.

---

[157] [NdT : voir « drépanocytose », en 2014 l'État français a cessé de rendre publique le taux des naissances en Ile de France afin d'éviter que ne soit rendue trop visible ce remplacement effectif de population.]

[158] [NdT : et Allemandes.]

[159] [NdT : Commission américaine des affaires publiques d'Israël.]

*****

À elle seule, l'Union soviétique n'aurait pas pu vaincre l'Allemagne. Ce qu'il faut bien comprendre ; c'est que la guerre n'était pas seulement une guerre opposant l'un et l'autre pays, mais une guerre opposant l'Allemagne aux juifs internationaux. L'Union soviétique n'en était qu'une composante. De puissants juifs étaient intervenus pour entraîner les USA – comme la Grande-Bretagne – dans la guerre aux côtés de l'Union soviétique. L'Allemagne, bien sûr, ne pouvait résister à une telle écrasante combinaison de forces déployées contre elle. Et elle fut détruite.

La grande majorité des gens ne semble toujours pas comprendre que l'anéantissement de l'Allemagne fut une catastrophe pour l'Occident. Ce pays a toujours fait partie de la civilisation chrétienne occidentale, dont le cœur même était l'ancien Saint-Empire romain, en tant que fondement de l'Europe moderne. En alliant les États-Unis et la Grande-Bretagne à l'Union soviétique et au communisme juif international contre cette Allemagne occidentale chrétienne, nous avons pratiquement provoqué le suicide de l'Occident. Adolf Hitler, défenseur de la civilisation chrétienne occidentale – mais aussi l'homme qui fut le plus engagé dans la prévention d'une mainmise totale judéo-communiste sur l'Europe au cours de l'entre-deux-guerres – fut contraint au suicide, et la formidable promesse d'une Europe guidée par un Hitler et fondée sur une Allemagne forte mourut avec lui.

Les conséquences de la guerre furent incommensurables. Deux mille ans d'art, d'architecture, de culture et de science partirent en fumée alors que le cœur et l'âme de l'Europe étaient en proie à la guerre. L'économie européenne fit faillite. La faim frappa des millions de personnes. L'Empire britannique s'effondra. La moitié de ce qui restait de l'Europe tomba sous le contrôle de l'Union soviétique judéo-communiste. Une longue guerre froide entre l'Est et l'Ouest s'ensuivit. Après-guerre, le destin de la civilisation occidentale fut à jamais changé, passant de tous les possibles à un déclin inexorable.

Au début du XX^{e} siècle, la race blanche dominait le monde. Bien que la Première Guerre mondiale ait porté un coup très dur à la civilisation occidentale, l'Europe parvint quand même à s'en remettre. Mais désormais, plus de sept décennies après la dévastatrice seconde guerre mondiale – une guerre qui aurait facilement pu être évitée – la race blanche européenne est confrontée à un risque bien réel d'extinction.

Son taux de natalité est maintenant inférieur au niveau de maintien de la population, cependant que des hordes d'immigrants non-blancs et non-chrétiens affluent de toutes parts – tant en Europe qu'aux États-Unis – polluant, diluant, divisant et atomisant nos populations autrefois homogènes, à un point tel que le processus semble désormais irréversible. Si *« la démographie est le destin »*, alors le destin de l'Occident fait face à un inexorable déclin, tandis que celui de la juiverie internationale est en hausse. Cette soi-disant « bonne guerre »[160] s'est soldée par un très « mauvais » résultat pour l'Occident. Même Churchill a fini par reconnaître la grande erreur de la Grande-Bretagne et des États-Unis de s'être rangée du côté de l'Union soviétique contre l'Allemagne. Dans un discours prononcé longtemps après la guerre, il a dit : *« Nous avons égorgé le mauvais cochon. »*[161]

[160] [NdT : les médias étatsuniens parlent en effet de la deuxième guerre mondiale et toutes celles qui ont suivies comme de la « bonne guerre » !]

[161] [NdT : on ne prête qu'aux riches, il n'existe aucune source fiable qui confirme que Churchill ait effectivement dit une telle chose.]

L'oncle Sam : « VOUS ! Enrôlez-vous dans l'armée des États-Unis. Rendez-vous à la station de recrutement la plus proche ».

ANNEXE

Intégralité du discours de Samuel Untermyer dans sa version originale anglaise :

Text of Untermyer's Speech in New York City after his return from Amsterdam

My Friends: What a joy and relief and sense of security to be once more on American soil! The nightmares of horrors through which I have passed in those two weeks in Europe, listening to the heartbreaking tales of refugee victims, beggar description.

I deeply appreciate your enthusiastic greeting on my arrival today, which I quite understand is addressed not to me personally but to the holy war in the cause of humanity in which we are embarked. Jews and non-Jews alike, for we are equally concerned that the work of centuries shall not be undone, and that civilization shall not be allowed to die.

It is a war that must be waged unremittingly until the black clouds of bigotry, race hatred and fanaticism that have descended upon what was once Germany, but is now medieval Hitlerland, have been dispersed. If we will but enlist to a man and persist in our purpose, the bright sun of civilization will again shine upon Germany, and the world will be a safer place in which to dwell.

As our ship sailed up the bay today past our proud Statue of Liberty, [a gift to the U.S. from the Grand Orient – Illuminati - Lodge of France] I breathed a prayer of gratitude an thanksgiving that this fair land of freedom has escaped the curse that has descended upon benighted Germany, which has thereby been converted from a nation of culture into a veritable hell of cruel and savage beasts.

The World's Concern

We owe it not only to our persecuted brethren but to the entire world to now strike in self-defense a blow that will free humanity from a repetition of this incredible outrage. This time the Jews are the victims, next time it may be the Catholics or the Protestants. If we once admit, as is brazenly insisted by the German Government, that such fiendish persecution of the people of one race or creed is an internal domestic affair and not a world concern, how are we to know whose turn will be next?

Now or never must all the nations of the earth make common cause against the monstrous claim that the slaughter, starvation and annihilation, by a country that has reverted to barba-

rism, of its own innocent and defenseless citizens without rhyme, reason or excuse is an internal affair against which the rest of the world must stand idly by and not lift a hand in defense.

I have seen and talked with many of these terror-stricken refugees who have had the good fortune to escape over the border, though forced to leave their property behind them, and I want to say to you that nothing that has seeped through to you over the rigid censorship and lying propaganda that are at work to conceal and misrepresent the situation of the Jews in Germany begins to tell a fraction of the frightful story of fiendish torture, cruelty and persecution that are being inflicted day by day upon these men, women and children, of the terrors of worse than death in which they are living.

When the tale is told, as it will be some day if the impotent League of Nations ever sufficiently awakens from its Rip Van Winkle slumbers to the realization of its power and duty to prosecute an investigation into the facts, the world will confront a picture so fearful in its barbarous cruelty that the hell of war and the alleged Belgian atrocities will pale into insignificance as compared to this devilishly, deliberately, cold-bloodedly planned and already partially executed campaign for the extermination of a proud, gentle, loyal, law-abiding people — a people who love and have shed their blood for their Fatherland, and to whom Germany owes in large part its prosperity and its great scientists, educators, lawyers, physicians, poets, musicians, diplomats and philosophers, who are the backbone of its past cultural life.

Back to Dark Ages

But why dwell longer upon this revolting picture of the ravages wrought by these ingrates and beasts of prey, animated by the loathsome motives of race hatred, bigotry and envy. For the Jews are the aristocrats of the world. From time immemorial they have been persecuted and have seen their persecutors come and go. They alone have survived. And so will history repeat itself, but that furnishes no reason why we should permit this reversion of a once great nation to the Dark Ages or fail to rescue these 600,000 human souls from the tortures of hell as we can with the aid of our Christian friends, if we have the will to act.

Protests and pleas from all corners of the earth, from the leaders of all creeds, having proven as vain and unavailing as was the idealistic dream of our martyred President of making the world safe for democracy and of protecting minorities, what then are to be the lines of our defensive campaign against these atrocities, on which we are already actively embarked? Are we right in our plan? If so, what steps shall now be prosecuted to attain success?

Our campaign is twofold — defensive and constructive. On the defensive side will be the economic boycott against all German goods, shipping and services. On the constructive side will be an appeal to the League of Nations to construe and enforce the labor union provisions of the Versailles Treaty and the written promises made by Germany, while the treaty was

under negotiation, to protect its minorities, which have been flagrantly violated by its disfranchisement and persecution of the German Jews.

What Boycott Means

As in the boycott, strange to say a mere handful in number, but powerful in influence, of our thoughtless but doubtless well-intentioned Jews seem obsessed and frightened at the bare mention of the word "boycott". It signifies and conjures up to them images of force and illegality, such as have on occasions in the past characterized struggles between labor unions and their employers. As these timid souls are capitalists and employers, the word and all that it implies are hateful to their ears.

In point of fact, it signifies nothing of the kind. These gentlemen do not know what they are talking or thinking about. Instead of surrendering to their vague fears and half-baked ideas, our first duty is to educate them as to what is meant by a purely defensive economic boycott, and what we are doing and proposing.

Admittedly, the boycott is our only really effective weapon. These gentlemen who are taking counsel of their groundless fears to the exclusion of their reason have done nothing and have no program except to attempt to arouse world opinion, which is and has been from the outset on our side, as it was bound to be because of this brutal, senseless, unprovoked assault upon civilization.

It is not necessary to belittle or underrate that accomplishment, if their aimless, fruitless endeavors in that direction may be so dignified in recognition of their good intentions, barren of results as they have been.

It is sufficient that their efforts have proven unavailing and that the campaign of Schrecklichkeit not only goes on unabated in the face of unanimous world opinion; but that it is increasing in intensity and that the masses of the German people, misled by government propaganda and suppression of free speech and of the press, are either voluntarily, or through fear of punishment at the hands of their despotic rulers, supporting their government in this hellish campaign.

What then have these amiable gentlemen accomplished and what do they hope or expect to accomplish in the way of stemming this conflagration of civilization by their "feather-duster" methods? You cannot put out a fire, and especially that kind of a fire, by just looking on until the mad flames, fanned by the wind of hate, have destroyed everything.

What we are proposing and have already gone far toward doing, is to prosecute a purely defensive economic boycott that will undermine the Hitler regime and bring the German people to their senses by destroying their export trade on which their very existence depends.

Force Them to Learn

They have flaunted and persisted in flaunting and defying world opinion. We propose to and are organizing world opinion to express itself in the only way Germany can be made to

understand. Hitler and his mob will not permit their people to know how they are regarded by the outside world. We shall force them to learn in the only way open to us.

Revolting as it is, it would be an interesting study in psychology to analyze the motives, other than fear and cowardice, that have prompted Jewish bankers to lend money to Germany as they are now doing. It is in part their money that is being used by the Hitler regime in its reckless, wicked campaign of propaganda to make the world anti-Semitic; with that money they have invaded Great Britain, the United States and other countries where they have established newspapers, subsidized agents and otherwise are spending untold millions in spreading their infamous creed.

The suggestion that they use that money toward paying the honest debts they have repudiated is answered only by contemptuous sneers and silence. Meantime the infamous campaign goes on unabated with ever increasing intensity to the everlasting disgrace of the Jewish bankers who are helping to finance it and of the weaklings who are doing nothing effective to check it.

The Hitler regime originated are fiendishly prosecuting their boycott to exterminate the Jews by placarding Jewish shops, warning Germans against dealing with them, by imprisoning Jewish shopkeepers and parading them through the streets by the hundreds under guard of nazi troops for the sole crime of being Jews, by ejecting them from the learned professions in which many of them had attained eminence, by excluding their children from the schools, their men from the labor unions, closing against them every avenue of livelihood, locking them in vile concentration camps, starving and torturing them, murdering and beating them without cause and resorting to every other conceivable form of torture, inhuman beyond conception, until suicide has become their only means of escape, and all solely because they are or their remote ancestors were Jews, and all with the avowed object of exterminating them.

Appeal to Mankind

As against this, the foulest boycott in the annals of time, we are appealing to all mankind to enforce a counter-boycott. That appeal is meeting with the conviction that idealism and justice are still alive.

There is nothing new in the use of the economic boycott as an instrument of justice. The covenant of the League of Nations expressly provides in these identical words for its use to bring recalcitrant nations to terms. President Roosevelt, whose wise statesmanship and vision are the wonder of the civilized world, is invoking it in furtherance of his noble conception for the readjustment of the relations between capital and labor under the terms of the sweeping Industrial Recovery Act, to the end that labor shall receive a more just share of the wealth it creates. He is about to enlist the consumers of the country in a national campaign in which they pledge themselves to boycott all manufacturers, jobbers and retailers who fail to subscribe to the codes and to buy only from those who have assented and who are thereby privileged to fly the blue eagle of NRA [National Recovery Act]. What more exalted precedent do our timid friends want?

With this explanation of our aims, I appeal to the American Jewish Committee, whose public spirit and good intentions I do not for a moment question, but the wisdom of whose judgment I challenge, no longer to hold aloof but to rid themselves of their timid and ill-considered prejudices and join in actively pressing this boycott as our only weapon except the appeal to the League, which I shall discuss at a later time.

I purposely refrain from including the American Jewish Congress in this appeal because I am satisfied that 95 per cent of their members are already with us and that they are being misrepresented by two or three men now abroad. Of them I ask that, prior to the meeting to be held this month in Prague by their executive committee, they instruct these false leaders in no uncertain terms as to the stand they must take on this all-important subject and demand that they shall either openly represent their views or resign their offices. One of them, generally recognized as the kingpin of mischief makers, is junketing around the Continent engaged in his favorite pastime of spreading discord, asserting at one time and place that he favors and supports the boycott and at another that he is opposed or indifferent to it, all dependent on the audience he is addressing; but always directly or indirectly delivering a stab in the dark.

Progress So Far Made

There is not time now, but I hope and expect in the near future to be able to report to you the steps that have been taken and that are already under way, and the surprising and gratifying progress already made in many countries toward the success of the economic boycott in which we are engaged. Although considerable progress in that direction has already been made in Great Britain and in the United States, you will be surprised to learn that they are the least advanced and as yet the most inadequately organized of all the countries that were represented at the Amsterdam World Economic Conference, where the boycott was unanimously and enthusiastically approved by formal resolution by a rising vote.

With us in America the delay has been due in part to lack of funds and the vast territory to be covered, but it is hoped, and expected, that this condition will soon be corrected. The object-lesson we are determined to teach is so priceless to all humanity that we dare not fall.

Each of you, Jew and Gentile alike, who has not already enlisted in this sacred war should do so now and here. It is not sufficient that you buy no goods made in Germany. You must refuse to deal with any merchant or shopkeeper who sells any German-made goods or who patronizes German ships or shipping.

To our shame be it said that there are a few Jews among us, but fortunately only a few, so wanting in dignity and self-respect that they are willing to travel on German ships where they are despised and meet with the just contempt of the servants who wait upon them and of their fellow passengers. Their names should be heralded far and wide. They are traitors to their race.

In conclusion, permit me again to thank you for this heartening reception and to assure you that, with your support and that of our millions of non-Jewish friends, we will drive the last

nail in the coffin of bigotry and fanaticism that has dared raise its ugly head to slander, belie and disgrace twentieth century civilization.

The end.

Bibliographie

En plus des nombreux livres et articles cités dans le texte, les livres ci-dessous (presque tous de la bibliothèque personnelle de l'auteur) ont été utilisés pour écrire *Le Sale Boche raconté aux braves gens*.

Baker, Nicholson, *Human Smoke*, 2008. Traduit par Éric Chenaille ; titre français *Human smoke prémices de la Seconde Guerre mondiale, la fin de la civilisation*, mai 2009, Éd. Bourgeois, ISBN 978-2267020366.

Barnes, Harry Elmer, *The Genesis of the World War*, 1929, Barnes.

Barnes, Harry Elmer, *Perpetual War for Perpetual Peace*, 1969.

Beard, Charles A., *President Roosevelt and the Coming of the War*, 1941.

Beckman, Morris, *The Jewish Brigade*, 2009.

Bellock, Hilaire, *The Jews*, 1922.

Best, Nicholas, *The Greatest Day in History: How, on the Eleventh Hour of the Eleventh Day, of the Eleventh Month, the First World War Finally Came to an End*, 2008.

Black, Edwin, *The Transfer Agreement*, 1984, étude de l'accord projeté entre Hitler et les sionistes en vue de la création d'un état juif en Palestine par transfèrement des juifs d'Allemagne.

Blum, Howard, *The Brigade: An Epic Story of Vengeance, Salvation and WWII*, 2002, sur les activités de la « Brigade juive » en Allemagne, après la reddition.

Britton, Frank L., *Behind Communism*, 1952, histoire des juifs d'Europe et leur rôle fondateur dans le communisme.

Bryant, sir Arthur, *Unfinished Victory*, 1940, plaidoyer à décharge pour l'Allemagne.

Bukey, Evan Burr, *Hitler's Austria: Popular Sentiment in the Nazi Era, 1938-1945*, 2000.

Burleigh, Michael, *The Third Reich, A New History*, 2000.

Dawson, William Harbutt, *Germany Under the Treaty*, 1933.

Dilling, Elizabeth, *The Roosevelt Red Record and its Background*, 1936.

Dreyfus, Paul, dans *La Voix de Tanger*, May 15, 1939, une étude du système de troc mis en place par l'Allemagne hitlérienne.

Duffy, Christopher, *Red Storm on the Reich: The Soviet March on Germany, 1945*, 1991.

Eby, Cecil D., *Comrades and Commissars: The Lincoln Battalion in The Spanish Civil War*, 2007.

Evans, Richard J., *Lying About Hitler*, 2001.

Finkelstein, Norman, *The Holocaust Industry*, 2000. Traduit par Éric Hazan, avec une postface de Rony Brauman ; titre français *L'industrie de l'Holocauste*, février 2001, Éd. La Fabrique, ISBN 978-2913372108.

Finkelstein, Norman, *Beyond Chutzpah*, 2005.

Fish, Hamilton, *FDR: The Other Side of the Coin*, 1977.

Fish, Hamilton, *Tragic Deception*, 1983.

Fleming, Thomas, *Illusion of Victory*, *America In World War I*, Basic Books, 2003.

Flynn, John T., *The Roosevelt Myth*, 1948.

Friedrich, Jörg, *Der Brand*, 2004, sur la campagne de bombardements contre l'Allemagne. Titre français *L'incendie – l'Allemagne sous les bombes*, septembre 2004, Éd. de Fallois, ISBN 978-2877064958.

Gay, Peter, *Weimar Culture: The Outsider as Insider*, 1968. Traduit par Jean-François Sène ; titre français *Le suicide d'une république – Weimar 1918-1933*, septembre 1955, Éd. Gallimard, ISBN 978-2070740819.

Gilbert, Martin, *Churchill and the Jews*, 2007.

Gilbert, Martin, *The First World War*, 1994.

Gooch, John, *Mussolini and His Generals: The Armed Forces and Fascist Foreign Policy, 1922 1940*, 2007.

Halter, Marek, *The Wind of the Khazars*, 1988. Titre français *Le vent des Khazars*, Éd. Pocket, ISBN 978-2266122252.

Hoggan, David L., *The Forced War*, 1961.

Hansen, Randall, *Fire and Fury, The Allied Bombing of Germany, 1942-1945*, 2008.

Howe, Irving, *World of our Fathers, the story of East European Jewish immigration to America* 1976. Traduit par Céline Bloc-Rodot ; titre français *Le monde de nos pères – L'Extraordinaire odyssée des juifs d'Europe de l'Est en Amérique*, janvier 1997, Éd. Michalon, ISBN 978-2841860333.

Irving, David, *Hitler's War*, 1977.

Irving, David, *Churchill's War*, 1987.

Irving, David, *Goering*, 1989. Traduit par Raymond Albeck ; titre français *Goering – le complice d'Hitler Tome 1 1933-1939*, avril 1991, Éd. Albin Michel,

ISBN 978-2226052322 et *Goering – le maréchal du Reich, Tome 2 1939-1946*, avril 1991, Éd. Albin Michel, ISBN 978-2226053480.

Irving, David, *Apocalypse 1945: The Destruction of Dresden*, 1963. Titre français *La Destruction de Dresde : La nuit du châtiment pour l'Allemagne nazie, 250 000 civils massacrés par les bombardiers anglo-américains*, 1987, Éd. Art et histoire d'Europe, ISBN 978-2906026070.

Jentsch, Mary Hunt, *Trek: An American Woman, Two Small Children, and Survival in World War II Germany*, 2008, sur les colonnes de réfugiés fuyant la Prusse orientale vers la fin de la guerre, au moment de l'invasion russe.

Johnson, Eric A., *Nazi Terror: The Gestapo, Jews, and Ordinary Germans*. 2000.

Jones, E. Michael, *The Jewish Revolutionary Spirit, and its Impact on World History*, 2008.

Kershaw, Ian, *Making Friends with Hitler: Lord Londonderry, the Nazis and the Road to War*, 2004, relate l'admiration de lord Londonderry pour l'Allemagne et l'amitié qui le liait à Hitler.

Kershaw, Ian, *The End: The Defiance and Destruction of Hitler's Germany, 1944-1945*, 2011.

Kilzer, Louis C., *Churchill's Deception: The Dark Secret that Destroyed Nazi Germany*, 1994.

Knappe, Siegfried & Ted Brusaw, *Soldat: Reflections of a German Soldier, 1936-1949*, 1992.

Knight, G.E.O., *In Defense of Germany*, 1934.

Koestler, Arthur, *The Thirteenth Tribe*, 1976, sur l'origine khazar des juifs ashkénazes. Titre français *La treizième tribu – L'empire khazar et son héritage*, février 2020, Éd. Tallandier, ISBN 979-1021042445.

Kramer, Mark (Éditeur) *The Black Book of Communism: Crimes, Terror, Repression*, 1992.

Lindbergh, Charles, *Autobiography of Values*, 1978.

Lindemann, Albert, *Esau's Tears, Modern Anti-Semitism and the Rise of the Jews*, 1997.

Linge, Heinze, *With Hitler To The End, The Memoirs of Hitler's Valet*, 2009.

Lowe, Keith, *Inferno: The Fiery Destruction of Hamburg*, 2007.

Mandell, Richard D., *The Nazi Olympics*, 1971.

Marschalko, Louis, *The World Conquerors: The Real War Criminals*, 1948.

Martin, Ralph G., *Jennie, The Life Of Lady Randolph Churchill: The Romantic Years*, 1969.

McDonald, Kevin, *A People That Shall Dwell Alone*, 1994.

McDonald, Kevin, *Separation and its Discontents*, 1998.

McDonald, Kevin, *The Culture of Critique*, 1998, — Une trilogie sur le judaïsme et la culture juive.

McDonough, Giles, *After the Reich*, 2007.

Meyer, Henry Cord, *Five Images of Germany: Half a Century of American Views on German History*, 1960.

Mueller, Margarete G., *Lost Years*, 2008, sur les affres endurées par les civils allemands s'enfuyant de la Prusse orientale pour échapper à l'Armée russe.

Neumann, Franz, *Behemoth: The Structure and Practice of National Socialism, 1933 - 1944*, 1944.

Nitsch, Grunter, *Weeds Like Us*, 2006, un autre récit d'une famille de civils allemands fuyant la Prusse orientale.

Orwell, George, *Homage to Catalonia*, 1938. Traduit par Yvonne Davet ; titre français *Hommage à la Catalogne*, janvier 2000, Éd. 10/18, ISBN 978-2264030382.

Persico, Joseph E., *Roosevelt's Secret War: FDR and World War II Espionage*, 2001.

Pine, L.G., *Tales of the British Aristocracy*, 1956.

Pipes, Richard, *The Russian Revolution*, 1990. Traduit par Luccioni Jean-Mathieu ; titre français *Les Révolutions Russes 1905-1917*, septembre 2018, Éd. Rerrin, ISBN 978-2262075224.

Preston, Paul, *The Spanish Civil War*, 1986.

Radzinsky, Edvard, *The Last Czar*, 1992.

Radzinsky, Evdard, *Stalin*, 1998.

Raico, Ralph, *Great Wars & Great Leaders*, 2010.

Rayfield, Donald, *Stalin and his Hangmen*, 2004.

Reed, Douglas, *Disgrace Abounding*, 1939.

Rosenberg, Alfred, *Myth of the Twentieth Century*, 1935. Titre français *Le Mythe du XXème Siècle*, mars 2016, Éd. Javiez Gòmez Pérez, ISBN 978-1530395330.

Service, Robert, *Lenin, A Biography*, 2000. Titre français *Lénine*, août 2016, Éd. Tempus, ISBN 978-2262066574.

Showalter, Dennis E., *Tannenberg: Clash of Empires*, 1991.

Simpson, Colin, *The Lusitania*, 1972.

Slezkine, Yuri, *The Jewish Century*, 2004. Traduit par Marc Saint-Upéry ; titre français *Le siècle juif*, mars 2018, Éd. La Découverte, ISBN 978-2707199546.

Solzhenitsyn, Alexander, *The Gulag Archipelago*, 1973. Titre français *L'archipel du goulag – 1918-1956*, juin 2014, Éd. Points, ISBN 978-2757843260.

Sontag, Raymond J., *A Broken World 1919-1939: The Rise of Modern Europe*, 1971.

Stinnett, Robert B., *Day of Deceit: The Truth About FDR and Pearl Harbor*, 2000.

Sutton, Anthony C., *Wall Street and the Bolshevik Revolution*, 1974. Titre français *Wall Street et la revolution bolchévique*, octobre 2010, Éd. Le retour aux sources, ISBN 978-2355120442.

Tannehill, Evelyne, *Abandoned and Forgotten*, 2006, l'histoire d'une fillette de neuf ans rendue orpheline par la guerre et livrée à elle-même en Prusse orientale.

Taylor, A.J.P., *The Origins of the Second World War*, 1996. Traduit par René Jouan ; titre français *Les Origines de la Seconde Guerre Mondiale*, 1961, Éd. Presses de la cîté, ISBN – néant -.

Taylor, Frederick, *Dresden*, 2004.

Ungvary, Krisztian, *The Siege of Budapest: 100 Days in World War II*, 2002.

Viola, Lynne, *The Unknown Gulag: The Lost World of Stalin's Special Settlements*, 2007.

Waydenfeld, Stefan, *The Ice Road: An Epic Journey From the Stalinist Labor Camp*, 1999.

Webster, Nesta, *Germany and England*, 1938.

Wilton, Robert, *The Last Days of the Romanovs*, 1920.

À propos de l'auteur

Benton L. Bradberry a servi comme officier embarqué dans l'aéronavale américaine en tant que pilote de 1955 à 1977 ; durant la totalité de la « guerre froide ». Il fut de cette génération qui eut à subir en plein la propagande antiallemande ainsi que les récits holocaustiques. Il eut également à subir la propagande anticommuniste et la psychose de guerre caractéristiques de cette guerre froide. Passionné par l'histoire de cette période, il en étudia en profondeur tous les aspects. Ses années passées dans la Marine lui donnèrent l'occasion de visiter une grande partie de l'Europe ; voyages qu'il poursuivit une fois libéré de ses obligations militaires. Soucieux d'objectivité, il comprit très vite à quel point l'histoire contemporaine nous était dispensée par la propagande. Il était donc indéniable que ses recherches sur « la face cachée de l'histoire » le mèneraient à la rédaction du présent ouvrage. L'auteur était diplômé en sciences politiques et relations internationales de la Naval Post Graduate School de Monterey, (Californie).

Autres livres traduits et ou publiés par Valérie Devon/Didi18 Éditions

Ernst Böhm – *Les ordres des commandants d'Auschwitz*

Michael Collins Piper – *Le complexe de Caïphe*

John Gimbel – *Science, Technologie et Réparations – le pillage de l'Allemagne d'après-guerre*

Thomas Goodrich – *Tempête diabolique (Hellstorm)*

Else Löser – *Pologne et les falsifications de l'histoire polonaise*

Arnold Leese : – *Les guerres de survie juives*
– *Meurtres rituels juifs*
– *Sottise du Gentil, les Rothschild*
– *Hors des sentiers battus ou les deux vies trépidantes d'un vétérinaire anti juif*

Gerard Menuhin – *Dites la vérité et vous humilierez le diable*

Alfred Rosenberg – *Le Mythe du XX^ème siècle*

Arthur Butz – *La mystification du XX^e siècle*

Julius Streicher – *Le testament politique de Julius Streicher*

Udo Walendy – *Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933*

Carlos W. Porter – *Made in Russia : the Holocaust – Condensé du livre de C. Porter*

Auteur anonyme – *Quand les « victimes » dictent leurs lois (vol. 1, 2, 3, 4 et 5)*

Jacqueline Berger : – *La Philosophie universelle ou comment échapper à l'Enfer ici-bas*
– *La Mythologie – Une brèche dans l'abîme ?*
– *Le christianisme, invention du judaïsme*
– *Les mystères dévoilés*

Eustace Mullins : – *La véritable histoire des relations entre les Goyim et les juifs*
– *Le viol de la justice*

Henri Turner – *L'accession au pouvoir de Hitler financée par l'argent juif : mythe ou réalité ?*

Wilhelm Kammeier – *La falsification de l'histoire allemande*

Auteur anonyme – *Europa, la dernière bataille – le livre*

Dennis Wise – *Adolf Hitler : la plus grande histoire JAMAIS racontée !*

Pour commander ces ouvrages : didi18edition.com